INSEE/BIBC
00 002 027 274

Annuaire statistique de la France (1953)
Ex 00 002 027 274 Cote S FRA 0001 3°
N° Vol : 1999 N° : 104 Date du n°:Ed.2001
Reçu le : 11/05/01 Liste n° : 3

BIBL-H151

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Édition 2001

104ème édition

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE

Source gallica.bnf.fr / INSEE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 2001

DONNÉES ÉGALEMENT DISPONIBLES SUR CÉDÉROM *(cf. page V)*

104e VOLUME

Nouvelle série n° 46

RÉSULTATS
DE 1999

Remerciements

L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'Annuaire statistique de la France.

Directeur de la publication : Paul CHAMPSAUR

Rédaction en chef : Catherine CLUZEAU

Coordination : Jean-Pierre VIETTI

Rédaction : Josiane BRAQUEHAIS, Hervé MORIZET, Maryse REGNART, Monique ZANNETTACCI

Avec la participation de : Isabelle GAUCHENOT, Bernadette RENARD, Corinne IGNASSE

Secrétariat : Karin ICHELMANN

Graphiques : Chantal KOHLER

Couverture, Conception-Réalisation : Jacqueline LOUIS-MARIE-ABSALON (INSEE)
CRÉATONE (PARIS)

© INSEE 2001

À nos lecteurs

Cette 104e édition de l'Annuaire Statistique de la France présente les résultats les plus significatifs des enquêtes réalisées par le système statistique français, enrichis de données internationales. En particulier, les informations les plus récentes provenant du recensement de la population de 1999 sont livrées dans les chapitres « Logement », « Territoire et population », « Structure de la population », « Ménages », « Étrangers et immigrés ».

Par ailleurs, les changements intervenus en matière monétaire, du fait du passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire le 1er janvier 1999, sont à l'origine de la refonte du chapitre « Monnaie, Crédit, Épargne et patrimoine » ; les nouveaux agrégats monétaires européens y sont notamment insérés. La publication des données financières en euros, commencée dans la précédente édition, s'étend aux chapitres « Comptabilité nationale » et « Balance des paiements ».

Plusieurs révisions méthodologiques (changements de base, modifications de champ d'enquêtes, etc.) ou l'introduction d'un nouvel indice (prix des logements anciens) donnent lieu à de nouvelles séries aux chapitres « Indice des prix à la consommation », « Indices des prix de gros, indices de prix de vente industriels, indice du coût de la construction, indice des prix des logements anciens », « Commerce extérieur », « Loisirs divers » (pour les tableaux sur la navigation de plaisance), « Conditions de travail » (pour le tableau sur les maladies professionnelles indemnisées). Dans une moindre mesure, les chapitres sur les transports et les télécommunications sont revus.

Il est rappelé, enfin, que cet ouvrage fait l'objet, pour la sixième année consécutive, d'une édition sur cédérom, disponible en deux versions, monoposte et réseau. Le cédérom offre, en complément de la quasi totalité des tableaux des éditions précédentes, de nouvelles séries rétrospectives : les comptes nationaux de 1978 à 1999 et de nombreuses données démographiques de 1801 à nos jours.

Des résultats régionaux et départementaux peuvent être obtenus auprès des directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service qui disposent de ces publications. De nombreuses informations figurent aussi sur le site web de l'INSEE : **www.insee.fr**

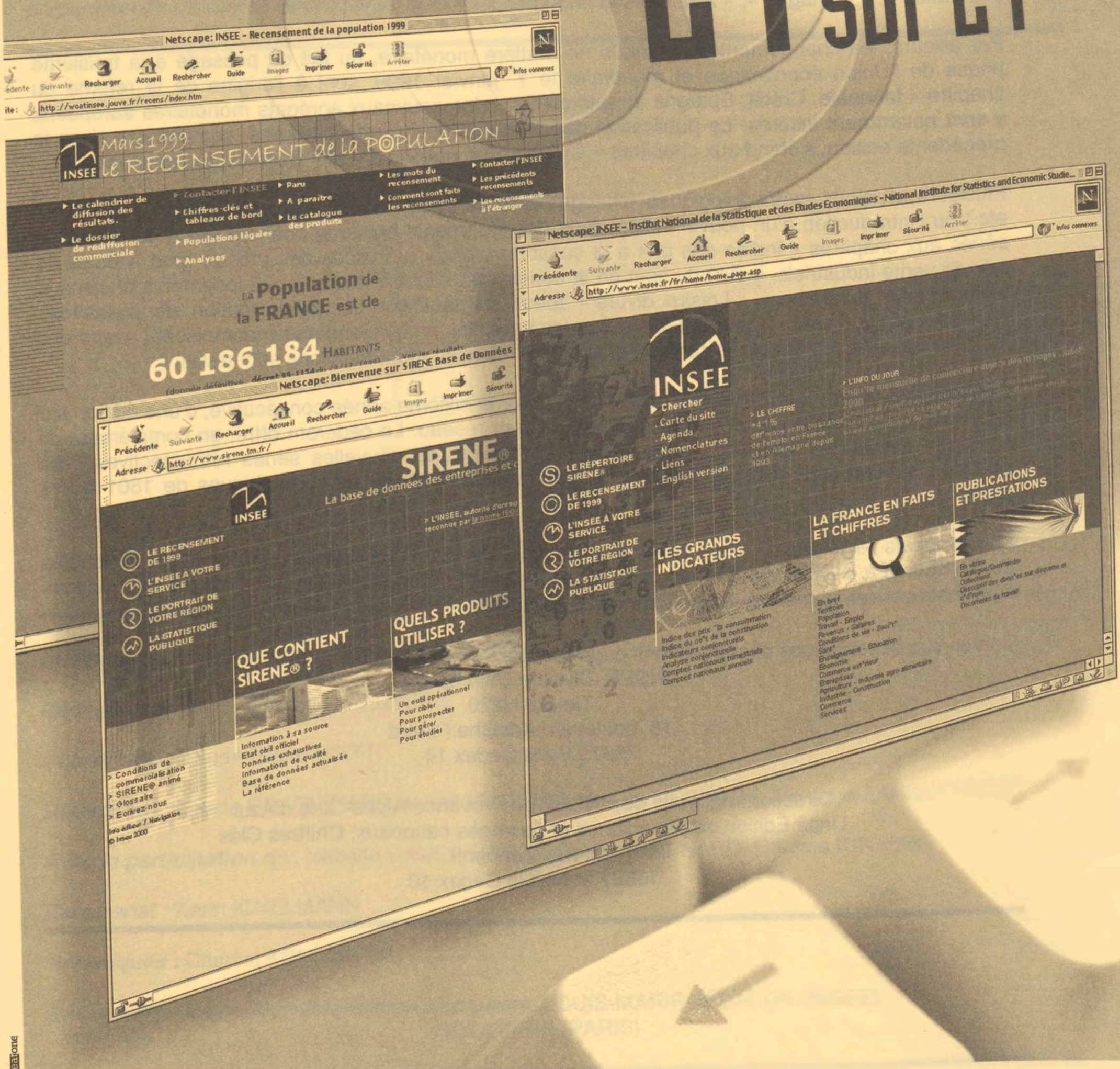
Toutes vos observations et suggestions pourront être transmises à:

INSEE, Division Chiffres Clés
Timbre H220
18, boulevard Adolphe Pinard
75675 Paris Cedex 14

Direction régionale de l'INSEE de Provence-Alpes-Côte d'Azur
Unité Édition de périodiques et ouvrages nationaux, Chiffres Clés
17, rue Menpenti
13387 Marseille Cedex 10

L'Insee en direct

24 heures sur 24



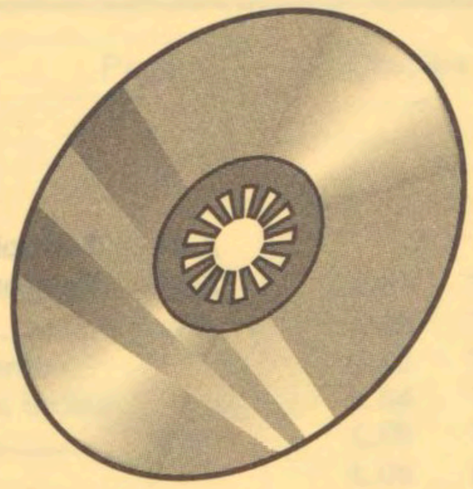
www.insee.fr

INSEE

creation

OFFRE PRÉFÉRENTIELLE
À NOS LECTEURS

L'Annuaire Statistique de la France également disponible sur Cédérom



Vous **venez d'acheter** la 104e édition de l'Annuaire Statistique de la France version papier, bénéficiez d'une **offre préférentielle** :

LE CÉDÉROM MONOPOSTE DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

au prix de 110 FF au lieu de 390 FF (16,77 € au lieu de 59,46 €) **!**

Configuration minimum : Pentium 75 Mhz, 16 Mo, écran VGA 256 couleurs, lecteur 2X.
Systèmes d'exploitation : Windows 95, 98, 2000, NT 4.0

BON DE COMMANDE

(aucune photocopie de ce bon de commande ne sera acceptée)

À retourner à : Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A
195, rue de Bercy - 75582 Paris Cedex 12

J'ai acheté l'édition papier de l'Annuaire Statistique de la France 2001, et je souhaite commander le cédérom monoposte (version Windows® pour PC) au prix préférentiel de 110 FF (16,77 €)*

**** Frais de mise à disposition : France et DOM + 20 FF (3,05 €) ; TOM et Étranger + 35 FF (5,34 €)***

Nom, prénom .....

Société.....Tél.....

Activité.....

Adresse.....

.....

Code postal.....Ville.....

Ci-joint un chèque de.....FF (à l'ordre de l'INSEE)

Date..... Signature

sommaire

Chapitre		Page
	A. POPULATION ET ENVIRONNEMENT	
A.01	Territoire et population	5
A.02	Environnement	25
	B. DÉMOGRAPHIE	
B.01	Structure de la population	43
B.02	Mouvement de la population	69
B.03	Étrangers et immigrés	95
B.04	Ménages	107
	C. EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES	
C.01	Population active, emploi	117
C.02	Conditions de travail	143
C.03	Revenus et salaires	165
C.04	Transferts sociaux	191
	D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE	
D.01	Consommation et modes de vie des ménages	219
D.02	Logement	243
D.03	Santé	251
	E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS	
E.01	Communication	273
E.02	Culture	285
E.03	Tourisme	303
E.04	Jeunesse et sports	315
E.05	Loisirs divers	325
	F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE	
F.01	Enseignement et formation	341
F.02	Recherche et développement expérimental	381
F.03	Propriété industrielle	391
	G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES	
G.01	Comptabilité nationale	401
G.02	L'appareil productif	419
G.03	Le mouvement économique	447

Chapitre — Page —

H. PRIX

H.01 Indices de prix à la consommation 457
H.02 Prix à la consommation 471
H.03 Indices de prix de gros, indices de prix de vente industriels, indice du coût de la construction, indice des prix des logements anciens 479

I. AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

I.01 Agriculture 491
I.02 Forêt, bois 515
I.03 Pêche maritime 527
I.04 Industries agricoles et alimentaires 533

J. ÉNERGIE

J.01 Bilan de l'énergie 557
J.02 Charbon 567
J.03 Pétrole 575
J.04 Électricité 585
J.05 Gaz 593

K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION

K.01 Industrie, données générales 603
K.02 Habillement, cuir 623
K.03 Édition, imprimerie, reproduction 631
K.04 Pharmacie, parfumerie et entretien 635
K.05 Industries des équipements du foyer 641
K.06 Industrie automobile 651
K.07 Construction navale, aéronautique et ferroviaire 655
K.08 Industries des équipements mécaniques. 663
K.09 Industries des équipements électriques et électroniques 673
K.10 Industrie des produits minéraux 683
K.11 Industrie textile 693
K.12 Industrie du bois et du papier 699
K.13 Chimie, caoutchouc et plastiques 705
K.14 Métallurgie et transformation des métaux 717
K.15 Industries des composants électriques et électroniques 729
K.16 Construction, logement 735

Chapitre — Page —

L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

L.01 Transports ferroviaires 751
L.02 Transports routiers 761
L.03 Transports de navigation intérieure 775
L.04 Transports maritimes 781
L.05 Transports aériens 789
L.06 Poste et télécommunications 799

M. COMMERCE ET SERVICES

M.01 Commerce intérieur 809
M.02 Services aux entreprises 835
M.03 Services aux particuliers et activités immobilières 845
M.04 Assurances 853

N. FINANCES

N.01 Monnaie, crédit, épargne, patrimoine 869
N.02 Marché financier, bourse 893

O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS

O.01 Commerce extérieur 903
O.02 Balance des paiements 927

P. ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE

P.01 Justice et police judiciaire 951
P.02 Finances publiques 967

ANNEXES

Page —

• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*

Avant-propos III
Sommaire VI
Organigramme de la direction générale de l'INSEE VIII
Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer et INSEE Info-service X
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire XIV
Précisions d'ordre général XXVI
Signes conventionnels XXVI
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire XXVI
Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques XXVII

Page —

• *SUR FEUILLETS VERTS :*

Index alphabétique 1*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale 11
Organisations internationales 18
Autres organismes 21
Les publications de l'INSEE 28
Points d'information et vente 30

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : 01 41 17 50 50. Télécopie : 01 41 17 66 66
www.insee.fr

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Paul CHAMPSAUR

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL : Olivier LEFEBVRE

• **INSPECTION GÉNÉRALE**	**François MADINIER**

Membres : Jean-Luc BELLIER, Tanneguy de JOUVENCEL, Paul KOEPP, Pascal MAZODIER, Alain MOTHE, Guy NEYRET, René PADIEU, Patrice ROUSSEL, Michel QUÉLENNEC.

• **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**	**Georges CONSOLO**
Responsable de la sécurité des systèmes d'information	Claude POULAIN
Conseiller pour les affaires juridiques et financières	Alexis TÉNÈZE
UNITÉ GESTION DES CARRIÈRES	**Jean-Louis FAURE**
Chef-adjoint de l'UGC	Françoise BALLU
DÉPARTEMENT DE LA PROGRAMMATION ET DE LA GESTION	**Joël ALLAIN**
Chef-adjoint du département	Marie-Claude DUTERIEZ
DÉPARTEMENT DU PERSONNEL	**Jacques GARAGNON**
Chef-adjoint du département	Henri HÉBRARD
Adjoint au chef du département, chargé de la mise en valeur des ressources humaines	Michel CÉZARD
Cellule concours et examens	Maryse DUCOURNAU
Division formation	Françoise DUSSERT
Division procédures générales de gestion du personnel	Jean-Louis BORKOWSKI
Division gestion statutaire du personnel	Pierre LAULHÉ
Cellule modernisation de la gestion	Bertrand de KÉRIMEL
Directeur du Centre de Formation de l'INSEE à Libourne (CEFIL)	**Jean-Pierre BEHMOIRAS**
DÉPARTEMENT DES SERVICES GÉNÉRAUX	**Pierre-Alain GALL**
Chef-adjoint du département, Chef de la Division Comptabilité Générale	Marc TAPIERO
Cellule conditions de travail et actions sociales	Rinaldo PIPARI
Division matériel et immobilier	Roger BOËDOT
Division logistique de la Direction Générale	Jacques DUPONT

SPHÈRE INFORMATIQUE

Adjoint au Secrétaire Général pour les questions informatiques	**Alain VIÉNOT**
Cellule stratégie et innovation	Jean-Pierre SIMON
Division gestion des moyens	Chantal MIKAËLIAN
DÉPARTEMENT PRODUCTION ET INFRASTRUCTURE INFORMATIQUES	**Jean-Louis JESTIN**
Division assistance, installation, documentation, exploitation	François MENU
Division production informatique et services aux utilisateurs	Viviane BRINDEJONT
Division infrastructure	Jean BUKIET
Division réseaux	Pierre CHEVAUGEON
Cellules technologies de la sécurité et de la communication	Frank COTTON
DÉPARTEMENT APPLICATIONS ET PROJETS	**Christophe ALVISET**
Division support à l'organisation, aux méthodes et au développement	Jean CONTENSOU
Division applications et projets pour le recensement rénové de la population et la démographie	Daniel HUART
Division projets pour le recensement de la population 1999	Hervé BOUDIER
Division applications et projets pour les statistiques d'entreprises, les études et synthèses économiques, la coordination statistique et les relations internationales	Daniel DEPARDIEU
Division applications et projets pour les statistiques sociales	Dominique MAIRE
Division applications et projets pour la gestion	Gérard BALLAND
Division applications et projets pour la diffusion et l'action régionale	Victor PISANO

• **DIRECTION COORDINATION STATISTIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES**	**Jean-Pierre PUIG**
DÉPARTEMENT DE LA COORDINATION STATISTIQUE	**Jean-Marie RUCH** (par intérim)
Division environnement juridique de la statistique	Gérard LANG
Division relations avec les services statistiques des ministères	Maurice CALVIAC
Secrétariat général du Conseil National de l'Information Statistique	Marie-Hélène AMIEL
DÉPARTEMENT DES NORMES STATISTIQUES ET DES MÉTHODES COMPARÉES	**Philippe DOMERGUE**
Chef-adjoint du département, Responsable de la Mission appui statistique et systèmes de référence	Michel BLANC
Division coordination de la méta-information	Dominique CROSNIER
Division méthodes comparées	Alain DESROSIÈRES
DÉPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA COOPÉRATION	**Alain TRANAP**
Adjoint au chef du département, Chef de la Division relations bilatérales et programmes de coopération	Jean-François DIVAY
Division relations multilatérales et affaires européennes	François ÉLISSALT
Division études et méthodes statistiques pour le développement	Christophe LEFRANC

• **DIRECTION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES**	**Michel HÉBERT**
UNITÉ RÉPERTOIRE ET DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES ET DES ÉTABLISSEMENTS	**Hugues PICARD**
Division administration du répertoire SIRÈNE et démographie des entreprises	Marie-France BOBIN
Division mise à disposition du répertoire SIRÈNE	Colette HARITI
DÉPARTEMENT SYSTÈME STATISTIQUE D'ENTREPRISES	**Jean-Pierre GRANDJEAN**
Adjoint au chef du département	Alain BENEDETTI
Division harmonisation d'enquêtes auprès des entreprises	Philippe BRION
Division synthèse des statistiques d'entreprises	Raoul DEPOUTOT
Division information et travaux pour les entreprises	Claudine KAGAN
DÉPARTEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE	**Michel EURIAT**
Division prix de vente industriels	Philippe SCHERRER
Division indicateurs conjoncturels d'activité	Adrien FRIEZ
Division comptes et études de l'industrie	V. THOLLON-POMMEROL
Division agriculture	Jean-Pierre BERTHIER
DÉPARTEMENT DES ACTIVITÉS TERTIAIRES	**Magali DEMOTES-MAINARD**
Division commerce	Catherine BERTHIER
Division services	Fabrice LENSEIGNE

• **DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES**	**Michel GLAUDE**
Division études sociales	Nicole ROTH
DÉPARTEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE	**Guy DESPLANQUES**
Mission répertoires et mouvement de la population	Catherine BEAUME
Cellule statistiques et études sur l'immigration	Catherine BORREL
Pôle infrastructures géographiques	Nathalie ELTCHANINOFF
Division recensements de la population	Mylène CHALEIX
Division enquêtes et études démographiques	François CLANCHÉ
DÉPARTEMENT EMPLOI ET REVENUS D'ACTIVITÉ	**Didier BLANCHET**
Division exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus	Jean-Louis LHÉRITIER
Division emploi	Dominique GOUX
Division salaires et revenus d'activité	Véronique SANDOVAL
DÉPARTEMENT DES PRIX À LA CONSOMMATION, DES RESSOURCES ET DES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES	**Baudouin SEYS**
Chef-adjoint du département, Chef de la division prix à la consommation	Thierry LACROIX
Division logement	Anne LAFERRÈRE
Division conditions de vie des ménages	Danièle GUILLEMOT
Division revenus et patrimoine des ménages	Jean-Michel HOURRIEZ
UNITÉ MÉTHODES STATISTIQUES	**Daniel VERGER**
Division échantillonnage et traitement statistique des données	Marc CHRISTINE
Division coordination des activités d'enquêtes et des méthodes de collecte	Didier BLAIZEAU

• **DIRECTION DES ÉTUDES ET DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES**	**Jean-Luc TAVERNIER**
Directeur adjoint, Chef du DÉPARTEMENT DE LA CONJONCTURE	**Michel DEVILLIERS**
Cellule publications conjoncturelles	Luis CASÈS
Division enquêtes de conjoncture	Hélène ERKEL-ROUSSE
Division synthèse conjoncturelle	Fabrice LENGLART

DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES D'ENSEMBLE	**Françoise MAUREL**
Division redistribution et politiques sociales	Béatrice SÉDILLOT
Division croissance et politiques macroéconomiques	Stéphane GREGOIR
Division marchés et stratégies d'entreprises	Bruno CREPON
DÉPARTEMENT DES COMPTES NATIONAUX	**François LEQUILLER**
Chef-adjoint du département, Chef de la Division synthèse générale des comptes	Maryvonne LEMAIRE
Cellule rapport sur les comptes	Claudie LOUVOT
Division synthèse des biens et services	François MAGNIEN
Division comptes trimestriels	Marie REYNAUD
Division échanges extérieurs	Brahim LAOUISSET
Division concepts et méthodes de la comptabilité nationale	Jacques MAGNIEZ

• **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE**	**Michel JACOD**
UNITÉS RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET ARCHIVAGE	**Daniel LERNER**
Cellule mise à disposition et archivage	Marie-Claude de La GODELINAIS
Division documentation	Yves ANTHEAUME
DÉPARTEMENT DE L'OFFRE ÉDITORIALE	**André de LOS SANTOS**
Division chiffres-clés	Catherine CLUZEAU
Cellule rédaction en chef *Économie et Statistique*	Pierre MORIN
Division rédaction des publications	Daniel TEMAM
Division production éditoriale	Jean-Paul FAUR
DÉPARTEMENT DE L'ACTION RÉGIONALE	**Jean-François ROYER**
Chef-adjoint du département, Chef de la Division statistiques régionales, locales et urbaines	J.-Philippe GROUTHIER
Division études territoriales	Philippe CHOFFEL
Mission conduite de l'action régionale	Charles DURAND
INSEE INFO-SERVICE	**X.**
Adjoint au chef de département, Chef de la Cellule connaissance des publics	Jean-Claude RENAUD
Cellule accueil des publics	Jean-Marie RENAUX
Division services spécifiques et grands comptes	Nicole PLANADE
Division communication externe	Carla SAGLIETTI
Bureau de presse	Carine NAGOT-YOUSSEF
Division mercatique et commercialisation	Thérèse LEVY
UNITÉ AFFAIRES JURIDIQUES ET PRIX	**Jean MORIN**

GROUPE DES ÉCOLES NATIONALES D'ÉCONOMIE ET STATISTIQUES (GENES)	
• **DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS ET RECHERCHE**	**Alain TROGNON**
ÉCOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE (ENSAE)	**Stéfan LOLLIVIER**
Directeur des études ENSAE	Fabienne ROSENWALD
ÉCOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE DE L'INFORMATIQUE (ENSAI)	**Alain BOUVY**
Directeur des études ENSAI	Pascal CHEVALIER
CENTRE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE ET STATISTIQUE (CREST)	**Alain MONFORT**
Directeur du site rennais - Responsable du Laboratoire de Statistique et Modélisation	Michel DELECROIX
Chef du département de la Recherche	Francis KRAMARTZ
Laboratoire de Finance-Assurance	Christian GOURIEROUX
Laboratoire de Microéconométrie	Denis FOUGÈRE
Laboratoire d'Économie Industrielle	Anne PERROT
Laboratoire de Statistique	Jean-David FERMANIAN (par intérim)
Laboratoire Sociologie quantitative	Yannick LEMEL
Laboratoire de Macroéconomie	Guy LAROQUE
Laboratoire de Statistiques d'Enquêtes	Jean-Claude DEVILLE
CENTRE D'ÉTUDES DES PROGRAMMES ÉCONOMIQUES (CEPE)	**Olivier SAUTORY**
Directeur des études CEPE	Evelyne LERNER

MAÎTRISE D'OUVRAGE DU PROGRAMME RRP	**Alain GODINOT**
Adjoint au maître d'ouvrage	Michel ISNARD
Directeur du programme RRP	**Jean-Michel DURR**

Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur

I. FRANCE MÉTROPOLITAINE

Direction régionale d'Alsace.....	**V. Le Calonnec.**	Cité administrative Gaujot,
Service Études-Diffusion	M. Duee (par intérim).	14, rue du Maréchal Juin,
		67084 Strasbourg Cedex.
		Tél. : 03 88 52 40 40.
		Télécopieur : 03 88 52 40 41.
Direction régionale d'Aquitaine.....	**M. Schrantz.**	33, rue de Saget,
Service Études-Diffusion	P. Ahmed-Michaux.	33076 Bordeaux Cedex.
		Tél. : 05 57 95 05 00.
		Télécopieur : 05 57 95 03 58.
Direction régionale d'Auvergne.....	**M. Perronet.**	3, place Charles de Gaulle, BP 120,
Service Études-Diffusion	B. Priou.	63403 Chamalières Cedex.
		Tél. : 04 73 31 82 82.
		Télécopieur : 04 73 31 82 92.
Direction régionale de Bourgogne.....	**A. Ravet.**	2, rue Hoche, BP 1509,
Service Études-Diffusion	J.-L. Coster.	21035 Dijon Cedex.
		Tél. : 03 80 40 67 67.
		Télécopieur. : 03 80 40 67 40.
Direction régionale de Bretagne.....	**J.-J. Malpot.**	Immeuble « Le Colbert »,
Service Études-Diffusion	P. Oger.	36, place du Colombier, CS 94439
		35082 Rennes Cedex.
		Tél. : 02 99 29 33 33.
		Télécopieur : 02 99 29 33 90.

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Centre	**C. Basso.**	8, rue Édouard-Branly, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 02 38 69 52 52. Télécopieur : 02 38 69 52 00.
Service Études-Diffusion	A. Stéphany.	43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 02 38 69 52 52. Télécopieur : 02 38 69 53 00.
Direction régionale de Champagne-Ardenne	**M. Gaudey.**	10, rue Édouard Mignot, 51079 Reims Cedex. Tél. : 03 26 48 60 00. Télécopieur : 03 26 48 60 60.
Service Études-Diffusion	G. Bourgey.	
Direction régionale de la Corse	**C. Hilico.**	BP 907, 20700 Ajaccio Cedex 9. Tél. : 04 95 23 54 54. Télécopieur : 04 95 23 54 79.
Service Études-Diffusion	O. Ribon.	
Direction régionale de Franche-Comté	**B. Le Calvez.**	Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25020 Besançon Cedex. Tél. : 03 81 41 61 61. Télécopieur : 03 81 41 61 99.
Service Études-Diffusion	J-M. Floch.	
Direction régionale d'Île-de-France	**A. Charraud.**	7, rue Stephenson, Montigny-le-Bretonneux, 78188 St-Quentin-en-Yvelines, Cedex. Tél. : 01 30 96 90 00. Télécopieur : 01 30 96 90 01.
Service Études-Diffusion	O. Bovar.	
Direction régionale de Languedoc Roussillon	**P. Joly.**	274, allée Henri-II-de-Montmorency, 34064 Montpellier Cedex 2. Tél. : 04 67 15 70 00. Télécopieur : 04 67 15 70 70. Télécopieur diffusion : 04 67 15 71 71.
Service Études-Diffusion	P. Clairet.	
Direction régionale du Limousin	**H. Théron**.	50, avenue Garibaldi, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 05 55 45 20 07. Télécopieur : 05 55 45 20 00.
Service Études-Diffusion	P. Chataignon.	
Direction régionale de Lorraine	**P. Muller**.	15, rue du Général-Hulot, BP 3846, 54029 Nancy Cedex. Tél. : 03 83 91 85 85. Télécopieur : 03 83 40 45 61.
Service Études-Diffusion	J. Creusat.	
Direction régionale de Midi-Pyrénées	**B. Camus.**	36, rue des 36 Ponts, 31054 Toulouse Cedex 4. Tél. : 05 61 36 61 36. Télécopieur : 05 61 36 62 00.
Service Études-Diffusion	C. Escapa.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Nord - Pas-de-Calais	**J.-C. Hautcoeur.**	130, avenue du Président J.-F.-Kennedy, BP 769, 59034 Lille Cedex. Tél. : 03 20 62 86 29. Télécopieur : 03 20 62 86 00.
Service Études-Diffusion	A. Flipo.	
Direction régionale de Basse-Normandie	**M. Deroin-Thévenin.**	93-95, rue de Geôle, 14052 Caen Cedex 4. Tél. : 02 31 15 11 00. Tél. accueil : 02 31 15 11 11. Télécopieur : 02 31 15 11 01.
Service Études-Diffusion	S. Delavelle.	
Direction régionale de Haute-Normandie	**J. Jacob.**	8, quai de la Bourse, 76037 Rouen Cedex. Tél. : 02 35 52 49 11. Télécopieur : 02 35 15 06 32.
Service Études-Diffusion	J. Lematttre.	
Direction régionale des Pays de la Loire	**B. Trégouët.**	105, rue des Français-Libres, BP 67401, 44274 Nantes Cedex 2. Tél. : 02 40 41 75 75. Télécopieur : 02 40 41 79 39.
Service Études-Diffusion	J.-M. Quellec.	
Direction régionale de Picardie	**J.-P. François.**	1, rue Vincent-Auriol, 80040 Amiens Cedex 1. Tél. : 03 22 97 32 00. Télécopieur : 03 22 97 32 01.
Service Études-Diffusion	B. Macrakis.	
Direction régionale de Poitou-Charentes	**J.-P. Lissilour.**	5, rue Sainte-Catherine, BP 557, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 05 49 30 01 01. Télécopieur : 05 49 30 01 02. Télécopieur diffusion : 05 49 30 01 03.
Service Études-Diffusion	R. Bastida.	
Direction régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur	**P. Audibert.**	17, rue Menpenti, 13387 Marseille Cedex 10. Tél. : 04 91 17 57 57. Télécopieur : 04 91 17 59 59. Télécopieur diffusion : 04 91 17 59 58.
Service Études-Diffusion	J. Laganier.	
Direction régionale Rhône-Alpes	**E. Traynard.**	165, rue Garibaldi, BP 3184, 69401 Lyon Cedex 03. Tél. : 04 78 63 28 15. Télécopieur : 04 78 63 25 25.
Service Études-Diffusion	F. Dupont.	

II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

Direction interrégionale Antilles-Guyane	**J.-P. Bernard.**	INSEE/DIRAG, BP 300, 41, rue Bébian, 97158 Pointe-à-Pitre Cedex. Tél. : 05 90 21 47 00. Télécopieur : 05 90 21 47 39.
Coordination Études-Diffusion	F. Lebeaupin.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Service régional de la Guadeloupe	**G. Houriez.**	INSEE, BP 96, Avenue Paul-Lacavé, 97102 Basse-Terre Cedex. Tél. : 05 90 99 36 36. Télécopieur : 05 90 99 36 37.
Département Études-Diffusion.....	C. Cappelluti.	
Service régional de la Guyane.....	**M. Guillemet.**	INSEE, BP 6017, Avenue Pasteur, 97306 Cayenne Cedex. Tél. : 05 94 29 73 00. Télécopieur : 05 94 29 73 01.
Département Études-Diffusion.....	D. Jouglet.	
Service régional de la Martinique.....	**A. Chauvet.**	Centre DELGRES, Boulevard de la Pointe des Sables, Les Hauts de Dillon, BP 641, 97262 Fort-de-France Cedex. Tél. : 05 96 60 73 73. Télécopieur : 05 96 60 73 50.
Département Études-Diffusion.....	R. Hardy-Dessources.	
Service régional de la Réunion.....	**R. Jean.**	INSEE, 15, rue de l'École, BP 13, 97408 Saint-Denis Messag Cedex 9. Tél. : 0 262 48 89 00. Télécopieur : 0 262 48 89 89.
Département Études-Diffusion.....	J.-B. Herbet.	
Antenne de Mayotte.....	**C. Toulet.**	46, rue Sarahangue, BP 1362, 97600 Mamoudzou. Tél. : 0 269 61 36 35. Télécopieur : 0 269 61 15 33.

INSTITUTS STATISTIQUES DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Institut Territorial de la Statistique et des Études Économiques de Nouvelle-Calédonie	**G. Baudchon.**	ITSEE, Immeuble Gallieni, 5, rue Gallieni, BP 823, Nouméa. Nouvelle Calédonie Tél. : 00 687 28 31 56. Télécopieur : 00 687 28 81 48.
Institut Territorial de la Statistique de Polynésie française.....	**N. Lévesques.**	ISPF, BP 395, Papeete Tahiti, Polynésie Française. Immeuble Donald, Tél. : 00 689 54 32 32. Télécopieur : 00 689 42 72 52.

INSEE Info-Service (1)	**J.-C. Renaud.** (par intérim).	195, rue de Bercy, Tour Gamma A, 75582 Paris Cedex 12. Tél. : 01 41 17 66 11. Télécopieur : 01 53 17 88 09.

(1) Département de la Direction de la Diffusion et de l'Action régionale de la Direction générale de l'INSEE.

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Quelques informations sur les nomenclatures utilisées dans *l'Annuaire statistique de la France*, ainsi que leurs références bibliographiques sont données ci-après. Les documents cités comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

A. Anciennes nomenclatures d'activités et de produits

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal. Elles classifient les produits fabriqués (ou les services rendus) par les unités productrices.

1. *Nomenclature d'activités et de produits 1973.*

— La « NAP 73 », officialisée par un décret en 1973, permettait de déterminer le code « activité principale » (APE) attribué à chaque entreprise ou établissement par l'INSEE. La NAP était utilisée notamment pour les enquêtes annuelles d'entreprises et les enquêtes de branche. Élaborée principalement dans le but de faciliter l'organisation de l'information économique et sociale, la NAP met en correspondance les activités économiques et les biens et services. En général, à chaque poste de la nomenclature des activités correspond un poste de celle des produits. La NAP comprend environ 650 postes à quatre chiffres, dit « Niveau 600 », regroupés en classe à deux chiffres (« Niveau 100 »).

Le détail des postes de la NAP est publié dans deux brochures, éditées par le *Journal officiel* :

— *Nomenclatures d'activités et de produits 1973,* édition de 1990 : en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, et dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service (voir adresses pages précédentes).

2. *Nomenclatures agrégées pour les comptes nationaux.* — La NAP 1973 était la nomenclature de référence pour l'établissement par les comptables nationaux des résultats par secteurs d'activité, branches ou produits.

À partir de la NAP, sont définis des regroupements en 15, 40 ou 115 secteurs, branches ou produits respectivement appelés niveaux U, T et S : à la fin du présent chapitre un tableau donne l'articulation entre les regroupements de la comptabilité nationale (niveaux U et T) et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Cette nomenclature est publiée dans le volume des *Collections de l'INSEE* — C 140-141 « Système élargi de comptabilité nationale » (base 1980) et dans *ETC (Extraits des tableaux des comptes nationaux),* édité chaque année par l'INSEE, dans la collection *INSEE-Résultats* de 1992 à 1998. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

3. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (3e révision) :

— en vente à la librairie du Commerce international, 10 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

4. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports (NST),* Office statistique des Communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au Centre d'information sur l'Union européenne (Sources d'Europe, le socle de la Grande Arche - 92044 PARIS La Défense Cedex).

5. *Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions » et « durabilité » :*

— Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,

— Publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *INSEE - Résultats*.

B. Nomenclatures d'activités et de produits

Dans le cadre d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures d'activités et de produits, le dispositif européen a été refondu et unifié. Trois grands types de nomenclatures font l'objet de modifications, la première de celles-ci datant de 1988.

1. Nomenclature du commerce extérieur. — Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises est la référence internationale. Au niveau européen, une variante du système harmonisé, la nomenclature combinée (NC) est applicable. Celle-ci s'emboîte exactement dans le système harmonisé. De la même façon, la nomenclature douanière française ou nomenclature générale des produits (NGP) s'emboîte dans la nomenclature combinée.

Depuis la mise en place du marché unique européen, en 1993, les échanges intra-communautaires sont relevés exclusivement en nomenclature combinée ; la nomenclature générale des produits ne peut plus concerner que des échanges avec les pays tiers.

2. Nomenclature des activités. — La nomenclature d'activités française (NAF) est entrée en vigueur en 1993, conformément au décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992, pris en application du règlement européen instaurant la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE révision 1). Ainsi, les activités disposent, comme les marchandises, d'un dispositif emboîté.

La NACE révision 1 détaille la nomenclature internationale dénommée classification internationale type, par industrie (CITI révision 3) et constitue le tronc commun européen ; les nomenclatures nationales, telles la NAF, en sont des déclinaisons.

La nomenclature de l'artisanat relève du même principe : la nomenclature d'activités française de l'artisanat (NAFA) s'emboîte dans la NAF.

3. Nomenclature des produits. — Au niveau international, les produits (biens et services) sont répertoriés conformément à la classification centrale des produits (CPC). Au niveau européen, ils relèvent de la classification des produits associée aux activités (CPA); une table de passage permet de relier la CPA à la CPC.

La classification des produits française (CPF) instaurée également par le décret rappelé au paragraphe 2 ci-dessus se substitue au volet « produits » de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 73) et à la nomenclature détaillée de produits (NODEP) dont elle reprend le degré de détail. Les classifications CPF et CPA sont quasiment identiques.

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

L'INSEE a construit deux niveaux de regroupement en 16 et 36 positions pour les activités et les produits. Ces regroupements économiques constituent un dénominateur commun pour la présentation des statistiques agrégées, valable pour tous les domaines. Ces nouveaux regroupements constituent la *nomenclature économique de synthèse* (NES*);* ils sont complétés par un niveau méso-économique en 114 positions.

Cette nomenclature, détaillée selon les niveaux 16, 36 et 114 est donnée dans le tableau du point H dans sa présentation « Activités ».
Par ailleurs, les comptes nationaux sont, depuis leur publication en 1999, compatibles avec la nomenclature d'activités française elle-même cohérente avec la NACE (nomenclature des communautés européennes). La nomenclature adoptée permettra de meilleures comparaisons internationales ; les modifications portent sur :

- les industries agricoles et alimentaires ventilées au niveau NES « 36 » en « Industries de la viande et du lait » et « Autres industries agricoles et alimentaires »,
- l'eau, gaz, électricité réparti en trois postes au niveau 114,
- la construction répartie en deux postes au niveau 36,
- le commerce de détail rassemblé en un seul poste au niveau 114,
- les activités financières, ventilées au niveau NES « 36 » en « Intermédiation financière » et « Assurances et auxiliaires financiers »,
- les activités immobilières éclatées au niveau NES « 36 » en « Promotion, gestion immobilière » et « Location immobilière »,
- les postes et télécommunications regroupées en un seul poste au niveau 114,
- la recherche et développement éclatée selon le critère, marchand ou non marchand (niveau 114), ainsi que les autres activités récréatives, culturelles et sportives, l'éducation, la santé (les activités vétérinaires étant isolées), l'action sociale,
- les activités associatives regroupées en un seul poste au niveau 114, et n'isolant plus les activités extra-territoriales.

Cette nomenclature est également publiée dans le Bulletin officiel de l'administration centrale du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, fascicule 95/4.

Les nomenclatures du commerce extérieur, révisées chaque année, sont publiées dans les documents suivants :

— les règlements européens de la Nomenclature combinée (en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) ;

— la Nomenclature générale des produits (en vente au Centre de renseignements des douanes, pavillon H, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12).

Deux ouvrages co-édités par le *Journal officiel* (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) et l'INSEE (cf. adresse des points de vente, pages précédentes) détaillent les postes des nomenclatures d'activités et de produits :

— Nomenclatures d'activités (NAF) et de produits (CPF), n°1402, édition novembre 1999.
Une version sur cédérom est disponible.

— Index alphabétique des nomenclatures d'activités et de produits, volume 1402-II (édition avril 1994).

La nomenclature française d'activités (NAF) peut être consultée sur le site internet **www.insee.fr** ; elle est également accessible par minitel sur 3617 SIRENE.

Tous les textes juridiques concernant les nomenclatures européennes sont édités par le Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) et vendus au Journal officiel (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15), en particulier :

— le règlement du Conseil 3037/90 du 9 octobre 1990 amendé par le règlement de la Commission 761/93, pour la NACE (disponible également à INSEE Info-Service),

— le règlement du Conseil 3696/93 modifié par le règlement de la Commission 1232/98 du 17 juin 1998, pour la CPA.

C. Nomenclature de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS). — Le code des professions et catégories socioprofessionnelles est utilisé depuis le recensement de 1982. À son niveau le plus fin, les « professions » sont ventilées en 455 postes. Celles-ci sont regroupées à des niveaux plus agrégés, les « catégories socioprofessionnelles » :

— le « niveau 8 » dont 6 groupes d'actifs,

— le « niveau 24 » dont 19 groupes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le « niveau 42 » dont 32 groupes d'actifs.

Les fascicules du Recensement de la population de 1982 (Séries verte et bordeaux) contiennent des notices méthodologiques sur cette nomenclature.

La correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la PCS est donnée dans le tableau du point I.

— *Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles*, INSEE 2e édition, 1994, disponible sur disquette. Index alphabétique et index analytique. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

Elle peut être consultée sur le site internet de l'INSEE **www.insee.fr**.

D. Découpages géographiques

Le Code officiel géographique rassemble en un seul volume les codes et libellés des pays étrangers, des régions, des départements, des arrondissements, des cantons, des communes. Il se décompose de la façon suivante :

- une table de correspondance Région-Département ;
- un tableau du nombre d'arrondissements et de cantons au 1er janvier 1999 et du nombre de communes à différentes dates ;
- les listes des arrondissements, cantons et communes pour les départements métropolitains et les DOM.
- les listes des cantons et communes pour les Territoires d'outre-mer ;
- la liste des pays étrangers.

L'édition 1999 (la 13ème) du Code Officiel Géographique donne la situation de la géographie administrative au 1er janvier 1999. Les précédentes éditions sont parues en 1943, 1954, 1961, 1966, 1968, 1971, 1975, 1978, 1982, 1985, 1990 et 1994.

Chaque année, le Code officiel Géographique fait l'objet d'une mise à jour ; la dernière publiée est établie au 1er janvier 2000.

Il est également commercialisé sur cédérom.

— En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

E. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (10e révision, 1996). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Niveau 15	Niveau 40	Niveau 100
U 01 Agriculture, sylviculture, pêche.	T 01 Agriculture, sylviculture, pêche.	01 Agriculture. 02 Sylviculture et exploitation forestière. 03 Pêche.
U 02 Industries agricoles et alimentaires.	T 02 Industrie de la viande et du lait.	35 Industrie de la viande. 36 Industrie laitière.
	T 03 Autres industries agricoles et alimentaires.	37 Fabrication de conserves. 38 Boulangerie, pâtisserie. 39 Travail du grain. 40 Fabrication de produits alimentaires divers. 41 Fabrication de boissons et alcools. 42 Transformation de tabac.
U 03 Production et distribution d'énergie.	T 04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.	04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.
	T 05 Production de pétrole et de gaz naturel.	05 Production de pétrole et de gaz naturel.
	T 06 Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau.	06 Production et distribution d'électricité. 07 Distribution de gaz. 08 Distribution d'eau et chauffage urbain.
U 04 Industries des biens intermédiaires.	T 07 Production de minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier.	09 Extraction et préparation de minerais de fer. 10 Sidérurgie. 11 Première transformation de l'acier.
	T 08 Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux.	12 Extraction et préparation de minerais non ferreux. 13 Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux.
	T 09 Production de matériaux de construction et minéraux divers.	14 Production de minéraux divers. 15 Production de matériaux de construction et de céramique.
	T 10 Industrie du verre.	16 Industrie du verre.
	T 11 Chimie de base production de fils et fibres artificiels et synthétiques.	17-1 Chimie minérale. 17-2 Chimie organique. 43 Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques.
	T 13 Fonderie et travail des métaux.	20 Fonderie. 21 Travail des métaux.
	T 21 Industrie du papier et du carton.	50 Industrie du papier et du carton.
	T 23 Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.	52 Industrie du caoutchouc. 53 Transformation des matières plastiques.
U 05 A Industries des biens d'équipement professionnels.	T 14 Construction mécanique.	22 Fabrication de machines agricoles. 23 Fabrication de machines-outils. 24 Production d'équipement industriel. 25 Fabrication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil. 34 Fabrication d'instruments et de matériels de précision.
	T 15 A Construction de matériels électriques et électroniques professionnels.	27 Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information. 28 Fabrication de matériel électrique. 29 A Construction de matériel électronique professionnel.
	T 17 Construction navale et aéronautique, armement.	26 Industries de l'armement. 32 Construction navale. 33 Construction aéronautique.

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP. *(suite)*

U 05 B Équipement ménager, électronique grand public.	T 15 B Équipement ménager, électronique grand public.	29 B Construction de matériel électronique ménager. 30 Fabrication d'équipements ménagers.
U 05 C Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	T 16 Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	31-1 Construction de véhicules automobiles, de motocycles et cycles. 31-2 Construction de matériel ferroviaire roulant.
U 06 Industries des biens de consommation courants.	T 12 Parachimie et industrie pharmaceutique.	18 Parachimie. 19 Industrie pharmaceutique.
	T 18 Industries textiles et de l'habillement.	44 A Filature, teintures et apprêts. 44 B Bonneterie, tissage et industries textiles diverses. 47 Industrie de l'habillement.
	T 19 Industries du cuir et de la chaussure.	45-1 Tannerie, mégisserie. 45-2 Fabrication d'articles en cuir. 46 Industrie de la chaussure.
	T 20 Industries du bois et de l'ameublement; Industries diverses.	48 Travail mécanique du bois (à l'exception du 48.01, scierie). 49 Industrie de l'ameublement. 54 Industries diverses.
	T 22 Imprimerie, presse, édition.	51 Imprimerie, presse, édition.
U 07 Bâtiment génie civil et agricole.	T 24 Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.	55 Industries de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.
U 08 Commerces.	T 25 Commerce de gros alimentaire.	57 Commerce de gros alimentaire.
	T 26 Commerce de gros non alimentaire.	58 Commerce de gros non alimentaire. 59 Commerce de gros interindustriel. 60 Intermédiaires du commerce.
	T 27 Commerce de détail alimentaire.	61 Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface. 62 Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé.
	T 28 Commerce de détail non alimentaire.	63 Commerce de détail non alimentaire, non spécialisé. 64 Commerce de détail non alimentaire, spécialisé.
U 09 Transports et télécommunications.	T 31 Transports.	68 Transports ferroviaires. 69 Transports routiers, transports urbains, transports par conduite. 70 Navigation intérieure. 71 Transports maritimes et navigation côtière. 72 Transports aériens. 73 Activités annexes des transports et entrepôts. 74 Auxiliaires de transport et agences de voyages.
	T 32 Télécommunications et postes.	75 Télécommunications et postes.
U 10 Services marchands.	T 29 Réparation et commerce de l'automobile.	65 Réparation et commerce de l'automobile.
	T 30 Hôtels, cafés, restaurants.	67 Hôtels, cafés, restaurants.
	T 33 Services marchands rendus principalement aux entreprises.	56 Récupération. 76 Holdings. 77 Activités d'études, de conseil, d'assistance. 78 Auxiliaires financiers et d'assurances. 79 Promoteurs et sociétés immobilières. 80 Locations mobilières. 82 Enseignement (services marchands). 83 Recherche (services marchands).

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP.
(suite et fin)

U 10	Services marchands.	T 34	Services marchands rendus principalement aux ménages.	66 84 85 86 87	Réparations diverses. Santé (services marchands). Action sociale (services marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands). Services divers (marchands).
U 11	Locations immobilières.	T 35	Locations immobilières.	81	Locations immobilières.
U 12	Assurances.	T 36	Assurances.	88	Assurances.
U 13	Organismes financiers.	T 37	Organismes financiers.	89	Organismes financiers.
U 14	Services non marchands.	T 38	Services non marchands.	90 91 92 93 94 95 96 97 98	Administration générale. Prévoyance et sécurité sociale. Enseignement (services non marchands). Recherche (services non marchands). Santé (services non marchands). Action sociale (services non marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (non marchands). Services divers fournis à la collectivité (non marchands). Services domestiques.

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF).

NES « 16 »	NES « 36 »	NES « 114 »	Divisions, groupes ou classe de la NAF
EA Agriculture, sylviculture, pêche.	A0 Agriculture, sylviculture, pêche.	A01 Agriculture, chasse, services annexes.	01
		A02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.	02
		A03 Pêche, aquaculture.	05
EB Industries agricoles et alimentaires.	B0 Industries agricoles et alimentaires.	B01 Industrie des viandes.	15.1
		B02 Industrie du lait.	15.5
		B03 Industrie des boissons.	15.9
		B04 Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux.	15.6, 15.7
		B05 Industries alimentaires diverses.	15.2 à 15.4, 15.8
		B06 Industrie du tabac.	16
EC Industries des biens de consommation.	C1 Habillement, cuir.	C11 Industrie de l'habillement et des fourrures.	18
		C12 Industrie du cuir et de la chaussure.	19
	C2 Édition, imprimerie, reproduction.	C20 Édition, imprimerie, reproduction.	22
	C3 Pharmacie, parfumerie, entretien.	C31 Industrie pharmaceutique.	24.4
		C32 Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien.	24.5
	C4 Industries des équipements du foyer.	C41 Fabrication de meubles.	36.1
		C42 Bijouterie et fabrication d'instruments de musique.	36.2, 36.3
		C43 Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses.	36.4 à 36.6
		C44 Fabrication d'appareils domestiques.	29.7
		C45 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image).	32.3
		C46 Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie.	33.4, 33.5
ED Industrie automobile.	D0 Industrie automobile.	D01 Construction automobile.	34.1, 34.2
		D02 Fabrication d'équipements automobiles.	34.3

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite).*

EE Industrie des biens d'équipement.	E1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire.	E11 Construction navale.	35.1
		E12 Construction de matériel ferroviaire roulant.	35.2
		E13 Construction aéronautique et spatiale.	35.3
		E14 Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a.	35.4, 35.5
	E2 Industries des équipements mécaniques.	E21 Fabrication d'éléments en métal pour la construction.	28.1
		E22 Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières.	28.2, 28.3
		E23 Fabrication d'équipements mécaniques.	29.1
		E24 Fabrication de machines d'usage général.	29.2
		E25 Fabrication de machines agricoles.	29.3
		E26 Fabrication de machines-outils.	29.4
		E27 Fabrication d'autres machines à usage spécifique.	29.5
		E28 Fabrication d'armes et de munitions.	29.6
	E3 Industries des équipements électriques et électroniques.	E31 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique.	30
		E32 Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques.	31.1
		E33 Fabrication d'appareils d'émission et de transmission.	32.2
		E34 Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie.	33.1
		E35 Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle.	33.2, 33.3
EF Industries des biens intermédiaires.	F1 Industries des produits minéraux.	F11 Extraction de minerais métalliques.	13
		F12 Autres industries extractives.	14
		F13 Fabrication de verre et d'articles en verre.	26.1
		F14 Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction.	26.2 à 26.8
	F2 Industrie textile.	F21 Filature et tissage.	17.1 à 17.3
		F22 Fabrication de produits textiles.	17.4, 17.5
		F23 Fabrication d'étoffes et d'articles à maille.	17.6, 17.7
	F3 Industrie du bois et du papier.	F31 Travail du bois et fabrication d'articles en bois.	20
		F32 Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton.	21.1
		F33 Fabrication d'articles en papier ou en carton.	21.2

H. Correspondances entre la nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) *(suite).*

EF Industrie des biens intermédiaires *(fin).*	F4 Chimie caoutchouc, plastiques.	F41 Industrie chimique minérale.	24.1A à 24.1E et 24.1J
		F42 Industrie chimique organique.	24.1G, 24.1L, 24.1N
		F43 Parachimie.	24.2, 24.3, 24.6
		F44 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.	24.7
		F45 Industrie du caoutchouc.	25.1
		F46 Transformation des matières plastiques.	25.2
	F5 Métallurgie et transformation des métaux.	F51 Sidérurgie et première transformation de l'acier.	27.1 à 27.3
		F52 Production de métaux non ferreux.	27.4
		F53 Fonderie.	27.5
		F54 Services industriels du travail des métaux.	28.4, 28.5
		F55 Fabrication de produits métalliques.	28.6, 28.7
		F56 Récupération.	37
	F6 Industries des composants électriques et électroniques.	F61 Fabrication de matériel électrique.	31.2 à 31.6
		F62 Fabrication de composants électroniques.	32.1
EG Énergie.	G1 Production de combustibles et de carburants.	G11 Extraction de houille, de lignite et de tourbe.	10
		G12 Extraction d'hydrocarbures; services annexes.	11
		G13 Extraction de minerais d'uranium.	12
		G14 Cokéfaction et industrie nucléaire.	23.1, 23.3
		G15 Raffinage de pétrole.	23.2
	G2 Eau, gaz, électricité.	G21 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur.	40
		G22 Captage, traitement et distribution d'eau.	41
EH Construction.	H0 Construction.	H01 Bâtiment.	45.2A à 45.2B, 45.2J à 45.2L, 45.2T, 45.2V, 45.3A à 45.3F, 45.4
		H02 Travaux publics.	45.1, 45.2C à 45.2F, 45.2N, 45.2P, 45.2R, 45.2U, 45.3H, 45.5
EJ Commerce.	J1 Commerce et réparation automobile.	J10 Commerce et réparation automobile.	50
	J2 Commerce de gros.	J20 Commerce de gros, intermédiaires.	51
	J3 Commerce de détail, réparation.	J31 Grandes surfaces à prédominance alimentaire.	52.1D à 52.1F
		J32 Magasins d'alimentation, spécialisés ou non.	52.1A à 52.1C, 52.2
		J33 Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations.	52.1H, 52.1J, 52.3 à 52.7

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite et fin).*

EK Transports.	K0 Transports.	K01 Transports ferroviaires.	60.1
		K02 Transport routier de voyageurs.	60.2A à 60.2G
		K03 Transport routier (ou par conduites) de marchandises.	60.2L à 60.2P, 60.3
		K04 Transports par eau.	61
		K05 Transports aériens.	62.1, 62.2
		K06 Transport spatial.	62.3
		K07 Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures.	63.1, 63.2
		K08 Agence de voyage.	63.3
		K09 Organisation du transport de fret.	63.4
EL Activités financières.	L0 Activités financières.	L01 Intermédiation financière.	65
		L02 Assurance.	66
		L03 Auxiliaires financiers et d'assurance.	67
EM Activités immobilières	M0 Activités immobilières.	M01 Promotion, gestion immobilière.	70.1, 70.3
		M02 Location immobilière.	70.2
EN Services aux entreprises.	N1 Postes et télécommunications.	N11 Activités de poste et de courrier.	64.1
		N12 Télécommunications.	64.2
	N2 Conseils et assistance.	N21 Activités informatiques.	72
		N22 Services professionnels.	74.1A, 74.1C, 74.1G
		N23 Administration d'entreprises.	74.1J
		N24 Publicité et études de marché.	74.1E, 74.4
		N25 Architecture, ingénierie, contrôle.	74.2, 74.3
	N3 Services opérationnels.	N31 Location sans opérateur.	71
		N32 Sélection et fourniture de personnel.	74.5
		N33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises.	74.6 à 74.8
		N34 Assainissement, voirie et gestion des déchets.	90
	N4 Recherche et développement.	N40 Recherche et développement.	73
EP Services aux particuliers.	P1 Hôtels et restaurants.	P10 Hôtels et restaurants.	55
	P2 Activités récréatives, culturelles et sportives.	P21 Activités audiovisuelles.	92.1, 92.2
		P22 Autres activités récréatives, culturelles et sportives.	92.3 à 92.7
	P3 Services personnels et domestiques.	P31 Services personnels.	93
		P32 Services domestiques.	95
EQ Éducation, santé, action sociale.	Q1 Éducation.	Q10 Éducation.	80
	Q2 Santé, action sociale.	Q21 Activités relatives à la santé.	85.1, 85.2
		Q22 Action sociale.	85.3
ER Administration.	R1 Administration publique.	R10 Administration publique.	75
	R2 Activités associatives et extra-territoriales.	R21 Activités associatives.	91
		R22 Activités extra-territoriales.	99

I. Correspondances entre les secteurs 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS)

Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs occupés)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants.	10 Agriculteurs exploitants.	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12 Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures.	31 Professions libérales.	31 Professions libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des arts et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires.	41 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens.
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaître, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifiés.	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens employés. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Élèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. – Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. – Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
_	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
∈	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée à la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

- soit à l'aide du *sommaire*;
- soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre);
- soit à l'aide de *l'index alphabétique* (en annexe).

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques
Sources des données

Le lecteur trouvera dans les pages suivantes quelques graphiques et cartes qui ont paru les plus représentatifs de cet annuaire. Les indications précises des sources des données utilisées, en particulier les références des chapitres du présent annuaire, sont données ci-dessous.

Page 1. — Carte 1 :

Densité de population dans l'Union européenne (1998).
Données Insee et Eurostat.

Page 2. — Graphiques 1 et 2 :

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2000.
Pyramide des âges de la population totale en 2020 selon trois hypothèses de fécondité.
Les données utilisées pour ces graphiques figurent dans cet annuaire (chapitre B.01) et dans *INSEE-Résultats*, série Démographie, n°44, septembre 1995.

Page 3. — Graphiques 3 et 4 :

Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1969-1999).
Évolution du nombre de naissances légitimes et hors mariage (1975-1998).
Données Eurostat et dans le chapitre B.02.

Page 4. — Graphique 5 et carte 2 :

Les étrangers à divers recensements.
Part des étrangers dans la population totale en 1999.
Données détaillées et définitions au chapitre B.03.

Page 5. — Graphique 6 et carte 3 :

Sorties du système éducatif suivant le niveau des élèves (1990 à 1998).
Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat par région en 1999.
Données détaillées (ministère de l'Éducation nationale) et définitions au chapitre F.01.

Page 6. — Graphique 7 et carte 4 :

Taux d'activité par sexe et groupe d'âge en mars 1980 et en mars 2000.
Taux de chômage au sens du BIT par département en 1999.
Données détaillées dans les résultats des enquêtes sur l'emploi de mars 1980 et mars 2000 (collections de l'INSEE, série D, n° 76, novembre 1980, *INSEE-Résultats*, n° 708-709, juillet 2000) et définitions au chapitre C.01.

Page 7. — Graphiques 8 et 9 :

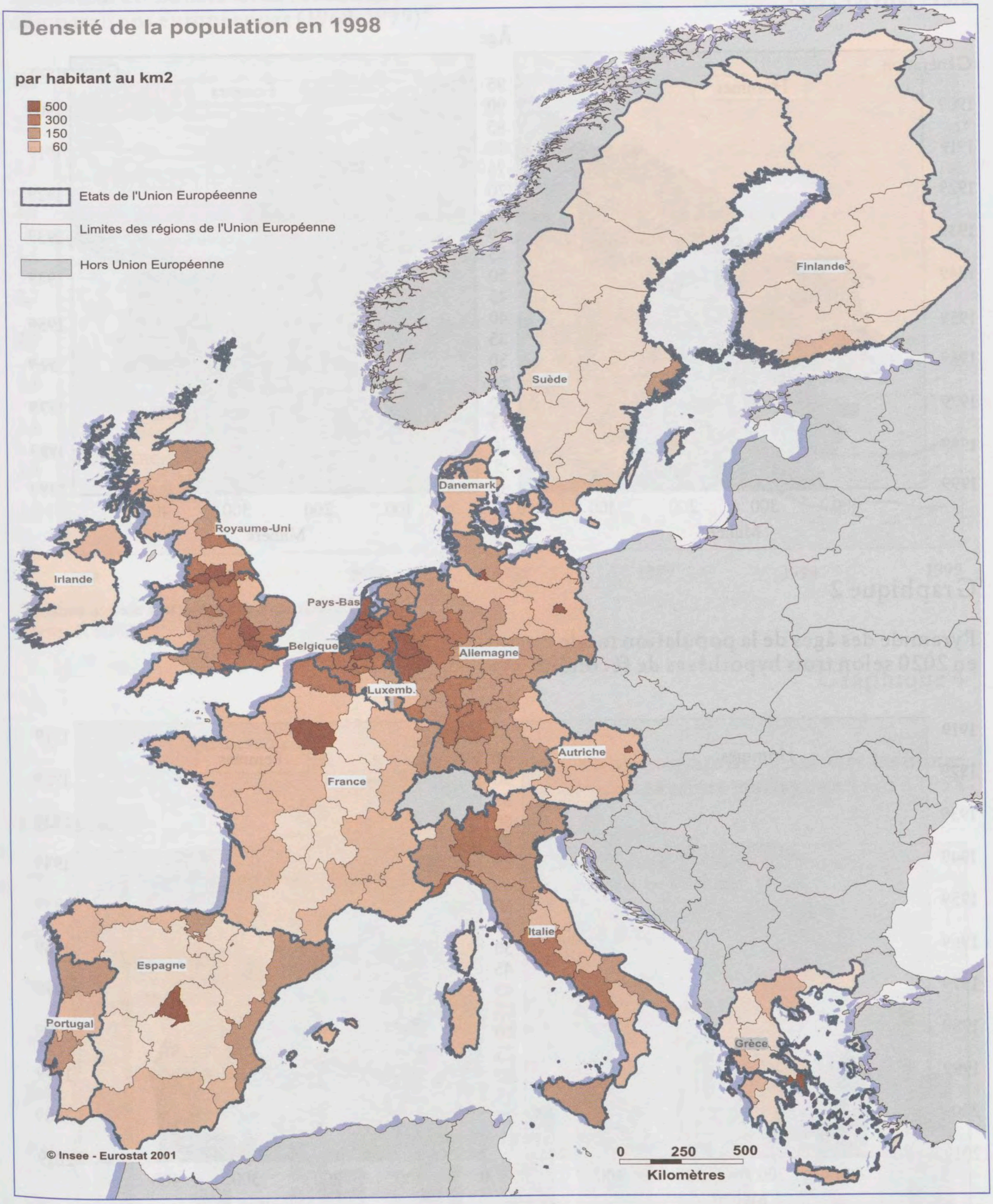
Évolution de la population active occupée par secteur de 1990 à 1999.
Évolution des actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle de mars 1990 à mars 2000.
Données provenant des estimations annuelles d'emploi (INSEE) et des résultats des enquêtes sur l'emploi de janvier 1990 et mars 2000 (*INSEE-Résultats*, n° 222-223, décembre 1992 et *INSEE-Résultats*, n° 708-709, juillet 2000) et définitions au chapitre C.01.

Page 8. — Graphiques 10 à 13 :

Comparaisons internationales, indicateurs pour divers pays de l'OCDE :
Taux de croissance du PIB en volume.
Indices de la production industrielle.
Taux de chômage standardisés.
Indices des prix à la consommation harmonisés.
Données et indications méthodologiques dans les chapitres C.01, G.01, H.01 et K.01.

Carte 1

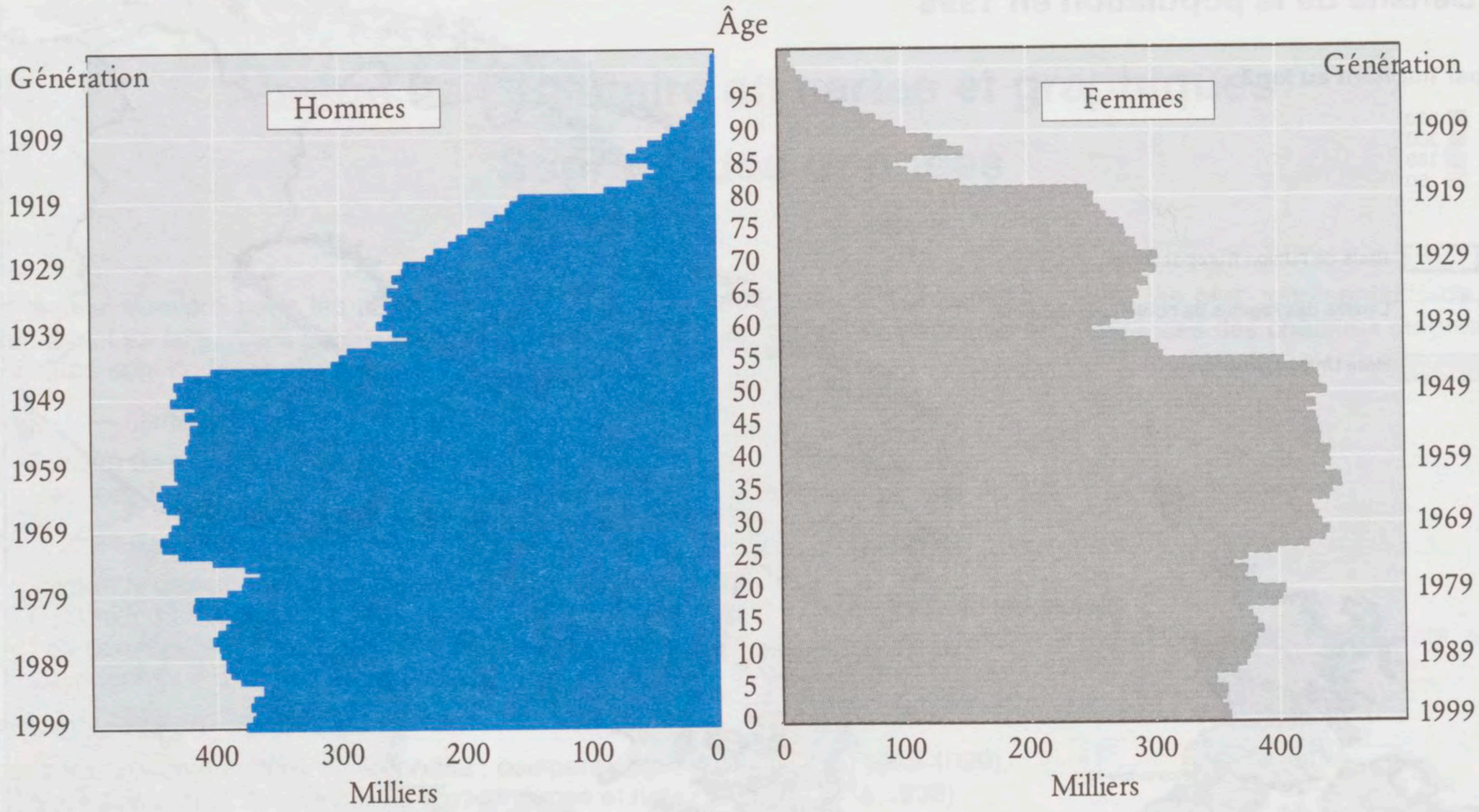
Population de l'Union européenne



Graphique 1

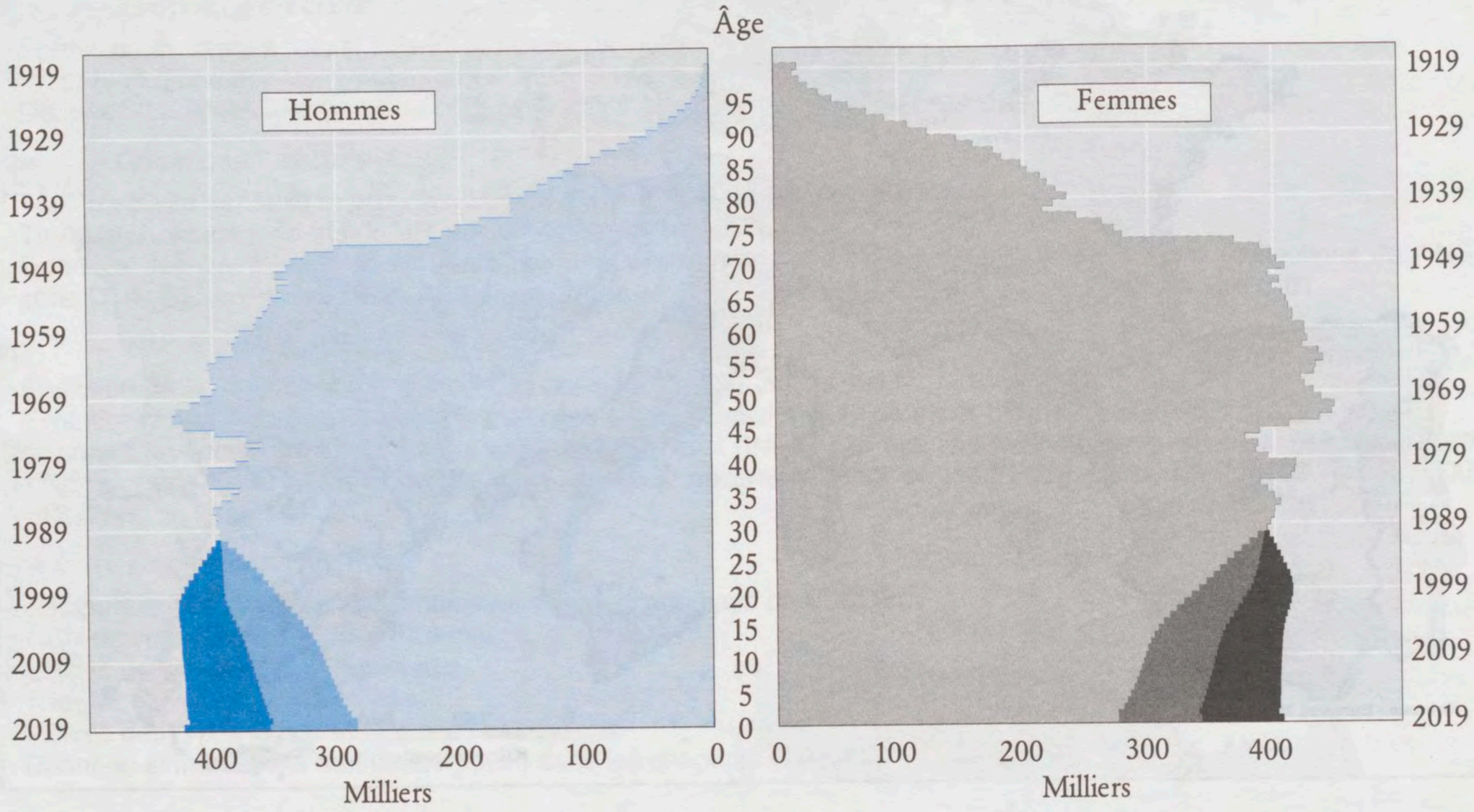
Structure de la population par âge et sexe

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2000



Graphique 2

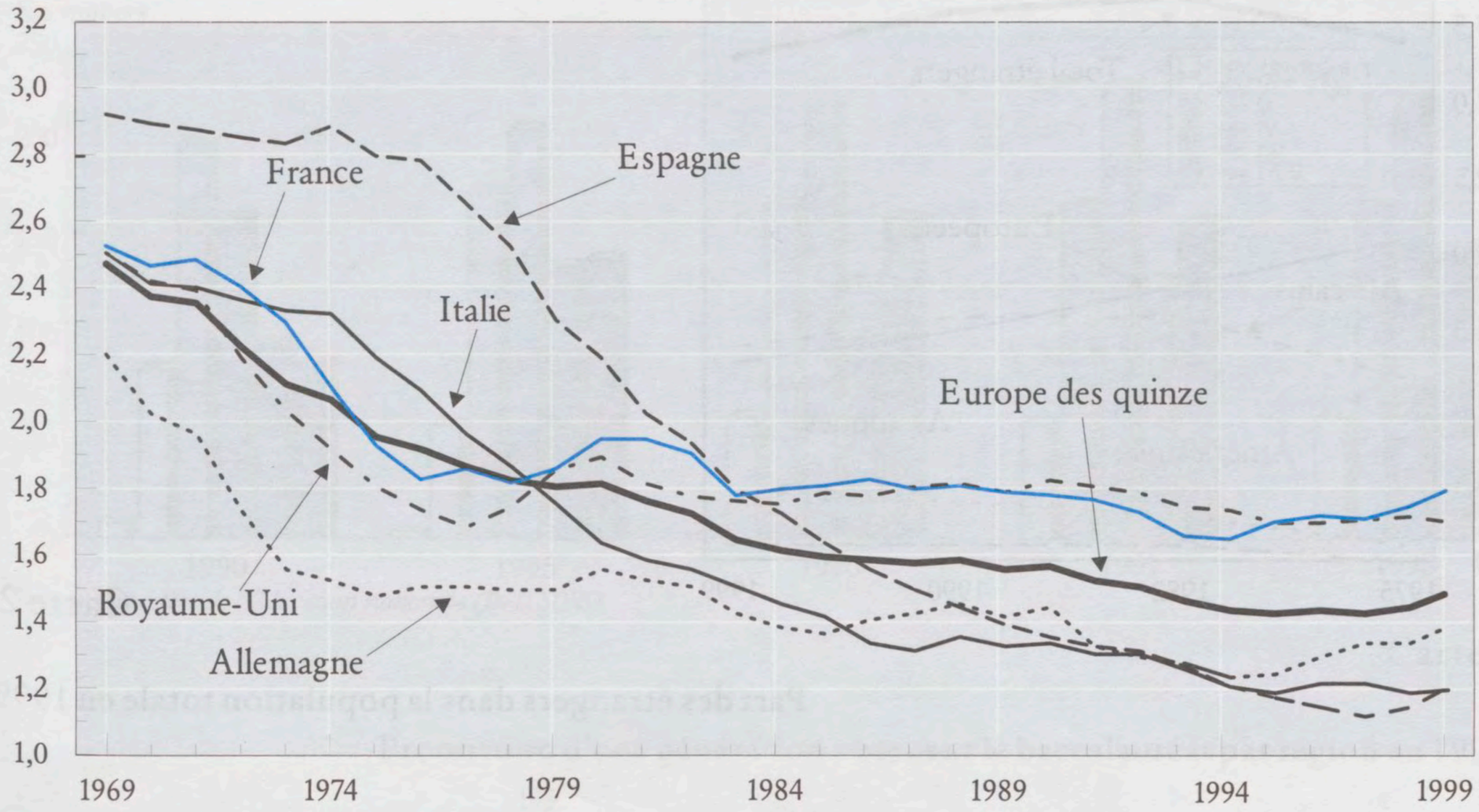
Pyramide des âges de la population totale en 2020 selon trois hypothèses de fécondité



Source : INSEE

Graphique 3

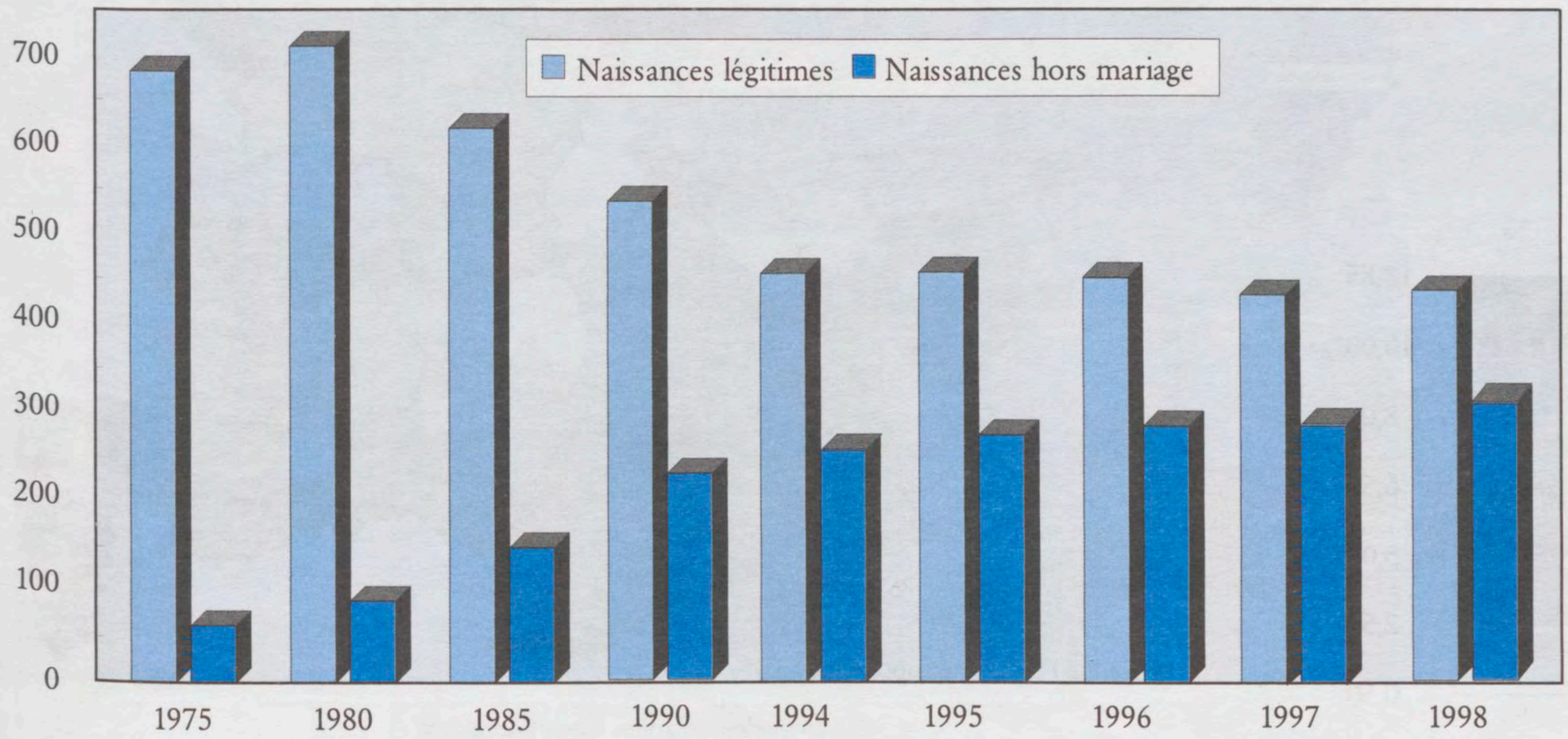
Indicateur conjoncturel de fécondité :
comparaisons européennes (1969-1999)*



Certaines données sont susceptibles d'être révisées.
Source : EUROSTAT

Graphique 4

Évolution du nombre de naissances légitimes
et hors mariage de 1975 à 1998

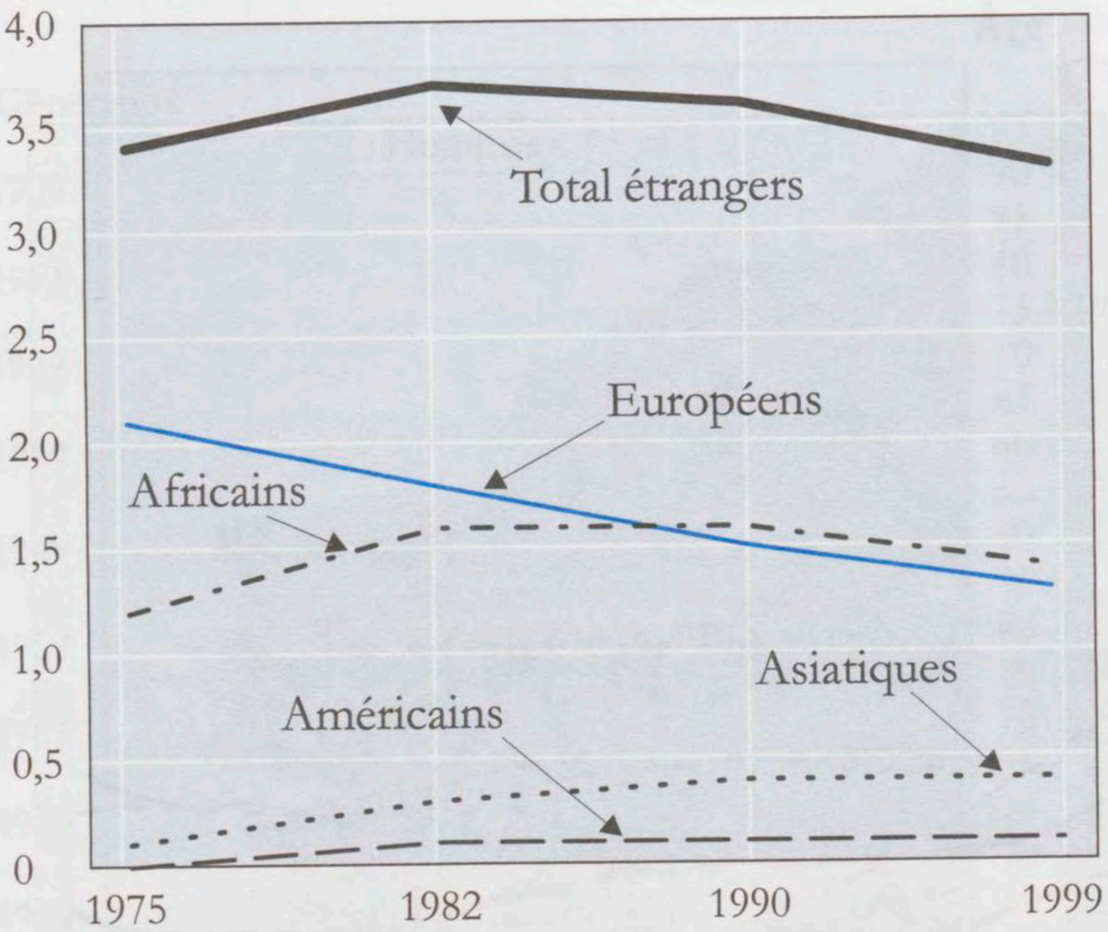


Source : INSEE

La population étrangère à divers recensements

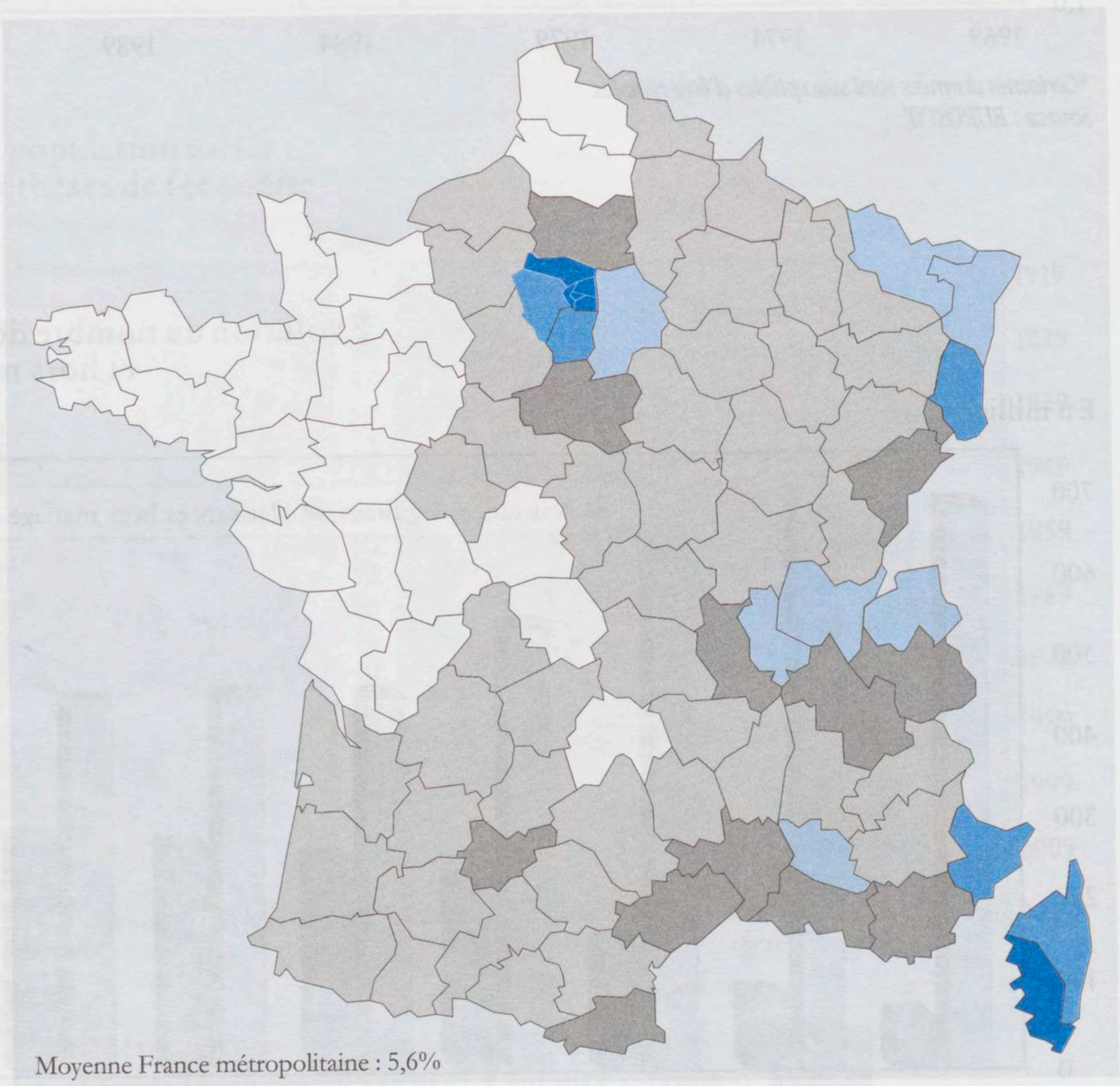
Graphique 5

Les étrangers à divers recensements



Carte 2

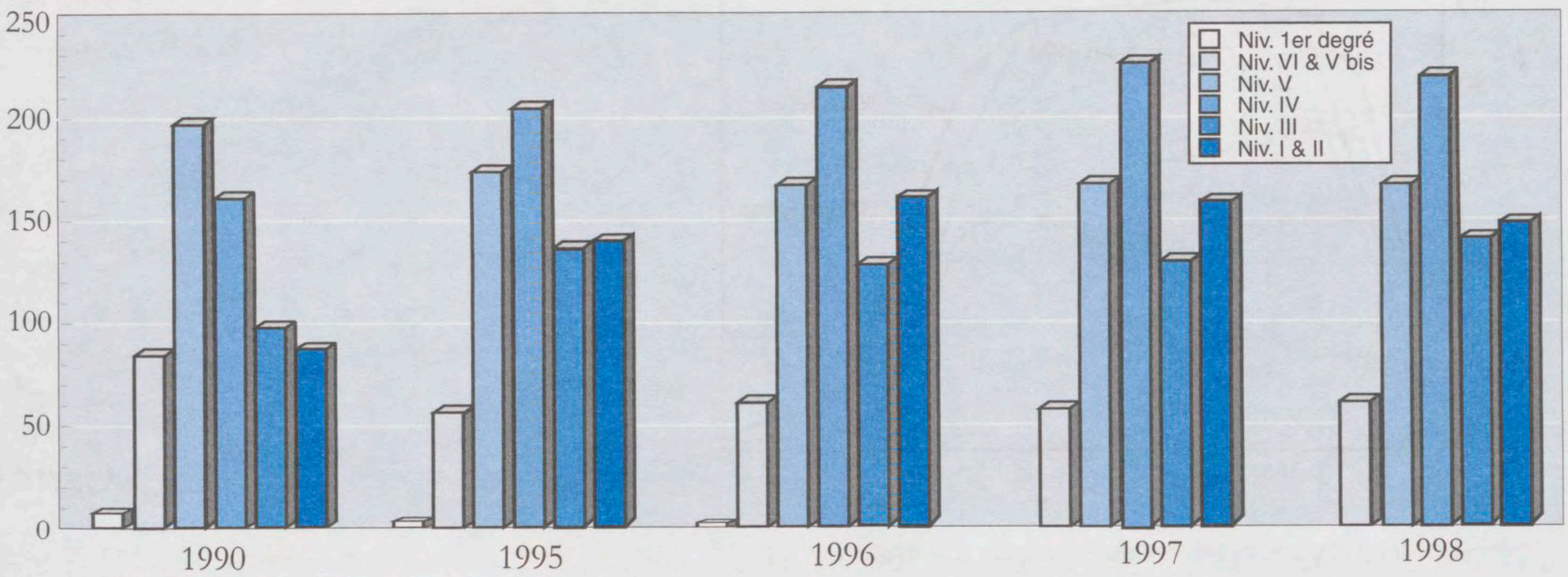
Part des étrangers dans la population totale en 1999



Source : INSEE, recensements de la population

Graphique 6

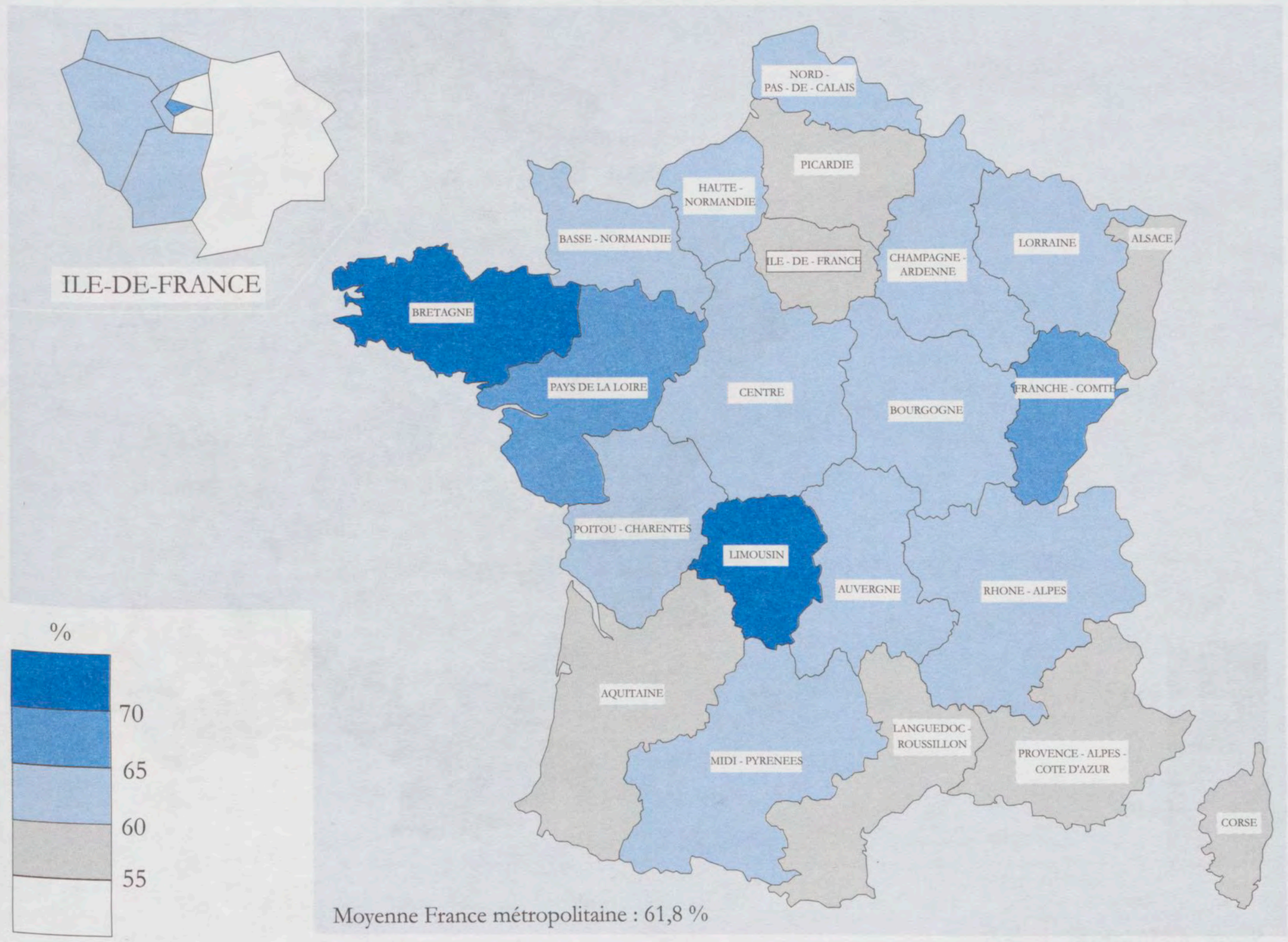
Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves



Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Carte 3

Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat par région en 1999

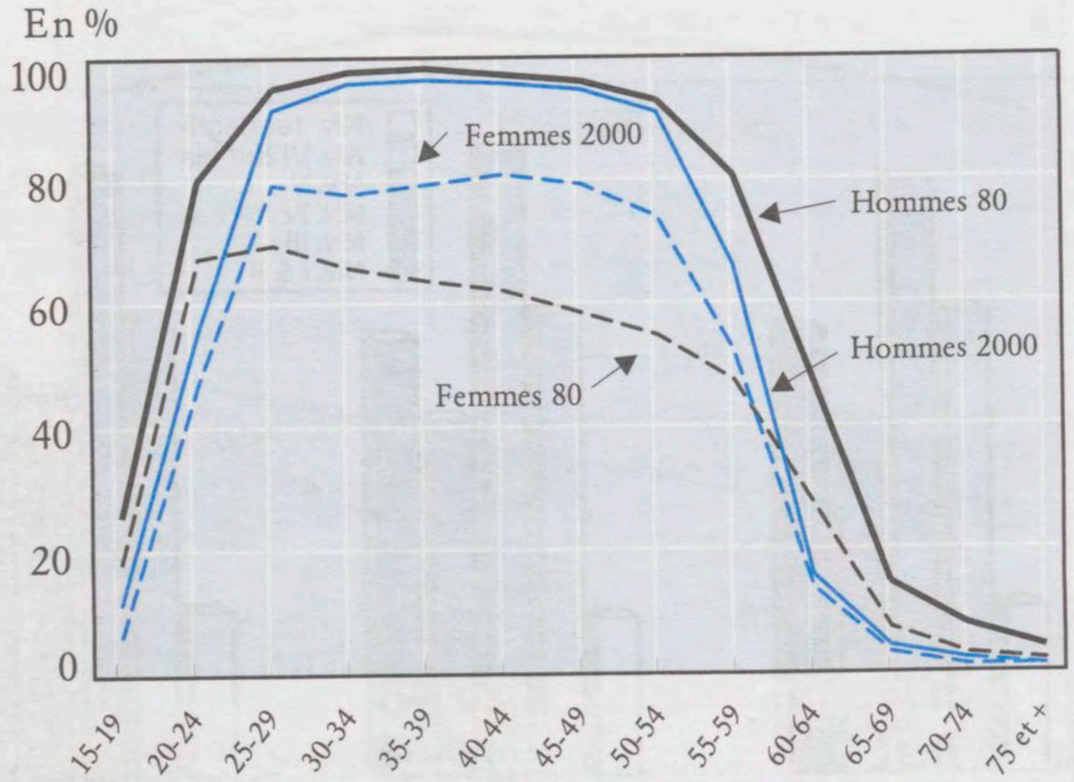


Moyenne France métropolitaine : 61,8 %

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Graphique 7

Taux d'activité* par sexe et groupe d'âge
en mars 1980 et en mars 2000



**Proportion d'actifs (actifs occupés y compris les appelés et les chômeurs BIT' dans l'effectif total)*

Source : INSEE (enquête sur l'emploi)

Carte 4

Taux de chômage au sens du BIT
par département en 1999 (moyenne annuelle)

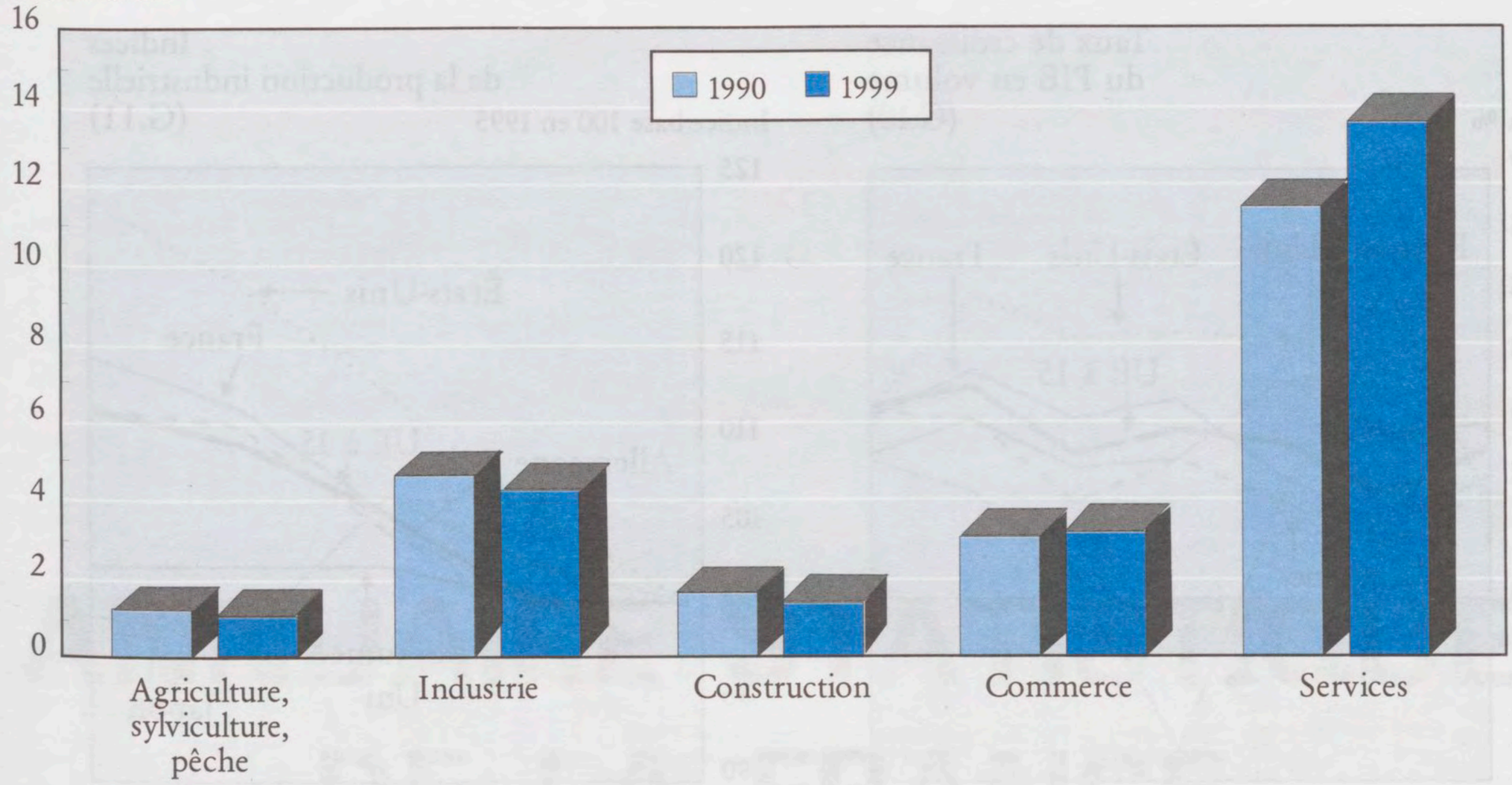


Source : INSEE (division emploi)

Évolution de la population française par secteur d'activité et catégories sociales

Graphique 8

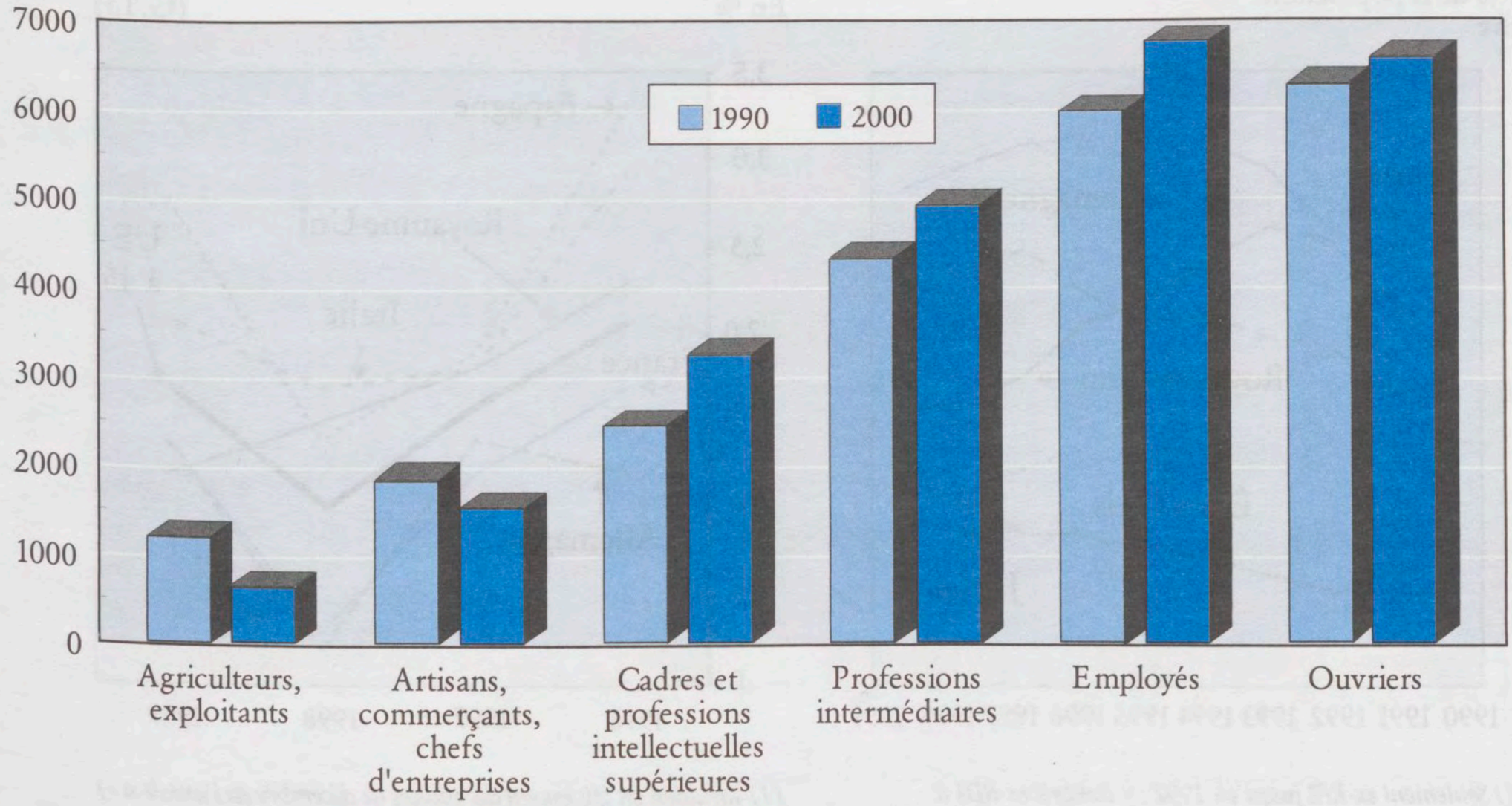
Évolution de la population active occupée par secteur de 1990 à 1999



Source : INSEE, estimations annuelles d'emploi

Graphique 9

Évolution des actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle de janvier 1990 à mars 2000



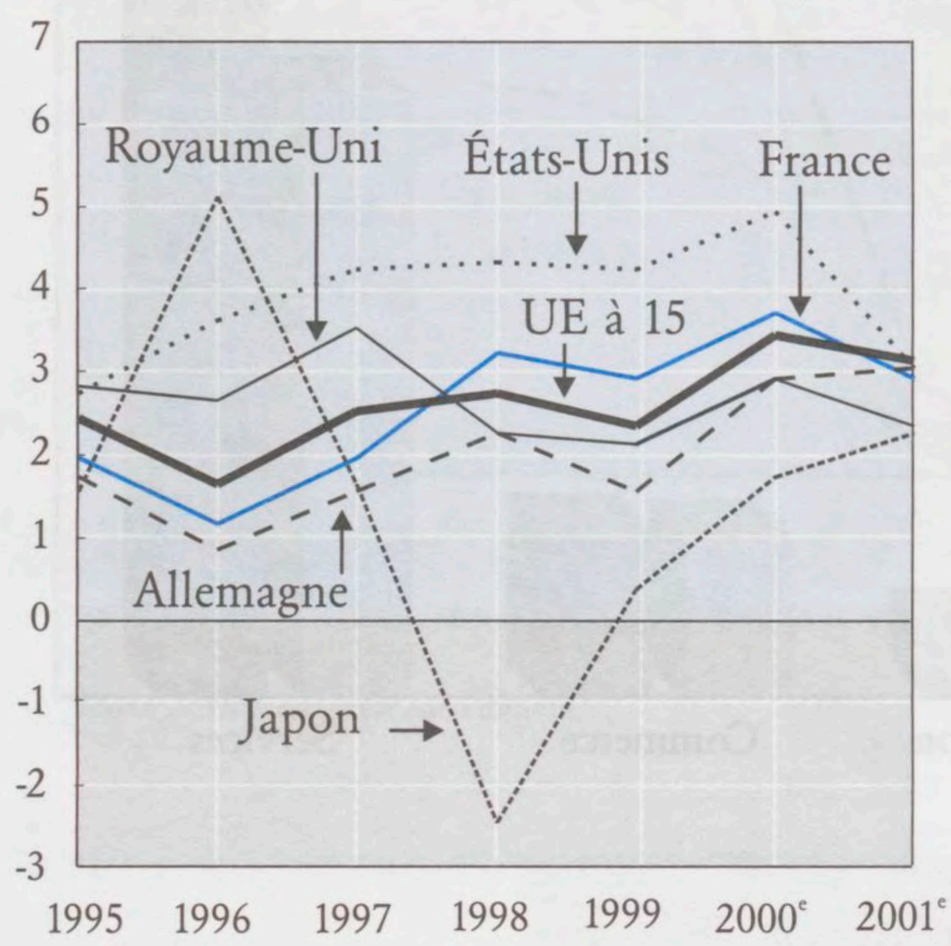
Source : INSEE, enquêtes sur l'emploi

Comparaisons internationales

Indicateurs conjoncturels pour divers pays de l'OCDE

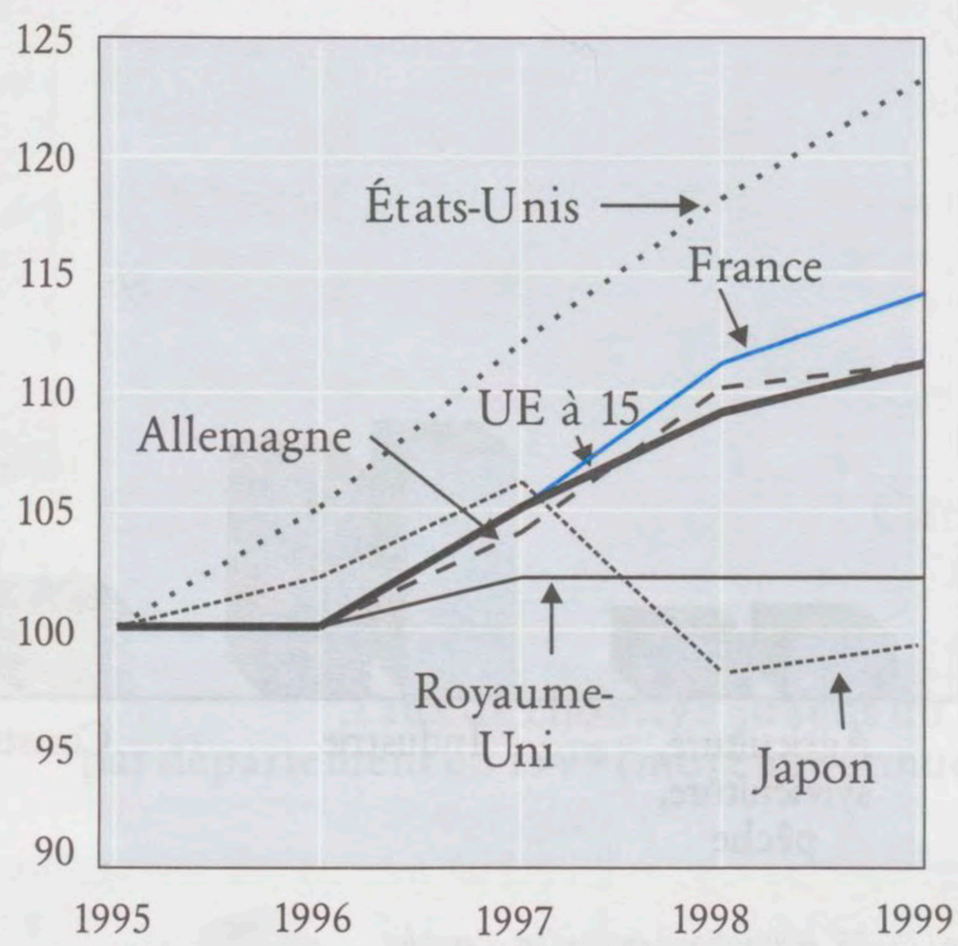
Graphiques 10, 11, 12 et 13

Taux de croissance du PIB en volume (G.10)



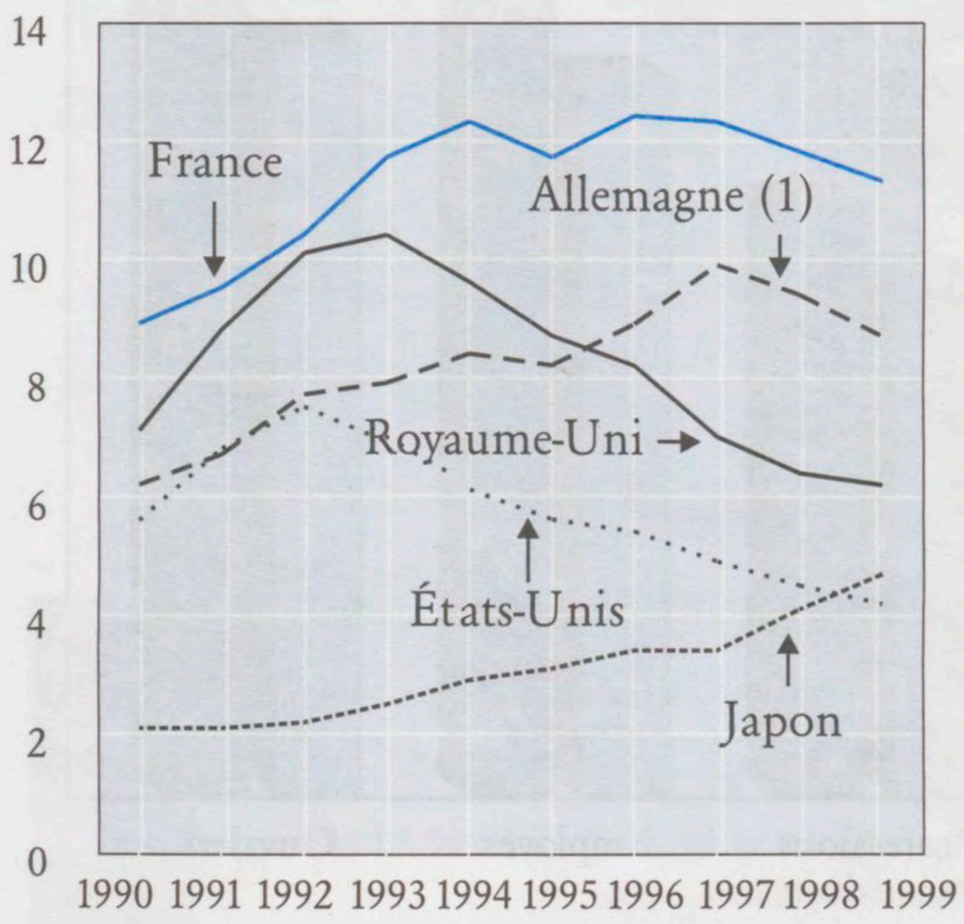
e : *estimation*
Source : OCDE (Perspectives économiques)

Indices de la production industrielle (G.11)



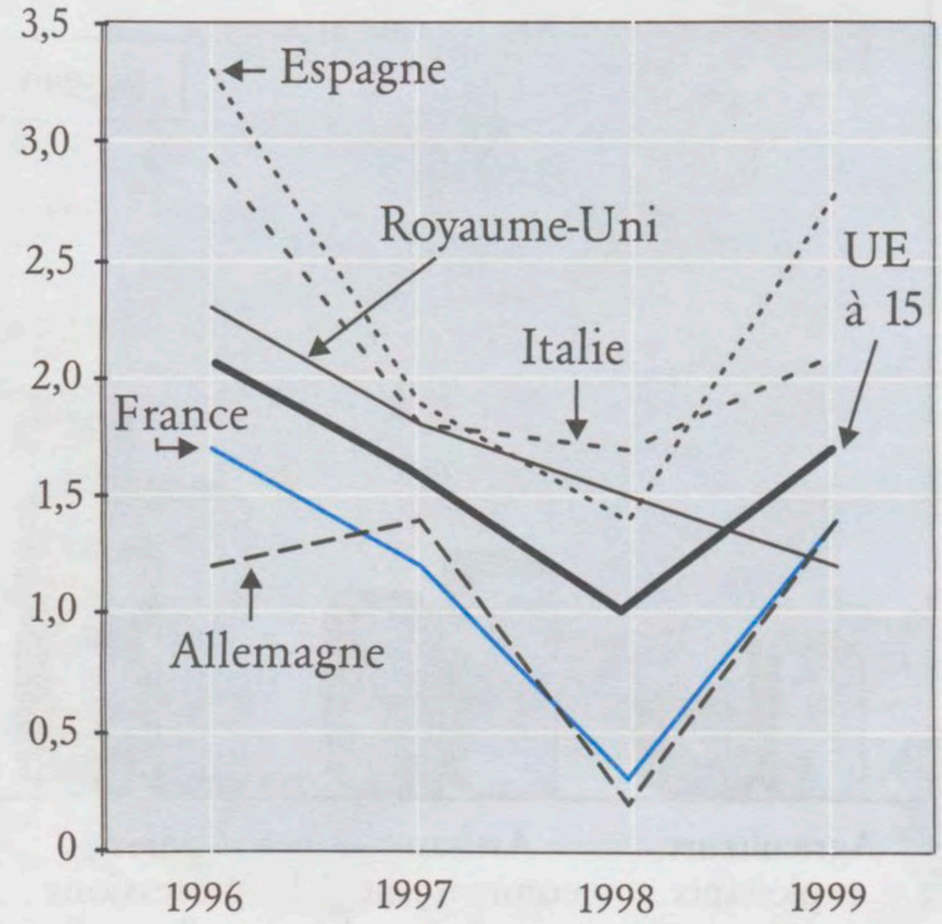
Source : Eurostat (« New Cronos », sauf pour les États-Unis)

Taux de chômage standardisés (G.12)



(1) Seulement ex-RFA jusqu'en 1992 ; y compris ex-RDA à partir de 1993.
Sources : OCDE et Eurostat

Indices des prix à la consommation harmonisés (1) (IPCH) (G.13)



(1) Variation en glissement des indices de décembre de l'année n -1 à décembre de l'année n.
(2) Estimation pour l'Union européenne en 1996 et 1997.
Sources : services statistiques nationaux et Eurostat

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

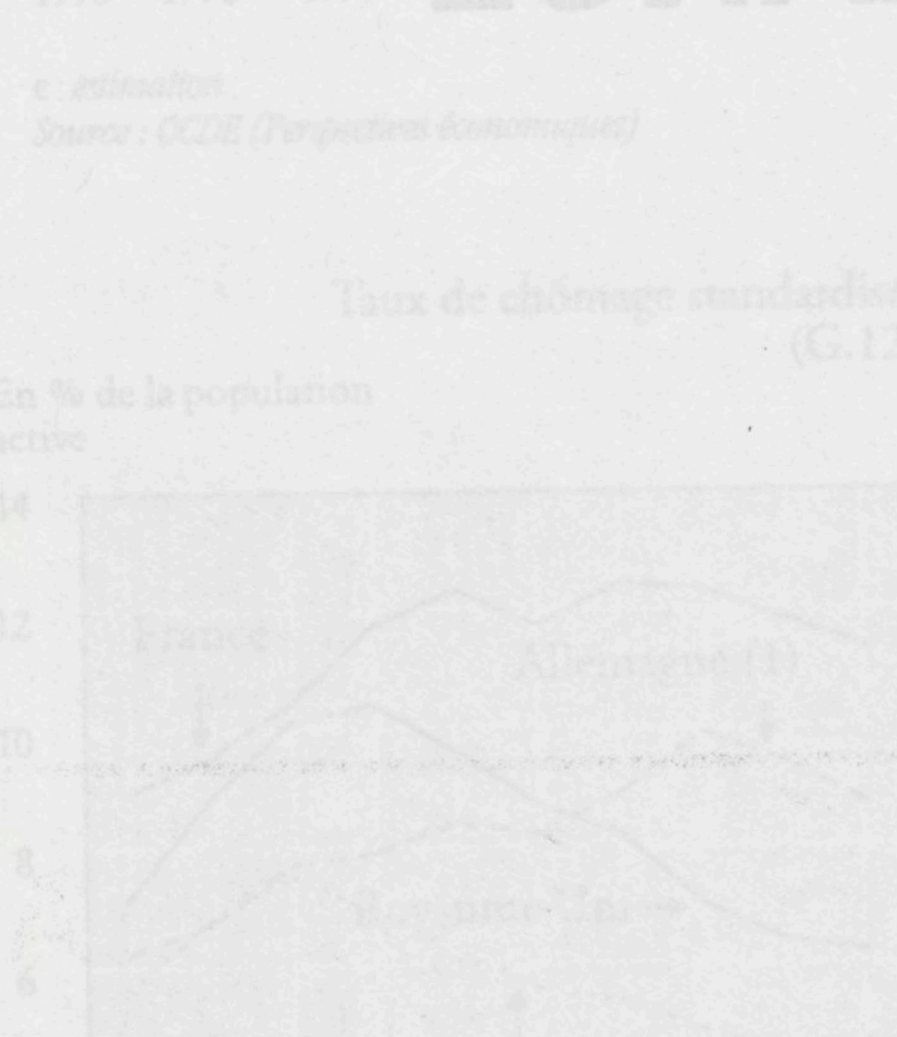
Population et environnement

Graphiques 10, 11, 12 et 13

Comparaisons internationales

Indicateurs conjoncturels pour divers pays de l'OCDE

Taux de croissance du PIB en volume (G.10)



Source : OCDE (Perspectives économiques)

Indices de la production industrielle (G.11)

Source : Eurostat (« New Cronos », sauf pour les États-Unis)

Taux de chômage standardisés (G.12)

(1) Seulement ex-RFA jusqu'en 1990 ; y compris ex-RDA à partir de 1993.
Sources : OCDE et Eurostat

Indices des prix à la consommation harmonisés (1) (IPCH) (G.13)

(1) Variation en glissement des indices de décembre de l'année n - 1 à décembre de l'année n.
(2) Estimation pour l'Union européenne en 1996 et 1997.
Sources : services statistiques nationaux et Eurostat

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Population et environnement

Chapitre A.01

Territoire et population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. La France administrative.

1. Répartition du territoire métropolitain.
2. Population, superficie et densité de quelques pays en 2000.
3. Population des régions et départements. Population sans doubles comptes aux recensements de 1982, 1990 et 1999.
4. Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
5. Subdivisions, superficie et population des régions et des départements.
6. Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
7. Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants.
8. Structure urbaine de la métropole en 1999.
9. Communes de plus de 50 000 habitants.
10. Les communes par tranche de population.
11. Population des communes urbaines et rurales des régions.
12. Aires urbaines de plus de 150 000 habitants.
13. Population des régions et départements lors des recensements de 1990 et 1999.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Recensements de la population », « Études territoriales », « Statistiques régionales, locales et urbaines » et « Pôle estimations localisées de population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Au 8 mars 1999, la population de la France s'établit à 60 185 831 habitants : 58 518 395 pour la métropole et 1 667 436 pour les départements d'outre-mer (DOM). Depuis 1990, l'augmentation est de 1 903 240 pour la métropole (soit 0,37 % par an) et de 208 376 pour les DOM (soit 1,49 % par an). Trente-neuf départements métropolitains ont une croissance supérieure à la moyenne nationale. C'est en Haute-Garonne que l'augmentation est la plus forte (1,37 % par an) devant l'Hérault, la Haute-Savoie, la Seine-et-Marne, le Var et l'Ain, tous dépassant 1 % par an. A contrario, vingt-trois départements perdent des habitants depuis 1990 : la Creuse est le département où la baisse est la plus forte (-0,60 % par an) devant le Cantal, la Haute-Marne, l'Allier et la Nièvre.

Le DOM le plus peuplé est la Réunion devant la Guadeloupe et la Martinique. La Guyane est le département dont la croissance est la plus forte depuis 1990 avec 3,56 % par an.

En 1999, trente-sept communes ont plus de 100 000 habitants (population totale). Parmi ces communes, six seulement sont en diminution dont Paris et Marseille et le record de croissance est détenu par Nantes (1,08 % par an) devant Toulouse, Montpellier, Aix-en-Provence et Orléans.

La population urbaine de la France métropolitaine compte 44,2 millions de personnes, soit une augmentation de 2,3 millions de personnes par rapport à 1990. La poussée est particulièrement forte dans les départements littoraux du sud et de l'ouest, bretons en particulier. Avec 9,6 millions d'habitants, l'agglomération parisienne renforce sa première place européenne. Marseille occupe la seconde place en France, juste devant l'agglomération lyonnaise. Au sein des villes, l'écart de croissance s'est réduit entre les banlieues, devenues moins attractives, et les villes centres.

Entre 1990 et 1999, les grande aires urbaines, dont celles de la plupart des métropoles d'équilibre, contribuent fortement à la croissance démographique. À elles seules, huit d'entre elles totalisent la moitié de l'accroissement : Paris, Toulouse, Lyon, Montpellier, Nantes, Rennes, Marseille-Aix-en-Provence et Bordeaux. Avec seulement 17 aires supplémentaires, les trois quarts de l'accroissement démographique propre aux aires urbaines sont atteints; la croissance des aires de Genève-Annemasse, d'Annecy, de Poitiers, de La Rochelle, de Nîmes et de Bayonne est particulièrement remarquable. A contrario, une aire urbaine sur trois perd des habitants. Au sein de celles de plus de 150 000 habitants en 1999, la baisse de population est toujours le fait des villes d'industrialisation ancienne : Saint-Etienne, Douai, Montbéliard, Lens, Le Havre, Béthune et, dans une moindre mesure, Valenciennes et Thionville.

La population augmente aussi sensiblement au voisinage des aires les plus dynamiques. La croissance est particulièrement forte dans une « deuxième couronne périurbaine » formée des communes qui envoyaient, en 1990, 25 % à 40 % de leurs actifs dans ces grandes villes. Ainsi, autour de l'aire urbaine de Paris, l'ensemble de ces communes compte un peu plus d'un million d'habitants. Sa croissance est vive (+ 0,8 % en rythme annuel), et beaucoup plus rapide que celle de l'aire urbaine proprement dite. Il en est de même autour de Marseille-Aix-en-Provence où l'étalement urbain est particulièrement net : + 1,7 % en rythme annuel pour cette « deuxième couronne », approchant les + 1,9 % de la première couronne périurbaine, chaque couronne s'accroissant de plus de 20 000 habitants.

La population s'accroit également autour de Strasbourg, Lyon, Perpignan, Saint-Etienne, Bordeaux et Grenoble. Ce phénomène contribue à plus de la moitié de la croissance de l'espace à dominante rurale. En effet, dans cet espace, les croissances démographiques les plus significatives sont principalement le fait de communes proches des grandes aires urbaines dynamiques. Les autres aires dynamiques se situent le long des littoraux atlantique (surtout à partir du golfe du Morbihan) et méditerranéen, en Alsace et dans le sillon alpin ainsi que le long de quelques axes structurants, en particulier de certains fleuves.

En 1999, l'espace à dominante rurale retrouve le même nombre d'habitants qu'en 1962, soit 13,6 millions de personnes. Il gagne 247 000 habitants en neuf ans. Le regain démographique qui résulte d'un apport migratoire supérieur au déficit naturel se généralise, atteignant une majorité de communes. Le solde migratoire devient positif même dans le rural isolé. L'augmentation des effectifs ruraux est forte à proximité des aires urbaines en croissance, en particulier sur les bordures occidentale et méridionale de l'Hexagone, dans le grand Ouest du Bassin parisien et dans les régions Alsace, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes.

2. MÉTHODOLOGIE

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20' et 51° 5' de latitude nord; elle s'étend de 4° 47' de longitude ouest à 8° 15' de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre "Agriculture", en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par "planimétrage" de la carte au 1/50 000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune.

Ce sont ces derniers renseignements qui ont généralement été retenus dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

213. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de « La Statistique Agricole », annuelle, établie par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Ces données s'appuient notamment sur l'enquête « Utilisation du territoire » à partir d'un échantillon permanent de 550 000 points du territoire. Ces points sont repérés grâce à des photographies aériennes.

214. Populations légales des circonscriptions administratives

Les effectifs de populations légales figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement de la population de 1999. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 98-403 du 22 mai 1998. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999 (J.O. du 30 décembre 1999) rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000 (J.O. du 20 octobre 2000).

215. Estimations de population

L'évolution de la population d'une zone géographique repose sur deux facteurs : le solde naturel (différence au cours de la période entre le nombre de naissances et de décès domiciliés dans la zone géographique) connu avec précision par les statistiques d'état civil et le solde migratoire, différence au cours de la même période entre le nombre de personnes venues résider dans la zone (les immigrants) et le nombre de celles qui l'ont quittée pour résider ailleurs (les émigrants). Ce solde migratoire n'est appréhendé qu'à partir d'estimations.

Les chiffres issus des résultats du recensement de la population de mars 1999, font apparaître une population légèrement inférieure aux estimations annuelles. En effet, l'INSEE réalise des estimations de population. Elles sont basées sur les résultats du dernier recensement auquel s'ajoute le solde naturel (solde entre les naissances et les décès) et une estimation du solde migratoire. La réconciliation entre données de stock (résultats des recensements) et données de flux (solde naturel et solde migratoire) ne pourra être effectuée qu'avec la disponibilité des résultats détaillés.

22. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1997 pour Mayotte, 1996 pour Wallis-et-Futuna, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.

3. DÉFINITIONS

Aire urbaine et pôle urbain

Aire urbaine : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi, travaillent dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Un pôle urbain est une unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain. Une commune périurbaine (d'un pôle urbain) est l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain. Pour plus de précisions sur ces notions, cf. les publications spécialisées figurant dans les Sources de documentation.

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes)

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part.

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 98-403 du 22 mai 1998, publié au J.O. du 24 mai 1998, prescrivant l'exécution du recensement de 1999, en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 22 mai 1998 spécifie que les personnes des catégories *a* et *b* ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

— personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune;

— travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

— étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, logés, hors communauté, dans une autre commune et ayant déclaré une résidence familiale dans la commune.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté ou dans leur résidence personnelle pour les étudiants). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— la population légale des communes, qui comprend les deux parties *a* et *b*;

— la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie *b* et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines.

Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres), sur le territoire desquelles une zone agglomérée contient plus de 2 000 habitants; une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2 000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982, 1990 et 1999.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

— Institut national d'études démographiques (INED).

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Impôts.

— Bureau des longitudes.

Publications INSEE

- Recensement général de la population de 1999 en métropole et dans les départements d'outre-mer.

Série « bleue » :

— *Populations légales, Recensement de la population de 1999, Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);

— *Population légale. France, régions, départements, communes de plus de 2 000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Évolutions démographiques 1982, 1990, 1999. France, régions, départements, unités urbaines* (fascicules départementaux, un fascicule France et un fascicule DOM).

Série « Nomenclatures et codes » :

— *Composition communale des unités urbaines, délimitations 1999.*

- Recensement de la population des collectivités territoriales :

— Saint-Pierre-et-Miquelon (1999);

— Mayotte (1997).

- Recensement de la population dans les territoires d'outre-mer :

— Polynésie française (1996);

— Nouvelle-Calédonie (1996);

— Wallis et Futuna (1996).

Publications sur cédéroms

« Populations légales »

— Populations légales (population totale, municipale, comptée à part, sans doubles comptes) pour les communes et les cantons, avec rappel des chiffres de 1990.

« Évolutions démographiques »

— Population, soldes naturels (naissances et décès) et migratoires (estimation du solde des entrées et des sorties), nombre de logements par type (résidences principales, secondaires, logements vacants ou occasionnels).

« Exploitation principale »

— Indicateurs Références 1982-1990-1999 etc.

« Données sur les grands territoires de France »

— (indicateurs : France, 26 régions, 100 départements, 348 zones d'emploi, 426 unités urbaines de plus de 10 000 habitants).

« Données sur les zonages locaux (communes, cantons,...) »

— (indicateurs : communes, cantons, composés de communes entières, zones d'emploi, unités urbaines 1999).

Résultats sur le site internet de l'INSEE : www.insee.fr

- *INSEE-Première* :

— « Recensement de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 506, janvier 1997;

— « Recensement de la population de Polynésie française », n° 543, septembre 1997;

— « Recensement de la population à Wallis et Futuna », n° 575, avril 1998;

— « Mayotte, recensement de la population du 5 août 1997 », n° 608, septembre 1998;

— « Recensement de la population de 1999. Premier comptage national », n° 663, juillet 1999;

— « La population des régions (métropole). Recensement de la population de 1999 », n° 664, juillet 1999;

— « La population des départements d'outre-mer. Recensement de la population de 1999 », n° 665, juillet 1999;

— « La population légale au recensement de 1999 », n° 691, janvier 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Poursuite d'une urbanisation très localisée », n° 692, janvier 2000;

— « Recensement de la population 1999, les formes de la croissance urbaine », n° 701, mars 2000;

— « Forte extension des villes entre 1990 et 1999 », n° 707, avril 2000;

— « Recensement de la population 1999, évolutions contrastées du rural », n° 726, juillet 2000;

— « Recensement de la population 1999, redéploiement de la population dans la plupart des régions », n° 728, juillet 2000;

— « Le recensement de la population à Saint-Pierre-et-Miquelon », n° 731, août 2000;

— « Recensement de la population 1999, la France continue de vieillir, le Nord-Pas-de-Calais reste la région la plus jeune », n° 746, novembre 2000;

— « Recensement de la population 1999, les DOM : une population encore jeune, mais de moins en moins », n° 747, novembre 2000;

- *INSEE-Résultats,* série « Démographie, Société » :

— « Images de la population de la Nouvelle-Calédonie », principaux résultats du recensement de 1996, n° 55, février 1997;

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 69, août 1998;

— « La situation démographique en 1998, mouvement de la population », (à paraître);

— « Résultats du recensement général de la population de la Polynésie française du 3 septembre 1996, premier volume », n^os 77-78, mars 2000;

— « Images de la population de Wallis et Futuna - Principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, novembre 2000.

- *INSEE-Méthodes :*

— « Le recensement de la population 1999. Préparation », n° 79-80, septembre 1998;

— « Les zonages : enjeux et méthodes », n° 83, décembre 1998.

- *Contours et Caractères :*

— « Les campagnes et leurs villes », INSEE et INRA, février 1998.

- *Synthèses :*

— « Les tendances régionales 1999 », n^os 36-37, juillet 2000.

Autres publications

— Annuaire du Bureau des longitudes.

— « Tous les pays du monde (1999) », bulletin *Population et sociétés*, n° 348, juillet-août 1999, INED;

— « La population du monde. Enjeux et problèmes », collection : « Travaux et Documents », cahier n° 139, 1997, INED, PUF;

— Vingt-huitième rapport sur la situation démographique de la France, 1999, INED;

— Populations. L'état des connaissances. La France, l'Europe, le monde, 1996, INED. La Découverte.

Publications du ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Agreste, données chiffrées Agriculture;

L'utilisation du territoire en 1998, Séries définitives de 1991 à 1998, n° 123, mars 2000.

Statistique agricole annuelle - Résultats 1999, n° 125, juillet 2000.

*
* *

CARTE A.01

La France administrative

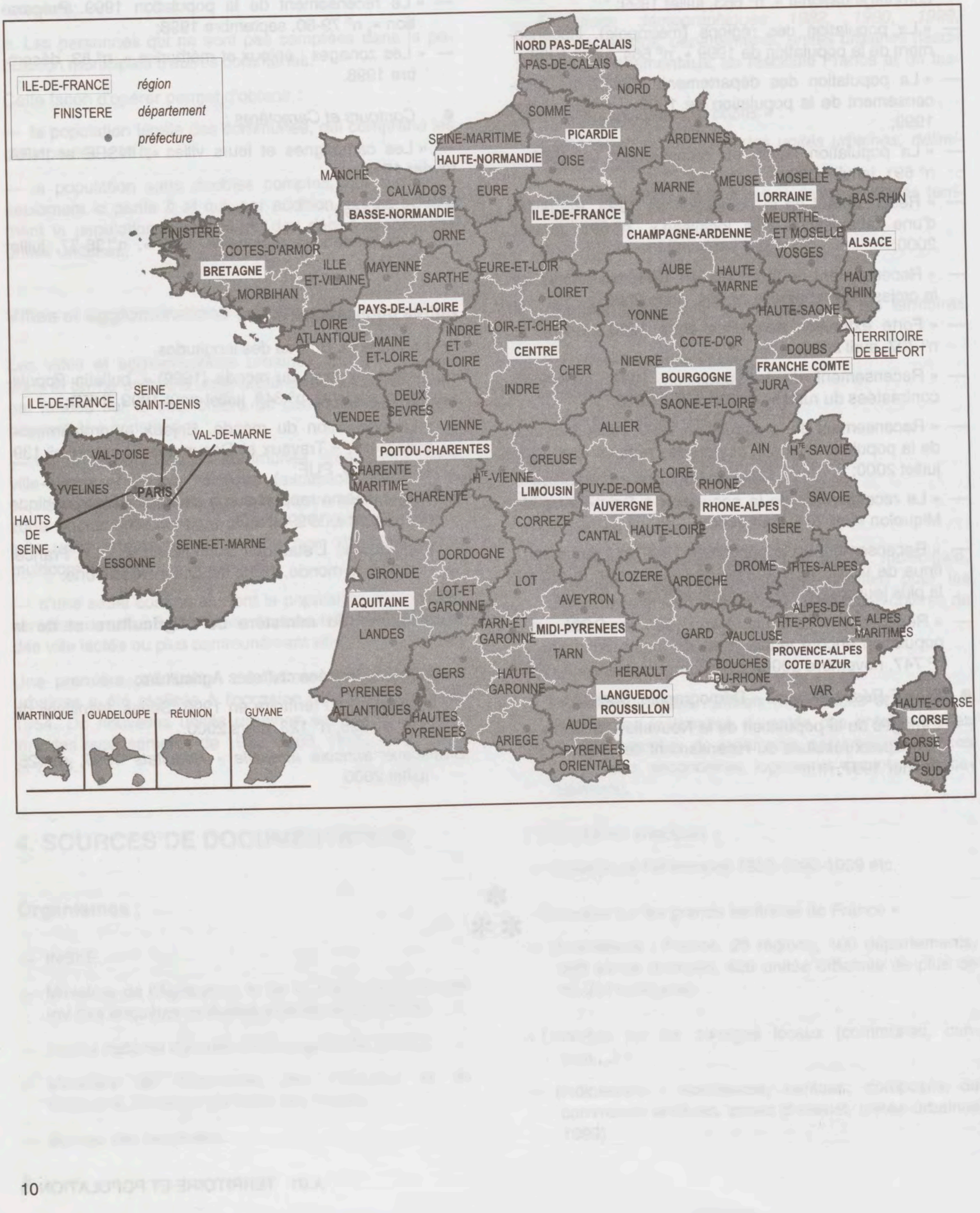


TABLEAU A.01-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Catégories	1948		1990		1996		1997		*r* 1998		1999	
	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%
Terres arables (1)	18 949	34,5	18 036	32,8	18 288	33,3	18 318	33,4	18 345	33,4	18 360	33,4
Superficies toujours en herbe	12 302	22,4	11 365	20,7	10 540	19,2	10 491	19,1	10 423	19,0	10 385	18,9
Autres superficies agricoles utilisées	2 131	3,9	1 346	2,5	1 314	2,4	1 305	2,4	1 302	2,4	1 303	2,4
Peupleraies, bois et forêts	11 100	20,2	14 828	27,0	15 069	27,5	15 095	27,5	15 123	27,5	15 190	27,7
Territoire agricole non cultivé	6 036	11,0	2 932	5,3	2 981	5,4	2 946	5,4	2 940	5,4	2 877	5,2
Territoire non agricole (2)	4 401	8,0	6 412	11,7	6 726	12,2	6 763	12,3	6 786	12,3	6 804	12,4
Total (3)	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs.
(2) Y compris la ville de Paris.
(3) Pour 1948, les chiffres sont recalés sur la surface totale de la France calculée par l'IGN.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays (1) en 2000

Source : Institut national d'Études démographiques (INED), d'après le Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	(3) Superficie (en milliers de km²)	Population en millions — Estimation (4) mi-2000	Population en millions — Projection 2025	Densité mi-2000 (habitants par km²)
AFRIQUE	**30 312**	**800,0**	**1 258,0**	**26**
dont : Afrique du Sud	1 221	43,4	35,1	36
Algérie	2 382	31,5	46,6	13
Congo. (Rép. Dém. du ..., ex-Zaïre)	2 345	52,0	105,3	22
Égypte	1 001	68,3	97,4	68
Éthiopie	1 104	64,1	115,0	58
Kenya	580	30,3	34,4	52
Maroc	447	28,8	39,3	64
Nigeria	924	123,3	204,5	133
Soudan	2 506	29,5	46,3	12
Tanzanie	945	35,3	59,8	37
AMÉRIQUE	**40 258**	**824,0**	**1 077,0**	**20**
dont : Argentine	2 780	37,0	47,2	13
Brésil	8 547	170,1	221,2	20
Canada	9 971	30,8	36,0	3
Colombie	1 139	40,0	58,3	35
États-Unis	9 364	275,6	337,8	29
Mexique	1 958	99,6	132,5	51
Pérou	1 285	27,1	39,2	21
Venezuela	912	24,2	34,8	27
ASIE (sans la Russie) (5)	**32 163**	**3 684,0**	**4 723,0**	**115**
dont : Bangladesh	144	128,1	177,3	890
Birmanie (Myanmar)	677	48,9	68,1	72
Chine (y compris Hong Kong)	9 597	1 264,5	1 431,0	132
Corée du Nord	121	21,7	25,7	179
Corée du Sud	99	47,3	53,3	478
Inde	3 288	1 002,1	1 363,0	305
Indonésie	1 919	212,2	273,4	111
Iran	1 633	67,4	90,8	41
Japon	378	126,9	120,9	336
Népal	147	23,9	38,0	163
Ouzbékistan	447	24,8	31,5	55
Pakistan	796	150,6	227,0	189
Philippines	300	80,3	117,3	268
Taïwan	36	22,3	25,3	619
Thaïlande	513	62,0	72,1	121
Turquie	775	65,3	88,0	84
Viêt-Nam	332	78,7	109,9	237
EUROPE (sans la Russie) (5)	**5 915**	**582,8**	**577,1**	**99**
dont : Pologne	323	38,6	38,6	120
Roumanie	238	22,4	20,6	94
Ukraine	604	49,5	45,1	82
Europe des 15	**3 245**	**377,0**	**378,5**	**116**
Allemagne	357	82,1	80,2	230
Autriche	84	8,1	8,1	96
Belgique	31	10,2	10,3	329
Danemark	43	5,3	5,8	123
Espagne	506	39,5	36,7	78
Finlande	338	5,2	5,3	15
France métropolitaine	**552**	**59,4**	**64,2**	**108**
Grèce	132	10,6	10,4	80
Irlande	70	3,8	4,5	54
Italie	301	57,8	52,4	192
Luxembourg	3	0,4	0,6	133
Pays-Bas	41	15,9	17,3	388
Portugal	92	10,0	9,3	109
Royaume-Uni	245	59,8	64,1	244
Suède	450	8,9	9,3	20
RUSSIE (Fédération de) (5)	**17 075**	**145,2**	**136,9**	**9**
OCÉANIE (sans Hawaï) (6)	**8 564**	**31,0**	**39,0**	**4**
MONDE	**134 288**	**6 067,0**	**7 810,0**	**45**

(1) Tous les pays ou entités cités ici dépassent vingt millions d'habitants, à l'exception de plusieurs pays appartenant à l'Europe des 15. Tous les chiffres de ce tableau sont arrondis.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Division de la Population et Bureau des Statistiques), US Bureau of the Census, Banque mondiale, Union européenne, Conseil de l'Europe, offices nationaux de statistiques, etc.
(3) Il s'agit de la « superficie des terres » (*Land Area*), soit la « superficie totale » (*Total Area*) moins les eaux intérieures, c'est-à-dire les principaux cours d'eau et les lacs. Source des données, en km², PRB d'après FAO Annuaire Production 1995. Les superficies sont réévaluées de temps à autre.
(4) Les chiffres donnés pour 2000 sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau (début 2000). Pour certains pays, ils peuvent remonter à plusieurs années. Une variation importante d'une année sur l'autre peut s'expliquer par un recensement récent. Pour plus de précisions sur les derniers résultats connus, le lecteur se reportera à l'annuaire démographique des Nations Unies et aux sources citées à la note (2).
(5) Huit Républiques de l'ex-URSS sont classées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et six en Europe, (les trois Baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie, ainsi que Biélorussie, Moldavie, Ukraine). La Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, est ici traitée à part (et non en Europe).
(6) Hawaii fait partie des États-Unis.

TABLEAU A.01-3

Population des régions et départements. Population sans doubles comptes aux recensements de 1982, 1990 et 1999

France entière

Source : INSEE (Recensements de la population) — *Unité* : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes			Départements et régions	Population sans doubles comptes		
	1982	1990	*r* 1999		1982	1990	*r* 1999
Bas-Rhin	915,6	953,1	1 026,1	Ariège	135,7	136,5	137,2
Haut-Rhin	650,4	671,3	708,0	Aveyron	278,7	270,1	263,8
Alsace	**1 566,0**	**1 624,4**	**1 734,1**	Haute-Garonne	824,5	926,0	1 046,3
Dordogne	386,4	386,4	388,3	Gers	174,2	174,6	172,3
Gironde	1 127,5	1 213,5	1 287,4	Lot	154,5	155,8	160,2
Landes	297,4	311,4	327,3	Hautes-Pyrénées	227,9	224,8	222,4
Lot-et-Garonne	298,5	306,0	305,4	Tarn	339,3	342,7	343,4
Pyrénées-Atlantiques	555,7	578,5	600,0	Tarn-et-Garonne	190,5	200,2	206,0
Aquitaine	**2 656,5**	**2 795,8**	**2 908,4**	**Midi-Pyrénées**	**2 325,3**	**2 430,7**	**2 551,6**
Allier	369,6	357,7	344,7	Nord	2 520,5	2 531,9	2 555,0
Cantal	162,8	158,7	150,8	Pas-de-Calais	1 412,4	1 433,2	1 441,6
Haute-Loire	205,9	206,6	209,1	**Nord-Pas-de-Calais**	**3 932,9**	**3 965,1**	**3 996,6**
Puy-de-Dôme	594,4	598,2	604,3	Calvados	589,6	618,5	648,4
Auvergne	**1 332,7**	**1 321,2**	**1 308,9**	Manche	465,9	479,6	481,5
Côte-d'Or	473,5	493,9	506,8	Orne	295,5	293,2	292,3
Nièvre	239,6	233,3	225,2	**Basse-Normandie**	**1 351,0**	**1 391,3**	**1 422,2**
Saône-et-Loire	571,9	559,4	544,9	Eure	462,3	513,8	541,1
Yonne	311,0	323,1	333,2	Seine-Maritime	1 193,1	1 223,4	1 239,1
Bourgogne	**1 596,1**	**1 609,7**	**1 610,1**	**Haute-Normandie**	**1 655,4**	**1 737,2**	**1 780,2**
Côtes-d'Armor	538,9	538,4	542,4	Loire-Atlantique	995,5	1 052,2	1 134,3
Finistère	828,4	838,7	852,4	Maine-et-Loire	675,3	705,9	732,9
Ille-et-Vilaine	749,8	798,7	867,5	Mayenne	271,8	278,0	285,3
Morbihan	590,9	619,8	643,9	Sarthe	504,8	513,7	529,9
Bretagne	**2 707,9**	**2 795,6**	**2 906,2**	Vendée	483,0	509,4	539,7
Cher	320,2	321,6	314,4	**Pays de la Loire**	**2 930,4**	**3 059,1**	**3 222,1**
Eure-et-Loir	362,8	396,1	407,7	Aisne	534,0	537,3	535,5
Indre	243,2	237,5	231,1	Oise	661,8	725,6	766,4
Indre-et-Loire	506,1	529,3	554,0	Somme	544,6	547,8	555,6
Loir-et-Cher	296,2	305,9	315,0	**Picardie**	**1 740,3**	**1 810,7**	**1 857,5**
Loiret	535,7	580,6	618,1	Charente	340,8	342,0	339,6
Centre	**2 264,2**	**2 371,0**	**2 440,3**	Charente-Maritime	513,2	527,1	557,1
Ardennes	302,3	296,4	290,1	Deux-Sèvres	342,8	346,0	344,4
Aube	289,3	289,2	292,1	Vienne	371,4	380,0	399,0
Marne	543,6	558,2	565,3	**Poitou-Charentes**	**1 568,2**	**1 595,1**	**1 640,1**
Haute-Marne	1 345,9	204,1	194,9	Alpes-de-Haute-Provence	119,1	130,9	139,6
Champagne-Ardenne	**1 347,8**	**1 347,8**	**1 342,4**	Hautes-Alpes	105,1	113,3	121,4
Corse-du-Sud	108,6	118,8	118,6	Alpes-Maritimes	881,2	971,8	1 011,3
Haute-Corse	131,6	131,6	141,6	Bouches-du-Rhône	1 724,2	1 759,4	1 835,7
Corse	**240,2**	**250,4**	**260,2**	Var	708,3	815,4	898,4
Doubs	477,2	484,8	499,1	Vaucluse	427,3	467,1	499,7
Jura	242,9	248,8	250,9	**Provence-Alpes-Côte d'Azur**	**3 965,2**	**4 257,9**	**4 506,1**
Haute-Saône	232,0	229,7	229,7	Ain	418,5	471,0	515,3
Territoire de Belfort	132,0	134,1	137,4	Ardèche	268,0	277,6	286,0
Franche-Comté	**1 084,0**	**1 097,3**	**1 117,1**	Drôme	389,8	414,1	437,8
Paris	2 176,2	2 152,4	2 125,2	Isère	936,8	1 016,2	1 094,0
Seine-et-Marne	887,1	1 078,2	1 193,8	Loire	739,5	746,3	728,5
Yvelines	1 196,1	1 307,2	1 354,3	Rhône	1 445,2	1 509,0	1 578,9
Essonne	988,0	1 084,8	1 134,2	Savoie	323,7	348,3	373,2
Hauts-de-Seine	1 387,0	1 391,7	1 428,9	Haute-Savoie	494,5	568,3	631,7
Seine-Saint-Denis	1 324,3	1 381,2	1 382,9	**Rhône-Alpes**	**5 015,9**	**5 350,7**	**5 645,4**
Val-de-Marne	1 193,7	1 215,5	1 227,2				
Val-d'Oise	920,6	1 049,6	1 105,5				
Île-de-France	**10 073,1**	**10 660,6**	**10 952,0**				
Aude	280,7	298,7	309,8	**Ensemble métropole**	**54 334,9**	**56 615,2**	**58 518,4**
Gard	530,5	585,0	623,1				
Hérault	706,5	794,6	896,4	Guadeloupe	328,4	387,0	422,5
Lozère	74,3	72,8	73,5	Guyane	73,0	114,7	157,2
Pyrénées-Orientales	334,6	363,8	392,8	Martinique	328,6	359,6	381,4
Languedoc-Roussillon	**1 926,5**	**2 115,0**	**2 295,6**	Réunion	515,8	597,8	706,3
Corrèze	241,4	237,9	232,6				
Creuse	140,0	131,3	124,4	**Ensemble départements d'outre-mer**	**1 245,8**	**1 459,1**	**1 667,4**
Haute-Vienne	355,7	353,6	353,9				
Limousin	**737,2**	**722,9**	**710,9**				
Meurthe-et-Moselle	717,0	711,9	713,8				
Meuse	200,0	196,2	192,2				
Moselle	1 007,2	1 011,3	1 023,4	**France (métropole et départements d'outre-mer)**	**55 580,7**	**58 074,2**	**60 185,8**
Vosges	395,8	386,3	381,0				
Lorraine	**2 319,9**	**2 305,7**	**2 310,4**				

TABLEAU A.01-4

Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales (1)

Source : INSEE

	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Territoires d'outre-mer :				
Nouvelle-Calédonie	1989	164 173	1996	196 836
Polynésie française	1988	188 814	1996	219 521
Wallis et Futuna	1990	13 705	1996	14 166
Collectivités territoriales :				
Mayotte	1991	94 385	1997	131 320
Saint-Pierre-et-Miquelon	1990	6 277	1999	6 316

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements

France entière (*r*)

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1999)

Région ou département	Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
Alsace	**13**	**75**	**903**	**8 280,20**	**1 734,1**	**209**
67 Rhin (Bas-)	7	44	526	4 755,03	1 026,1	216
68 Rhin (Haut-)	6	31	377	3 525,17	708,0	201
Aquitaine	**18**	**235**	**2 292**	**41 308,42**	**2 908,4**	**70**
24 Dordogne	4	50	557	9 060,01	388,3	43
33 Gironde	5	63	542	10 000,14	1 287,3	129
40 Landes	2	30	331	9 242,60	327,3	35
47 Lot-et-Garonne	4	40	317	5 360,91	305,4	57
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	545	7 644,76	600,0	78
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**26 012,89**	**1 308,9**	**50**
03 Allier	3	35	320	7 340,11	344,7	47
15 Cantal	3	27	260	5 725,98	150,8	26
43 Loire (Haute-)	3	35	260	4 977,14	209,1	42
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7 969,66	604,3	76
Bourgogne	**15**	**174**	**2 045**	**31 581,96**	**1 610,1**	**51**
21 Côte-d'Or	3	43	707	8 763,21	506,8	58
58 Nièvre	4	32	312	6 816,71	225,2	33
71 Saône-et-Loire	5	57	573	8 574,69	544,9	64
89 Yonne	3	42	453	7 427,35	333,2	45
Bretagne	**15**	**201**	**1 268**	**27 207,91**	**2 906,2**	**107**
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6 877,55	542,4	79
29 Finistère	4	54	283	6 733,00	852,4	127
35 Ille-et-Vilaine	4	53	352	6 774,72	867,5	128
56 Morbihan	3	42	261	6 822,64	643,9	94
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**39 150,94**	**2 440,3**	**62**
18 Cher	3	35	290	7 234,99	314,4	43
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5 879,95	407,7	69
36 Indre	4	26	247	6 790,63	231,1	34
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6 126,70	554,0	90
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6 343,44	315,0	50
45 Loiret	3	41	334	6 775,23	618,1	91
Champagne - Ardenne	**15**	**146**	**1 947**	**25 605,75**	**1 342,4**	**52**
08 Ardennes	4	37	463	5 229,41	290,1	55
10 Aube	3	33	433	6 004,16	292,1	49
51 Marne	5	44	619	8 161,58	565,2	69
52 Marne (Haute-)	3	32	432	6 210,60	194,9	31
Corse	**5**	**52**	**360**	**8 679,79**	**260,2**	**30**
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4 014,22	118,6	30
2B Corse (Haute)	3	30	236	4 665,57	141,6	30
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**16 202,34**	**1 117,1**	**69**
25 Doubs	3	35	594	5 233,64	499,1	95
39 Jura	3	34	545	4 999,18	250,9	50
70 Saône (Haute-)	2	32	545	5 360,08	229,7	43
90 Belfort (Territoire de)	1	15	102	609,44	137,4	225
Île-de-France	**44**	**317**	**1 300**	**12 012,27**	**10 952,0**	**912**
75 Paris	20	20	1	105,40	2 125,2	20 164
77 Seine-et-Marne	5	43	514	5 915,29	1 193,8	202
78 Yvelines	4	39	262	2 284,43	1 354,3	593
91 Essonne	3	42	196	1 804,40	1 134,2	629
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1 428,9	8 137
93 Seine-Saint-Denis	3	40	40	236,20	1 382,9	5 855
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1 227,2	5 009
95 Val-d'Oise	3	39	185	1 245,91	1 105,5	887
Languedoc - Roussillon	**14**	**186**	**1 545**	**27 375,79**	**2 295,6**	**84**
11 Aude	3	35	438	6 138,98	309,8	50
30 Gard	3	46	353	5 852,90	623,1	106
34 Hérault	3	49	343	6 101,01	896,4	147
48 Lozère	2	25	185	5 166,88	73,5	14
66 Pyrénées-Orientales	3	31	226	4 116,02	392,8	95
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16 942,34**	**710,9**	**42**
19 Corrèze	3	37	286	5 856,83	232,6	40
23 Creuse	2	27	260	5 565,38	124,5	22
87 Vienne (Haute-)	3	42	201	5 520,13	353,9	64

TABLEAU A.01-5 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements

France entière (*r*)

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1999)

Région ou département	Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
	Arrondissements	Cantons	Communes			
Lorraine	**19**	**157**	**2 337**	**23 547,36**	**2 310,4**	**98**
54 Meurthe-et-Moselle	4	44	594	5 245,91	713,8	136
55 Meuse	3	31	498	6 211,40	192,2	31
57 Moselle	9	51	730	6 216,27	1 023,4	165
88 Vosges	3	31	515	5 873,78	381,0	65
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**45 347,94**	**2 551,6**	**56**
09 Ariège	3	22	332	4 889,92	137,2	28
12 Aveyron	3	46	304	8 735,12	263,8	30
31 Garonne (Haute-)	3	53	588	6 309,34	1 046,3	166
32 Gers	3	31	463	6 256,82	172,3	28
46 Lot	3	31	340	5 216,53	160,2	31
65 Pyrénées (Hautes-)	3	34	474	4 464,04	222,4	50
81 Tarn	2	46	324	5 757,89	343,4	60
82 Tarn-et-Garonne	2	30	195	3 718,28	206,0	55
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 547**	**12 414,09**	**3 996,6**	**322**
59 Nord	6	79	653	5 742,74	2 555,0	445
62 Pas-de-Calais	7	77	894	6 671,35	1 441,6	216
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 814**	**17 589,32**	**1 422,2**	**81**
14 Calvados	4	49	705	5 547,92	648,4	117
50 Manche	4	52	603	5 938,02	481,5	81
61 Orne	3	40	506	6 103,38	292,3	48
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**12 317,31**	**1780,2**	**145**
27 Eure	3	43	675	6 039,74	541,1	90
76 Seine-Maritime	3	69	745	6 277,57	1 239,1	197
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 503**	**32 081,77**	**3 222,1**	**100**
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6 815,38	1 134,3	166
49 Maine-et-Loire	4	41	364	7 165,60	732,9	102
53 Mayenne	3	32	261	5 175,21	285,3	55
72 Sarthe	3	40	375	6 205,99	529,9	85
85 Vendée	3	31	282	6 719,59	539,7	80
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**19 399,46**	**1 857,5**	**96**
02 Aisne	5	42	816	7 369,12	535,5	73
60 Oise	4	41	693	5 860,22	766,4	131
80 Somme	4	46	783	6 170,12	555,6	90
Poitou - Charentes	**14**	**157**	**1 465**	**25 809,53**	**1 640,1**	**64**
16 Charente	3	35	404	5 955,99	339,6	57
17 Charente-Maritime	5	51	472	6 863,75	557,0	81
79 Sèvres (Deux-)	3	33	308	5 999,35	344,4	57
86 Vienne	3	38	281	6 990,44	399,0	57
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**232**	**963**	**31 399,64**	**4 506,1**	**144**
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6 925,22	139,6	20
05 Alpes (Hautes-)	2	30	177	5 548,68	121,4	22
06 Alpes-Maritimes	2	52	163	4 298,58	1 011,3	235
13 Bouches-du-Rhône	4	53	119	5 087,49	1 835,7	361
83 Var	3	43	153	5 972,54	898,4	150
84 Vaucluse	3	24	151	3 567,13	499,7	140
Rhône - Alpes	**25**	**332**	**2 879**	**43 698,23**	**5 645,4**	**129**
01 Ain	4	43	419	5 762,44	515,3	89
07 Ardèche	3	33	339	5 528,64	286,0	52
26 Drôme	3	36	370	6 529,95	437,8	67
38 Isère	3	58	533	7 431,44	1 094,0	147
42 Loire	3	40	327	4 780,59	728,5	152
69 Rhône	2	51	293	3 249,12	1 578,9	486
73 Savoie	3	37	305	6 028,25	373,3	62
74 Savoie (Haute-)	4	34	293	4 387,80	631,7	144
Ensemble métropole	**329**	**3 876**	**36 566**	**543 965,40**	**58 518,4**	**108**
97-1 Guadeloupe	3	43	34	1 702,60	422,5	248
97-2 Martinique	4	45	34	1 128,00	381,4	338
97-3 Guyane	2	19	22	83 533,90	157,2	2
97-4 Réunion	4	49	24	2 503,72	706,3	282
Ensemble départements d'outre-mer	**13**	**156**	**114**	**88 868,22**	**1 667,4**	**19**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**342**	**4 032**	**36 680**	**632 833,62**	**60 185,8**	**95**

TABLEAU A.01-6

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

	Superficie en km²	Année de recen-sement	Population sans doubles comptes (milliers)	Densité au km²	Chef lieu	Population avec doubles comptes (milliers)
Territoires d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19 058	1996	196,8	10	Nouméa	76,3
Polynésie française (1)	4 000	1996	219,5	55	Papeete	25,9
Wallis et Futuna	255	1996	14,2	56	Mata-Utu	1,1
Collectivités territoriales :						
Mayotte	374	1997	131,3	351,1	Dzaoudzi	10,8
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1999	6,3	26,1	Saint-Pierre	5,8

(1) Polynésie française, îles habitées 3265 km², densité : 67,2.

TABLEAU A.01-7

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants

France entière

Délimitations et population de 1999

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1999 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	(1)	851	396	Paris	9 644 507	3 542
2	(1)	758	38	Marseille - Aix-en-Provence	1 349 772	1 047
3	(1)	757	102	Lyon	1 348 832	1 414
4	59	702	63	Lille (2)	1 000 900	2 223
5	6	701	50	Nice	888 784	1 233
6	31	701	72	Toulouse	761 090	942
7	33	701	51	Bordeaux	753 931	713
8	44	701	20	Nantes	544 932	1 146
9	(1)	756	26	Toulon	519 640	729
10	(1)	755	68	Douai-Lens	518 727	1 061
11	67	701	20	Strasbourg (2)	427 245	1 921
12	38	701	34	Grenoble	419 334	1 291
13	76	702	31	Rouen	389 862	1 457
14	59	701	61	Valenciennes (2)	357 395	706
15	54	701	37	Nancy	331 363	1 055
16	(1)	754	47	Metz	322 526	890
17	37	701	23	Tours	297 631	708
18	(1)	753	17	Saint-Etienne	291 960	1 263
19	34	701	11	Montpellier	287 981	1 865
20	35	701	10	Rennes	272 263	1 473
21	45	701	19	Orléans	263 292	909
22	(1)	752	60	Béthune	259 198	665
23	63	701	17	Clermont-Ferrand	258 541	1 430
24	(1)	751	22	Avignon	253 580	499
25	76	701	14	Le Havre	248 547	1 623
26	21	701	15	Dijon	236 953	1 427
27	68	701	19	Mulhouse	234 445	1 090
28	49	701	12	Angers	226 843	1 000
29	51	701	7	Reims	215 581	2 286
30	29	701	8	Brest	210 055	956
31	14	601	18	Caen	199 490	1 501
32	72	601	12	Le Mans	194 825	928
33	59	601	11	Dunkerque	191 173	1 144
34	64	601	47	Pau	181 413	403
35	(1)	653	20	Bayonne	178 965	570
36	87	601	7	Limoges	173 299	869
37	971	601	7	Pointe-à-Pitre Les Abymes	171 773	399
38	66	601	11	Perpignan	162 678	901
39	80	601	10	Amiens	160 815	1 437
40	974	602	2	Saint-Denis	158 139	688
41	30	601	6	Nîmes	148 889	675
42	44	601	10	Saint-Nazaire	136 886	487
43	74	601	15	Annecy	136 815	897
44	972	601	4	Fort-de-France	134 727	1 060
45	25	602	11	Besançon	134 376	1 098
46	57	601	12	Thionville	130 480	950
47	974	601	2	Saint-Pierre	129 238	494
48	10	601	17	Troyes	128 945	853
49	86	601	8	Poitiers	119 371	711
50	(1)	652	9	Valence	117 448	715
51	56	601	5	Lorient	116 174	1 088
52	17	601	8	La Rochelle	116 157	1 252
53	73	601	18	Chambéry	113 457	719
54	25	601	21	Montbéliard	113 059	806
55	(1)	651	21	Genève (Suisse) Annemasse (2)	106 673	598
56	62	601	7	Calais	104 852	768
57	16	601	16	Angoulème	103 746	563
58	59	502	17	Maubeuge (2)	99 900	771
59	60	503	17	Creil	97 455	743
60	57	501	15	Forbach (2)	92 845	988
61	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	92 704	1 477
62	18	501	5	Bourges	91 434	615
63	50	501	7	Cherbourg	89 704	1 138
64	28	501	9	Chartres	87 800	1 275
65	974	502	1	Saint-Paul	87 712	364
66	68	501	6	Colmar	86 832	680
67	22	501	6	Saint-Brieuc	85 849	729
68	83	501	3	Fréjus	83 840	383
69	62	502	14	Arras	83 322	878
70	42	502	12	Saint-Chamond	82 535	535
71	(1)	556	18	Belfort	81 524	720
72	42	501	13	Roanne	80 272	465
73	34	502	4	Béziers	77 996	590
74	65	501	13	Tarbes	77 414	798
75	29	501	4	Quimper	77 256	423
76	30	501	14	Alès	76 159	344
77	(1)	555	22	Elbeuf	75 663	400
78	71	501	11	Chalon-sur-Saône	75 447	804
79	60	502	14	Compiègne	69 903	521
80	47	501	14	Agen	69 488	339
81	2	501	7	Saint-Quentin	69 287	1 204
82	77	501	7	Meaux	67 956	1 207
83	6	501	9	Menton-Monaco (2)	66 410	901
84	81	502	9	Albi	66 231	575
85	34	501	4	Sète	66 177	939
86	973	501	2	Cayenne	66 149	949
87	79	501	3	Niort	66 092	610
88	36	501	4	Châteauroux	66 082	383
89	41	501	6	Blois	65 989	597
90	8	501	7	Charleville-Mézières	65 727	924
91	(1)	554	7	Brive-la-Gaillarde	65 411	504
92	24	501	9	Périgueux	63 539	403
93	53	501	3	Laval	62 729	621
94	88	501	11	Épinal	62 504	437
95	3	502	7	Montluçon	60 993	426
96	3	501	10	Vichy	60 877	475
97	974	501	2	Le Port	60 316	447
98	27	501	4	Évreux	60 108	1 025
99	56	501	2	Vannes	60 062	1 029
100	51	501	5	Châlon-en-Champagne	60 013	802
101	(1)	553	11	Villefranche-sur-Saône	59 261	717
102	60	501	4	Beauvais	59 003	842
103	(1)	552	21	Bergerac	58 991	181
104	74	502	12	Thonon-les-Bains	58 834	533
105	59	501	7	Armentières (2)	58 706	632
106	58	501	5	Nevers	57 515	543
107	1	501	5	Bourg-en-Bresse	57 198	559
108	74	501	9	Cluses	56 906	468
109	82	501	5	Montauban	56 734	284
110	62	501	12	Saint-Omer	56 425	474
111	33	501	4	Arcachon	54 204	165
112	49	501	1	Cholet	54 204	620
113	2B	501	6	Bastia	54 075	598
114	45	501	8	Montargis	53 590	440
115	67	501	5	Haguenau	53 274	234
116	81	501	6	Castres	53 082	284
117	(1)	551	2	Arles	53 057	67
118	2A	501	1	Ajaccio	52 880	645
119	26	501	6	Romans-sur-Isère	52 715	461
120	35	501	1	Saint-Malo	50 675	1 385
121	13	501	4	Salon-de-Provence	50 017	358

(1) L'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-8

Structure urbaine de la métropole en 1999

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Agglomération de Paris	1	396	9 644 507	16,48
200 000 à moins de 2 000 000 habitants	29	974	13 491 203	23,05
100 000 à moins de 200 000 habitants	23	320	3 269 986	5,59
50 000 à moins de 100 000 habitants	61	495	4 152 875	7,10
20 000 à moins de 50 000 habitants	119	602	3 730 811	6,38
10 000 à moins de 20 000 habitants	222	689	3 032 541	5,18
5 000 à moins de 10 000 habitants	465	931	3 204 576	5,48
Moins de 5 000 habitants	1 075	1 547	3 670 011	6,27
Ensemble des unités urbaines	**1 995**	**5 954**	**44 196 510**	**75,53**
Communes rurales		**30 611**	**14 321 885**	**24,47**
Ensemble des communes		**36 565**	**58 518 395**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50 000 habitants

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2 125 246	20 164	56	92	Asnières-sur-Seine	75 837	15 734
2	13	Marseille	798 430	3 318	57	94	Champigny-sur-Marne	74 237	6 570
3	69	Lyon	445 452	9 305	58	92	Rueil-Malmaison	73 469	4 998
4	31	Toulouse	390 350	3 300	59	94	Saint-Maur-des-Fossés	73 069	6 495
5	06	Nice	342 738	4 766	60	18	Bourges	72 480	1 054
6	44	Nantes	270 251	4 146	61	6	Antibes	72 412	2 735
7	67	Strasbourg	264 115	3 375	62	59	Dunkerque	70 850	1 897
8	34	Montpellier	225 392	3 963	63	92	Courbevoie	69 694	16 713
9	33	Bordeaux	215 363	4 363	64	34	Béziers	69 153	724
10	35	Rennes	206 229	4 093	65	974	Saint-Pierre	68 915	718
11	76	Havre (Le)	190 905	4 066	66	06	Cannes	67 304	3 430
12	51	Reims	187 206	3 992	67	44	Saint-Nazaire	65 874	1 408
13	59	Lille	184 657	6 119	68	68	Colmar	65 136	978
14	42	Saint-Etienne	180 210	2 253	69	59	Villeneuve-d'Ascq	65 042	2 870
15	83	Toulon	160 639	3 750	70	26	Valence	64 260	1 751
16	38	Grenoble	153 317	8 457	71	29	Quimper	63 238	749
17	49	Angers	151 279	3 543	72	93	Aubervilliers	63 136	10 961
18	21	Dijon	149 867	3 709	73	971	Abymes (Les)	63 054	776
19	29	Brest	149 634	3 022	74	93	Drancy	62 263	8 024
20	72	Mans (Le)	146 105	2 767	75	33	Mérignac	61 992	1 287
21	63	Clermont-Ferrand	137 140	3 214	76	10	Troyes	60 958	4 618
22	80	Amiens	135 501	2 740	77	974	Tampon (Le)	60 323	365
23	13	Aix-en-Provence	134 222	721	78	83	Seyne-sur-Mer (La)	60 188	2 715
24	87	Limoges	133 968	1 730	79	92	Antony	59 855	6 261
25	30	Nîmes	133 424	824	80	92	Neuilly-sur-Seine	59 848	16 045
26	37	Tours	132 820	3 866	81	56	Lorient	59 189	3 386
27	974	Saint-Denis	131 557	921	82	2	Saint-Quentin	59 066	2 618
28	69	Villeurbanne	124 215	8 555	83	93	Noisy-le-Grand	58 217	4 496
29	57	Metz	123 776	2 951	84	95	Sarcelles	57 871	6 849
30	25	Besançon	117 733	1 810	85	79	Niort	56 663	831
31	14	Caen	113 987	4 435	86	33	Pessac	56 143	1 446
32	45	Orléans	113 126	4 117	87	69	Vénissieux	56 061	3 657
33	68	Mulhouse	110 359	4 976	88	73	Chambéry	55 786	2 658
34	76	Rouen	106 592	4 986	89	8	Charleville-Mézières	55 490	1 765
35	92	Boulogne-Billancourt	106 367	17 239	90	60	Beauvais	55 392	1 663
36	66	Perpignan	105 115	1 544	91	95	Cergy	54 781	4 690
37	54	Nancy	103 605	6 902	92	92	Levallois-Perret	54 700	22 697
38	59	Roubaix	96 984	7 331	93	49	Cholet	54 204	620
39	972	Fort-de-France	94 049	2 127	94	92	Issy-les-Moulineaux	52 647	12 388
40	95	Argenteuil	93 961	5 457	95	82	Montauban	51 855	384
41	59	Tourcoing	93 540	6 158	96	56	Vannes	51 759	1 602
42	93	Montreuil	90 674	10 165	97	83	Hyères	51 417	388
43	974	Saint-Paul	87 712	364	98	27	Evreux	51 198	1 936
44	84	Avignon	85 935	1 327	99	94	Maisons-Alfort	51 103	9 499
45	93	Saint-Denis	85 832	6 944	100	94	Ivry-sur-Seine	50 972	8 356
46	78	Versailles	85 726	3 274	101	53	Laval	50 947	1 489
47	92	Nanterre	84 281	6 914	102	94	Fontenay-sous-Bois	50 921	9 126
48	86	Poitiers	83 448	1 982	103	35	Saint-Malo	50 675	1 385
49	94	Créteil	82 154	7 188	104	973	Cayenne	50 594	2 144
50	93	Aulnay-sous-Bois	80 021	4 940	105	13	Arles	50 513	67
51	94	Vitry-sur-Seine	78 908	6 762	106	90	Belfort	50 417	2 948
52	64	Pau	78 732	2 499	107	74	Annecy	50 348	3 688
53	62	Calais	77 333	2 308	108	78	Sartrouville	50 219	5 936
54	92	Colombes	76 757	9 828	109	92	Clichy	50 179	16 292
55	17	Rochelle (La)	76 584	2 694	110	71	Chalon-sur-Saône	50 124	3 293

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Les communes par tranche de population

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1990 et 1999 en %
		1990	1999	
200 000 habitants et plus	10	5 182 788	5 283 566	0,21
100 000 à moins de 200 000 habitants	26	3 517 701	3 585 769	0,21
50 000 à moins de 100 000 habitants	68	4 394 988	4 422 902	0,07
20 000 à moins de 50 000 habitants	298	8 958 303	9 079 760	0,15
10 000 à moins de 20 000 habitants	450	6 084 854	6 280 451	0,35
5 000 à moins de 10 000 habitants	943	6 174 291	6 501 762	0,58
2 000 à moins de 5 000 habitants	2 713	7 863 022	8 331 145	0,64
1 000 à moins de 2 000 habitants	4 054	5 368 754	5 646 944	0,56
500 à moins de 1 000 habitants	6 696	4 491 160	4 692 577	0,49
200 à moins de 500 habitants	10 717	3 361 561	3 468 727	0,35
100 à moins de 200 habitants	6 573	957 037	966 721	0,11
50 à moins de 100 habitants	2 956	222 892	221 875	– 0,05
Moins de 50 habitants (1)	1 061	37 804	36 196	– 0,48
Ensemble	**36 565**	**56 615 155**	**58 518 395**	**0,37**

(1) Dont 6 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Unités : Communes : Nombre
Population : Nombre d'habitants

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)
Alsace	241	1 303 075	662	431 070	903	1 734 145
Aquitaine	396	2 027 453	1 896	880 906	2 292	2 908 359
Auvergne	134	780 193	1 176	528 685	1 310	1 308 878
Bourgogne	157	923 321	1 888	686 746	2 045	1 610 067
Bretagne	263	1 873 416	1 005	1 032 781	1 268	2 906 197
Centre	273	1 608 711	1 569	831 618	1 842	2 440 329
Champagne - Ardenne	136	842 537	1 809	499 826	1 945	1 342 363
Corse	25	162 052	335	98 144	360	260 196
Franche-Comté	162	657 431	1 624	459 628	1 786	1 117 059
Île-de-France	607	10 520 839	674	431 172	1 281	10 952 011
Languedoc - Roussillon	259	1 729 637	1 286	566 011	1 545	2 295 648
Limousin	40	367 620	707	343 319	747	710 939
Lorraine	356	1 675 889	1 981	634 487	2 337	2 310 376
Midi - Pyrénées	288	1 645 471	2 732	906 216	3 020	2 551 687
Nord - Pas-de-Calais	554	3 477 862	993	518 726	1 547	3 996 588
Basse-Normandie	167	765 570	1 647	656 623	1 814	1 422 193
Haute-Normandie	205	1 227 722	1 215	552 470	1 420	1 780 192
Pays de la Loire	266	2 105 179	1 238	1 116 882	1 504	3 222 061
Picardie	277	1 136 427	2 015	721 054	2 292	1 857 481
Poitou - Charentes	142	867 708	1 323	772 360	1 465	1 640 068
Provence - Alpes - Côte d'Azur	297	4 128 256	666	377 895	963	4 506 151
Rhône - Alpes	709	4 370 141	2 170	1 275 266	2 879	5 645 407
Ensemble métropole	**5 954**	**44 196 510**	**30 611**	**14 321 885**	**36 565**	**58 518 395**
Guadeloupe	30	416 277	4	6 219	34	422 496
Guyane	7	130 332	15	26 881	22	157 213
Martinique	22	350 765	12	30 662	34	381 427
Réunion	22	694 038	2	12 262	24	706 300
Ensemble départements d'outre-mer	**81**	**1 591 412**	**33**	**76 024**	**114**	**1 667 436**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**6 035**	**45 787 922**	**30 644**	**14 397 909**	**36 679**	**60 185 831**

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-12

Aires urbaines de plus de 150 000 habitants au 25-11-99

Source : INSEE (recensements de la population, résultats provisoires pour celui de 1999)

Nom de l'aire urbaine (Délimitation de 1990)	Rang en 1999	Rang en 1990	Nombre de communes en 1999	Population en 1999 (*p*)	Taux annuel d'évolution en % 1990-1999 (*p*)	1982-1990	1975-1982
Paris	1	1	1 155	10 561 379	0,29	0,70	0,28
Lyon	2	2	239	1 597 662	0,65	0,81	0,49
Marseille-Aix-en-Provence	3	3	67	1 398 147	0,43	0,11	0,57
Lille	4	4	118	1 108 447	0,30	0,32	0,16
Toulouse	5	6	255	917 312	1,57	1,69	1,01
Bordeaux	6	5	149	882 156	0,67	1,09	0,90
Nantes	7	7	65	674 115	1,11	0,93	0,93
Strasbourg	8	9	128	557 165	0,80	0,65	0,57
Nice	9	8	72	556 525	0,35	0,97	0,69
Grenoble	10	10	101	504 849	0,63	0,62	0,51
Rennes	11	13	104	483 795	1,32	1,20	1,51
Toulon	12	12	25	478 206	0,54	0,89	1,24
Rouen	13	11	142	470 120	0,26	0,36	0,08
Montpellier	14	15	74	445 724	1,86	2,11	2,09
Nancy	15	14	163	396 314	0,11	0,27	0,34
Tours	16	17	66	368 395	0,67	0,81	1,10
Valenciennes	17	16	90	368 279	− 0,04	− 0,41	− 0,49
Grasse-Cannes-Antibes	18	18	30	364 362	0,68	1,68	1,97
Clermont-Ferrand	19	19	99	351 949	0,36	0,36	0,68
Caen	20	22	204	345 919	0,73	1,03	1,10
Lens	21	21	40	325 625	− 0,12	− 0,11	− 0,20
Orléans	22	23	68	324 533	0,86	1,27	1,34
Dijon	23	24	163	312 199	0,48	0,90	0,66
Angers	24	26	66	309 372	0,86	1,07	1,34
Saint-Etienne	25	20	34	307 697	− 0,79	− 0,07	− 0,62
Le Havre	26	25	61	290 864	− 0,09	0,18	− 0,16
Mulhouse	27	28	63	274 977	0,40	0,30	0,32
Brest	28	29	38	274 593	0,40	0,36	0,59
Reims	29	30	119	272 620	0,42	0,67	0,70
Metz	30	33	129	269 413	0,50	0,61	0,80
Le Mans	31	32	66	268 523	0,33	0,36	0,56
Béthune	32	27	69	266 905	− 0,10	0,11	− 0,24
Dunkerque	33	31	54	263 191	0,03	0,01	1,05
Limoges	34	34	53	231 503	0,30	0,24	0,79
Amiens	35	35	120	220 370	0,28	0,37	0,60
Besançon	36	38	186	212 844	0,72	0,81	0,54
Avignon	37	37	21	211 954	0,58	0,78	1,15
Nîmes	38	40	34	209 292	0,82	1,43	0,98
Douai	39	36	49	208 793	− 0,27	− 0,08	− 0,42
Genève (CH) - Annemasse	40	43	102	207 177	1,26	2,34	1,77
Bayonne	41	41	34	206 766	0,81	1,01	0,98
Perpignan	42	39	33	204 659	0,57	0,83	1,96
Pau	43	42	91	194 459	0,53	0,77	1,08
Poitiers	44	47	56	187 768	1,10	0,83	1,26
Lorient	45	44	24	186 144	0,14	0,75	0,76
Annecy	46	49	58	179 702	1,19	1,64	1,43
Montbéliard	47	45	126	178 732	− 0,21	− 0,66	0,09
Thionville	48	46	46	175 913	− 0,03	− 0,36	− 1,08
Troyes	49	48	109	168 191	0,24	0,10	0,45
Saint-Nazaire	50	50	19	160 798	0,40	0,21	0,69
Valence	51	51	35	159 511	0,55	0,73	1,02
La Rochelle	52	53	35	156 727	1,16	0,33	0,94

TABLEAU A.01-13

Population des régions et départements lors des recensements de 1990 et 1999
Variation de la population entre 1990 et 1999
France entière

Source : INSEE (recensements de la population)

Départements et régions	(1) Nombre de :			Population sans doubles comptes		Variation de la population	
	Arrondissements	Cantons	Communes	1990	1999	En valeur absolue	En valeur relative %
Bas-Rhin	7	44	526	953 053	1 026 120	+ 73 067	+ 7,7
Haut-Rhin	6	31	377	671 319	708 025	+ 36 706	+ 5,5
Alsace	**13**	**75**	**903**	**1 624 372**	**1 734 145**	**+ 109 773**	**+ 6,8**
Dordogne	4	50	557	386 365	388 293	+ 1 928	+ 0,5
Gironde	5	63	542	1 213 499	1 287 334	+ 73 835	+ 6,1
Landes	2	30	331	311 461	327 334	+ 15 873	+ 5,1
Lot-et-Garonne	4	40	317	305 989	305 380	– 609	– 0,2
Pyrénées-Atlantiques	3	52	545	578 516	600 018	+ 21 502	+ 3,7
Aquitaine	**18**	**235**	**2 292**	**2 795 830**	**2 908 359**	**+ 112 529**	**+ 4,0**
Allier	3	35	320	357 710	344 721	– 12 989	– 3,6
Cantal	3	27	260	158 723	150 778	– 7 945	– 5,0
Haute-Loire	3	35	260	206 568	209 113	+ 2 545	+ 1,2
Puy-de-Dôme	5	61	470	598 213	604 266	+ 6 053	+ 1,0
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**1 321 214**	**1 308 878**	**– 12 336**	**– 0,9**
Côte-d'Or	3	43	707	493 866	506 755	+ 12 889	+ 2,6
Nièvre	4	32	312	233 278	225 198	– 8 080	– 3,5
Saône-et-Loire	5	57	573	559 413	544 893	– 14 520	– 2,6
Yonne	3	42	453	323 096	333 221	+ 10 125	+ 3,1
Bourgogne	**15**	**174**	**2 045**	**1 609 653**	**1 610 067**	**+ 414**	**–**
Côtes-d'Armor	4	52	372	538 395	542 373	+ 3 978	+ 0,7
Finistère	4	54	283	838 687	852 418	+ 13 731	+ 1,6
Ille-et-Vilaine	4	53	352	798 718	867 533	+ 68 815	+ 8,6
Morbihan	3	42	261	619 838	643 873	+ 24 035	+ 3,9
Bretagne	**15**	**201**	**1 268**	**2 795 638**	**2 906 197**	**+ 110 559**	**+ 4,0**
Cher	3	35	290	321 559	314 428	– 7 131	– 2,2
Eure-et-Loir	4	29	403	396 073	407 665	+ 11 592	+ 2,9
Indre	4	26	247	237 510	231 139	– 6 371	– 2,7
Indre-et-Loire	3	37	277	529 345	554 003	+ 24 658	+ 4,7
Loir-et-Cher	3	30	291	305 937	314 968	+ 9 031	+ 3,0
Loiret	3	41	334	580 612	618 126	+ 37 514	+ 6,5
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**2 371 036**	**2 440 329**	**+ 69 293**	**+ 2,9**
Ardennes	4	37	463	296 357	290 130	– 6 227	– 2,1
Aube	3	33	431	289 207	292 131	+ 2 924	+ 1,0
Marne	5	44	619	558 217	565 229	+ 7 012	+ 1,3
Haute-Marne	3	32	432	204 067	194 873	– 9 194	– 4,5
Champagne-Ardenne	**15**	**146**	**1 945**	**1 347 848**	**1 342 363**	**– 5 485**	**– 0,4**
Corse-du-Sud	2	22	124	118 808	118 593	– 215	– 0,2
Haute-Corse	3	30	236	131 563	141 603	+ 10 040	+ 7,6
Corse	**5**	**52**	**360**	**250 371**	**260 196**	**+ 9 825**	**+ 3,9**
Doubs	3	35	594	484 770	499 062	+ 14 292	+ 2,9
Jura	3	34	545	248 759	250 857	+ 2 098	+ 0,8
Haute-Saône	2	32	545	229 650	229 732	+ 82	–
Territoire de Belfort	1	15	102	134 097	137 408	+ 3 311	+ 2,5
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**1 097 276**	**1 117 059**	**+ 19 783**	**+ 1,8**
Paris	1	20	1	2 152 423	2 125 246	– 27 177	– 1,3
Seine-et-Marne	5	43	514	1 078 166	1 193 767	+ 115 601	+ 10,7
Yvelines	4	39	262	1 307 150	1 354 304	+ 47 154	+ 3,6
Essonne	3	42	196	1 084 824	1 134 238	+ 49 414	+ 4,6
Hauts-de-Seine	3	45	36	1 391 658	1 428 881	+ 37 223	+ 2,7
Seine-Saint-Denis	3	40	40	1 381 197	1 382 861	+ 1 664	+ 0,1
Val-de-Marne	3	49	47	1 215 538	1 227 250	+ 11 712	+ 1,0
Val-d'Oise	3	39	185	1 049 598	1 105 464	+ 55 866	+ 5,3
Île-de-France	**25**	**317**	**1 281**	**10 660 554**	**10 952 011**	**+ 291 457**	**+ 2,7**
Aude	3	35	438	298 712	309 770	+ 11 058	+ 3,7
Gard	3	46	353	585 049	623 125	+ 38 076	+ 6,5
Hérault	3	49	343	794 603	896 441	+ 101 838	+ 12,8
Lozère	2	25	185	72 825	73 509	+ 684	+ 0,9
Pyrénées-Orientales	3	31	226	363 796	392 803	+ 29 007	+ 8,0
Languedoc-Roussillon	**14**	**186**	**1 545**	**2 114 985**	**2 295 648**	**+ 180 663**	**+ 8,5**
Corrèze	3	37	286	237 908	232 576	– 5 332	– 2,2
Creuse	2	27	260	131 349	124 470	– 6 879	– 5,2
Haute-Vienne	3	42	201	353 593	353 893	+ 300	+ 0,1
Limousin	**8**	**106**	**747**	**722 850**	**710 939**	**– 11 911**	**– 1,6**
Meurthe-et-Moselle	4	44	594	711 943	713 779	+ 1 836	+ 0,3
Meuse	3	31	498	196 223	192 198	– 4 025	– 2,1
Moselle	9	51	730	1 011 302	1 023 447	+ 12 145	+ 1,2
Vosges	3	31	515	386 258	380 952	– 5 306	– 1,4
Lorraine	**19**	**157**	**2 337**	**2 305 726**	**2 310 376**	**+ 4 650**	**+ 0,2**

TABLEAU A.01-13 (suite et fin)

Population des régions et départements lors des recensements de 1990 et 1999
Variation de la population entre 1990 et 1999
France entière

Source : INSEE (recensements de la population)

Départements et régions	(1) Nombre de :			Population sans doubles comptes		Variation de la population	
	Arrondissements	Cantons	Communes	1990	1999	En valeur absolue	En valeur relative %
Ariège	3	22	332	136 455	137 205	+ 750	+ 0,5
Aveyron	3	46	304	270 141	263 808	– 6 333	– 2,3
Haute-Garonne	3	53	588	925 962	1 046 338	+ 120 376	+ 13,0
Gers	3	31	463	174 587	172 335	– 2 252	– 1,3
Lot	3	31	340	155 816	160 197	+ 4 381	+ 2,8
Hautes-Pyrénées	3	34	474	224 759	222 368	– 2 391	– 1,1
Tarn	2	46	324	342 723	343 402	+ 679	+ 0,2
Tarn-et-Garonne	2	30	195	200 220	206 034	+ 5 814	+ 2,9
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**2 430 663**	**2 551 687**	**+ 121 024**	**+ 5,0**
Nord	6	79	653	2 531 855	2 555 020	+ 23 165	+ 0,9
Pas-de-Calais	7	77	894	1 433 203	1 441 568	+ 8 365	+ 0,6
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 547**	**3 965 058**	**3 996 588**	**+ 31 530**	**+ 0,8**
Calvados	4	49	705	618 478	648 385	+ 29 907	+ 4,8
Manche	4	52	602	479 636	481 471	+ 1 835	+ 0,4
Orne	3	40	507	293 204	292 337	– 867	– 0,3
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 814**	**1 391 318**	**1 422 193**	**+ 30 875**	**+ 2,2**
Eure	3	43	675	513 818	541 054	+ 27 236	+ 5,3
Seine-Maritime	3	69	745	1 223 429	1 239 138	+ 15 709	+ 1,3
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**1 737 247**	**1 780 192**	**+ 42 945**	**+ 2,5**
Loire-Atlantique	4	59	221	1 052 183	1 134 266	+ 82 083	+ 7,8
Maine-et-Loire	4	41	364	705 882	732 942	+ 27 060	+ 3,8
Mayenne	3	32	261	278 037	285 338	+ 7 301	+ 2,6
Sarthe	3	40	375	513 654	529 851	+ 16 197	+ 3,2
Vendée	3	31	283	509 356	539 664	+ 30 308	+ 6,0
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 504**	**3 059 112**	**3 222 061**	**+ 162 949**	**+ 5,3**
Aisne	5	42	816	537 259	535 489	– 1 770	– 0,3
Oise	4	41	693	725 603	766 441	+ 40 838	+ 5,6
Somme	4	46	783	547 825	555 551	+ 7 726	+ 1,4
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**1 810 687**	**1 857 481**	**+ 46 794**	**+ 2,6**
Charente	3	35	404	341 993	339 628	– 2 365	– 0,7
Charente-Maritime	5	51	472	527 146	557 024	+ 29 878	+ 5,7
Deux-Sèvres	3	33	308	345 965	344 392	– 1 573	– 0,5
Vienne	3	38	281	380 005	399 024	+ 19 019	+ 5,0
Poitou-Charentes	**14**	**157**	**1 465**	**1 595 109**	**1 640 068**	**+ 44 959**	**+ 2,8**
Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	130 883	139 561	+ 8 678	+ 6,6
Hautes-Alpes	2	30	177	113 300	121 419	+ 8 119	+ 7,2
Alpes-Maritimes	2	52	163	971 829	1 011 326	+ 39 497	+ 4,1
Bouches-du-Rhône	4	53	119	1 759 371	1 835 719	+ 76 348	+ 4,3
Var	3	43	153	815 449	898 441	+ 82 992	+ 10,2
Vaucluse	3	24	151	467 075	499 685	+ 32 610	+ 7,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**18**	**232**	**963**	**4 257 907**	**4 506 151**	**+ 248 244**	**+ 5,8**
Ain	4	43	419	471 019	515 270	+ 44 251	+ 9,4
Ardèche	3	33	339	277 581	286 023	+ 8 442	+ 3,0
Drôme	3	36	370	414 072	437 778	+ 23 706	+ 5,7
Isère	3	58	533	1 016 228	1 094 006	+ 77 778	+ 7,7
Loire	3	40	327	746 288	728 524	– 17 764	– 2,4
Rhône	2	51	293	1 508 966	1 578 869	+ 69 903	+ 4,6
Savoie	3	37	305	348 261	373 258	+ 24 997	+ 7,2
Haute-Savoie	4	34	293	568 286	631 679	+ 63 393	+ 11,2
Rhône-Alpes	**25**	**332**	**2 879**	**5 350 701**	**5 645 407**	**+ 294 706**	**+ 5,5**
Ensemble métropole	**329**	**3 876**	**36 565**	**56 615 155**	**58 518 395**	**+ 1 903 240**	**+ 3,4**
Guadeloupe	3	43	34	386 987	422 496	+ 35 509	+ 9,2
Martinique	4	45	34	359 572	381 427	+ 21 855	+ 6,1
Guyane	2	19	22	114 678	157 213	+ 42 535	+ 37,1
Réunion	4	49	24	597 823	706 300	+ 108 477	+ 18,1
Ensemble départements d'outre-mer	**13**	**156**	**114**	**1 459 060**	**1 667 436**	**+ 208 376**	**+ 14,3**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**342**	**4 032**	**36 679**	**58 074 215**	**60 185 831**	**+ 2 111 616**	**+ 3,6**

(1) Au recensement de 1999.

Chapitre A.02

Environnement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Parcs nationaux et réserves naturelles.

1. Volume d'eau de pluie par année hydrologique.
2. Évolution de l'occupation physique du territoire.
3A. Superficie des espaces naturels protégés.
3B. Nombre cumulé de sites inscrits et classés.
4A. État des espèces de vertébrés en France.
4B. État des espèces animales en Europe.
5. Plans de chasse au grand gibier.
6. Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre, dioxyde d'azote et ozone dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France.
7. Émissions de dioxyde de soufre par catégorie d'émetteurs.
8. Émissions d'oxydes d'azote par catégorie d'émetteurs.
9. Émissions de dioxyde de carbone par catégorie d'émetteurs.
10. Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce.
11. Qualité des eaux de baignade en eau douce par type de lieu de baignade.
12. Évolution de la qualité des eaux de baignade en mer.
13. Pollution industrielle de l'eau.
14. Assainissement et épuration des grandes villes.
15. Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant.
16. Répartition des accidents industriels par secteur d'activité en 1999.
17. Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles.
18. Installations de traitement des ordures ménagères.
19. Dépense nationale liée à l'environnement par domaine et par agent responsable.
20. Évolution de la dépense de protection de l'environnement par domaine.
21. Dépenses de lutte contre la pollution dans quelques pays de l'OCDE en % du PIB.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut français de l'Environnement.

1. PRÉSENTATION

Le territoire français est occupé pour 38,3 % par des zones naturelles, les terres agricoles représentant 53,7 %, les zones artificielles bâties ou non 7,8 % et les zones interdites d'accès 0,2 %. Les sols bâtis et artificialisés ont progressé d'environ 1,5 % entre 1998 et 1999.

La France occupe le premier rang en Europe pour la diversité des vertébrés, avec près de mille espèces présentes en métropole. De nombreuses espèces sont cependant menacées en raison des pressions qu'exercent les activités humaines sur leurs habitats. Le quart du territoire national est recensé comme zone d'intérêt écologique, faunistique ou floristique.

Les zones centrales de parcs nationaux, les réserves naturelles, les arrêtés préfectoraux de biotope et les sites du Conservatoire du littoral assurent une protection des milieux naturels pour 1,3 % environ du territoire français métropolitain. Les parcs naturels régionaux et les zones périphériques des parc nationaux couvrent en outre 12,6 %. D'autres espaces naturels sont encore protégés en application des lois françaises ou de conventions ou programmes internationaux.

Les émissions des principaux polluants dans l'air sont en décroissance par rapport aux niveaux de 1991. À l'échelle planétaire, l'effet de serre est lié aux émissions de gaz carbonique, protoxyde d'azote, méthane et de certains composés halogènés. L'altération de la couche d'ozone stratosphérique est imputée essentiellement aux chlorofluorocarbures et aux halons dont la production et la consommation sont désormais interdits en Europe, les autres substances qui appauvrissent la couche d'ozone étant strictement réglementées. Au niveau des agglomérations, la qualité de l'air est de mieux en mieux suivie. Lorsque l'un des seuils d'information et de recommandation est dépassé, les pouvoirs publics informent le public, afin que les personnes sensibles puissent prendre des précautions.

Les rejets dans le milieu naturel aquatique sont d'origine domestique, industrielle ou agricole. Les rendements des stations d'épuration publiques progressent. De nombreuses agglomérations ont dû ou doivent en effet mettre en place un traitement plus rigoureux de leurs effluents (traitement biologique et traitement complémentaire pour l'azote et le phosphore) selon les échéances prévues par la directive européenne sur les eaux résiduaires urbaines.

En France, la production annuelle de déchets est de l'ordre de 600 millions de tonnes (déchets de chantiers réutilisés en remblais non compris). Parmi ceux-ci les ordures ménagères, recensées en 1998 dans 814 installations de traitement, représentent 23 millions de tonnes. 45 % ont fait l'objet d'une valorisation par récupération d'énergie après incinération, ou par compostage, tri ou méthanisation. Le tri est en forte progression, ainsi que la collecte sélective auprès des ménages.

La dépense de protection de l'environnement atteint 150 milliards de francs en 1998. Elle représente 1,75 % du PIB. Incorporant en outre les dépenses relatives à la mobilisation de la ressource en eau, au cadre de vie et à la récupération, la dépense nationale liée à l'environnement a été estimée à 248 milliards de francs en 1998.

2. MÉTHODOLOGIE

Les pluies efficaces

Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de l'eau) calcule par modèle les valeurs cantonales des pluies efficaces, à partir des données de précipitations disponibles auprès de Météo-France. La moyenne annuelle nationale est la moyenne des valeurs cantonales pondérée par la superficie des cantons.

La protection des espaces naturels

La protection des espaces naturels relève de la compétence du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DNP et DIREN), ainsi que des organismes responsables ou gestionnaires de protections (Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Parcs nationaux et Parcs naturels régionaux,...). Le Muséum national d'histoire naturelle (Service du patrimoine naturel), gère pour le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement une base nationale des espaces protégés dans son système d'information géographique. l'Ifen a rassemblé et traité l'ensemble des informations disponibles.

La faune et la flore

Le Muséum national d'histoire naturelle (Service du patrimoine naturel) rassemble et étudie l'information disponible sur les espèces produite par les milieux scientifiques, les Conservatoires botaniques nationaux, les associations de naturalistes. Le Conseil supérieur de la pêche et l'Office national de la chasse et de la faune produisent aussi de nombreuses données sur les espèces.

La chasse au grand gibier est réglementée par les plans de chasse. Le nombre d'animaux prélevés est recensé par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, par espèce et par saison de chasse.

L'air

- La qualité de l'air ambiant

Les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) gèrent les réseaux de mesures de la qualité de l'air des agglomérations. Agréées par le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, ces associations regroupent l'État, des collectivités locales, des industriels, des établissements publics, des associations de protection de l'environnement et des personnalités qualifiées. Elles informent quotidiennement le public sur la pollution de l'air. 39 associations agréées de surveillance de la qualité de l'air sont en place fin 1998; elles sont dotées de 2000 capteurs.

L'ensemble des données recueillies sont examinées puis stockées par l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) dans la banque de données sur la qualité de l'air.

● Les émissions des principaux polluants dans l'air

Elles sont estimées par le CITEPA (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) par source d'émissions (combustion, transport, installations industrielles,...) à partir de modèles. Les résultats sont établis en fonction soit de mesures d'émissions, soit de paramètres caractéristiques d'activité pondérés par un facteur caractérisant les rejets. Les données présentées ici sont éditées au format UNECE, harmonisé au niveau européen.

L'eau

Le réseau national des données sur l'eau (RNDE) fédère les principaux producteurs et usagers des données sur l'eau en France : les ministères chargés de l'Environnement, et de la Santé, les six Agences de l'eau, le Conseil supérieur de la pêche, l'Institut français de l'environnement, EDF, IFREMER, Météo-France, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et l'Office international de l'eau (OIE). Il vise à améliorer la production, la collecte, le stockage et la communication des données sur l'eau. Le RNDE a confié à l'OIE la gestion de la banque nationale de données sur l'eau.

● Les eaux de baignade

Les eaux de baignade, en eau douce et en mer, sont soumises à une surveillance sanitaire régulière réalisée par les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS) suivant les décrets n^{os} 81-324 et 91-980 pris en application de la directive européenne 76/160 du 8 décembre 1975. Toutes les eaux « pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit » sont concernées par les analyses. Celles-ci portent principalement sur le comptage des germes tests de contamination fécale.

L'interprétation des résultats conduit à assigner à chaque point de surveillance une classe (A = bonne qualité, conforme; B = qualité moyenne, conforme; C = pollution momentanée, non conforme; D = mauvaise qualité, non conforme).

Les données sont ensuite rassemblées, traitées puis diffusées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction générale de la santé) et par le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de l'eau).

● Les prélèvements en eau

Les volumes d'eau prélevés correspondent essentiellement aux quatre usages suivants :

— le refroidissement des centrales thermiques;

— la consommation;

— l'irrigation;

— les usages industriels;

Ils sont évalués à partir des assiettes de « redevances prélèvements » des Agences de l'eau ou à partir d'estimations notamment pour l'irrigation.

● La pollution de l'eau

Pour les principaux émetteurs industriels, les rejets sont connus à partir de mesures. Les données relatives aux rejets d'eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à auto-surveillance, sont collectées par les Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement puis transmises au ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de la prévention des pollutions et des risques - Service de l'environnement industriel), pour les établissements qui dépassent un seuil minimal de rejet par polluant fixé chaque année. Les données nationales obtenues ainsi ne représentent donc que le cumul des plus gros rejets, mesurés en sortie du site industriel et avant épuration éventuelle dans une station d'épuration collective.

Les données relatives aux flux entrant et sortant des stations d'épuration publiques des collectivités sont collectées auprès des Agences de l'eau dans le cadre du RNDE.

Les risques technologiques et naturels

Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI-BARPI : bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles) rassemble et analyse la majorité des données relatives aux accidents survenus principalement dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Il s'agit des accidents technologiques, pollutions graves et incidents significatifs survenus dans les installations ou liés à leur activité, susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la sécurité ou à la santé publique. Les modes de collecte des informations par région sont encore très hétérogènes.

Les aspects financiers relatifs aux risques naturels sont décrits chaque année par la Fédération française des sociétés d'assurance.

Les déchets

Réalisé par l'ADEME, à la demande du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, l'inventaire des installations de traitement, de transit ou de mise en décharge des déchets ménagers et assimilés (ITOM A) recense les principales caractéristiques des installations (à partir de 3 000 tonnes par an pour les décharges). Cet inventaire, désormais annuel, fournit des informations sur les tonnages reçus et sur les populations desservies, par mode principal des installations.

Les résultats relatifs aux ordures ménagères présentés ici correspondent aux déchets de l'activité domestique quotidienne des ménages collectés traditionnellement (hors collecte sélective de verre, vieux papiers, etc.).

La dépense nationale liée à l'environnement

L'Ifen et le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement élaborent le compte satellite de l'environnement, en cohérence avec les concepts de la comptabilité nationale. La méthodologie d'élaboration des comptes de la dépense de protection de l'environnement est harmonisée au niveau européen dans le cadre du

SERIEE (système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement). Les autres dépenses liées à l'environnement font l'objet d'estimations.

La Commission des comptes et de l'économie de l'environnement a été créée par le décret n° 98-623 du 21 juillet 1998. Elle a pour mission d'assurer le rassemblement, l'analyse et la publication de données et des comptes économiques décrivant les activités et dépenses de protection et de mise en valeur de l'environnement, les impacts sur l'environnement des activités des différents secteurs économiques, les ressources et le patrimoine naturels.

Une partie des résultats de l'enquête sur les dépenses de lutte contre la pollution réalisée par l'OCDE est fournie ici. Les données ont été recueillies par l'OCDE auprès des pays membres, cependant les définitions et les méthodes demeurent différentes d'un pays à l'autre. Les comparaisons internationales sont par conséquent à interpréter avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Arrêtés de protection de biotope

L'arrêté préfectoral de protection de biotope a été instauré par le décret n° 77-1295 du 25 novembre 1977 pris en application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 (art. R. 211-12 et suivants du Code rural). Il permet au préfet de fixer par arrêté les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire d'un département, la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées. Certains résultats incluent ou non le domaine public maritime.

Équivalent-habitant

Unité de représentation qui assimile la pollution rejetée ou produite, mesurée par des paramètres chimiques, à la pollution résultant de l'activité journalière d'un habitant. Un équivalent-habitant correspond à 90 g/jour de matières en suspension, 57 g/jour de matières oxydables, 15 g d'azote réduit, 4 g de phosphore total et des toxiques.

Espèces menacées

Elles comprennent les catégories « en danger » et « vulnérables » définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Les espèces « en danger » ont leur effectif réduit à un seuil critique; leur survie est improbable si les facteurs responsables de leur régression persistent. Les espèces « vulnérables » ont leur effectif en forte régression; elles sont susceptibles de passer dans la catégorie précédente, si les facteurs de leur vulnérabilité persistent. Les autres catégories sont les espèces "disparues", « rares » ou « indéterminées ».

Espèces protégées

La loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient (article L. 211-1 du Code rural). Les listes nationale et régionales des espèces végétales protégées et celles des espèces animales protégées sont fixées par divers arrêtés ministériels. En outre la réglementation de la cueillette de certaines espèces (champignons, muguet,...) peut faire l'objet d'arrêtés préfectoraux.

Parcs nationaux

Un parc national est un territoire classé par décret en Conseil d'État pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver, en application des articles L. 241-1 et suivants du Code rural. Il comporte une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Plans de chasse

Ils définissent chaque année le nombre d'animaux qui peuvent être prélevés sur les territoires de chasse pendant la période de chasse propre à chaque département. Ils sont obligatoires sur tout le territoire national pour les cerfs, biches, daims, mouflons et chevreuils (art. L. 225-1 à L. 225-3 du Code rural).

Pluies efficaces

Il s'agit des quantités de pluie tombées dont on soustrait les quantités évaporées et celles transpirées par les végétaux. Cette ressource en eau est disponible pour l'écoulement, l'alimentation des eaux souterraines et les prélèvements.

Rendement des stations d'épuration

Le rendement est la part de la pollution entrant dans la station d'épuration qui est éliminée. La pollution entrant en station utilisée pour ce calcul est la pollution moyenne du mois de pointe mesurée ou évaluée à l'entrée des stations d'épuration.

Réserves naturelles

En application des articles L. 242-1 et suivants du Code rural, des parties de territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

Sites classés ou inscrits

La loi du 2 mai 1930 modifiée relative à la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque comporte deux niveaux de protection : les sites classés et les sites inscrits.

Le classement est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, en cas de désaccord de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Tous travaux susceptibles de détruire ou modifier l'état ou l'aspect des lieux sont interdits, sauf autorisation ministérielle expresse préalable (ou autorisation préfectorale pour certains travaux non soumis à permis de construire).

L'inscription sur l'inventaire des sites décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger que le classement. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres que d'exploitation courante agricole ou d'entretien normal des bâtiments, sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Institut français de l'environnement.

Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement ;

— Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale;

— Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales;

— Direction de l'eau;

— Direction de la prévention des pollutions et des risques;

— Direction de la nature et des paysages.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité; secrétariat d'État chargé de la Santé.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Service central des enquêtes et études statistiques.

Organisation de coopération et de développement économiques.

Muséum national d'histoire naturelle :

— Service du patrimoine naturel.

Institut national de la statistique et des études économiques.

Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Agences de l'eau.

Office international de l'eau.

Office national de la chasse et de la faune sauvage.

Publications INSEE :

Économie et statistique :

« Une évaluation économique de la pollution atmosphérique », n° 307, 1997.

Autres publications :

« L'Environnement en France : approche régionale », édition 1996-1997, IFEN, Éditions La Découverte, novembre 1996;

« Catalogue des sources de données de l'environnement », édition 1996-1997, IFEN, Tec & Doc Lavoisier, janvier 1997;

« Statut de la faune de France métropolitaine », Muséum national d'histoire naturelle - Réserves naturelles de France, ministère de l'Environnement, 1997;

« La qualité de l'air en France en 1995-1996 », *Données et références,* ADEME, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, juin 1998;

« L'environnement en France », édition 1999, IFEN, Éditions La Découverte, novembre 1998;

« Inventaire des émissions dans l'air en France au cours de la période 1990-1996, format UNECE », CITEPA, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, rapport d'études CITEPA, décembre 1998;

« Statistiques régionales et départementales sur l'environnement », édition 1998. *Études et Travaux,* n° 20, IFEN, Directions régionales de l'Environnement, décembre 1998;

« L'assainissement des grandes villes 1998, données 1996 », RNDE, 1998;

« L'utilisation du territoire en 1998, nouvelles séries de 1991 à 1998 », Agreste, données chiffrées, Agriculture, n° 144, SCEES, ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, février 1999;

« Le traitement des déchets ménagers et assimilés en centres collectifs en 1998 », ADEME, données et références, 1999;

« Qualité des eaux de baignade - Baignade en mer et en eau douce, (Résultats 1998, campagne 1999) » ministère de l'Emploi et de la Solidarité, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, mai 1999;

« Chiffres-clés de l'environnement », édition 1999, juin 1999;

« Données économiques de l'environnement, rapport à la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement », édition 1999, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement - Institut français de l'environnement, La Documentation française, juin 2000;

« *Les données de l'environnement* », IFEN (mensuel);

« L'environnement dans l'Union européenne à l'aube du XXI^{ème} siècle, Synthèse : appendice, faits et résultats par problème environnemental », Agence européenne pour l'environnement, Office des publications officielles des communautés européennes, 1998;

« L'environnement de l'Europe : deuxième évaluation. Vue d'ensemble », Agence européenne pour l'environnement, Office des publications officielles des communautés européennes, 1998;

« Vers un développement durable, indicateurs d'environnement », Organisation de coopération et de développement économiques, Les éditions de l'OCDE, 1998;

« Compendium statistique de l'environnement en Europe, deuxième évaluation », Eurostat, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1998;

« Environmental signals 2000 », Environmental assessment report n° 6, Agence européenne pour l'environnement, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1999;

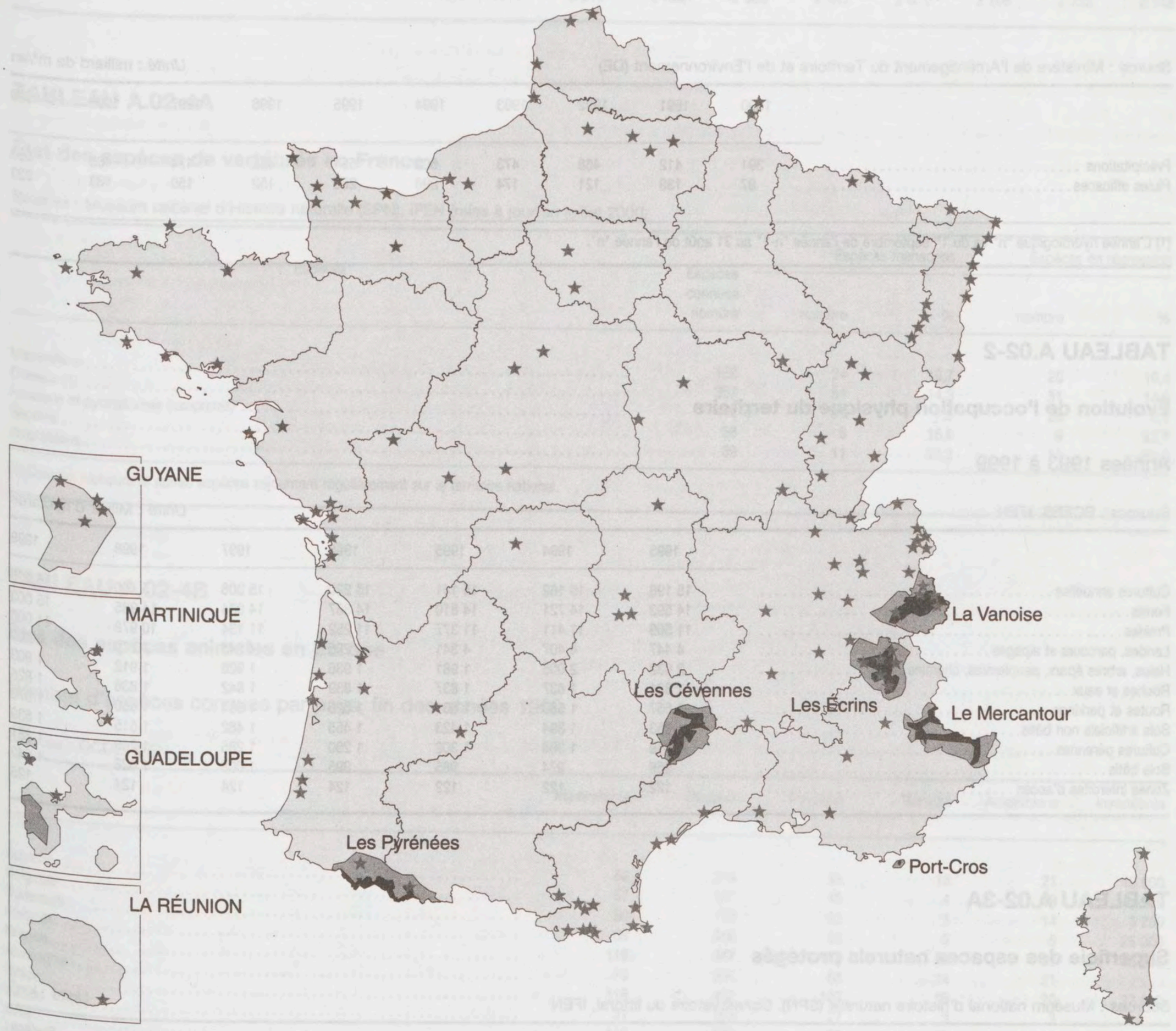
« Données OCDE sur l'environnement », Compendium 1999, Éditions de l'OCDE, Paris 1999;

« Towards environmental pressure indicators for the EU, first edition 1999 », Commission européenne - Eurostat, Office des publications officielles des Communautés européennes, thème 8 : Environnement et énergie, collection « Panorama of the EU », Luxembourg, 1999.

* * *

CARTE A.02

Parcs nationaux et réserves naturelles en 1999



Sources : Muséum national d'histoire naturelle - IFEN

TABLEAU A.02-1

Volume d'eau de pluie par année hydrologique (1)

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DE) — *Unité* : milliard de m^3/an

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Précipitations	391	412	468	473	602	554	455	474	465	558
Pluies efficaces	97	139	121	174	296	260	152	150	183	223

(1) L'année hydrologique "n" va du 1er septembre de l'année "n-1" au 31 août de l'année "n".

TABLEAU A.02-2

Évolution de l'occupation physique du territoire

Années 1993 à 1999

Sources : SCEES, IFEN — *Unité* : Millier d'hectares

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Cultures annuelles	15 198	15 162	15 141	15 220	15 306	15 400	15 323
Forêts	14 592	14 721	14 810	14 887	14 934	14 985	15 003
Prairies	11 509	11 411	11 377	11 252	11 134	10 978	11 006
Landes, parcours et alpages	4 447	4 407	4 341	4 295	4 245	4 210	4 200
Haies, arbres épars, peupleraies, chemins	2 032	2 005	1 981	1 936	1 926	1 912	1 903
Roches et eaux	1 831	1 837	1 837	1 839	1 842	1 836	1 825
Routes et parkings	1 557	1 580	1 601	1 625	1 634	1 650	1 673
Sols artificiels non bâtis	1 353	1 394	1 423	1 455	1 482	1 515	1 539
Cultures pérennes	1 319	1 308	1 302	1 290	1 285	1 280	1 281
Sols bâtis	959	974	985	995	1 008	1 028	1 042
Zones interdites d'accès	122	122	122	124	124	124	125

TABLEAU A.02-3A

Superficie des espaces naturels protégés

Sources : Muséum national d'histoire naturelle (SPN), Conservatoire du littoral, IFEN — *Unité* : km^2

Type de protection ou d'acquisition foncière	Nombre	Surface
Réserves naturelles (1999)	134	2 180
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (1998)	389	525
Parcs nationaux (zones centrales) (1999)	6	3 509
Arrêtés de protection de biotope (1997)	463	1 026

TABLEAU A.02-3B

Nombre cumulé de sites inscrits et classés

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DNP), IFEN

	1975	1980	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Nombre de sites inscrits	4 301	4 674	5 013	5 074	5 084	5 089	5 099	6 003
Nombre de sites classés	2 219	2 356	2 553	2 655	2 675	2 706	2 738	2 748

TABLEAU A.02-4A

État des espèces de vertébrés en France

Sources : Muséum national d'Histoire naturelle (SPN), IFEN (mise à jour en juillet 2000)

Espèces	Espèces connues	Espèces menacées		Espèces en régression	
	nombre	nombre	%	nombre	%
Mammifères	122	24	19,7	20	16,4
Oiseaux (1)	357	51	14,3	51	14,3
Poissons et cyclostomes (lamproies)	416 *e*	31	7,5	28	6,7
Reptiles	38	6	15,8	9	23,7
Amphibiens	39	11	28,2	13	33,3

(1) Oiseaux nicheurs et autres espèces séjournant régulièrement sur le territoire national.

TABLEAU A.02-4B

État des espèces animales en Europe

Nombre d'espèces connues par pays, fin des années 1990

Sources : OCDE, IFEN

	Mammifères	Oiseaux	Poissons	Reptiles	Amphibiens	Invertébrés
Autriche	82	219	58	16	21	45 000
Belgique	57	167	46	4	13	939
Danemark	50	170	33	5	14	3 760
Finlande	59	240	59	5	5	25 000
France	**119**	**357**	**426**	**36**	**37**	**38 500**
Allemagne	79	240	66	14	21	...
Grèce	116	422	107	59	20	32 800
Irlande	31	193	27	3	3	...
Italie	118	473	85	58	38	56 500
Luxembourg	61	130	34	6	13	30 000
Pays-Bas	64	170	28	7	16	27 700
Portugal	98	313	43	34	17	...
Espagne	118	368	68	56	25	25 000
Suède	68	245	55	7	13	23 400
Royaume-uni	63	517	54	7	7	22 778

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier

Nombre d'animaux prélevés par saison de chasse (1)

Sources : Office National de la Chasse, Fédérations de chasse, Réseau de correspondants "Cervidés-sanglier", IFEN

	1981	1990	1994	1995	1996	1997
Chevreuils	71 837	179 673	285 319	302 744	327 403	367 288
Cerfs	9 884	13 600	18 592	20 084	23 857	27 820
Sangliers	80 000	134 220	211 586	226 093	298 332	322 567 *r*

(1) Saison de chasse : pendant le deuxième semestre de l'année *n* indiquée en tête de colonne et le premier semestre de l'année suivante.

TABLEAU A.02-6

Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France en 1998 (1)

Sources : ADEME et réseaux de mesure de la qualité de l'air (BDQA), IFEN

Unité : en microgramme / m^3

Réseau de mesure de la qualité de l'air	Valeur de la moyenne journalière de la concentration en SO_2 dépassée dans 2 % des cas	Valeur de la moyenne horaire de la concentration en NO_2 dépassée dans 2 % des cas	Moyenne horaire maximale en O_3
Clermont-Ferrand	38	134	211
Fos-sur-Mer	215	89	331
Grenoble	69	108	216
La Rochelle	58	120	194
Lyon	99	154	310
Marseille	125	180	261
Nancy	39	112	226
Paris-Ile de France	54	214	317
Strasbourg	87	126	239
Toulouse	35	146	226

(1) du 1er janvier au 31 décembre 1998.

TABLEAU A.02-7

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 05/08/1999), IFEN

Unité : Millier de tonnes de SO_2

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	*p* 1998
Combustion dans la transformation d'énergie	496,2	590,3	466,7	369,0	346,1	358,5	357,3	307,6	381,8
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	131,2	135,4	128,5	119,7	98,8	86,1	86,0	77,6	79,9
Combustion dans l'industrie manufacturière	333,0	359,4	311,0	271,5	276,2	251,2	248,4	215,5	215,7
Procédés industriels	86,9	84,5	77,6	68,7	65,7	66,3	66,1	69,1	67,0
Extraction et distribution de combustible et géothermie	38,7	22,4	21,9	18,4	10,5	15,0	13,9	8,7	7,3
Solvants et utilisations d'autres produits	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transport routier	142,1	146,6	151,9	153,9	150,5	116,7	100,3	48,4	48,3
Autres modes de transport et machinerie	25,0	25,5	24,2	23,2	21,2	16,3	16,2	16,1	16,5
Traitement et élimination des déchets	15,1	14,9	18,6	15,3	16,1	15,4	16,9	21,0	20,3
Agriculture	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres sources et puits	0,7	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3
Total	**1 268,9**	**1379,1**	**1200,6**	**1 039,9**	**985,3**	**925,8**	**905,4**	**764,3**	**837,1**

TABLEAU A.02-8

Émissions d'oxydes d'azote (NO_x) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 05/08/1999), IFEN — *Unité* : Millier de tonnes d'équivalent NO_2

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	*p* 1998
Combustion dans la transformation d'énergie	136,7	177,7	150,9	104,5	104,5	116,7	126,3	114,7	162,6
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	94,2	106,5	105,7	104,0	96,4	98,8	106,4	98,0	97,4
Combustion dans l'industrie manufacturière	159,9	162,8	149,1	142,7	150,0	140,2	142,2	139,6	143,2
Procédés industriels	28,0	25,4	22,2	17,9	15,6	15,2	16,2	16,2	15,8
Extraction et distribution de combustibles et géothermie	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Solvants et utilisations d'autres produits	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transport routier	1 044,4	1 052,6	1 057,7	1 029,2	1 005,2	954,4	896,2	840,0	794,5
Autres modes de transport et machinerie	393,5	395,0	371,0	346,7	343,0	364,8	383,6	410,0	414,6
Traitement et élimination des déchets	18,4	19,4	20,5	21,5	21,6	21,4	21,6	21,7	21,7
Agriculture	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres sources et puits	6,4	3,4	3,8	3,9	4,1	4,4	3,9	4,6	4,6
Total	**1 881,5**	**1 942,9**	**1 881,0**	**1 770,5**	**1 740,5**	**1 716,0**	**1 696,4**	**1 644,8**	**1 654,4**

TABLEAU A.02-9

Émissions de dioxyde de carbone (CO_2) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 05/08/1999), IFEN — *Unité* : millier de tonnes de CO_2 net ultime (1)

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	*p* 1998
Combustion dans la transformation d'énergie	63 846	75 314	67 491	54 088	50 351	53 167	57 600	54 623	70 373
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	84 009	93 730	93 352	91 562	86 016	87 600	95 065	87 345	86 128
Combustion dans l'industrie manufacturière	74 119	75 003	72 779	67 364	70 772	69 855	70 295	70 714	72 272
Procédés industriels	24 727	23 030	21 468	20 917	21 857	21 764	20 645	21 025	21 777
Extraction et distribution de combustible et géothermie	784	911	810	832	829	795	694	637	537
Solvants et utilisations d'autres produits	2 147	2 064	2 025	1 913	1 930	1 939	1 940	1 976	1 954
Transport routier	112 181	114 736	117 732	118 227	121 331	122 798	123 271	125 498	128 821
Autres modes de transport et machinerie	16 788	16 704	16 010	15 224	15 066	16 084	16 938	17 656	18 120
Traitement et élimination des déchets	3 778	3 836	3 933	3 969	4 098	4 114	4 193	4 223	4 201
Agriculture	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres sources et puits :									
Émissions nettes	– 54 812	– 51 683	– 56 441	– 61 060	– 62 690	– 60 810	– 62 392	– 63 383	– 63 383
Émissions brutes	85 516	91 910	88 017	84 977	84 486	87 691	88 454	88 355	88 355
Puits	– 140 328	– 143 593	– 144 458	– 146 037	– 147 176	– 148 501	– 150 846	– 151 738	– 151 738
TOTAL BRUT	**467 895**	**497 238**	**483 617**	**459 075**	**456 735**	**465 807**	**479 094**	**472 051**	**492 538**
TOTAL PUITS	**– 140 328**	**– 143 593**	**– 144 458**	**– 146 037**	**– 147 176**	**– 148 501**	**– 150 846**	**– 151 738**	**– 151 738**
TOTAL NET	**327 567**	**353 645**	**339 159**	**313 038**	**309 559**	**317 306**	**328 248**	**320 313**	**340 800**

(1) Les quantités tiennent compte des puits de carbone liés à la photosynthèse et à l'utilisation des sols; tout le carbone est comptabilisé sous forme de CO_2.

TABLEAU A.02-10

Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce (1)

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	1992	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre total de points classés	1 649	1 512	1 588	1 592	1 587	1 553
selon la catégorie de qualité						
A (2)	443	436	678	752	672	814
Pourcentage	26,9	28,8	42,7	47,2	42,3	52,4
B (3)	924	884	768	698	777	672
Pourcentage	56,0	58,5	48,4	43,8	49,0	43,3
C (4)	187	139	113	111	124	59
Pourcentage	11,3	9,2	7,1	7,0	7,8	3,8
D (5)	95	53	29	31	14	8
Pourcentage	5,8	3,5	1,8	2,0	0,9	0,5

(1) Les informations de l'année 1999 ne sont pas disponibles.
(2) : eau de bonne qualité; (3) : eau de qualité moyenne; (4) : eau pouvant être momentanément polluée; (5) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-11

Qualité des eaux de baignade en eau douce par type de lieu de baignade (1)

France entière

Année 1998

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	A (2)	B (3)	C (4)	D (5)	**Total**
Rivière					
Nombre de points de surveillance classés	108	352	41	6	**507**
%	21,3	69,4	8,1	1,2	**100,0**
Étang					
Nombre de points de surveillance classés	143	70	5	1	**219**
%	65,3	32,0	2,3	0,5	**100,0**
Retenue artificielle					
Nombre de points de surveillance classés	185	117	3	–	**305**
%	60,7	38,4	1,0	–	**100,0**
Lac					
Nombre de points de surveillance classés	156	64	8	1	**229**
%	68,1	27,9	3,5	0,4	**100,0**
Barrage réservoir					
Nombre de points de surveillance classés	128	38	1	–	**167**
%	76,6	22,8	0,6	–	**100,0**
Gravière, carrière					
Nombre de points de surveillance classés	94	31	1	–	**126**
%	74,6	24,6	0,8	–	**100,0**
Ensemble					
Nombre de points de surveillance classés	**814**	**672**	**59**	**8**	**1 553**
%	**52,4**	**43,3**	**3,8**	**0,5**	**100,0**

(1) Les informations de l'année 1999 ne sont pas disponibles.
(2) : eau de bonne qualité; (3) : eau de qualité moyenne; (4) : eau pouvant être momentanément polluée; (5) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-12

Évolution de la qualité des eaux de baignade en mer (1)

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	1992	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre total de points classés	**1 756**	**1 782**	**1 777**	**1 790**	**1 829**	**1 856**
selon la catégorie de qualité						
A (2)	912	974	1 052	1 131	1 094	1 155
Pourcentage	51,9	54,7	59,2	63,2	59,8	62,2
B (3)	607	646	614	580	608	598
Pourcentage	34,6	36,3	34,5	32,4	33,2	32,2
C (4)	231	152	110	79	126	102
Pourcentage	13,2	8,5	6,2	4,4	6,9	5,5
D (5)	6	10	1	–	1	1
Pourcentage	0,3	0,5	0,1	–	0,1	0,1

(1) Les informations de l'année 1999 ne sont pas disponibles.
(2) : eau de bonne qualité; (3) : eau de qualité moyenne; (4) : eau pouvant être momentanément polluée; (5) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-13

Pollution industrielle de l'eau

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR) - Agence de l'eau - RNDE

	Unités	1980	1985	1990	1991	1993	1995	1996	1997
Pollution nette (1) rejetée par les industries									
– Matières oxydables	tonne/jour	2 775	2 288	2 109	2 009	2 004	1 680	1 604	1 502
– Matières toxiques	10^3 équitox/jour	56 185	44 387	37 165	34 413	34 412	20 100	17 705	19 000

(1) Flux rejeté après traitement éventuel dans une station d'épuration industrielle.

TABLEAU A.02-14

Assainissement et épuration des grandes villes (1)

Sources : RNDE - Agences de l'eau, BNDE

Unités : flux de pollution en t/j
taux en %

	Matières oxydables			Matières azotées		Matières phosphorées	
	1995	1996	1997	1995	1996	1995	1996
Pollution entrant dans les stations d'épuration	2 053	2 230	2 230	478	481	121	120
Pollution éliminée par les stations d'épuration	1 472	1 618	1 664	188	194	44	48
Pollution résiduelle après traitement en stations d'épuration	581	611	566	290	287	76	72
Rendement des stations d'épuration	72%	73%	75%	39%	40%	37%	40%

(1) Pollution émise par les habitants relevant de l'assainissement collectif et par les industries raccordées, estimée sur une base forfaitaire, pour les agglomérations de plus de 10 000 équivalent-habitants.

TABLEAU A.02-15

Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant (1)

Année 1998

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI), IFEN — *Unité* : Kilogramme par jour

Types de polluant	Seuil par polluant et par établissement	Nombre d'établissements dont les rejets dépassent ce seuil	Cumul des rejets annuels de ces établissements
Matières en suspension	900 Kg/j	73	2 805 457
Demande chimique en oxygène	1000 Kg/j	270	1 068 643
Azote	150 Kg/j	82	55 597
Phosphore	15 Kg/j	82	7 555
Sulfates	800 Kg/j	36	697 927
Chlorures	4320 Kg/j	37	8 213 500
Cadmium	0,01 Kg/j	34	9
Plomb	0,03 Kg/j	75	105
Chrome	0,3 Kg/j	35	2 426
Arsenic	0,02 Kg/j	15	38
Mercure	0,003 Kg/j	18	0,95
Cuivre	0,1 Kg/j	106	110
Fer	3 Kg/j	33	281 691
Manganèse	0,5 Kg/j	17	941
Cyanures	0,02 Kg/j	21	111
Phénols	1 Kg/j	20	154
Zinc	0,3 Kg/j	112	603
Aluminium	5 Kg/j	14	68 245
Étain	0,02 Kg/j	41	28
Fluorures	8 Kg/j	35	6 299
Nickel	0,06 Kg/j	150	115
Hydrocarbures	10 Kg/j	39	1 398
Titane	5 Kg/j	3	54 990

(1) Somme des flux rejetés par les établissements dépassant le seuil indiqué par polluant.

TABLEAU A.02-16

Répartition des accidents industriels et technologiques par secteur d'activité en 1999

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR - SEI - BARPI) - IFEN, base ARIA mise à jour d'octobre 2000

	Nombre d'accidents
Agriculture, sylviculture, pêche	245
Industries extractives	8
Industries alimentaires	74
Industries manufacturières (hors alimentaires)	477
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	45
Construction	22
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	114
Transports	170
Autres secteurs d'activité	166
Particuliers	25
Activité en cause indéterminée	153

TABLEAU A.02-17

Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles

Sources : Fédération française des sociétés d'assurance, IFEN — *Unité* : Milliard de francs

	1988	*r* 1989	*r* 1990	1991	1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Montant	2,19	1,10	3,80	1,53	3,30	4,60	2,20	4,40	3,20	1,30	1,70

TABLEAU A.02-18

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'installations, quantités traitées (1)

Année 1998

Sources : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), IFEN — *Unité* : Quantité : kilotonne/an

Type de traitement	Nombre d'installations	Quantité annuelle reçue
Tri de déchets industriels banals	48	238,6
Tri d'ordures ménagères	56	507,4
Compostage	71	1 602,8
Méthanisation	1	81,1
Incinération sans récupération d'énergie	148	1 762,8
Incinération avec récupération d'énergie	98	8 004,1
Fabrication de combustibles solides	1	44,9
Mise en décharge	391	10 933,0
Total	**814**	**23 174,7**

(1) Décharges traitant plus de 3 000 tonnes par an.

TABLEAU A.02-19

Dépense nationale liée à l'environnement par domaine et par agent responsable

Année 1998 (*p*)

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (D4E), IFEN — *Unité* : Million de francs

	Administrations publiques	Entreprises	Ménages	**Total**
Gestion des eaux usées	48 444	8 457	4 985	**61 886**
Protection de l'air	...	10 073	1 371	**11 444**
Réduction du bruit	282	3 826	514	**4 623**
Gestion des déchets	28 384	18 395	2 084	**48 863**
Nettoyage des rues	5 885	///	///	**5 885**
Protection de la biodiversité et des paysages	2 101	1 993	300	**4 394**
Recherche et développement	3 634	2 136	///	**5 770**
Administration générale de l'environnement	7 360	...	///	**7 360**
Dépense de protection de l'environnement	**96 090**	**44 880**	**9 254**	**150 225**
Cadre de vie	9 474	...	...	**9 474**
Récupération	...	28 435	...	**28 435**
Production et distribution d'eau	59 669	...	...	**59 669**
Dépense nationale liée à l'environnement	**165 233**	**73 315**	**9 254**	**247 802**

TABLEAU A.02-20

Évolution de la dépense de protection de l'environnement par domaine

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (D4E), IFEN

Unité : Million de francs courants

	1990	1992	*r* 1994	*r* 1996	*p* 1998
Gestion des eaux usées	41 859	44 841	53 661	57 846	61 886
Protection de l'air	9 039	9 157	8 477	9 717	11 444
Réduction du bruit	4 321	4 626	4 842	4 625	4 623
Gestion des déchets	27 175	32 759	38 200	44 810	48 863
Nettoyage des rues	4 545	4 865	5 155	5 470	5 885
Protection de la biodiversité et des paysages (1)	2 787	3 003	3 930	3 669	4 394
Recherche et développement	4 270	4 755	5 040	5 281	5 770
Administration générale de l'environnement	4 155	5 425	6 843	7 150	7 360
Total	**98 151**	**109 431**	**126 148**	**138 568**	**150 225**

(1) Rupture de série en 1994 pour la protection de la biodiversité et des paysages.

TABLEAU A.02-21

Dépenses de lutte contre la pollution dans quelques pays de l'OCDE en % du PIB

Année 1997

Sources : OCDE, IFEN

Pays	Secteur public	Secteurs public et privé
Allemagne (3)	0,8	1,5
Australie (2)	0,5	0,8
Autriche (4)	1,0	1,7
Belgique (1)	0,5	0,9
Canada (3)	0,6	1,1
Danemark (2)	0,6	0,9
Espagne (5)	0,5	0,5
États-Unis (4)	0,7	1,6
Finlande (1)	0,6	1,1
France (2)	**1,0**	**1,4**
Grèce (3)	0,5	0,8
Islande (2)	0,3	...
Japon (8)	0,9	1,1
Pays-Bas (3)	1,3	1,8
Portugal (4)	0,6	0,7
Royaume-Uni	0,4 (8)	0,3 (4)
Suisse	1,0 (6)	1,6 (5)
Suède (7)	0,8	1,2

(1) 1997.
(2) 1996.
(3) 1995.
(4) 1994.
(5) 1993.
(6) 1992.
(7) 1991.
(8) 1990.

B

Démographie

Chapitre B.01

Structure de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Part des 65 ans et plus dans la population totale de quelques pays.

1. Population totale par sexe et âge.
2. Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1999.
3. Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2000.
4. Population des États de l'Union européenne.
5. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1982, 1990 et 1999.
6. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1982, 1990 et 1999 (DOM).
7. Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement.
8. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1999.
9. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1999 (DOM).
10. Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990.
11. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990.
12. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990 (DOM).
13. Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990.
14. Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon la nomenclature d'activités française (NAF) au recensement de 1990.
15. Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990 (DOM).
16. Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
17. Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982.
18. Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982 (DOM).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » et la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Depuis 1990, la population de la France métropolitaine augmente de 1,9 million dont 1,2 million pour les plus de 60 ans. En 1999, plus d'un habitant sur cinq de la métropole a plus de 60 ans et un sur quatre a moins de 20 ans. Comparés aux données des recensements précédents, ces chiffres confirment le vieillissement de la population de la métropole.

En comparaison, la population des départements d'outre-mer (DOM) est relativement jeune, 34 % a moins de 20 ans en 1999. Elle l'est cependant de moins en moins puisque cette proportion était de 37 % en 1990 et de plus de 50 % en 1961. La proportion de la population âgée de 60 ans et plus passe de 10,5 % en 1990 à 12,1 % en 1999.

L'activité féminine continue de progresser mais à un rythme ralenti, portant le nombre d'actifs à son plus haut niveau : 26,5 millions en 1999 contre 25,3 millions en 1990. Plus féminisée qu'en 1990, la population active est aussi plus âgée : les 40 - 54 ans constituent désormais 40,6 % de la population active contre un tiers en 1990.

2. MÉTHODOLOGIE

Les chiffres définitifs du dénombrement de la population issus du recensement du 8 mars 1999 ont été arrêtés et authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999, rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000.

Vous trouverez ici quelques éléments sur l'exploitation et la diffusion des résultats du recensement de la population de 1999.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1999, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1990 et de 1982. On trouvera également des résultats du recensement de 1999 dans les chapitres A.01 : « Territoire et population », B.03 : « Étrangers », et des résultats du recensement de 1990 dans le chapitre B.04 : « Ménages ».

Par contre, les quatre premiers tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par le département de la démographie de l'INSEE. Les calculs sont basés sur le recensement de 1990 et ont été réalisés par l'INSEE avant la publication du bilan démographique 2000 révisé après ajustement aux résultats du recensement de la population de 1999.

Exploitation du recensement de 1999

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer entre le 8 mars et le 3 avril 1999, conformément aux dispositions du décret n° 98-403 du 22 mai 1998.

La date de référence est le 8 mars 1999.

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives.

L'ensemble des questionnaires donne ensuite lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires des recensements de 1990 et 1999 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des recensements antérieurs à 1990 comme une exploitation postérieure à celle des échantillons au 1/20 et au 1/4, l'exploitation principale (anciennement exhaustive légère) a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20 et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la population active, ainsi que sur les déplacements domicile-travail et toutes les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau du bulletin individuel n'est saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20 et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites complémentaires donneront lieu à des publications qui compléteront celles issues de l'exploitation principale.

Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1999 de l'exploitation principale.

Plan de diffusion des résultats du recensement

Les résultats du recensement de 1999 font l'objet d'une diffusion très large : indicateurs, tableaux statistiques, bases de données localisés, publications, cartes, graphiques, fichiers détail et exploitations sur mesure. Ces produits sont disponibles sur différents supports (publications, cédéroms et en ligne via internet) et selon des échelons géographiques standard ou personnalisés. De nombreux articles dans *INSEE-Première* et dans les revues régionales de l'INSEE sont consacrés à la présentation et à l'analyse des résultats du recensement. Les résultats correspondant aux diverses étapes de l'exploitation sont donnés dans les publications traditionnelles [Séries « bleue », « orange », « jaune », « verte » dont les volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »)] depuis 1962.

Ces publications et, plus généralement, ces résultats du recensement peuvent être obtenus en s'adressant aux directions régionales de l'INSEE ou à INSEE-Info-service à Paris.

On peut distinguer les résultats du dénombrement de la population (population légale et statistiques communales complémentaires), ceux de l'exploitation exhaustive et ceux de l'exploitation statistique des échantillons au 1/20 et au 1/4.

Dénombrement. Population légale

Les résultats du dénombrement de la population, obtenus à partir des bordereaux de district et des feuilles récapitulatives communales établis par les agents recenseurs et les mairies ont fait l'objet d'une synthèse dans plusieurs *INSEE-Première* ainsi que sous forme de publications dans deux Séries (« bleue », « orange »).

● Série « bleue » « Populations légales » (population totale, municipale, comptée à part et sans doubles comptes) :

● Série « orange » : « Évolutions démographiques 1982-1990-1999 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

Ces résultats font également l'objet d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes et graphiques et de fichiers :

● Tableaux :

— tableaux prédéfinis :

— tableaux statistiques des fascicules bleus;

— tableaux statistiques des fascicules orange;

— tableaux historiques,

(ces tableaux sont rassemblés sur tout ensemble de communes entières et disponibles sur papier, disquettes, cédéroms, internet...).

● Cartes et graphiques :

— fiche profil : évolutions démographiques;

— fiche cartographique : évolutions démographiques.

● Base de données localisées sur cédéroms :

— populations légales

— évolutions démographiques depuis 1962.

Les données géographiques sont publiées sous forme de :

● Code officiel géographique :

— 13 ème édition au 1-1-1999 avec rectificatif annuel (arrêté au 1-1-2000).

● Nomenclatures et Codes :

— composition communale des unités urbaines 1999;

— composition communale du zonage en aires urbaines 1999 (à paraître en 2001).

Résultats de l'exploitation principale

En sus de la publication des premiers résultats sous forme *d'INSEE-Première,* le traitement de l'exploitation principale a donné lieu à la publication d'une « série jaune », de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées.

● Série « jaune » : « Tableaux Références et Analyses ».

● Tableaux :

— tableaux références : une centaine d'indicateurs sur tous les thèmes de l'exploitation principale;

— tableaux analyses : 27 tableaux sur 12 thèmes;

— tableaux mobilités : 2 tableaux résidence/travail, 8 tableaux résidences 90-99, 1 tableau résidence/études;

— tableaux rétrospectifs : de 1962 à 1999 (sauf pour la Corse [de 1982 à 1999] et pour les DOM de [1990 à 1999]):

— tableaux sur mesure : standard agrégés sur une zone géographique, tableaux entièrement spécifiques.

Supports de diffusion :

— fascicule papier, cédérom, internet.

● Cartes et graphiques :

— fiches profil : ensemble d'indicateurs et graphiques clés sur territoires personnalisés (9 fiches);

— fiches cartographiques : ensemble de cartes sur territoires personnalisés (5 fiches).

● Bases de données localisées :

— bases de données locales Territoires... et Communes... : bases de données regroupant des indicateurs sur tous les grands territoires de France ou zonages locaux;

— bases de données locales Iris... et Ilots...: bases de données regroupant des indicateurs sur des zonages infracommunaux;

● Fichiers détails de l'exploitation principale :

— fichiers « détail...logements »;

— fichiers « détail...individus et logements ».

Résultats de l'exploitation complémentaire - sondage au 1/20

L'exploitation complémentaire est en cours de réalisation à la date de rédaction du présent chapitre.

Les résultats, au niveau France métropolitaine, de l'exploitation complémentaire - sondage au 1/20 paraîtront sous la forme d'un volume Tableaux Références et Analyses dans la collection *INSEE-Résultats* en 2001 et sous forme d'un fichier « détail-individus et logements » au 1/20.

Résultats de l'exploitation complémentaire - sondage au 1/4 (1)

Ils donneront lieu à la publication de la Série « verte » : « Tableaux Références et Analyses », et volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »), de tableaux, cartes et graphiques et de fichiers.

(1) Pour les DOM et la collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon et certaines zones de métropole, les résultats de cette exploitation sont élaborés à partir de l'ensemble des bulletins et non d'un échantillon.

3. DÉFINITIONS

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo); la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).

Dans le recensement de 1999 (1) (ainsi que dans les recensements précédents), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :

— il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre K.01);

— les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement.

En métropole et dans les DOM, la classe « 0 » ne comprend, pour le recensement de 1999, que les enfants nés entre le 1er janvier 1999 et le 7 mars 1999. Pour le recensement de 1990. elle ne comprend, en métropole, que ceux nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990 et dans les DOM que ceux nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990. Pour le recensement de 1982, la classe « 0 » ne comprend, en métropole, que les enfants nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982, et pour les DOM, ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982.

Catégorie socioprofessionnelle

Depuis le recensement de 1982, est utilisée la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles » (2).

Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée pendant 30 ans).

La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles – PCS ».

Trois niveaux de regroupements sont proposés :

— le « niveau 42 » (dont 32 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins;

— le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé;

— le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.

Diplômes

L'information relative au dernier diplôme figurant sur le bulletin individuel (question n° 10) correspond à une information légèrement modifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1990. On distingue désormais le baccalauréat général du baccalauréat technologique ou professionnel et le niveau « aucun diplôme » a été ajouté.

Les différents niveaux de diplôme retenus sont :

— aucun diplôme;

— certificat d'études primaires;

— BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges;

— CAP;

— BEP;

— baccalauréat général (Philo., Sciences ex., Math. élem., A, B, C, D, E, L, S, ES, etc.);

— baccalauréat technologique (F, G, H, STI, etc.) ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.), capacité en droit;

— diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé;

— diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

---

(1) Les résultats du recensement de 1999 sur l'activité économique seront disponibles en 2001 avec les exploitations complémentaires. La nomenclature utilisée est la nomenclature d'activités française (NAF).

(2) Les résultats du recensement de 1999 sur la profession et la CS seront disponibles en 2001 avec les exploitations complémentaires.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter dans certaines situations des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :

— une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) »;

— des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) »; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...

Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.

On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :

— dans la même commune;

— dans des communes différentes :

  — de la même unité urbaine;

  — de la même zone d'emploi (sauf pour les DOM);

  — du même département;

  — autres que ci-dessus.

Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.

Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active aux recensements de 1990 et 1999

Les résultats concernant la population active – et particulièrement le nombre même de personnes actives – dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les problèmes de main-d'oeuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Nous signalons au lecteur que ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active, emploi ».

La population active comprend la « population active ayant un emploi », les chômeurs et, depuis le recensement de 1990, les militaires du contingent.

Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :

— profession et catégorie socioprofessionnelle;

— statut;

— activité économique;

— lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

● STATUT (1)

La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :

Salariés :

— salariés du secteur privé;

— salariés de l'État;

— salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM;

— salariés de la Sécurité sociale;

— salariés des entreprises publiques ou nationales.

Non-salariés :

— indépendants sans salarié;

— employeurs;

— aides familiaux.

● SALARIÉS

Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié ? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salariés » ou « employeurs ».

La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.

1. Salariés du secteur privé

Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE ou, qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.

2. Salariés de l'État

Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés.

3. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.

(1) Le statut détaillé, en particulier pour la distinction des salariés, sera disponible en 2001 avec les exploitations complémentaires.

Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.

4. Salariés de la Sécurité sociale.

Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale.

5. Salariés des entreprises publiques ou nationales.

Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

● NON-SALARIÉS (indépendants sans salariés, employeurs)

La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ou chef d'entreprise ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit – sans avoir besoin d'une délégation quelconque – une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».

On considère donc comme non salariées les personnes déclarant les professions suivantes :

— gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée);
— président-directeur général;
— président de société anonyme;
— directeur général de société anonyme;
— associé de société en nom;
— associé de société de fait;
— commanditaire de société en commandite;
— chef d'entreprise;
— administrateur de société;
— agent d'assurance dirigeant un cabinet;
— associé d'un cabinet de groupe (professions libérales);
— administrateur général d'entreprise publique;
— président d'entreprise nationalisée;
— associé de GAEC (agriculture);
— autres :
  — les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée sont considérés comme non salariés;
  — les avocats sont toujours considérés comme non salariés;
  — les gérants libres du commerce sont non salariés mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés.

La distinction entre indépendants sans salariés et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte ou chef d'entreprise, combien de salariés employez-vous? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salariés ». C'est le plus vraisemblable; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeurs à celui d'indépendants sans salariés.

Type d'activité au recensement de 1999

Pour toute personne née en 1984 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :

— actifs ayant un emploi;
— chômeurs;
— militaires du contingent.

2. Inactifs :

— anciens actifs;
— étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle);
— autres inactifs.

3. Actifs ayant un emploi

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :

— les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs

On considère comme chômeurs les personnes nées de 1925 à 1984 qui :

— soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi;
— soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent

À partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socioprofessionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1969 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont

répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 39 ans ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs

Sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1984 et les détenus.

Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui déclarent être soit :

— femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi;

— chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi;

— étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 39 ans.

Remarque :

— les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi;

— les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications INSEE :

Généralités et méthodologie sur le recensement de 1999 :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1999.

Tome 1 : Organisation générale du recensement de la population de 1999.

Tome 2 : Description du dénombrement.

Tome 3 : Description des données de l'exploitation principale (à paraître).

Tome 4 : Description des traitements de l'exploitation principale (à paraître).

Publications relatives au recensement de la population de 1999 :

Série « bleue » : « Populations légales » (population totale, municipale, comptées à part et sans doubles comptes) :

— fascicules départementaux (100) + un pour Saint-Pierre-et-Miquelon (collectivité territoriale), arrondissement, cantons, communes;

— fascicule national : compilation des fascicules départementaux;

— fascicule national de synthèse : France, régions, départements et communes de plus de 2000 habitants.

Série « orange » : « Évolutions démographiques 1982-1990-1999 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

— fascicules départementaux (100) : départements, arrondissements, cantons, communes, unités urbaines, zones d'emplois;

— fascicule national : France, départements, unités urbaines.

Nomenclatures et Codes :

— composition communale des unités urbaines, délimitation 1999.

Série « jaune » : « Tableaux Références et Analyses » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux rétrospectifs et analyses de l'exploitation principale pour le département, indicateurs références pour les communes, cantons, arrondissements, unités urbaines 1999 et zones d'emploi du département;

— fascicule national - France, régions et départements : tableaux rétrospectifs France métropolitaine, tableaux analyses pour la France, les régions métropolitaines et les DOM, indicateurs références pour les régions, les départements, les DOM et par tranche d'importance.

INSEE-Première :

— « Recensement de la population de 1999. Premier comptage national », n° 663, juillet 1999;

— « Recensement de la population de 1999. La population des régions (métropole) », n° 664, juillet 1999;

— « Recensement de la population de 1999. La population des départements d'outre-mer », n° 665, juillet 1999;

— « La population légale au recensement de 1999 », n° 691, janvier 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Poursuite d'une urbanisation très localisée », n° 692, janvier 2000;

— « Bilan démographique 1999, hausse de la fécondité et recul de la mortalité », n° 698, février 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Les formes de la croissance urbaine », n° 701, mars 2000;

— « Forte extension des villes entre 1990 et 1999 », n° 707, avril 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Évolutions contrastées du rural », n° 726, juillet 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Redéploiement de la population dans la plupart des régions », n° 728, juillet 2000;

— « Recensement de la population de 1999. La France continue de vieillir », n° 746, novembre 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Les DOM : une population encore jeune, mais de moins en moins », n° 747, novembre 2000;

— « Recensement de la population de 1999. La proportion d'immigrés est stable depuis 25 ans », n° 748, novembre 2000;

— « Recensement de la population de 1999. 12,2 millions d'actives et 14,3 millions d'actifs », n° 749, novembre 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Des logements plus grands et plus confortables », n° 750, novembre 2000.

INSEE-Méthodes :

— « Le recensement de la population de 1999 - Préparation », n° 79-80, septembre 1998.

Recensements dans les territoires d'outre-mer et collectivités territoriales :

Mayotte : 5 août 1997.

Wallis-et-Futuna : 3 octobre 1996.

Polynésie française : 3 septembre 1996.

Nouvelle-Calédonie : 16 avril 1996.

Saint-Pierre-et-Miquelon : 8 mars 1999.

INSEE-Première :

— « Recensement de la population en Nouvelle-Calédonie », n° 506, janvier 1997;

— « Recensement de la population de Polynésie française », n° 543, septembre 1997;

— « Wallis-et-Futuna, Recensement de la population du 3 octobre 1996 », n° 575, avril 1998;

— « Mayotte, Recensement de la population du 5 août 1997 », n° 608, septembre 1998.

— « Le recensement de la population à Saint-Pierre-et-Miquelon », n° 731, août 2000.

INSEE-Résultats série Démographie-Société *:*

— « Image de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 55. Principaux résultats du recensement 1996, mai 1997;

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 69, octobre 1998.

— « Images de la population de Wallis-et-Futuna - Principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, novembre 2000.

Autres publications :

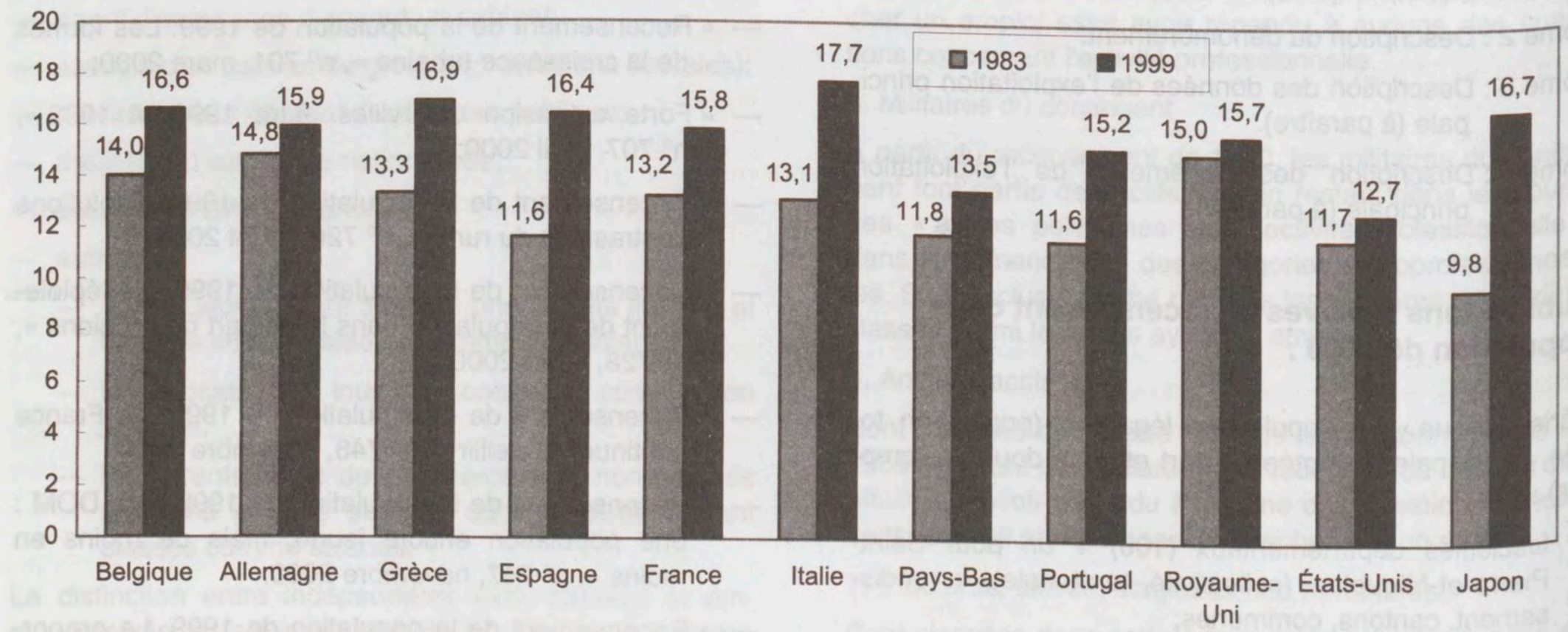
Se reporter au chapitre B.02

*
* *

GRAPHIQUE B.01

Part des 65 ans et plus dans la population de quelques pays (1)

En %



(1) au 1er janvier 1999 et au 1er juillet 1999 pour les États-Unis.

Sources : Eurostat, Census Bureau, Statistic Bureau of Japan.

TABLEAU B.01-1

Population totale par sexe et âge

Situation au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (en milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âge pour 100 personnes de			
					0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1975	52 600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53 731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55 157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1990	56 577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1994	57 779,1	37,56	35,71	105,34	26,40	53,78	19,80	6,13
1995	58 020,1	37,76	36,01	105,37	26,15	53,85	20,00	6,09
1996	58 258,1	37,95	36,30	105,38	26,00	53,86	20,13	6,35
1997	58 491,6	38,13	36,60	105,37	25,91	53,83	20,25	6,58
1998	58 728,1	38,31	36,84	105,37	25,78	53,86	20,35	6,79
1999 r	58 977,1	38,49	37,13	105,35	25,68	53,88	20,44	6,97
2000 p	59 225,7	38,65	37,40	105,36	25,57	53,92	20,51	7,14

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1999

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1998	0	**727 062**	**372 494**	372 494	–	–	–	**354 568**	354 568	–	–	–
1997	1	**712 338**	**364 736**	364 736	–	–	–	**347 602**	347 602	–	–	–
1996	2	**723 358**	**371 264**	371 264	–	–	–	**352 094**	352 094	–	–	–
1995	3	**720 166**	**367 422**	367 422	–	–	–	**352 744**	352 744	–	–	–
1994	4	**703 377**	**359 568**	359 568	–	–	–	**343 809**	343 809	–	–	–
1998 - 1994	**0 - 4**	**3 586 301**	**1 835 484**	**1 835 484**	**–**	**–**	**–**	**1 750 817**	**1 750 817**	**–**	**–**	**–**
1993	5	**705 954**	**360 683**	360 683	–	–	–	**345 271**	345 271	–	–	–
1992	6	**739 401**	**378 447**	378 447	–	–	–	**360 954**	360 954	–	–	–
1991	7	**755 471**	**386 489**	386 489	–	–	–	**368 982**	368 982	–	–	–
1990	8	**761 295**	**390 258**	390 258	–	–	–	**371 037**	371 037	–	–	–
1989	9	**765 630**	**390 827**	390 827	–	–	–	**374 803**	374 803	–	–	–
1993 - 1989	**5 - 9**	**3 727 751**	**1 906 704**	**1 906 704**	**–**	**–**	**–**	**1 821 047**	**1 821 047**	**–**	**–**	**–**
1988	10	**772 222**	**394 990**	394 990	–	–	–	**377 232**	377 232	–	–	–
1987	11	**772 410**	**394 562**	394 562	–	–	–	**377 848**	377 848	–	–	–
1986	12	**783 480**	**400 853**	400 853	–	–	–	**382 627**	382 627	–	–	–
1985	13	**774 221**	**396 156**	396 156	–	–	–	**378 065**	378 065	–	–	–
1984	14	**763 461**	**390 196**	390 196	–	–	–	**373 265**	373 262	3	–	–
1988 - 1984	**10 - 14**	**3 865 794**	**1 976 757**	**1 976 757**	**–**	**–**	**–**	**1 889 037**	**1 889 034**	**3**	**–**	**–**
1983	15	**753 861**	**385 259**	385 259	–	–	–	**368 602**	368 587	15	–	–
1982	16	**807 737**	**413 125**	413 125	–	–	–	**394 612**	394 487	121	4	–
1981	17	**815 816**	**417 027**	417 019	5	–	3	**398 789**	398 436	343	7	3
1980	18	**818 552**	**417 566**	417 490	76	–	–	**400 986**	399 734	1 222	23	7
1979	19	**771 877**	**392 987**	392 606	372	3	6	**378 890**	375 747	3 073	32	38
1983 - 1979	**15 - 19**	**3 967 843**	**2 025 964**	**2 025 499**	**453**	**3**	**9**	**1 941 879**	**1 936 991**	**4 774**	**66**	**48**
1978	20	**750 655**	**380 926**	379 804	1 103	7	12	**369 729**	362 879	6 669	72	109
1977	21	**752 359**	**380 618**	377 951	2 588	19	60	**371 741**	356 559	14 855	50	277
1976	22	**726 968**	**366 665**	360 665	5 876	32	92	**360 303**	333 899	25 667	96	641
1975	23	**749 582**	**377 838**	365 174	12 354	49	261	**371 744**	331 709	38 707	162	1 166
1974	24	**797 800**	**402 475**	374 761	27 161	66	487	**395 325**	330 066	62 829	219	2 211
1978 - 1974	**20 - 24**	**3 777 364**	**1 908 522**	**1 858 355**	**49 082**	**173**	**912**	**1 868 842**	**1 715 112**	**148 727**	**599**	**4 404**
1973	25	**848 612**	**428 015**	377 446	49 314	86	1 169	**420 597**	321 615	94 596	298	4 088
1972	26	**873 266**	**440 584**	365 823	72 405	91	2 265	**432 682**	298 637	127 356	483	6 206
1971	27	**879 315**	**442 394**	338 270	100 099	134	3 891	**436 921**	272 170	154 963	624	9 164
1970	28	**864 657**	**435 438**	304 342	124 666	164	6 266	**429 219**	238 823	177 333	845	12 218
1969	29	**858 946**	**432 156**	273 094	150 184	252	8 626	**426 790**	213 164	197 461	979	15 186
1973 - 1969	**25 - 29**	**4 324 796**	**2 178 587**	**1 658 975**	**496 668**	**727**	**22 217**	**2 146 209**	**1 344 409**	**751 709**	**3 229**	**46 862**
1968	30	**850 635**	**427 109**	245 506	169 739	267	11 597	**423 526**	189 185	214 451	1 227	18 663
1967	31	**850 481**	**427 419**	223 478	188 921	347	14 673	**423 062**	169 503	229 405	1 527	22 627
1966	32	**873 997**	**437 493**	207 815	210 869	470	18 339	**436 504**	158 979	248 783	2 107	26 635
1965	33	**880 598**	**440 893**	191 957	225 357	589	22 990	**439 705**	145 439	261 187	2 505	30 574
1964	34	**893 357**	**445 765**	176 700	241 571	743	26 751	**447 592**	134 407	275 390	2 870	34 925
1968 - 1964	**30 - 34**	**4 349 068**	**2 178 679**	**1 045 456**	**1 036 457**	**2 416**	**94 350**	**2 170 389**	**797 513**	**1 229 216**	**10 236**	**133 424**
1963	35	**886 869**	**441 479**	160 942	250 620	853	29 064	**445 390**	122 669	280 620	3 563	38 538
1962	36	**862 737**	**428 995**	142 861	253 891	883	31 360	**433 742**	109 305	279 794	3 860	40 783
1961	37	**870 481**	**432 316**	133 018	263 044	1 049	35 205	**438 165**	101 784	287 458	4 574	44 349
1960	38	**870 151**	**432 554**	121 009	271 931	1 212	38 402	**437 597**	90 731	294 142	5 250	47 474
1959	39	**870 396**	**432 049**	110 417	279 353	1 478	40 801	**438 347**	83 100	298 450	6 015	50 782
1963 - 1959	**35 - 39**	**4 360 634**	**2 167 393**	**668 247**	**1 318 839**	**5 475**	**174 832**	**2 193 241**	**507 589**	**1 440 464**	**23 262**	**221 926**
1958	40	**852 812**	**422 422**	99 609	278 525	1 623	42 665	**430 390**	74 668	296 744	6 841	52 137
1957	41	**854 876**	**423 201**	91 918	285 073	1 892	44 318	**431 675**	68 477	300 372	7 771	55 055
1956	42	**850 743**	**420 696**	84 211	287 858	2 083	46 544	**430 047**	62 771	301 937	8 700	56 639
1955	43	**848 073**	**419 250**	76 411	292 786	2 372	47 681	**428 823**	58 090	302 682	9 618	58 433
1954	44	**847 205**	**419 905**	70 641	297 675	2 739	48 850	**427 300**	53 872	302 355	10 690	60 383
1958 - 1954	**40 - 44**	**4 253 709**	**2 105 474**	**422 790**	**1 441 917**	**10 709**	**230 058**	**2 148 235**	**317 878**	**1 504 090**	**43 620**	**282 647**
1953	45	**834 419**	**413 987**	64 549	297 209	2 995	49 234	**420 432**	49 844	298 298	11 877	60 413
1952	46	**851 838**	**423 607**	61 693	307 567	3 329	51 018	**428 231**	47 866	305 560	13 117	61 688
1951	47	**835 871**	**416 081**	56 278	305 247	3 680	50 876	**419 790**	44 264	300 167	14 353	61 006
1950	48	**872 797**	**435 997**	54 063	325 296	4 352	52 286	**436 800**	42 739	313 176	16 614	64 271
1949	49	**862 282**	**430 936**	49 080	325 426	4 796	51 634	**431 346**	39 626	310 084	18 642	62 994
1953 - 1949	**45 - 49**	**4 257 207**	**2 120 608**	**285 663**	**1 560 745**	**19 152**	**255 048**	**2 136 599**	**224 339**	**1 527 285**	**74 603**	**310 372**
1948	50	**862 861**	**433 097**	46 139	331 821	5 280	49 857	**429 764**	37 489	311 306	20 635	60 334
1947	51	**847 931**	**425 619**	42 039	328 978	5 709	48 893	**422 312**	34 895	306 490	22 254	58 673
1946	52	**806 166**	**403 645**	38 450	313 797	5 920	45 478	**402 521**	31 412	293 346	24 090	53 673
1945	53	**613 689**	**307 424**	27 980	240 935	5 013	33 496	**306 265**	23 155	222 137	20 569	40 404
1944	54	**603 223**	**301 284**	26 020	238 221	5 548	31 495	**301 939**	22 075	219 758	22 309	37 797
1948 - 1944	**50 - 54**	**3 733 870**	**1 871 069**	**180 628**	**1 453 752**	**27 470**	**209 219**	**1 862 801**	**149 026**	**1 353 037**	**109 857**	**250 881**

TABLEAU B.01-2 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1999

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1943	55	**590 076**	**294 859**	24 506	235 200	5 614	29 539	**295 217**	20 587	214 789	24 128	35 713
1942	56	**551 793**	**276 103**	23 144	220 656	5 754	26 549	**275 690**	19 213	198 995	24 890	32 592
1941	57	**495 833**	**247 157**	20 812	198 292	5 672	22 381	**248 676**	16 976	179 701	24 892	27 107
1940	58	**523 391**	**259 240**	22 162	208 491	6 573	22 014	**264 151**	17 735	189 847	29 784	26 785
1939	59	**555 435**	**271 818**	23 538	219 140	7 621	21 519	**283 617**	18 636	203 280	35 238	26 463
1943 - 1939	**55 - 59**	**2 716 528**	**1 349 177**	**114 162**	**1 081 779**	**31 234**	**122 002**	**1 367 351**	**93 147**	**986 612**	**138 932**	**148 660**
1938	60	**549 067**	**267 576**	23 068	217 152	8 176	19 180	**281 491**	18 354	199 287	38 734	25 116
1937	61	**546 674**	**264 336**	22 818	214 307	8 844	18 367	**282 338**	17 993	198 912	42 312	23 121
1936	62	**553 698**	**266 543**	23 352	216 470	9 829	16 892	**287 155**	18 556	198 663	47 687	22 249
1935	63	**547 318**	**260 742**	23 025	211 623	10 487	15 607	**286 576**	18 544	194 790	52 331	20 911
1934	64	**559 675**	**264 731**	23 135	214 814	11 705	15 077	**294 944**	19 250	196 178	58 840	20 676
1938 - 1934	**60 - 64**	**2 756 432**	**1 323 928**	**115 398**	**1 074 366**	**49 041**	**85 123**	**1 432 504**	**92 697**	**987 830**	**239 904**	**112 073**
1933	65	**547 095**	**256 313**	22 670	207 554	12 414	13 675	**290 782**	19 394	188 741	63 434	19 213
1932	66	**564 967**	**262 506**	22 765	212 711	14 019	13 011	**302 461**	20 463	191 915	71 246	18 837
1931	67	**553 421**	**254 240**	21 873	205 383	14 786	12 198	**299 181**	20 700	183 797	76 797	17 887
1930	68	**558 036**	**253 642**	22 329	203 544	16 283	11 486	**304 394**	21 622	180 184	85 401	17 187
1929	69	**523 864**	**235 961**	20 380	188 703	16 867	10 011	**287 903**	20 863	164 056	87 708	15 276
1933 - 1929	**65 - 69**	**2 747 383**	**1 262 662**	**110 017**	**1 017 895**	**74 369**	**60 381**	**1 484 721**	**103 042**	**908 693**	**384 586**	**88 400**
1928	70	**516 936**	**229 906**	19 488	183 497	17 632	9 289	**287 030**	20 799	156 935	94 616	14 680
1927	71	**497 578**	**218 390**	17 608	174 067	18 425	8 290	**279 188**	20 555	146 554	98 446	13 633
1926	72	**490 966**	**212 046**	17 005	167 899	19 587	7 555	**278 920**	20 911	139 758	105 063	13 188
1925	73	**479 278**	**203 833**	17 097	159 458	20 282	6 996	**275 445**	21 295	130 518	110 744	12 888
1924	74	**455 100**	**189 695**	15 413	147 519	20 574	6 189	**265 405**	20 502	119 354	113 651	11 898
1928 - 1924	**70 - 74**	**2 439 858**	**1 053 870**	**86 611**	**832 440**	**96 500**	**38 319**	**1 385 988**	**104 062**	**693 119**	**522 520**	**66 287**
1923	75	**443 804**	**182 916**	13 832	141 799	21 615	5 670	**260 888**	20 455	109 797	119 466	11 170
1922	76	**431 341**	**174 786**	12 855	134 122	22 764	5 045	**256 555**	19 657	100 953	125 156	10 789
1921	77	**428 487**	**171 360**	12 258	130 008	24 144	4 950	**257 127**	19 428	93 362	133 750	10 587
1920	78	**418 687**	**165 278**	10 510	124 200	26 155	4 413	**253 409**	18 400	82 375	142 581	10 053
1919	79	**241 204**	**93 200**	6 105	68 534	15 930	2 631	**148 004**	11 053	42 659	88 271	6 021
1923 - 1919	**75 - 79**	**1 963 523**	**787 540**	**55 560**	**598 663**	**110 608**	**22 709**	**1 175 983**	**88 993**	**429 146**	**609 224**	**48 620**
1918	80	**199 695**	**74 676**	4 620	54 107	13 987	1 962	**125 019**	9 354	32 554	78 253	4 858
1917	81	**167 296**	**61 093**	3 931	43 329	12 236	1 597	**106 203**	7 992	24 493	69 561	4 157
1916	82	**146 365**	**51 811**	3 312	35 810	11 509	1 180	**94 554**	7 186	19 358	64 432	3 578
1915	83	**169 427**	**58 341**	3 758	38 901	14 320	1 362	**111 086**	8 610	20 120	78 348	4 008
1914	84	**234 631**	**77 352**	4 964	49 815	20 959	1 614	**157 279**	11 852	26 512	113 646	5 269
1918 - 1914	**80 - 84**	**917 414**	**323 273**	**20 585**	**221 962**	**73 011**	**7 715**	**594 141**	**44 994**	**123 037**	**404 240**	**21 870**
1913	85	**213 647**	**69 102**	4 402	42 354	20 971	1 375	**144 545**	11 031	21 159	107 713	4 642
1912	86	**193 448**	**60 061**	3 965	34 460	20 566	1 070	**133 387**	10 572	16 661	102 040	4 114
1911	87	**158 246**	**46 971**	3 136	25 427	17 482	926	**111 275**	8 826	11 823	87 174	3 452
1910	88	**143 457**	**40 979**	2 770	20 425	17 046	738	**102 478**	8 169	8 173	83 336	2 800
1909	89	**118 898**	**32 108**	2 000	14 817	14 782	509	**86 790**	7 161	5 822	71 594	2 213
1913 - 1909	**85 - 89**	**827 696**	**249 221**	**16 273**	**137 483**	**90 847**	**4 618**	**578 475**	**45 759**	**63 638**	**451 857**	**17 221**
1908	90	**99 179**	**25 941**	2 052	10 570	12 911	408	**73 238**	6 444	3 858	61 247	1 689
1907	91	**77 509**	**19 198**	1 372	6 934	10 658	234	**58 311**	5 105	2 566	49 356	1 284
1906	92	**62 246**	**14 740**	1 041	5 018	8 518	163	**47 506**	4 460	1 621	40 490	935
1905	93	**48 417**	**11 089**	780	3 093	7 094	122	**37 328**	3 547	1 051	32 147	583
1904	94	**35 995**	**7 868**	627	1 703	5 506	32	**28 127**	2 784	614	24 498	231
1908 - 1904	**90 - 94**	**323 346**	**78 836**	**5 872**	**27 318**	**44 687**	**959**	**244 510**	**22 340**	**9 710**	**207 738**	**4 722**
1903	95	**26 695**	**5 311**	425	616	4 239	31	**21 384**	2 141	396	18 624	223
1902	96	**19 736**	**4 067**	381	373	3 299	14	**15 669**	1 663	317	13 576	113
1901	97	**13 970**	**2 845**	383	94	2 325	43	**11 125**	1 227	362	9 536	–
1900	98	**8 646**	**1 635**	130	–	1 505	–	**7 011**	782	–	6 229	–
1899	99	**4 521**	**734**	109	–	625	–	**3 787**	448	33	3 306	–
1903 - 1899	**95 - 99**	**73 568**	**14 592**	**1 428**	**1 083**	**11 993**	**88**	**58 976**	**6 261**	**1 108**	**51 271**	**336**
1898 et avant	**100 et plus**	**7 073**	**1 409**	**220**	–	**1 188**	**1**	**5 664**	**877**	**245**	**4 542**	–
Population totale		**58 977 158**	**28 719 749**	**14 390 684**	**12 350 902**	**649 603**	**1 328 560**	**30 257 409**	**13 055 927**	**12 162 443**	**3 280 286**	**1 758 753**
Moins de 20 ans		**15 147 689**	**7 744 909**	7 744 444	453	3	9	**7 402 780**	7 397 889	4 777	66	48
De 20 à 64 ans.		**34 529 608**	**17 203 437**	6 349 674	9 513 605	146 397	1 193 761	**17 326 171**	5 241 710	9 928 970	644 242	1 511 249
65 ans et plus .		**9 299 861**	**3 771 403**	296 566	2 836 844	503 203	134 790	**5 528 458**	416 328	2 228 696	2 635 978	247 456
Moins de 15 ans		**11 179 846**	**5 718 945**	5 718 945	–	–	–	**5 460 901**	5 460 898	3	–	–
60 ans et plus .		**12 056 293**	**5 095 331**	411 964	3 911 210	552 244	219 913	**6 960 962**	509 025	3 216 526	2 875 882	359 529
75 ans et plus .		**4 112 620**	**1 454 871**	99 938	986 509	332 334	36 090	**2 657 749**	209 224	626 884	1 728 872	92 769

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2000

Évaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
1999	0	**733 238**	375 676	357 562	1949	50	**858 993**	428 642	430 351
1998	1	**724 982**	370 887	354 095	1948	51	**859 381**	430 769	428 612
1997	2	**717 106**	367 251	349 855	1947	52	**844 299**	423 102	421 197
1996	3	**724 836**	371 803	353 033	1946	53	**802 132**	400 907	401 225
1995	4	**723 123**	369 162	353 961	1945	54	**610 784**	305 337	305 447
1999-1995	**0 - 4**	**3 623 285**	**1 854 779**	**1 768 506**	**1949-1945**	**50-54**	**3 975 589**	**1 988 757**	**1 986 832**
1994	5	**706 460**	361 103	345 357	1944	55	**600 455**	299 307	301 148
1993	6	**707 923**	361 673	346 250	1943	56	**587 260**	292 832	294 428
1992	7	**740 609**	378 990	361 619	1942	57	**548 728**	273 910	274 818
1991	8	**758 003**	387 728	370 275	1941	58	**492 846**	244 980	247 866
1990	9	**763 410**	391 300	372 110	1940	59	**519 760**	256 669	263 091
1994-1990	**5 - 9**	**3 676 405**	**1 880 794**	**1 795 611**	**1944-1940**	**55 - 59**	**2 749 049**	**1 367 698**	**1 381 351**
1989	10	**766 651**	391 334	375 317	1939	60	**551 413**	268 911	282 502
1988	11	**773 800**	395 721	378 079	1938	61	**544 664**	264 434	280 230
1987	12	**774 713**	395 743	378 970	1937	62	**541 729**	260 834	280 895
1986	13	**785 279**	401 849	383 430	1936	63	**547 925**	262 476	285 449
1985	14	**776 303**	397 133	379 170	1935	64	**541 332**	256 545	284 787
1989-1985	**10 - 14**	**3 876 746**	**1 981 780**	**1 894 966**	**1939-1935**	**60 - 64**	**2 727 063**	**1 313 200**	**1 413 863**
1984	15	**766 535**	391 442	375 093	1934	65	**552 850**	259 988	292 862
1983	16	**757 542**	386 864	370 678	1933	66	**539 937**	251 432	288 505
1982	17	**809 906**	413 979	395 927	1932	67	**556 532**	256 852	299 680
1981	18	**816 637**	416 841	399 796	1931	68	**544 551**	248 310	296 241
1980	19	**817 083**	415 876	401 207	1930	69	**548 239**	247 093	301 146
1984-1980	**15 - 19**	**3 967 703**	**2 025 002**	**1 942 701**	**1934-1930**	**65 - 69**	**2 742 109**	**1 263 675**	**1 478 434**
1979	20	**769 276**	390 528	378 748	1929	70	**513 911**	229 453	284 458
1978	21	**746 889**	377 731	369 158	1928	71	**506 081**	222 867	283 214
1977	22	**748 223**	377 507	370 716	1927	72	**486 328**	211 153	275 175
1976	23	**723 406**	364 305	359 101	1926	73	**478 683**	204 353	274 330
1975	24	**747 158**	376 182	370 976	1925	74	**466 577**	196 161	270 416
1979-1975	**20 - 24**	**3 734 952**	**1 886 253**	**1 848 699**	**1929-1925**	**70 - 74**	**2 451 580**	**1 063 987**	**1 387 593**
1974	25	**796 810**	401 507	395 303	1924	75	**441 575**	181 654	259 921
1973	26	**849 736**	428 559	421 177	1923	76	**429 205**	174 315	254 890
1972	27	**874 817**	441 437	433 380	1922	77	**415 732**	165 871	249 861
1971	28	**881 241**	443 287	437 954	1921	78	**411 414**	161 846	249 568
1970	29	**867 180**	436 588	430 592	1920	79	**399 872**	155 025	244 847
1974-1970	**25 - 29**	**4 269 784**	**2 151 378**	**2 118 406**	**1924-1920**	**75 - 79**	**2 097 798**	**838 711**	**1 259 087**
1969	30	**861 699**	433 416	428 283	1919	80	**229 108**	86 703	142 405
1968	31	**852 970**	428 071	424 899	1918	81	**188 671**	69 017	119 654
1967	32	**851 854**	427 880	423 974	1917	82	**157 010**	55 958	101 052
1966	33	**874 568**	437 650	436 918	1916	83	**136 172**	46 974	89 198
1965	34	**880 778**	440 856	439 922	1915	84	**156 360**	52 344	104 016
1969-1965	**30 - 34**	**4 321 869**	**2 167 873**	**2 153 996**	**1919-1915**	**80 - 84**	**867 321**	**310 996**	**556 325**
1964	35	**893 673**	445 698	447 975	1914	85	**214 402**	68 643	145 759
1963	36	**887 179**	441 375	445 804	1913	86	**192 916**	60 414	132 502
1962	37	**861 960**	428 309	433 651	1912	87	**172 244**	51 641	120 603
1961	38	**869 859**	431 660	438 199	1911	88	**138 924**	39 696	99 228
1960	39	**869 681**	431 990	437 691	1910	89	**123 895**	33 977	89 918
1964-1960	**35 - 39**	**4 382 352**	**2 179 032**	**2 203 320**	**1914-1910**	**85 - 89**	**842 381**	**254 371**	**588 010**
1959	40	**869 610**	431 290	438 320	1909	90	**100 861**	26 206	74 655
1958	41	**851 388**	421 343	430 045	1908	91	**82 618**	20 677	61 941
1957	42	**853 416**	422 059	431 357	1907	92	**63 191**	14 991	48 200
1956	43	**848 642**	419 276	429 366	1906	93	**49 999**	11 372	38 627
1955	44	**845 925**	417 777	428 148	1905	94	**37 927**	8 384	29 543
1959-1955	**40 - 44**	**4 268 981**	**2 111 745**	**2 157 236**	**1909-1905**	**90 - 94**	**334 596**	**81 630**	**252 966**
1954	45	**845 076**	418 294	426 782	**1904 et avant**	**95 ou plus**	**87 012**	**17 683**	**69 329**
1953	46	**832 073**	412 301	419 772					
1952	47	**849 029**	421 716	427 313	**Population totale**		**59 225 683**	**28 839 618**	**30 386 065**
1951	48	**833 335**	414 285	419 050	Moins de 20 ans		**15 144 139**	7 742 355	7 401 784
1950	49	**869 595**	433 678	435 917	20 ans à 64 ans		**34 658 747**	17 266 210	17 392 537
1954-1950	**45 - 49**	**4 229 108**	**2 100 274**	**2 128 834**	65 ans et plus		**9 422 797**	3 831 053	5 591 744

TABLEAU B.01-4

Population des États de l'Union européenne

Au 1er janvier 1999

Source : EUROSTAT — *Unité* : Millier

Pays	Population	Sexe masculin				Sexe féminin			
		Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
U E (à 15)	**375 350,5**	**183 393,0**	**44 541,4**	**114 614,0**	**24 237,5**	**191 957,5**	**42 332,4**	**113 612,1**	**36 013,1**
Allemagne	82 037,0	40 004,1	9 025,0	26 088,3	4 890,8	42 032,9	8 558,6	25 297,6	8 176,7
Autriche	8 082,8	3 922,6	950,8	2 502,9	468,8	4 160,2	905,5	2 473,8	781,0
Belgique	10 213,8	4 993,8	1 240,9	3 063,3	689,6	5 220,0	1 184,7	3 027,5	1 007,8
Danemark	5 313,6	2 625,5	643,2	1 654,2	328,1	2 688,1	612,0	1 613,8	462,3
Espagne	39 394,3	19 261,5	4 499,2	12 065,9	2 696,4	20 132,8	4 254,8	12 106,9	3 771,1
Finlande	5 159,6	2 516,1	654,2	1 574,3	287,6	2 643,5	627,2	1 545,1	471,2
France	**58 977,2**	**28 719,7**	**7 744,9**	**17 203,4**	**3 771,4**	**30 257,5**	**7 402,8**	**17 326,2**	**5 528,5**
Grèce	10 521,7	5 185,0	1 204,7	3 187,0	793,3	5 336,7	1 137,2	3 212,3	987,2
Irlande	3 734,9	1 854,1	602,8	1 069,7	181,6	1 880,8	571,8	1 069,2	239,8
Italie	57 612,6	27 967,7	5 913,9	17 912,8	4 141,0	29 644,9	5 605,4	17 990,6	6 048,9
Luxembourg	429,2	211,3	53,7	133,5	24,1	217,9	50,7	129,9	37,3
Pays-Bas	15 760,2	7 793,3	1 963,6	4 963,3	866,4	7 966,9	1 876,2	4 826,2	1 264,5
Portugal	9 979,5	4 805,2	1 217,6	2 965,7	621,9	5 174,3	1 162,9	3 114,2	897,2
Royaume-Uni	59 279,8	29 157,5	7 722,5	17 608,6	3 826,4	30 122,3	7 334,5	17 335,7	5 452,1
Suède	8 854,3	4 375,6	1 104,4	2 621,1	650,1	4 478,7	1 048,1	2 543,1	887,5

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1982, 1990 et 1999

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1982			(1) 1990			(2) 1999		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Total	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 520 688**	**28 419 419**	**30 101 269**
Moins de 20 ans	**15 594 780**	7 980 256	7 614 524	**14 991 528**	7 666 883	7 324 645	**14 381 440**	7 358 257	7 023 183
20 à 59 ans	**28 664 076**	18 403 584	14 260 492	**30 358 978**	15 197 550	15 161 428	**31 661 121**	15 777 102	15 884 019
60 à 74 ans	**6 478 304**	2 888 248	3 590 056	**7 256 296**	3 301 003	3 955 293	**7 973 216**	3 672 160	4 301 056
75 ans ou plus	**3 558 452**	1 215 568	2 342 884	**4 045 153**	1 399 620	2 645 533	**4 504 911**	1 611 900	2 893 011
0 à 4 ans	**3 137 284**	1 605 824	1 531 460	**3 150 782**	1 610 598	1 540 184	**2 986 925**	1 529 915	1 457 010
5 à 9 ans	**3 815 176**	1 952 904	1 862 272	**3 841 218**	1 962 629	1 878 589	**3 629 294**	1 858 444	1 770 850
10 à 14 ans	**4 284 568**	2 196 596	2 087 972	**3 784 589**	1 938 195	1 846 394	**3 833 120**	1 959 694	1 873 426
15 à 19 ans	**4 357 752**	2 224 932	2 132 820	**4 214 939**	2 155 461	2 059 478	**3 932 101**	2 010 204	1 921 897
20 à 24 ans	**4 257 252**	2 141 600	2 115 652	**4 282 196**	2 168 190	2 114 006	**3 711 548**	1 876 612	1 834 936
25 à 29 ans	**4 191 764**	2 103 168	2 088 596	**4 306 887**	2 147 719	2 159 168	**4 177 776**	2 091 373	2 086 403
30 à 34 ans	**4 372 288**	2 219 016	2 153 272	**4 289 527**	2 138 743	2 150 784	**4 238 929**	2 110 021	2 128 908
35 à 39 ans	**3 624 168**	1 856 868	1 767 300	**4 270 236**	2 131 606	2 138 630	**4 339 487**	2 150 411	2 189 076
40 à 44 ans	**2 877 544**	1 470 516	1 407 028	**4 360 919**	2 209 016	2 151 903	**4 244 697**	2 096 099	2 148 598
45 à 49 ans	**3 073 684**	1 547 672	1 526 012	**2 965 883**	1 502 147	1 463 736	**4 221 816**	2 095 742	2 126 074
50 à 54 ans	**3 218 468**	1 595 684	1 622 784	**2 872 736**	1 434 130	1 438 606	**3 969 352**	1 985 266	1 984 086
55 à 59 ans	**3 048 908**	1 469 060	1 579 848	**3 010 594**	1 465 999	1 544 595	**2 757 516**	1 371 578	1 385 938
60 à 64 ans	**2 508 048**	1 174 148	1 333 900	**2 938 024**	1 389 269	1 548 755	**2 726 225**	1 313 366	1 412 859
65 à 69 ans	**1 816 164**	807 664	1 008 500	**2 719 706**	1 223 471	1 496 235	**2 757 853**	1 272 868	1 484 985
70 à 74 ans	**2 154 092**	906 436	1 247 656	**1 598 566**	688 263	910 303	**2 489 138**	1 085 926	1 403 212
75 à 79 ans	**1 699 836**	655 224	1 044 612	**1 689 051**	660 981	1 028 070	**2 166 683**	876 122	1 290 561
80 à 84 ans	**1 118 192**	377 024	741 168	**1 317 686**	458 605	859 081	**914 684**	333 659	581 025
85 ou plus	**740 424**	183 320	557 104	**1 038 416**	280 034	758 382	**1 423 544**	402 119	1 021 425

(1) Il s'agit de l'âge au 31 décembre 1990.
(2) Il s'agit de l'âge atteint au cours de l'année 1999.

TABLEAU B.01-6

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1982, 1990 et 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1982			1990			1999		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Guadeloupe	**327 002**	**160 112**	**166 890**	**387 034**	**189 187**	**197 847**	**422 222**	**203 146**	**219 076**
Moins de 20 ans	**144 094**	72 772	71 322	**138 808**	70 309	68 499	**133 696**	67 809	65 887
20 à 39 ans	**93 157**	45 826	47 331	**130 776**	64 309	66 467	**132 517**	63 635	68 882
40 à 59 ans	**54 974**	26 130	28 844	**72 036**	34 697	37 339	**96 915**	45 853	51 062
60 ans ou plus	**34 777**	15 384	19 393	**45 414**	19 872	25 542	**59 094**	25 849	33 245
Guyane	**73 012**	**38 448**	**34 564**	**114 808**	**59 799**	**55 009**	**156 790**	**78 963**	**77 827**
Moins de 20 ans	**30 948**	15 678	15 270	**48 973**	24 836	24 137	**67 860**	34 437	33 423
20 à 39 ans	**25 759**	14 214	11 545	**40 196**	21 291	18 905	**49 168**	24 085	25 083
40 à 59 ans	**11 219**	6 118	5 101	**18 868**	10 348	8 520	**30 366**	15 879	14 487
60 ans ou plus	**5 086**	2 438	2 648	**6 771**	3 324	3 447	**9 396**	4 562	4 834
Martinique	**326 717**	**158 415**	**168 302**	**359 579**	**173 878**	**185 701**	**381 325**	**180 910**	**200 415**
Moins de 20 ans	**136 225**	68 712	67 513	**118 538**	60 258	58 280	**112 670**	56 922	55 748
20 à 39 ans	**93 158**	45 566	47 592	**121 225**	59 085	62 140	**116 422**	55 150	61 272
40 à 59 ans	**58 631**	27 460	31 171	**69 509**	32 703	36 806	**88 944**	41 448	47 496
60 ans ou plus	**38 703**	16 677	22 026	**50 307**	21 832	28 475	**63 289**	27 390	35 899
Réunion	**515 798**	**252 997**	**262 801**	**597 828**	**294 256**	**303 572**	**706 180**	**347 076**	**359 104**
Moins de 20 ans	**243 277**	122 651	120 626	**238 700**	120 608	118 092	**255 499**	129 697	125 802
20 à 39 ans	**150 551**	73 556	76 995	**204 729**	100 874	103 855	**233 573**	114 401	119 172
40 à 59 ans	**84 066**	41 134	42 932	**103 003**	51 076	51 927	**146 417**	72 545	73 872
60 ans ou plus	**37 904**	15 656	22 248	**51 396**	21 698	29 698	**70 691**	30 433	40 258

TABLEAU B.01-7

Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Territoire ou collectivité territoriale	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 ans et plus
Nouvelle-Calédonie **Recensement de 1996**					
Les deux sexes	**196 836**	**75 564**	**66 832**	**38 858**	**15 582**
Sexe masculin	**100 842**	38 901	33 948	20 424	7 569
Sexe féminin	**95 994**	36 663	32 884	18 434	8 013
Polynésie française **Recensement de 1996**					
Les deux sexes	**219 521**	**93 451**	**73 629**	**38 793**	**13 648**
Sexe masculin	**113 934**	48 081	38 366	20 693	6 794
Sexe féminin	**105 587**	45 370	35 263	18 100	6 854
Wallis et Futuna **Recensement de 1996**					
Les deux sexes	**14 166**	**7 073**	**3 637**	**2 392**	**1 064**
Sexe masculin	**6 984**	3 623	1 652	1 237	472
Sexe féminin	**7 182**	3 450	1 985	1 155	592
Saint-Pierre et Miquelon **Recensement de 1999**					
Les deux sexes	**6 316**	**1 701**	**1 931**	**1 700**	**984**
Sexe masculin	**3 147**	881	994	894	378
Sexe féminin	**3 169**	820	937	806	606
Mayotte **Recensement de 1997**					
Les deux sexes	**131 368**	**73 051**	**39 584**	**13 968**	**4 765**
Sexe masculin	**66 600**	36 672	20 005	7 506	2 417
Sexe féminin	**64 768**	36 379	19 579	6 462	2 348

TABLEAU B.01-8

Population de 15 ans ou plus par sexe et âge selon le diplôme au recensement de 1999

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge atteint en 1999 (1)	Ensemble	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP, BEP	BAC, Brevet profes-sionnel	BAC plus 2 ans	Diplômes supérieurs
Les deux sexes	**48 071 349**	**5 426 393**	**8 511 666**	**7 369 796**	**3 467 522**	**10 592 142**	**5 201 118**	**3 633 680**	**3 869 032**
15 à 19 ans	**3 932 101**	3 551 436	168 570	12 734	89 418	94 902	12 919	1 135	987
20 à 24 ans	**3 711 548**	1 588 904	335 768	25 656	179 560	676 080	554 443	263 605	87 532
25 à 29 ans	**4 177 776**	244 739	523 655	54 757	216 528	1 047 467	761 835	670 218	658 577
30 à 39 ans	**8 578 416**	41 314	1 343 962	238 313	653 089	2 910 680	1 222 653	1 101 040	1 067 365
40 à 59 ans	**15 193 381**	–	2 430 117	2 487 439	1 351 312	4 320 300	1 816 955	1 290 187	1 497 071
60 ans ou plus	**12 478 127**	–	3 709 594	4 550 897	977 615	1 542 713	832 313	307 495	557 500
Sexe masculin	**23 071 366**	**2 656 094**	**3 947 138**	**2 936 755**	**1 407 088**	**6 047 533**	**2 425 586**	**1 525 146**	**2 126 026**
15 à 19 ans	**2 010 204**	1 765 254	110 998	8 328	56 478	62 704	5 381	534	527
20 à 24 ans	**1 876 612**	749 465	191 253	14 029	96 935	408 065	267 736	116 148	32 981
25 à 29 ans	**2 091 373**	120 410	275 873	26 985	110 616	597 341	369 565	294 735	295 848
30 à 39 ans	**4 260 432**	20 965	680 686	108 512	283 032	1 635 212	527 888	459 611	544 526
40 à 59 ans	**7 548 685**	–	1 206 250	1 034 510	545 548	2 497 724	849 277	538 070	877 306
60 ans ou plus	**5 284 060**	–	1 482 078	1 744 391	314 479	846 487	405 739	116 048	374 838
Sexe féminin	**24 999 983**	**2 770 299**	**4 564 528**	**4 433 041**	**2 060 434**	**4 544 609**	**2 775 532**	**2 108 534**	**1 743 006**
15 à 19 ans	**1 921 897**	1 786 182	57 572	4 406	32 940	32 198	7 538	601	460
20 à 24 ans	**1 834 936**	839 439	144 515	11 627	82 625	268 015	286 707	147 457	54 551
25 à 29 ans	**2 086 403**	124 329	247 782	27 772	105 912	450 126	392 270	375 483	362 729
30 à 39 ans	**4 317 984**	20 349	663 276	129 801	370 057	1 275 468	694 765	641 429	522 839
40 à 59 ans	**7 644 696**	–	1 223 867	1 452 929	805 764	1 822 576	967 678	752 117	619 765
60 ans ou plus	**7 194 067**	–	2 227 516	2 806 506	663 136	696 226	426 574	191 447	182 662

(1) Il s'agit de l'âge atteint au cours de l'année 1999.

TABLEAU B.01-9

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge atteint en 1999	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP, BEP	BAC, Brevet profes-sionnel	BAC plus 2 ans	Diplômes supérieurs
GUADELOUPE									
Les deux sexes	**322 581**	42 719	133 099	20 094	20 960	48 216	29 241	13 954	14 298
dont : 15 à 19 ans	**34 055**	31 133	2 054	45	352	366	89	7	9
20 à 24 ans	**27 310**	9 512	6 780	188	1 536	4 527	3 632	885	250
Sexe masculin	**152 467**	20 771	65 357	8 170	8 455	24 713	12 039	5 668	7 294
dont : 15 à 19 ans	**17 130**	15 342	1 312	25	194	214	37	2	4
20 à 24 ans	**13 922**	4 553	4 052	100	792	2 491	1 504	340	90
Sexe féminin	**170 114**	21 948	67 742	11 924	12 505	23 503	17 202	8 286	7 004
dont : 15 à 19 ans	**16 925**	15 791	742	20	158	152	52	5	5
20 à 24 ans	**13 388**	4 959	2 728	88	744	2 036	2 128	545	160
GUYANE									
Les deux sexes	**103 517**	14 771	44 773	4 068	4 911	15 694	8 300	5 014	5 986
dont : 15 à 19 ans	**14 587**	11 650	2 549	44	215	103	23	2	1
20 à 24 ans	**10 862**	2 558	4 668	155	579	1 572	927	293	110
Sexe masculin	**51 841**	7 497	21 382	1 964	2 321	9 022	4 020	2 308	3 327
dont : 15 à 19 ans	**7 315**	5 913	1 220	26	100	49	7	—	—
20 à 24 ans	**5 667**	1 311	2 270	92	304	985	493	151	61
Sexe féminin	**51 676**	7 274	23 391	2 104	2 590	6 672	4 280	2 706	2 659
dont : 15 à 19 ans	**7 272**	5 737	1 329	18	115	54	16	2	1
20 à 24 ans	**5 195**	1 247	2 398	63	275	587	434	142	49
MARTINIQUE									
Les deux sexes	**297 424**	38 851	117 602	22 860	20 171	44 919	24 788	13 364	14 869
dont : 15 à 19 ans	**28 769**	27 099	1 210	14	196	195	41	7	7
20 à 24 ans	**22 995**	9 598	5 123	76	924	3 572	2 624	791	287
Sexe masculin	**138 632**	18 535	58 860	9 142	8 179	21 950	9 854	5 085	7 027
dont : 15 à 19 ans	**14 644**	13 586	797	8	108	125	15	1	4
20 à 24 ans	**11 551**	4 191	3 127	45	512	2 093	1 144	325	114
Sexe féminin	**158 792**	20 316	58 742	13 718	11 992	22 969	14 934	8 279	7 842
dont : 15 à 19 ans	**14 125**	13 513	413	6	88	70	26	6	3
20 à 24 ans	**11 444**	5 407	1 996	31	412	1 479	1 480	466	173
RÉUNION									
Les deux sexes	**515 349**	71 996	254 291	20 334	29 261	62 606	36 306	17 384	23 171
dont : 15 à 19 ans	**64 668**	55 962	5 921	69	1 208	1 269	207	20	12
20 à 24 ans	**54 528**	13 704	17 295	210	4 516	9 664	6 695	1 737	707
Sexe masculin	**250 098**	35 596	123 354	8 555	11 657	35 407	15 455	7 632	12 442
dont : 15 à 19 ans	**32 719**	27 869	3 473	46	566	694	61	5	5
20 à 24 ans	**26 932**	6 608	9 478	115	1 944	5 329	2 549	652	257
Sexe féminin	**265 251**	36 400	130 937	11 779	17 604	27 199	20 851	9 752	10 729
dont : 15 à 19 ans	**31 949**	28 093	2 448	23	642	575	146	15	7
20 à 24 ans	**27 596**	7 096	7 817	95	2 572	4 335	4 146	1 085	450

TABLEAU B.01-10

Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Catégorie socioprofessionnelle	CS	1982			1990		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Niveau 8							
Agriculteurs exploitants	1	**1 470 904**	923 868	547 036	**1 012 937**	638 045	374 892
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	**1 829 788**	1 216 012	613 776	**1 822 856**	1 236 506	586 350
Cadres, professions intellectuelles supérieures	3	**1 897 872**	1 429 736	468 136	**2 693 062**	1 859 579	833 483
Professions intermédiaires	4	**3 938 696**	2 357 040	1 581 656	**4 713 972**	2 616 258	2 097 714
Employés	5	**6 252 048**	1 706 188	4 545 860	**6 912 800**	1 533 495	5 379 305
Ouvriers (y compris agricoles)	6	**7 798 260**	6 170 148	1 628 112	**7 623 343**	6 019 848	1 603 495
Retraités	7	**7 402 180**	3 614 292	3 787 888	**9 221 132**	4 629 623	4 591 509
Autres sans activité professionnelle	8	**23 705 864**	9 070 372	14 635 492	**22 651 853**	9 031 702	13 620 151
Niveau 42							
Agriculteurs sur petite exploitation	11	**690 280**	419 004	271 276	**338 061**	198 285	139 776
Agriculteurs sur moyenne exploitation	12	**451 068**	289 292	161 776	**309 972**	200 004	109 968
Agriculteurs sur grande exploitation	13	**329 556**	215 572	113 984	**364 904**	239 756	125 148
Artisans	21	**898 408**	680 580	217 828	**850 464**	650 790	199 674
Commerçants et assimilés	22	**797 008**	423 988	373 020	**795 706**	437 004	358 702
Chefs d'entreprise 10 salariés ou plus	23	**134 372**	111 444	22 928	**176 686**	148 712	27 974
Professions libérales	31	**238 196**	171 476	66 720	**311 110**	211 890	99 220
Cadres de la fonction publique	33	**241 012**	186 240	54 772	**288 174**	207 270	80 904
Professeurs, professions scientifiques	34	**355 400**	193 712	161 688	**564 443**	280 211	284 232
Professions information, arts et spectacles	35	**113 592**	67 376	46 216	**169 512**	97 116	72 396
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	37	**569 244**	454 224	115 020	**758 868**	529 603	229 265
Ingénieurs, cadres techniques d'entreprise	38	**380 428**	356 708	23 720	**600 955**	533 489	67 466
Instituteurs et assimilés	42	**778 360**	283 096	495 264	**757 388**	264 072	493 316
Professions intermédiaires santé et travail social	43	**613 996**	156 640	457 356	**783 659**	183 586	600 073
Clergé, religieux	44	**59 676**	33 176	26 500	**48 188**	28 032	20 156
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	45	**278 300**	148 660	129 640	**395 704**	196 552	199 152
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	46	**968 464**	592 780	375 680	**1 392 225**	747 797	644 428
Techniciens	47	**675 216**	611 696	63 520	**762 430**	664 777	97 653
Contremaîtres, agents de maîtrise	48	**564 684**	530 992	33 692	**574 378**	531 442	42 936
Employés civils, agents service fonction publique	52	**1 688 196**	401 216	1 286 980	**1 997 604**	409 992	1 587 612
Policiers et militaires	53	**385 628**	363 000	22 628	**414 066**	386 398	27 668
Employés administratifs d'entreprise	54	**2 555 564**	639 680	1 915 884	**2 343 544**	359 021	1 984 523
Employés de commerce	55	**737 488**	152 976	584 512	**968 749**	183 624	785 125
Personnel services directs aux particuliers	56	**885 172**	149 316	735 856	**1 188 837**	194 460	994 377
Ouvriers qualifiés de type industriel	62	**1 595 256**	1 424 676	170 580	**1 639 569**	1 416 203	223 366
Ouvriers qualifiés de type artisanal	63	**1 487 484**	1 349 656	137 828	**1 603 153**	1 469 873	133 280
Chauffeurs	64	**566 208**	555 776	10 432	**621 944**	603 540	18 404
Ouvriers qualifiés manutention, magasinage, transport	65	**389 816**	306 868	28 948	**408 564**	374 802	33 762
Ouvriers non qualifiés de type industriel	67	**2 399 084**	1 473 912	925 172	**2 136 466**	1 291 286	845 180
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	68	**1 065 792**	757 316	308 476	**931 599**	646 780	284 819
Ouvriers agricoles	69	**294 620**	247 944	46 676	**282 048**	217 364	64 684
Anciens agriculteurs exploitants	71	**1 332 204**	576 792	755 412	**1 273 460**	589 088	684 372
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	72	**740 728**	323 960	416 768	**773 416**	379 824	393 592
Anciens cadres	74	**340 044**	247 368	92 676	**577 940**	447 504	130 436
Anciennes professions intermédiaires	75	**728 188**	381 512	346 676	**1 035 580**	561 756	473 824
Anciens employés	77	**1 886 440**	678 080	1 208 360	**2 674 969**	795 960	1 879 009
Anciens ouvriers (y compris agricoles)	78	**2 374 576**	1 406 580	967 996	**2 885 767**	1 855 491	1 030 276
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	81	**363 608**	130 252	233 356	**276 266**	96 349	179 917
Militaires du contingent	83	**253 460**	253 460	–	**231 475**	230 099	1 376
Elèves et étudiants de 15 ans ou plus	84	**4 274 204**	2 100 812	2 173 392	**5 261 236**	2 608 058	2 653 178
Autres inactifs de moins de 60 ans	85	**16 802 688**	6 450 452	10 352 236	**14 900 657**	6 020 755	8 879 902
Autres inactifs de 60 ans ou plus	86	**2 011 904**	135 396	1 876 508	**1 982 219**	76 441	1 905 778

TABLEAU B.01-11

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle
Les deux sexes	**1 012 937**	**1 822 856**	**2 693 062**	**4 713 972**	**6 912 800**	**7 623 343**	**9 221 132**	**22 651 853**
0-19	3 304	4 050	1 344	9 388	162 795	243 749	—	14 566 898
20-24	33 552	40 375	45 640	301 425	992 183	999 072	—	1 869 949
25-29	75 509	124 842	298 964	736 985	1 193 311	1 249 524	—	627 752
30-39	200 788	468 606	847 487	1 553 919	2 041 185	2 251 221	11 948	1 184 609
40-49	228 960	614 255	917 653	1 339 808	1 486 426	1 652 785	42 055	1 044 860
50-59	349 300	428 439	475 766	680 007	886 220	1 117 023	572 094	1 374 481
60 et plus	121 524	142 289	106 208	92 440	150 680	109 969	8 595 035	1 983 304
Sexe masculin	**638 045**	**1 236 506**	**1 859 579**	**2 616 258**	**1 533 495**	**6 019 848**	**4 629 623**	**9 031 702**
0-19	2 812	2 533	640	5 064	40 476	214 469	—	7 400 889
20-24	27 568	25 048	21 988	146 916	193 961	803 222	—	949 487
25-29	58 465	83 329	177 316	383 153	275 516	1 004 775	—	165 165
30-39	142 648	327 054	564 431	848 279	489 425	1 762 115	4 756	131 641
40-49	139 884	419 787	653 160	759 881	322 497	1 288 912	17 738	109 304
50-59	195 772	292 471	361 020	419 913	185 824	870 178	376 469	198 482
60 et plus	70 896	86 284	81 024	53 052	25 796	76 177	4 230 660	76 734
Sexe féminin	**374 892**	**586 350**	**833 483**	**2 097 714**	**5 379 305**	**1 603 495**	**4 591 509**	**13 620 151**
0-19	492	1 517	704	4 324	122 319	29 280	—	7 166 009
20-24	5 984	15 327	23 652	154 509	798 222	195 850	—	920 462
25-29	17 044	41 513	121 648	353 832	917 795	244 749	—	462 587
30-39	58 140	141 552	283 056	705 640	1 551 760	489 106	7 192	1 052 968
40-49	89 076	194 468	264 493	579 927	1 163 929	363 873	24 317	935 556
50-59	153 528	135 968	114 746	260 094	700 396	246 845	195 625	1 175 999
60 et plus	50 628	56 005	25 184	39 388	124 884	33 792	4 364 375	1 906 570

TABLEAU B.01-12

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
GUADELOUPE									
Les deux sexes	**5 916**	**16 742**	**7 935**	**17 948**	**55 773**	**43 583**	**36 278**	**202 859**	**387 034**
0-19	26	106	11	68	934	1 475	–	136 188	**138 808**
20-24	175	774	149	1 076	7 346	5 883	–	20 222	**35 625**
25-29	517	2 177	784	2 654	10 939	8 474	–	10 412	**35 957**
30-39	1 291	5 401	2 955	6 526	17 960	12 861	177	12 023	**59 194**
40-49	1 647	4 490	2 611	5 281	11 286	7 923	351	8 448	**42 037**
50-59	1 752	2 684	1 119	1 962	5 995	5 763	1 994	8 730	**29 999**
60 et plus	508	1 110	306	381	1 313	1 204	33 756	6 836	**45 414**
Sexe masculin	**4 938**	**12 678**	**5 257**	**8 756**	**13 008**	**37 623**	**17 043**	**89 884**	**189 187**
0-19	26	80	4	21	167	1 320	–	68 691	**70 309**
20-24	163	603	76	476	1 268	5 190	–	9 754	**17 530**
25-29	469	1 784	475	1 310	2 412	7 640	–	3 772	**17 862**
30-39	1 131	4 227	1 832	3 134	4 384	11 325	93	2 791	**28 917**
40-49	1 355	3 367	1 801	2 544	2 915	6 580	147	1 622	**20 331**
50-59	1 376	1 935	829	1 035	1 490	4 608	1 107	1 986	**14 366**
60 et plus	418	682	240	236	372	960	15 696	1 268	**19 872**
Sexe féminin	**978**	**4 064**	**2 678**	**9 192**	**42 765**	**5 960**	**19 235**	**112 975**	**197 847**
0-19	–	26	7	47	767	155	–	67 497	**68 499**
20-24	12	171	73	600	6 078	693	–	10 468	**18 095**
25-29	48	393	309	1 344	8 527	834	–	6 640	**18 095**
30-39	160	1 174	1 123	3 392	13 576	1 536	84	9 232	**30 277**
40-49	292	1 123	810	2 737	8 371	1 343	204	6 826	**21 706**
50-59	376	749	290	927	4 505	1 155	887	6 744	**15 633**
60 et plus	90	428	66	145	941	244	18 060	5 568	**25 542**
GUYANE									
Les deux sexes	**2 803**	**3 448**	**2 968**	**6 877**	**12 633**	**14 837**	**4 971**	**66 271**	**114 808**
0-19	246	20	4	21	203	443	–	48 036	**48 973**
20-24	330	149	111	703	1 743	1 919	–	4 938	**9 893**
25-29	351	388	388	1 433	2 519	2 597	–	3 107	**10 783**
30-39	740	1 217	1 038	2 324	4 335	5 145	48	4 673	**19 520**
40-49	515	987	936	1 561	2 479	3 001	99	2 713	**12 291**
50-59	369	469	406	707	1 115	1 391	416	1 704	**6 577**
60 et plus	252	218	85	128	239	341	4 408	1 100	**6 771**
Sexe masculin	**1 368**	**2 656**	**2 169**	**4 135**	**3 648**	**13 573**	**2 450**	**29 800**	**59 799**
0-19	62	14	3	7	67	393	–	24 290	**24 836**
20-24	119	104	78	465	429	1 776	–	2 259	**5 230**
25-29	144	304	279	877	746	2 415	–	980	**5 745**
30-39	427	931	688	1 278	1 248	4 737	28	979	**10 316**
40-49	287	788	718	953	719	2 726	56	529	**6 776**
50-59	196	348	331	474	355	1 224	224	420	**3 572**
60 et plus	133	167	72	81	84	302	2 142	343	**3 324**
Sexe féminin	**1 435**	**792**	**799**	**2 742**	**8 985**	**1 264**	**2 521**	**36 471**	**55 009**
0-19	184	6	1	14	136	50	–	23 746	**24 137**
20-24	211	45	33	238	1 314	143	–	2 679	**4 663**
25-29	207	84	109	556	1 773	182	–	2 127	**5 038**
30-39	313	286	350	1 046	3 087	408	20	3 694	**9 204**
40-49	228	199	218	608	1 760	275	43	2 184	**5 515**
50-59	173	121	75	233	760	167	192	1 284	**3 005**
60 et plus	119	51	13	47	155	39	2 266	757	**3 447**

TABLEAU B.01-12 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
MARTINIQUE									
Les deux sexes	**3 450**	**11 542**	**8 807**	**19 746**	**53 378**	**43 301**	**40 212**	**179 143**	**359 579**
0-19	19	28	11	62	573	1 094	–	116 751	**118 538**
20-24	119	335	198	1 028	6 014	5 466	–	21 085	**34 245**
25-29	325	1 209	962	2 785	10 340	8 612	–	9 943	**34 176**
30-39	751	3 460	3 153	6 799	17 115	12 030	129	9 367	**52 804**
40-49	774	3 136	2 980	5 967	10 903	7 959	308	6 107	**38 134**
50-59	1 123	2 338	1 194	2 560	6 873	6 838	1 964	8 485	**31 375**
60 et plus	339	1 036	309	545	1 560	1 302	37 811	7 405	**50 307**
Sexe masculin	**2 879**	**8 670**	**5 680**	**9 374**	**11 667**	**35 726**	**18 993**	**80 889**	**173 878**
0-19	18	17	3	31	133	952	–	59 104	**60 258**
20-24	113	207	118	459	1 080	4 571	–	10 504	**17 052**
25-29	297	895	587	1 430	2 098	7 529	–	3 971	**16 807**
30-39	654	2 721	1 919	3 211	3 748	10 238	67	2 668	**25 226**
40-49	608	2 434	1 983	2 686	2 548	6 188	164	1 341	**17 952**
50-59	890	1 760	842	1 211	1 632	5 209	1 181	2 026	**14 751**
60 et plus	299	636	228	346	428	1 039	17 581	1 275	**21 832**
Sexe féminin	**571**	**2 872**	**3 127**	**10 372**	**41 711**	**7 575**	**21 219**	**98 254**	**185 701**
0-19	1	11	8	31	440	142	–	57 647	**58 280**
20-24	6	128	80	569	4 934	895	–	10 581	**17 193**
25-29	28	314	375	1 355	8 242	1 083	–	5 972	**17 369**
30-39	97	739	1 234	3 588	13 367	1 792	62	6 699	**27 578**
40-49	166	702	997	3 281	8 355	1 771	144	4 766	**20 182**
50-59	233	578	352	1 349	5 241	1 629	783	6 459	**16 624**
60 et plus	40	400	81	199	1 132	263	20 230	6 130	**28 475**
RÉUNION									
Les deux sexes	**8 630**	**11 999**	**10 946**	**25 158**	**68 050**	**70 680**	**36 743**	**365 622**	**597 828**
0-19	95	42	15	100	1 279	2 231	–	234 938	**238 700**
20-24	508	652	268	1 993	12 047	10 733	–	32 354	**58 555**
25-29	1 013	1 849	1 299	4 665	14 401	15 493	–	18 952	**57 672**
30-39	2 264	4 054	4 035	9 711	20 859	21 191	189	26 199	**88 502**
40-49	2 307	3 055	3 724	6 159	12 302	12 632	647	18 565	**59 391**
50-59	2 126	1 841	1 356	2 201	6 414	7 752	3 211	18 711	**43 612**
60 et plus	317	506	249	329	748	648	32 696	15 903	**51 396**
Sexe masculin	**7 711**	**9 216**	**7 568**	**12 567**	**19 144**	**64 168**	**19 328**	**154 554**	**294 256**
0-19	89	28	9	35	339	2 019	–	118 089	**120 608**
20-24	471	504	146	822	2 656	9 702	–	14 353	**28 654**
25-29	940	1 489	819	2 240	3 640	14 303	–	5 160	**28 591**
30-39	1 982	3 181	2 674	4 760	6 171	19 490	102	5 269	**43 629**
40-49	2 030	2 325	2 652	3 176	4 026	11 322	276	4 019	**29 826**
50-59	1 913	1 310	1 050	1 320	2 045	6 793	1 815	5 004	**21 250**
60 et plus	286	379	218	214	267	539	17 135	2 660	**21 698**
Sexe féminin	**919**	**2 783**	**3 378**	**12 591**	**48 906**	**6 512**	**17 415**	**211 068**	**303 572**
0-19	6	14	6	65	940	212	–	116 849	**118 092**
20-24	37	148	122	1 171	9 391	1 031	–	18 001	**29 901**
25-29	73	360	480	2 425	10 761	1 190	–	13 792	**29 081**
30-39	282	873	1 361	4 951	14 688	1 701	87	20 930	**44 873**
40-49	277	730	1 072	2 983	8 276	1 310	371	14 546	**29 565**
50-59	213	531	306	881	4 369	959	1 396	13 707	**22 362**
60 et plus	31	127	31	115	481	109	15 561	13 243	**29 698**

TABLEAU B.01-13

Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge au 31 décembre 1990	Total des actifs ayant un emploi	Salariés					Non-salariés
		Total	Secteur privé	Etat (1)	Collectivités locales	Services publics (2)	
Les deux sexes	**22 270 218**	**19 053 283**	**12 603 148**	**3 058 414**	**2 148 349**	**1 243 372**	**3 216 935**
15-19	365 214	358 564	311 824	15 824	28 524	2 392	6 650
20-24	1 974 282	1 901 375	1 532 064	162 223	158 272	48 816	72 907
25-29	3 236 625	3 007 602	2 200 577	367 287	292 670	147 068	229 023
30-34	3 326 156	2 968 486	1 924 846	478 630	355 014	209 996	357 670
35-39	3 361 473	2 906 453	1 802 709	520 566	354 098	229 080	455 020
40-44	3 479 821	2 919 339	1 756 652	588 237	344 662	229 788	560 482
45-49	2 303 489	1 893 918	1 135 982	382 007	212 905	163 024	409 571
50-54	2 021 565	1 613 015	985 275	297 676	192 092	137 972	408 550
55-59	1 534 066	1 117 601	714 765	182 168	155 380	65 288	416 465
60 et plus	667 527	366 930	238 454	63 796	54 732	9 948	300 597
Sexe masculin	**12 834 629**	**10 712 626**	**7 547 429**	**1 487 434**	**732 467**	**945 296**	**2 122 003**
15-19	235 563	230 818	210 146	6 956	11 844	1 872	4 745
20-24	1 039 267	988 659	838 622	75 189	43 156	31 692	50 608
25-29	1 811 902	1 658 220	1 288 774	171 901	93 953	103 592	153 682
30-34	1 923 870	1 679 909	1 164 048	237 729	118 700	159 432	243 961
35-39	1 944 486	1 632 407	1 083 970	255 164	120 917	172 356	312 079
40-44	2 025 001	1 645 897	1 066 582	284 442	119 249	175 624	379 104
45-49	1 358 115	1 089 190	703 361	182 553	73 884	129 392	268 925
50-54	1 214 811	955 997	622 593	149 352	70 772	113 280	258 814
55-59	913 388	648 983	444 711	92 440	60 728	51 104	264 405
60 et plus	368 226	182 546	124 622	31 708	19 264	6 952	185 680
Sexe féminin	**9 435 589**	**8 340 657**	**5 055 719**	**1 570 980**	**1 415 882**	**298 076**	**1 094 932**
15-19	129 651	127 746	101 678	8 868	16 680	520	1 905
20-24	935 015	912 716	693 442	87 034	115 116	17 124	22 299
25-29	1 424 723	1 349 382	911 803	195 386	198 717	43 476	75 341
30-34	1 402 286	1 288 577	760 798	240 901	236 314	50 564	113 709
35-39	1 416 987	1 274 046	718 739	265 402	233 181	56 724	142 941
40-44	1 454 820	1 273 442	690 070	303 795	225 413	54 164	181 378
45-49	945 374	804 728	432 621	199 454	139 021	33 632	140 646
50-54	806 754	657 018	362 682	148 324	121 320	24 692	149 736
55-59	620 678	468 618	270 054	89 728	94 652	14 184	152 060
60 et plus	299 301	184 384	113 832	32 088	35 468	2 996	114 917

(1) Cette rubrique concerne aussi les salariés de la sécurité sociale.
(2) Salariés des entreprises publiques ou nationales.

TABLEAU B.01-14

Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon la nomenclature d'activités française (NAF) au recensement de 1990

Source : INSEE (Division « Recensements de la population »)

Activité économique	NAF (1) niveaux 17 et 31	Ensemble	Salariés	Non Salariés	Hommes	Salariés	Non Salariés	Femmes	Salariées	Non Salariées
Ensemble		**22 070 330**	**18 859 027**	**3 211 303**	**12 697 413**	**10 579 990**	**2 117 423**	**9 372 917**	**8 279 037**	**1 093 880**
Agriculture	A - B	1 284 134	279 113	1 005 021	848 990	216 065	632 925	435 144	63 048	372 096
Industrie	C à E	4 707 313	4 420 447	286 866	3 299 501	3 090 610	208 891	1 407 812	1 329 837	77 975
Construction	F	1 556 186	1 219 498	336 688	1 427 497	1 122 018	305 479	128 689	97 480	31 209
Tertiaire	G à Q	14 522 697	12 939 969	1 582 728	7 121 425	6 151 297	970 128	7 401 272	6 788 672	612 600
Agriculture, sylviculture	A AA	**1 251 618**	**260 929**	**990 689**	**820 938**	**200 077**	**620 861**	**430 680**	**60 852**	**369 828**
Pêche, aquaculture	B BB	**32 516**	**18 184**	**14 332**	**28 052**	**15 988**	**12 064**	**4 464**	**2 196**	**2 268**
Industries extractives	C	**74 140**	**71 352**	**2 788**	**66 716**	**64 288**	**2 428**	**7 424**	**7 064**	**360**
Extraction de produits énergétiques	CA	30 616	30 512	104	27 868	27 764	104	2 748	2 748	—
Extraction de produits non énergétiques	CB	43 524	40 840	2 684	38 848	36 524	2 324	4 676	4 316	360
Industrie manufacturière	D	**4 426 837**	**4 143 339**	**283 498**	**3 068 693**	**2 862 714**	**205 979**	**1 358 144**	**1 280 625**	**77 519**
Ind. agricoles et alimentaires	DA	631 927	532 047	99 880	398 639	338 495	60 144	233 288	193 552	39 736
Industrie textile, habillement	DB	372 802	350 922	21 880	130 314	118 882	11 432	242 488	232 040	10 448
Industrie du cuir, chaussure	DC	74 282	70 666	3 616	28 807	26 127	2 680	45 475	44 539	936
Travail du bois, et fab. artic, bois	DD	115 676	101 648	14 028	94 416	82 640	11 776	21 260	19 008	2 252
Ind. papier, édition, imprimerie	DE	351 490	327 914	23 576	225 794	207 994	17 800	125 696	119 920	5 776
Cokéfaction, raffinage, nucléaire	DF	31 168	31 032	136	26 536	26 412	124	4 632	4 620	12
Industrie chimique	DG	280 894	277 590	3 304	180 732	178 012	2 720	100 162	99 578	584
Indust. caoutchouc, plastiques	DH	210 365	205 817	4 548	149 707	145 879	3 828	60 658	59 938	720
Fab. prod. minéraux non métalliq.	DI	174 041	164 613	9 428	141 265	133 797	7 468	32 776	30 816	1 960
Métallurgie, travail des métaux	DJ	631 264	600 682	30 582	530 375	503 329	27 046	100 889	97 353	3 536
Fab. de machines et équipements	DK	353 051	338 091	14 960	285 595	272 503	13 092	67 456	65 588	1 868
Fab. équipements électriq. et électron.	DL	497 327	481 281	16 046	317 800	304 004	13 796	179 527	177 277	2 250
Fab. de matériel de transport	DM	474 304	469 936	4 368	399 864	396 128	3 736	74 440	73 808	632
Autres indust. manufacturières	DN	228 246	191 100	37 146	158 849	128 512	30 337	69 397	62 588	6 809
Prod. distrib. électric, gaz, eau	E EE	206 336	205 756	580	164 092	163 608	484	42 244	42 148	96
Construction	F FF	1 556 186	1 219 498	336 688	1 427 497	1 122 018	305 479	128 689	97 480	31 209
Commerce, gros, détail, répar. dom	G GG	2 989 992	2 387 613	602 379	1 649 385	1 288 515	360 870	1 340 607	1 099 098	241 509
Hôtels et restaurants	H HH	702 133	494 275	207 858	350 721	245 364	105 357	351 412	248 911	102 501
Transports et communications	I II	1 413 058	1 336 542	76 516	1 030 663	965 523	65 140	382 395	371 019	11 376
Activités financières	J JJ	715 496	681 704	33 792	336 249	310 273	25 976	379 247	371 431	7 816
Immob, location, serv. entreprises	K KK	2 154 935	1 908 578	246 357	1 237 853	1 053 832	184 021	917 082	854 746	62 336
Administration publique	L LL	1 971 212	1 969 472	1 740	1 069 567	1 068 563	1 004	901 645	900 909	736
Éducation	M MM	1 557 181	1 536 901	20 280	539 921	528 009	11 912	1 017 260	1 008 892	8 368
Santé et action sociale	N NN	2 036 605	1 789 260	247 345	546 914	402 437	144 477	1 489 691	1 386 823	102 868
Serv. collec, sociaux, personnels	O OO	751 381	605 144	146 237	341 556	270 329	71 227	409 825	334 815	75 010
Services domestiques	P PP	213 676	213 572	104	9 524	9 460	64	204 152	204 112	40
Activités extra-territoriales	Q QQ	17 028	16 908	120	9 072	8 992	80	7 956	7 916	40

(1) Les regroupements sont faits au niveau des sous-sections et sections de la nomenclature.

TABLEAU B.01-15

Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	Code	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
		Ensemble	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés
GUADELOUPE										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**8 391**	2 884	5 507	**6 899**	2 306	4 593	**1 492**	578	914
Industrie.....	**U02 - U06**	**9 630**	7 499	2 131	**7 688**	5 932	1 756	**1 942**	1 567	375
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**13 967**	8 959	5 008	**13 221**	8 298	4 923	**746**	661	85
Commerce.....	**U08**	**15 020**	10 560	4 460	**6 854**	4 743	2 111	**8 166**	5 817	2 349
Transport et télécommunications.....	**U09**	**6 950**	5 503	1 447	**5 072**	3 697	1 375	**1 878**	1 806	72
Services marchands	**U10**	**26 533**	21 817	4 716	**13 186**	9 856	3 330	**13 347**	11 961	1 386
Services financiers	**U11 - U13**	**2 802**	2 735	67	**1 349**	1 295	54	**1 453**	1 440	13
Services non marchands.....	**U14**	**34 223**	33 852	371	**13 989**	13 668	321	**20 234**	20 184	50
Ensemble		**117 516**	**93 809**	**23 707**	**68 258**	**49 795**	**18 463**	**49 258**	**44 014**	**5 244**
GUYANE										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**4 177**	1 433	2 744	**2 555**	1 234	1 321	**1 622**	199	1 423
Industrie.....	**U02 - U06**	**3 130**	2 622	508	**2 654**	2 250	404	**476**	372	104
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**4 440**	3 627	813	**4 167**	3 379	788	**273**	248	25
Commerce.....	**U08**	**3 152**	2 216	936	**1 764**	1 191	573	**1 388**	1 025	363
Transport et télécommunications.....	**U09**	**1 857**	1 565	292	**1 372**	1 106	266	**485**	459	26
Services marchands	**U10**	**6 072**	5 023	1 049	**3 383**	2 658	725	**2 689**	2 365	324
Services financiers	**U11 - U13**	**1 683**	1 669	19	**1 015**	1 000	15	**673**	669	4
Services non marchands.....	**U14**	**12 068**	12 018	50	**6 520**	6 478	42	**5 548**	5 540	8
Ensemble		**36 584**	**30 173**	**6 411**	**23 430**	**19 296**	**4 134**	**13 154**	**10 877**	**2 277**
MARTINIQUE										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**8 445**	5 366	3 079	**6 135**	3 551	2 584	**2 310**	1 815	495
Industrie.....	**U02 - U06**	**9 706**	8 076	1 630	**7 257**	5 953	1 304	**2 449**	2 123	326
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**9 298**	7 017	2 281	**8 603**	6 400	2 203	**695**	617	78
Commerce.....	**U08**	**13 965**	10 890	3 075	**6 166**	4 671	1 495	**7 799**	6 219	1 580
Transport et télécommunications.....	**U09**	**6 673**	4 942	1 731	**5 145**	3 466	1 679	**1 528**	1 476	52
Services marchands	**U10**	**23 537**	19 815	3 722	**11 275**	8 643	2 632	**12 262**	11 172	1 090
Services financiers	**U11 - U13**	**2 952**	2 904	48	**1 305**	1 269	36	**1 647**	1 635	12
Services non marchands.....	**U14**	**35 541**	35 346	195	**14 251**	14 101	150	**21 290**	21 245	45
Ensemble		**110 117**	**94 356**	**15 761**	**60 137**	**48 054**	**12 083**	**49 980**	**46 302**	**3 678**
RÉUNION										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**11 141**	3 004	8 137	**10 062**	2 789	7 273	**1 079**	215	864
Industrie.....	**U02 - U06**	**11 295**	9 981	1 314	**9 207**	8 124	1 083	**2 088**	1 857	231
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**16 563**	14 108	2 455	**15 812**	13 469	2 343	**751**	639	112
Commerce.....	**U08**	**17 902**	13 353	4 549	**10 598**	7 668	2 930	**7 304**	5 685	1 619
Transport et télécommunications.....	**U09**	**7 250**	6 321	929	**5 801**	4 902	899	**1 449**	1 419	30
Services marchands	**U10**	**24 835**	20 176	4 659	**13 620**	10 349	3 271	**11 215**	9 827	1 388
Services financiers	**U11 - U13**	**3 005**	2 965	40	**1 512**	1 480	32	**1 493**	1 485	8
Services non marchands.....	**U14**	**54 262**	54 136	126	**23 914**	23 816	98	**30 348**	30 320	28
Ensemble		**146 253**	**124 044**	**22 209**	**90 526**	**72 597**	**17 929**	**55 727**	**51 447**	**4 280**

TABLEAU B.01-16

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de résidence - Lieu de travail				
		Même commune	Dans deux communes différentes			
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Autres cas
Population totale						
Les deux sexes	**22 270 218**	**9 922 422**	**5 847 730**	**7 566 603**	**8 876 342**	**1 500 216**
Sexe masculin	**12 834 629**	5 315 064	3 365 134	4 465 127	5 312 729	1 054 580
Sexe féminin	**9 435 589**	4 607 358	2 482 596	3 101 476	3 563 613	445 636
Catégorie Socioprofessionnelle (6 postes)						
Agriculteurs exploitants	**1 005 197**	954 761	4 108	37 468	43 420	6 228
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1 751 764**	1 291 968	219 148	296 748	340 392	51 084
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2 603 474**	990 750	943 244	724 028	897 548	255 964
Professions intermédiaires	**4 464 400**	1 615 532	1 382 792	1 640 132	1 981 556	384 860
Employés	**5 899 302**	2 748 411	1 649 824	2 015 800	2 303 393	308 328
Ouvriers	**6 546 081**	2 321 000	1 648 614	2 852 427	3 310 033	493 752

TABLEAU B.01-17

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale											
Les deux sexes	**56 651 955**	**31 730 070**	**38 348 307**	**50 427 795**	**6 224 160**	**28 946 389**	**38 351 320**	**47 477 819**	**50 423 259**	**55 395 820**	**1 256 135**
Sexe masculin	**27 565 056**	15 564 271	18 718 030	24 407 026	3 158 030	13 964 146	18 559 997	23 025 313	24 466 572	26 933 725	631 331
Sexe féminin	**29 086 899**	16 165 799	19 630 277	26 020 769	3 066 130	14 982 243	19 791 323	24 452 506	25 956 687	28 462 095	624 804
Catégorie Socioprofessionnelle (8 postes)											
Agriculteurs exploitants	**1 012 937**	839 148	895 840	988 409	24 528	833 228	925 269	984 605	993 033	1 009 853	3 084
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 822 856**	908 009	1 128 505	1 586 889	235 967	987 460	1 273 936	1 556 736	1 652 472	1 794 848	28 008
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2 693 062**	766 429	1 250 560	2 332 363	360 699	1 071 016	1 484 738	1 858 038	2 128 942	2 595 742	97 320
Professions intermédiaires	**4 713 972**	2 033 759	2 781 369	4 246 148	467 824	1 987 596	2 738 644	3 666 632	4 038 528	4 627 628	86 344
Employés	**6 912 800**	3 517 522	4 389 158	6 092 677	820 123	2 959 414	4 322 667	5 668 106	6 093 581	6 792 701	120 099
Ouvriers	**7 623 343**	4 341 170	5 043 267	6 285 198	1 338 145	3 672 506	5 254 385	6 725 819	7 034 344	7 483 458	139 885
Retraités	**9 221 132**	4 886 833	5 859 114	8 216 849	1 004 283	7 085 076	7 900 568	8 515 116	8 694 640	9 178 412	42 720
Autres sans activité	**22 651 853**	14 437 200	17 000 494	20 679 262	1 972 591	10 350 093	14 451 113	18 502 767	19 787 719	21 913 178	738 675

TABLEAU B.01-18

Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger
GUADELOUPE											
Les deux sexes	**387 034**	**321 543**	**6 379**	**29 898**	**29 214**	**226 344**	**292 327**	**334 955**	**2 784**	**32 684**	**16 611**
Sexe masculin	**189 187**	156 659	2 853	15 418	14 257	110 510	143 057	162 888	1 380	16 455	8 464
Sexe féminin	**197 847**	164 884	3 526	14 480	14 957	115 834	149 270	172 067	1 404	16 229	8 147
GUYANE											
Les deux sexes	**114 808**	**57 953**	**6 339**	**13 402**	**37 114**	**39 091**	**63 986**	**78 385**	**3 221**	**13 018**	**20 184**
Sexe masculin	**59 799**	28 595	3 426	7 631	20 147	19 790	32 620	39 947	1 711	7 348	10 793
Sexe féminin	**55 009**	29 358	2 913	5 771	16 967	19 301	31 366	38 438	1 510	5 670	9 391
MARTINIQUE											
Les deux sexes	**359 579**	**321 265**	**4 793**	**25 936**	**7 585**	**216 377**	**279 972**	**322 016**	**3 775**	**30 720**	**3 068**
Sexe masculin	**173 878**	154 951	2 063	13 310	3 554	105 318	135 743	155 105	1 754	15 439	1 580
Sexe féminin	**185 701**	166 314	2 730	12 626	4 031	111 059	144 229	166 911	2 021	15 281	1 488
RÉUNION											
Les deux sexes	**597 828**	**540 710**	**2 247**	**37 487**	**17 384**	**329 373**	**486 540**	**547 164**	**3 048**	**41 384**	**6 232**
Sexe masculin	**294 256**	263 592	1 245	20 540	8 879	163 120	239 748	267 588	1 634	21 883	3 151
Sexe féminin	**303 572**	277 118	1 002	16 947	8 505	166 253	246 792	279 576	1 414	19 501	3 081

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Mouvement de la population : aperçu d'ensemble.
2. Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité.
3. Indicateurs synthétiques de la situation démographique.
4. Nés vivants et mort-nés par sexe et qualité juridique.
5. Nés vivants par âge de la mère et qualité juridique.
6. Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.
7. Nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère.
8. Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance.
9. Mariages par âge et état matrimonial antérieur.
10. Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.
11. Somme des premiers mariages réduits.
12. Décédés par sexe, groupe d'âge et état matrimonial.
13. Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes.
14. Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.
15. Tables de mortalité annuelles abrégées.
16. Table de mortalité : années 1996-1998.
17. Principaux indicateurs démographiques de divers pays.
18. Nombre d'immigrants par type de procédure.
19. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial.
20. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité.
21. DOM : mouvement naturel de la population en valeur absolue, et taux pour 1000 habitants.
22. Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population.
23. Polynésie française : mouvement naturel de la population.
24. Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Selon les résultats provisoires, la France métropolitaine compte 59 millions d'habitants au 1er janvier 2001. L'année 2000 est celle des bébés et des mariages. Les naissances augmentent de près de 5 % (778 900 contre 744 100 en 1999). La France est ainsi le pays de l'Union européenne où la natalité progresse le plus. Les mariages dépassent la barre des 300 000, niveau qui n'avait plus été atteint depuis 17 ans. La mortalité recule encore en 2000 (538 000 décès contre 541 600 en 1999) faisant progresser l'espérance de vie à la naissance de trois mois, pour les hommes comme pour les femmes, soit respectivement, 75,2 ans et 82,7 ans.

Les commentaires ci-dessous qui concernent l'année 1999 correspondent aux chiffres donnés dans certains tableaux de ce chapitre.

Natalité et fécondité en hausse

En 1999, la natalité augmente par rapport à 1998 pour atteindre 744 100 nouveau-nés. Ainsi, le redressement amorcé fin 1994 se maintient puisque depuis quatre ans, le nombre de naissances est supérieur à 730 000 alors qu'il avait chuté à 711 000 en 1993 et 1994. Seule la légère baisse de 1997 (- 1 %) a perturbé cette tendance.

Cette hausse de la natalité a lieu malgré la baisse du nombre de femmes d'âge fécond depuis trois ans, et donc l'indicateur conjoncturel de fécondité progresse : 1,77 enfant par femme en 1999 contre 1,75 en 1998 et environ 1,71 les trois années précédentes. Il remonte un peu chaque année depuis 1995 et se retrouve à son niveau du début des années quatre-vingt-dix. Les tendances de la fécondité par groupe d'âges se poursuivent : la fécondité des femmes de 30 ans ou plus augmente alors que celle des moins de 30 ans diminue. Les jeunes femmes devenant mères avant l'âge de 20 ans sont de plus en plus rares, à tel point que la fécondité des femmes de 40 à 45 ans est supérieure à celle des 15 à 19 ans depuis 1993.

Ainsi, les femmes ont leurs enfants de plus en plus tard. L'âge à la maternité augmente régulièrement : 29,3 ans en moyenne en 1998, soit un an plus tard qu'en 1990. En 1999, seule la descendance finale des générations de femmes nées jusqu'au début des années soixante peut être calculée. Ce recul régulier de l'âge à la maternité a peu d'incidence sur leur renouvellement : en effet, ces générations ont eu, en moyenne, 2,1 enfants vers 40 ans.

L'indicateur conjoncturel de fécondité pour l'ensemble de l'Union européenne est proche de 1,45 enfant par femme depuis 1993. En 1998, parmi les Quinze, seule l'Irlande a un indicateur plus élevé (1,93) que notre pays. Les indicateurs les plus faibles d'Europe, et même du monde, sont respectivement de 1,15 en Espagne et de 1,19 en Italie. En Europe du Nord et de l'Ouest la diminution des maternités aux jeunes âges est compensée par une hausse après 30 ans; cette compensation n'a lieu ni en Irlande ni en Europe du Sud.

La mortalité se stabilise

En 1999, le nombre de décès est estimé à 541 600 soit 7 600 de plus qu'en 1998. Compte tenu de l'accroissement et du vieillissement de la population, si les conditions de mortalité de 1999 avaient été identiques à celles de 1998, 7 500 décès supplémentaires auraient été dénombrés. L'augmentation du nombre de décès masque donc une stabilité de la mortalité en 1999.

Dans la tendance de ces dernières années, la mortalité infantile est encore inférieure à cinq décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances vivantes en 1999. Au sein de l'Union, des différences subsistent entre les pays scandinaves et l'Europe du Sud : environ quatre pour mille en Finlande et en Suède, plus de six pour mille au Portugal et en Grèce.

La durée de vie est stable par rapport à l'année précédente. Pour 1999, l'espérance de vie à la naissance est estimée à 74,9 années pour les hommes et 82,4 années pour les femmes. Les gains d'espérance de vie à la naissance sont irréguliers mais continus. Actuellement, après le cap de la première année, c'est, pour les hommes, la baisse des taux de mortalité autour de la trentaine et de 55 à 65 ans qui sont à l'origine des progrès les plus importants de l'espérance de vie; pour les femmes, c'est la baisse des taux de mortalité de 75 à 85 ans.

Bien qu'assez semblables pour les hommes et les femmes, les progrès sont plus favorables, globalement, aux hommes. En effet, au cours des cinq dernières années, l'espérance de vie des hommes a progressé de onze mois et celle des femmes de six mois. Ainsi, après avoir été supérieur à huit ans du milieu des années soixante-dix à 1995, l'écart entre l'espérance de vie des femmes et des hommes est ramené à sept ans et demi en 1999. Au sein de l'Union européenne, notre pays continue cependant à se distinguer par l'écart le plus grand d'espérance de vie entre les hommes et les femmes, ces dernières ayant toujours la plus grande longévité tandis que l'espérance de vie masculine coïncide avec la moyenne. En Finlande, en Espagne et au Portugal, l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes est également proche ou supérieur à sept années. En revanche, au Danemark et au Royaume-Uni, il est inférieur à cinq ans.

Un excédent migratoire stable

Le solde migratoire de 1999 est estimé à 45 000 personnes, soit le même niveau qu'en 1998. Cette année là, le nombre d'immigrants dénombré par l'Office des migrations internationales (OMI) et l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) avait nettement augmenté par rapport aux deux années précédentes : plus de 54 000 entrées en 1998 contre environ 47 000 en 1996 et 1997.

Ces différents flux d'immigrants ne tiennent pas compte des 80 000 étrangers en situation irrégulière ayant bénéficié de la procédure de régularisation de la circulaire du 24 juin 1997. En effet, près d'un tiers de ces personnes étaient déjà en France avant 1990; on a considéré qu'elles étaient dénombrées dans la population française de 1990. Les deux tiers restants, soit environ 50 000 personnes, l'ont été lors du recensement de la population de 1999 et sont donc inclus dans la population au 1er janvier 1999.

Le mariage résiste

285 400 mariages ont été célébrés en 1999, soit 14 000 de plus qu'en 1998. Ainsi, le nombre de mariages se

stabilise au-dessus de 270 000 depuis quatre ans, malgré l'arrivée à l'âge adulte des générations moins nombreuses nées après 1973. Il avait fortement augmenté en 1996 à la suite du changement des règles d'imposition des parents non mariés. Cette hausse avait interrompu la baisse engagée en 1972 : le nombre annuel de mariages s'était réduit de 39 % en près de vingt ans, passant de plus de 416 000 à 254 000 en 1994.

Le taux de nuptialité est de 4,8 mariages pour mille habitants depuis 1996 alors qu'il était descendu à 4,4 de 1993 à 1995.

L'âge au premier mariage continue d'augmenter. En 1998, les femmes célibataires se sont mariées, en moyenne, à 27,7 ans et les hommes à 29,8 ans. Après une hausse importante d'une demi-année en 1996, qui traduit le caractère exceptionnel de cette année-là et le mariage de couples cohabitant depuis plusieurs années et ayant souvent des enfants, l'âge moyen au premier mariage augmente d'un mois par an.

Parmi les femmes nées en 1948, 91 % se sont mariées avant 50 ans et 89 % l'étaient déjà à 35 ans; parmi les femmes nées en 1963, qui ont fêté leur 35 ans en 1998, la proportion de mariées n'est que de 70 %. En 1996 et 1997, la hausse des mariages était due, en grande partie, à des parents cohabitant ayant des enfants et souhaitant bénéficier des conséquences de l'amendement Courson. Cet intérêt semble faiblir car, après la hausse de 37 % du nombre de mariages légitimant au moins un enfant en 1996 et le maintien en 1997 (+ 4 %), ce nombre baisse de 4 % en 1998.

2. MÉTHODOLOGIE

Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à une publication annuelle présentant l'ensemble des résultats accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en 19.. – Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1998.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui de la Santé pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Migrations extérieures

De 1982 à 1989, les bilans migratoires révisés résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. Ces évaluations appellent les commentaires suivants :

— le solde migratoire apparent entre la France métropolitaine et le reste du monde, ainsi dégagé, peut être biaisé par d'éventuelles différences entre les taux de couverture des deux recensements;

— ce solde ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).

À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées d'étrangers sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statistiques de l'OMI et de l'OFPRA. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'OMI, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'OFPRA qui ne publie pas de données exhaustives par nationalité. La colonne « Autres » comprend des enfants de Français, des ascendants d'enfants français, et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident. La colonne « réexamens » comptabilise les personnes ayant obtenu un titre de séjour suite à la circulaire du 24 juin 1997.

3. DÉFINITIONS

Âge

● Âge moyen

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.

L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

● Classement par âge

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.

Pour la génération *g*, l'âge *x* atteint dans l'année *a* est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.

À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date *d* :

— l'individu ayant son anniversaire après la date *d* aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;

— l'individu ayant son anniversaire à la date *d* ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Au 1er janvier de l'année, âge en années révolues et âge calculé par différence de millésimes coïncident.

● Classement par groupe d'âges

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre regroupe les évènements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne.

Il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier. Les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier.

Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

● Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

● Date d'enregistrement, date de l'événement

Du fait du délai de trois jours pour déclarer une naissance à l'état civil, il y a une légère imprécision des statistiques provisoires. Dans l'exploitation définitive, la date retenue est bien entendu celle de l'événement lui-même.

Mouvement naturel

Au sens strict, différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

● Enfants nés vivants, enfants sans vie, statistiques de naissances vivantes et de mort-nés.

Jusqu'en 1992 :

— les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil (appelés également « faux mort-nés » ou « mort-nés ayant respiré ») étaient légalement enregistrés comme enfants sans vie. Toutefois, leur prise en compte dans la statistique des naissances vivantes a été introduite dès 1975.

Avant 1975 :

— la statistique des naissances portait seulement sur les enfants vivants au moment de leur déclaration à l'état civil,

— la statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.

De 1975 à 1992 :

— la statistique des naissances s'est étendue à l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et mort-nés ayant respiré,

— la statistique des mort-nés comprenait seulement les mort-nés n'ayant pas respiré et ceux pour lesquels le critère de vitalité (respiration) n'était pas renseigné.

À partir de 1993 :

— les règles d'établissement d'un acte de naissance ou d'un acte d'enfant sans vie dépendent de la vitalité de l'enfant, au moment de la naissance. Les enfants décédés au moment de la déclaration sont enregistrés en naissance et décès, si l'on justifie, par la production d'un certificat médical, qu'ils sont nés vivants et viables. Sinon, il est dressé un acte d'enfant sans vie;

— la statistique des naissances comprend les enfants nés vivants et viables;

— la statistique des mort-nés couvre l'ensemble des actes d'enfants sans vie : enfants décédés au moment de la déclaration nés vivants mais non viables, ou enfants mort-nés après une durée de gestation supérieure à 180 jours.

● Naissances légitimes, naturelles

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.

Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

● Rang de naissance

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel. À partir de 1966, seule cette seconde classification est adoptée.

Les mort-nés ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux mort-nés » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.

Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le

taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux mort-nés aux naissances et aux décès.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile. Jusqu'en 1992 les faux mort-nés étaient inclus dans les statistiques de décès.

Depuis 1993, les enfants morts au moment de la déclaration, nés vivants et viables, ont un acte de naissance et de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

• Taux bruts

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

• Taux par âge

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.

Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

• Taux synthétiques

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès d'enfants de moins d'un an » et « naissances »).

Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants.

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :

— le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortalité foeto-infantile est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortinatalité est le rapport du nombre de mort-nés à l'ensemble des nés vivants et mort-nés.

— Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 100 mariages dont les divorces seraient, à chaque durée de mariage, égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité

Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, est la somme de l'ensemble des taux de fécondité par âge pour une année donnée. Il indique le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde chaque femme d'une génération fictive pendant sa vie féconde, mesuré avec les taux de fécondité par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

— Taux brut de reproduction

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur conjoncturel de fécondité multiplié par la proportion de fille à la naissance constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction.

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération est remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter; s'il est inférieur à 100, la génération est remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer.

Les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une généra-

tion réelle de femmes; il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés.

Les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.

L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

— Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.

Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année *n,* définis de la façon suivante :

— On rapporte les décès de la génération *g* atteignant l'âge $x = n - g$ au cours de l'année *n* à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.

À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.

Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.

Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotient *t(x)* étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge *x* relatifs à chacune des années de la période.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la Statistique et des Études économiques (INSEE);

— Institut national d'études démographiques (INED);

— Office des migrations internationales (OMI).

Publications INSEE :

Bulletin mensuel de statistique :

« Bilan démographique de 19.. », numéro de janvier,

INSEE-Résultats, série Démographie-société :

— « Projection de population totale pour la France métropolitaine », n° 44, septembre 1995;

— « Données de démographie régionale en 1990 », nos 45-46, décembre 1995;

— « Un siècle de démographie française », nos 47-48, décembre 1995;

— « Les évolutions démographiques départementales et régionales entre 1975 et 1994 », nos 67-68, février 1998.

— « La situation démographique en 1997, mouvement de la population », nos 75-76, décembre 1999;

— « Résultats du recensement général de la population de la Polynésie française du 3 septembre 1996, premier volume », nos 77-78, mars 2000.

INSEE-Première :

— « La population de la France », n° 444, avril 1996;

— « La population immigrée », n° 458, mai 1996;

— « Mariage, divorce et union libre », n° 482, août 1996;

— « Des mariages, des couples et des enfants », n° 624, janvier 1999;

— « La famille idéale : combien d'enfants, à quel âge ? », n° 652, juin 1999;

— « Bilan démographique 1999, hausse de la fécondité et recul de la mortalité », n° 698, février 2000;

— « Bilan démographique 2000, une année de naissances et de mariages », n° 757, février 2001.

Économie et Statistique :

— « Les inégalités sociales de la mortalité infantile s'estompent », Q.C. Dinh, n° 314, 1998 .

Données sociales, 1999, INSEE :

— « Maman après 40 ans », F. Daguet;

— « Démographie des pays industrialisés : la position de la France », C. Beaumel, R. Kerjosse, I. Tamby.

Synthèses, Statistique publique :

— « Regards sur l'immigration depuis 1945 », n° 30, octobre 1999.

Autres publications :

Population et sociétés (mensuel), Institut national d'études démographiques.

Population (bimestriel), Institut national d'études démographiques.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Organisation des Nations Unies.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Eurostat.

OMISTAT (Annuaire des migrations), Office des migrations internationales, 1998.

*
* *

TABLEAU B.02-1

Mouvement de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE
Ministère de la Justice

Unité : Millier

Année	**Population au 1er janvier**	Mariages	Divorces prononcés (1)	Naissances		Décès		Enfants sans vie	Excédent naturel	Solde migratoire	Variation totale
				Total	*dont* légitimes	**Total**	*dont* moins d'un an				
1975	**52 600,0**	387,4	55,6	**745,1**	681,6	**560,4**	10,3	8,2	184,7	13,6	198,3
1980	**53 731,4**	334,4	81,1	**800,4**	709,3	**547,1**	8,0	6,9	253,2	44,0	297,2
1985	**55 157,3**	269,4	107,5	**768,4**	617,9	**552,5**	6,4	5,7	215,9	38,0	253,9
1990	**56 577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	316,2
1994	**57 779,1**	253,7	115,7	**711,0**	454,3	**520,0**	4,2	3,6	191,0	50,0	241,0
1995	**58 020,1**	254,7	119,2	**729,6**	455,4	**531,6**	3,5	3,9	198,0	40,0	238,0
1996	**58 258,1**	280,1	117,4	**734,3**	448,8	**535,8**	3,5	3,7	198,5	35,0	233,5
1997	**58 491,6**	284,0	116,2	**726,8**	435,9	**530,3**	3,4	3,6	196,5	40,0	236,5
1998 *r*	**58 728,1**	271,4	116,5	**738,1**	437,5	**534,0**	3,4	3,7	204,1	45,0	249,1
1999 *p*	**58 977,1**	285,4	...	**744,1**	...	**541,6**	4,8	...	202,5	45,0	247,5

(1) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE

Année	**Population moyenne (1)**	Taux pour 1000 habitants				Mortalité infantile (2)		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	**Total** (3)	Mortalité néonatale (4)	Mortalité post-néo natale (4)
1975	**52 699 169**	7,4	14,1	10,6	+ 3,5	**13,8**	9,1	4,7
1980	**53 880 009**	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	**10,0**	5,8	4,2
1985	**55 284 271**	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	**8,3**	4,6	3,7
1990	**56 735 103**	5,1	13,4	9,3	+ 4,1	**7,3**	3,6	3,7
1994	**57 899 566**	4,4	12,3	9,0	+ 3,3	**5,9**	3,2	2,7
1995	**58 139 076**	4,4	12,5	9,1	+ 3,4	**4,9**	2,9	2,0
1996	**58 374 853**	4,8	12,6	9,2	+ 3,4	**4,8**	3,0	1,8
1997	**58 609 859**	4,8	12,4	9,0	+ 3,4	**4,7**	3,0	1,7
1998 *r*	**58 852 621**	4,6	12,5	9,1	+ 3,4	**4,6**	2,9	1,7
1999 *p*	**59 100 908**	4,8	12,6	9,2	+ 3,4	**4,8**	...	...

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1975, 1982 et 1990.
(2) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(3) De 0 à 28 jours.
(4) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	Masculine (1)	Féminine (1)	Divortialité (2)	Fécondité (3)	Brut (4)	Net (5)	Hommes (6)	Femmes (6)
1975 *r*	82,2	85,8	15,7	192,7	94,0	91,7	69,0	76,9
1980 *r*	68,9	70,6	22,3	194,5	94,8	92,9	70,2	78,4
1985 *r*	52,9	53,7	30,5	181,4	88,4	86,9	71,3	79,4
1990	55,2	56,3	32,1	177,7	86,5	85,2	72,7	80,9
1994 *r*	47,7	49,3	36,6	165,5	80,7	79,6	73,7	81,8
1995	47,7	49,3	38,2	170,2	83,1	82,0	73,9	81,9
1996	52,2	54,1	38,0	172,0	83,7	82,7	74,2	82,0
1997 *r*	53,0	55,3	38,0	171,0	83,2	82,2	74,6	82,3
1998 *r*	51,1	53,6	38,5	174,6	85,1	84,1	74,9	82,4
1999 *p*	...	....	...	....	...	...	74,9	82,4

(1) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(2) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(3) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(4) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, en l'absence de mortalité.
(5) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, compte tenu de la mortalité.
(6) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et mort-nés par sexe et qualité juridique

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Mort-nés			
	Les deux sexes	sexe masculin	sexe féminin	*dont* nés vivants hors mariage	**Les deux sexes**	sexe masculin	sexe féminin	*dont* mort-nés hors mariage
1975	**745 065**	381 804	363 261	63 429	**8 225**	4 406	3 819	1 008
1980	**800 376**	410 547	389 829	91 115	**6 942**	3 645	3 297	1 036
1985	**768 431**	394 112	374 319	150 492	**5 658**	2 945	2 713	1 386
1990	**762 407**	391 312	371 095	229 107	**4 488**	2 332	2 156	1 588
1994	**710 993**	364 277	346 716	256 653	**3 633**	1 927	1 706	1 524
1995	**729 609**	373 409	356 200	274 210	**3 859**	2 059	1 800	1 586
1996	**734 338**	377 003	357 335	285 514	**3 689**	1 956	1 733	1 613
1997	**726 768**	373 157	353 611	290 848	**3 576**	1 874	1 702	1 571
1998	**738 080**	378 075	360 005	300 546	**3 685**	1 909	1 776	1 661

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et qualité juridique

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1995		1996		1997		1998	
	Total	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage
Moins de 20 ans	**12 915**	10 812	**13 141**	11 249	**13 241**	11 491	**13 584**	11 775
20 à 24 ans	**116 722**	67 047	**109 485**	65 689	**102 981**	63 651	**98 108**	61 666
25 à 29 ans	**277 153**	94 804	**275 306**	99 433	**270 678**	102 306	**273 223**	106 823
30 à 34 ans	**218 531**	66 671	**226 519**	71 241	**227 108**	73 828	**233 126**	77 139
35 à 39 ans	**85 891**	28 473	**90 583**	30 948	**92 616**	31 963	**98 672**	34 977
40 à 44 ans	**17 461**	6 163	**18 379**	6 683	**19 156**	7 294	**20 375**	7 833
45 ans ou plus	**936**	240	**925**	271	**988**	315	**992**	333
Total	**729 609**	**274 210**	**734 338**	285 514	**726 768**	290 848	**738 080**	300 546

(1) Il s'agit de l'âge atteint dans l'année (différence entre le millésime de l'année observée et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	**Total**	Rang de la naissance	
		1	2 et plus
1975	**681 636**	328 838	352 798
1980	**709 261**	313 401	395 860
1985	**617 939**	260 490	357 449
1990	**533 300**	228 868	304 432
1994	**454 340**	204 633	249 707
1995	**455 399**	200 243	255 156
1996	**448 824**	203 564	245 260
1997	**435 920**	...	...
1998	**437 534**	190 104	247 430

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.
(2) Les données de l'année 1997 ne sont pas disponibles à la suite d'un changement d'exploitation en cours d'année.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Pour 100 enfants légitimes			
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers	Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers	Enfants nés hors mariage de mère étrangère
1975	**681 636**	599 485	3 058	14 187	64 906	88,0	2,5	9,5	4 043
1980	**709 261**	618 945	4 852	15 248	70 216	87,3	2,8	9,9	6 223
1985	**617 939**	530 442	6 294	14 166	67 037	85,8	3,3	10,9	9 470
1990	**533 300**	451 521	9 026	13 801	58 952	84,7	4,3	11,0	13 386
1994	**454 340**	377 847	11 577	15 086	49 830	83,2	5,8	11,0	13 843
1995	**455 399**	380 660	12 155	15 467	47 117	83,6	6,1	10,3	14 303
1996	**448 824**	377 181	12 432	15 598	43 613	84,0	6,3	9,7	14 358
1997	**435 920**	365 399	13 005	16 038	41 478	83,8	6,7	9,5	14 651
1998	**437 534**	363 921	14 743	16 761	42 109	83,2	7,2	9,6	15 970

TABLEAU B.02-8

Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance (1)

Source : INSEE

Année	**Total**	*dont* part du groupe 15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	Âge moyen des mères à la maternité
1975 *r*	**192,72**	12,67	63,78	63,57	33,48	14,71	4,51	26,7
1980 *r*	**194,50**	8,94	60,79	72,05	37,04	12,71	2,97	26,8
1985 *r*	**181,44**	5,70	48,43	70,80	39,45	13,92	3,14	27,5
1990 *r*	**177,74**	4,38	37,27	69,02	45,37	17,87	3,83	28,3
1994 *r*	**165,48**	3,61	28,56	64,05	46,46	18,70	4,10	28,8
1995 *r*	**170,24**	3,50	27,68	65,31	49,70	19,76	4,29	29,0
1996 *r*	**172,01**	3,51	26,86	64,76	51,60	20,78	4,50	29,1
1997 *r*	**170,99**	3,49	26,25	63,21	52,12	21,25	4,67	29,2
1998 *r*	**174,56**	3,50	26,03	63,64	53,97	22,47	4,95	29,3
1999 *p*	**177,00**	...	...	...	...	...	...	...

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité, est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1998

Source : INSEE

Âge (1)	Époux				Épouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**358**	355	1	2	**3 121**	3 108	3	10
20-24 ans	**22 498**	22 451	2	45	**52 833**	52 561	22	250
25-29 ans	**102 044**	100 871	31	1 142	**105 697**	102 632	134	2 931
30-34 ans	**64 016**	58 824	108	5 084	**48 299**	40 527	263	7 509
35-39 ans	**32 367**	23 586	230	8 551	**25 512**	15 659	437	9 416
40-44 ans	**18 952**	9 303	285	9 364	**15 129**	5 993	554	8 582
45-49 ans	**12 634**	3 432	417	8 785	**9 858**	2 384	576	6 898
50-54 ans	**8 638**	1 435	536	6 667	**6 040**	1 042	563	4 435
55-59 ans	**4 214**	600	469	3 145	**2 378**	382	303	1 693
60 ans et plus	**5 640**	795	1 771	3 074	**2 494**	477	733	1 284
Total	**271 361**	**221 652**	**3 850**	**45 859**	**271 361**	**224 765**	**3 588**	**43 008**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	Total des mariages	État matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Époux célibataire	Époux veuf ou divorcé	Épouse célibataire	Épouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes Époux français	Couples mixtes Époux étrangers	Hommes	Femmes
1975	**387 379**	350 094	37 285	353 410	33 969	359 612	7 157	7 918	12 692	**24,6**	**22,5**
1980	**334 377**	292 523	41 854	296 140	38 237	308 066	5 696	8 323	12 292	**25,2**	**23,0**
1985	**269 419**	227 133	42 286	229 787	39 632	241 497	6 505	8 773	12 644	**26,4**	**24,3**
1990	**287 099**	238 910	48 189	241 521	45 578	247 853	8 703	12 606	17 937	**27,8**	**25,7**
1994	**253 746**	208 584	45 162	211 826	41 920	224 562	5 848	10 495	12 841	**29,0**	**27,0**
1995	**254 651**	208 571	46 080	211 179	43 472	225 612	5 214	10 545	13 280	**29,2**	**27,2**
1996	**280 072**	227 724	52 348	230 750	49 322	251 158	4 868	10 783	13 263	**29,8**	**27,7**
1997	**283 984**	230 873	53 111	234 495	49 489	254 020	5 237	10 916	13 811	**30,0**	**28,0**
1998	**271 361**	221 652	49 709	224 765	46 596	239 704	5 658	11 604	14 395	**30,2**	**28,1**

(1) Âge moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Somme des premiers mariages réduits

Nuptialité féminine pour 100 femmes

Source : INSEE

Année	Total	*dont* part du groupe						
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1975 r	85,84	19,08	48,50	12,57	3,28	1,27	0,65	0,49
1980 r	70,69	12,36	40,33	12,55	3,37	1,21	0,52	0,35
1985 r	53,72	4,67	29,48	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1990 r	56,32	2,19	25,38	19,81	5,90	1,91	0,73	0,40
1994 r	49,27	1,06	16,59	20,93	7,02	2,34	0,88	0,45
1995 r	49,31	1,00	15,77	21,23	7,28	2,56	1,00	0,47
1996 r	54,18	0,87	15,87	22,78	9,24	3,49	1,33	0,60
1997 r	55,37	0,85	15,11	23,81	9,76	3,76	1,44	0,64
1998 r	53,63	0,80	13,90	23,92	9,41	3,57	1,39	0,64
1999 p	58,16	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âge (1) et état matrimonial

Année 1998

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1998-1997	moins d'1 an	**3 399**	**1 911**	1 911	–	–	–	**1 488**	1 488	–	–	–
1996-1993	1 à 4	**682**	**409**	409	–	–	–	**273**	273	–	–	–
1993-1989	5 à 9	**514**	**288**	288	–	–	–	**226**	226	–	–	–
1988-1984	10 à 14	**595**	**342**	342	–	–	–	**253**	253	–	–	–
1983-1979	15 à 19	**1 895**	**1 369**	1 351	11	6	1	**526**	514	4	7	1
1978-1974	20 à 24	**2 934**	**2 180**	2 112	61	3	4	**754**	678	62	8	6
1973-1969	25 à 29	**3 421**	**2 505**	2 111	347	9	38	**916**	642	221	13	40
1968-1964	30 à 34	**4 260**	**3 003**	1 985	841	14	163	**1 257**	619	518	24	96
1963-1959	35 à 39	**6 238**	**4 256**	2 066	1 611	31	548	**1 982**	696	963	71	252
1958-1954	40 à 44	**9 451**	**6 515**	2 153	3 055	68	1 239	**2 936**	675	1 604	115	542
1953-1949	45 à 49	**14 468**	**10 189**	2 408	5 511	179	2 091	**4 279**	689	2 524	235	831
1948-1944	50 à 54	**17 335**	**12 149**	2 157	7 350	305	2 337	**5 186**	622	3 252	480	832
1943-1939	55 à 59	**18 443**	**12 939**	2 068	8 401	530	1 940	**5 504**	598	3 426	801	679
1938-1934	60 à 64	**28 056**	**19 709**	3 106	13 383	1 252	1 968	**8 347**	863	4 873	1 826	785
1933-1929	65 à 69	**41 647**	**28 182**	3 921	19 887	2 503	1 871	**13 465**	1 272	6 937	4 278	978
1928-1924	70 à 74	**57 352**	**36 217**	4 180	25 853	4 503	1 681	**21 135**	2 076	8 908	9 009	1 142
1923-1919	75 à 79	**70 268**	**40 029**	3 619	28 194	6 882	1 334	**30 239**	2 659	9 386	16 777	1 417
1918-1914	80 à 84	**66 929**	**31 722**	2 552	20 333	8 051	786	**35 207**	2 884	6 520	24 385	1 418
1913-1909	85 à 89	**97 310**	**37 402**	2 713	19 682	14 227	780	**59 908**	4 995	6 250	46 419	2 244
1908-1904	90 à 94	**63 506**	**18 161**	1 116	7 010	9 746	289	**45 345**	4 117	2 098	37 704	1 426
1903 et av	95 et plus	**25 302**	**4 717**	272	1 132	3 255	58	**20 585**	1 993	409	17 589	594
Total		**534 005**	**274 194**	**42 840**	**162 662**	**51 564**	**17 128**	**259 811**	**28 832**	**57 955**	**159 741**	**13 283**

(1) Pour la définition des groupes d'âge, se reporter à l'article 3 du présent chapitre.

TABLEAU B.02-13

Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de morti-natalité (2)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1994	2,3	3,2	2,7	5,9	7,4	11,0	5,1
1995	2,2	2,9	2,0	4,9	7,4	10,1	5,3
1996	2,2	3,0	1,8	4,8	7,2	9,7	5,0
1997	2,1	3,0	1,7	4,7	7,0	9,6	4,9
1998	2,1	2,9	1,7	4,6	7,0	9,6	5,0

(1) Pour 1000 nés vivants.
(2) Pour 1000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-14A

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	*r* 1 à 4 ans	*r* 5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Les deux sexes									
1975	10,6	13,8	0,68	0,32	0,31	0,85	1,16	1,04	1,24
1980	10,2	10,0	0,59	0,30	0,29	0,84	1,23	1,08	1,19
1985	10,0	8,3	0,46	0,22	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1990	9,3	7,3	0,38	0,17	0,19	0,56	0,97	1,08	1,25
1994	9,0	5,9	0,29	0,15	0,19	0,48	0,87	1,04	1,33
1995	9,1	4,9	0,30	0,14	0,17	0,47	0,84	1,00	1,31
1996	9,2	4,8	0,28	0,14	0,16	0,47	0,79	0,90	1,18
1997	9,0	4,7	0,28	0,13	0,16	0,46	0,76	0,80	1,01
1998	9,1	4,6	0,24	0,14	0,15	0,48	0,77	0,79	0,98
Sexe masculin									
1975	11,3	15,5	0,54	0,39	0,39	1,18	1,70	1,43	1,62
1980	10,8	11,5	0,40	0,35	0,34	1,18	1,85	1,56	1,61
1985	10,6	9,5	0,32	0,25	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1990	9,9	8,4	0,29	0,18	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1994	9,6	6,7	0,21	0,17	0,23	0,68	1,32	1,54	1,96
1995	9,7	5,4	0,20	0,16	0,20	0,65	1,23	1,48	1,89
1996	9,7	5,4	0,20	0,16	0,20	0,66	1,16	1,31	1,67
1997	9,6	5,3	0,19	0,15	0,18	0,64	1,14	1,19	1,43
1998	9,6	5,1	0,17	0,15	0,17	0,68	1,14	1,15	1,38
Sexe féminin									
1975	10,0	12,0	0,39	0,25	0,23	0,50	0,60	0,63	0,83
1980	9,5	8,4	0,32	0,24	0,22	0,48	0,59	0,59	0,76
1985	9,4	7,1	0,26	0,19	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1990	8,7	6,2	0,20	0,15	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1994	8,4	5,0	0,16	0,13	0,16	0,27	0,42	0,53	0,71
1995	8,6	4,3	0,18	0,12	0,15	0,29	0,44	0,52	0,73
1996	8,6	4,1	0,15	0,11	0,12	0,27	0,40	0,48	0,69
1997	8,6	4,1	0,17	0,10	0,13	0,27	0,37	0,40	0,59
1998	8,6	4,1	0,13	0,12	0,13	0,27	0,40	0,43	0,58

TABLEAU B.02-14B

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	*r* 80 à 89 ans	90 ans ou plus
Les deux sexes										
1975	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	120	271
1980	1,69	2,71	4,44	6,78	9,5	13,4	20,4	42,1	109	262
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	105	255
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	92	234
1994	1,72	2,35	3,43	4,93	7,1	10,5	15,5	27,7	83	212
1995	1,68	2,39	3,41	4,84	6,9	10,5	15,6	28,0	85	217
1996	1,59	2,32	3,29	4,82	6,9	10,3	15,3	28,3	87	219
1997	1,43	2,17	3,28	4,71	6,7	9,9	14,9	28,2	87	218
1998	1,43	2,22	3,39	4,63	6,8	10,1	15,0	28,6	90	196
Sexe masculin										
1975	2,51	4,22	6,75	10,11	14,3	22,5	34,7	64,8	150	306
1980	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	136	297
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	133	297
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	117	269
1994	2,45	3,35	4,83	6,95	10,3	15,6	22,9	39,7	107	243
1995	2,40	3,36	4,78	6,83	10,0	15,5	23,2	40,2	110	248
1996	2,22	3,27	4,59	6,76	9,9	15,2	22,9	40,6	113	249
1997	1,99	3,03	4,58	6,53	9,5	14,6	22,0	40,6	111	247
1998	1,96	3,09	4,79	6,47	9,6	14,8	22,1	40,6	114	212
Sexe féminin										
1975	1,18	1,89	2,92	4,32	6,1	9,1	15,0	35,7	108	261
1980	1,10	1,70	2,59	3,87	5,4	7,7	12,4	30,7	97	252
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	92	244
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	79	224
1994	1,00	1,35	2,01	2,88	4,1	5,9	9,2	19,1	71	203
1995	0,96	1,44	2,02	2,83	3,9	5,9	9,2	19,2	73	207
1996	0,96	1,38	1,98	2,86	4,0	5,8	9,0	19,4	75	210
1997	0,87	1,33	1,99	2,87	3,9	5,6	8,9	19,3	75	208
1998	0,90	1,37	2,00	2,78	4,0	5,8	9,0	19,9	78	191

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Sexe masculin											
1975	10 000	9 845	9 833	9 827	9 821	9 815	9 794	9 774	9 711	9 631	9 562
1980	10 000	9 883	9 872	9 866	9 861	9 856	9 838	9 820	9 756	9 666	9 592
1985	10 000	9 904	9 897	9 892	9 888	9.884	9 871	9 855	9 807	9 730	9 655
1990	10 000	9 916	9 909	9 904	9 901	9 898	9 888	9 876	9 833	9 758	9 679
1994	10 000	9 933	9 927	9 924	9 922	9 919	9 910	9 898	9 860	9 794	9 717
1995	10 000	9 945	9 941	9 937	9 935	9 933	9 924	9 913	9 877	9 815	9 741
1996	10 000	9 946	9 941	9 938	9 935	9 933	9 925	9 914	9 878	9 820	9 754
1997	10 000	9 946	9 942	9 939	9 937	9 935	9 927	9 917	9 881	9 824	9 765
1998	10 000	9 949	9 945	9 942	9 940	9 938	9 930	9 922	9 889	9 833	9 776
Sexe féminin											
1975	10 000	9 880	9 869	9 864	9 859	9 856	9 842	9 830	9 804	9 775	9 744
1980	10 000	9 915	9 906	9 901	9 897	9 893	9 881	9 869	9 844	9 815	9 785
1985	10 000	9 928	9 922	9 918	9 915	9.912	9 902	9 892	9 872	9 846	9 817
1990	10 000	9 938	9 932	9 929	9 927	9 925	9 917	9 909	9 892	9 870	9 843
1994	10 000	9 949	9 945	9 942	9 941	9 939	9 932	9 924	9 910	9 889	9 862
1995	10 000	9 956	9 952	9 949	9 947	9 945	9 939	9 931	9 915	9 894	9 867
1996	10 000	9 958	9 955	9 952	9 951	9 949	9 943	9 936	9 922	9 902	9 877
1997	10 000	9 958	9 955	9 952	9 950	9 948	9 943	9 936	9 921	9 903	9 882
1998	10 000	9 958	9 955	9 953	9 952	9 950	9 944	9 938	9 924	9 904	9 883
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1975	69,0	69,1	68,2	67,2	66,2	65,3	60,4	55,5	50,9	46,3	41,6
1980	70,2	70,0	69,1	68,1	67,2	66,2	61,3	56,4	51,8	47,2	42,6
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3
1990	72,8	72,4	71,4	70,5	69,5	68,5	63,6	58,6	53,9	49,3	44,7
1994	73,7	73,2	72,3	71,3	70,3	69,3	64,4	59,5	54,7	50,0	45,4
1995	73,9	73,3	72,4	71,4	70,4	69,4	64,5	59,5	54,7	50,1	45,4
1996	74,2	73,6	72,6	71,6	70,6	69,7	64,7	59,8	55,0	50,3	45,6
1997	74,6	74,0	73,1	72,1	71,1	70,1	65,2	60,2	55,4	50,7	46,0
1998	74,9	74,2	73,3	72,3	71,3	70,3	65,4	60,4	55,6	50,9	46,2
Sexe féminin											
1975	76,9	76,8	75,9	74,9	73,9	73,0	68,1	63,1	58,3	53,5	48,6
1980	78,4	78,1	77,1	76,2	75,2	74,2	69,3	64,4	59,6	54,7	49,9
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7
1990	80,9	80,4	79,5	78,5	77,5	76,6	71,6	66,7	61,8	56,9	52,1
1994	81,8	81,3	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,5	62,5	57,7	52,8
1995	81,9	81,2	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,4	62,5	57,6	52,8
1996	82,0	81,4	80,4	79,4	78,4	77,4	72,5	67,5	62,6	57,7	52,9
1997	82,3	81,6	80,7	79,7	78,7	77,7	72,7	67,8	62,9	58,0	53,1
1998	82,4	81,8	80,8	79,8	78,8	77,8	72,9	67,9	63,0	58,1	53,2

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Sexe masculin											
1975	9 481	9 358	9 153	8 836	8 382	7 770	6 913	5 763	4 348	2 788	1 393
1980	9 513	9 402	9 222	8 926	8 482	7 898	7 100	6 062	4 706	3 152	1 646
1985	9 574	9 464	9 298	9 033	8 620	8 033	7 270	6 282	5 018	3 455	1.867
1990	9 588	9 471	9 310	9 076	8 730	8 222	7 516	6 629	5 457	4 000	2 356
1994	9 621	9 501	9 337	9 103	8 779	8 321	7 670	6 805	5 701	4 289	2 659
1995	9 648	9 529	9 365	9 135	8 819	8 370	7 719	6 840	5 722	4 287	2 660
1996	9 671	9 561	9 400	9 178	8 860	8 415	7 771	6 896	5 768	4 342	2 687
1997	9 694	9 594	9 444	9 222	8 911	8 480	7 857	7 002	5 873	4 449	2 799
1998	9 710	9 614	9 466	9 244	8 935	8 511	7 902	7 064	5 940	4 512	2 826
Sexe féminin											
1975	9 702	9 643	9 548	9 403	9 195	8 899	8 486	7 838	6 817	5 254	3 258
1980	9 747	9 691	9 606	9 478	9 289	9 032	8 663	8 117	7 215	5 776	3 779
1985	9 781	9 728	9 655	9 543	9 373	9 135	8 796	8.286	7 465	6 104	4 134
1990	9 809	9 760	9 691	9 588	9 439	9 226	8 927	8 490	7 768	6 587	4 744
1994	9 826	9 776	9 708	9 605	9 462	9 265	8 984	8 559	7 905	6 821	5 129
1995	9 831	9 781	9 709	9 607	9 468	9 277	8 997	8 572	7 915	6 822	5 124
1996	9 842	9 793	9 723	9 624	9 482	9 289	9 010	8 594	7 937	6 868	5 168
1997	9 853	9 808	9 740	9 641	9 496	9 308	9 041	8 629	7 994	6 933	5 257
1998	9 855	9 811	9 743	9 647	9 507	9 317	9 051	8 650	8 014	6 967	5 290
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1975	36,9	32,4	28,0	23,9	20,1	16,5	13,2	10,3	7,8	5,8	4,2
1980	37,9	33,3	28,9	24,8	20,9	17,3	13,9	10,9	8,3	6,1	4,5
1985	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4
1990	40,1	35,5	31,1	26,8	22,8	19,0	15,6	12,3	9,4	6,9	4,9
1994	40,8	36,3	31,9	27,6	23,6	19,7	16,2	12,9	9,9	7,3	5,2
1995	40,9	36,3	31,9	27,7	23,6	19,7	16,1	12,8	9,8	7,3	5,2
1996	41,0	36,4	32,0	27,7	23,6	19,7	16,1	12,9	9,9	7,3	5,2
1997	41,3	36,7	32,3	28,0	23,9	20,0	16,3	13,0	10,0	7,4	5,3
1998	41,5	36,9	32,4	28,1	24,0	20,1	16,4	13,1	10,0	7,4	5,3
Sexe féminin											
1975	43,8	39,1	34,4	29,9	25,6	21,3	17,2	13,4	10,0	7,2	5,1
1980	45,1	40,3	35,6	31,1	26,7	22,4	18,2	14,2	10,7	7,7	5,4
1985	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
1990	47,2	42,5	37,7	33,1	28,6	24,2	19,9	15,8	12,0	8,7	6,0
1994	48,0	43,2	38,5	33,9	29,4	24,9	20,6	16,5	12,7	9,3	6,5
1995	48,0	43,2	38,5	33,9	29,4	24,9	20,6	16,5	12,6	9,2	6,4
1996	48,1	43,3	38,6	34,0	29,4	25,0	20,7	16,5	12,7	9,2	6,4
1997	48,3	43,5	38,8	34,1	29,6	25,2	20,8	16,7	12,8	9,3	6,5
1998	48,4	43,6	38,9	34,2	29,7	25,2	20,9	16,7	12,9	9,4	6,5

(1) Âges en années.
(2) Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 1996-1998

Mortalité générale

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			**Les deux sexes**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100 000	531	74,55	100 000	420	82,25	**100 000**	**477**	**78,30**
1	99 469	44	73,94	99 580	33	81,59	**99 523**	**38**	**77,68**
2	99 426	31	72,98	99 548	22	80,62	**99 485**	**26**	**76,71**
3	99 395	23	72,00	99 526	18	79,63	**99 459**	**21**	**75,73**
4	99 372	20	71,02	99 508	15	78,65	**99 438**	**17**	**74,74**
5	99 353	17	70,03	99 493	12	77,66	**99 421**	**15**	**73,76**
6	99 336	16	69,04	99 481	12	76,67	**99 406**	**14**	**72,77**
7	99 319	15	68,05	99 469	13	75,68	**99 392**	**14**	**71,78**
8	99 304	16	67,06	99 456	13	74,69	**99 378**	**14**	**70,79**
9	99 288	16	66,07	99 444	12	73,70	**99 364**	**13**	**69,80**
10	99 273	14	65,08	99 432	11	72,71	**99 351**	**13**	**68,81**
11	99 259	16	64,09	99 421	12	71,71	**99 338**	**14**	**67,81**
12	99 243	18	63,10	99 410	13	70,72	**99 324**	**15**	**66,82**
13	99 226	22	62,11	99 396	14	69,73	**99 309**	**18**	**65,83**
14	99 204	31	61,13	99 382	17	68,74	**99 291**	**24**	**64,85**
15	99 174	41	60,15	99 366	21	67,75	**99 267**	**30**	**63,86**
16	99 133	51	59,17	99 345	24	66,77	**99 237**	**38**	**62,88**
17	99 083	67	58,20	99 321	28	65,78	**99 199**	**47**	**61,90**
18	99 016	92	57,24	99 294	33	64,80	**99 152**	**64**	**60,93**
19	98 926	102	56,29	99 260	36	63,82	**99 089**	**70**	**59,97**
20	98 824	106	55,35	99 225	38	62,84	**99 020**	**73**	**59,01**
21	98 719	113	54,41	99 187	40	61,87	**98 948**	**78**	**58,06**
22	98 608	120	53,47	99 148	41	60,89	**98 871**	**81**	**57,10**
23	98 490	119	52,53	99 108	40	59,92	**98 791**	**80**	**56,15**
24	98 372	118	51,59	99 069	39	58,94	**98 712**	**79**	**55,19**
25	98 256	119	50,65	99 030	40	57,96	**98 634**	**80**	**54,23**
26	98 139	120	49,71	98 990	42	56,99	**98 555**	**82**	**53,28**
27	98 022	123	48,77	98 948	44	56,01	**98 474**	**84**	**52,32**
28	97 901	125	47,83	98 904	45	55,04	**98 391**	**86**	**51,37**
29	97 778	129	46,89	98 860	51	54,06	**98 306**	**91**	**50,41**
30	97 652	139	45,95	98 810	56	53,09	**98 217**	**98**	**49,45**
31	97 517	145	45,01	98 755	58	52,12	**98 121**	**102**	**48,50**
32	97 375	146	44,08	98 698	62	51,15	**98 021**	**105**	**47,55**
33	97 233	156	43,14	98 637	68	50,18	**97 918**	**112**	**46,60**
34	97 082	168	42,21	98 570	72	49,21	**97 808**	**121**	**45,65**
35	96 918	182	41,28	98 499	80	48,25	**97 690**	**132**	**44,71**
36	96 742	196	40,35	98 420	86	47,28	**97 561**	**141**	**43,77**
37	96 553	210	39,43	98 336	91	46,32	**97 423**	**152**	**42,83**
38	96 350	228	38,51	98 246	100	45,37	**97 275**	**164**	**41,89**
39	96 131	242	37,60	98 148	111	44,41	**97 115**	**177**	**40,96**
40	95 898	263	36,69	98 039	118	43,46	**96 943**	**192**	**40,03**
41	95 646	295	35,79	97 924	127	42,51	**96 757**	**212**	**39,11**
42	95 364	325	34,89	97 799	141	41,56	**96 552**	**234**	**38,19**
43	95 054	353	34,00	97 662	153	40,62	**96 326**	**254**	**37,28**
44	94 718	373	33,12	97 512	163	39,68	**96 081**	**269**	**36,37**
45	94 365	407	32,24	97 353	177	38,75	**95 823**	**293**	**35,47**
46	93 980	440	31,37	97 180	190	37,82	**95 542**	**316**	**34,57**
47	93 567	470	30,51	96 996	201	36,89	**95 240**	**336**	**33,68**
48	93 127	502	29,65	96 801	212	35,96	**94 920**	**358**	**32,79**
49	92 659	552	28,80	96 596	231	35,04	**94 580**	**392**	**31,91**

NB. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 1996-1998

Mortalité générale

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	92 147	592	27,96	96 372	260	34,12	**94 209**	**427**	**31,03**
51	91 602	635	27,12	96 122	279	33,20	**93 807**	**456**	**30,16**
52	91 020	688	26,29	95 853	296	32,29	**93 379**	**492**	**29,30**
53	90 394	732	25,47	95 570	318	31,39	**92 920**	**524**	**28,44**
54	89 733	792	24,65	95 266	333	30,49	**92 433**	**561**	**27,59**
55	89 022	844	23,84	94 949	352	29,59	**91 914**	**596**	**26,74**
56	88 271	894	23,04	94 615	378	28,69	**91 366**	**633**	**25,90**
57	87 482	982	22,25	94 257	401	27,80	**90 788**	**687**	**25,06**
58	86 623	1 083	21,46	93 879	428	26,91	**90 164**	**751**	**24,23**
59	85 684	1 166	20,69	93 477	464	26,02	**89 487**	**808**	**23,41**
60	84 685	1 275	19,93	93 043	500	25,14	**88 764**	**879**	**22,59**
61	83 605	1 393	19,18	92 578	537	24,26	**87 984**	**954**	**21,79**
62	82 440	1 526	18,44	92 081	574	23,39	**87 145**	**1 035**	**21,00**
63	81 182	1 643	17,72	91 552	629	22,52	**86 243**	**1 118**	**20,21**
64	79 849	1 773	17,01	90 976	697	21,66	**85 279**	**1 214**	**19,43**
65	78 433	1 932	16,31	90 342	769	20,81	**84 244**	**1 324**	**18,67**
66	76 917	2 071	15,62	89 647	830	19,97	**83 129**	**1 417**	**17,91**
67	75 324	2 258	14,94	88 903	917	19,13	**81 951**	**1 548**	**17,16**
68	73 623	2 457	14,27	88 088	997	18,30	**80 682**	**1 679**	**16,42**
69	71 815	2 709	13,62	87 210	1 107	17,48	**79 327**	**1 848**	**15,69**
70	69 869	2 915	12,99	86 245	1 232	16,67	**77 861**	**2 006**	**14,98**
71	67 833	3 175	12,36	85 182	1 346	15,88	**76 299**	**2 178**	**14,28**
72	65 679	3 451	11,75	84 036	1 494	15,09	**74 637**	**2 375**	**13,58**
73	63 413	3 717	11,15	82 780	1 697	14,31	**72 864**	**2 597**	**12,90**
74	61 056	4 023	10,56	81 375	1 915	13,54	**70 972**	**2 843**	**12,23**
75	58 600	4 486	9,98	79 817	2 149	12,80	**68 954**	**3 166**	**11,57**
76	55 971	4 868	9,43	78 101	2 432	12,07	**66 771**	**3 479**	**10,94**
77	53 246	5 349	8,89	76 202	2 747	11,36	**64 448**	**3 848**	**10,31**
78	50 398	5 888	8,36	74 108	3 143	10,66	**61 968**	**4 286**	**9,71**
79	47 430	6 524	7,85	71 779	3 559	9,99	**59 312**	**4 771**	**9,12**
80	44 336	7 242	7,37	69 225	4 066	9,35	**56 482**	**5 343**	**8,55**
81	41 125	8 046	6,90	66 410	4 648	8,72	**53 464**	**5 985**	**8,00**
82	37 816	8 875	6,46	63 324	5 323	8,12	**50 264**	**6 693**	**7,48**
83	34 460	9 847	6,04	59 953	6 092	7,55	**46 900**	**7 503**	**6,98**
84	31 066	10 845	5,65	56 300	6 945	7,01	**43 381**	**8 377**	**6,51**
85	27 697	11 949	5,27	52 390	7 934	6,49	**39 747**	**9 364**	**6,06**
86	24 388	13 234	4,92	48 234	9 028	6,01	**36 025**	**10 487**	**5,63**
87	21 160	14 627	4,60	43 879	10 239	5,55	**32 247**	**11 713**	**5,23**
88	18 065	16 134	4,30	39 386	11 615	5,13	**28 470**	**13 084**	**4,86**
89	15 150	17 582	4,03	34 811	13 167	4,74	**24 745**	**14 552**	**4,52**
90	12 486	19 114	3,78	30 228	14 718	4,38	**21 144**	**16 047**	**4,20**
91	10 100	20 746	3,56	25 779	16 344	4,05	**17 751**	**17 627**	**3,91**
92	8 005	22 460	3,36	21 566	17 988	3,75	**14 622**	**19 238**	**3,64**
93	6 207	24 044	3,19	17 687	19 918	3,46	**11 809**	**21 026**	**3,39**
94	4 714	25 461	3,04	14 164	21 733	3,20	**9 326**	**22 700**	**3,15**
95	3 514	26 276	2,90	11 085	23 832	2,94	**7 209**	**24 442**	**2,93**
96	2 591	28 078	2,76	8 444	25 827	2,71	**5 447**	**26 381**	**2,72**
97	1 863	30 058	2,64	6 263	28 834	2,48	**4 010**	**29 127**	**2,52**
98	1 303	31 631	2,57	4 457	31 868	2,28	**2 842**	**31 809**	**2,35**
99	891	31 894	2,52	3 037	34 423	2,11	**1 938**	**33 849**	**2,21**

(1) A l'âge indiqué.
(2) Pour 100 000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1998

Sources : EUROSTAT
US Bureau of the Census, International Programs Center
US National Center for Health Statistics
Conseil de l'Europe

Pays	Taux pour 1 000 habitants					Taux de reproduction		Mortalité infantile (pour 1 000)	Espérance de vie à la naissance	
	Variation totale (1)	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divortialité	Brut	Net	naissances vivantes)	Hommes	Femmes
Allemagne (3) (4) (5)	– 0,2	9,6	10,4	5,1	2,3	0,67	0,65	4,7	74,5	80,6
Autriche (4)	1,0	10,1	9,7	4,7	2,2	0,65	0,65	5,2	74,7	80,9
Belgique (5)	2,1	11,2	10,2	4,4	2,6	0,76	0,74	5,6	74,3	80,5
Danemark	3,5	12,5	11,0	6,5	2,5	0,84	0,83	4,7	73,9	78,8
Espagne (3) (5)	1,2	9,2	9,1	5,1	0,9	0,56	0,55	5,7	74,4	81,7
Finlande (5)	2,4	11,1	9,5	4,7	2,7	0,85	0,83	4,2	73,5	80,8
France	**4,2**	**12,5**	**9,1**	**4,6**	**2,0**	**0,85**	**0,84**	**4,6**	**74,9**	**82,4**
Grèce (4)	1,0	9,6	9,7	5,3	0,8	0,64	0,62	5,7	75,5	80,6
Irlande (2) (3) (5)	11,0	14,4	8,3	4,5	. . .	0,94	0,91	6,2	73,5	79,1
Italie (3) (5)	0,9	9,3	10,0	4,8	0,6	0,60	0,58	5,3	74,9	81,3
Luxembourg (5)	12,9	12,6	9,0	4,8	2,4	0,83	0,81	4,9	73,7	80,5
Pays-Bas (4)	6,7	12,7	8,7	5,5	2,1	0,79	0,79	5,2	75,2	80,6
Portugal (5)	2,2	11,4	10,7	6,9	1,5	0,71	0,70	6,0	71,7	78,9
Royaume-Uni (3) (4) (5)	5,1	12,1	10,6	5,1	2,7	0,84	0,82	5,7	74,8	79,7
Suède (5)	0,8	10,1	10,5	3,6	2,3	0,74	0,73	3,5	76,9	81,9
Europe des Quinze *p*	**2,2**	**10,7**	**9,9**	**5,0**	**1,8**	**0,70**	**0,69**	**5,3**	**74,1**	**80,5**
États-Unis	9,5	14,4	8,5	8,4	4,3	. . .	. . .	7,2	73,9	79,4
Japon (2)	2,0	9,8	7,8	. . .	. . .	. . .	. . .	4,0	77,3	83,8
Fédération Russe (5)	– 5,3	8,7	13,6	5,8	3,4	. . .	. . .	17,3	59,8	72,5

(1) La variation totale tient compte du solde migratoire.
(2) Irlande et Japon : chiffre non disponible pour les divorces.
(3) Données provisoires - Allemagne et Irlande (mortalité infantile), Espagne, Italie, Royaume-Uni.
(4) Estimation Eurostat : Allemagne, Autriche, Grèce, Pays-Bas, Royaume-Uni (espérance de vie).
(5) 1997 - Espagne, Italie, (espérance de vie) - Allemagne, Belgique, Espagne, Finlande, Irlande, Italie, Luxembourg, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Fédération Russe (taux de reproduction brut et net).

TABLEAU B.02-18

Nombre d'immigrants par type de procédure

Année 1998

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (O.F.P.R.A.) (1)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Réexamens (2)	Autres	**Total 1998**	**Total 1997**
Européens	**6 729**	**3 560**	**1 936**	**174**	**1 056**	**351**	**146**	**4 160**	**138**	**18 250**	**15 169**
dont : Nationalités de l'UE (3)	6 175	–	–	–	–	–	–	–	–	**6 175**	**6 422**
Autres Européens et ex-URSS	488	921	1 189	141	653	91	134	2 293	124	**6 034**	**4 003**
Turcs	66	2 639	747	33	403	260	12	1 867	14	**6 041**	**4 744**
Asiatiques	**942**	**1 651**	**1 296**	**102**	**2 185**	**425**	**141**	**7 363**	**174**	**14 279**	**9 178**
dont : Libanais	241	99	79	7	...	4	12	63	28	**...**	**...**
Sri Lankais	2	97	52	–	832	247	2	484	8	**1 724**	**1 252**
Vietnamiens	30	11	172	6	237	24	–	70	17	**567**	**602**
Africains	**1 568**	**14 895**	**8 577**	**1 035**	**991**	**180**	**374**	**32 847**	**766**	**61 233**	**35 780**
dont : Maghreb	923	11 987	6 476	221	...	35	235	13 769	421	**...**	**...**
Algériens	438	4 962	3 345	–	56	8	108	6 289	140	**15 346**	**9 718**
Marocains	333	5 719	2 044	176	...	6	79	5 268	246	**...**	**...**
Tunisiens	152	1 306	1 087	45	43	21	48	2 212	35	**4 949**	**...**
Afrique hors Maghreb	645	2 908	2 101	814	...	145	139	19 078	345	**...**	**...**
Américains	**1 022**	**1 535**	**979**	**298**	**85**	**35**	**617**	**1 369**	**74**	**6 014**	**5 420**
Autres	**63**	**49**	**56**	**4**	**25**	**–**	**–**	**34**	**7**	**238**	**203**
Ensemble	**10 324**	**21 690**	**12 844**	**1 613**	**4 342**	**991**	**1 278**	**45 773**	**1 159**	**100 014**	**65 750**

(1) Les données par nationalité détaillée sur les réfugiés ne sont pas disponibles.
(2) Circulaire du 24 juin 1997.
(3) Y compris pays de l'UE, non membres, parties à l'EEE.

TABLEAU B.02-19

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial

Année 1998

Source : Office des migrations internationales (OMI)

Âge	**Total des travailleurs**	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**281**	183	4	98	6
20 à 24 ans	**1 888**	1 079	96	809	55
25 à 29 ans	**3 029**	1 872	348	1 157	176
30 à 34 ans	**2 192**	1 505	591	687	199
35 à 39 ans	**1 310**	948	532	362	118
40 à 44 ans	**752**	558	382	194	93
45 ans ou plus	**872**	648	459	224	102
Total	**10 324**	**6 793**	**2 412**	**3 531**	**749**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.

TABLEAU B.02-20

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Année 1998

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tuniciens	Turcs	Autres	**Total 1998**
Activité économique (2)										
Pêche, agriculture, sylviculture	2	22	3	244	2	20	7	1	33	**334**
Industries agricoles et alimentaires	8	–	8	9	5	3	1	2	66	**102**
Industries textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	5	3	3	2	–	5	–	7	50	**75**
Ind. chimique, caoutchouc et plastiques	26	9	18	9	6	4	3	4	188	**267**
Fab. équipements électriques, électroniques	26	9	34	6	10	4	10	1	266	**366**
Construction	10	62	76	866	15	7	4	7	124	**1 171**
Commerce ; gros, détails, réparation	39	44	96	85	50	50	17	5	603	**989**
Hôtels, restaurants	57	79	171	142	30	14	9	7	442	**951**
Transports et communications	14	12	34	19	10	6	4	2	182	**283**
Activités financières	24	18	23	4	2	19	6	10	200	**306**
Immobilier, location, services aux entreprises	234	137	210	217	129	138	73	12	1 604	**2 754**
Éducation	57	38	40	12	49	27	8	1	386	**618**
Santé et action sociale	23	22	20	14	61	4	4	–	160	**308**
Services collectifs, sociaux, personnels	61	36	44	24	28	16	3	1	455	**668**
Services domestiques	7	45	23	265	26	6	1	–	218	**591**
Administration publique, activités extra-territoriales	4	1	6	3	4	–	–	–	33	**51**
Autres (3)	63	28	38	36	11	10	2	6	296	**490**
Total	**660**	**565**	**847**	**1 957**	**438**	**333**	**152**	**66**	**5 306**	**10 324**
Profession										
Ouvriers et employés non qualifiés	73	231	238	1 270	89	66	10	7	907	**2 891**
Ouvriers et employés qualifiés	181	156	282	646	141	98	37	21	1 450	**3 012**
Techniciens et agents de maîtrise	39	11	27	10	30	23	15	3	369	**527**
Cadres et ingénieurs	367	167	300	31	178	146	90	35	2 580	**3 894**
Total	**660**	**565**	**847**	**1 957**	**438**	**333**	**152**	**66**	**5 306**	**10 324**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI, à partir de la NAF (Nomenclature d'activités française).
(3) Extraction de produits énergétiques et non énergétiques, travail du bois, fabrication d'articles en bois, industries du papier, édition, imprimerie, cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire, métallurgie et travail des métaux, fabrication de machines et équipements, fabrication de matériel de transport, autres industries manufacturières, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

TABLEAU B.02-21A

Mouvement naturel de la population en valeur absolue

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants (2)	Enfants sans vie	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent naturel
GUADELOUPE								
1975	324,5	1 668	199	8 257	272	2 351	296	5 906
1980	326,9	1 603	450	6 425	141	2 143	118	4 282
1985	353,1	1 610	527	6 754	85	2 313	130	4 441
1990	389,5	2 021	548	7 569	110	2 334	76	5 235
1995 *r*	404,6	1 865	626	7 027	95	2 448	51	4 579
1996 *r*	409,1	1 869	607	7 184	74	2 431	68	4 753
1997 *r*	413,8	1 936	548	7 473	97	2 407	63	5 066
1998	419,1	1 959	653	6 507	31	2 514	66	3 993
GUYANE								
1975	56,3	219	26	1 476	43	408	59	1 068
1980	68,2	205	27	1 933	56	468	64	1 465
1985	90,8	315	87	2 491	59	500	53	1 991
1990	118,5	461	99	3 606	72	597	64	3 009
1995 *r*	137,8	656	92	4 211	48	540	75	3 671
1996 *r*	142,9	573	128	4 331	50	556	73	3 775
1997 *r*	148,3	640	167	4 426	54	598	75	3 828
1998	153,8	510	146	4 696	52	607	51	4 089
MARTINIQUE								
1975	323,6	1 453	349	6 741	179	2 305	190	4 436
1980	326,1	1 190	308	5 303	93	2 164	107	3 139
1985	340,9	1 307	284	5 711	68	2 126	88	3 585
1990	361,5	1 572	327	6 437	54	2 228	48	4 209
1995 *r*	369,4	1 507	604	5 630	54	2 273	33	3 357
1996 *r*	372,3	1 488	428	5 615	52	2 240	46	3 375
1997 *r*	375,5	1 548	412	5 683	60	2 358	38	3 325
1998	379,0	1 501	355	5 793	53	2 518	50	3 275
RÉUNION								
1975	481,1	3 346	352	13 301	523	3 212	348	10 089
1980	505,7	3 057	498	12 303	270	3 242	197	9 061
1985	549,6	3 185	629	13 174	159	3 055	136	10 119
1990	602,1	3 716	798	13 912	150	3 183	96	10 729
1995 *r*	663,5	3 313	1435	13 053	95	3 420	101	9 633
1996 *r*	674,9	3 306	1154	13 047	134	3 565	84	9 482
1997 *r*	686,5	3 211	999	13 638	104	3 557	89	10 081
1998	698,2	3 348	1215	13 538	99	3 731	111	9 807

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1974, 1982, 1990 et 1999.
(2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-21B

Mouvement naturel de la population : Taux pour 1000 habitants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel	Mortalité infantile (1)
GUADELOUPE					
1975	5,1	25,4	7,1	18,3	36
1980	4,9	19,7	6,5	13,1	18
1985	4,6	19,1	6,6	12,7	19
1990	5,2	19,5	6,0	13,5	10
1995 r	4,6	17,4	6,1	11,3	7
1996 r	4,6	17,6	5,9	11,6	10
1997 r	4,7	18,1	5,8	12,2	8
1998	4,7	15,5	6,0	9,5	10
GUYANE					
1975	3,9	26,2	7,2	19,0	40
1980	3,0	28,6	6,9	21,7	33
1985	3,6	28,2	5,7	22,6	20
1990	3,9	30,7	5,2	26,4	17
1995 r	4,8	30,6	3,9	26,6	18
1996 r	4,0	30,3	3,9	26,4	17
1997 r	4,3	29,8	4,0	25,8	17
1998	3,3	30,5	3,9	26,6	11
MARTINIQUE					
1975	4,5	20,8	7,0	13,8	28
1980	3,7	15,4	6,6	9,8	20
1985	3,9	16,9	6,3	10,5	15
1990	4,4	17,9	6,2	11,6	7
1995 r	4,1	15,2	6,2	9,1	6
1996 r	4,0	15,1	6,0	9,1	8
1997 r	4,1	15,1	6,3	8,9	7
1998	4,0	15,3	6,6	8,6	7
REUNION					
1975	7,0	27,6	6,7	20,9	26
1980	6,0	24,3	6,4	17,9	16
1985	5,8	24,0	5,6	18,4	10
1990	6,2	23,1	5,3	17,8	7
1995 r	5,0	19,7	5,1	14,5	7
1996 r	4,9	19,3	5,3	14,0	6
1997 r	4,6	19,9	5,2	14,7	7
1998	4,8	19,4	5,3	14,0	8

(1) Nombre de décédés de moins d'un an pour 1000 nés vivants; le taux inclut les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-22

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Nuptialité (2)	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
		Nombre						Taux pour 1000				
1975.....	133,0	...	...	4 115	923	142	3 192	...	30,9	6,9	24,0	34,5
1980.....	140,0	781	127	3 668	1 008	99	2 660	5,6	26,2	7,2	19,0	27,0
1985.....	154,5	794	207	3 619	891	53	2 728	5,1	23,4	5,8	17,7	14,6
1990.....	170,9	887	157	4 378	928	47	3 450	5,2	25,6	5,4	20,2	10,7
1994.....	189,5	898	214	4 267	1 060	43	3 207	4,7	22,5	5,6	16,9	10,1
1995.....	193,8	875	181	4 242	1 020	33	3 222	4,5	21,9	5,3	16,6	7,8
1996.....	197,4	937	156	4 401	1 020	38	3 381	4,7	22,3	5,2	17,1	8,6
1997.....	200,9	1 005	179	4 490	1 016	24	3 474	5,0	22,4	5,1	17,3	5,3
1998.....	204,3	1 005	196	4 352	982	30	3 370	4,9	21,3	4,8	16,5	6,9

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1976, 1983, 1989 et 1996.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1 000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-23

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Institut territorial de la Statistique et des Études Économiques

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
		Nombre				Taux pour 1000			
1975.....	131,8	4 404	953	187	3 451	33,4	7,2	26,2	42,5
1980.....	150,9	4 544	1 005	185	3 539	30,1	6,7	23,5	40,7
1985.....	174,5	5 413	993	125	4 420	31,0	5,7	25,3	23,1
1990.....	196,7	5 568	982	64	4 586	28,3	5,0	23,3	11,5
1994	212,7	5 109	1 082	50	4 027	24,0	5,1	18,9	9,8
1995.....	216,0	4 905	1 113	50	3 792	22,7	5,2	17,6	10,2
1996.....	219,2	4 848	1 029	48	3 819	22,1	4,7	17,4	9,9
1997 *p*	222,5	4 702	1 089	36	3 613	21,1	4,9	16,2	7,7
1998 *p*	226,1	4 600	1 104	32	3 496	20,3	4,9	15,5	7,0

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1975, 1982, 1988 et 1996.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-24

Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (en milliers) (2)	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Excédent naturel	Nuptialité (1)	Natalité (1)	Mortalité (1)	Excédent naturel (1)
		Nombre					(1) Taux pour 1 000			
1975	5,9	50	...	99	32	67	8,5	16,9	5,4	11,5
1980	6,0	32	6	90	39	51	5,3	15,0	6,5	8,5
1985	6,3	32	5	95	50	45	5,1	15,2	8,0	7,2
1990	6,4	34	7	74	38	36	5,3	11,5	5,9	5,6
1994	6,6	24	13	81	48	33	3,7	12,3	7,3	5,0
1995	6,6	17	9	75	50	25	2,6	11,4	7,6	3,8
1996	6,6	30	14	74	37	37	4,5	11,2	5,6	5,6
1997	6,7	36	10	93	57	36	5,4	14,0	8,6	5,4
1998	6,7	27	7	74	50	24	4,0	11,1	7,5	3,6

(1) À Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.
(2) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Effectif des immigrés en 1999 suivant les principaux pays de naissance.

1. Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.
2. Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1999.
3. Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
4. Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée et le sexe.
5. Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990.
6. Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française.
7. Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure.
8. Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1990. DOM.
9. Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999.
10. Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1999 selon le pays de naissance.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule Statistiques et études sur l'immigration et de la division « Recensements de la population » de l'INSEE, de la Direction de la population et des migrations du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, et du ministère de la Justice.

1. PRÉSENTATION

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors Français par acquisition, par opposition aux Français de naissance.

La notion d'immigré est, pour sa part, liée à deux caractéristiques invariables : le lieu de naissance et la nationalité. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le Code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.

En mars 1999, 3 263 186 étrangers ont été recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint 5,6 % contre 6,3 % en 1990 et 6,8 % en 1982. La diminution du nombre d'étrangers originaire de l'Union européenne observée lors des recensements précédents se confirme en 1999. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1990 (Espagnols, Italiens, Portugais). Les étrangers originaires du Maghreb sont également moins nombreux en 1999 qu'en 1990 quelle que soit leur nationalité.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune. La proportion de personnes qui ont entre 20 et 40 ans est de 34,5 % pour la population étrangère; elle est de 29,6 % pour la population totale. En revanche, 16,4% des étrangers ont 60 ans ou plus contre 21,3 % pour la population totale.

Les immigrés sont au nombre de 4 308 527 en 1999, 2 753 588 sont étrangers, les 1 554 939 autres étant français par acquisition.

La structure par âge de la population immigrée diffère de celle de l'ensemble de la population. Les jeunes sont peu nombreux, puisque, par définition, les immigrés ne naissent pas en France. Les moins de 20 ans représentent le quart de l'ensemble de la population et 8 % seulement de la population immigrée. La moitié des immigrés ont entre 30 et 55 ans, contre un tiers de l'ensemble des résidents. Un quart de la population immigrée a plus de 60 ans. Cette proportion n'est que d'un cinquième dans l'ensemble de la population.

Depuis 1975 l'écart, entre le nombre d'hommes et de femmes parmi les immigrés se réduit : les femmes immigrées sont en 1999 aussi nombreuses que les hommes.

2. MÉTHODOLOGIE

En ce qui concerne la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

En ce qui concerne les actes juridiques, la législation sur la nationalité a fait l'objet de modifications importantes depuis une vingtaine d'années.

La loi nº 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance nº 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi nº 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi nº 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, réglaient jusqu'en 1993 les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

La réforme du droit de la nationalité, issue de la loi nº 93-933 du 22 juillet 1993, intégrée dans le code civil, a modifié les règles d'attribution et d'acquisition de la nationalité française mais aussi la répartition des compétences à partir de 1994.

Avant cette réforme, le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration avait compétence pour l'ensemble des acquisitions de la nationalité française, quelle que soit la procédure (l'acquisition de la nationalité française à 18 ans par les jeunes étrangers nés et résidant en France ne nécessitait aucune formalité).

Après la réforme, les compétences étaient réparties entre le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration et celui de la Justice, et depuis juin 1997, elles le sont entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et celui de la Justice; le premier reste seul compétent en matière d'acquisition par décret (naturalisation et réintégration) et les déclarations d'acquisition à raison du mariage, les autres acquisitions par déclaration sont de la compétence du second. La manifestation de volonté qui concerne les jeunes étrangers nés en France relève du juge d'instance. Chaque ministère présente les statistiques des acquisitions qui relèvent de sa compétence.

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité a supprimé la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté. Pour les huit mois d'application de cette ancienne législation en 1998, le nombre d'acquisitions de la nationalité française par manifestation de volonté s'est élevé à 25 549.

3. DÉFINITIONS

Acquisition de la nationalité française

a) Pour les jeunes :

Depuis la loi du 16 mars 1998, tout enfant né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française automatiquement à sa majorité, si à cette date, il a sa résidence en France et s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans.

La loi du 16 mars 1998 a également rétabli la possibilité pour l'enfant de devenir français par anticipation durant sa minorité. Ainsi, sous certaines conditions de résidence, l'enfant mineur né en France de parents étrangers peut devenir français sans attendre sa majorité.

Dès 16 ans, il peut anticiper l'acquisition automatique de la nationalité française par une démarche volontaire et personnelle.

À partir de 13 ans, ses parents peuvent réclamer la nationalité française par déclaration, en son nom et avec son consentement personnel.

b) Pour les majeurs :

● Par décret

Les naturalisations accordées par décret concernent des étrangers qui en font la demande et sous certaines conditions (sauf exceptions prévues, justification d'une résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande) (art 21.17 du Code Civil).

Un enfant mineur devient français de plein droit dans le cas où l'un de ses parents acquiert la nationalité française, si son nom est mentionné dans le décret de naturalisation et s'il a la même résidence habituelle que ce parent (art 22.1 du Code Civil).

Une réintégration peut également résulter d'un décret.

● Par déclaration de nationalité

Elles sont souscrites par des étrangers sous certaines conditions. On distingue :

— les déclarations de nationalité à raison du mariage (art. 21-2 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité des enfants adoptés par un Français ou recueillis en France (art. 21-12 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité à raison de la possession d'état de français (jouissance de la nationalité française, pendant les dix années précédant la déclaration) (art. 21-13 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité souscrites par des personnes qui se sont vu opposer les dispositions des articles 23-6 ou 30-3 du Code Civil.

— les déclarations de nationalité souscrites en vue de la réintégration dans la nationalité française (art. 24 ; 24-2 du Code Civil).

● Par manifestation de volonté (à raison de la naissance et de la résidence en France)

La procédure d'acquisition de la nationalité française par manifestation de volonté, créée le 1er janvier 1994, s'appliquait aux jeunes étrangers, dès l'âge de 16 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, nés en France et y résidant de façon habituelle depuis au moins cinq ans (art 21.7 du Code civil).

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n°98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité a supprimé la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté. Toutefois, les manifestations de volonté souscrites mais non enregistrées avant le 1er septembre 1998 demeurent régies par les dispositions en vigueur à la date de leur souscription, c'est-à-dire par la loi du 22 juillet 1993. Cette disposition transitoire est importante pour les jeunes ayant manifesté leur volonté de devenir français entre 18 et 21 ans. En effet, ayant passé l'âge de 18 ans, ils ne peuvent plus bénéficier de l'acquisition de plein droit rétablie par la loi du 16 mars 1998.

Nationalité au RP 1999

La population est répartie en trois grands groupes :

— Français de naissance (y compris par réintégration);

— Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité);

— étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.

Les résultats (à paraître) du recensement de 1999 contiendront des données par nationalité détaillée.

Les pays de l'Union européenne en mars 1999 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Le champ de l'Union européenne actuelle a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations.

— Ministère de la Justice.

Publications INSEE :

— « Recensement général de la population de 1975. Nationalité (sondage au 1/5) », n° 393, *Collections de l'INSEE,* série D, n° 83, INSEE, 1981.

— « Recensement général de la population de 1982. Nationalité (sondage au 1/4) », volume bordeaux, 154 pages, INSEE.

INSEE-Résultats, série Démographie-société :

— « Recensement de la population de 1990, nationalités », résultats au 1/4, *INSEE-Résultats,* n° 217, novembre 1992;

— « Les immigrés et leur famille », *INSEE-Résultats,* n^{os} 538-539, avril 1997;

— « La population active immigrée en 1982 et 1990 », *INSEE-Résultats,* n° 577, octobre 1997.

INSEE-Première :

— « La population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Labat (J. C.), *INSEE-Première,* n° 150, juin 1991, 4 pages, INSEE;

— « La localisation de la population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Harnois (J.), *INSEE-Première,* n° 177, janvier 1992;

— « La population étrangère en 1990 par nationalité, recensement de la population de 1990 », *INSEE-Première,* n° 217, juillet 1992;

— « La population immigrée. Le résultat d'une longue histoire », *INSEE-Première*, n° 457, mai 1996;

— « Asile politique : 121 000 réfugiés vivent en France », *INSEE-Première*, n° 601, juillet 1998;

— « Recensement de la population 1999, la proportion d'immigrés est stable depuis 25 ans », *INSEE-Première*, n° 748, novembre 2000.

Économie et Statistique :

— « La présence étrangère en France métropolitaine », Labat (J. C.), *Économie et statistique,* n° 242, avril 1991, p. 7-15, INSEE;

— « Le parcours professionnel des immigrés en France : une analyse longitudinale », *Économie et statistique*, n° 299, 1996.

Contours et caractères :

— « Les étrangers en France », *Contours et caractères,* INSEE, mai 1994;

— « Les immigrés en France », *Contours et caractères,* INSEE, février 1997.

Données sociales 1996 et 1999, INSEE :

— « Les immigrés vivant hors du cadre familial », « La vie professionnelle des immigrés originaires du Portugal », « Les immigrés et le logement », *Données sociales 1996*, INSEE;

— « Vieillir en France quand on est immigré », A. Mesrine, S. Thave, *Données sociales 1999*, INSEE.

Synthèses :

— « Regards sur l'immigration depuis 1945 », *Synthèses*, n° 30, octobre 1999, INSEE.

Autres publications :

— « Les étrangers au recensement de 1975 », *Migrations et sociétés,* ministère du Travail, La Documentation française, 1977.

— « Recensement général de la population de 1982. Les étrangers (sondage au 1/20) », *Migrations et sociétés,* n° 6, 111 pages. Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, série « boulier » RP 82/5, 111 pages. INSEE, La Documentation française, 1984.

— « La politique de la nationalité en 1998 : données chiffrées et commentaires », Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations ».

— *OMISTAT (Annuaire des migrations*), Office des migrations internationales, 1998.

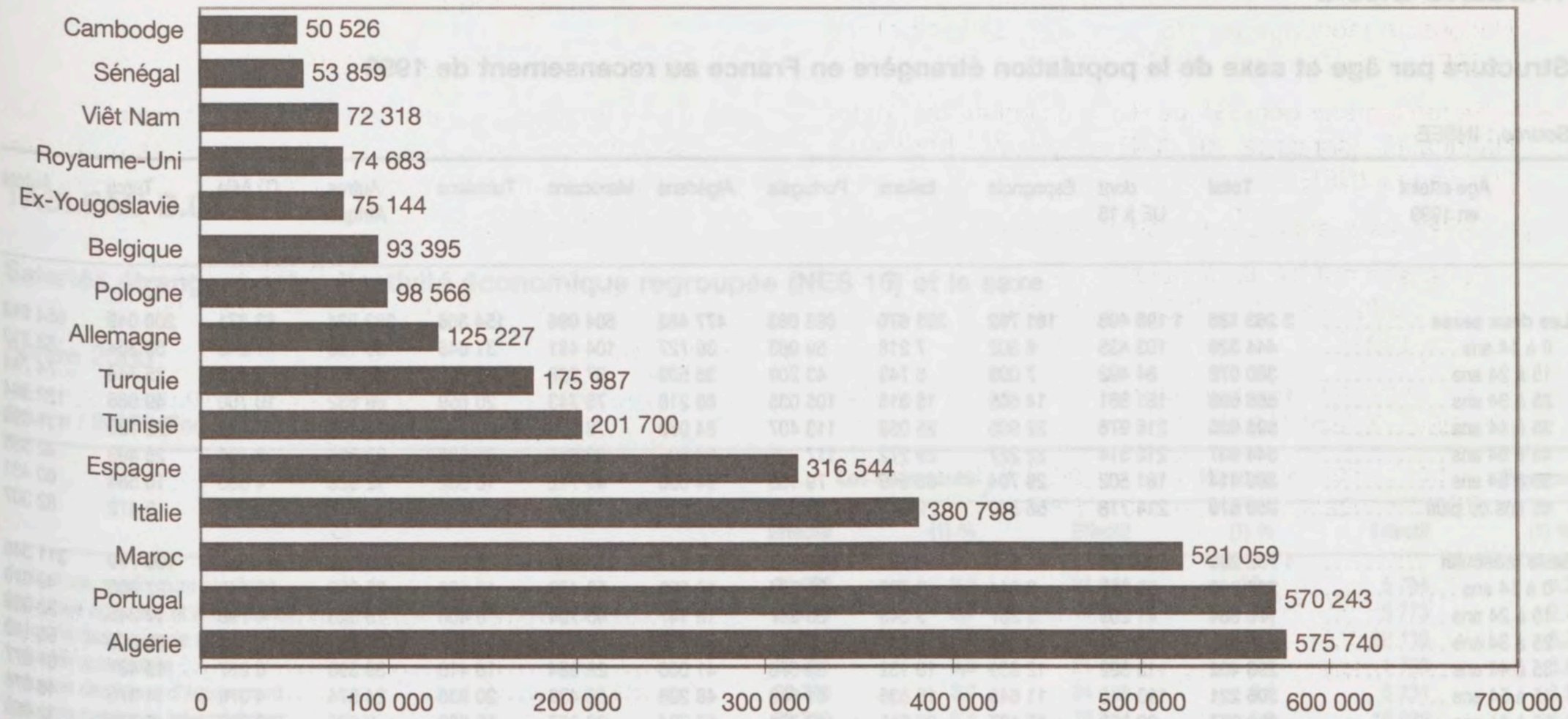
— « Les acquisitions de la nationalité française en 1998 », Études et Statistiques, Justice n° 15. Ministère de la Justice, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, février 2000.

— « Immigration et présence étrangère en France 1997/1998 », A. Lebon, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations, décembre 1998.

* * *

GRAPHIQUE B.03

Effectif des immigrés en 1999 suivant les principaux pays de naissance



Source : INSEE, recensement de la population de 1999

TABLEAU B.03-1

Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : INSEE

Nationalité	1975		1982		1990		1999 (2)	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**52 599 430**	///	**54 295 612**	///	**56 651 955**	///	**58 520 688**	///
Total étrangers	**3 442 415**	**100,0**	**3 714 200**	**100,0**	**3 596 602**	**100,0**	**3 263 186**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	**2 090 235**	**60,7**	**1 768 176**	**47,6**	**1 459 113**	**40,6**	**1 334 412**	**40,9**
dont : UE à 15 (1)	1 876 990	54,5	1 602 208	43,1	1 321 529	36,7	1 195 498	36,6
Allemands (ex - RFA)	42 955	1,3	44 000	1,2	52 723	1,5	78 381	2,4
Belges	55 945	1,6	52 636	1,4	56 129	1,6	66 666	2,0
Espagnols	497 480	14,5	327 156	8,8	216 047	6,0	161 762	5,0
Italiens	462 940	13,4	340 308	9,2	252 759	7,0	201 670	6,2
Polonais	93 665	2,7	64 804	1,7	47 127	1,3	33 758	1,0
Portugais	758 925	22,0	767 304	20,7	649 714	18,1	553 663	17,0
Ex-Yougoslaves	70 280	2,1	62 472	1,7	52 453	1,5	50 543	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	108 055	3,1	109 496	2,9	132 161	3,7	187 969	5,8
Ex-URSS	**12 450**	**0,4**	**7 452**	**0,2**	**4 661**	**0,1**	**17 249**	**0,5**
Total nationalités d'Afrique	**1 192 300**	**34,6**	**1 594 772**	**43,0**	**1 633 142**	**45,4**	**1 419 758**	**43,5**
Algériens	710 690	20,6	805 116	21,7	614 207	17,1	477 482	14,6
Marocains	260 025	7,6	441 308	11,9	572 652	15,9	504 096	15,4
Tunisiens	139 735	4,1	190 800	5,2	206 336	5,7	154 356	4,7
Autres nationalités d'Afrique	81 850	2,3	157 548	4,2	239 947	6,7	283 824	8,7
Total nationalités d'Amérique	**41 560**	**1,2**	**52 840**	**1,4**	**72 758**	**2,0**	**81 293**	**2,5**
Total nationalités d'Asie	**104 465**	**3,0**	**289 560**	**7,8**	**424 668**	**11,8**	**407 450**	**12,5**
Turcs	50 860	1,5	122 260	3,3	197 712	5,5	208 049	6,4
Autres nationalités	53 605	1,5	167 300	4,5	226 956	6,3	199 401	6,1
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	**1 405**	**0,1**	**1 400**	**€**	**2 260**	**0,1**	**3 024**	**0,1**

(1) Le champ de l'Union européenne actuelle a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.
(2) Il existe une différence minime entre les chiffres de la population totale figurant dans ce tableau, issus d'une exploitation statistique, et les chiffres du dénombrement autentifiés par décret.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1999

Source : INSEE

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Autres Afrique	(1) Asie	Turcs	Autres
Les deux sexes	**3 263 186**	**1 195 498**	**161 762**	**201 670**	**553 663**	**477 482**	**504 096**	**154 356**	**283 824**	**63 371**	**208 049**	**654 913**
0 à 14 ans	**444 328**	103 435	6 302	7 218	59 963	36 727	104 481	31 648	50 180	11 243	53 354	83 212
15 à 24 ans	**360 078**	84 492	7 009	6 743	43 209	36 599	87 208	16 259	43 167	9 392	35 748	74 744
25 à 34 ans	**558 698**	181 861	14 685	15 316	105 035	68 218	75 743	20 659	68 632	10 760	49 666	129 984
35 à 44 ans	**598 855**	216 976	22 905	25 059	113 407	84 969	78 036	30 705	71 460	11 938	28 726	131 650
45 à 54 ans	**544 937**	212 514	22 227	29 272	117 325	93 507	89 846	31 586	33 895	8 195	26 499	92 585
55 à 64 ans	**396 414**	181 502	29 794	38 545	79 153	94 830	49 712	16 502	12 328	4 535	10 584	60 431
65 ans ou plus	**359 876**	214 718	58 840	79 517	35 571	62 632	19 070	6 997	4 162	7 308	3 472	82 307
Sexe masculin	**1 732 288**	**623 026**	**81 153**	**114 399**	**294 746**	**272 911**	**274 899**	**90 551**	**150 908**	**31 585**	**109 790**	**311 346**
0 à 14 ans	**226 952**	52 859	3 214	3 736	30 794	18 682	53 479	16 120	25 027	5 690	27 600	42 610
15 à 24 ans	**176 884**	41 209	3 287	3 345	23 257	18 147	45 704	8 450	19 620	4 790	17 346	32 938
25 à 34 ans	**278 670**	94 557	7 356	8 861	59 114	34 318	40 174	11 258	29 731	6 163	26 505	55 190
35 à 44 ans	**298 402**	113 502	12 959	16 132	59 676	41 000	29 984	16 410	39 390	6 287	15 487	61 077
45 à 54 ans	**306 221**	113 346	11 645	18 836	61 669	48 298	55 436	20 836	24 974	4 075	14 376	46 076
55 à 64 ans	**250 277**	99 890	15 187	23 615	42 794	67 794	36 857	12 680	9 925	2 037	6 725	32 663
65 ans ou plus	**194 882**	107 663	27 505	39 874	17 442	44 672	13 265	4 797	2 241	2 543	1 751	40 792
Sexe féminin	**1 530 898**	**572 472**	**80 609**	**87 271**	**258 917**	**204 571**	**229 197**	**63 805**	**132 916**	**31 786**	**98 259**	**343 567**
0 à 14 ans	**217 376**	50 576	3 088	3 482	29 169	18 045	51 002	15 528	25 153	5 553	25 754	40 602
15 à 24 ans	**183 194**	43 283	3 722	3 398	19 952	18 452	41 504	7 809	23 547	4 602	18 402	41 806
25 à 34 ans	**280 028**	87 304	7 329	6 455	45 921	33 900	35 569	9 401	38 901	4 597	23 161	74 794
35 à 44 ans	**300 453**	103 474	9 946	8 927	53 731	43 969	48 052	14 295	32 070	5 651	13 239	70 573
45 à 54 ans	**238 716**	99 168	10 582	10 436	55 656	45 209	34 410	10 750	8 921	4 120	12 123	46 509
55 à 64 ans	**146 137**	81 612	14 607	14 930	36 359	27 036	12 855	3 822	2 403	2 498	3 859	27 768
65 ans ou plus	**164 994**	107 055	31 335	39 643	18 129	17 960	5 805	2 200	1 921	4 765	1 721	41 515

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE

Catégorie socioprofessionnelle (niveau intermédiaire)	Total	Français de naissance	Français par acquisition	Étrangers	
				Total	*dont* CEE
Agriculteurs exploitants	**1 012 937**	992 525	11 748	8 664	6 200
Artisans	**850 464**	763 730	35 692	51 042	30 122
Commerçants	**795 706**	721 734	33 208	40 764	12 964
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	**176 686**	163 422	6 676	6 588	3 772
Professions libérales	**311 110**	291 226	13 380	6 504	2 932
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	**1 022 129**	949 108	33 329	39 692	12 656
Cadres d'entreprises	**1 359 823**	1 269 479	43 044	47 300	24 232
Professions intermédiaires de l'enseignements, de la santé, de la fonction publique	**1 984 939**	1 901 796	45 225	37 918	13 745
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	**1 392 225**	1 304 969	43 652	43 604	20 900
Techniciens	**762 430**	719 389	22 424	20 617	9 081
Contremaîtres, agents de maîtrise	**574 378**	528 714	21 252	24 412	16 696
Employés de la fonction publique	**2 411 670**	2 296 418	67 616	47 636	18 180
Employés administratifs d'entreprises	**2 343 544**	2 199 715	75 148	68 681	28 492
Employés de commerce	**968 749**	887 633	36 508	44 608	18 816
Personnel des services directs aux particuliers	**1 188 837**	993 272	52 852	142 713	77 825
Ouvriers qualifiés	**4 273 230**	3 697 190	153 258	422 782	188 555
Ouvriers non qualifiés	**3 068 065**	2 486 527	108 787	472 751	171 068
Ouvriers agricoles	**282 048**	232 000	7 144	42 904	15 576
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	**276 266**	213 985	11 645	50 636	6 412
Inactifs divers	**231 475**	226 884	4 218	373	171
Total	**25 286 711**	22 839 716	826 806	1 620 189	678 395

TABLEAU B.03-4

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES 16) et le sexe

Année 2000

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 2000)

Activité économique regroupée	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Effectif	**(1) %**	Effectif	(1) %	Effectif	(1) %
Agriculture, sylviculture et pêche	**30 052**	**9,2**	24 268	10,4	5 784	6,2
Industries agricoles et alimentaires	**20 513**	**3,7**	14 740	4,2	5 773	2,7
Industrie des biens de consommation	**43 320**	**5,9**	21 201	5,7	22 119	6,2
Industrie automobile	**23 664**	**8,3**	21 901	9,1	1 763	3,8
Industrie des biens d'équipement	**29 796**	**3,7**	24 465	3,8	5 331	3,3
Industrie des biens intermédiaires	**89 799**	**6,1**	73 714	6,6	16 085	4,4
Énergie	**2 671**	**1,2**	2 671	1,5	–	–
Construction	**172 952**	**15,1**	169 796	16,4	3 156	2,9
Commerce	**118 603**	**4,6**	71 826	5,2	46 777	3,9
Transports	**42 401**	**4,4**	36 512	4,9	5 889	2,9
Activités financières	**11 111**	**1,6**	7 461	2,4	3 650	1,0
Activités immobilières	**32 266**	**11,7**	10 395	9,4	21 871	13,2
Services aux entreprises	**186 528**	**6,9**	115 739	7,4	70 789	6,3
Services aux particuliers	**184 831**	**11,3**	66 369	12,1	118 462	10,8
Éducation, santé, action sociale	**91 005**	**2,3**	27 345	2,6	63 660	2,2
Administrations	**44 914**	**1,8**	20 586	1,5	24 328	2,0
Activité indéterminée	**686**	**10,0**	257	8,7	429	10,9
Total	**1 125 112**	**5,4**	**709 246**	**6,3**	**415 866**	**4,3**

(1) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (Français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-5

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE

Famille	**Total**	Total étrangers	*dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs
Nombre total de familles	**15 391 088**	**1 000 056**	**470 212**	**81 608**	**112 820**	**216 132**	**166 832**	**110 352**	**47 908**	**33 880**	**24 972**	**40 844**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**8 635 556**	405 576	250 396	54 372	76 352	82 204	49 264	21 744	10 140	6 996	7 916	7 496
1 enfant	**3 095 560**	205 524	103 620	13 904	17 668	61 752	32 400	16 316	8 704	7 376	4 948	8 032
2 enfants	**2 448 208**	172 912	81 312	9 196	12 880	50 928	28 464	16 404	9 168	6 184	4 452	8 512
3 enfants	**900 972**	106 500	28 064	3 344	4 744	17 184	24 140	19 748	9 692	5 008	3 900	8 548
4 enfants ou plus	**310 792**	108 544	6 820	792	1 176	4 064	32 564	36 140	8 316	8 316	3 756	8 256
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**12 089 972**	**1 391 440**	**379 788**	**45 808**	**62 732**	**232 588**	**318 308**	**280 460**	**103 440**	**78 976**	**43 580**	**88 092**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-6

Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ministère de la Justice

	1988		1995		1996		1997		1998	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisitions par décret	26 961	49,7	40 867	44,2	58 098	52,9	60 485	52,1	58 123	47,0
dont : enfants mineurs	7 948	14,6	12 041	13,0	16 923	15,4	18 471	15,9	17 673	14,3
Acquisitions par déclaration (1)	27 338	50,3	21 017	22,7	21 880	19,9	23 191	20,0	23 789	19,2
Total acquisitions	**54 299**	100,0	**61 884**	67,0	**79 978**	72,8	**83 676**	72,0	**81 912 (2)**	79,4
Par manifestation de volonté	///	///	30 526	33,0	29 845	27,2	32 518	28,0	25 549	20,6
Total	///	///	**92 410**	100,0	**109 823**	100,0	**116 194**	100,0	**107 461 (2)**	100,0

(1) Déclarations réellement acquisitives, non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française.
(2) Ce total ne comprend pas les acquisitions sans formalité et les acquisitions par anticipation rétablies par la loi du 16 mars 1998, et estimées respectivement à 4 000 et 12 300. En effet, la loi du 16 mars 1998 a supprimé la procédure de manifestation de volonté à compter du 1er septembre 1998 (cf. Méthodologie); par ailleurs, elle rétablit l'acquisition de plein droit de la nationalité française à la majorité pour les jeunes étrangers nés en France de parents étrangers. Cette loi a également rétabli la possibilité pour l'enfant de devenir français par anticipation durant sa minorité, à partir de 13 ans (cf. Définitions).

TABLEAU B.03-7

Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ministère de la Justice

Nationalités antérieures	1988	1996	1996 avec enfants mineurs	1997	1997 avec enfants mineurs	1998	1998 avec enfants mineurs
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**7 210**	**5 880**	**7 756**	**6 338**	**8 532**	**5 867**	**7 889**
UE (à 15)	**5 824**	**3 557** *r*	**4 719** *r*	**3 799** *r*	**5 143** *r*	**3 326**	**4 465**
dont : Belges	148	121	141	121	169	132	176
Britanniques	83	105	128	98	124	72	89
Espagnols	1 300	403	505	414	505	318	394
Italiens	989	501	627	555	693	484	584
Portugais	3 119	2 296	3 169	2 496	3 514	2 213	3 079
Hors UE	**1 368**	**2 336**	**3 059**	**2 545**	**3 396**	**2 541**	**3 424**
dont : Polonais	673	607	838	630	864	602	844
Roumains	164	402	516	590	774	626	831
Ex-Yougoslaves	388	1 109	1 438	970	1 264	952	1 263
Nationalités d'Afrique	**5 599**	**23 492**	**32 435**	**24 124**	**34 059**	**23 850**	**33 646**
dont : Algériens	2 038	8 934	9 743	8 786	9 711	8 141	9 087
Marocains	1 634	8 117	12 901	8 427	13 525	8 694	13 356
Mauriciens	542	261	384	255	378	277	417
Togolais	163	216	292	248	364	201	279
Tunisiens	715	2 605	4 297	2 611	4 437	2 699	4 703
Nationalités d'Amérique	**519**	**1 389**	**2 175**	**1 311**	**2 124**	**1 268**	**1 982**
dont : Chiliens	114	189	244	172	233	135	168
Haïtiens	161	618	1 112	563	1 049	541	1 012
Nationalités d'Asie / Océanie	**5 697**	**10 237**	**15 300**	**10 028**	**15 238**	**9 192**	**14 139**
dont : Cambodgiens	1 224	1 706	2 759	1 642	2 679	1 340	2 215
Chinois	130	355	465	383	501	360	511
Iraniens	163	630	778	683	846	573	746
Laotiens	1 123	897	1 530	821	1 422	716	1 223
Libanais	563	1 520	2 072	1 311	1 777	1 012	1 405
Syriens	111	290	417	216	319	165	268
Turcs	407	1 922	3 192	2 221	3 700	2 589	4 228
Vietnamiens	1 632	1 822	2 497	1 558	2 137	1 372	1 879
Ex-Soviétiques	**40**	**124**	**150**	**170**	**228**	**209**	**283**
Diverses ou non précisées	**28**	**53**	**282**	**43**	**304**	**64**	**184**
Total	**19 093**	**41 175**	**58 098**	**42 014**	**60 485**	**40 450**	**58 123**

TABLEAU B.03-8

Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Caractéristiques individuelles	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**387 034**	**24 992**	**189 187**	**12 516**	**197 847**	**12 476**
0 à 14 ans	**96 353**	**5 116**	48 709	2 523	47 644	2 593
15 à 24 ans	**78 080**	**4 163**	39 130	1 915	38 950	2 248
25 à 39 ans	**95 151**	**10 839**	46 779	5 446	48 372	5 393
40 à 59 ans	**72 036**	**4 227**	34 697	2 303	37 339	1 924
60 ans ou plus	**45 414**	**647**	19 872	329	25 542	318
Activité						
Actifs ayant un emploi	**117 516**	**10 201**	68 258	6 403	49 258	3 798
Salariés	**93 809**	**8 174**	49 795	5 086	44 014	3 088
Non-salariés	**23 707**	**2 027**	18 463	1 317	5 244	710
Chômeurs	**53 553**	**4 947**	24 325	2 203	29 228	2 744
GUYANE						
Population totale	**114 808**	**34 002**	**59 799**	**18 631**	**55 009**	**15 371**
0 à 14 ans	**38 311**	**8 769**	19 473	4 477	18 838	4 292
15 à 24 ans	**20 555**	**6 270**	10 593	3 275	9 962	2 995
25 à 39 ans	**30 303**	**11 395**	16 061	6 363	14 242	5 032
40 à 59 ans	**18 868**	**6 261**	10 348	3 746	8 520	2 515
60 ans ou plus	**6 771**	**1 307**	3 324	770	3 447	537
Activité						
Actifs ayant un emploi	**36 584**	**9 975**	23 430	7 692	13 154	2 283
Salariés	**30 173**	**7 560**	19 296	6 293	10 877	1 267
Non-salariés	**6 411**	**2 415**	4 134	1 399	2 277	1 016
Chômeurs	**11 812**	**5 872**	6 333	3 446	5 479	2 426
MARTINIQUE						
Population totale	**359 579**	**3 133**	**173 878**	**1 613**	**185 701**	**1 520**
0 à 14 ans	**82 989**	**398**	42 113	203	40 876	195
15 à 24 ans	**69 794**	**413**	35 197	200	34 597	213
25 à 39 ans	**86 980**	**1 341**	42 033	672	44 947	669
40 à 59 ans	**69 509**	**823**	32 703	459	36 806	364
60 ans ou plus	**50 307**	**158**	21 832	79	28 475	79
Activité						
Actifs ayant un emploi	**110 117**	**1 328**	60 137	897	49 980	431
Salariés	**94 356**	**934**	48 054	610	46 302	324
Non-salariés	**15 761**	**394**	12 083	287	3 678	107
Chômeurs	**52 967**	**627**	24 628	259	28 339	368
RÉUNION						
Population totale	**597 828**	**2 251**	**294 256**	**1 078**	**303 572**	**1 173**
0 à 14 ans	**176 608**	**270**	89 177	140	87 431	130
15 à 24 ans	**120 647**	**432**	60 085	197	60 562	235
25 à 39 ans	**146 174**	**894**	72 220	393	73 954	501
40 à 59 ans	**103 003**	**455**	51 076	248	51 927	207
60 ans ou plus	**51 396**	**200**	21 698	100	29 698	100
Activité						
Actifs ayant un emploi	**146 253**	**592**	90 526	431	55 727	161
Salariés	**124 044**	**462**	72 597	332	51 447	130
Non-salariés	**22 209**	**130**	17 929	99	4 280	31
Chômeurs	**86 108**	**398**	45 889	177	40 219	221

TABLEAU B.03-9

Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999

Source : INSEE (Recensement de la population)

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	**Total**	Français par acquisition	**Total**	Françaises par acquisition
Population totale (1)	**58 520 688**	**2 355 290**	**28 419 419**	**1 088 369**	**30 101 269**	**1 266 921**
Total immigrés	**4 308 527**	**1 554 939**	**2 167 936**	**706 952**	**2 140 591**	**847 987**
Total pays d'Europe	**1 909 275**	**760 324**	**893 616**	**307 409**	**1 015 659**	**452 915**
dont : UE à 15	1 631 329	612 767	774 146	249 904	857 183	362 863
Allemagne	125 227	50 170	48 127	13 475	77 100	36 695
Belgique	93 395	33 664	39 070	10 083	54 325	23 581
Espagne	316 544	172 505	143 275	72 593	173 269	99 912
Italie	380 798	210 529	186 863	91 076	193 935	119 453
Pologne	98 566	68 441	34 342	23 055	64 224	45 386
Portugal	570 243	115 755	292 867	53 224	277 376	62 531
Ex-Yougoslavie	75 144	29 282	38 092	14 609	37 052	14 673
Autres pays d'Europe (sauf ex-URSS)	249 358	79 978	110 980	29 294	138 378	50 684
Ex-URSS	**32 323**	**15 441**	**12 120**	**5 081**	**20 203**	**10 360**
Total pays d'Afrique	**1 692 110**	**510 738**	**929 173**	**263 027**	**762 937**	**247 711**
Algérie	575 740	156 856	323 092	81 341	252 648	75 515
Maroc	521 059	133 405	283 940	68 633	237 119	64 772
Tunisie	201 700	80 987	116 232	43 075	85 468	37 912
Autres pays d'Afrique	393 611	139 490	205 909	69 978	187 702	69 512
Total pays d'Amérique	**127 343**	**50 150**	**55 745**	**21 419**	**71 598**	**28 731**
Total pays d'Asie	**543 326**	**217 270**	**275 421**	**109 608**	**267 905**	**107 662**
Turquie	175 987	26 759	93 383	14 280	82 604	12 479
Cambodge, Laos, Viêt-Nam	159 552	109 234	78 476	53 696	81 076	55 538
Autres pays d'Asie	207 787	81 277	103 562	41 632	104 225	39 645
Océanie	**4 150**	**1 016**	**1 861**	**408**	**2 289**	**608**

(1) Il existe une différence minime entre les chiffres de la population totale figurant dans ce tableau, issus d'une exploitation statistique, et les chiffres du dénombrement authentifiés par décret.

TABLEAU B.03-10

Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1999 selon le pays de naissance

Source : INSEE (Recensement de la population)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Autres Afrique	(1) Asie du Sud-Est	Turquie	Autres
Les deux sexes	**4 308 527**	**1 631 329**	**316 544**	**380 798**	**570 243**	**575 740**	**521 059**	**201 700**	**393 611**	**159 552**	**175 987**	**1 013 293**
0 à 14 ans	**186 695**	39 494	2 527	2 713	12 742	22 404	21 518	5 318	27 609	7 407	9 283	75 174
15 à 24 ans	**364 974**	59 119	5 007	4 222	21 265	40 558	75 760	11 622	58 235	13 803	31 198	103 304
25 à 34 ans	**697 457**	186 010	15 137	13 112	107 523	89 560	98 011	25 458	95 383	35 426	53 231	164 616
35 à 44 ans	**875 179**	295 973	50 632	35 295	148 454	108 201	112 988	45 930	112 287	39 733	32 347	189 312
45 à 54 ans	**828 535**	322 712	53 903	64 804	143 691	118 124	116 210	49 925	63 649	30 395	28 898	158 936
55 à 64 ans	**588 487**	274 612	58 198	72 113	92 353	113 491	63 000	30 692	23 999	14 524	11 445	108 672
65 ans ou plus	**767 200**	453 409	131 140	188 539	44 215	83 402	33 572	32 755	12 449	18 264	9 585	213 279
Sexe masculin	**2 167 936**	**774 146**	**143 275**	**186 863**	**292 867**	**323 092**	**283 940**	**116 232**	**205 909**	**78 476**	**93 383**	**443 899**
0 à 14 ans	**94 895**	20 136	1 292	1 385	6 565	11 431	11 466	2 738	13 529	3 221	4 838	38 430
15 à 24 ans	**175 763**	26 729	2 161	2 045	10 627	20 119	39 320	6 120	26 795	6 929	14 924	46 723
25 à 34 ans	**333 137**	89 217	6 551	6 774	55 210	43 576	49 500	13 598	41 590	18 136	28 193	70 009
35 à 44 ans	**424 678**	144 304	24 956	19 098	74 070	51 305	48 384	24 699	58 660	20 080	17 861	85 565
45 à 54 ans	**445 837**	161 195	25 482	34 865	75 544	61 789	71 107	31 862	41 893	15 707	16 042	71 546
55 à 64 ans	**339 422**	135 826	25 904	38 827	49 267	78 876	44 147	20 539	17 127	7 367	7 239	50 129
65 ans ou plus	**354 204**	196 739	56 929	83 869	21 584	55 996	20 016	16 676	6 315	7 036	4 286	81 497
Sexe féminin	**2 140 591**	**857 183**	**173 269**	**193 935**	**277 376**	**252 648**	**237 119**	**85 468**	**187 702**	**81 076**	**82 604**	**569 394**
0 à 14 ans	**91 800**	19 358	1 235	1 328	6 177	10 973	10 052	2 580	14 080	4 186	4 445	36 744
15 à 24 ans	**189 211**	32 390	2 846	2 177	10 638	20 439	36 440	5 502	31 440	6 874	16 274	56 581
25 à 34 ans	**364 320**	96 793	8 586	6 338	52 313	45 984	48 511	11 860	53 793	17 290	25 038	94 607
35 à 44 ans	**450 501**	151 669	25 676	16 197	74 384	56 896	64 604	21 231	53 627	19 653	14 486	103 747
45 à 54 ans	**382 698**	161 517	28 421	29 939	68 147	56 335	45 103	18 063	21 756	14 688	12 856	87 390
55 à 64 ans	**249 065**	138 786	32 294	33 286	43 086	34 615	18 853	10 153	6 872	7 157	4 206	58 543
65 ans ou plus	**412 996**	256 670	74 211	104 670	22 631	27 406	13 556	16 079	6 134	11 228	5 299	131 782

(1) Cambodge, Laos et Viêt-Nam.

Chapitre B.04

Ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1982, 1990 et 1999.

1A. Nombre de ménages lors des recensements.

1B. Répartition des ménages en fonction de l'âge de la personne de référence.

2. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1982, 1990 et 1999.

3. Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990.

4. Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990.

5. Familles selon le type, la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990.

6. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990. DOM.

7. Structure des ménages au recensement de 1990. DOM.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Selon les résultats du recensement de la population de 1999, la France métropolitaine compte 23,8 millions de ménages, soit une augmentation de 9 % depuis 1990. Cette croissance de plus de 250 000 ménages par an est plus rapide qu'à la fin des années quatre-vingts pendant lesquelles elle n'était que de 220 000 ménages par an en moyenne.

Selon les résultats du recensement de la population de 1999, la part des ménages composés d'une seule personne croît de près de quatre points entre 1990 et 1999 passant respectivement de 27,1 % à 31,0 %. Ainsi, 7,4 millions de personnes habitent seules dans leur logement, soit 12,6 % de la population. Le développement de ce mode de vie confirme la tendance amorcée dans les années soixante.

Les résultats du recensement de la population de 1999 ont, par ailleurs, donné les résultats suivants : la taille des *ménages* continue de diminuer : si un logement comptait en moyenne 3,8 occupants en 1861, il n'en compte plus que 3,1 en 1968, 2,6 en 1990 et 2,4 en 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du recensement de la population de 1999 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

3. DÉFINITIONS

Ménages, familles

Le ménage comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale (voir la définition dans le chapitre D.02 : « Logement »). La famille peut être constituée soit d'un couple et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale). Elle contient donc au moins deux personnes.

Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

L'enfant de la famille est compté comme tel, quel que soit son âge, mais il doit être célibataire et n'a pas de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage, avec lesquels il formerait alors une famille.

L'enfant de la famille peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent.

Depuis le recensement de 1990, il n'y a plus de limite d'âge pour être « enfant de la famille », alors qu'aux recensements précédents l'enfant est âgé au maximum de 24 ans.

Un individu hors famille est dit « isolé » du ménage.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est entièrement constitué d'isolés.

Le cas où un ménage comporte trois familles étant extrêmement rare, on n'en a retenu que deux (les membres de la troisième famille sont assimilés à des isolés).

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle famille principale la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

Personne de référence du ménage

Depuis le recensement de 1982 en métropole, la notion de chef de ménage a été remplacée par la notion de personne de référence du ménage. Cette notion est utilisée pour la première fois en 1990 dans les DOM.

Depuis le recensement de 1982 en métropole et de 1990 dans les DOM, on indique la liste des personnes du ménage avec le « lien de parenté ou relation avec la personne inscrite sur la première ligne », qui doit être l'un des conjoints d'un couple ou à défaut, l'un des adultes habitant dans le logement.

On définit la personne de référence du ménage selon une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge; cette personne n'est pas toujours celle inscrite en première ligne de la liste.

La règle précise est la suivante :

— si le ménage comprend au moins un couple, la personne de référence est l'homme du couple, s'il y a plusieurs couples on choisit parmi les hommes concernés le plus âgé des actifs ou, à défaut d'actif, le plus âgé;

— sinon, si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (adulte élevant seul un ou plusieurs de ses enfants), alors la personne de référence est, parmi les parents de ces familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou à défaut le plus âgé;

— si le ménage ne comprend aucune famille, la personne de référence est, parmi les personnes du ménage, à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.

Population réintégrée du recensement de 1990

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou couple).

Familles monoparentales :

Elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.

Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif ayant un emploi-autres).

Couples :

Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

INSEE-Résultats, série Démographie-Société :

— « La structure des ménages par région et département », n° 35, septembre 1994.

INSEE-Première :

— « Les étapes de la vie familiale », n° 278, septembre 1993;

— « Le mariage en déclin, la vie en couple aussi », n° 392, juillet 1995;

— « Femme au foyer : un modèle qui disparaît », n° 403, septembre 1995;

— « Mariage, divorce et union libre », n° 482, août 1996;

— « Vivre sous le même toit - Modèles familiaux dans l'Union européenne », n° 493, octobre 1996;

— « Les ménages et leurs logements », n° 562, décembre 1997;

— « Les familles monoparentales dans l'Union européenne : un phénomène qui prend de l'ampleur », n° 620, décembre 1998;

— « Des mariages, des couples et des enfants », n° 624, janvier 1999;

— « Famille, je vous aide », n° 631, février 1999;

— « De l'histoire individuelle à la structure des ménages », n° 649, mai 1999;

— « La famille idéale : combien d'enfants, à quel âge ? », n° 652, juin 1999;

— « Le départ des enfants : satisfaction et désarroi des parents », n° 676, octobre 1999;

— « Vivre seul, sentiment de solitude et isolement relationnel », n° 678, octobre 1999.

— « Accession à la propriété : le régime de croisière ? », n° 718, juin 2000;

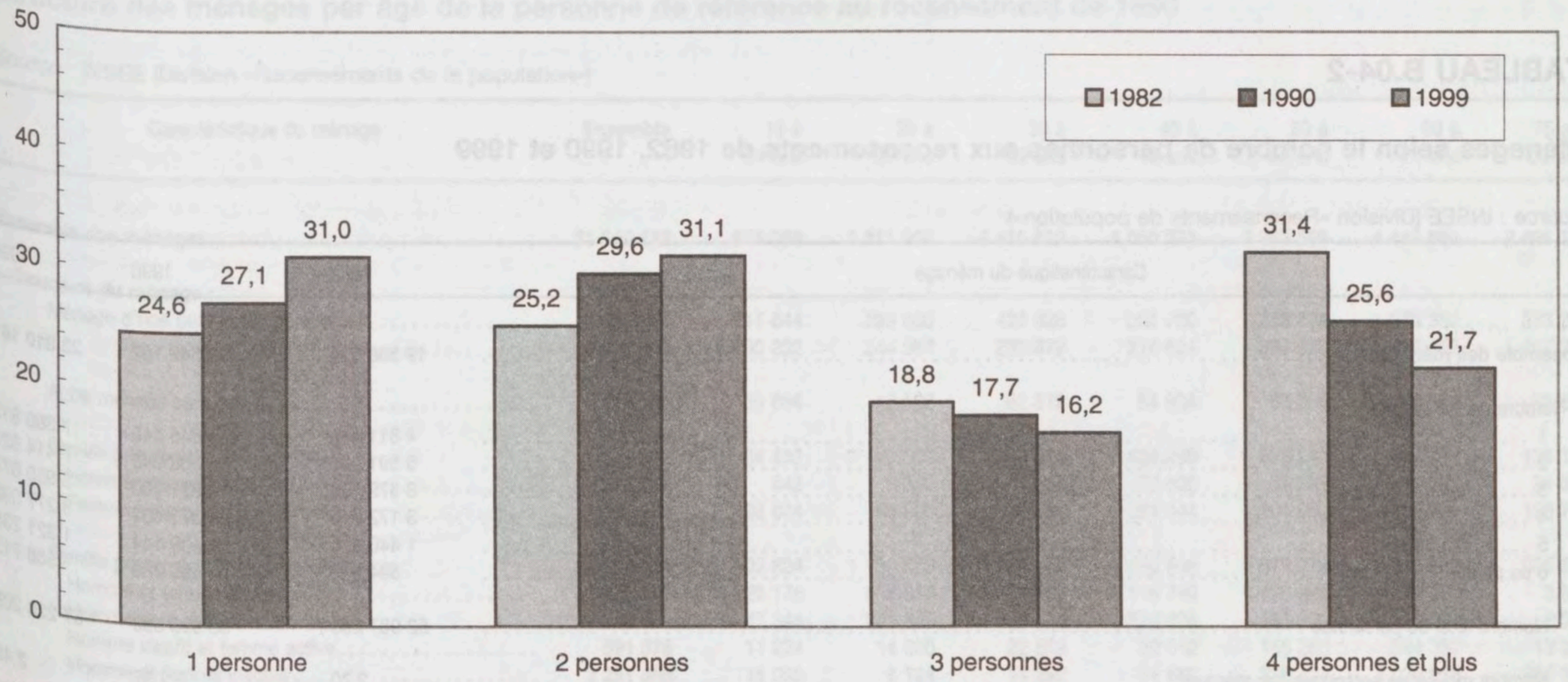
— « Des logements plus grands et plus confortables », n° 750, novembre 2000.

*
* *

GRAPHIQUE B.04

Évolution des ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1982, 1990 et 1999

En %



Source : INSEE (Recensements de la population)

TABLEAU B.04-1A

Nombre de ménages lors des recensements

Source : INSEE (Division « Recensements de la population »)

Unité : millier

	1962	1968	1975	1982	1990	1999
Nombre de ménages	14 588 931	15 762 508	17 744 985	19 588 924	21 542 152	23 810 161

TABLEAU B.04-1B

Répartition des ménages en fonction de l'âge de la personne de référence (1)

Source : INSEE (enquêtes Emploi 1998 et 1990)

Unité : %

Type de ménage	15 à 39 ans	40 à 64 ans	65 ans ou plus	**Total**	Répartition des ménages 1998	1990
Seul et veuf	0,2	16,6	83,2	**100**	11,6	11,5
Seul et divorcé	17,3	59,2	23,5	**100**	5,4	3,6
Seul et célibataire	58,4	26,4	15,2	**100**	13,4	11,0
Personnes seules	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**30,4**	**26,1**
Familles monoparentales	32,5	53,0	14,6	**100**	7,3	6,7
Personnes seules + familles monoparentales	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**37,7**	**32,8**
Couple sans enfant	21,0	39,6	39,4	**100**	26,8	26,2
Couple avec enfant(s)	42,6	53,9	3,5	**100**	33,5	38,5
Plus d'une personne. sans famille	37,4	34,8	27,9	**100**	2,0	2,5
Total	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**100,0**	**100,0**

(1) Lecture : 58,4 % des célibataires vivant seuls ont entre 15 et 39 ans. Les célibataires vivant seuls en 1998 représentent 13,4 % des ménages contre 11,0 % en 1990.
(2) n.s. : non significatif.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1982, 1990 et 1999

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Caractéristique du ménage	1982	1990	1999
Ensemble des ménages	**19 588 924**	**21 542 152**	**23 810 161**
Nombre de personnes :			
1	4 811 476	5 845 140	7 380 512
2	5 591 208	6 368 948	7 414 525
3	3 679 188	3 821 700	3 850 077
4	3 172 216	3 371 484	3 277 099
5	1 440 324	1 439 144	1 321 235
6 ou plus	894 512	695 736	566 713
Nombre total de personnes	52 987 260	55 396 580	57 226 208
Nombre moyen de personnes par ménage	2,70	2,57	2,40

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990 (1)

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	1975			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Population totale	**52 599 430**	**25 744 475**	**26 854 955**	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**
Population des ménages	51 151 300	24 942 370	26 208 930	52 987 260	25 794 600	27 192 660	55 396 580	26 924 992	28 471 588
Population non réintégrée	50 150 270	24 228 820	25 921 450	52 208 428	25 225 036	26 983 392	54 624 828	26 344 412	28 280 416
Population réintégrée	1 001 030	713 550	287 480	778 832	569 564	209 268	771 752	580 580	191 172
dont : Elèves internes	642 910	383 060	259 850	512 864	314 992	197 872	523 592	335 624	187 968
Militaires	307 450	298 950	8 500	241 792	240 104	1 688	248 160	244 956	3 204
Population des collectivités	1 154 005	600 030	553 975	1 045 428	516 024	529 404	1 005 092	469 120	535 972
Foyers de travailleurs	264 810	237 370	27 440	203 932	180 292	23 640	176 232	151 772	24 460
Foyers d'étudiants, cités universitaires	127 520	69 580	57 940	129 764	69 904	59 860	137 664	69 872	67 792
Maisons de retraite, hospices	356 965	121 350	235 615	329 152	102 600	226 552	357 268	99 212	258 056
Hospitalisation longue durée	173 100	87 225	85 875	192 772	89 780	102 992	140 784	60 952	79 832
Communautés religieuses	104 330	19 495	84 835	87 324	17 204	70 120	70 280	14 956	55 324
Autres collectivités	127 280	65 010	62 270	102 484	56 244	46 240	122 864	72 356	50 508
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	163 940	95 870	68 070	135 792	73 500	62 292	151 377	82 417	68 960
Population non réintégrée des établissements	130 185	106 205	23 980	127 132	103 532	23 600	98 906	88 527	10 379

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour les recensements de 1975 et 1982 afin d'assurer la comparaison avec celui de 1990.

TABLEAU B.04-4

Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	**Ensemble**	15 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
Ensemble des ménages	**21 542 152**	**874 036**	**1 811 904**	**4 410 532**	**4 050 376**	**3 293 588**	**4 410 584**	**2 691 132**
Structure du ménage :								
Ménage d'une personne : homme	**2 171 364**	217 844	299 600	428 628	302 760	263 824	375 352	283 356
femme	**3 673 776**	250 252	244 384	283 872	218 624	334 980	1 074 292	1 267 372
Autre ménage sans famille	**443 148**	68 664	47 132	62 512	54 904	63 268	63 044	83 624
Famille principale monoparentale :	**1 551 824**	34 452	90 300	366 244	424 280	258 240	227 124	151 184
Homme avec enfant(s)	**225 924**	648	3 340	31 032	72 836	53 288	40 392	24 388
Femme avec enfant(s)	**1 325 900**	33 804	86 960	335 212	351 444	204 952	186 732	126 796
Famille principale comprenant un couple :	**13 702 040**	302 824	1 130 488	3 269 276	3 049 808	2 373 276	2 670 772	905 596
Homme et femme actifs	**6 935 276**	229 176	903 016	2 393 808	2 119 740	1 150 392	135 500	3 644
Homme actif et femme inactive	**2 924 320**	47 344	205 340	838 564	874 876	791 200	160 632	6 364
Homme inactif et femme active	**591 076**	11 224	14 008	22 512	30 512	155 260	344 352	13 208
Homme et femme inactifs	**3 251 368**	15 080	8 124	14 392	24 680	276 424	2 030 288	882 380

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ans ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**15 391 088**	**6 484 272**	**3 667 508**	**3 344 508**	**1 348 936**	**545 864**	**2 331 108**	**2 242 448**	**3 825 444**	**3 690 972**	**4 832 748**
Type de famille :											
Familles monoparentales :	**1 601 704**	**426 260**	**683 788**	**336 080**	**107 868**	**47 708**	**159 212**	**185 292**	**368 696**	**433 336**	**751 312**
Homme actif	**159 804**	19 316	88 748	37 228	10 620	3 892	6 440	12 676	33 896	53 284	106 436
Homme inactif	**72 996**	51 432	15 812	3 920	1 040	792	416	564	1 708	4 220	23 592
Femme active	**907 952**	64 456	487 800	255 680	74 496	25 520	110 784	143 892	285 696	320 168	475 552
Femme inactive	**460 952**	291 056	91 428	39 252	21 712	17 504	41 572	28 160	47 396	55 664	145 732
Familles comprenant un couple :	**13 789 384**	**6 058 012**	**2 983 720**	**3 008 428**	**1 241 068**	**498 156**	**2 171 896**	**2 057 156**	**3 456 748**	**3 257 636**	**4 081 436**
Homme et femme actifs	**6 956 572**	1 940 296	2 087 528	2 149 012	630 360	149 376	1 363 556	1 268 696	2 088 596	1 980 736	2 228 284
Homme actif et femme inactive	**2 933 384**	683 240	599 660	762 260	571 620	316 604	774 232	756 112	1 297 240	1 150 632	1 349 512
Homme inactif et femme active	**599 312**	424 064	110 660	42 732	14 580	7 276	16 368	14 396	30 120	48 676	163 652
Homme et femme inactifs	**3 300 116**	3 010 412	185 872	54 424	24 508	24 900	17 740	17 952	40 792	77 592	339 988
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**480 860**	150 212	119 668	129 420	61 476	20 084	68 580	70 244	132 504	148 332	230 672
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 094 644**	309 236	316 248	323 980	111 360	33 820	151 328	161 576	318 460	350 404	468 736
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1 611 408**	413 656	448 496	515 580	188 356	45 320	303 116	292 692	521 656	522 064	599 076
4. Professions intermédiaires	**2 203 768**	552 308	691 328	694 612	219 640	45 880	405 492	395 872	690 728	660 288	785 140
5. Employés	**1 476 544**	307 348	546 960	422 304	152 560	47 372	297 956	293 556	480 144	438 712	549 932
6. Ouvriers	**4 054 456**	964 100	1 128 892	1 111 600	550 120	299 744	1 016 176	958 204	1 550 876	1 376 036	1 516 392
7. Retraités	**3 886 448**	3 508 412	273 692	67 012	21 272	16 060	7 100	8 640	26 860	72 732	435 272
8. Autres sans activité professionnelle	**582 960**	279 000	142 224	80 000	44 152	37 584	81 360	61 664	104 216	122 404	247 528

TABLEAU B.04-6

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	Guadeloupe			Guyane			Martinique			Réunion		
	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990
Ensemble des ménages	**76 752**	**85 629**	**112 478**	**15 647**	**21 063**	**33 285**	**76 135**	**82 265**	**106 536**	**103 962**	**120 861**	**157 853**
Nombre de personnes :												
1	16 202	17 746	22 265	4 186	5 138	7 300	16 230	16 982	22 790	14 325	13 874	20 481
2	12 315	14 775	22 077	2 829	4 399	6 701	11 342	14 932	21 293	15 420	17 954	26 477
3	9 561	12 511	19 987	2 233	3 431	5 731	9 618	12 635	18 572	14 776	20 037	30 229
4	9 264	12 374	19 238	2 043	2 902	5 153	8 999	12 868	18 070	14 561	21 979	32 171
5	7 562	9 502	12 807	1 449	1 914	3 422	7 611	9 673	11 423	11 916	16 611	21 817
6 ou plus	21 848	18 721	16 104	2 907	3 279	4 978	22 355	18 175	14 388	32 964	30 406	26 678
Nombre total de personnes	**320 678**	**323 400**	**383 627**	**54 415**	**70 241**	**112 953**	**321 323**	**321 811**	**355 498**	**475 532**	**509 232**	**593 684**
Nombre moyen de personnes par ménage	**4,2**	**3,7**	**3,4**	**3,5**	**3,3**	**3,4**	**4,2**	**3,7**	**3,3**	**4,6**	**4,2**	**3,8**

TABLEAU B.04-7

Structure des ménages au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion
Ensemble des ménages	**112 478**	**106 536**	**33 285**	**157 853**
Structure du ménage :				
Ménage d'une personne :	22 265	22 790	7 300	20 481
Homme	12 165	12 375	4 888	11 044
Femme	10 100	10 415	2 412	9 437
Autre ménage sans famille	6 569	5 311	2 664	5 648
Famille principale monoparentale :	24 033	23 608	6 094	26 859
Homme + enfant(s)	3 589	3 185	1 274	4 192
Femme + enfant(s)	20 444	20 423	4 820	22 667
Famille principale comprenant un couple :	59 611	54 827	17 227	104 865
Homme et femme actifs	31 707	30 381	9 106	45 335
Homme actif et femme inactive	15 342	11 048	5 944	39 259
Homme inactif et femme active	2 660	2 899	461	4 070
Homme et femme inactifs	9 902	10 499	1 716	16 201
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :				
1. Agriculteurs exploitants	4 355	2 367	1 667	6 703
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	11 620	8 317	2 512	8 489
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	5 572	6 126	2 233	7 870
4. Professions intermédiaires	9 523	10 291	3 995	13 206
5. Employés	20 884	19 651	5 492	34 022
6. Ouvriers	25 220	23 696	9 761	47 906
7. Retraités	23 277	25 339	3 142	23 211
8. Autres sans activité professionnelle	12 027	10 749	4 483	26 446

TABLEAU B.04-6

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ans ou plus	0 à 4 ans	4 à 7 ans	7 à 11 ans	12 à 15 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	16 391 585	8 401 322	3 867 035	3 344 936	1 043 936	545 854	2 331 106	2 242 448	3 828 444	3 630 972	4 852 745
Type de famille :											
Familles monoparentales	1 601 704	420 350	692 709	336 360	107 286	47 706	193 212	185 282	358 696	433 336	701 918
Homme seul	139 034	18 314	58 749	37 225	10 420	3 632	8 440	12 676	23 696	53 264	108 436
Homme vivant	39 940	22 455	13 676	3 020	611	178	416	564	1 708	4 220	33 502
Femme seule	597 052	64 429	307 660	155 903	54 696	25 323	110 734	143 912	265 606	320 155	475 552
Femme seule	825 678	320 952	312 624	139 212	41 559	19 652	73 622	28 130	67 486	55 694	84 734
Familles comprenant un couple	12 789 954	5 984 972	2 568 732	2 668 636	1 064 068	498 552	2 171 990	2 057 166	3 469 748	3 197 636	4 891 430
Homme et femme actifs	8 896 372	3 830 205	2 140 207	1 949 917	820 300	145 343	1 283 556	1 258 696	2 088 590	1 980 206	2 729 324
Homme actif et femme inactive	2 373 884	922 240	284 956	762 360	371 020	312 308	774 232	756 112	1 297 240	1 150 622	1 349 512
Homme inactif et femme active	263 018	124 084	113 970	40 733	14 160	10 071	16 008	14 396	30 120	46 676	103 402
Homme et femme inactifs	256 146	108 443	29 599	15 626	8 588	4 830	8 194	7 962	13 798	19 132	27 192
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	690 660	275 458	216 196	129 400	49 475	20 131	96 550	70 241	141 978	151 478	215 460
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1 091 644	300 634	310 356	320 660	111 990	47 904	151 978	151 956	215 480	220 084	350 076
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	1 811 925	413 975	508 499	615 580	193 358	80 513	313 116	332 592	521 656	522 064	696 076
4. Professions intermédiaires	2 353 798	542 308	681 828	784 512	319 340	125 810	495 402	506 872	790 144	736 772	1 018 600
5. Employés	1 476 944	307 340	440 980	422 304	152 940	53 380	207 956	233 586	460 144	436 712	646 246
6. Ouvriers	4 064 409	964 100	1 036 956	1 111 600	550 120	401 633	1 048 170	952 388	1 500 678	1 316 000	1 816 340
7. Retraités	3 559 445	3 080 412	270 892	82 040	21 078	5 023	87 252	81 796	104 676	104 424	151 824
8. Autres sans activité professionnelle	952 976	316 895	402 328	278 840	85 835	68 440	187 552	109 307	231 968	141 402	185 245
Nombre de ménages	172 476	106 896	33 285	187 883	44 412	19 800	77 212	66 282	114 696	94 800	124 776
Structure du ménage :											
Homme d'une personne :	22 265	22 190	7 200	20 421	5	0	0	0	0	0	0
Femme	30 120	10 415	3 422	9 427	2	0	0	0	0	0	0
Autre ménage sans famille :	6 399	5 317	1 082	5	0	0	0	0	0	0	0
Famille principale monoparentale :	28 899	5	23	5	0	0	0	0	0	0	0
Homme + enfant(s)	5 189	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Femme + enfant(s)	23 710	2	22	5	0	0	0	0	0	0	0
Famille principale comprenant un couple :	104 865	17 227	34 627	34 027	13	0	0	0	0	0	0
Homme et femme actifs	16 259	0	11 668	5 564	26	0	0	0	0	0	0
Homme actif et femme inactive	88 606	17 227	22 959	48 420	0	0	0	0	0	0	0
Homme et femme inactifs	16 201	3 716	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	6 703	1 667	2 307	2 312	417	0	0	0	0	0	0
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	8 469	2 317	3 027	2 125	0	0	0	0	0	0	0
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	7 970	2 235	3 129	2 606	0	0	0	0	0	0	0
4. Professions intermédiaires	13 906	2 966	5 140	5 800	0	0	0	0	0	0	0
5. Employés	34 022	5 492	19 681	8 849	0	0	0	0	0	0	0
6. Ouvriers	47 909	10 748	29 284	7 877	0	0	0	0	0	0	0
7. Retraités	29 277	29 277	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Autres sans activité professionnelle	4 457	1 748	2 709	0	0	0	0	0	0	0	0

TABLEAU B.04-6

Familles selon le nombre de personnes vivant ensemble en 1974, 1982 et 1990

C

Emploi, revenus et salaires

Chapitre C.01

Population active, Emploi

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Pyramide des âges de la population au chômage en mars 2000.

1. Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent.
2. Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal.
3. Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.
4. Taux de chômage standardisés dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE.
5. Population résidente occupée au 31 décembre.
6. Population résidente salariée au 31 décembre.
7. Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement.

8A. Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée, le statut et le type d'horaire de travail.

8B. Actifs occupés à temps partiel.

9. Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés.
10. Intérim et contrats à durée déterminée.
11. Indicateurs du marché du travail.
12. Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe.
13. Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, des exploitants publics « La Poste » et « France Télécom », par statut.
14. Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut.
15. Effectifs des agents de l'État, de La Poste et France Télécom par catégorie statutaire et sexe.
16. Les effectifs féminins de l'État, de La Poste et France Télécom : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère.
17. Taux de chômage suivant la catégorie socioprofessionnelle.
18. Évolution de la dépense pour l'emploi.
19. Effectifs de la fonction publique territoriale.
20. Population totale et population active des départements d'outre-mer.
21. Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et le département de « l'Emploi et des Revenus d'activité » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

La reprise de l'emploi, amorcée en 1997, s'accélère. Entre janvier 1999 et mars 2000, le nombre de personnes ayant un emploi augmente de 600 000, soit plus que pendant les deux années précédentes (+ 550 000 entre mars 1997 et janvier 1999). Un tel accroissement ne s'est jamais rencontré depuis que l'enquête emploi existe (1950). Cette très forte hausse de l'emploi entraîne celle du taux d'emploi, qui passe de 48,2 % à 49,3 % en quatorze mois. La hausse de l'emploi profite autant aux femmes qu'aux hommes. En revanche, elle bénéficie davantage aux 15-24 ans qu'à leurs ainés : leur taux d'emploi se hisse de 2,5 points à 23,3 % alors que celui des 25-49 ans augmente de 1,4 point à 78,7 % et celui des plus âgés de 0,6 point à 27,1 %.

L'emploi salarié augmente de 710 000 personnes entre janvier 1999 et mars 2000, soit + 3,5 %. En effectifs, plus de la moitié de la hausse correspond à de nouveaux emplois stables du privé : + 430 000 contrats à durée indéterminée. Les effectifs du secteur public augmentent de 50 000 personnes, malgré l'érosion des effectifs du contingent qui passent de 110 000 à 85 000 avec la suppression progressive du service national. Cependant, la hausse est plus importante pour les intérimaires et les titulaires de contrats à durée déterminée (+ 23 % et + 9 %) . Ainsi, la part des emplois à durée limitée (intérim, CDD, apprentissage ou contrat aidé) parmi les emplois salariés augmente de 0,8 point, passant à 10,9 %.

La reprise de l'emploi entre janvier 1999 et mars 2000 bénéficie à tous les groupes sociaux salariés, les ouvriers en tête. Le nombre d'ouvriers ayant un emploi augmente de 305 000, soit + 5,1 %. Le nombre de cadres au travail augmente de 4,4 %, celui des employés de 2,7 %, et celui des professions intermédiaires de 2,4 %. En revanche, chez les non-salariés, les agriculteurs sont 35 000 de moins, et les artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont 70 000 de moins. La baisse de l'emploi non-salarié s'accentue : - 105 000 non-salariés en quatorze mois contre - 65 000 par an entre 1995 et 1998. En particulier, les aides familiaux ne sont plus que 300 000 contre 600 000, il y a dix ans.

La hausse des emplois à temps complet est supérieure à celle des emplois à temps partiel. Ainsi, après avoir augmenté depuis des années, la proportion d'actifs occupés à temps partiel baisse de 17,2 à 16,8 % entre janvier 1999 et mars 2000.

Durant la même période, le nombre d'emplois dans le tertiaire augmente fortement (+ 525 000). Cela représente une hausse de 3,2 %. Par conséquent, la part des emplois du tertiaire parmi l'ensemble des secteurs s'élève à 71,3 % contre 70,9 % en janvier 1999. Le secteur de la construction est également très dynamique avec une hausse de ses effectifs de 3,3 % (+ 45 000). En revanche, les parts de l'agriculture et de l'industrie diminuent car les effectifs se stabilisent (agriculture) ou augmentent moins vite que la moyenne (industrie).

Entre janvier 1999 et mars 2000, le nombre d'actifs augmente de 170 000, pour atteindre 26 150 000 personnes. Le taux d'activité augmente de 0,1 point à 54,8 %. Le taux d'activité des femmes se rapproche de celui des hommes; le premier augmente de 0,2 point à 48,1 %, alors que le second reste stable à 62,0 %. Le taux d'activité s'accroît beaucoup plus pour les 15-24 ans, + 1,6 point pour les femmes et 0,6 pour les hommes.

Le chômage recule nettement entre mars 1998 et mars 2000, retrouvant son niveau de 1992 (10 %). C'est chez les ouvriers que le risque de chômage diminue le plus; le taux de chômage passe de 15,1 % en janvier 1999 à 12,4 % en mars 2000, rejoignant ainsi celui des employés. Chez les cadres et professions intellectuelles supérieures, le taux de chômage recule à 3,7 %; il est identique à celui enregistré pour les professions intermédiaires.

Les personnes au chômage depuis plus d'un an restent dans une situation plus difficile. Certes , ils sont 115 000 de moins qu'en janvier 1999 mais cette baisse est moins importante que celle du nombre total de chômeurs (- 10 % contre - 14 %), et leur poids parmi l'ensemble des chômeurs s'accroît. En mars 2000, ils représentent 40 % des chômeurs contre 38 % en janvier 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

Population active occupée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population active occupée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées sont obtenues grâce à des indices d'évolution annuelle issus principalement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). Ces indices sont appliqués à la dernière donnée annuelle disponible, la base étant constituée à partir des résultats du recensement de la population.

L'UNEDIC établit au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste mais ne couvre pas cependant l'ensemble des salariés. Aussi, les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques annuelles de l'UNEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année sur le champ couvert ;

— statistiques trimestrielles de l'UNEDIC portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère de l'Emploi et la Solidarité, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (ACEMO); elles permettent à l'INSEE d'évaluer l'emploi en fin de trimestre sur le secteur « concurrentiel », c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques hors agriculture, administration, santé, action sociale et éducation.

— données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source INSEE provenant principalement des enquêtes annuelles sur l'emploi, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales, pour couvrir le champ non couvert par l'UNEDIC (secteur public, agriculture, services domestiques) ainsi que les non-salariés.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, alors

que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population active occupée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises; les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population active occupée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le code d'activité économique principale de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

Depuis 1975, l'enquête annuelle sur l'emploi permet de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, trois conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi;

— être disponible pour travailler;

— rechercher activernent un travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du Bureau international du travail présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

Les agents de l'État

Depuis 1976, le recensement des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements privés sous contrat est établi à partir d'un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie. La collecte des données est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats que les agences d'intérim établissent chaque mois sont collectés par l'UNEDIC et par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Depuis le 1er janvier 1995, ils sont centralisés par un centre serveur de l'UNEDIC. L'exploitation statistique est réalisée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ce nouveau système d'exploitation permet de prolonger les séries homogènes débutant en 1992. Par ailleurs, il fournit des informations qui n'étaient plus disponibles depuis cette date : répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégories socio-professionnelles.

L'enquête annuelle d'entreprise dans les services réalisée par l'INSEE renseigne sur l'activité des entreprises de travail temporaire (chiffre d'affaires, nombre de salariés, marges...).

Deux enquêtes fournissent des informations à la fois sur les contrats d'intérim et sur les contrats à durée déterminée :

— l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le stock d'intérimaires et de salariés sous contrats à durée déterminée en mars de chaque année, (en janvier pour 1990 et 1999) ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe,...;

— les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (enquêtes ACEMO) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus;

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

● Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :

— le remplacement d'un salarié;

— les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité;

— les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée, CDI).

● Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.

● Limitation à un seul renouvellement.

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du ministère de l'Emploi et de la Solidarité ou de l'ANPE; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère précité.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales de l'Emploi et de la Solidarité lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en oeuvre par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, mais également celles gérées par les autres administrations (de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3. DÉFINITIONS

Chômage au sens du BIT

Parmi les inscrits à l'ANPE répertoriés par le ministère du Travail, l'INSEE ne prend pas en compte ceux ne satisfaisant pas aux critères suivants :

— Être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence).

— Être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne).

— Chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête).

En revanche, sont prises en compte dans le chômage BIT les personnes non inscrites à l'ANPE mais vérifiant les trois critères précédents.

Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des ménages collectifs), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers ANPE.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée est un contrat de travail nécessairement conclu par écrit. C'est un moyen subsidiaire pour faire exécuter provisoirement un travail précis, dans un certain nombre de cas prévus par le législateur.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche soit d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein (DEFM de catégorie 1) soit d'un emploi à temps partiel (catégorie 2), soit d'un emploi saisonnier ou temporaire (catégorie 3).

En juin 1995, trois nouvelles catégories de DEFM sont créées par éclatement des anciennes catégories 1, 2 et 3. Dans les nouvelles catégories 6, 7 et 8 sont comptabilisées les personnes ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois et précédemment dénombrées dans les catégories 1, 2 et 3.

Des statistiques de flux sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :

— l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage;

— l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers;

— la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC;

— la promotion de l'emploi et la création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité;

— l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;

— le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations;

— le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères et leurs établissements publics sous tutelle), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons de retraite publiques).

— *Effectifs budgétaires.* Lors de son vote annuel du budget, le Parlement pour les agents de l'État ou les instances territoriales (conseil généraux, municipaux...), conseils d'administrations des hôpitaux pour les autres fonctions publiques « autorise » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.

— *Titulaires.* Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

  — catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction;

  — catégorie B, chargée des fonctions d'application;

  — catégorie C assure les tâches d'exécution (la catégorie D est en extinction depuis 1992).

— *Non-titulaires.* Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs, ou encore « emplois aidés » tels « les contrats emploi-solidarité ».

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi enregistrées au cours de l'année

Les offres d'emploi enregistrées au cours de l'année sont les offres d'emplois durables (type A), temporaires (type B) ou occasionnels (type C) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année.

Les offres d'emploi en fin de mois sont également décomptées : il s'agit des offres qui au dernier jour du mois ne sont pas satisfaites.

Jusqu'en mars 1995, les offres d'emplois étaient classées par catégories : offres à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1), offres à temps partiel (catégorie 2), offres à durée déterminée (catégorie 3), offres d'emploi de très courte durée (catégorie 4). Le passage des catégories aux types d'offres en avril 1995 a entraîné une rupture de toutes les séries à l'exception de celle des offres enregistrées totales. Les offres enregistrées de type A + B + C correspondent à celles des catégories 1 + 2 + 3 + 4.

Population active

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs « au sens du BIT ». La somme de ces deux populations donne la population active dite « au sens du BIT ». Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT). C'est cette définition de la population active qui sert de référence dans l'enquête sur l'emploi.

Population active occupée

Elle est mesurée chaque année par l'enquête sur l'emploi. Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs à la recherche d'un emploi) et la population totale correspondante.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Publications :

INSEE :

Articles d'*Économie et Statistique :*

N° 282, février 1995 : « Chômage et salaires en France sur longue période » (P.Villa);

N° 300, octobre 1996 : « Projections de population active et participation au marché du travail »;

N° 318, 1998-8 :« Dossiers Les emplois dans les services : des comparaisons internationales »;

N° 323, 1999-3 :« L' insertion professionnelle des apprentis et des lycéens professionnels : des emplois proches des formations suivies,, « les jeunes en apprentissage ou en lycée professionnel »;

N° 331, 2000-1 :« Une décomposition du non-emploi en France »;

N^{os}332-333, 2000-2/3 :« Trajectoires comparées des chômeurs en France et aux États-Unis », «Emploi, chômage et non-activité : une analyse des transitions sur le marché du travail allemand »;

N° 334, 2000-4 :« Récurrence du chômage dans l'insertion des jeunes : des trajectoires hétérogènes ».

INSEE-Première :

N° 507 : « Le retournement de 2006 »;

N° 530 : « Chômage et emploi en mars 1997 »;

N° 569 : « L'allocation parentale d'éducation »;

N° 593 : « Le taux de chômage a reculé de 0,5 point en un an - Enquête sur l'emploi de mars 1998 »;

N° 618 : « 221 000 chômeurs de moins entre juin 1997 et septembre 1998 »;

N° 619 : « Septembre 1998 : l'emploi dynamisé depuis 21 mois »;

N° 626 : « Les caractéristiques familiales des salariés à temps partiel dans le secteur privé »;

N° 627 : « Les salaires des agents de l'État en 1997 »;

N° 637 : « L'emploi dans les collectivités locales »;

N° 642 : « Les salariés à temps complet au voisinage du SMIC de 1976 à 1996 »

N° 656 : « Recul du chômage dans toutes les régions entre 1997 et 1998 »;

N° 658 : « Hausse de l'emploi sur dix mois - Enquête sur l'emploi de janvier 1999 »;

N° 670 : « Le marché du travail en France et au Royaume-Uni »;

N° 674 : « La multiactivité chez les salariés du secteur privé »;

N° 680 : « 300 000 chômeurs de moins en deux ans »;

N° 681 : « L'emploi a bien résisté au creux conjoncturel »;

N° 683 : «Le poids des grandes entreprises dans l'emploi »;

N° 693 : « Baisse du sous-emploi, après 8 ans de hausse »;

N° 694 : « Les salaires des agents de l'État en 1998 »;

N° 696 : « La croissance s'est diffusée à la majorité des entreprises en 1998 - Mais la reprise des embauches a surtout concerné les grandes »;

N° 699 : « L'activité des 15-29 ans : stabilisation depuis 1995 »;

N° 710 : « Les comptes de la nation en 1999 - Emplois, consommation, investissement le cercle vertueux »;

N° 717 : « L'emploi des immigrés en 1999 »;

N° 723 : « Enquête sur l'emploi de mars 2000 »;

N° 733 : « 1997-1998 : l'emploi a progressé dans toutes les régions »;

N° 741 : « Insertion des jeunes : sensible amélioration surtout chez les diplômés »;

N° 743 : « Les créateurs d'entreprise en 1998 - moins de chômeurs, plus de diplômés ».

INSEE-Résultats :

N^{os}107-108 : « Enquête sur l'emploi de 1996 »;

N° 115 : « Projections de population active 1995-2040; »;

N^{os}127-128 : « Enquête sur l'emploi de 1997 »;

N° 130 : « Structure des emplois au 31 décembre 1994 »;

N° 131 : « Mouvement de main-d'oeuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus, année 1996 »;

N^{os}138-139 : « Marché du travail - séries longues »;

N^{os}141-142 : « Enquête sur l'emploi de 1998 »;

N^{os}146-147 : « La structure des salaires en 1994 - Enquête complémentaire aux déclarations annuelles de données sociales de 1994 »;

N° 148 : « La structure des emplois en 1995 »;

N^{os}151-152 : « Les salaires des agents de l'État en 1996 - Résultats détaillés »;

N^{os}153-154 : «Enquête sur l'emploi 1999. Résultats détaillés »;

N^{os}156-157 : « L'emploi départemental et sectoriel en 1997 »;

N^{os}165-166 : « Enquête sur l'emploi de mars 2000. Résultats détaillés ».

France, Portrait social, édition 1998-1999 :

« Les formes particulières d'emploi en France : un marchepied vers les emplois stables ? », L. Bloch et M.A. Estrade;

Données sociales, INSEE, édition 1999 :

« Population active, emploi et chômage au cours des années quatre-vingt dix », O. Marchand;

« Les politiques de l'emploi depuis 1973 », N. Holcblat, P. Marioni, B. Roguet;

« L'évaluation des politiques de l'emploi », C. Charpail, D. Gélot, A. Gubian et S. Zilberman;

« Salaire minimum et emploi en France et aux États-Unis », F. Kramarz, D. N. Margolis;

« Le chômage de longue durée », D. Gélot, S. Lemerle, N. Siprès;

« Dix ans d'évolution du chômage des cadres : 1987-1997 », V. André-Roux, S. Le Minez.

Recensement général de la population de 1990. Principaux résultats; sondage au 1/20. INSEE.

Synthèses :

N° 24 : « L'emploi dans les services marchands », avril 1999.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité :

Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments;

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an);

Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle;

Premières informations et Premières synthèses, DARES

« Les mouvements de la main-d'œuvre dans les établissements de 10 salariés ou plus au second semestre 1999 », octobre 2000, n° 42.4, « Évolution de l'emploi salarié au quatrième trimestre 1999 », n° 2000.03 - n° 11.2;

« Résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au quatrième trimestre 1999 », n° 2000.03 - n° 13.2;

« Conjoncture de l'emploi et du chômage au quatrième trimestre 1999 », n° 2000.03 - n° 12.3;

« L'emploi dans la chimie, une optique de branche », n° 99-01.03-1;

« Innovations et gestion de l'emploi », n° 12.1, 2000.03;

« Rechercher un emploi quand on est au chômage », n° 16.1, avril 2000;

« Le devenir des personnes sorties par anticipation d'un contrat emploi consolidé (CEC) », n° 99-04.06-1;

« Trajectoires professionnelles et récurrence du chômage », n° 99-04.14-3;

« Quinze ans de métiers, l'évolution des emplois de 1983 à 1998 », n° 99-04.14-3;

« Perte d'emploi et passage par le RMI », n° 99-06.25-1;

« Les contrats Emploi-Solidarité et les Contrats Emplois Consolidés en 1999 », n° 36.2, septembre 2000;

« Dans les industries alimentaires, l'emploi résiste mieux que dans le reste de l'industrie », n° 99-07.28-2;

« L'évolution des marchés du travail européens dans les années 1990 », n° 99-07.29-1;

« La dépense pour l'emploi en 1997 », n° 99-08.34-1;

« L'emploi et le chômage en 1999 », n° 2000.06», n° 26.1;

« Les contrats initiative emploi en 1999 », n° 33.1, août 2000;

« Les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi en 1998 : Redéploiement vers les jeunes des aides à l'emploi et à l'insertion », n° 99-10.43-1;

« Le travail temporaire au premier semestre 1999 », n° 2000.02 - n° 06.1;

« Le Contrat Initiative Emploi, une mesure de réinsertion durable ? », n° 99-11.46-1;

« Les facteurs de recours aux contrats temporaires », n° 2000.06, - n° 25.3;

« Le programme, Nouveaux services - Emplois jeunes en 1999 », n° 28.2, juillet 2000;

« Les contrats de qualification et d'adaptation en 1999 », n° 42.1, octobre 2000;

« Maintien dans l'emploi ou retour au chômage à l'issue d'un contrat initiative emploi », n° 44.2, novembre 2000;

« Les sorties du programme Nouveaux services - Emplois jeunes », n° 47.2, novembre 2000;

« Les contrats d'apprentissage en 1999 », n° 48.3, novembre 2000;

« La politique de l'emploi en 1999 », n° 52.2, décembre 2000.

Études et résultats, DREES

N° 37 : « L'activité professionnelle des femmes après la naissance de leur deux premiers enfants, l'impact de l'allocation parentale d'éducation ».

Suppléments au *Bulletin mensuel de statistiques du travail,* n^{os} 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n^{os} 2, 3, 4, 19, 33, 49, 75-76 et 80-81 (travail temporaire), n^{os} 11 et 60 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Travail et Emploi, n° 52 : « Dossier emploi comprenant plusieurs articles sur le travail temporaire et les contrats à durée déterminée ».

Travail et Emploi, n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant ».

Autres publications :

Rapport de la commission : « Relations sociales et Emploi »;

Bulletin de liaison de l'UNEDIC, n° 146, 4^{e} trimestre 1997;

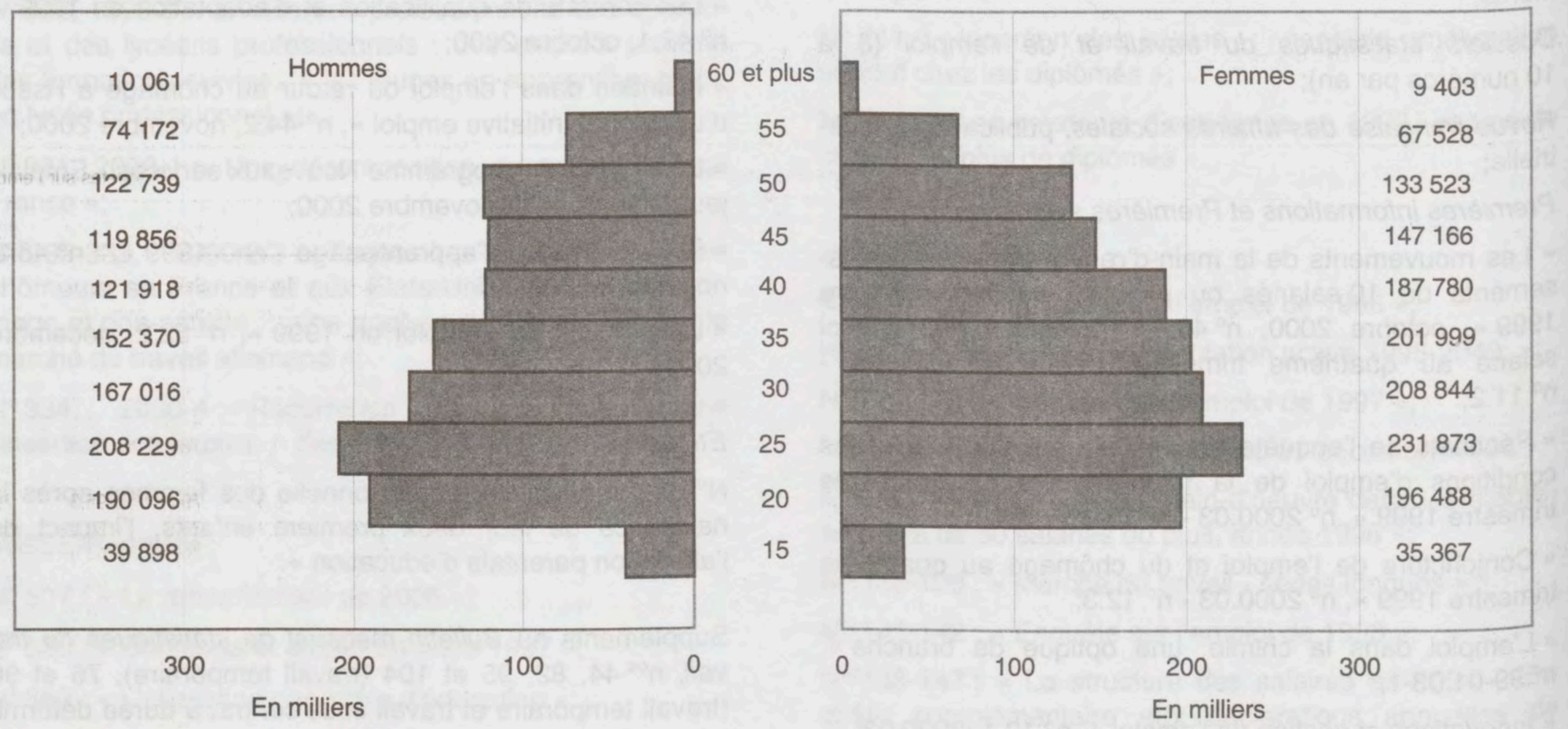
« Entre l'emploi et la retraite », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 5, octobre, 1996.

« Les aides à l'emploi marchand », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 7, août 1997.

*
* *

Graphique C.01

Pyramide des âges de la population au chômage en mars 2000



Source : INSEE, enquête sur l'emploi

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Emploi et Revenus d'activité) — *Unité :* Millier

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Salariés :										
Sexe masculin	10 978,8	10 960,8	10 852,8	10 641,6	10 611,8	10 728,9	10 743,5	10 788,1	10 952,6	11 180,3
Sexe féminin	8 474,4	8 598,8	8 698,9	8 729,6	8 809,6	8 923,0	9 007,6	9 117,7	9 308,7	9 487,0
Les deux sexes	**19 453,2**	**19 559,6**	**19 551,7**	**19 371,2**	**19 421,4**	**19 651,9**	**19 751,1**	**19 905,8**	**20 261,3**	**20 667,3**
Non salariés :										
Sexe masculin	1 382,4	1 850,2	1 797,9	1 756,9	1 744,7	1 727,6	1 705,2	1 684,8	1 675,0	1 668,0
Sexe féminin	1 045,9	1 010,6	968,2	912,0	858,6	827,8	805,6	798,4	796,8	793,6
Les deux sexes	**2 428,3**	**2 860,8**	**2 766,1**	**2 668,9**	**2 603,3**	**2 555,4**	**2 510,8**	**2 483,2**	**2 471,8**	**2 461,6**
Chômeurs :										
Sexe masculin	947,8	1 031,9	1 168,3	1 401,0	1 488,8	1 375,2	1 508,9	1 557,0	1 457,4	1 382,7
Sexe féminin	1 257,0	1 317,2	1 422,5	1 528,4	1 616,8	1 561,6	1 639,0	1 652,8	1 607,2	1 532,1
Les deux sexes	**2 204,8**	**2 349,1**	**2 590,8**	**2 929,4**	**3 105,6**	**2 936,8**	**3 147,9**	**3 209,8**	**3 064,6**	**2 914,8**
Militaires du contingent	**251,5**	**240,5**	**225,1**	**219,9**	**212,4**	**206,1**	**199,9**	**170,0**	**127,6**	**83,5**
Population active totale :										
Sexe masculin	13 309,0	13 842,9	13 819,0	13 799,5	13 845,3	13 831,7	14 157,5	14 199,9	14 212,6	14 314,5
Sexe féminin	10 777,3	10 926,6	11 089,6	11 170,0	11 285,0	11 312,4	11 452,2	11 568,9	11 712,7	11 812,7
Les deux sexes	**24 086,3**	**24 769,5**	**24 908,6**	**24 969,5**	**25 130,3**	**25 144,1**	**25 609,7**	**25 768,8**	**25 925,3**	**26 127,2**

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (mars et janvier pour 1999)

Source : INSEE

Âge (1)	Recensements										Enquêtes sur l'emploi			
	1982		*r* 1990		1999		1997		1998		1999		2000	
	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin
De 15 à 19 ans	23,8	16,7	14,4	9,0	10,9	5,5	9,4	4,3	10,6	4,7	11,1	5,3	11,4	6,0
De 20 à 24 ans	79,1	67,1	67,4	59,8	56,9	48,3	54,3	44,9	52,9	46,3	55,1	44,8	55,5	46,9
De 25 à 29 ans	93,3	71,1	93,5	80,2	91,4	82,3	92,0	77,7	91,5	78,0	90,5	78,3	91,7	79,3
De 30 à 34 ans	96,4	67,1	96,8	76,3	96,2	81,8	96,1	77,0	95,7	77,2	95,8	78,0	95,6	77,9
De 35 à 39 ans	96,8	65,4	97,2	75,6	96,7	81,6	97,0	77,7	97,0	78,5	96,3	79,4	96,3	79,2
De 40 à 44 ans	96,2	62,4	97,1	75,5	96,1	81,7	96,3	80,3	95,9	80,2	95,9	80,4	95,5	80,6
De 45 à 49 ans	94,9	58,7	95,9	71,5	95,0	80,2	95,1	78,1	95,2	79,7	94,7	79,5	94,9	79,3
De 50 à 54 ans	90,8	54,0	91,0	62,7	91,9	74,6	91,9	72,1	91,4	73,3	91,2	74,6	90,8	73,7
De 55 à 59 ans	76,8	44,9	69,7	46,3	70,7	53,2	68,3	50,0	67,0	49,3	67,7	50,9	65,8	51,9
De 60 à 64 ans	39,1	22,5	21,4	16,7	15,5	14,2	16,1	14,4	15,3	14,0	16,7	14,5	15,5	13,5
De 65 à 69 ans	9,5	5,0	5,2	3,3	1,5	0,9	4,0	2,5	4,0	2,5	3,6	2,2	3,7	2,5
De 70 à 74 ans	4,6	2,1	1,6	0,7	(2)	(2)	2,2	0,9	2,4	0,7	1,7	0,7	1,7	0,5
De 75 ans et plus	2,3	1,0	(3)	(3)	(2)	(2)	0,6	0,2	0,7	0,3	0,6	0,2	0,6	0,3
Ensemble	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**62,3**	**48,7**	**62,3**	**47,2**	**62,0**	**47,6**	**62,0**	**47,9**	**62,0**	**48,1**

(1) Âge atteint au cours de l'année.
(2) Valeur comprise dans les 65 à 69 ans.
(3) Valeur comprise dans les 70 à 74 ans.

TABLEAU C.01-3A

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Division Emploi)

Unité : Millier

	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Sexe masculin :						
15 à 24 ans	250	285	312	316	284	284
25 à 49 ans	555	905	987	1 015	944	867
50 ans et plus	143	185	210	226	229	232
Total	**948**	**1 375**	**1 509**	**1 557**	**1 457**	**1 383**
Sexe féminin :						
15 à 24 ans	337	350	350	336	303	273
25 à 49 ans	775	1 061	1 119	1 124	1 103	1 052
50 ans et plus	145	151	170	193	201	207
Total	**1 257**	**1 562**	**1 639**	**1 653**	**1 607**	**1 532**
Les deux sexes :						
15 à 24 ans	587	635	663	652	588	557
25 à 49 ans	1 330	1 966	2 105	2 139	2 047	1 918
50 ans et plus	288	336	380	419	430	440
Total	**2 205**	**2 937**	**3 148**	**3 210**	**3 065**	**2 915**

TABLEAU C.01-3B

Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Division Emploi)

	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Sexe masculin :						
15 à 24 ans	12,8	19,0	20,9	22,1	21,1	21,0
25 à 49 ans	5,8	8,9	9,6	9,9	9,2	8,5
50 ans et plus	5,7	7,8	8,6	8,9	8,7	8,7
Ensemble	**6,7**	**9,8**	**10,6**	**10,9**	**10,3**	**9,7**
Sexe féminin :						
15 à 24 ans	21,1	28,6	29,8	30,2	28,4	25,4
25 à 49 ans	10,5	12,8	13,3	13,4	13,0	12,3
50 ans et plus	7,9	8,5	9,2	9,9	9,7	9,7
Ensemble	**11,7**	**13,8**	**14,4**	**14,4**	**13,8**	**13,0**
Les deux sexes :						
15 à 24 ans	16,5	23,3	24,8	25,7	24,3	22,9
25 à 49 ans	7,8	10,6	11,3	11,5	10,9	10,2
50 ans et plus	6,6	8,1	8,9	9,3	9,1	9,1
Ensemble	**8,9**	**11,6**	**12,3**	**12,5**	**11,9**	**11,2**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage (1) standardisés dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE

Sources : Eurostat et OCDE (Principaux indicateurs économiques, juin 2000)

En % de la population active civile

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Pays de l'Union européenne :											
Allemagne	...	...	...	...	7,9	8,4	8,2	8,9	9,9	9,4	8,7
Autriche	...	...	...	...	4,0	3,8	3,9	4,3	4,4	4,5	3,7
Belgique	7,5	6,7	6,6	7,3	8,9	10,0	9,9	9,7	9,4	9,5	9,0
Danemark	7,4	7,7	8,4	9,2	10,1	8,2	7,3	6,8	5,6	5,2	5,2
Espagne	17,2	16,2	16,4	18,5	22,7	24,1	22,9	22,2	20,8	18,8	15,9
Finlande	3,1	3,2	7,2	12,5	16,4	16,8	15,3	14,6	12,6	11,4	10,2
France	**9,3**	**8,9**	**9,5**	**10,4**	**11,7**	**12,3**	**11,7**	**12,4**	**12,3**	**11,8**	**11,3**
Grèce	...	...	7,0	7,9	8,6	8,9	9,2	9,6	9,6	...	...
Irlande	14,7	13,4	14,8	15,4	15,6	14,3	12,3	11,6	9,9	7,6	5,7
Italie	10,0	9,1	8,8	9,0	10,3	11,4	11,9	12,0	12,0	11,9	11,4
Luxembourg	1,8	1,7	1,7	2,1	2,7	3,2	2,9	3,0	2,7	2,7	2,3
Pays-Bas	6,9	6,2	5,8	5,6	6,6	7,1	6,9	6,3	5,2	4,0	3,3
Portugal	4,9	4,6	4,0	4,2	5,7	7,0	7,3	7,3	6,8	5,2	4,5
Royaume-Uni	7,3	7,1	8,8	10,1	10,4	9,6	8,7	8,2	7,0	6,4	6,2
Suède	1,6	1,7	3,1	5,6	9,1	9,4	8,8	9,6	9,9	8,3	7,2
Total U.E	**8,9**	**8,3**	**8,2**	**9,2**	**10,7**	**11,1**	**10,7**	**10,8**	**10,6**	**9,9**	**9,2**
Autres pays de l'OCDE :											
Canada	7,5	8,2	10,4	11,3	11,2	10,4	9,5	9,7	9,1	8,3	7,6
États-Unis	5,3	5,6	6,8	7,5	6,9	6,1	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2
Japon	2,3	2,1	2,1	2,2	2,5	2,9	3,1	3,4	3,4	4,1	4,7

(1) Les chiffres concernant l'Union européenne sont calculés par Eurostat, ce sont des taux « comparables » pour tous les pays membres. Les chiffres des pays qui ne sont pas du ressort d'Eurostat sont calculés par l'OCDE.

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	NES 36	1990		1995		1996		*r* 1997		*p* 1998	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	1 235,2	271,6	1 023,3	275,7	998,5	278,4	987,3	287,1	971,5	291,9
Industries agricoles et alimentaires	B0	635,8	550,1	590,0	524,7	588,6	524,7	594,7	531,4	599,7	536,4
Habillement, cuir	C1	271,7	257,6	198,0	188,5	184,2	175,6	177,1	168,9	169,1	161,4
Édition, imprimerie, reproduction	C2	253,6	238,9	230,5	216,4	226,9	213,1	227,7	214,2	228,5	215,1
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	149,0	148,6	150,2	149,9	149,0	148,7	147,1	146,8	150,1	149,8
Industries des équipements du foyer	C4	292,9	266,8	241,9	220,4	236,8	216,1	230,3	210,5	231,7	212,1
Industrie automobile	D0	324,5	323,3	292,2	291,2	287,7	286,7	286,4	285,4	286,7	285,7
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	191,4	190,0	162,1	161,1	156,9	156,0	154,7	153,8	156,1	155,2
Industries des équipements mécaniques	E2	493,0	477,3	441,3	426,1	436,1	421,0	434,8	419,9	438,4	423,5
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	277,6	268,6	231,0	221,2	232,4	223,0	233,8	224,6	232,8	223,8
Production de produits minéraux	F1	223,3	215,4	194,4	187,5	188,0	181,4	182,5	176,2	179,0	172,9
Industrie textile	F2	165,1	161,7	131,1	128,2	125,1	122,4	123,5	121,0	121,6	119,1
Industries du bois et du papier	F3	230,3	219,5	202,8	192,3	198,5	188,4	195,9	186,0	195,8	186,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	381,5	379,3	352,0	348,3	346,8	343,2	352,0	348,5	354,5	351,0
Métallurgie et transformation des métaux	F5	539,4	518,7	462,9	442,8	457,2	437,7	456,6	437,3	463,9	444,4
Industries des composants électriques et électroniques	F6	178,3	176,8	184,1	181,3	179,0	176,3	180,4	177,8	183,4	180,8
Production de combustibles et de carburants	G1	65,4	65,3	49,9	49,9	47,1	47,1	41,3	41,3	39,4	39,4
Eau, gaz, électricité	G2	203,4	203,2	206,9	206,7	206,5	206,3	206,1	205,8	203,2	203,0
Construction	H0	1 639,2	1 336,2	1 434,6	1 169,0	1 386,0	1 121,8	1 373,4	1 109,6	1 377,9	1 112,7
Commerce et réparation automobile	J1	443,1	373,3	440,3	377,8	440,9	380,6	436,3	377,7	442,5	384,3
Commerce de gros, intermédiaires	J2	999,7	946,3	933,6	883,1	937,4	885,7	939,4	888,6	952,7	902,3
Commerce de détail, réparations	J3	1 614,3	1 233,8	1 593,6	1 244,1	1 597,2	1 257,8	1 627,8	1 286,9	1 660,9	1 320,0
Transports	K0	960,5	894,3	975,7	907,3	983,9	916,3	995,9	928,2	1 028,3	959,8
Activités financières	L0	720,7	690,4	692,3	666,8	685,8	661,0	683,5	659,2	684,6	660,8
Activités immobilières	M0	320,4	271,7	331,3	301,4	334,6	304,8	334,7	305,6	337,2	308,4
Postes et télécommunications	N1	477,6	476,8	464,0	462,5	452,5	451,0	451,6	450,2	447,7	446,3
Conseils et assistance	N2	921,1	802,1	1 018,7	892,3	1 053,8	925,1	1 103,0	970,4	1 181,3	1 042,1
Services opérationnels	N3	690,0	641,1	780,0	727,3	812,8	758,6	908,7	848,7	954,8	893,4
Recherche et développement	N4	125,8	125,6	131,7	131,6	131,5	131,3	130,9	130,7	133,1	132,9
Hôtels et restaurants	P1	738,4	543,7	774,4	595,5	788,7	608,5	813,2	631,0	838,0	653,6
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	296,2	239,0	371,6	312,0	384,7	324,6	402,1	340,4	418,9	355,9
Services personnels et domestiques	P3	463,1	383,1	538,3	466,1	558,5	485,0	578,6	503,6	599,0	522,8
Éducation	Q1	1 568,5	1 549,2	1 723,2	1 705,3	1 720,5	1 702,9	1 728,9	1 711,5	1 749,9	1 732,6
Santé, action sociale	Q2	2 074,5	1 830,0	2 306,7	2 072,0	2 323,5	2 090,6	2 341,7	2 109,8	2 373,2	2 143,1
Administration publique	R1	1 981,6	1 980,4	2 093,3	2 091,6	2 099,3	2 097,6	2 103,3	2 101,6	2 137,0	2 135,4
Activités associatives et extra-territoriales	R2	229,3	226,5	261,7	259,8	265,9	264,0	270,6	268,7	296,7	294,7
Total	**TT**	**22 375,2**	**19 476,2**	**22 209,6**	**19 677,6**	**22 202,8**	**19 713,2**	**22 435,8**	**19 958,9**	**22 819,1**	**20 352,6**
	NES 16										
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	1 235,2	271,6	1 023,3	275,7	998,5	278,4	987,3	287,1	971,5	291,9
Industries agricoles et alimentaires	EB	635,8	550,1	590,0	524,7	588,6	524,7	594,7	531,4	599,7	536,4
Industries des biens de consommation	EC	967,3	911,9	820,6	775,2	796,9	753,5	782,2	740,4	779,4	738,4
Industrie automobile	ED	324,5	323,3	292,2	291,2	287,7	286,7	286,4	285,4	286,7	285,7
Industries des biens d'équipement	EE	961,9	936,0	834,4	808,3	825,4	800,0	823,3	798,3	827,3	802,5
Industries des biens intermédiaires	EF	1 717,9	1 671,4	1 527,3	1 480,4	1 494,6	1 449,4	1 490,9	1 446,8	1 498,2	1 454,2
Énergie	EG	268,8	268,5	256,8	256,6	253,6	253,4	247,4	247,1	242,6	242,4
Construction	EH	1 639,2	1 336,2	1 434,6	1 169,0	1 386,0	1 121,8	1 373,4	1 109,6	1 377,9	1 112,7
Commerce	EJ	3 057,1	2 553,4	2 967,5	2 505,0	2 975,5	2 524,1	3 003,5	2 553,2	3 056,1	2 606,6
Transports	EK	960,5	894,3	975,7	907,3	983,9	916,3	995,9	928,2	1 028,3	959,8
Activités financières	EL	720,7	690,4	692,3	666,8	685,8	661,0	683,5	659,2	684,6	660,8
Activités immobilières	EM	320,4	271,7	331,3	301,4	334,6	304,8	334,7	305,6	337,2	308,4
Services aux entreprises	EN	2 214,5	2 045,5	2 394,4	2 213,7	2 450,6	2 266,0	2 594,2	2 400,0	2 716,9	2 514,7
Services aux particuliers	EP	1 497,6	1 165,8	1 684,3	1 373,6	1 731,9	1 418,1	1 793,9	1 475,0	1 855,9	1 352,3
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 643,0	3 379,2	4 029,9	3 777,3	4 044,0	3 793,5	4 070,6	3 821,3	4 123,1	3 875,7
Administration	ER	2 210,9	2 206,9	2 355,0	2 351,4	2 365,2	2 361,6	2 373,9	2 370,3	2 433,7	2 430,1
Total	**TT**	**22 375,2**	**19 476,2**	**22 209,6**	**19 677,6**	**22 202,8**	**19 713,2**	**22 435,8**	**19 958,9**	**22 819,1**	**20 352,6**

TABLEAU C.01-6

Population résidente salariée au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	NES 36	1990		1995		1996		*r* 1997		*p* 1998	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	209,5	62,1	211,7	64,0	213,6	64,8	220,5	66,6	224,2	67,7
Industries agricoles et alimentaires	B0	345,8	204,3	325,9	198,8	324,2	200,5	327,4	204,0	328,8	207,6
Habillement, cuir	C1	65,1	192,5	49,8	138,6	46,9	128,6	45,9	123,0	44,4	117,4
Édition, imprimerie, reproduction	C2	145,0	93,9	129,8	86,6	126,9	86,2	126,9	87,3	127,4	87,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	68,9	79,7	69,6	80,3	69,7	79,0	68,4	78,4	70,2	79,2
Industries des équipements du foyer	C4	163,9	103,0	136,4	84,0	133,9	82,1	131,4	79,1	132,7	79,4
Industrie automobile	D0	269,2	54,1	243,1	48,1	238,6	48,1	237,2	48,2	236,3	49,4
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	161,8	28,2	136,9	24,2	132,4	23,5	130,7	23,1	131,7	23,5
Industries des équipements mécaniques	E2	406,7	70,7	362,4	63,6	358,0	63,0	356,9	63,0	359,9	63,6
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	181,1	87,5	151,1	70,1	153,2	69,8	154,1	70,6	153,2	70,5
Production de produits minéraux	F1	177,7	37,7	154,0	33,4	148,8	32,7	143,9	32,3	141,0	31,8
Industrie textile	F2	82,5	79,3	67,1	61,1	64,4	58,0	63,4	57,6	62,7	56,4
Industries du bois et du papier	F3	165,5	53,9	147,8	44,6	145,4	43,0	143,9	42,1	144,4	41,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	281,8	97,5	261,4	86,9	258,0	85,2	261,4	87,1	263,4	87,6
Métallurgie et transformation des métaux	F5	427,9	90,8	365,4	77,4	361,6	76,1	362,2	75,1	368,0	76,4
Industries des composants électriques et électroniques	F6	110,0	66,8	113,6	67,7	111,2	65,2	112,4	65,3	114,4	66,4
Production de combustibles et de carburants	G1	55,6	9,7	42,0	7,9	39,2	7,9	34,7	6,6	32,8	6,7
Eau, gaz, électricité	G2	162,0	41,1	165,0	41,6	164,4	41,8	163,7	42,2	160,6	42,4
Construction	H0	1 218,3	117,9	1 062,9	106,1	1 018,7	103,1	1 008,3	101,3	1 011,2	101,5
Commerce et réparation automobile	J1	299,3	74,0	302,1	75,7	304,1	76,5	301,7	76,0	307,0	77,3
Commerce de gros, intermédiaires	J2	625,2	321,1	584,3	298,8	584,5	301,2	586,8	301,9	595,7	306,6
Commerce de détail, réparations	J3	462,5	771,3	465,3	778,8	471,6	786,1	483,9	803,0	497,2	822,8
Transports	K0	718,8	175,4	722,8	184,6	728,0	188,3	737,5	190,7	758,2	201,6
Activités financières	L0	309,8	380,7	296,7	370,2	293,5	367,5	291,1	368,0	291,0	369,8
Activités immobilières	M0	123,1	148,6	127,4	174,0	129,4	175,5	129,2	176,4	130,8	177,5
Postes et télécommunications	N1	276,1	200,6	265,0	197,5	260,5	190,5	260,6	189,7	258,2	188,1
Conseils et assistance	N2	421,2	381,0	480,4	411,9	499,3	425,8	529,8	440,6	576,9	465,2
Services opérationnels	N3	386,7	254,4	424,4	302,9	438,8	319,8	500,6	348,1	524,0	369,4
Recherche et développement	N4	75,4	50,2	76,5	55,1	76,3	55,0	75,7	54,9	77,7	55,2
Hôtels et restaurants	P1	272,5	271,3	299,5	296,0	306,5	302,1	318,7	312,4	328,2	325,5
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	128,1	110,9	164,2	147,9	170,4	154,2	178,9	161,4	187,8	168,0
Services personnels et domestiques	P3	49,8	333,3	50,9	415,2	52,0	433,0	53,5	450,1	54,4	468,4
Éducation	Q1	543,7	1 005,6	584,7	1 120,6	584,5	1 118,4	588,6	1 122,8	596,6	1 136,1
Santé, action sociale	Q2	423,2	1 406,8	487,8	1 584,2	491,1	1 599,5	491,3	1 618,5	501,5	1 641,7
Administration publique	R1	1 056,9	923,4	1 086,8	1 004,8	1 083,7	1 013,9	1 086,2	1 015,4	1 099,0	1 036,4
Activités associatives et extra-territoriales	R2	91,1	135,4	105,5	154,3	105,6	158,4	106,4	162,3	120,1	174,6
Total	**TT**	**10 961,5**	**8 514,7**	**10 720,2**	**8 957,4**	**10 688,9**	**9 024,3**	**10 813,8**	**9 145,1**	**11 011,6**	**9 341,0**
	NES 16										
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	209,5	62,1	211,7	64,0	213,6	64,8	220,5	66,6	224,2	67,7
Industries agricoles et alimentaires	EB	345,8	204,3	325,9	198,8	324,2	200,5	327,4	204,0	328,8	207,6
Industries des biens de consommation	EC	442,9	469,1	385,7	389,5	377,4	375,9	372,6	367,8	374,7	363,7
Industrie automobile	ED	269,2	54,1	243,1	48,1	238,6	48,1	237,2	48,2	236,3	49,4
Industries des biens d'équipement	EE	749,6	186,4	650,5	157,9	643,6	156,3	641,7	156,7	644,8	157,6
Industries des biens intermédiaires	EF	1 245,4	426,0	1 109,3	371,0	1 089,4	360,2	1 087,2	359,5	1 093,9	360,2
Énergie	EG	217,7	50,8	207,0	49,5	203,6	49,7	198,4	48,8	193,4	49,1
Construction	EH	1 218,3	117,9	1 062,9	106,1	1 018,7	103,1	1 008,3	101,3	1 011,2	101,5
Commerce	EJ	1 387,0	1 166,4	1 351,7	1 153,3	1 360,2	1 163,8	1 372,4	1 180,9	1 399,9	1 206,7
Transports	EK	718,8	175,4	722,8	184,6	728,0	188,3	737,5	190,7	758,2	201,6
Activités financières	EL	309,8	380,7	296,7	370,2	293,5	367,5	291,1	368,0	291,0	369,8
Activités immobilières	EM	123,1	148,6	127,4	174,0	129,4	175,5	129,2	176,4	130,8	177,5
Services aux entreprises	EN	1 159,4	886,1	1 246,3	967,3	1 274,9	991,1	1 366,7	1 033,3	1 436,8	1 077,9
Services aux particuliers	EP	450,3	715,5	514,6	859,1	528,9	889,3	551,1	923,9	570,4	961,9
Éducation, santé, action sociale	EQ	966,9	2 412,4	1 072,5	2 704,9	1 075,6	2 717,9	1 079,9	2 741,3	1 098,1	2 777,8
Administration	ER	1 148,0	1 058,9	1 192,3	1 159,1	1 189,3	1 172,3	1 192,6	1 177,7	1 219,1	1 211,0
Total	**TT**	**10 961,5**	**8 514,7**	**10 720,4**	**8 957,4**	**10 688,9**	**9 024,3**	**10 813,8**	**9 145,1**	**11 011,6**	**9 341,0**

TABLEAU C.01-7

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC — %

Taille de l'établissement	1990	1994	*r* 1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Ensemble							
1 à 9 salariés	24,2	26,0	26,0	26,2 *r*	26,1	25,9	25,4
10 à 49 salariés	28,7	28,8	28,9	28,9	28,7	28,7	28,4
50 à 199 salariés	22,9	22,6	22,6	22,6	22,4	22,2	22,3
200 à 499 salariés	11,6	11,5	11,6	11,5	11,8	12,0	12,3
500 salariés et plus	12,6	11,1	10,9	10,8	11,0	11,2	11,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13 821,2**	**13 615,4**	**13 746,1**	**13 772,3**	**14 025,6**	**14 361,1**	**14 866,6**
dont :							
Industrie (1)							
1 à 9 salariés	10,7	11,7	11,6	11,8	11,9	11,8	11,7
10 à 49 salariés	22,5	23,2	23,3	23,3	23,4	23,4	23,2
50 à 199 salariés	24,8	25,2	25,1	25,2	25,0	24,9	25,0
200 à 499 salariés	17,4	17,5	17,7	17,6	17,5	17,7	17,7
500 salariés et plus	24,6	22,4	22,3	22,1	22,2	22,2	22,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**4 387,9**	**3 865,4**	**3 868,0**	**3 796,6**	**3 786,3**	**3 790,7**	**3 789,3**
Bâtiment, génie civil et agricole (1)							
1 à 9 salariés	31,0	33,7	34,2	35,6	36,6	37,0	37,2
10 à 49 salariés	35,8	37,1	37,1	37,1	37,7	38,1	38,5
50 à 199 salariés	20,7	19,6	19,0	18,5	17,6	17,4	17,5
200 à 499 salariés	7,4	6,1	6,0	5,5	5,2	5,0	4,8
500 salariés et plus	5,1	3,5	3,7	3,3	2,9	2,5	2,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**1 343,4**	**1 191,3**	**1 173,9**	**1 130,5**	**1 117,6**	**1 127,5**	**1 161,2**
Tertiaire (1)							
1 à 9 salariés	30,4	31,4	31,2	31,1	30,6	30,2	29,3
10 à 49 salariés	30,9	30,1	30,3	30,3	29,9	29,7	29,2
50 à 199 salariés	22,2	21,9	22,0	22,0	21,9	21,7	21,8
200 à 499 salariés	9,2	9,6	9,6	9,7	10,2	10,6	11,1
500 salariés et plus	7,3	7,0	6,9	6,9	7,4	7,8	8,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**8 073,2**	**8 547,6**	**8 693,4**	**8 834,4**	**9 111,6**	**9 432,8**	**9 905,6**

(1) À partir de 1993, les données sont présentées en NAF, l'industrie, le BGCA (devenu construction) et le tertiaire ne recouvrent pas exactement le même champ que dans l'ancienne nomenclature (NAP).

TABLEAU C.01-8A

Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel) (1)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquêtes sur l'emploi de janvier pour 1999 et de mars pour 2000) — *Unité :* Millier

	Non salariés						Salariés					
	1999			2000			1999			2000		
	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%
Hommes												
Agriculture, sylviculture et pêche	452,5	33,4	7,4	436,3	30,3	6,9	207,8	17,7	8,5	233,2	19,1	8,2
Industries agricoles et alimentaires	57,4	1,4	2,4	53,2	0,7	1,4	343,4	11,8	3,4	349,8	11,4	3,3
Industries des biens de consommation	44,5	1,2	2,8	50,9	1,6	3,2	376,8	14,5	3,8	372,1	11,6	3,1
Industrie automobile	2,0	–	–	1,2	–	–	243,7	4,3	1,8	240,7	3,4	1,4
Industries des biens d'équipement	35,5	1,3	3,7	28,6	0,9	3,1	645,0	14,6	2,3	651,1	10,1	1,6
Industries des biens intermédiaires	47,3	2,1	4,4	43,2	2,7	6,4	1 080,7	22,2	2,0	1 116,8	18,1	1,6
Énergie	1,3	–	–	0,7	–	–	170,2	3,4	2,0	181,8	2,3	1,2
Construction	275,4	4,2	1,5	277,0	4,5	1,6	994,2	18,2	1,8	1 033,8	17,4	1,7
Commerce	329,7	9,2	2,8	303,4	11,3	3,7	1 353,3	70,9	5,2	1 368,3	75,6	5,5
Transports	61,8	0,1	1,5	59,6	0,8	1,3	699,1	21,8	3,1	752,0	26,9	3,6
Activités financières	24,1	0,8	3,2	22,6	1,4	6,1	303,7	8,7	2,9	308,5	7,2	2,3
Activités immobilières	20,9	2,1	9,9	21,8	1,3	6,1	100,5	9,7	9,7	111,0	8,5	7,6
Services aux entreprises	165,4	4,6	2,8	172,2	6,4	3,7	1 439,1	91,4	6,4	1 564,4	95,3	6,1
Services aux particuliers	191,1	10,9	5,7	193,1	12,5	6,5	509,9	94,5	18,5	547,4	100,9	18,4
Éducation, santé, action sociale	149,6	6,7	4,4	131,3	7,5	5,7	1 059,7	124,9	11,8	1 052,5	115,2	10,9
Administration *r.*	2,8	0,1	27,6	2,1	0,3	13,3	1 331,2	94,0	7,1	1 338,9	95,6	7,1
Activité indéterminée	0,2	–	–	1,1	–	–	3,7	1,0	26,7	3,0	–	–
Total	**1 861,5**	**79,5**	**4,3**	**1 798,1**	**82,2**	**4,6**	**10 861,7**	**623,7**	**5,7**	**1 125,4**	**618,6**	**5,5**
Femmes												
Agriculture, sylviculture et pêche	228,2	80,3	35,2	207,1	69,0	33,3	77,8	29,3	37,7	92,6	34,9	37,7
Industries agricoles et alimentaires	38,5	3,9	10,0	36,4	2,9	8,0	219,7	53,3	24,3	212,0	46,9	22,1
Industries des biens de consommation	17,6	4,1	23,3	16,3	4,6	28,2	350,0	45,4	13,0	357,1	52,3	14,7
Industrie automobile	0,1	–	–	0,3	–	–	46,0	6,9	14,9	46,1	6,5	14,1
Industries des biens d'équipement	6,0	2,5	41,6	5,5	2,0	36,3	157,6	28,4	18,0	161,6	28,7	17,8
Industries des biens intermédiaires	11,4	2,6	23,1	6,5	1,3	19,9	362,9	40,9	11,3	362,2	44,2	12,2
Énergie	–	–	–	–	–	–	48,1	10,4	21,6	42,3	8,5	20,2
Construction	39,0	22,9	58,7	33,2	21,3	64,2	98,3	33,1	33,7	108,9	33,9	31,1
Commerce	173,2	28,2	16,3	176,6	26,6	15,1	1 146,3	423,7	37,0	1 187,0	419,4	35,3
Transports	10,6	3,0	28,4	10,0	3,9	39,6	186,1	37,0	19,9	206,1	46,1	22,4
Activités financières	11,1	3,5	31,4	6,7	1,9	27,7	377,4	85,4	22,6	377,0	78,2	20,8
Activités immobilières	7,8	3,7	47,7	6,4	2,2	33,8	157,3	46,6	29,6	165,1	42,4	25,7
Services aux entreprises	65,8	14,6	22,2	63,0	12,5	19,9	1 063,7	318,1	29,9	1 124,8	329,5	29,3
Services aux particuliers	167,4	26,5	15,8	165,5	26,0	15,7	1 051,2	570,1	54,2	1 095,0	573,7	52,4
Éducation, santé, action sociale	128,6	39,2	30,5	131,4	36,7	27,9	2 790,5	892,9	32,0	2 878,4	916,2	31,8
Administration	2,0	–	–	1,4	–	–	1 156,7	374,8	32,4	1 218,4	387,8	31,8
Activité indéterminée	–	–	–	0,4	0,4	100,0	2,0	1,0	49,4	4,0	1,1	27,9
Total	**908,2**	**235,0**	**25,9**	**866,5**	**211,4**	**24,4**	**9 291,6**	**2 997,3**	**32,3**	**9 638,6**	**3 050,5**	**31,6**
Ensemble												
Agriculture, sylviculture et pêche	680,1	113,7	16,7	643,4	99,3	15,4	285,6	47,0	16,5	325,8	53,9	16,6
Industries agricoles et alimentaires	96,0	5,3	5,5	89,7	3,6	4,0	563,1	65,1	11,6	561,8	58,3	10,4
Industries des biens de consommation	62,1	5,3	8,6	67,2	6,2	9,3	726,8	59,9	8,2	729,2	64,1	8,8
Industrie automobile	2,7	–	–	1,4	–	–	289,8	11,2	3,9	286,8	9,9	3,5
Industries des biens d'équipement	41,5	3,8	9,2	34,0	2,9	8,4	802,6	43,0	5,4	812,8	38,8	4,8
Industries des biens intermédiaires	58,7	4,7	8,1	49,7	4,0	8,1	1 443,6	63,1	4,4	1 479,0	62,3	4,2
Énergie *r*	1,5	–	–	0,7	–	–	218,3	13,8	6,3	224,1	10,8	4,8
Construction	314,4	27,0	8,6	310,1	25,8	8,3	1 092,5	51,3	4,7	1 142,7	51,2	4,5
Commerce	502,9	37,4	7,4	479,9	37,9	7,9	2 499,6	494,5	19,8	2 555,3	495,1	19,4
Transports	72,4	3,9	5,4	69,5	4,7	6,8	885,2	58,8	6,6	958,2	73,0	7,6
Activités financières	35,2	4,3	12,1	29,2	3,2	11,1	681,1	94,1	13,8	685,5	85,4	12,5
Activités immobilières	28,7	5,8	20,1	28,2	3,5	12,4	257,8	56,3	21,9	276,1	50,9	18,4
Services aux entreprises	231,1	19,2	8,3	235,1	18,9	8,0	2 502,7	409,5	16,4	2 689,2	424,8	15,8
Services aux particuliers	358,5	37,3	10,4	358,6	38,5	10,7	1 561,0	664,6	42,6	1 642,4	674,6	41,1
Éducation, santé, action sociale	278,2	45,9	16,5	262,7	44,2	16,8	3 850,1	1 017,8	26,4	3 930,9	1 031,4	26,2
Administration *r*	4,8	1,0	16,0	3,5	0,3	8,1	2 487,9	468,8	18,8	2 557,3	483,4	18,9
Activité indéterminée	0,2	–	–	1,5	0,4	26,0	5,7	2,0	34,8	6,9	1,1	15,9
Total	**2 769,0**	**314,5**	**11,4**	**2 664,6**	**293,5**	**11,0**	**20 153,3**	**3 621,0**	**18,0**	**20 864,0**	**3 669,1**	**17,6**

(1) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque poste.

TABLEAU C.01-8B

Actifs occupés à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut (hors appelés du contingent)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (janvier pour 1999 et mars pour 2000)

Source : INSEE (Enquêtes sur l'emploi) — *Unité :* Millier

	Sexe masculin				Sexe féminin				Les deux sexes			
	1999		2000		1999		2000		1999		2000	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	54,6	3,0	57,4	3,3	120,9	19,4	121,9	19,6	175,5	7,2	179,4	7,6
Aides familiaux	24,8	41,5	24,7	46,0	114,2	40,2	89,5	36,8	139,0	40,4	114,2	38,5
Salariés des services domestiques	9,7	41,6	8,4	43,4	343,6	66,0	344,6	65,2	353,3	64,9	353,0	64,4
Autres salariés du secteur privé	401,5	4,7	409,0	4,6	1 701,0	30,1	1 737,2	29,4	2 102,4	14,9	2 146,1	14,5
Salariés de l'État	32,5	3,3	34,8	3,5	188,3	24,9	214,8	26,8	220,8	12,7	249,6	13,9
Salariés des collectivités locales	88,1	8,1	78,4	7,2	584,4	27,7	583,9	27,5	672,5	21,0	662,3	20,6
Stagiaires et contrats aidés	91,6	52,8	88,1	46,0	180,1	71,8	170,0	63,1	271,7	64,1	258,1	56,0
Total	**702,8**	**5,6**	**700,8**	**5,4**	**3 232,5**	**31,7**	**3 261,9**	**31,1**	**3 935,2**	**17,3**	**3 962,7**	**16,9**

TABLEAU C.01-9

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC

	1990	*r* 1995	*r* 1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Nombre d'établissements	4 723	4 859	5 031	5 171	5 403	5 813
Effectifs salariés (1) en milliers :						
Hommes	207,3	207,4	215,7	284,4	302,4	394,4
Femmes	84,2	81,8	92,9	115,7	126,6	176,3
Ensemble	**291,5**	**289,2**	**308,6**	**400,1**	**429,0**	**570,7**

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire.

TABLEAU C.01-10

Intérim et contrats à durée déterminée

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (mars, et janvier pour 1999)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) — *Unité :* Millier

	1998			1999			2000		
	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge.									
Hommes : Moins de 25 ans	78,8	106,2	904,0	90,1	104,8	904,1	119,2	126,5	991,8
25 à 39 ans	149,6	220,4	4 822,8	171,4	226,3	4 806,7	200,7	230,3	4 930,8
40 ans et plus	60,1	90,6	5 046,8	58,0	87,7	5 150,8	76,1	99,2	5 302,7
Total	**288,5**	**417,2**	**10 773,6**	**319,5**	**418,8**	**10 861,6**	**396,0**	**456,0**	**11 225,4**
Femmes : Moins de 25 ans	39,6	122,2	648,1	34,3	115,7	635,7	40,0	122,6	737,9
25 à 39 ans	58,5	254,4	3 999,7	66,7	248,0	4 036,8	77,7	276,3	4 118,7
40 ans et plus	26,6	112,1	4 482,3	26,4	109,7	4 619,2	36,3	119,7	4 781,9
Total	**124,7**	**488,7**	**9 130,1**	**127,4**	**473,4**	**9 291,7**	**154,0**	**518,6**	**9 638,6**
Ensemble : Moins de 25 ans	118,4	228,4	1 552,1	124,4	220,5	1 539,8	159,3	249,1	1 729,8
25 à 39 ans	208,0	474,8	8 822,5	238,1	474,3	8 843,5	278,4	506,6	9 049,5
40 ans et plus	86,7	202,8	9 529,1	84,4	197,4	9 770,0	112,4	218,8	10 084,6
Total	**413,1**	**906,0**	**19 903,7**	**446,9**	**892,2**	**20 153,3**	**550,1**	**974,5**	**20 863,9**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée									
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	15,4	110,9	4 229,4	18,0	108,6	4 320,5	23,9	126,4	4 424,8
Employés	11,7	59,6	1 564,8	13,3	72,0	1 588,2	14,0	71,4	1 624,9
Ouvriers	261,4	246,7	4 802,4	288,2	238,2	4 843,1	358,1	258,1	5 092,2
Militaires du contingent	///	///	177,0	///	///	109,8	///	///	83,5
Total	**288,5**	**417,2**	**10 773,6**	**319,5**	**418,8**	**10 861,6**	**396,0**	**456,0**	**11 225,4**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	13,7	121,6	3 012,5	13,3	102,4	3 085,5	16,4	117,0	3 232,4
Employés	37,3	259,9	4 947,1	41,5	267,3	5 026,8	46,7	281,7	5 169,3
Ouvriers	73,7	107,2	1 169,6	72,6	103,7	1 178,0	90,9	119,9	1 235,2
Militaires du contingent	///	///	0,9	///	///	1,4	///	///	1,7
Total	**124,7**	**488,7**	**9 130,1**	**127,4**	**473,4**	**9 291,7**	**154,0**	**518,6**	**9 638,6**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	29,1	232,5	7 241,9	31,3	211,0	7 406,0	40,3	243,4	7 657,2
Employés	49,0	319,5	6 511,9	54,8	339,3	6 615,0	60,8	353,1	6 794,2
Ouvriers	335,1	354,0	5 972,0	360,8	341,9	6 021,1	449,0	378,0	6 327,4
Militaires du contingent	///	///	177,9	///	///	111,2	///	///	85,1
Total	**413,2**	**906,0**	**19 903,7**	**446,9**	**892,2**	**20 153,3**	**550,1**	**974,5**	**20 863,9**

TABLEAU C.01-11

Indicateurs du marché du travail

Moyennes annuelles

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, INSEE (Synthèse et conjoncture de l'emploi) et UNEDIC — *Unité :* Millier

	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Chômage BIT :					
Hommes	1 371,4	1 508,9	1 557,0	1 457,4	1 382,7
Femmes	1 559,5	1 639,0	1 652,8	1 607,2	1 532,1
Total	**2 930,9**	**3 147,9**	**3 209,8**	**3 064,6**	**2 914,8**
Demandes d'emploi en fin de mois (1) :					
Hommes	1 599,8	1 677,6	1 758,4	1 715,2	1 617,5
Femmes	1 649,5	1 699,2	1 753,3	1 751,9	1 674,3
Total	**3 249,3**	**3 376,8**	**3 511,7**	**3 467,1**	**3 291,8**
Bénéficiaires des aides :					
Allocation unique dégressive	1 756,9	1 766,8	1 790,0	1 783,3	1 780,6
Allocation d'insertion	19,0	16,1	15,0	19,5	23,4
Allocation de solidarité spécifique	471,5	501,1	497,4	484,0	485,2
Total des demandeurs d'emploi indemnisés	**2 247,4**	**2 284,0**	**2 302,4**	**2 286,8**	**2 289,2**
Bénéficiaires des aides :					
Garanties de ressources	6,1	4,0	2,2	0,9	0,1
Allocation spéciale du FNE	164,3	140,4	118,6	99,4	81,8
Allocation spécifique de conversion	54,3	62,6	60,8	46,5	42,1
Ancienneté moyenne du chômage (en mois) (2)	14,6	14,7	15,0	16,0	14,8
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (2)	39,5	36,9	38,9	41,1	38,2
Chômage partiel indemnisé :					
Effectifs concernés	158,6	211,2	118,7	66,9	67,5
Journées indemnisables	802,1	981,1	613,9	333,3	344,3
Offres d'emploi de types A + B + C enregistrées au cours de l'année	2 012,6	2 262,4	2 513,4	2 716,6	2 962,7
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4 250,3	4 546,9	4 386,2	4 184,7	4 083,8
dont : demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	329,2	345,0	312,2	251,3	228,3
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année (3)	...	4 287,9	4 195,2	4 117,0	4 170,5
dont : reprises d'emploi	...	1 504,9	1 380,4	1 330,8	1 268,7
autres motifs de sortie	...	1 824,1	1 926,7	1 961,8	2 069,1

(1) Il s'agit des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de l'ancienne catégorie 1 (nouvelles catégories 1 et 6 depuis juin 1995).
(2) D'après l'enquête sur l'emploi de l'INSEE.
(3) Suite aux grèves postales de décembre 1995, les flux de sorties ne sont pas disponibles pour les mois de novembre et décembre 1995.

TABLEAU C.01-12

Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe

Moyennes annuelles

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unité :* Millier

	1995	1996	1997	1998	1999
Manœuvres	112,7	105,0	101,1	98,4	92,4
Ouvriers spécialisés	329,5	323,0	316,6	302,1	284,7
Ouvriers qualifiés	527,3	539,7	535,7	487,3	434,7
Employés non qualifiés	530,2	535,2	535,4	522,7	495,7
Employés qualifiés	1 078,0	1 129,7	1 156,4	1 117,1	1 039,5
Agents de maîtrise, techniciens	190,4	214,3	229,2	219,9	204,8
Cadres	178,8	185,9	190,8	184,2	174,0
Non précisé	27,7	23,0	31,1	36,7	46,0
Total	**2 974,6**	**3 055,8**	**3 096,3**	**2 968,4**	**2 771,8**
Hommes	1 456,7	1 515,6	1 542,6	1 459,9	1 357,3
Femmes	1 517,9	1 540,2	1 553,7	1 508,5	1 414,5
Total	**2 974,6**	**3 055,8**	**3 096,3**	**2 968,4**	**2 771,8**

TABLEAU C.01-13

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, des exploitants publics « La Poste » et « France Télécom », par statut.

Situation au 31 décembre 1998 (résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires de carrière		Autres personnels			Ensemble		
	Total	*dont* militaires	**Total**	*dont* ouvriers d'État	*dont* militaires (1)	**Total**	mi-temps ou plus	moins de mi-temps
1. État :								
11. Ministères civils :								
Métropole	**1 572 563**	619	**196 960**	12 567	21	**1 769 523**	216 870	26 033
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 640 613**	2 429	**215 661**	12 917	1 894	**1 856 274**	221 578	26 801
12. Ministère de la Défense								
Métropole, DOM-TOM, étranger (2)	**307 242**	275 070	**83 918**	56 270	20 416	**391 160**	7 780	52
Tous ministères :								
Métropole	**1 855 703**	252 298	**273 236**	68 150	15 339	**2 128 939**	224 514	26 084
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 947 855**	277 499	**299 579**	69 187	22 310	**2 247 434**	229 358	26 853
2. Établissements publics nationaux (3) :								
Métropole	**74 681**	84	**214 968**	1 786	145	**289 649**	95 552	33 458
Métropole, DOM-TOM, étranger	**82 260**	98	**227 682**	1 788	752	**309 942**	100 097	34 185
3. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :								
Métropole	**1 305**	–	**141 642**	–	–	**142 947**	26 042	4 819
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 326**	–	**146 521**	–	3	**147 847**	26 461	4 903
4. Exploitants publics (4) :								
Métropole	**375 112**	–	**57 740**	–	–	**432 852**	57 988	17 157
Métropole, DOM-TOM, étranger	**381 736**	–	**58 744**	–	–	**440 480**	58 751	17 352
Ensemble :								
Métropole	**2 306 801**	252 382	**687 586**	69 936	15 484	**2 994 387**	404 096	81 518
DOM-TOM	**74 374**	7 433	**24 760**	1 036	1 516	**99 134**	9 067	1 233
Étranger	**32 002**	17 782	**20 180**	3	6 065	**52 182**	1 504	542
Total	**2 413 177**	**277 597**	**732 526**	**70 975**	**23 065**	**3 145 703**	**414 667**	**83 293**

(1) Engagés pendant et au-delà de la durée légale (PDL, ADL) et personnels non fonctionnaires effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques.
(2) Chiffres de 1996, ceux de 1998 ne sont pas encore disponibles.
(3) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, INA et huit établissements divers.
(4) La Poste et France Télécom sont séparés de l'État et transformés en « exploitants publics » depuis le 1er janvier 1991.

TABLEAU C.01-14

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut

Situation au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	1996	1997	1998	*p* 1999	1996	1997	1998	*p* 1999
Éducation nationale : enseignement scolaire	929 115	927 055	933 752	942 609	1 021 299	1 027 103	1 029 168	1 034 580
Éducation nationale : enseignement supérieur	109 427	111 590	114 365	117 396	125 649	128 371	130 993	133 818
Jeunesse et Sports (1)	6 466	6 309	6 376	6 409	7 742	7 539	7 591	8 249
Total	**1 045 008**	**1 044 954**	**1 054 493**	**1 066 414**	**1 154 690**	**1 163 013**	**1 167 752**	**1 176 647**
dont : Enseignements 1er degré (2)	322 475	321 857	320 776	321 323	323 583	322 922	321 758	322 184
Enseignements 2ème degré (2)	534 742	535 701	543 726	549 806	613 467	622 276	625 672	632 679
Enseignements supérieurs (2)	104 826	106 903	109 322	112 317	120 779	123 421	125 631	128 429
Économie, Finances Industries	186 033	183 925	183 321	187 748	195 296	193 520	192 936	206 732
dont : Services extérieurs du Trésor	60 549	59 669	59 373	58 977	62 262	61 565	61 339	60 446
Services extérieurs des Impôts	84 882	84 073	83 911	83 474	88 749	88 074	87 957	86 792
Services extérieurs des Douanes	20 360	20 114	20 048	20 069	21 174	21 001	20 813	21 074
INSEE	7 140	7 095	7 088	7 022	7 630	7 582	7 573	7 521
Industrie, commerce	5 996	5 707	5 644	23	15 383	15 013	15 450	9 047
Intérieur et DOM-TOM	163 250	163 811	163 237	163 451	169 073	170 043	175 526	181 321
dont : Services des préfectures	28 745	28 731	28 722	28 627	30 723	30 875	30 805	30 550
Police nationale	126 265	126 867	126 353	126 598	128 648	129 517	135 096	141 149
Services divers intérieur	...	...	3 644	3 682	...	...	4 233	4 330
DOM-TOM	2 514	2 515	2 513	2 553	3 139	3 139	3 138	3 082
Équipement, Transports	98 675	97 093	96 508	96 232	119 053	116 624	115 932	115 114
Équipement et logement	87 713	86 161	85 361	84 862	106 045	103 710	102 721	101 863
Transports, Mer	10 962	10 932	11 147	11 370	13 008	12 914	13 211	13 251
Justice	59 038	59 402	60 277	60 921	61 399	61 758	62 719	63 491
dont : Services judiciaires	24 859	24 999	25 368	25 675	25 988	26 098	26 582	26 822
Services pénitentiaires	24 501	24 641	25 012	25 171	25 007	25 142	25 494	25 710
Protection judiciaire de la jeunesse	5 915	5 979	6 075	6 143	6 136	6 218	6 288	6 501
Agriculture	27 842	28 324	28 982	29 681	33 458	33 853	34 493	35 451
dont : Services déconcentrés	12 990	13 095	13 295	13 573	15 432	15 494	15 672	16 251
Enseignement agricole	13 112	13 502	13 970	14 366	15 937	16 294	16 770	17 143
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	22 361	22 087	22 483	22 703	25 915	25 623	25 720	27 245
dont : Services déconcentrés, Santé, Action sociale	11 228	11 103	11 491	11 711	13 078	12 928	12 862	13 933
Services déconcentrés Travail-Emploi, Formation professionnelle	8 519	8 448	8 382	8 403	9 445	9 411	9 487	9 864
Affaires étrangères, coopération	10 360	10 115	10 118	8 172	19 534	19 336	19 310	17 232
Culture	10 336	11 492	12 180	12 211	12 413	13 665	14 388	14 638
Anciens combattants	2 262	2 151	2 056	1 946	2 569	2 481	2 365	2 263
Services du Premier ministre	1 227	1 315	1 314	1 340	2 759	2 886	2 882	2 978
Total ministères civils (3)	**1 632 388**	**1 630 376**	**1 640 613**	**1 650 819**	**1 811 542**	**1 817 815**	**1 829 473**	**1 843 112**
Défense	307 242	...	...	...	391 108	...	...	...
Tous ministères	**1 939 630**	...	...	...	**2 202 650**	...	...	...

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) Hors formation des personnels du ministère, formation permanente, formation des adultes et bibliothèques universitaires.
(3) Le total de l'ensemble ne peut être comparé strictement avec celui du tableau C01-13, le champ, étant différent , les titulaires n'ayant pas le droit statutairement de travailler à moins de mi-temps.

TABLEAU C.01-15

Effectifs des agents de l'État, de La Poste et France Télécom par catégorie statutaire (A, B, C, D) (1) et sexe

Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat)

	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
	1996	1997	*p* 1998	1996	1997	*p* 1998	1996	1997	*p* 1998
Tous agents	**2 636 273**	**2 632 352**	**2 642 932**	**1 389 141**	**1 382 306**	**1 386 309**	**1 247 132**	**1 250 046**	**1 256 623**
A.	897 267	924 380	946 046	462 834	468 967	474 417	434 433	455 413	471 629
B.	891 725	880 945	866 576	462 840	460 180	455 711	428 885	420 765	410 865
C et D.	834 050	815 038	811 778	457 356	447 552	446 017	376 694	367 486	365 761
***dont :* personnels enseignants (2)**	**955 200**	**962 982**	**967 032**	**374 430**	**375 198**	**376 013**	**580 770**	**587 784**	**591 019**
A.	665 178	689 724	709 507	296 200	301 588	306 792	368 978	388 136	402 715
B.	290 022	273 257	257 515	78 230	73 609	69 213	211 792	199 648	188 302
C et D.	–	1	10	–	1	8	–	–	2
***dont :* personnels non enseignants**	**1 681 073**	**1 669 370**	**1 675 900**	**1 014 711**	**1 007 108**	**1 010 296**	**666 362**	**662 262**	**665 604**
A.	232 089	234 656	236 539	166 634	167 379	167 625	65 455	67 277	68 914
B.	601 703	607 688	609 061	384 610	386 571	386 498	217 093	221 117	222 563
C et D.	834 050	815 037	811 768	457 356	447 551	446 009	376 694	367 486	365 759
***dont :* titulaires civils**	**2 055 569**	**2 041 812**	**2 052 092**	**964 298**	**953 593**	**955 207**	**1 091 271**	**1 088 219**	**1 096 885**
A.	782 047	804 277	827 365	382 937	386 965	392 657	399 110	417 312	434 708
B.	607 319	588 815	575 240	232 815	228 658	224 782	374 504	360 157	350 458
C et D.	666 194	648 716	649 486	348 538	337 966	337 767	317 656	310 750	311 719
***dont :* militaires**	**299 998**	**300 096**	**299 809**	**277 453**	**277 536**	**277 275**	**22 545**	**22 560**	**22 534**
officiers	43 402	43 433	43 312	41 441	41 468	41 353	1 961	1 965	1 959
sous-officiers	212 535	212 603	212 440	195 593	195 650	195 506	16 942	16 953	16 934
hommes du rang	42 228	42 227	42 224	38 640	38 639	38 637	3 588	3 588	3 587

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils non classés en catégorie spéciale (prison, police etc.) et les fonctionnaires de La Poste et France Télécom non reclassés dans les nouveaux corps des exploitants publics. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.

(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...)

TABLEAU C.01-16

Les effectifs féminins de l'État, de La Poste et France Télécom : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire (1) et ministère

Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État) %

	% de femmes parmi les effectifs totaux			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs totaux à temps partiel		
	1996	1997	*p* 1998	1996	1997	*p* 1998	1996	1997	*p* 1998
Statuts :									
Titulaires civils	53,1	53,3	53,5	17,3	17,2	17,4	88,6	89,8	89,6
Non-titulaires civils (2)	47,5	47,9	47,1	39,2	35,3	35,2	64,7	65,1	64,8
Tous personnels civils	**52,4**	**52,6**	**52,7**	**19,7**	**19,2**	**19,4**	**82,1**	**83,2**	**83,2**
Militaires	8,1	8,1	8,2	–	–	–	–	–	–
Tous personnels	**47,3**	**47,5**	**47,5**	**19,3**	**18,9**	**19,0**	**82,1**	**83,2**	**83,2**
Catégories statutaires (civils) :									
A	50,6	51,5	52,0	12,7	11,8	12,0	72,7	75,3	75,4
B	60,7	60,4	60,2	19,4	20,3	21,0	84,8	85,4	85,4
C et D	47,1	47,1	47,1	27,2	26,5	26,5	87,1	87,7	87,9
Ministères (regroupés) :									
Éducation, universités, jeunesse et sports	62,8	62,9	63,0	13,4	12,9	13,3	80,0	82,1	82,3
La Poste et France Télécom	41,3	41,4	41,3	28,6	27,3	27,1	80,9	81,4	81,5
Économie, Finances	61,8	61,6	61,5	34,9	35,4	35,5	94,2	93,9	93,4
Intérieur, DOM-TOM	26,7	27,1	27,6	21,5	21,6	21,1	88,9	90,0	90,5
Équipement, logement et transports	26,9	27,1	27,3	27,8	27,9	28,2	67,0	69,6	69,7
Justice	49,6	49,8	50,3	24,4	24,9	25,2	94,7	94,5	94,6
Agriculture	48,0	48,6	49,0	28,5	28,2	28,0	77,0	77,4	77,9
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	71,3	71,3	71,5	36,3	37,0	35,4	93,9	93,7	93,6
Culture	53,1	49,9	50,8	18,7	18,7	18,7	82,5	82,5	82,4
Ensemble des ministères civils	**53,0**	**53,2**	**53,3**	**19,7**	**19,2**	**19,4**	**81,9**	**83,1**	**83,1**
Défense	14,5	14,5	14,6	11,9	11,9	11,9	86,7	86,7	86,7

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils non classés en catégorie spéciale (prison, police etc.) et les fonctionnaires de La Poste et France Télécom non reclassés dans les nouveaux corps des exploitants publics. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Y compris ouvriers d'État.

TABLEAU C.01-17

Taux de chômage suivant la catégorie socioprofessionnelle

Situation en mars (1)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) %

	1982			1990			1999			2000			Structure de la population active 2000		
	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**
Agriculteurs exploitants	0,1	0,4	**0,2**	0,4	0,5	**0,5**	0,6	0,5	**0,5**	0,3	0,5	**0,4**	2,8	1,6	**2,2**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1,8	2,4	**2,0**	2,4	4,3	**3,0**	3,7	5,4	**4,2**	3,8	4,4	**4,0**	7,5	3,7	**5,7**
Cadres (2) et professions intermédiaires	3,1	4,5	**3,6**	2,9	4,5	**3,6**	6,9	7,2	**7,1**	4,4	4,9	**4,6**	33,6	28,6	**31,3**
Cadres (2)	2,3	3,2	**2,5**	2,3	3,5	**2,6**	4,0	5,4	**4,5**	3,4	3,9	**3,6**	14,7	9,1	**12,1**
Professions intermédiaires	3,6	4,8	**4,1**	3,4	4,9	**4,1**	5,5	7,3	**6,3**	5,1	5,3	**5,2**	18,9	19,5	**19,2**
Employés	5,5	10,1	**8,9**	9,6	12,6	**11,9**	13,5	14,3	**14,1**	7,6	11,4	**10,4**	16,8	50,2	**32,3**
Employés administratifs y.c. fonction publique	3,5	7,6	**6,4**	7,8	10,0	**9,5**	10,8	12,6	**12,2**	5,8	9,6	**8,3**	13,1	30,3	**21,1**
Employés des commerces et des services	13,1	15,2	**14,9**	15,6	17,9	**17,5**	20,3	17,1	**17,7**	14,1	14,3	**14,2**	3,7	19,9	**11,2**
Ouvriers (3)	8,0	15,8	**9,6**	10,1	19,8	**12,2**	13,7	20,7	**15,1**	9,7	15,6	**11,0**	41,0	13,4	**28,2**
Ouvriers qualifiés	6,3	12,2	**6,9**	7,1	13,5	**7,8**	9,5	17,2	**10,4**	6,9	14,2	**7,8**	27,5	4,5	**16,8**
Ouvriers non qualifiés	11,1	17,3	**13,3**	16,1	21,7	**18,3**	23,7	22,2	**23,1**	16,0	16,1	**16,0**	11,9	8,2	**10,2**
Total (4)	**5,8**	**10,5**	**7,8**	**7,0**	**12,0**	**9,2**	**10,2**	**13,6**	**11,8**	**7,8**	**10,6**	**9,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie. En 1990 et en 1999, l'enquête sur l'emploi a eu lieu exceptionnellement au mois de janvier.
(2) La catégorie « cadres » comprend ici les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques, les cadres d'entreprises.
(3) Les ouvriers agricoles sont inclus dans l'ensemble des ouvriers mais ne sont pas répartis entre ouvriers qualifiés et non qualifiés.
(4) Outre les catégories présentées dans ce tableau, la ligne total inclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

TABLEAU C.01-18

Évolution de la dépense pour l'emploi (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) *Unité :* Million de francs

	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Dépenses passives :	**147 208,2**	**140 905,6**	**146 524,3**	**156 408,3**	**160 590,8**
Indemnisation du chômage	118 296,1	112 558,9	117 235,8	127 295,3	132 248,3
Incitation au retrait d'activité	28 912,1	28 346,7	29 288,5	29 113,0	28 342,5
Dépenses actives :	**146 710,8**	**148 532,4**	**160 551,3**	**161 046,5**	**166 271,9**
Formation professionnelle	86 257,8	81 482,8	85 894,6	83 119,4	84 168,4
Promotion de l'emploi	34 957,6	40 840,2	47 557,4	51 520,1	55 061,5
Exonérations non compensées	9 363,0	10 494,0	10 585,0	10 596,8	11 226,7
Autres	16 132,4	15 715,4	16 514,3	15 810,4	15 815,3
Incitation à l'activité	5 009,2	5 478,5	5 783,1	6 077,4	6 145,0
Maintien de l'emploi	5 724,7	4 746,0	5 048,8	3 830,9	3 682,7
Fonctionnement du marché du travail	5 398,5	5 490,8	5 682,4	5 902,1	5 987,7
Total de la dépense pour l'emploi	**293 919,0**	**289 437,9**	**307 075,6**	**317 454,8**	**326 862,7**
En % du PIB	3,98	3,78	3,86	3,87	3,83
Baisses générales de charges sociales sur les bas salaires	11 638,8	20 663,3	37 905,1	46 719,2	47 276,4
Aides à l'ARTT (2)	///	///	///	///	178,5
Total de la dépense pour l'emploi+baisses générales+ARTT	**305 557,7**	**310 101,3**	**344 980,7**	**364 174,0**	**374 317,6**
En % du PIB	4,13	4,05	4,34	4,44	4,40

(1) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque poste.
(2) Aménagement de la réduction du temps de travail.

TABLEAU C.01-19

Effectifs de la fonction publique territoriale

France entière

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
1. Organismes départementaux et régionaux (1)	211 565	215 260	218 084	223 420
Régions	7 243	8 134	8 657	9 077
Départements	164 396	165 290	166 192	169 148
Établissements publics	39 926	41 836	43 235	45 195
2. Organismes communaux et intercommunaux (2)	1 192 645	1 210 061	1 220 219	1 229 086
Communes	992 066	1 002 476	1 009 008	1 013 444
Organismes communaux	96 842	98 920	98 612	99 405
Organismes intercommunaux	103 371	108 665	112 599	116 237
3. Organismes privés d'action locale (à financement public prédominant) (3)	101 814	106 248	106 676	106 839
4. Établissements publics administratifs divers (4)	31 703	29 795	29 331	28 145
dont : office d'HLM	25 541	23 678	23 181	22 209
5. Établissements publics, industriels et commerciaux (5)	30 277	32 244	32 607	34 327
dont : offices publics d'aménagement et de construction	17 939	19 740	20 222	21 493
Total : collectivités locales (1 à 5)	**1 568 004**	**1 593 608**	**1 606 917**	**1 621 817**
***dont :* Métropole**	**1 503 398**	**1 528 180**	**1 542 197**	**1 558 230**
Emplois principaux	**1 468 452**	**1 494 643**	**1 507 301**	**1 519 859**
Titulaires	**921 434**	**945 635**	**963 262**	**983 546**
Non titulaires	**446 412**	**440 432**	**440 290**	**439 683**
Assistantes maternelles à domicile	**60 657**	**60 175**	**59 404**	**58 639**
Contrats « emploi solidarité » (CES) et « emplois jeunes »	**139 591**	**147 366**	**143 961**	**139 949**
Effectifs totaux convertis en équivalent temps complet	**1 274 540**	**1 294 162**	**1 306 790**	**1 322 118**
Administrations publiques locales : 1 à 3 (6)	**1 506 024**	**1 531 569**	**1 544 979**	**1 559 345**
Fonction publique territoriale : 1, 2, 4 (7)	**1 435 913**	**1 455 116**	**1 467 634**	**1 480 651**

(1) Non compris les établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales qui sont inclus dans la fonction publique d'État : agences de l'eau, centres de la propriété forestière, etc.
(2) Y compris les syndicats mixtes entres des communes et d'autres collectivités publiques.
(3) Y compris les sociétés d'économie mixte non marchandes (SAFER...)
(4) Offices publics d'HLM, caisses de crédit municipal, associations syndicales autorisées (ASA).
(5) Y compris régies dotées de la personnalité morale.
(6) Non compris les organismes consulaires et les ASA.
(7) Y compris personnels non fonctionnaires des organismes considérés.

TABLEAU C.01-20

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Les deux sexes :								
Population totale	**387 034**	96 353	42 455	71 582	59 194	42 037	29 999	45 414
dont : Actifs	**172 442**	///	6 583	56 776	50 346	34 247	19 619	4 871
Sexe masculin :								
Population totale	**189 187**	48 709	21 600	35 392	28 917	20 331	14 366	19 872
dont : Actifs	**93 949**	///	3 954	29 789	27 093	18 810	11 376	3 027
Sexe féminin :								
Population totale	**197 847**	47 644	20 855	36 190	30 277	21 706	15 633	25 542
dont : Actifs	**78 493**	///	2 629	26 987	23 253	15 437	8 243	1 944
GUYANE								
Les deux sexes :								
Population totale	**114 808**	38 311	10 662	20 676	19 520	12 291	6 577	6 771
dont : Actifs	**48 803**	///	1 786	15 397	15 811	9 915	4 593	1 301
Sexe masculin :								
Population totale	**59 799**	19 473	5 363	10 975	10 316	6 776	3 572	3 324
dont : Actifs	**30 169**	///	1 030	9 279	9 652	6 355	2 990	863
Sexe féminin :								
Population totale	**55 009**	18 838	5 299	9 701	9 204	5 515	3 005	3 447
dont : Actifs	**18 634**	///	756	6 118	6 159	3 560	1 603	438
MARTINIQUE								
Les deux sexes :								
Population totale	**359 579**	82 989	35 549	68 421	52 804	38 134	31 375	50 347
dont : Actifs	**164 877**	///	4 579	54 834	46 511	32 474	21 311	5 168
Sexe masculin :								
Population totale	**173 878**	42 113	18 145	33 859	25 226	17 952	14 751	21 837
dont : Actifs	**86 553**	///	2 928	28 665	23 610	16 692	11 659	2 999
Sexe féminin :								
Population totale	**185 701**	40 876	17 404	34 562	27 578	20 182	16 624	28 475
dont : Actifs	**78 324**	///	1 651	26 169	22 901	15 792	99 652	2 169

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-20 (suite et fin)

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
RÉUNION								
Les deux sexes :								
Population totale	**597 828**	176 608	62 092	116 227	88 502	59 391	43 612	51 396
dont : Actifs	**233 622**	///	10 622	87 503	67 830	42 300	22 600	2 867
Sexe masculin :								
Population totale	**294 256**	89 177	31 431	57 245	43 629	29 826	21 250	21 698
dont : Actifs	**137 658**	///	6 151	48 585	40 124	26 238	14 723	1 937
Sexe féminin :								
Population totale	**303 572**	87 431	30 661	58 982	44 873	29 565	22 362	29 698
dont : Actifs	**95 964**	///	4 471	38 918	27 706	16 162	7 777	930

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-21

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer

Pour la population en âge d'activité

Source : INSEE (RP 1990)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Taux d'activité (en pourcentage) :				
Sexe masculin	67	75	66	67
Sexe féminin	52	52	54	44
Les deux sexes	59	64	60	56
Taux de chômage (en pourcentage) :				
Sexe masculin	26	21	29	33
Sexe féminin	37	29	36	42
Les deux sexes	31	24	32	37

Chapitre C.02

Conditions de travail

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Score des syndicats pour l'ensemble des collèges des comités d'entreprise.

1. Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche.
2. Les grèves dans la fonction publique et les entreprises privées et nationalisées.
3. Conflits du travail.
4. Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle.

5A. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le dimanche.

5B. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le samedi.

6A. Les efforts et les risques au travail.

6B. L'organisation des horaires de travail.

7. Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies.
8. Nombre de maladies professionnelles indemnisées.
9. Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts.
10. Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
11. Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
12. Représentativité des syndicats et des organisations patronales.
13. Évolution de la représentation des salariés selon les employeurs.
14. Résultats des élections aux comités d'entreprise.
15 Proportion d'établissements et salariés couverts par l'institution selon la taille des établissements.
16. Répartition selon l'appartenance syndicale des délégués du personnel.
17. Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.
18. Appartenance syndicale des délégués syndicaux.
19. Établissements ayant au moins un CHSCT et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.
20. Délégués syndicaux et CHSCT.
21. Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail.
22. Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) et de la division « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Selon les résultats provisoires, le nombre des maladies indemnisées par le régime général des salariés (CNAMTS) augmente d'environ 12 % de 1997 à 1998. Ce chiffre global a une signification relative, puisqu'il reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail, lié à la réglementation et à son application.

Après avoir baissé régulièrement au début des années 90, le nombre d'accidents du travail avec arrêt se stabilise de 1994 à 1998 autour de 45 pour 1000 salariés.

L'utilisation d'un ordinateur à des fins professionnelles progresse fortement au cours des dix dernières années et concerne en 1998 la moitié des personnes qui travaillent contre moins d'un tiers en 1991.

Selon l'enquête « Conditions de travail », en 1998, les salariés ne sont guère plus nombreux qu'en 1991 à considérer qu'ils sont exposés à des efforts physiques et à des risques au cours de leur travail. En revanche, il arrive beaucoup plus souvent qu'ils cumulent plusieurs de ces pénibilités.

En 1998, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques du personnel indiquent une progression des suffrages obtenus par la CGT, la CFDT et la CFTC. La CGT-FO et la CFE-CGC maintiennent leur niveau. Les listes « autres syndicats » et les listes « non syndiqués » sont en recul. Depuis 1994, les résultats incluent ceux des élections de la « délégation unique du personnel » instaurée par la loi quinquennale pour l'emploi de décembre 1993. Si, quelquefois, des délégations uniques ont été créées dans les entreprises où, auparavant, il n'existait pas de représentation du personnel, dans la majorité des cas, les délégations uniques ont remplacé des comités d'entreprise. Pour apprécier l'évolution des scores des syndicats et des listes sans étiquettes, il est donc nécessaire de cumuler, depuis 1994 et 1995, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux nouvelles délégations uniques.

En 1998, les demandes de licenciement de salariés protégés diminuent d'environ 20 % par rapport à l'année précédente. Les demandes relevant de motifs économiques représentent 67 %. Une très forte partie de ces demandes fait l'objet d'une autorisation. Les décisions prises sur recours hiérarchiques contestant les décisions des inspecteurs du travail baissent pour les motifs économiques (- 15 %) mais augmentent pour les autres motifs (+ 11 %).

2. MÉTHODOLOGIE

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les trois tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère, pour une proportion non négligeable de ces accidents, de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

— les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail;

— les accidents de salariés des DOM-TOM;

— les accidents couverts par des régimes spéciaux;

— les accidents de titulaires de l'État;

— les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales, départementales ou locales.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT).

Ces données statistiques ont été établies sur la base d'informations fournies par les inspecteurs du travail pour la première fois au début de l'année 1988, sur les CHSCT existant au 31 décembre 1987. Elle concerne les établissements de 50 salariés et plus assujettis et relevant de l'inspection du travail des Ministères du Travail, des Transports et de l'Agriculture.

Pour des raisons techniques, deux grandes entreprises publiques - EDF et la SNCF - ont dû être exclues du champ, de même que les établissements publics (en particulier, les hôpitaux).

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

Les statistiques des conflits sont établies mensuellement par la DARES sur la base des informations issues des sections d'inspections du travail et collectées au niveau régional.

Le champ de la statistique du ministère de l'Emploi et de la Solidarité recouvre l'ensemble des activités des entreprises privées et publiques nationalisées, en métropole, et depuis 1995, dans les DOM -TOM. Cette statistique comprend donc la SNCF, la RATP, Air-France et EDF-GDF. L'agriculture et la fonction publique n'en font pas partie. Les statistiques portent sur les conflits collectifs du travail donnant lieu à cessation totale du travail, c'est-à-dire les grèves, au sens du code du travail. D'autres formes d'actions, comme les manifestations, les grèves perlées ou les grèves du zèle, ne sont pas comptabilisées. Pour les conflits localisés, il est facile de dénombrer le nombre de conflits ainsi que le nombre de grévistes et jours de grève. En revanche, les conflits généralisés ainsi que leurs participants sont plus difficiles à dénombrer; le nombre de journées individuelles non travaillées est donc estimé.

Des données relatives aux grèves dans la fonction publique (hospitalière et collectivités territoriales) sont publiées par la Direction générale de la fonction publique.

Délégués du personnel

Les résultats présentés proviennent d'une enquête par voie postale réalisée au second semestre 1994 auprès d'un échantillon de près de 19 000 établissements; cette enquête est apériodique. L'échantillon, tiré du fichier SIRENE, portait sur l'ensemble du champ des établissements assujettis. Afin de pouvoir comparer les résultats de cette enquête à ceux des enquêtes précédentes, cet échantillon se composait de deux sous-ensembles : l'un regroupant les établissements du champ de l'enquête

ACEMO (activités et conditions d'emploi de la main-d'œuvre), l'autre, complémentaire, couvrant le reste du champ. Les résultats présentés dans ce chapitre portent uniquement sur le champ ACEMO.

Délégués syndicaux

Il s'agit d'un décompte des délégués syndicaux d'établissement appartenant à des établissements de 50 salariés et plus relevant de la compétence du ministère du Travail, du ministère des Transports et du ministère de l'Agriculture. Cette statistique est réalisée à partir des documents établis par les sections d'inspection (Travail, Transports et Agriculture); cette enquête est apériodique.

Élections aux comités d'entreprise ou aux délégations uniques du personnel

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise prend en compte des données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection du Travail ainsi que celles relevant du contrôle des inspections du travail spécifiques au Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement et au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Ce système repose sur l'envoi par les établissements concernés à la section d'inspection du travail dont ils dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues. Les sections sont chargées d'enregistrer les résultats des élections qui leur sont parvenus.

La mise en place d'un comité d'entreprise est obligatoire dans les entreprises de 50 salariés et plus lorsqu'elles emploient du personnel dans des conditions de droit privé. La loi du 20 décembre 1993 ouvre, aux entreprises de moins de 200 salariés, la possibilité de mettre en place une délégation unique du personnel. La fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise. Dans les entreprises de moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans.

Les résultats des élections sont publiés chaque année dans un numéro des *Dossiers statistiques* de la DARES.

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

L'enquête de 1998, est la quatrième depuis 1978; elle est menée auprès d'échantillons représentatifs de l'ensemble des salariés. Elle est organisée et exploitée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère de l'emploi et de la solidarité. Cette enquête est réalisée en complément de l'enquête sur l'Emploi de l'INSEE.

Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi parmi le tiers sortant de l'échantillon, soit environ 22 000 personnes. Le champ de cette enquête est celui de l'enquête sur l'Emploi.

Enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise

Cette enquête a été menée de décembre 1998 à mai 1999 auprès de 3 000 établissements de 20 salariés ou plus, dans les secteurs privé et semi-public (hors administration et agriculture), tirés aléatoirement selon des critères de taille et de secteur pour constituer un échantillon représentatif au niveau national, et volontaires pour recevoir un enquêteur en face-à-face. Dans l'échantillon figurent également 570 établissements déjà interrogés en 1993 afin de constituer un panel.

Dans la nouvelle enquête, un volet supplémentaire a été introduit. Des salariés (10, 20, ou 30, selon la taille de l'établissement) ont été enquêtés par voie postale, avec des questionnaires auto-administrés. Les salariés ont été tirés au sort par l'enquêteur, avec l'accord préalable du représentant « Employeur », qui a toujours reçu, à titre d'information, un exemplaire du questionnaire destiné aux salariés.

Au total 2 978 « Employeurs », 1 673 « Représentants du personnel » (dont 55 % délégués syndicaux, 26 % secrétaires du comité d'entreprise, 15 % délégués du personnel et 4 % pour délégation unique, CHSCT ou salariés mandatés), ainsi que 10 303 salariés enquêtés, entrent dans le champ étudié.

Maladies professionnelles indemnisées

Ces statistiques comptabilisent les maladies professionnelles indemnisées, dont le caractère professionnel est dûment constaté par le système traditionnel ou complémentaire, ayant entraîné des prestations financières (indemnité journalière ou rente d'incapacité) et/ou des prestations en nature (soins, etc.). L'année correspond à la date de survenance.

Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAMTS), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF-GDF, RATP, les mines, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble.

Dans les éditions antérieures à celle-ci, le système complémentaire était exclu de ces statistiques. Pour la CNAMTS, les maladies professionnelles indemnisées ayant entraîné uniquement des prestations financières étaient prises en compte.

Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T42 réglemente l'assurance du régime général (CNAMTS), le T46 réglemente celle des salariés agricoles (MSA).

Représentants du personnel

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité procède à un recensement annuel des demandes de licenciement de représentants du personnel déposées auprès des inspecteurs du travail. Ces données sont agrégées par le service statistique du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES). Parallèlement, la Direction des relations du travail dénombre annuellement les recours hiérarchiques occasionnés par ces décisions.

3. DÉFINITIONS

Comités d'entreprise

Par comités d'entreprise, on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit une élection pour la création du comité, soit une élection pour son renouvellement.

Les élections ont lieu par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25. Si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège éclate en deux collèges distincts : un deuxième collège pour les agents de maîtrise et les techniciens et un troisième collège pour les cadres. Sous réserve du respect de ces principes, les conventions collectives et accords pré-électoraux peuvent aller au-delà du 3e collège par l'éclatement, par exemple, du premier collège en deux : ouvriers d'une part, employés d'autre part.

Enfin, dans un certain nombre de petites et moyennes entreprises, l'ensemble du personnel est regroupé dans un collège unique.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

La constitution d'un CHSCT est obligatoire pour tous les établissements occupant au moins 50 salariés. La loi du 31 décembre 1991, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, supprime la dérogation qui touchait les petites entreprises du bâtiment. Les entreprises du secteur dont l'effectif n'atteint pas 300 salariés sont donc tenues de mettre en place des CHSCT dans ceux de leurs établissements occupant au moins 50 salariés.

Le CHSCT est composé du chef d'établissement et d'une délégation du personnel dont les membres sont désignés pour deux ans par un collège constitué des membres élus du comité d'entreprise ou d'établissement et des délégués du personnel.

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève. Si ce mot d'ordre est propre à l'entreprise, il s'agit d'un conflit localisé; si ce mot d'ordre est extérieur à l'entreprise et commun à plusieurs d'entre elles, il s'agit d'un conflit généralisé. Une journée d'action nationale plurisectorielle ou non sera considérée comme un conflit généralisé.

Délégations uniques du personnel

La loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle adoptée le 20 décembre 1993 a modifié certaines règles concernant les institutions représentatives du personnel. De nouvelles dispositions permettent, dans les entreprises de moins de 200 salariés, de n'élire qu'une seule délégation qui reçoit les attributions des délégués du personnel et du comité d'entreprise ou d'établissement. Le nombre de délégués est alors augmenté, mais le nombre global d'heures de délégation se trouve réduit.

Délégués du personnel

Les délégués du personnel sont l'institution représentative du personnel dont le champ d'application est le plus étendu. Ils sont élus directement par les salariés, dont ils sont les porte-parole auprès du chef d'entreprise et de l'inspecteur du travail. Leur rôle principal est de veiller à l'application de la réglementation du travail (présenter les réclamations des salariés à l'employeur, saisir l'employeur en cas d'atteinte aux droits des personnes et aux libertés individuelles dans l'entreprise, intervenir auprès de l'inspecteur du travail). Ils sont consultés sur les conditions de travail et d'emploi dans l'entreprise et peuvent émettre des avis et faire des propositions à l'employeur comme aux autres institutions représentatives qui existent dans l'entreprise. Tout établissement d'au moins 11 salariés doit élire des délégués du personnel à l'exception des organismes relevant du droit public. Depuis la loi du 20 décembre 1993, le mandat des délégués du personnel a été porté de 1 à 2 ans alignant ainsi sa durée sur celle du comité d'entreprise.

Le nombre de délégués à élire varie selon la taille de l'établissement et est fixé par le Code du Travail mais il peut être modifié par accord collectif. Il est élu autant de suppléants que de titulaires.

Les élections s'effectuent par un scrutin de liste avec répartition des sièges à la proportionnelle. Il est prévu la possibilité de deux tours de scrutin. Le second tour est organisé dans un délai de quinze jours après le premier si le nombre de votants est inférieur à la moitié du nombre d'électeurs inscrits ou s'il y a carence de candidatures. Au premier tour, chaque liste est établie par les organisations syndicales représentatives. Au second tour, les électeurs peuvent voter pour des listes autres que celles présentées par les organisations syndicales.

Les élections ont lieu par collège. Les collèges prévus par le code du travail sont les ouvriers et les employés d'une part, puis les ingénieurs, chefs de service, techniciens, agents de maîtrise et assimilés. Le nombre et la composition des collèges peuvent être modifiés après accord entre les organisations syndicales et l'entreprise.

Nuisances professionnelles

Être exposé à une nuisance professionnelle ne signifie pas être en présence d'un risque. Il y a risque seulement si la nature, la durée ou l'intensité de l'exposition sont suffisantes pour provoquer une atteinte éventuelle à la santé du salarié. Les résultats publiés ici concernent uniquement les expositions.

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndi-

caux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, disposant de mandats électifs ou non, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux, et, depuis 1991, les conseillers du salarié.

Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé, l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité : direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques;
- INSEE - division « Emploi »;
- Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS).

Publications de la DARES :

Bulletin mensuel des statistiques du Travail;

Dossiers statistiques.

Premières informations et premières synthèses :

« Les conflits en 1999 : une reprise sensible », n° 48.01, novembre 2000;

« Où sont les délégués syndicaux ? », n° 41.02, octobre 2000;

« Les licenciements de représentants du personnel en 1998 », n° 19.1, 2000.05;

« Les élections aux comités d'entreprise en 1998 », n° 41.1, octobre 2000;

« La représentation des salariés : le point de vue des employeurs », n° 24.1, 2000. 06;

« Des conflits du travail en recul en 1998 sauf dans la Fonction publique », n°99.09-38.3;

« La réduction du temps de travail. D'un dispositif à l'autre », n° 37.2, septembre 2000.

Dossiers de la DARES. Études et statistiques

« Travail et charge mentale », n°27.1, juillet 1999;

« L'organisation des horaires : un état des lieux en mars 1998 », n°30.1, juillet 1999;

« Efforts, risques et charge de travail, résultats des enquêtes Conditions de travail 1984, 1991 et 1998 », 1999 (hors série);

« Exposition aux contraintes et nuisances dans le travail, SUMER 1994 », n° 5/6, 1998.

Publications de l'INSEE :

Données sociales, 1999 :

« Temps et rythmes de travail en 1995 », J.D Fermanian;

« Les relations professionnelles en mutation », M.Cézard, J.L Dayan;

« L'aménagement et la réduction du temps de travail », C. Bloch-London, P.Poisard.

« Enquête sur l'emploi », *INSEE-Résultats*;

« Travailler au-delà de la durée habituelle », *INSEE-Première*, n° 591, juin 1998;

« Faibles rémunérations et durée du travail en 1996 », *INSEE-Première*, n° 640, avril 1999;

« L'ordinateur divise encore les mondes professionnels », *INSEE-Première*, n° 651, juin 1999;

« Le temps de travail des cadres », *INSEE-Première*, n° 671, août 1999;

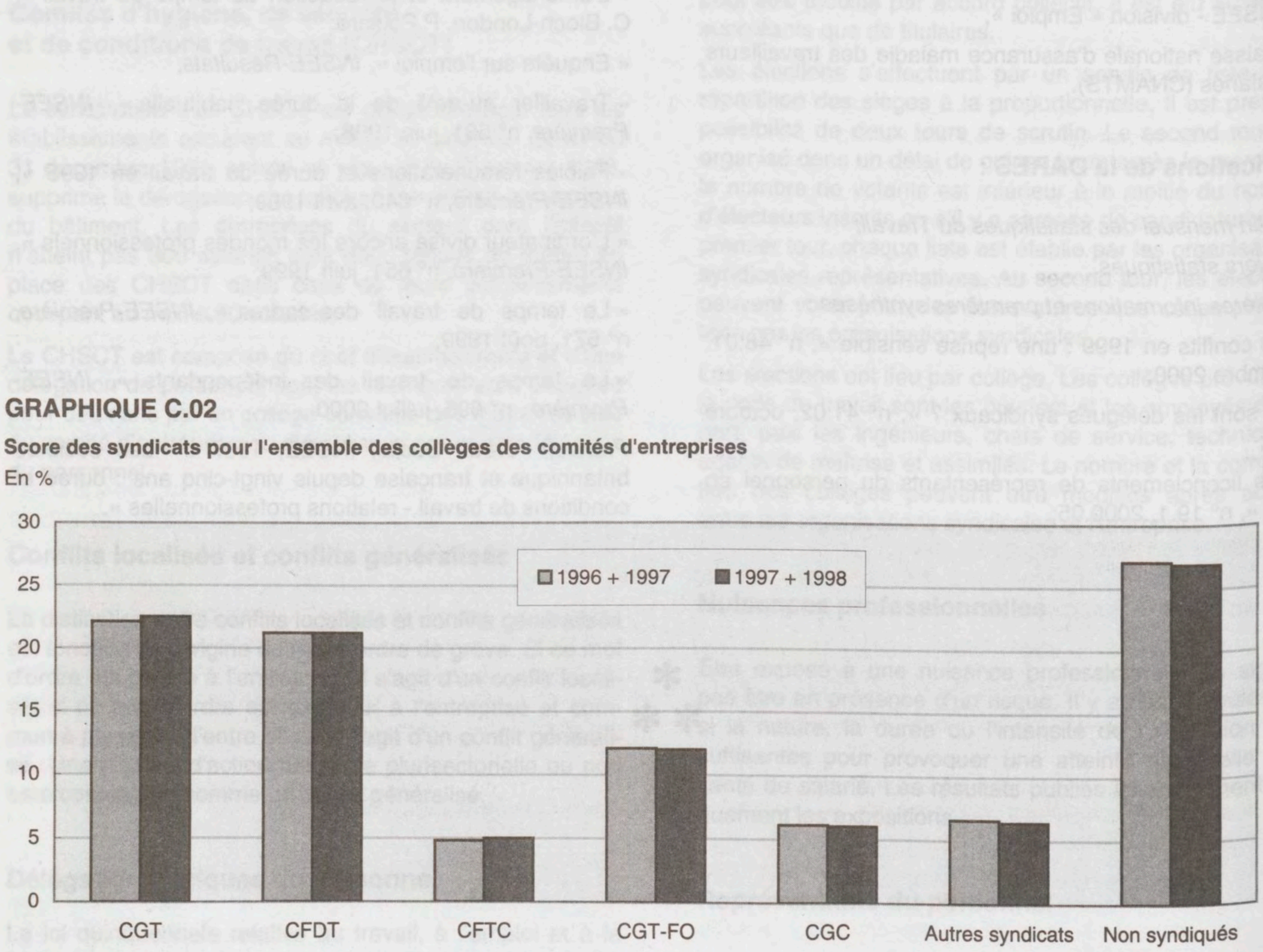
« Le temps de travail des indépendants », *INSEE-Première* , n° 695, juillet 2000.

France, Portrait Social, INSEE, 1997 : « Les sociétés britannique et française depuis vingt-cinq ans : durée et conditions de travail - relations professionnelles ».

*
* *

GRAPHIQUE C.02

Score des syndicats pour l'ensemble des collèges des comités d'entreprises



Pour avoir une vision d'ensemble des comités d'entreprise et des délégations uniques, il est indispensable de regrouper deux années consécutives. Les élections dans un même établissement n'ont lieu que tous les deux ans et les résultats d'une année ne concernent grosso-modo que la moitié du parc des établissements. De plus, les résultats des années paires diffèrent sensiblement de ceux des années impaires.
Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

TABLEAU C.02-1

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE — *Unité* : Heure

Branches	Numéro de la NAF	1990		1995		1996		*r* 1997		*r* 1998	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	EA	1 856	1 640	1 867	1 610	1 860	1 632	1 844	1 613	1 845	1 595
Agriculture, sylviculture, pêche	FA0	1 856	1 640	1 867	1 610	1 860	1 632	1 844	1 613	1 845	1 595
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	EB	1 772	1 603	1 767	1 574	1 772	1 576	1 760	1 553	1 755	1 572
Industries de la viande et du lait	FB1	1 769	1 612	1 763	1 597	1 760	1 590	1 759	1 592	1 755	1 588
Autres industries agricoles et alimentaires	FB2	1 774	1 598	1 769	1 559	1 779	1 568	1 760	1 553	1 760	1 552
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	EC	1 746	1 605	1 740	1 587	1 749	1 592	1 738	1 587	1 746	1 595
Habillement, cuir	FC1	1 757	1 601	1 741	1 571	1 765	1 590	1 741	1 573	1 767	1 591
Édition, imprimerie, reproduction	FC2	1 740	1 603	1 740	1 593	1 741	1 588	1 740	1 595	1 736	1 591
Pharmacie, parfumerie, et entretien	FC3	1 734	1 587	1 734	1 568	1 745	1 574	1 730	1 564	1 748	1 571
Industries des équipements du foyer	FC4	1 747	1 621	1 743	1 604	1 747	1 607	1 737	1 602	1 754	1 614
INDUSTRIE AUTOMOBILE	ED	1 742	1 637	1 729	1 617	1 728	1 617	1 723	1 614	1 741	1 625
Industrie automobile	FD0	1 742	1 637	1 729	1 617	1 728	1 617	1 723	1 614	1 741	1 625
INDUSTRIES DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	EE	1 749	1 642	1 744	1 623	1 742	1 621	1 738	1 619	1 739	1 621
Construction navale, aéronautique er ferroviaire	FE1	1 723	1 619	1 705	1 591	1 702	1 586	1 707	1 586	1 718	1 594
Industries des biens d'équipements mécaniques	FE2	1 759	1 657	1 755	1 638	1 752	1 637	1 747	1 633	1 754	1 639
Industries des équip. électriques et électroniques	FE3	1 745	1 626	1 747	1 611	1 745	1 610	1 739	1 601	1 731	1 600
INDUSTRIES DES BIENS INTERMÉDIAIRES	EF	1 748	1 628	1 743	1 613	1 746	1 618	1 742	1 612	1 746	1 618
Industries des produits minéraux	FF1	1 770	1 643	1 767	1 632	1 769	1 635	1 761	1 624	1 776	1 634
Industrie textile	FF2	1 760	1 618	1 728	1 576	1 744	1 592	1 745	1 590	1 758	1 601
Industries du bois et du papier	FF3	1 759	1 640	1 749	1 619	1 753	1 626	1 748	1 618	1 751	1 622
Chimie, caoutchouc, plastiques	FF4	1 726	1 607	1 730	1 599	1 736	1 607	1 730	1 601	1 733	1 605
Métallurgie et transformation des métaux	FF5	1 748	1 638	1 744	1 627	1 742	1 626	1 739	1 618	1 747	1 623
Industrie des compo. électriques et électroniques	FF6	1 745	1 617	1 740	1 606	1 744	1 614	1 739	1 609	1 749	1 616
ÉNERGIE	EG	1 709	1 612	1 708	1 608	1 711	1 619	1 718	1 635	1 710	1 625
Production de combustibles et de carburants	FG1	1 724	1 606	1 742	1 619	1 771	1 642	1 764	1 643	1 760	1 641
Eau, gaz, électricité	FG2	1 704	1 613	1 700	1 605	1 697	1 614	1 709	1 632	1 700	1 623
CONSTRUCTION	EH	1 776	1 675	1 762	1 654	1 759	1 653	1 752	1 649	1 756	1 653
Bâtiment	FH1	1 778	1 676	1 769	1 661	1 770	1 662	1 763	1 654	1 772	1 662
Travaux publics	FH2	1 767	1 674	1 733	1 629	1 719	1 622	1 727	1 631	1 753	1 657
COMMERCE	EJ	1 770	1 564	1 767	1 531	1 761	1 522	1 760	1 522	1 764	1 523
Commerce et réparation automobile	FJ1	1 794	1 688	1 789	1 678	1 786	1 674	1 780	1 672	1 784	1 675
Commerce de gros, intermédiaires	FJ2	1 767	1 634	1 767	1 617	1 760	1 609	1 762	1 616	1 767	1 618
Commerce de détail et réparation	FJ3	1 764	1 471	1 759	1 422	1 753	1 407	1 750	1 401	1 755	1 408
TRANSPORTS	EK	1 788	1 640	1 787	1 612	1 780	1 615	1 783	1 617	1 779	1 617
Transports	FK0	1 788	1 640	1 787	1 612	1 780	1 615	1 783	1 617	1 779	1 617
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	EL	1 741	1 590	1 740	1 575	1 739	1 575	1 738	1 574	1 752	1 581
Intermédiation financière	FL1	1 745	1 593	1 744	1 583	1 747	1 585	1 745	1 578	1 763	1 586
Assurances et auxiliaires financiers	FL2	1 735	1 586	1 730	1 562	1 724	1 555	1 726	1 564	1 731	1 562
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	EM	1 763	1 505	1 768	1 452	1 765	1 440	1 759	1 436	1 777	1 452
Promotion, gestion immobilière	FM1	1 763	1 507	1 768	1 456	1 765	1 440	1 759	1 436	1 777	1 439
Location immobilière	FM2	1 763	1 503	1 768	1 447	1 766	1 440	1 759	1 450	1 777	1 454
SERVICES AUX ENTREPRISES	EN	1 752	1 566	1 744	1 528	1 730	1 510	1 741	1 515	1 733	1 497
Postes et télécommunication	FN1	1 738	1 575	1 720	1 537	1 665	1 506	1 712	1 540	1 690	1 513
Conseils et assistance	FN2	1 757	1 596	1 751	1 575	1 740	1 563	1 752	1 573	1 743	1 565
Services opérationnels	FN3	1 759	1 507	1 749	1 440	1 752	1 424	1 745	1 419	1 741	1 381
Recherche et développement	FN4	1 739	1 630	1 743	1 628	1 727	1 612	1 739	1 619	1 739	1 613
SERVICES AUX PARTICULIERS	EP	1 810	1 367	1 809	1 307	1 810	1 267	1 801	1 253	1 815	1 257
Hôtels et restaurants	FP1	1 860	1 485	1 869	1 423	1 871	1 394	1 860	1 359	1 870	1 358
Activités récréatives, culturelles et sportives	FP2	1 765	1 412	1 761	1 347	1 759	1 294	1 752	1 320	1 779	1 329
Services personnels et domestiques	FP3	1 774	1 166	1 769	1 118	1 772	1 086	1 765	1 059	1 775	1 074

TABLEAU C.02-1 (suite et fin)

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

Unité : Heure

Branches	Numéro de la NAF	1990		1995		1996		*r* 1997		*r* 1998	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective
ÉDUCATION, SANTÉ, ACTION SOCIALE	EQ	1 556	1 321	1 551	1 299	1 545	1 297	1 548	1 300	1 545	1 298
Éducation	FQ1	1 336	1 159	1 329	1 149	1 316	1 145	1 322	1 151	1 315	1 139
Santé	FQA	1 752	1 521	1 748	1 503	1 745	1 501	1 743	1 494	1 743	1 488
Action sociale	FQB	1 765	1 266	1 782	1 226	1 776	1 227	1 779	1 231	1 779	1 227
ADMINISTRATION	ER	1 760	1 585	1 760	1 579	1 770	1 586	1 768	1 586	1 764	1 583
Administration publique	FR1	1 760	1 591	1 760	1 586	1 771	1 595	1 769	1 597	1 765	1 596
Activités associatives	FR2	1 750	1 450	1 750	1 473	1 744	1 440	1 746	1 479	1 747	1 471
Ensemble		**1 733**	**1 543**	**1 726**	**1 509**	**1 724**	**1 503**	**1 724**	**1 501**	**1 726**	**1 498**

TABLEAU C.02-2

Les grèves dans la fonction publique et les entreprises privées et nationalisées

En nombre de journées individuelles non travaillées (JINT) (1)

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) et Ministère de la Fonction publique (DGAFP)

	Fonction publique (2)	Entreprises privées et publiques nationalisées (3)	**Total**	Secteur privé et nationalisé par rapport au total en %
1986	853 000	1 041 500	**1 894 500**	55
1987	784 900	969 000	**1 753 900**	55
1988	686 000	1 242 200	**1 928 200**	64
1989	2 322 000	904 400	**3 226 400**	28
1990	573 900	693 700	**1 267 600**	55
1991	239 000	665 500	**904 500**	74
1992	218 000	490 500	**708 500**	69
1993	388 500	533 200	**921 700**	58
1994	226 600	521 000	**747 600**	70
1995	3 762 700	2 120 501	**5 883 201**	36
1996	686 000	448 000	**1 134 000**	39
1997	382 916	455 099	**838 015**	54
1998	683 584	353 176	**1 036 760**	34
1999	751 868	573 561	**1 325 429**	43

(1) Journées individuelles non travaillées à l'occasion de conflits localisés et généralisés.
(2) Il s'agit des journées individuelles non travaillées dans la Fonction publique d'État, y compris France-Télécom et la Poste, sauf pour 1996,1998 et 1999, à l'exclusion de la Fonction publique territoriale et de la Fonction publique hospitalière (les chiffres de 1998 ne comprennent donc pas notamment les grèves des infirmières, ceux de 1997 la grève des internes, ceux de 1999 la grève des médecins hospitaliers d'urgence).
(3) Y compris donc la SNCF, la RATP, Air-France et Air-France Europe (ex : Air-Inter).

TABLEAU C.02-3

Conflits du travail

Ensemble des activités économiques à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
Conflits localisés						
Conflits observés	Nombre	2 066	1 439	1 607	1 475	2 319
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	521,8	136,4	145,9	121,3	178,9
Journées individuelles non travaillées	Millier	783,8	444,1	393,4	345,6	568,1
Conflits généralisés						
Journées individuelles non travaillées	Millier	1 336,8	3,7	61,7	7,6	5,4
Ensemble des conflits						
Journées individuelles non travaillées	Millier	2 120,6	447,8	455,1	353,2	573,5

TABLEAU C.02-4

Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi)

Catégories socio-professionnelles	Mêmes horaires tous les jours	Horaires alternants	Horaires variables d'un jour à l'autre
			%
Cadres			
2000	54,0	0,6	45,4
1999	52,2	0,6	47,2
1998	52,2	0,6	47,2
1990	47,2	0,7	52,1
Professions intermédiaires			
2000	62,1	7,2	30,7
1999	62,2	7,5	30,3
1998	62,9	6,5	30,6
1990	60,2	6,5	33,3
Employés			
2000	66,0	7,5	26,5
1999	65,8	6,9	27,3
1998	65,7	6,7	27,6
1990	68,0	6,8	25,2
Ouvriers			
2000	64,2	18,9	16,9
1999	65,1	17,6	17,3
1998	65,6	17,2	17,2
1990	68,2	15,0	16,8
Ensemble des salariés			
2000	**62,8**	**10,0**	27,2
1999	**63,0**	**9,4**	27,6
1998	**63,2**	**9,0**	27,8
1990	**64,0**	**8,8**	27,2

TABLEAU C.02-5A

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le dimanche

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi) %

Catégories socio-professionnelles	Travail habituel le dimanche	Certains dimanches seulement	Ne travaille jamais le dimanche
Cadres			
2000	4,4	29,8	65,8
1999	3,7	29,3	67,0
1998	3,8	29,0	67,2
1990	2,3	19,8	77,9
Professions intermédiaires			
2000	5,9	22,7	71,4
1999	4,9	23,9	71,2
1998	4,4	23,8	71,8
1990	4,7	17,3	78,0
Employés			
2000	9,3	18,3	72,4
1999	8,2	19,4	72,4
1998	8,2	19,3	72,5
1990	8,5	16,9	74,7
Ouvriers			
2000	5,6	11,8	82,6
1999	4,8	12,2	83,0
1998	4,8	12,6	82,6
1990	4,4	11,3	84,3
Ensemble des salariés			
2000	**6,7**	**18,9**	**74,4**
1999	**5,8**	**19,6**	**74,6**
1998	**5,7**	**19,6**	**74,7**
1990	**5,5**	**15,4**	**79,1**

TABLEAU C.02-5B

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le samedi

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi)

%

Catégories socio-professionnelles	Travail habituel le samedi	Certains samedis seulement	Ne travaille jamais le samedi
Cadres			
2000	12,4	37,4	50,2
1999	12,1	38,3	49,6
1998	12,1	38,6	49,3
1990	14,5	33,6	51,9
Professions intermédiaires			
2000	18,5	30,5	51,0
1999	17,1	32,5	50,4
1998	16,7	32,4	50,9
1990	21,7	28,8	49,5
Employés			
2000	29,9	21,9	48,2
1999	28,3	23,4	48,3
1998	27,9	23,6	48,5
1990	30,9	22,0	47,1
Ouvriers			
2000	15,5	26,2	58,3
1999	14,8	27,7	57,5
1998	14,4	28,0	57,6
1990	14,1	29,7	56,2
Ensemble des salariés			
2000	**20,4**	**27,3**	**52,3**
1999	**19,4**	**28,8**	**51,8**
1998	**19,1**	**29,0**	**51,9**
1990	**21,3**	**27,4**	**51,3**

TABLEAU C.02-6A

Les efforts et les risques au travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES, enquêtes « conditions de travail de 1984, 1991, et 1998 » %

Proportion de salariés déclarant que	Ensemble			Cadres			Professions Intermédiaires			Employés			Ouvriers		
	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998
Les efforts physiques															
Rester longtemps debout	49	53	54	20	23	26	43	44	46	42	48	51	68	73	76
Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante à la longue	16	29	37	5	10	13	8	19	26	13	26	37	27	46	57
Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	17	28	35	10	13	16	18	28	33	16	28	35	19	34	45
Porter des charges lourdes	22	31	38	4	6	10	10	19	27	15	26	36	40	54	61
Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	...	...	34	...	...	6	...	...	21	...	...	31	...	...	59
Effectuer d'autres efforts physiques importants	11	19	24	3	4	5	6	11	15	6	14	21	21	35	44
Subir des secouses ou vibrations	8	11	13	2	3	3	3	5	8	2	4	5	18	26	31
Les risques professionnels															
Respirer des fumées	15	21	20	6	13	11	11	17	17	13	19	16	21	29	32
Respirer des poussières	27	35	36	7	11	13	15	22	24	16	25	28	51	63	65
Respirer des produits toxiques ou dangereux	13	16	18	4	6	7	9	12	14	6	8	10	23	29	34
Manipuler des produits toxiques ou dangereux	14	19	22	8	9	8	13	17	19	8	13	16	23	30	37
Être en contact des produits explosifs	4	5	8	4	3	3	4	6	7	2	3	5	6	7	12
Risquer d'être atteint par la projection ou la chute de matériaux	14	19	23	5	6	8	8	13	19	4	8	12	28	40	46
Risquer de faire une chute grave	14	21	25	4	6	7	8	13	17	7	14	19	27	38	45
Risquer d'être électrocuté	9	14	15	5	6	7	8	13	14	4	7	9	16	23	27
Risquer d'être brûlé	11	15	18	4	5	6	8	11	14	7	10	13	19	27	33
Risquer des blessures sur machine	15	17	19	2	3	4	7	9	12	3	4	6	34	39	45
Rrisquer des blessures avec des outils ou des matériaux	...	28	30	...	6	8	...	18	24	...	13	15	...	57	62
Risquer des accidents de la circulation	17	25	29	19	28	32	18	29	34	10	13	18	23	32	37
Risquer des irradiations	...	3	3	...	3	4	...	4	5	...	2	3	...	2	3
Être exposé à des risques infectieux	14	19	27	11	13	18	19	24	31	16	23	33	...	13	23
Les nuisances sonores															
Subir des pointes de bruits très forts ou très aigus	25	32	31	12	17	14	22	29	27	13	20	20	41	51	52
Ne pas entendre une personne parler sans qu'elle élève la voix	16	19	18	4	6	6	9	11	12	7	10	10	34	37	36

TABLEAU C.02-6B

L'organisation des horaires de travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES, enquêtes « conditions de travail de 1984, 1991, et 1998 » %

	Horaires alternants		Semaines variables	Pas de repos de 48 heures	Journées de plus de 10h	Travail de nuit	Travail du dimanche
	2 x 8	3 x 8					
Cadres							
1998	–	–	10	14	39	9	30
1991	–	–	14	20	39	10	24
1984	–	–	11	19	33	16	24
Professions intermédiaires							
1998	3	3	14	19	23	14	26
1991	4	3	16	22	21	12	21
1984	3	2	12	22	18	12	19
Employés							
1998	4	2	18	28	19	12	29
1991	4	2	18	27	17	10	25
1984	3	2	14	23	17	10	22
Ouvriers							
1998	11	7	12	17	17	19	18
1991	10	5	12	16	17	15	16
1984	9	5	10	12	15	15	14
Ensemble							
1998	5	4	14	21	22	14	25
1991	6	3	15	21	20	12	21
1984	5	3	12	19	18	12	18

TABLEAU C.02-7

Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquêtes sur les conditions de travail)

%

Type d'équipement	Cadres			Professions intermédiaires			Employés			Ouvriers qualifés			Ouvriers non qualifiés			Ensemble		
	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998
Terminal relié à un ordinateur	35	38	31	28	30	25	24	24	18	7	9	9	3	4	4	20	22	18
Micro-ordinateur (y compris machine à traitement de texte)	52	63	83	37	45	68	26	33	47	6	8	20	3	4	9	35	31	47
Ordinateur (terminal relié à un ordinateur ou micro-ordinateur)	60	–	•	47	–	•	36	–	•	10	–	•	5	–	•	32	–	•
Minitel	44	56	•	32	44	•	25	34	•	4	7	•	1	2	•	21	30	•
Vidéo	17	24	•	13	20	•	3	7	•	2	4	•	1	2	•	7	11	•
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	1	2	2	–	–	–	3	4	4	2	3	3	1	2	2
Machine à commande numérique	1	1	1	1	2	3	–	–	1	4	7	11	2	5	9	1	3	4
Instruments de mesure	–	12	•	–	11	•	–	4	•	–	10	•	–	5	•	–	8	•
Instruments médicaux	–	2	•	–	3	•	–	1	•	–	–	•	–	–	•	–	1	•
Autres outils	–	4	•	–	3	•	–	2	•	–	2	•	–	1	•	–	2	•
Appareil à télécopie (fax)	–	68	•	–	48	•	–	34	•	–	10	•	–	4	•	–	34	•

TABLEAU C.02-8

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1991		*r* 1995		*r* 1996		*r* 1997		*p* 1998	
	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel
Affections provoquées par le bruit :										
Total	**1 063**	**1 063**	**760**	**721**	**816**	**776**	**759**	**728**	**665**	**653**
T. 42a (1)	1 034	1 034	734	695	768	728	709	680	630	619
T. 46b (1)	29	29	26	26	48	48	50	48	35	34
Affections périarticulaires :										
Total	**2 541**	**2 541**	**7 401**	**7 266**	**9 435**	**9 286**	**11 264**	**11 053**	**13 235**	**12 959**
T. 57a	2 360	2 360	6 772	6 637	8 662	8 514	10 320	10 109	11 980	11 727
T. 39b	181	181	629	629	773	772	944	944	1 255	1 232
Silicoses :										
Total	**345**	**345**	**233**	**225**	**237**	**215**	**261**	**209**	**227**	**186**
T. 25a	344	344	233	225	236	214	261	209	226	185
T. 22b	1	1	–	–	1	1	–	–	1	1
Ciment :										
Total	**466**	**466**	**327**	**321**	**257**	**254**	**235**	**229**	**228**	**223**
T. 8a	464	464	327	321	255	252	232	226	224	220
T. 14b	2	2	–	–	2	2	3	3	4	3
Amiante :										
Total	**586**	**586**	**1 056**	**1 033**	**1 608**	**1 450**	**1 764**	**1 556**	**2 063**	**1 771**
T. 30a	586	586	1 056	1 033	1 607	1 449	1 763	1 555	2 061	1 769
T. 47b	–	–	–	–	1	1	1	1	2	2
Hépatites virales :										
Total	**91**	**91**	**62**	**60**	**53**	**50**	**67**	**64**	**42**	**40**
T. 45a	91	91	62	60	53	50	67	64	41	39
T. 33b	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique :										
Total	**533**	**533**	**522**	**519**	**485**	**482**	**504**	**495**	**461**	**458**
T. 65a	500	500	475	472	446	443	461	453	417	414
T. 44b	33	33	47	47	39	39	43	42	44	44
Bois :										
Total	**146**	**146**	**103**	**97**	**105**	**101**	**118**	**116**	**111**	**108**
T. 47a	141	141	100	94	99	95	113	111	105	102
T. 36b (bois exotiques)	5	5	3	3	6	6	5	5	6	6
Affections respiratoires de mécanisme allergique :										
Total	**314**	**314**	**347**	**333**	**343**	**331**	**361**	**350**	**357**	**349**
T. 66a	278	278	301	287	313	301	320	310	307	299
T. 45b	36	36	46	46	30	30	41	40	50	50
Vibrations et chocs d'outils :										
Total	**193**	**193**	**165**	**156**	**154**	**149**	**189**	**183**	**170**	**160**
T. 69a	172	172	149	140	135	130	167	161	151	141
T. 29b	21	21	16	16	19	19	22	22	19	19
Brucelloses :										
Total	**91**	**91**	**34**	**34**	**33**	**31**	**22**	**20**	**12**	**12**
T. 24a	65	65	27	27	16	14	13	12	3	3
T. 6b	26	26	7	7	17	17	9	8	9	9
Dermatoses dues aux lubrifiants :										
Total	**164**	**164**	**131**	**128**	**104**	**104**	**122**	**120**	**136**	**133**
T. 36a	164	164	130	127	103	103	122	120	136	133
T. 25b	–	–	1	1	1	1	–	–	–	–
Isocyanates organiques :										
Total	**142**	**142**	**90**	**86**	**102**	**102**	**85**	**85**	**101**	**99**
T. 62a	142	142	90	86	102	102	85	85	100	98
T. 43b	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-8 (suite et fin)

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1991		*r* 1995		*r* 1996		*r* 1997		*p* 1998	
	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel
Amines aromatiques :										
T. 15a	98	98	74	73	78	78	70	68	66	66
Acides chromiques, chromates :										
Total	**76**	**76**	**52**	**49**	**41**	**38**	**44**	**43**	**30**	**27**
T. 10a	76	76	52	49	41	38	44	43	30	27
T. 34b	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dérivés halogénés de l'éthylène :										
T. 12a	52	52	34	33	37	37	37	37	26	26
Benzolisme :										
Total	**37**	**37**	**19**	**19**	**20**	**18**	**25**	**25**	**33**	**30**
T. 4a	37	37	19	19	19	17	25	25	33	30
T. 19b	–	–	–	–	1	1	–	–	–	–
Aldéhyde formique et polymères :										
Total	**91**	**91**	**36**	**36**	**39**	**39**	**43**	**41**	**30**	**28**
T. 43a	91	91	35	35	38	38	42	40	28	28
T. 28b	–	–	1	1	1	1	1	1	2	–
Sidérose (oxyde de fer) :										
T. 44a	37	37	37	32	25	24	20	18	21	15
Résines époxydiques :										
Total	**145**	**145**	**98**	**98**	**87**	**85**	**87**	**87**	**86**	**86**
T. 51a	145	145	98	98	87	85	87	87	86	86
T. 37b	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Amines aliphatiques et alicycliques :										
T. 49a	25	25	28	28	33	32	27	27	18	18
Maladies infectieuses en milieu hospitalier :										
T. 76a	51	51	15	15	8	8	13	13	15	15
Kératoconjonctivites virales :										
T. 80a	20	20	13	13	2	2	2	2	1	1
Total des maladies listées	**7 307**	**7 307**	**11 637**	**11 375**	**14 102**	**13 692**	**16 119**	**15 569**	**18 134**	**17 463**
a	**6 973**	**6 973**	**10 861**	**10 599**	**13 163**	**12 754**	**15 000**	**14 455**	**16 705**	**16 061**
b	**334**	**334**	**776**	**776**	**939**	**938**	**1 119**	**1 114**	**1 429**	**1 402**
Total des maladies indemnisées	**7 871**	**7 871**	**11 908**	**11 642**	**14 641**	**14 230**	**16 729**	**16 164**	**18 889**	**18 216**
a	**7 512**	**7 512**	**11 086**	**10 824**	**13 658**	**13 249**	**15 554**	**15 009**	**17 421**	**16 777**
b	**359**	**359**	**822**	**818**	**983**	**981**	**1 175**	**1 155**	**1 468**	**1 439**

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-9

Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre d'arrêts pour 1 000 salariés							
CNAMTS	53	48	46	46	45	44	45
Régime agricole	39	35	33	33	32	30	32
Nombre de morts							
CNAMTS	1 213	855	837	712	773	690 *r*	683
Régime agricole	72	97	100	93	106	85	81
Total	**1 285**	**952**	**937**	**805**	**879**	**775**	**764**

(1) Champ : total des 15 comités techniques nationaux.

TABLEAU C.02-10

Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1994	1995	1996	1997	1998
Bâtiment, travaux publics (3)	64	64	59	59	59
Industrie du bois	44	52	51	50	52
Pierres et terre à feux	40	39	37	36	37
Transports et manutention	42	41	40	42	40
Alimentation	35	34	33	34	34
Caoutchouc et papier-carton	29	32	30	30	31
Métallurgie	28	27	27	26	26
Industries textiles	24	26	25	25	27
Ensemble du régime général	**26**	**25**	**24**	**25**	**25**

(1) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-11

Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1994	1995	1996	1997	1998
Bâtiment, travaux publics (3)	3,03	3,05	2,85	2,87	2,91
Industrie du bois	1,38	1,74	1,71	1,70	1,74
Pierres et terre à feux	1,60	1,56	1,53	1,45	1,50
Transports et manutention	1,93	1,88	1,82	1,95	1,91
Alimentation	1,12	1,13	1,09	1,15	1,17
Caoutchouc et papier-carton	1,02	1,03	1,01	0,96	1,04
Métallurgie	0,89	0,86	0,85	0,85	0,87
Industries textiles	0,78	0,88	0,86	0,85	0,96
Ensemble du régime général	**0,98**	**0,90**	**0,94**	**0,97**	**0,98**

(1) Taux de gravité = (nombre de journées perdues / nombre d'heures travaillées) x 1 000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-12

Représentativité des syndicats et des organisations patronales

« Comment qualifieriez-vous à ce jour la représentativité? »

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise 1998/1999 [1])

Unité : %

	Très faible	Faible	Forte	Très forte	Sans opinion
Des syndicats de salariés	29,4	51,3	13,6	0,8	4,9
Des organisations patronales	24,7	47,6	15,4	0,7	11,6

(1) Cf. partie « 2. MÉTHODOLOGIE » dans le texte du chapitre.

TABLEAU C.02-13

Évolution de la représentation des salariés selon les employeurs

« Les employeurs souhaitent-ils une évolution de la représentation des salariés dans leurs établissements? »

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise 1998/1999 [1])

Unité : %

	Établissements avec délégués syndicaux	Établissements avec représentants élus du personnel	Établissements sans représentants du personnel	Ensemble
Que rien ne change	37,9	60,8	51,0	50,2
Que la situation évolue	59,6	36,8	45,6	47,2
Ne se prononcent pas	2,5	2,4	3,4	2,6

(1) Cf. partie « 2. MÉTHODOLOGIE » dans le texte du chapitre.

TABLEAU C.02-14

Résultats des élections aux comités d'entreprise (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Unité : % des suffrages exprimés

	1994	1995	1996	1997	1998
	Avec SNCF	Sans SNCF	Avec SNCF	Sans SNCF	Avec SNCF
Ensemble des salariés :					
CGT	24,1	19,7	23,6	20,4	24,3
CFDT	20,8	20,5	21,5	20,8	21,7
CFTC	4,3	5,1	4,5	5,1	4,9
FO	12,2	12,3	12,1	12,1	12,1
CGC	5,6	6,4	5,8	6,4	5,8
Autres syndicats	6,8	6,2	7,3	5,9	7,0
Non syndiqués	26,1	29,9	25,1	29,3	24,1
Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :					
CGT	29,3	24,1	28,7	24,7	29,3
CFDT	21,2	20,8	21,8	21,5	21,9
CFTC	4,2	5,1	4,4	5,3	4,7
FO	12,8	13,3	13,0	13,0	13,1
CGC	0,6	1,1	0,9	1,2	1,1
Autres syndicats	5,6	5,4	6,3	5,0	6,0
Non syndiqués	26,4	30,3	25,0	29,3	23,9
Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collèges (2)] :					
CGT	13,1	10,4	12,8	11,1	13,2
CFDT	20,1	20,0	20,9	19,5	21,5
CFTC	4,5	5,0	4,6	4,8	5,2
FO	11,0	10,3	10,2	10,2	9,9
CGC	16,4	17,6	16,4	17,5	16,3
Autres syndicats	9,4	7,8	9,7	7,7	9,1
Non syndiqués	25,4	28,9	25,4	29,2	24,7

(1) Depuis 1992, les élections SNCF ont lieu les années paires.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-15

Proportion d'établissements et salariés couverts par l'institution (1) selon la taille des établissements

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (Enquêtes délégués du personnel) — *Unité* : %

Taille des établissements	1985		1988		1994	
	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution
11 à 49 salariés	39,5	45,3	36,1	44,5	29,6	33,8
50 à 99 salariés	63,4	63,6	55,3	55,3	58,9	59,6
100 à 499 salariés	82,0	85,7	78,1	84,4	74,8	79,1
500 à 999 salariés	96,9	97,1	95,4	95,9	90,5	90,8
1 000 salariés et plus	97,3	98,1	98,8	98,7	95,5	96,7
Ensemble	**47,6**	**73,9**	**43,3**	**69,7**	**37,8**	**65,8**

(1) Institution représentative du personnel.

TABLEAU C.02-16

Répartition selon l'appartenance syndicale des délégués du personnel

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (Enquêtes délégués du personnel) — *Unité* : %

Syndicats	1985	1988	1994	Écart 85/94 (en points)	Écart 88/94 (en points)
CGT	24,8	22,7	18,1	– 6,7	– 4,6
CFDT	15,5	16,4	16,2	0,7	– 0,2
CFTC	2,5	2,8	4,0	1,5	1,2
CGT-FO	10,1	10,9	9,1	– 1,0	– 1,8
CFE-CGC	5,1	5,4	4,1	– 1,0	– 1,3
Autres syndicats	3,4	4,5	4,6	1,2	0,1
Non syndiqués	38,6	36,4	41,0	2,4	4,6
Non déclarés	–	1,0	2,9	2,9	1,9

TABLEAU C.02-17

Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Taille des établissements	Nombre d'établissements		Établissements avec délégués (en %)		Effectifs		Effectif des établissements avec délégués (en %)	
	1989	1993	1989	1993	1989	1993	1989	1993
50 à 99 salariés	18 317	17 354	35,7	34,9	1 284 803	1 225 375	37,0	35,9
100 à 199 salariés	9 601	9 677	58,4	54,3	1 328 717	1 337 782	59,5	55,5
200 à 499 salariés	5 127	5 253	78,1	74,9	1 532 029	1 559 637	79,5	76,4
500 à 999 salariés	1 230	1 181	89,9	88,0	832 713	803 786	90,0	88,5
1 000 salariés et plus	498	505	94,6	92,5	1 161 418	1 094 189	93,8	93,7
Total	**35 169**	**33 970**	**50,9**	**49,3**	**6 260 498**	**6 020 769**	**70,1**	**68,3**

TABLEAU C.02-18

Appartenance syndicale des délégués syndicaux

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Syndicats	1989		1993	
	Nombre de délégués	%	Nombre de délégués	%
CGT	11 651	28,1	10 866	27,5
CFDT	9 949	24,0	9 808	24,9
CGT-FO	7 436	17,9	7 336	18,6
CFE-CGC	5 512	13,3	4 996	12,7
CFTC	3 057	7,4	3 087	7,8
Autres syndicats	2 883	7,0	3 151	8,0
Total	**41 460**	**100,0**	**39 450**	**100,0**

TABLEAU C.02-19

Établissements ayant au moins un CHSCT (1) et effectifs correspondants suivant la taille des établissements (2)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Nombre de salariés	Nombre d'établissements assujettis		Établissements ayant au moins un CHSCT (en %)		Effectifs (millier)		Effectifs des établissements avec CHSCT (en %)	
	1989	1993	1989	1993	1989	1993	1989	1993
Moins de 300 salariés	29 095	29 988	61,5	61,3	3 164,8	3 312,4	69,2	67,4
De 300 à 499 salariés	2 127	2 097	88,8	84,2	804,7	794,7	88,9	83,9
500 salariés et plus	1 727	1 682	92,4	90,2	1 994,9	1 879,9	92,6	90,2
Total	**32 949**	**33 767**	**64,8**	**64,1**	**5 964,4**	**5 987,0**	**79,7**	**76,8**

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.
(2) Hors EDF, SNCF, et établissements publics.

TABLEAU C.02-20

Délégués syndicaux et CHSCT

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Pourcentage des établissements ayant au moins un délégué syndical	50,9	///	///	///	///	49,3	///
Effectif correspondant (millier)	6 260,5	///	///	///	///	6 020,8	///
CHSCT (1) :							///
Pourcentage des établissements ayant au moins un CHSCT	64,8	///	///	///	64,1	///	///
Effectif correspondant (millier)	5 964,4	///	///	///	5 987,8	///	///

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

TABLEAU C.02-21

Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

	Motifs (1) économiques			Autres (2) motifs			Tous motifs		
	1996	1997	1998	1996	1997	1998	1996	1997	1998
Nombre de demandes de licenciement de représentants du personnel	11 184	12 430	8 490	2 882	3 491	4 190	14 066	15 921	12 680
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	+ 4	+ 11	− 32	+ 6	+ 21	+ 20	+ 4	+ 13	− 20
Nombre d'autorisations	9 748	10 990	7 482	2 093	2 531	3 461	11 841	13 521	10 953
Autorisations par rapport aux demandes (en %)	87	88	88	73	73	83	84	85	86

(1) Motifs économiques : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement économique, y sont regroupées également les demandes d'autorisations de transfert de salariés protégés en cas de transfert partiel d'entreprise.
(2) Autres motifs : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement pour motif disciplinaire, avec lesquelles sont regroupées les demandes de licenciement pour divers motifs (inaptitude professionnelle, maladie, fin de contrat à durée déterminée).

TABLEAU C.02-22

Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

	Motifs économiques			Autres motifs			Tous motifs		
	1996	1997	1998	1996	1997	1998	1996	1997	1998
Nombres de décisions prises (1)	376	434	369	362	444	494	738	878	863
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	+ 14	+ 15	− 15	− 5	+ 23	+ 11	+ 4	+ 19	− 2

(1) Une décision peut concerner plusieurs représentants du personnel.

Chapitre C.03

Revenus et salaires

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle.
2. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon la catégorie sociale de la personne de référence.
3. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon l'âge de la personne de référence.
4. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon le type de ménage à la date de l'enquête.
5. Nombre d'établissements, effectifs et masse des salaires.
6. Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, entreprises privées, publiques et les hôpitaux).

7A. Répartition des salaires, nets de prélèvements du secteur privé et semi-public.

7B. Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvement, dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux.

8A. Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations des salariés et CSG et CRDS.

8B. Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations patronales.

9. Salaire minimum de croissance SMIC.
10. Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet.
11. Gains bruts moyens mensuels selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.

12A. Les gains bruts moyens selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle.

12B. Les gains bruts mensuels moyens et leur décomposition, selon le secteur d'activité de l'établissement.

13. Évolution annuelle du salaire horaire de base des ouvriers selon l'activité économique.
14. Évolution annuelle du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés selon l'activité économique.
15. Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe.
16. Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par profession, statut et sexe.
17. Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires.
18. Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État.
19. Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État.
20. Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre.
21. Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne.
22. Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 13 pays européens.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité et les divisions « Salaires et revenus d'activité », « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus du patrimoine des ménages » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1999, dans les entreprises du secteur privé et semi-public, le salaire mensuel moyen pour un travail à temps complet s'élève à 13 670 francs par mois en brut et à 10 860 francs net de prélèvements à la source (cotisations sociales, CSG et CRDS).

Compte tenu de l'évolution des prix à la consommation, le pouvoir d'achat du salaire brut moyen progresse de 1,3 %. La progression est moindre pour le salaire net moyen (1,0 %), en raison d'une légère hausse des prélèvements à la source. Entre 1998 et 1999, la part des primes dans la rémunération diminue de 0,3 point. En revanche, la part des heures supplémentaires reste stable et le recours au chômage partiel est moins fréquent.

La mise en place progressive de la loi sur la réduction du temps de travail est à l'origine du plus fort accroissement des salaires horaires (2,1 % en francs constants pour les salaires horaires bruts et 1,8 % pour les salaires nets de prélèvements).

En raison d'une part moins importante de cadres et de professions intermédiaires dans la structure de l'emploi des salariés à temps partiel, leurs salaires horaires sont moins élevés que ceux de leurs collègues à temps complet (68,1 francs en brut, contre 83,5 francs pour un salarié à temps complet), mais ils progressent plus rapidement.

Le gain du pouvoir d'achat du SMIC net est de 0,8 %, après une hausse de 3,1 % en 1998.

2. MÉTHODOLOGIE

Le revenu des ménages

Le revenu présenté ici porte sur l'ensemble des catégories de revenus des ménages, compatibles avec les définitions de la Comptabilité Nationale.

Les comptes de revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle reposent largement sur l'exploitation des données fiscales collectées par la Direction Générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu. Cette exploitation est effectuée tous les cinq ou six ans.

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut.

Les revenus monétaires déclarés aux enquêtes sont issus de l'enquête annuelle sur les revenus fiscaux (ERF), réalisée en 1997 et non plus du panel européen des ménages.

Les rubriques « impôts » et « revenu disponible après impôt » ont été introduites. C'est sur ce revenu disponible que sont calculées les différentes composantes du revenu (et non plus avant impôt comme précédemment). Les revenus salariaux comprennent les indemnités journalières de maladie et de chômage. Les revenus d'indépendants sont nets de déficits. Les pensions-retraites comprennent outre les retraites, les pensions alimentaires reçues et les rentes viagères. Les autres revenus sociaux comprennent les prestations familiales, les aides au logement, les minima sociaux. Les autres revenus sont les revenus du patrimoine déclarés (revenus mobiliers et fonciers, revenus perçus à l'étranger). Les impôts comprennent l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, la CRDS, la CSG non déductible. La CSG déductible ne figure pas ici car elle est déjà déduite des revenus primaires correspondants (revenus d'activité et de remplacement).

Les salaires et les gains

Les tableaux donnant le nombre d'établissements et les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs à l'administration fiscale. Le champ couvert par les DADS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison, les apprentis et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs E2, les arsenaux faisant partie des administrations publiques, et P2, Q1, Q2 et R1, une partie de ces secteurs étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (A0, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les salaires tirés des DADS sont présentés sous deux concepts : le salaire déclaré tel qu'il figure dans les déclarations des employeurs et le salaire offert, c'est-à-dire redressé des erreurs de déclaration et des retenues pour absence ou maladie. Par construction, le salaire offert est donc plus élevé que le salaire déclaré. L'évolution de l'indice du salaire horaire de base des ouvriers est présentée par activité économique et par qualification.

L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail.

L'enquête sur les gains des salariés fait suite depuis fin 1988 à la série des enquêtes gains ACEMO effectuées depuis octobre 1972. Cette enquête est généralement semestrielle (avril et octobre). Elle mesure le gain mensuel moyen brut (primes mensuelles comprises) des salariés de la quasi-totalité des secteurs marchands non agricoles.

L'échantillon couvre l'ensemble du pays à l'exclusion des départements et territoires d'outre-mer. Il comprend tous les établissements de 50 salariés et plus, et un huitième des établissements de 11 à 49 salariés; soit environ 57 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les établissements de 10 salariés et moins ne sont pas pris en compte dans le champ de l'enquête. Ils font l'objet d'une enquête annuelle distincte, réalisée en octobre.

L'enquête retient tous les salariés ayant un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée et ayant perçu une rémunération pour le mois de référence, qu'ils aient été présents tout le mois ou une partie du mois.

Une enquête complémentaire sur les gains annuels (appelée aussi "enquête primes") permet d'estimer le gain mensuel moyen toutes primes comprises. Elle est destinée à mesurer la part des primes qui ne sont pas versées mensuellement. Celles-ci se composent des primes à caractère stable comme le treizième mois, les primes de vacances et des primes aléatoires liées aux résultats de l'entreprise ou au rendement individuel du salarié.

Cette enquête porte uniquement sur les rémunérations annuelles décomposées selon la même ventilation que les rémunérations d'octobre ou d'avril de l'enquête semestrielle. Elle est effectuée auprès d'un cinquième des établissements qui répondent à l'enquête semestrielle soit environ 10 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les données collectées et présentées ici concernant le salaire de base, excluent les primes et majorations pour heures supplémentaires.

Les salaires de la Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités; celles-ci s'ajoutent au traitement de base, obtenu en multipliant l'indice hiérarchique de chaque agent par la valeur du point d'indice. La grille indiciaire majorée de la fonction publique va d'un minimum (253) à un maximum (820), au-delà duquel se situe « l'échelle-lettre », elle-même subdivisée en groupes (de A à G) et chevrons (de 1 à 3). L'équivalent indiciaire du groupe E, 2e chevron est de 1 319 (les lettres F et G étant réservées aux ministres, ou secrétaires d'État, et à quelques emplois, tels les préfets de région, les hauts magistrats et les chefs d'État-major...). Du traitement brut il faut déduire la retenue pour pension, la cotisation maladie de sécurité sociale et, le cas échéant (indices dépassant un certain seuil) la contribution de solidarité pour les travailleurs sans emploi (qui remplace la cotisation aux ASSEDIC). Dans les tableaux de ce chapitre, la contribution sociale généralisée (CSG) est également déduite et depuis 1996, la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). À l'inverse, le traitement est majoré, éventuellement, d'une indemnité de résidence (1 ou 3 % du traitement) et d'un supplément familial pour enfants à charge.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or, depuis 1989, des mesures catégorielles se sont développées dans la Fonction publique d'État.

Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

Dans ce chapitre, les résultats relatifs aux salaires annuels nets de prélèvements ne sont pas directement comparables, les champs étant différents.

Le coût de la main-d'œuvre

Depuis 1988, les enquêtes sur les coûts de la main-d'œuvre ont lieu tous les quatre ans dans les pays de l'Union européenne.

La dernière enquête réalisée se rapporte à 2000, mais les résultats ne sont pas disponibles au moment de la rédaction de cet ouvrage.

Les coûts de la main-d'œuvre sont des dépenses consenties par les employeurs pour employer des salariés. Ces coûts sont divisés en coûts directs et en coûts indirects.

— Les coûts directs correspondent, pour l'essentiel, à la rémunération directe (par exemple, montants bruts avant déduction des impôts et des cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés), primes non périodiques, versements au titre de la formation d'un patrimoine au profit des salariés, rémunérations pour journées non ouvrées et avantages en nature.

— Les coûts indirects incluent les dépenses de sécurité sociale à la charge de l'employeur, de formation professionnelle, les impôts, etc. Toute subvention perçue par l'employeur est déductible de ces coûts.

3. DÉFINITIONS

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

Gains

Voir dans la méthodologie « Les salaires et les gains ».

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail, s'ajoute au minimum de rémunération.

L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le

nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui a contribué à majorer les pensions de retraite des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %), en Corse et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, agents et adjoints administratifs des administrations centrales et des services déconcentrés), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500 000 personnes.

Revenus primaires et revenus de transferts

Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité nets de cotisation et de patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurance-dommage et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Revenu disponible brut et net

Le revenu disponible brut est égal au revenu primaire auquel on a enlevé les impôts directs et les cotisations sociales et ajouté les prestations reçues. Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale. On obtient alors le revenu disponible net.

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970], est fonction de la hausse des prix à la consommation des ménages. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1).

Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;

— Direction générale des Impôts;

— *Journal officiel;*

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité;

— Eurostat.

« **Publications** » :

— *Premières informations et Premières synthèses*, DARES :

« La rémunération des salariés en 1998 », n° 01.1, 2000.01;

« Salariés à « bas salaire » et travailleurs pauvres : une comparaison France-États-Unis », n° 02.1, 2000.01;

« Les hausses de salaires sont moins fréquentes et plus individualisées en 1998 », n° 10.3, 2000.03;

« 12,8 % des salariés ont bénéficié de la revalorisation du SMIC en 1999 », n° 27.1, 2000.07;

« Les rémunérations et l'emploi dans les très petites entreprises en juin 1999 », n° 50.1, décembre 2000;

« Les 35 heures, l'emploi et les salaires », n° 50.2, décembre 2000;

— INSEE;

Articles d'*Économie et Statistique :*

« Les évolutions individuelles de salaire sur dix ans sont difficiles à prévoir », n° 314, 1998-4;

« Les structures de salaires en France et en Allemagne en 1995 : une analyse statistique comparative des hiérarchies salariales », n° 315, 1998-5;

« Intéressement et salaires : complémentarité ou substitution », n^{os} 316-317, 1998-6/7;

« La part des salaires dans la valeur ajoutée en France : une approche macroéconomique », n° 323,1999-3;

« Les salariés jugent leur salaire », n° 331, 2000-1;

« L'Earned Income Taxe Credit, un crédit d'impôt ciblé sur les foyers de salariés modestes aux États-Unis », « Le Working families Tax Credit, un nouveau crédit d'impôt pour les familles de travailleurs à bas revenu au Royaume-Uni », n° 335, 2000-5;

---

(1) Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions :

— une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier. Enfin, clause non obligatoire, le Gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix.

« Une mesure de la discrimination dans l'écart de salaires entre hommes et femmes », nos 337-338, 2000-7.

« La structure des salaires en 1994 - Enquête complémentaire aux déclarations annuelles de données sociales de 1994 », *INSEE-Résultats*, nos 646-647, mars 1999;

« Les agents de l'État au 31 décembre 1996 - Résultats détaillés », *INSEE-Résultats*, nos 655-656, mai 1999;

« Les salaires des agents de l'État en 1996 - Résultats détaillés », *INSEE-Résultats*, nos 660-661, juin 1999;

« Le coût de la main-d'œuvre en 1996. Résultats de l'enquête sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre en 1996 », *INSEE-Résultats*, no 692, janvier 2000;

« Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1998 », *INSEE-Résultats*, nos 727-728, septembre 2000;

« Séries longues sur les salaires », *INSEE-Résultats* no 735; décembre 2000 (disponible également sur cédérom).

« Salaires et coûts salariaux, 45 ans d'évolution », *INSEE-Première,* no 449, mai 1996;

« Le coût salarial », *INSEE-Première*, no 462, juin 1996;

« Le resserrement des revenus des ménages entre les régions de 1982 à 1996 », *INSEE-Première,* no 617, novembre 1998;

« Le coût de la main-d'œuvre en France et en Allemagne en 1996 », *INSEE-Première,* no 622, décembre 1998;

« Les caractéristiques familiales des salariés à temps partiel dans le secteur privé », *INSEE-Première,* no 626, janvier 1999;

« Faible rémunération et durée du travail en 1996 », *INSEE-Première,* no 640, avril 1999;

« Les salariés à temps complet au voisinage du SMIC de 1976 à 1996 », *INSEE-Première,* no 642, avril 1999;

« Bade-Wurtemberg : des salaires attractifs pour les Alsaciens », *INSEE-Première,* no 660, juin 1999;

« La multiactivité chez les salariés du secteur privé », *INSEE-Première,* no 674, octobre 1999;

« Les salaires dans les entreprises en 1998 », *INSEE-Première,* no 687, décembre 1999;

« Les salaires des agents de l'État en 1998 », *INSEE-Première,* no 694, janvier 2000;

« Le revenu non agricole des foyers d'agriculteurs », *INSEE-Première,* no 722, juin 2000;

« Entrepreneurs individuels : des revenus en forte baisse entre 1990 et 1997 », *INSEE-Première,* no 732, août 2000;

« Les écarts de salaires entre régions s'expliquent surtout par la structure des emplois », *INSEE-Première,* no 738, septembre 2000;

« Les revenus sociaux - 1981-1997 », *Synthèses, Statistique publique,* no 21, mars 1999;

« Les revenus d'activité non-salariée jusqu'en 1997 », *Synthèses, Statistique publique,* no 25, juin 1999;

« Revenus et patrimoine des ménages, édition 1999 », *Synthèses, Statistique publique,* no 28, septembre 1999;

« L'évolution des salaires jusqu'en 1998 », *Synthèses, Statistique publique*, no 42, septembre 2000.

— Données sociales, 1999 :

« Les salaires depuis 1950 », A. Friez;

« Les bas salaires en France depuis le début des années quatre-vingt et quelques éléments de comparaison avec les États-Unis », P. Concialdi, S. Ponthieux, Ph. Combault;

« L'intérim : une voie d'accés à l'emploi », C. Jourdain;

« Le développement du travail à temps partiel », S. Audric, G. Forgeot;

« Les transformations du marché du travail des jeunes et des femmes en France et dans trois autres pays européens », V. Sandoval.

*
* *

TABLEAU C.03-1

Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle

Année 1993

Source : INSEE — *Unité* : Millier de Francs

	Agriculteurs exploitants	Indépendants non agricoles	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	dont retraités	Ensemble
Revenu d'activité professionnelle	182	319	283	178	117	119	26	24	120
Travail salarié	25	101	274	174	114	116	22	21	98
Entreprise individuelle	157	218	9	4	3	3	4	3	22
Revenu de la production des ménages « purs »	19	7	3	6	6	7	12	13	8
Revenu de la propriété	21	45	38	15	8	6	30	34	22
Revenu primaire net	**222**	**371**	**324**	**199**	**131**	**132**	**68**	**71**	**150**
Prestations sociales	49	37	48	44	44	56	118	129	74
dont : Vieillesse/Survie	5	6	5	5	5	3	87	98	36
Transferts divers	1	5	2	2	1	1	1	1	2
Revenu disponible avant impôts	**272**	**413**	**374**	**245**	**176**	**189**	**187**	**201**	**226**
Impôts sur le revenu et le patrimoine	22	74	54	22	13	10	14	15	22
dont : Impôt sur le revenu	18	66	44	15	7	5	9	10	16
Revenu disponible net	**250**	**339**	**320**	**223**	**163**	**179**	**173**	**186**	**204**
Nombre de ménages (en milliers)	470,1	1 599,0	1 965,0	2 929,2	2 471,3	4 562,4	8 840,9	7 076,1	22 837,9

TABLEAU C.03-2

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu (1) moyen des ménages (2) selon la catégorie sociale de la personne de référence

Année 1997

Source : INSEE-DGI (enquête revenus fiscaux 1997) — *Unité : %*

Catégorie sociale de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu disponible moyen après impôt en F (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Revenus salariaux	*dont :* Revenus d'indépendants	Pensions et Retraites	Autres revenus sociaux	Autres revenus	Impôts	Revenu annuel moyen avant impôt en F
Agriculteurs exploitants	381	154 406	91,1	25,8	65,3	6,7	7,9	8,6	– 14,4	176 640
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1191	208 233	101,4	60,2	41,1	2,6	5,3	8,3	– 17,6	244 882
dont : Artisans	605	178 969	100,4	46,1	54,2	2,2	6,5	5,1	– 14,1	204 204
Commerçants	473	200 435	99,5	57,7	41,8	3,4	5,8	7,6	– 16,3	233 106
Chefs d'entreprise	113	398 122	107,8	99,7	8,1	2,0	1,4	17,7	– 28,8	512 781
Professions libérales	241	370 820	120,3	28,8	91,5	3,0	2,8	3,0	– 29,2	479 099
Cadres	2035	268 466	110,9	108,9	2,0	2,4	2,6	2,1	– 17,9	316 521
Professions intermédiaires	3123	184 429	103,1	99,1	3,9	2,8	5,0	0,5	– 11,4	205 454
Employés	2646	128 109	93,3	92,1	1,2	5,1	10,3	0,0	– 8,7	139 254
Ouvriers qualifiés	3549	152 594	94,2	93,3	0,9	2,0	10,9	0,3	– 7,4	163 886
Ouvriers non qualifiés et agricoles	1262	121 356	84,2	83,3	0,9	2,9	18,8	0,2	– 6,2	128 880
Retraités	7389	128 881	17,4	15,8	1,6	85,7	2,4	6,5	– 12,1	144 476
dont : Anciens agriculteurs	730	87 837	17,2	8,0	9,2	67,3	5,4	18,5	– 8,4	95 215
Anciens indépendants non agricoles	654	120 661	15,2	9,2	6,0	74,8	3,0	21,2	– 14,2	137 795
Anciens cadres et professions intermédiaires	2057	181 388	17,2	16,5	0,7	94,4	0,6	5,2	– 17,3	212 768
Autres anciens salariés	3948	110 473	18,1	17,5	0,6	83,0	3,5	3,2	– 7,9	119 200
Autres inactifs	1521	94 989	40,5	38,8	1,7	40,1	22,4	4,3	– 7,2	101 828
Ensemble	**23 338**	**156 351**	**76,5**	**68,7**	**7,8**	**26,0**	**6,6**	**3,1**	**– 12,2**	**175 426**

(1) Champ revenus : revenu fiscal positif ou nul et revenu disponible positif.
(2) Champ ménages : ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence est étudiante ou militaire du contingent.

TABLEAU C.03-3

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu (1) moyen des ménages (2) selon l'âge de la personne de référence

Année 1997

Source : INSEE-DGI (enquête revenus fiscaux 1997)

%

Âge de la de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu disponible moyen après impôt en F (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Revenus salariaux	*dont :* Revenus d'indépendants	Pensions et Retraites	Autres revenus sociaux	Autres revenus	Impôts	Revenu annuel moyen avant impôt en F
29 ans et moins	2 042	115 055	96,5	93,7	2,9	1,8	10,4	0,4	– 9,1	125 525
30 à 39 ans	4 636	164 589	96,1	88,3	7,8	1,5	11,3	1,3	– 10,2	181 377
40 à 49 ans	4 792	189 615	99,3	87,7	11,7	2,8	8,1	1,6	– 11,9	212 179
50 à 59 ans	3 782	188 012	101,1	89,8	11,3	8,0	3,9	2,4	– 15,3	216 778
60 à 69 ans	3 352	144 053	35,2	30,3	4,9	70,4	3,0	5,3	– 14,0	164 220
70 à 79 ans	3 088	121 338	8,1	6,6	1,6	93,7	2,4	8,0	– 12,2	136 141
80 ans et plus	1 645	105 503	5,6	4,7	0,9	92,4	3,6	8,5	– 10,1	116 159
Ensemble	**23 338**	**156 351**	**76,5**	**68,7**	**7,8**	**26,0**	**6,6**	**3,1**	**– 12,2**	**175 426**

(1) Champ revenus : revenu fiscal positif ou nul et revenu disponible positif.
(2) Champ ménages : ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence est étudiante ou militaire du contingent.

TABLEAU C.03-4

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu (1) moyen des ménages (2) selon le type de ménage à la date de l'enquête

Année 1997

Source : INSEE-DGI (Enquête revenus fiscaux 1997)

%

Type de ménage	Nombre de ménages (milliers)	Revenu disponible moyen après impôt en F (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Revenus salariaux	*dont :* Revenus d'indépendants	Pensions et Retraites	Autres revenus sociaux	Autres revenus	Impôts	Revenu annuel moyen avant impôt en F
Couple de 2 actifs, 0 enfant	2 154	183 582	111,7	101,8	9,9	1,6	1,0	1,1	– 15,5	212 037
Couple de 2 actifs, 1 enfant (3)	2 213	207 179	107,8	97,7	10,1	1,4	2,6	1,3	– 13	234 112
Couple de 2 actifs, 2 enfants ou plus	3 145	235 515	98,7	86,5	12,2	1,4	8,6	1,7	– 10,3	259 773
Couple avec 1 actif, 0 enfant	1 090	177 707	86,1	75,5	10,6	23,8	2,1	5,5	– 17,4	208 628
Couple avec 1 actif, 1 enfant	661	176 462	95,3	86,7	8,6	9,1	5,5	2,9	– 12,8	199 049
Couple avec 1 actif, 2 enfants ou plus	1 506	195 027	82,1	71,1	11,0	2,6	21,1	2,8	– 8,6	211 799
Couple d'inactifs	3 707	152 222	15,2	14,0	1,3	87,7	2,5	6,9	– 12,3	170 945
Famille monoparentale	1 642	128 070	70,2	64,5	5,7	18,1	18,9	1,4	– 8,5	138 956
Personnes seules actives	2 942	97 301	109,1	102,4	6,7	2,9	4,5	0,0	– 16,4	113 258
Personnes seules inactives	3 850	84 549	6,4	5,8	0,7	90,7	5,8	7,2	– 10,2	93 173
Autres ménages	427	149 309	60,2	53,5	6,7	40,4	7,0	3,7	– 11,3	166 181
Ensemble	**23 338**	**156 351**	**76,5**	**68,7**	**7,8**	**26,0**	**6,6**	**3,1**	**– 12,2**	**175 426**

(1) Champ Revenus : Revenu fiscal positif ou nul et revenu disponible positif
(2) Champ Ménages : Ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence est étudiante ou militaire du contingent
(3) Enfant de moins de 26 ans célibataire de la personne de référence.

TABLEAU C.03-5

Nombre d'établissements (1), effectifs et masse des salaires

Année 1998

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Nombre d'établissements actifs au 31-12	Nombre de postes rémunérés dans l'année	Nombre de postes rémunérés au 31- 12	Masse des salaires bruts (en milliers de francs)
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	2 124	13 319	8 889	1 165
Industries agricoles et alimentaires	B0	57 525	721 218	499 414	67 882
Industrie habillement, cuir	C1	8 758	184 257	135 802	17 222
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	17 788	262 200	196 193	35 578
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	1 843	157 452	124 807	26 576
Industries des équipements du foyer	C4	14 599	242 169	186 408	26 526
Industrie automobile	D0	2 089	299 018	226 146	43 809
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	1 780	139 633	119 229	24 580
Industries des équipements mécaniques	E2	20 536	496 905	384 086	65 231
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	11 324	297 600	215 682	46 939
Industries des produits minéraux	F1	10 171	193 934	156 062	24 444
Industries du textile	F2	4 666	146 463	116 781	15 618
Industries du bois et du papier	F3	8 223	203 933	162 768	24 229
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	7 334	393 188	314 080	55 434
Métallurgie et transformation des métaux	F5	19 840	514 497	403 992	64 915
Industries des composants électriques et électroniques	F6	3 681	208 050	168 227	28 593
Production de combustibles et de carburants	G1	210	42 556	38 130	8 472
Eau, gaz, électricité	G2	2 072	221 001	184 793	38 415
Construction	H0	174 337	1 356 817	945 209	121 785
Commerce et réparation automobile	J1	63 971	487 051	358 521	48 427
Commerce de gros	J2	105 538	1 157 298	838 986	150 518
Commerce de détail, réparations	J3	239 089	1 783 606	1 155 752	133 358
Transports	K0	51 296	1 135 362	875 638	132 018
Activités financières	L0	45 897	836 705	603 936	131 000
Activités immobilières	M0	148 817	384 829	262 965	35 335
Postes et télécommunications	N1	2 100	557 598	487 926	76 293
Conseils et assistance	N2	127 913	1 341 893	937 942	202 863
Services opérationnels	N3	65 624	2 240 159	789 383	123 498
Recherche et développement	N4	2 246	148 081	118 049	26 391
Hôtels et restaurants	P1	148 986	1 088 752	550 718	63 206
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	56 419	428 951	230 702	36 666
Services personnels et domestiques	P3	57 395	206 379	135 334	13 260
Éducation	Q1	26 678	350 942	238 892	28 143
Santé, action sociale	Q2	108 457	2 376 111	1 925 732	246 184
Administration publique	R1	4 507	313 050	267 252	43 946
Activités associatives et extra-territoriales	R2	52 094	376 785	245 059	29 926
Non renseigné		1 034	4 018	1 535	222
Total		**1 676 961**	**21 311 780**	**14 611 020**	**2 258 667**

(1) Établissements actifs = établissements ayant rémunéré des salariés dans l'année.

TABLEAU C.03-6

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, entreprises privées, publiques et les hôpitaux)

Année 1998

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Activité économique	NES 36	Effectifs toutes catég. (1)	Par sexe			Par catégories socioprofessionnelles			
			Les deux sexes (2)	Sexe masculin	Sexe féminin	Cadres supérieurs et chefs d'entreprise	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	8,6	126 558	152 102	58 574	285 051	194 143	96 001	107 490
Industries agricoles et alimentaires	B0	436,3	109 399	118 111	90 973	244 851	144 051	87 068	92 636
Habillement, cuir	C1	127,1	96 670	128 307	84 575	253 720	142 985	95 474	76 679
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	165,6	147 244	159 922	125 237	251 792	157 874	110 395	114 441
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	111,1	163 627	188 378	139 770	291 434	160 684	121 930	109 323
Industries des équipements du foyer	C4	175,1	110 550	118 909	94 183	235 578	137 079	99 786	89 313
Industrie automobile	D0	251,2	133 773	137 130	113 729	270 117	152 595	119 954	109 322
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	114,1	162 765	166 899	135 417	270 341	159 491	124 634	116 600
Industries des équipements mécaniques	E2	383,1	128 209	130 634	110 924	250 021	143 124	106 557	101 094
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	220,2	158 255	173 348	118 525	257 699	138 895	110 981	98 950
Industries des produits minéraux	F1	152,7	120 075	123 350	102 113	254 019	150 162	105 197	100 670
Industries du textile	F2	111,1	103 515	117 895	85 177	265 167	134 862	96 294	83 375
Industries du bois et du papier	F3	158,8	114 646	118 604	98 607	258 423	150 460	102 606	94 819
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	311,7	133 061	140 642	107 359	282 135	153 550	112 329	102 329
Métallurgie et transformation des métaux	F5	396,6	121 621	125 114	101 533	262 437	147 952	106 003	101 418
Industries des composants électriques et électroniques	F6	163,8	130 804	148 426	99 402	256 211	140 241	106 570	96 262
Production de combustibles et de carburants	G1	36,7	179 506	182 719	152 600	326 488	181 046	136 914	138 784
Eau, gaz, électricité	G2	180,2	168 907	174 639	144 200	283 144	162 277	116 736	123 535
Construction	H0	930,9	110 061	110 139	108 816	221 898	143 640	99 896	92 977
Commerce et réparation automobile	J1	310,4	109 655	111 988	97 319	198 147	135 445	95 094	89 431
Commerce de gros	J2	774,3	139 715	150 128	114 860	262 611	141 873	97 996	91 526
Commerce de détail, réparations	J3	823,5	99 852	111 092	89 059	177 798	113 428	80 675	87 495
Transports	K0	819,6	123 153	125 305	112 486	247 776	144 986	106 939	103 110
Activités financières	L0	563,2	173 308	212 449	136 178	276 834	145 925	123 360	118 801
Activités immobilières	M0	177,6	124 938	142 560	106 435	241 567	135 953	94 349	88 651
Postes et télécommunications	N1	415,9	137 561	145 520	124 790	209 879	143 020	118 849	115 707
Conseils et assistance	N2	826,6	176 081	205 537	132 835	263 594	137 536	102 655	101 018
Services opérationnels	N3	540,1	105 230	108 811	98 073	243 708	125 911	86 135	84 985
Recherche et développement	N4	107,2	184 900	204 806	154 071	226 220	141 091	114 116	112 103
Hôtels et restaurants	P1	395,3	94 810	100 534	85 679	150 268	112 892	81 669	86 994
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	137,0	152 905	168 075	129 572	236 327	156 795	97 880	106 054
Services personnels et domestiques	P3	86,4	85 127	103 413	77 565	139 878	107 408	76 187	79 184
Éducation	Q1	118,4	125 597	145 066	108 216	201 918	120 797	88 177	87 061
Santé, action sociale	Q2	1 343,4	120 114	129 126	116 396	214 709	139 792	99 800	75 225
Administration publique	R1	230,3	135 177	162 006	123 253	213 381	131 295	107 509	107 863
Activités associatives et extra-territoriales	R2	130,0	129 540	147 718	115 185	208 419	126 498	99 682	91 972
Non renseigné		1,3	106 211	112 530	95 038	175 968	142 570	86 991	93 212
Ensemble		**12 235,4**	**128 525**	**137 810**	**111 967**	**243 070**	**140 034**	**98 453**	**95 512**

(1) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail), hors apprentis et stagiaires.
(2) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles.

TABLEAU C.03-7A

Répartition des salaires, nets de prélévements (1) du secteur privé et semi-public (2)

Année 1998 : Salariés à temps complet hors apprentis et stagiaires

Source : INSEE (exploitation des DADS) — *Unité :* Francs courants

	Salaire annuel (3)			Salaire horaire (4)		
	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes
1er décile D 1 (10%)	71 912	65 789	69 283	35,89	33,80	35,02
1er quartile Q1 (25 %)	86 064	77 991	82 961	42,58	39,35	41,35
Médiane D5 (50 %)	110 891	100 088	106 766	54,86	50,03	53,04
3ème quartile Q3 (75%)	153 844	130 280	144 035	76,38	64,87	71,69
9ème décile D9 (90%)	228 008	170 301	204 467	113,52	84,46	101,73
95ème centile (95%)	302 222	203 750	268 334	150,33	101,31	133,57
99ème centile (99%)	532 277	321 466	470 302	265,12	159,91	233,50
D 9 / D 1	3,17	2,59	2,95	3,16	2,50	2,90
(D9 - D1) / D5	1,41	1,04	1,27	1,42	1,01	1,26
Salaire moyen	137 810	111 967	128 525	68,47	56,09	64,04

(1) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er février 1996).
(2) Ce tableau n'est pas directement comparable au tableau C03-7B; les champs sont différents, il s'agit ici d'estimations (actualisation des DADS 1997).
(3) Le salaire annuel de la moitié des salariés est inférieur à 106 766F en 1998. Celui d'un quart d'entre eux n'atteint pas 82 961F.
(4) Le salaire horaire de la moitié des salariés est inférieur à 53,04F en 1998. Celui d'un quart d'entre eux n'atteint pas 41,35F.

TABLEAU C.03-7B

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélévements (1), dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux (2)

Salariés à temps complet y compris stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS de 1996,1997, 1998 — *Unité :* Francs courants

	1996			1997			1998		
Déciles	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
D 1	65 644	60 292	**63 227**	67 293	61 930	**64 859**	68 670	63 810	**66 390**
D 2	76 062	68 869	**73 112**	77 854	70 702	**74 931**	79 350	72 590	**76 560**
D 3	85 167	76 620	**81 940**	87 017	78 511	**83 812**	88 520	80 410	**85 450**
D 4	94 638	85 213	**91 178**	96 569	87 140	**93 133**	98 120	89 110	**94 800**
D 5	105 076	94 662	**101 109**	107 293	96 758	**103 288**	109 040	98 730	**105 110**
D 6	117 542	104 982	**112 528**	120 016	107 370	**114 956**	122 020	109 560	**117 060**
D 7	134 544	116 745	**126 968**	137 144	119 340	**129 677**	139 560	121 880	**132 160**
D 8	161 381	132 823	**149 780**	164 423	135 958	**152 973**	167 400	138 880	**156 040**
D 9	218 005	162 949	**195 363**	221 485	166 476	**198 740**	224 950	169 670	**202 270**
D 9/D 1	3,32	2,70	**3,09**	3,29	2,69	**3,06**	3,28	2,66	**3,05**

(1) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er février 1996).
(2) Les résultats de ce tableau sont définitifs et exhaustifs; ils ne sont pas directement comparables avec ceux du tableau C03-7A et les champs sont différents.

TABLEAU C.03-8A

Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations des salariés, CSG et CRDS (1)

Source : INSEE

% du salaire brut

	Taux moyen (salariés à temps complet du secteur privé)	Taux de cotisation sur la partie du salaire...			Plafond Sécurité sociale (mensuel brut en F)
		...inférieure au plafond de la sécurité sociale	...comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	...comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	
1988	16,0	17,0	12,3	9,3	10 030
1989	16,7	18,0	12,4	9,4	10 440
1990	16,7	18,0	12,5	9,5	10 920
1991	17,0	18,4	13,9	10,9	11 480
1992	17,7	19,0	14,6	11,5	12 010
1993	18,7	20,0	15,6	12,1	12 485
1994	19,7	20,9	17,2	13,4	12 760
1995	20,1	20,9	18,1	14,2	12 995
1996	20,9	21,6	19,1	15,2	13 435
1997	20,5 *r*	21,4	19,2	15,6	13 720
1998	20,0 *r*	20,8	19,0	15,4	14 090
1999	20,3	21,0	19,7	16,0	14 470

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale, celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, à la CSG et à la CRDS.

TABLEAU C.03-8B

Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations patronales (1)

Source : INSEE

% du salaire brut

	Taux de cotisation pour un salaire égal au SMIC	Taux de cotisation sur la partie du salaire...		
		...inférieure au plafond de la sécurité sociale (2) (non cadres)	...comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	...comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)
1988	40,1	40,1	27,7	15,3
1989	39,1	39,1	31,4	18,8
1990	37,9	37,9	35,1	22,3
1991	37,9	37,9	35,0	29,3
1992	38,5	38,5	35,6	29,7
1993	36,5	39,2	36,3	29,7
1994	34,2	39,6	37,6	31,1
1995	29,8	39,6	38,5	32,7
1996	21,8	40,0	39,1	33,3
1997	21,9	40,1	39,5	34,0
1998	22,3	40,5	40,2	34,6
1999	22,6	40,8	40,8	35,3

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale hors accidents de travail (taux variable), celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, au fonds de garantie des salaires, à la construction, à l'allocation logement, à la taxe d'apprentissage et à la formation professionnelle.
(2) Hors mesures d'allégements de charges patronales sur les bas salaires, mises en place à partir de juillet 1993.

TABLEAU C.03-9

Salaire minimum de croissance SMIC

Moyennes annuelles

Source : Journal officiel — *Unité :* Franc par heure

	1995	1996	1997	1998	1999
Métropole :					
SMIC brut (1)	36,27	37,57	38,67	39,83	40,47
Minimum garanti brut	17,56	17,95	18,16	18,31	18,43
Départements d'outre-mer :					
Antilles, Guyane, Réunion (SMIC brut) (1)	33,53	37,57	38,67	39,83	40,47
Métropole :					
SMIC net (2)	28,85	29,44	30,41	31,56	31,97

(1) Au 1er juillet 2000, le montant horaire brut est de 42,02 F.
(2) Au 1er juillet 2000, le montant horaire net est de 33,19 F (CSG et CRDS déduites).

TABLEAU C.03-10

Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES), enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO) %

Activités économiques (NES 16, NES 36) Champ ACEMO : ensemble des secteurs non agricoles, hors administration, personnel domestique et travail temporaire	NES 16	NES 36	1995	1996	1997	1998	1999
Industries agro-alimentaires	**EB**		**15,7**	**15,6**	**20,4**	**20,2**	**20,7**
Industries des biens de consommation	**EC**		**12,3**	**10,0**	**13,6**	**12,7**	**10,7**
Habillement , cuir		C1	29,5	26,1	34,5	30,9	24,9
Édition, imprimerie, reproduction		C2	3,6	3,9	5,8	5,9	5,4
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	1,5	1,9	2,4	2,1	2,3
Industries des équipements du foyer		C4	11,9	8,8	12,1	12,3	10,8
Industrie automobile	**ED**		**1,1**	**0,8**	**1,1**	**1,3**	**1,2**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**3,5**	**2,9**	**4,0**	**3,8**	**4,2**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	1,6	1,2	2,0	1,9	2,6
Industries des équipements mécaniques		E2	3,9	3,4	4,9	4,5	4,4
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	4,0	3,0	3,7	3,7	4,9
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**8,2**	**6,5**	**8,7**	**8,3**	**7,1**
Industries des produits minéraux		F1	7,4	6,7	8,5	7,8	6,6
Industrie textile		F2	16,5	14,7	20,8	19,4	16,3
Industries du bois et du papier		F3	11,6	8,3	11,8	11,6	10,3
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	6,0	4,4	5,7	6,2	5,0
Métallurgie et transformation des métaux		F5	6,8	5,4	7,5	6,5	5,7
Industries des composants électriques et électroniques		F6	6,9	5,8	6,4	6,9	5,6
Énergie	**EG**		**0,3**	**0,2**	**0,2**	**0,2**	**0,2**
Production de combustibles et de carburants		G1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1
Eau, gaz, électricité		G2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Construction	**EH**		**7,2**	**7,6**	**9,0**	**9,4**	**11,7**
Commerce	**EJ**		**16,0**	**14,9**	**19,9**	**16,2**	**15,7**
Commerce et réparations automobiles		J1	11,9	12,3	14,1	14,1	15,3
Commerce de gros		J2	8,6	8,1	9,7	9,5	8,9
Commerce de détail		J3	22,6	20,0	28,1	21,0	20,5
Transports	**EK**		**5,2**	**5,8**	**9,1**	**6,4**	**5,9**
Activités financières	**EL**		**1,9**	**2,4**	**2,7**	**2,8**	**2,0**
Activités immobilières	**EM**		**12,9**	**13,7**	**16,3**	**16,7**	**15,5**
Services aux entreprises	**EN**		**7,1**	**5,9**	**15,4**	**11,6**	**12,2**
Postes et télécommunications		N1	...	...	...	...	0,8
Conseil et assistance		N2	4,1	4,1	4,7	4,3	6,5
Services opérationnels		N3	11,4	7,5	25,0	18,3	30,3
Recherche et développement		N4	1,4	1,7	1,3	1,4	1,3
Services aux particuliers	**EP**		**32,3**	**33,6**	**36,5**	**36,5**	**32,7**
Hôtels et restaurants		P1	37,8	41,0	45,6	45,4	38,9
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	17,7	16,5	15,0	16,0	17,4
Services personnels et domestiques		P3	29,9	28,8	31,1	31,0	34,6
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**12,5**	**9,3**	**11,1**	**10,8**	**14,2**
Éducation		Q1	11,1	7,8	7,8	8,0	10,2
Santé, action sociale		Q2	12,9	9,6	11,8	11,4	14,9
Administration (activités associatives)		R2	9,3	11,2	14,6	16,2	24,7
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**11,2**	**10,7**	**14,1**	**12,4**	**12,8**
Regroupements spéciaux							
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG	RS1	8,2	7,1	9,3	8,6	8,2
Industries mécanique et électrique		IME	...	...	...	...	...
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH	RS5	...	...	...	...	9,0
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER	RS6	13,4	12,7	16,8	14,5	14,9

TABLEAU C.03-11

Gains bruts moyens mensuels selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socio-professionnelle

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (Enquête annuelle ACEMO) — *Unité :* Franc

Activité économique	NES 16	Établissements de moins de 10 salariés septembre 1998			Établissements de 10 salariés et plus moyenne 1998		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Gains mensuels des ouvriers		**9 020**	**8 110**	**8 910**	**10 960**	**8 840**	**10 580**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	9 290	7 980	9 130	11 410	9 050	10 850
Construction	EH	8 880	8 410	8 880	10 620	9 340	10 610
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	9 040	8 000	8 980	11 220	9 050	10 810
Transports (y compris SNCF)	EK	9 180	7 970	9 150	10 910	9 300	10 850
Commerce	EJ	8 930	8 080	8 830	9 900	8 670	9 770
Ensemble des services	EL à ER	9 020	8 180	8 690	10 290	8 070	9 510
Gains mensuels des employés		**9 820**	**9 210**	**9 410**	**10 970**	**10 180**	**10 450**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	10 210	8 610	9 130	12 880	11 270	11 710
Construction	EH	9 750	8 660	9 170	12 970	11 340	11 640
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	10 080	8 620	9 130	12 890	11 280	11 700
Transports (y compris SNCF)	EK	9 330	9 270	9 300	12 120	10 740	11 350
Commerce	EJ	9 690	8 910	9 190	9 880	8 980	9 240
Ensemble des services	EL à EN, EP à ER	9 900	9 470	9 590	10 830	10 450	10 600
Gains mensuels des professions intermédiaires		**12 490**	**12 000**	**12 300**	**16 130**	**13 880**	**15 350**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	12 370	11 530	12 250	16 720	14 680	16 260
Construction	EH	12 120	9 780	11 800	16 210	14 630	16 080
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	12 280	10 890	12 090	16 650	14 680	16 240
Transports (y compris SNCF)	EK	13 020	10 980	11 910	15 600	13 910	15 160
Commerce	EJ	12 540	12 130	12 440	15 200	12 640	14 410
Ensemble des services	EL à ER	12 550	12 110	12 320	13 790	13 920	14 990
Gains mensuels des cadres		**19 200**	**15 740**	**18 210**	**28 670**	**22 490**	**27 250**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	17 580	14 830	17 070	29 000	23 320	28 030
Construction	EH	14 560	13 430	14 480	28 780	22 220	28 250
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	16 300	14 550	16 060	28 970	23 270	28 040
Transports (y compris SNCF)	EK	16 070	15 270	15 900	26 720	20 550	25 740
Commerce	EJ	18 040	14 990	17 070	28 920	21 800	27 370
Ensemble des services	EL à ER	21 590	16 450	19 920	22 250	22 470	26 910
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**12 130**	**10 260**	**11 350**	**14 970**	**11 940**	**13 950**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	11 200	9 220	10 630	14 960	11 640	14 060
Construction	HE	9 670	9 350	9 650	12 650	12 500	12 630
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	10 350	9 240	10 160	14 540	11 690	13 850
Transports (y compris SNCF)	EK	10 660	10 370	10 590	13 000	12 050	12 840
Commerce	EJ	12 100	10 080	11 240	13 800	10 310	12 380
Ensemble des services	EL à ER	14 410	10 540	12 210	17 340	12 790	15 150

TABLEAU C.03-12A

Les gains bruts moyens selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1998

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquête annuelle ACEMO)

Activités économiques	NES 16	Gain moyen en 1998 (francs)	Décomposition de la masse salariale (%) Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes	**Total**
Gains mensuels des ouvriers		**10 580**	**84,3**	**1,7**	**14,0**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	10 850	81,3	1,5	17,2	100,0
Construction	EH	10 610	89,6	2,1	8,3	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	10 810	83,3	1,6	15,1	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	10 850	79,2	5,6	15,2	100,0
Commerce	EJ	9 770	85,1	1,0	13,9	100,0
Ensemble des services	EL à ER	9 510	85,2	1,0	13,8	100,0
Gains mensuels des employés		**10 450**	**86,8**	**0,7**	**12,5**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	11 710	85,2	0,6	14,2	100,0
Construction	EH	11 640	93,3	0,4	6,3	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	11 700	86,9	0,6	12,5	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	11 350	86,3	0,7	13,0	100,0
Commerce	EJ	9 240	88,5	1,2	10,3	100,0
Ensemble des services	EL à ER	10 600	86,0	0,4	13,6	100,0
Gains mensuels des professions intermédiaires		**15 350**	**85,3**	**0,7**	**14,0**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	16 260	83,3	0,8	15,9	100,0
Construction	EH	16 080	92,4	0,4	7,2	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	16 240	85,2	0,8	14,0	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	15 160	85,7	1,1	13,2	100,0
Commerce	EJ	14 410	85,7	0,6	13,7	100,0
Ensemble des services	EL à ER	14 990	85,2	0,4	14,4	100,0
Gains mensuels des cadres		**27 250**	**87,6**	**0,2**	**12,2**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	28 030	88,9	0,1	11,0	100,0
Construction	EH	28 250	91,8	0,1	8,1	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	28 040	89,6	0,1	10,3	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	25 740	87,3	0,1	12,6	100,0
Commerce	EJ	27 370	87,2	0,3	12,5	100,0
Ensemble des services	EL à ER	26 910	84,9	0,1	15,0	100,0
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**13 950**	**85,6**	**0,9**	**13,5**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	14 060	83,9	1,0	15,1	100,0
Construction	EH	12 630	90,5	1,2	8,3	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	13 850	85,3	1,0	13,7	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	12 840	84,7	2,0	13,3	100,0
Commerce	EJ	12 380	87,1	1,0	11,9	100,0
Ensemble des services	EL à ER	15 150	85,3	0,5	14,2	100,0

TABLEAU C.03-12B

Les gains bruts mensuels moyens et leur décomposition, selon le secteur d'activité de l'établissement

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1998

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité DARES (enquête annuelle ACEMO)

Activités économiques	NES 16	NES 36	Gain moyen en 1998 (francs)	Décomposition de la masse salariale (%) Salaire brut	Heures supplémentaires	Primes	Total
Industries agro-alimentaires	**EB**		**12 130**	**84,4**	**0,9**	**14,7**	**100,0**
Industries des biens de consommation	**EC**		**13 830**	**85,8**	**1,0**	**13,2**	**100,0**
Habillement , cuir		C1	10 260	92,6	0,4	7,0	100,0
Édition, imprimerie, reproduction		C2	15 770	84,4	2,2	13,4	100,0
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	17 670	84,2	0,4	15,4	100,0
Industries des équipements du foyer		C4	11 880	84,8	0,6	14,6	100,0
Industrie automobile	**ED**		**14 250**	**80,5**	**1,5**	**18,0**	**100,0**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**15 580**	**85,5**	**0,8**	**13,7**	**100,0**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	17 600	81,7	0,8	17,5	100,0
Industries des équipements mécaniques		E2	13 880	85,3	1,2	13,5	100,0
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	17 450	87,2	0,4	12,4	100,0
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**13 290**	**83,3**	**1,0**	**15,7**	**100,0**
Industries des produits minéraux		F1	13 110	82,7	1,0	16,3	100,0
Industrie textile		F2	10 900	89,7	0,7	9,6	100,0
Industries du bois et du papier		F3	12 490	83,3	1,0	15,7	100,0
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	14 510	81,2	0,9	17,9	100,0
Métallurgie et transformation des métaux		F5	13 030	82,9	1,3	15,8	100,0
Industries des composants électriques et électroniques		F6	14 120	85,4	0,6	14,0	100,0
Énergie	**EG**		**19 090**	**80,0**	**1,2**	**18,8**	**100,0**
Production de combustibles et de carburants		G1	19 090	73,5	1,5	25,0	100,0
Eau, gaz, électricité		G2	...	81,5	1,1	17,4	100,0
Construction	**EH**		**12 630**	**90,5**	**1,2**	**8,3**	**100,0**
Commerce	**EJ**		**12 380**	**87,1**	**1,0**	**11,9**	**100,0**
Commerce et réparations automobiles		J1	12 290	85,0	0,7	14,3	100,0
Commerce de gros		J2	14 680	86,3	0,6	13,1	100,0
Commerce de détail		J3	10 160	89,2	1,7	9,1	100,0
Transports	**EK**		**12 840**	**84,7**	**2,0**	**13,3**	**100,0**
Activités financières	**EL**		**18 020**	**78,5**	**0,2**	**21,3**	**100,0**
Activités immobilières	**EM**		**13 530**	**85,0**	**0,6**	**14,4**	**100,0**
Services aux entreprises	**EN**		**15 340**	**88,8**	**0,7**	**10,5**	**100,0**
Postes et télécommunications		N1	...	...	...	...	...
Conseil et assistance		N2	18 890	89,3	0,2	10,5	100,0
Services opérationnels		N3	10 750	88,1	1,9	10,0	100,0
Recherche et développement		N4	19 860	83,3	0,4	16,3	100,0
Services aux particuliers	**EP**		**12 600**	**89,4**	**0,9**	**9,7**	**100,0**
Hôtels et restaurants		P1	10 300	89,6	1,0	9,4	100,0
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	17 380	88,7	0,8	10,5	100,0
Services personnels et domestiques		P3	10 130	93,0	0,8	6,2	100,0
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**13 340**	**86,8**	**0,7**	**12,5**	**100,0**
Éducation		Q1	...	...	...	...	...
Santé, action sociale		Q2	13 340	86,1	0,6	13,3	100,0
Administration (activités associatives)		R2	9 100	88,1	0,1	11,8	100,0
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**13 950**	**85,6**	**0,9**	**13,5**	**100,0**

TABLEAU C.03-13

Évolution annuelle du salaire horaire de base des ouvriers selon l'activité économique

De décembre à décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle ACEMO sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activités économiques	NES 16	NES 36	1997/1996	1998/1997	1999/1998
Industries agro-alimentaires	**EB**		**2,8**	**2,0**	**3,2**
Industries des biens de consommation	**EC**		**2,8**	**2,0**	**3,2**
Habillement , cuir		C1	3,2	2,0	3,6
Édition, imprimerie, reproduction		C2	1,5	1,7	2,3
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	3,0	2,5	2,2
Industries des équipements du foyer		C4	2,7	1,9	3,9
Industrie automobile	**ED**		**2,5**	**1,4**	**7,7**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**2,4**	**2,2**	**2,9**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	1,9	3,1	4,0
Industries des équipements mécaniques		E2	2,5	2,1	2,7
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	2,4	1,7	3,2
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**2,6**	**1,7**	**2,5**
Industries des produits minéraux		F1	2,3	2,1	2,0
Industrie textile		F2	3,0	1,6	2,1
Industries du bois et du papier		F3	2,6	2,0	2,9
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	2,6	1,6	1,8
Métallurgie et transformation des métaux		F5	2,4	1,8	2,6
Industries des composants électriques et électroniques		F6	2,8	1,2	3,6
Énergie	**EG**		**2,4**	**0,9**	**5,9**
Production de combustibles et de carburants		G1	2,6	1,0	4,2
Eau, gaz, électricité		G2	2,4	0,9	5,9
Construction	**EH**		**2,4**	**1,8**	**2,8**
Commerce	**EJ**		**2,9**	**2,1**	**3,6**
Commerce et réparations automobiles		J1	2,4	1,6	3,9
Commerce de gros		J2	2,7	1,9	3,6
Commerce de détail		J3	3,6	2,7	3,0
Transports	**EK**		**2,4**	**1,7**	**2,9**
Activités financières	**EL**		**...**	**...**	**0,6**
Activités immobilières	**EM**		**4,1**	**1,3**	**3,2**
Services aux entreprises	**EN**		**2,2**	**2,3**	**4,3**
Postes et télécommunications		N1	...	...	1,9
Conseil et assistance		N2	3,1	0,8	2,4
Services opérationnels		N3	2,1	2,4	6,3
Recherche et développement		N4	...	...	2,0
Services aux particuliers	**EP**		**3,9**	**2,4**	**3,3**
Hôtels et restaurants		P1	4,4	2,4	3,5
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	2,7	2,8	2,1
Services personnels et domestiques		P3	2,8	2,1	2,5
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**1,9**	**2,3**	**2,5**
Éducation		Q1	...	...	3,4
Santé, action sociale		Q2	1,7	2,1	2,4
Administration (activités associatives)		R2	...	...	4,9
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**2,6**	**1,9**	**3,4**
Regroupements spéciaux					
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG		2,6	1,8	3,3
Industries mécanique et électrique			2,5	1,8	4,1
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH		2,6	1,8	3,2
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER		2,6	2,1	3,7
Ventilation par qualification					
Ouvriers peu qualifiés			2,8	...	...
Ouvriers qualifiés			2,4	...	...

TABLEAU C.03-14

Évolution annuelle du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés selon l'activité économique

De décembre à décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle ACEMO sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activités économiques	NES 16	NES 36	1997/1996	1998/1997	1999/1998
Industries agro-alimentaires	**EB**		**2,1**	**1,5**	**1,3**
Industries des biens de consommation	**EC**		**2,2**	**1,6**	**1,8**
Habillement , cuir		C1	2,7	1,9	1,4
Édition, imprimerie, reproduction		C2	1,5	1,3	1,7
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	2,4	1,5	2,0
Industries des équipements du foyer		C4	2,1	1,7	2,1
Industrie automobile	**ED**		**2,2**	**1,2**	**1,5**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**1,9**	**1,6**	**2,1**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	1,9	2,2	2,4
Industries des équipements mécaniques		E2	1,9	1,7	1,8
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	2,1	0,9	2,6
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**2,3**	**1,6**	**1,7**
Industries des produits minéraux		F1	1,9	1,9	1,5
Industrie textile		F2	2,5	1,4	1,0
Industries du bois et du papier		F3	2,5	1,6	1,7
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	2,5	1,5	1,5
Métallurgie et transformation des métaux		F5	2,1	1,6	1,9
Industries des composants électriques et électroniques		F6	1,4	1,6	2,2
Énergie	**EG**		**1,5**	**0,4**	**1,1**
Production de combustibles et de carburants		G1	1,6	1,5	2,7
Eau, gaz, électricité		G2	1,4	0,2	0,9
Construction	**EH**		**2,0**	**1,8**	**1,9**
Commerce	**EJ**		**2,4**	**1,7**	**1,6**
Commerce et réparations automobiles		J1	1,9	1,5	2,2
Commerce de gros		J2	2,4	1,6	1,9
Commerce de détail		J3	2,5	1,9	1,1
Transports	**EK**		**2,1**	**1,7**	**1,5**
Activités financières	**EL**		**1,1**	**1,9**	**1,0**
Activités immobilières	**EM**		**2,3**	**1,2**	**1,8**
Services aux entreprises	**EN**		**1,7**	**2,1**	**1,7**
Postes et télécommunications		N1	...	...	2,0
Conseil et assistance		N2	1,5	1,4	2,3
Services opérationnels		N3	1,8	2,6	1,0
Recherche et développement		N4	1,3	1,8	1,2
Services aux particuliers	**EP**		**2,4**	**2,0**	**2,2**
Hôtels et restaurants		P1	2,0	2,0	2,3
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	3,3	2,3	2,0
Services personnels et domestiques		P3	3,0	1,3	1,9
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**1,2**	**1,6**	**1,1**
Éducation		Q1	0,9	1,5	2,1
Santé, action sociale		Q2	1,4	1,7	1,0
Administration (activités associatives)		R2	...	...	2,3
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**2,0**	**1,7**	**1,6**
Regroupements spéciaux					
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG		2,1	1,5	1,7
Industries mécanique et électrique			2,0	1,5	2,0
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH		2,1	1,5	1,7
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER		2,0	1,8	1,6

TABLEAU C.03-15A

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Non compris Défense, France entière

Année 1998 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Unité : Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**695 264**	**195,4**	**217,2**	**174,4**	**196,4**	**218,6**	**175,6**	**171,2**	**192,0**	**140,3**
Cadres	**112 163**	**253,2**	**269,0**	**219,1**	**256,2**	**271,6**	**223,0**	**226,7**	**246,6**	**187,2**
Personnels de direction (3)	7 786	431,8	443,6	385,1	433,3	445,2	386,0	392,1	399,9	361,4
Magistrats	5 230	300,2	313,5	286,4	300,3	313,6	286,4	228,0	225,4	234,7
Cadres administratifs	73 336	233,2	248,6	205,6	235,5	250,2	208,6	216,6	236,2	185,7
Cadres techniques	25 203	246,5	257,6	204,2	246,8	257,6	206,6	244,1	257,6	175,7
Officiers (non généraux)	608	244,7	245,8	196,5	244,7	245,8	196,5	///	///	///
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	**583 101**	**184,3**	**202,2**	**169,4**	**185,8**	**204,2**	**170,7**	**133,1**	**146,9**	**116,1**
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	61 862	228,5	242,7	195,3	250,5	262,1	220,4	124,1	133,2	110,1
Personnels de direction du secondaire (4)	29 421	214,3	232,6	191,7	215,5	232,8	193,7	101,7	105,6	101,2
Professeurs agrégés et certifiés (5)	484 649	176,0	189,7	166,2	176,4	190,2	166,7	129,7	144,3	118,9
Professions intermédiaires	**438 810**	**139,5**	**142,3**	**137,5**	**145,7**	**149,0**	**143,5**	**102,6**	**109,1**	**96,5**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés (6)	267 718	137,0	136,9	137,0	147,4	153,2	145,3	95,2	96,9	93,8
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	57 940	141,6	145,5	138,3	169,1	174,6	164,6	111,8	114,7	109,4
Instituteurs et assimilés	184 090	143,8	146,7	142,9	144,0	146,9	143,0	118,3	116,3	119,0
Professions de la santé et du travail social, clergé	12 579	131,5	134,7	129,9	133,4	137,5	131,5	95,2	96,5	94,2
Professions intermédiaires administratives, police	94 829	152,1	163,4	142,9	152,4	163,7	143,2	142,6	153,5	134,7
Professions intermédiaires techniques	30 538	149,8	152,2	137,3	149,7	152,0	137,7	151,0	153,9	131,4
Contremaîtres et agents de maîtrise	32 091	115,4	116,9	105,1	111,3	112,3	105,1	147,8	149,9	106,8
Sous-officiers	1 055	171,6	172,3	156,4	171,6	172,3	156,4	///	///	///
Employés et ouvriers	**432 062**	**112,3**	**120,4**	**102,8**	**114,1**	**122,1**	**104,6**	**92,0**	**99,5**	**84,7**
Employés et agents de service	253 106	103,5	106,0	102,4	106,0	110,2	104,4	82,6	80,6	83,8
dont : Employés	171 501	111,4	117,0	109,5	114,5	122,0	112,2	85,7	86,2	85,4
Personnels de service	75 069	88,0	93,2	85,3	88,1	93,2	85,4	85,6	94,6	82,6
Personnels de la police et des prisons	113 888	138,8	140,2	123,4	138,8	140,2	123,5	95,6	107,8	84,4
Militaires hommes du rang	186	102,4	103,5	73,6	130,8	131,3	85,2	51,0	49,2	71,0
Ouvriers	64 882	100,2	101,9	90,8	96,7	98,1	89,6	127,9	129,4	110,2
Toutes catégories	**1 566 136**	**156,8**	**169,3**	**145,1**	**160,4**	**173,2**	**148,7**	**115,2**	**128,4**	**101,3**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris, le cas échéant les officiers généraux en poste dans les ministères civils.
(4) Y compris personnels d'inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.
(6) Y compris maîtres d'internat et surveillants (tous non titulaires).

TABLEAU C.03-15B

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Non compris Défense, France entière

Année 1999 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**725 130**	**195,2**	**216,5**	**175,5**	**196,1**	**217,9**	**176,3**	**171,4**	**187,4**	**146,5**
Cadres	**113 164**	**253,2**	**268,1**	**222,0**	**257,2**	**271,9**	**226,2**	**219,1**	**235,2**	**187,5**
Personnels de direction (3)	7 753	433,7	444,4	392,3	436,0	447,0	393,5	379,8	384,0	364,5
Magistrats	5 590	306,4	319,6	292,9	306,5	319,8	292,9	195,8	193,1	205,7
Cadres administratifs	74 238	234,1	249,0	207,7	237,1	251,7	211,1	213,0	229,5	185,5
Cadres techniques	24 978	242,4	252,1	206,7	244,2	254,0	209,2	221,9	232,5	173,4
Officiers (non généraux)	606	247,8	248,7	212,3	247,8	248,7	212,3	///	///	///
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	**611 966**	**184,4**	**202,0**	**170,5**	**185,7**	**203,8**	**171,4**	**133,9**	**143,4**	**121,5**
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	63 096	229,2	243,4	196,8	250,1	261,8	220,9	125,7	134,9	111,9
Personnels de direction du secondaire (4)	30 829	217,2	236,1	195,1	218,3	236,4	196,9	101,4	105,0	101,0
Professeurs agrégés et certifiés (5)	512 211	176,6	190,2	167,3	176,8	190,4	167,4	152,4	161,4	142,7
Professions intermédiaires	**404 056**	**140,9**	**144,0**	**138,6**	**147,1**	**150,7**	**144,7**	**104,2**	**111,2**	**97,4**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés (6)	234 139	137,3	136,3	137,7	148,4	153,6	146,5	96,0	98,0	94,4
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	45 010	139,9	143,6	136,8	171,1	175,8	167,1	113,5	116,8	110,6
Instituteurs et assimilés	163 690	145,6	148,4	144,7	145,6	148,5	144,7	142,9	138,6	144,5
Professions de la santé et du travail social, clergé	12 998	132,3	136,3	130,5	134,0	138,9	131,8	98,7	100,7	97,1
Professions intermédiaires administratives, police	95 575	153,8	164,7	144,9	154,2	165,2	145,3	142,2	151,2	136,0
Professions intermédiaires techniques	30 427	151,9	154,4	139,2	151,6	153,8	139,9	156,8	161,1	129,1
Contremaîtres et agents de maîtrise	29 866	119,1	120,7	107,7	114,3	115,5	107,2	155,6	156,4	128,4
Sous-officiers	1 051	173,6	174,4	155,5	173,6	174,4	155,5	///	///	///
Employés et ouvriers	**437 561**	**113,4**	**121,0**	**104,3**	**115,7**	**123,3**	**106,5**	**90,4**	**96,5**	**83,8**
Employés et agents de service	254 785	104,7	106,7	103,9	108,2	112,8	106,4	81,3	79,2	82,8
dont : Employés	167 380	114,0	120,2	111,9	116,9	124,6	114,4	88,0	89,4	87,4
Personnels de service	75 447	89,6	95,4	86,6	89,8	95,4	86,8	86,2	94,2	82,8
Personnels de la police et des prisons	114 859	139,1	140,6	124,0	139,1	140,6	124,0	99,8	105,3	92,5
Militaires hommes du rang	186	104,3	105,4	75,2	133,0	133,5	86,6	52,1	50,3	72,5
Ouvriers	67 731	102,3	104,1	92,6	98,8	100,3	91,2	132,1	132,9	121,5
Toutes catégories	**1 566 746**	**158,3**	**170,2**	**147,3**	**162,2**	**174,4**	**150,9**	**114,1**	**125,5**	**101,6**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris, le cas échéant les officiers généraux en poste dans les ministères civils.
(4) Y compris personnels d'inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.
(6) Y compris maîtres d'internat et surveillants (tous non titulaires).

TABLEAU C.03-16A

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État (2) par profession, statut et sexe

Non compris Défense

Année 1998 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Unité : Millier de francs

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**664 548**	**190,0**	**16,8**	**16,8**	**17,7**	**20,5**	**12,9**
Cadres	**105 810**	**241,7**	**37,8**	**40,4**	**14,8**	**40,3**	**31,9**
dont : Personnels de direction	7 315	410,7	**41,4**	42,5	14,1	43,2	34,3
Magistrats	5 025	294,0	**40,3**	40,3	34,2	41,7	38,8
Cadres administratifs	69 518	221,6	**34,4**	37,2	14,1	36,8	29,9
Cadres techniques	23 798	237,6	**45,1**	48,5	17,0	47,2	36,3
Officiers (non généraux)	154	223,3	**25,3**	25,3	///	25,6	21,5
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	**558 738**	**180,2**	**12,5**	**12,4**	**21,0**	**14,6**	**10,6**
dont : Enseignants du supérieur ou chercheurs	61 162	226,9	**10,9**	11,3	7,0	11,4	9,5
Directeurs et inspecteurs du secondaire	28 115	208,9	**11,8**	11,8	6,0	13,3	9,6
Professeurs agrégés et certifiés (3)	464 815	172,2	**12,8**	12,5	76,9	15,6	10,7
Professions intermédiaires	**414 251**	**135,0**	**14,7**	**15,1**	**11,9**	**18,3**	**12,3**
dont : Instituteurs, Professeurs de collèges et assimilés	250 476	132,0	**9,9**	9,8	10,3	10,6	9,6
dont : Professeurs de collége et maîtres auxiliaires	51 729	133,3	**14,1**	13,5	15,0	14,5	13,8
Instituteurs et assimilés	173 721	139,7	**9,2**	9,2	10,1	9,6	9,0
Santé, travail social, clergé	12 071	128,6	**11,9**	12,1	8,1	13,9	10,9
Professions intermédiaires administratives, police	90 642	146,9	**25,4**	25,8	10,8	29,7	21,8
Professions intermédiaires techniques	29 594	147,8	**24,5**	26,4	7,3	25,0	21,3
Contremaîtres et agents de maîtrise	31 295	114,2	**15,6**	13,0	34,0	16,5	9,9
Sous-officiers	173	191,4	**59,4**	59,4	///	60,9	18,0
Employés et ouvriers	**412 499**	**109,4**	**20,6**	**21,0**	**14,5**	**25,1**	**14,8**
dont : Employés et agents de service	239 143	99,4	**15,2**	15,9	8,1	18,4	14,1
dont : Employés	160 791	106,3	**18,8**	19,8	7,3	23,9	17,1
Personnels de service	72 030	86,2	**6,8**	6,8	6,6	10,2	5,0
Personnels de la police et des prisons	110 922	136,8	**33,4**	33,4	51,9	33,2	36,0
Militaires hommes du rang	15	100,9	**49,8**	62,1	43,3	50,3	48,3
Ouvriers	62 419	98,8	**13,4**	10,8	32,0	14,6	6,5
Ensemble	**1 491 299**	**152,4**	**17,0**	**17,2**	**14,2**	**21,0**	**13,0**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.
(3) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-16B

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État (2) par profession, statut et sexe

Non compris.Défense

Année 1999 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité :* Millier de francs

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1) Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**694 060**	**190,5**	**15,3**	**15,4**	**12,9**	**18,8**	**11,7**
Cadres	**107 577**	**243,9**	**36,5**	**39,3**	**13,1**	**38,8**	**31,3**
dont : Personnels de direction	7 333	415,0	**39,5**	40,8	14,3	41,0	33,9
Magistrats	5 381	300,4	**39,6**	39,6	28,3	41,0	38,1
Cadres administratifs	70 563	224,5	**33,9**	37,2	11,7	36,2	29,4
Cadres techniques	24 147	236,4	**41,9**	44,4	18,3	43,5	35,3
Officiers (non généraux)	152	223,9	**27,2**	27,2	///	27,8	20,9
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	**586 484**	**180,7**	**11,1**	**11,1**	**12,8**	**12,9**	**9,4**
dont : Enseignants du supérieur ou chercheurs	62 348	227,5	**9,5**	9,7	8,0	9,9	8,5
Directeurs et inspecteurs du secondaire	29 519	212,5	**11,1**	11,2	5,5	12,6	9,2
Professeurs agrégés et certifiés (3)	489 314	172,6	**11,2**	11,2	15,5	13,7	9,4
Professions intermédiaires	**381 230**	**136,5**	**15,4**	**15,8**	**12,3**	**19,1**	**12,8**
dont : Instituteurs, Professeurs de collèges et assimilés	219 093	132,4	**10,0**	10,0	10,2	10,6	9,8
dont : Professeurs de collége et maîtres auxiliaires	40 236	132,1	**14,0**	12,6	15,6	14,4	13,7
Instituteurs et assimilés	154 071	141,3	**9,7**	9,7	10,2	10,0	9,5
Santé, travail social, clergé	12 392	129,2	**11,5**	11,6	9,2	13,8	10,4
Professions intermédiaires administratives, police	91 079	148,9	**25,9**	26,3	11,5	30,3	22,3
Professions intermédiaires techniques	29 424	149,7	**23,9**	25,0	11,4	24,4	20,8
Contremaîtres et agents de maîtrise	29 072	117,8	**17,3**	14,4	36,4	18,2	10,7
Sous-officiers	170	193,6	**59,0**	59,0	///	60,6	17,8
Employés et ouvriers	**417 335**	**110,5**	**20,4**	**21,0**	**12,8**	**24,7**	**14,9**
dont : Employés et agents de service	240 437	100,8	**15,4**	16,4	6,4	18,3	14,2
dont : Employés	156 842	109,1	**19,4**	20,4	7,2	24,9	17,6
Personnels de service	71 975	87,5	**7,1**	6,9	11,6	10,7	5,3
Personnels de la police et des prisons	111 768	137,2	**32,7**	32,7	35,3	32,6	34,8
Militaires hommes du rang	15	102,8	**48,9**	61,0	42,5	49,5	47,3
Ouvriers	65 116	100,9	**13,6**	11,0	34,5	14,9	6,5
Ensemble	**1 492 625**	**154,3**	**16,3**	**16,5**	**12,6**	**20,1**	**12,5**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.
(3) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-17

Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

Moyenne annuelle

Sources : INSEE, Journal officiel

Unité : Franc

	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Minimun mensuel de rémunération brute hors indemnité de résidence (1)	5 265	6 130	6 350	6 471	6 767	6 926
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) hors indemnité de résidence (1)	19 463	21 685	21 980	22 099	22 352	22 611
Rémunération mensuelle brute afférente à l'échelle lettre F avec indemnité de résidence de 3 % (3)	33 429	37 229	37 806	38 010	38 445	38 875

(1) Depuis 1991, à la rémunération de l'indice minimum s'ajoute l'indemnité différentielle qui met la rémunération effective au niveau du SMIC. Cette indemnité différentielle est nulle depuis le 1er avril 1998.
(2) Indice majoré à partir décembre 1999 = 820.
(3) Indice majoré à partir de décembre 1999 = 1 368.

TABLEAU C.03-18

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État

Champ : ensemble des agents des services civils de l'État

Source : INSEE (fichier de paie des agents de l'État)

Déciles (1)	1990			1997			1998		
	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
D1									
D2	74 770	67 470	**69 990**	90 600	83 740	**86 460**	92 020	86 180	**88 410**
D3	87 170	77 830	**81 730**	106 250	98 290	**101 460**	107 800	100 420	**103 530**
D4	100 070	87 560	**92 250**	119 060	108 340	**112 040**	120 930	111 330.	**114 680**
D5	111 040	96 750	**102 240**	132 710	117 080	**122 420**	134 480	120 060	**124 830**
D6	120 880	105 320	**111 800**	144 420	126 180	**133 810**	146 510	129 070	**136 390**
D7	130 720	114 290	**121 420**	157 820	136 860	**144 830**	160 280	139 600	**147 670**
D8	141 170	123 460	**131 470**	175 040	148 640	**158 770**	178 750	152 000	**161 990**
D9	159 030	134 200	**143 070**	200 880	164 110	**179 260**	204 980	168 000	**182 872**
D9 / D1	196 460	150 880	**172 880**	245 270	192 520	**216 430**	249 170	196 010	**219 880**
	2,63	2,24	**2,47**	2,71	2,30	**2,50**	2,71	2,27	**2,49**
Salaire net moyen	**129 040**	**107 810**	**117 260**	**159 310**	**134 500**	**145 230**	**162 000**	**137 580**	**148 120**

(1) En 1998, 10% des salariés à temps complet de la fonction publique ont un salaire annuel net de prélèvements inférieur à 88 410 francs, 20% inférieur à 103 530 francs, etc.

TABLEAU C.03-19

Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE

Ancien indice base 100 : Décembre 1969
Nouvel indice base 100 : Décembre 1991

	1990	Ancien Indice (1) 1992	Nouvel Indice (2) 1992	1996	1997	1998	1999
Indices bruts par catégorie :							
Catégorie A	522,1	550,1	101,5	109,7	110,3	111,6	113,0
Catégorie B	567,2	600,5	101,6	110,6	111,2	112,6	114,1
Catégorie C	593,4	629,5	///	///	///	///	///
Catégorie D	683,3	739,8	///	///	///	///	///
Catégories C + D	608,3	647,6	101,9	112,2	112,9	114,7	116,8
Indice brut d'ensemble	**570,0**	**603,8**	**101,6**	**110,6**	**111,2**	**112,6**	**114,1**
Indices nets par catégorie (3) :							
Catégorie A	480,5	509,1	101,5	107,2	108,2	110,6	111,9
Catégorie B	523,9	558,3	101,6	107,9	108,9	111,4	112,9
Catégorie C	552,6	591,0	///	///	///	///	///
Catégorie D	638,3	697,3	///	///	///	///	///
Catégories C + D	566,9	608,5	101,9	109,3	110,4	113,2	115,3
Indice net d'ensemble (3)	**527,7**	**562,8**	**101,6**	**107,9**	**108,9**	**111,4**	**112,9**

(1) À l'exception de certaines catégories de personnels, notamment les personnels de police, les gardiens de prison et les fonctionnaires hors échelle.
(2) L'indice mensuel des traitements de la Fonction publique d'État a été rénové en 1992; il est dorénavant calculé en base 100 décembre 1991. De plus, en application du plan Durafour, les agents de la catégorie D ont été progressivement intégrés dans la catégorie C à partir de 1990.
(3) Les traitements sont nets à la fois de cotisations sociales et de prélèvements fiscaux (CSG et CRDS).

TABLEAU C.03-20

Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 1996
établissements de 10 salariés et plus en 1992
établissements de 10 salariés et plus dans l'industrie et le bâtiment en 1984 et 1988
entreprises de 10 salariés et plus dans le commerce, les banques et les assurances en 1984 et 1988

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

%

Eléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment				Services (1)			
	1984	1988	1992	1996	1984	1988	1992	1996
Salaire, primes et épargne salariale	57,5	57,6	58,4	59,7	57,9	57,8	59,9	59,5
Congés payés et jours fériés chômés payés	9,4	9,4	9,0	8,0	8,7	8,6	7,6	6,6
Sécurité sociale	19,4	19,1	18,7	17,6	18,5	18,0	18,6	18,2
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	12,4	12,3	13,2	13,1	12,5	12,3	13,4	14,2
Allocations familiales	4,9	4,7	4,2	3,0	4,6	4,5	4,2	3,0
Autres charges (y compris accidents du travail)	2,1	2,1	1,3	1,5	1,4	1,3	1,0	1,0
Autres modes de protection sociale	8,7	8,9	9,2	9,0	8,3	9,1	9,0	8,7
dont : ASSEDICS	2,8	3,0	3,1	3,5	2,8	3,0	3,1	3,3
Retraite complémentaire	4,7	4,9	4,9	4,4	4,6	4,8	5,0	4,3
Autres charges conventionnelles	1,2	1,0	1,3	1,1	0,8	1,3	0,9	1,1
Autres charges sociales diverses	5,0	5,0	4,6	5,7	6,6	6,5	4,9	7,0
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié équivalent temps complet (en francs)	11 913	15 047	17 620	19 518	12 510	15 781	18 305	20 833

(1) Commerce, banques, assurances jusqu'en 1992; en 1996, section G à K de la Nace révisée 1, non compris transports, poste-télécommunication, auxiliaires financiers d'assurance et recherche-développement.

TABLEAU C.03-21

Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne

Champ : établissements d'entreprises de 10 salariés et plus en 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

% du coût total

	Coûts directs	Rémunération directe	Coût indirect	Sécurité sociale
Allemagne	74,4	62,7	25,6	23,6
Autriche	70,4	61,3	29,6	25,3
Belgique	67,4	55,5	32,6	30,8
Danemark	92,0	...	8,1	6,1
Espagne	73,6	73,5	26,4	25,0
Finlande	75,1	63,8	24,9	22,7
France	**66,9**	**57,2**	**33,1**	**29,2**
Grèce	76,0	69,9	24,0	22,9
Irlande	83,5	73,2	16,5	13,6
Italie	66,0	65,5	34,0	31,0
Luxembourg	84,0	71,8	16,0	14,8
Pays-Bas	74,9	64,7	25,1	22,8
Portugal	75,8	69,1	24,8	20,8
Royaume-Uni	...	...	...	...
Suède	67,7	60,7	32,3	29,7
EUROPE DES 15	73,7	...	26,3	23,6

TABLEAU C.03-22A

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 13 pays européens (1)

Champ : établissements d'entreprises de 10 salariés et plus

Année 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

Secteurs	Coût horaire en écus												
	B	DK	D	EL	ES	F	IRL	I	L	NL	P	FIN	S
Industries extractives	23,9	27,4	32,4	11,0	18,9	27,1	17,3	16,7	21,0	34,8	6,9	19,4	27,8
Industrie manufacturière	26,0	22,8	27,4	9,0	15,0	22,4	13,3	16,9	21,0	23,0	6,0	19,7	24,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	43,9	26,3	33,8	14,4	24,8	33,6	19,2	30,5	32,4	28,3	12,1	23,7	26,2
Construction	22,6	23,2	21,3	8,2	12,3	19,6	14,6	15,4	15,5	20,4	5,3	18,1	21,9
Services	23,9	25,2	23,5	9,2	14,0	22,2	14,4	19,2	22,8	18,8	8,2	19,0	23,9
Commerce, réparations automobiles	21,4	22,9	21,3	7,9	11,5	19,5	11,6	16,7	15,7	17,5	6,9	18,1	22,7
Hôtels et restaurants	14,2	19,6	15,5	10,7	9,8	16,5	...	13,4	11,7	13,5	4,7	14,3	16,9
Activités financières	34,9	31,1	32,8	14,4	25,5	33,0	21,7	31,0	34,7	28,9	16,9	23,3	30,1
Immobilier, location et services aux entreprises	24,3	26,4	...	...	11,3	23,7	14,1	19,6	19,7	18,2	7,5	20,2	24,8
Ensemble de l'industrie	**25,8**	**23,0**	**26,5**	**9,6**	**14,9**	**22,5**	**13,8**	**17,2**	**19,3**	**22,6**	**6,1**	**19,7**	**23,9**

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (ex-RFA), EL = Grèce, ES = Espagne, F = France, IRL = Irlande, I = Italie, L = Luxembourg, NL = Pays-Bas, A = Autriche, P = Portugal, FIN = Finlande, S = Suède. Les résultats ne sont pas disponibles pour le Royaume-Uni.

TABLEAU C.03-22B

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 13 pays européens (1)

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

Secteurs	NACE révisé 1	Nombre moyen d'heures travaillées durant l'année												
		B	DK	D	EL	ES	F	IRL	L	NL	A	P	FIN	S (2)
Industries extractives	C	1 605	1 488	1 552	1 908	1 534	1 593	2 081	1 669	1 654	1 817	1 784	1 650	1 678
Industrie manufacturière	D	1 529	1 411	1 704	1 881	1 703	1 647	1 920	1 664	1 613	1 696	1 769	1 653	1 691
Industrie des produits alimentaires et boissons	15	1 572	1 391	1 758	1 892	1 714	1 667	1 950	1 769	1 600	1 718	1 817	1 693	1 615
Industrie textile	17	1 431	1 454	1 719	1 887	1 706	1 651	1 858	1 693	1 625	1 667	1 758	1 623	1 625
Industrie de l'habillement et des chaussures	18	1 329	1 401	1 645	1 816	1 713	1 624	1 730	...	1 636	1 699	1 748	1 585	1 638
Industrie du cuir et de la chaussure	19	1 344	1 400	1 642	1 877	1 742	1 628	1 911	...	c	1 675	1 782	1 606	1 724
Travail du bois, fabrique d'articles en bois et liège	20	1 560	1 399	1 778	1 901	1 722	1 660	1 908	1 761	1 633	1 726	1 791	1 670	1 694
Industrie du papier carton	21	1 562	1 410	1 709	1 914	1 717	1 646	1 961	c	1 548	1 661	1 756	1 616	1 652
Édition, imprimerie	22	1 574	1 443	1 662	1 966	1 709	1 667	1 900	1 762	1 597	1 663	1 739	1 563	1 764
Cokéfaction, raffinage de pétrole, industrie nucléaire	23	1 728	1 567	1 674	1 887	1 667	1 640	c	...	1 582	1 585	1 716	1 736	1 766
Industrie chimique	24	1 597	1 422	1 675	1 913	1 708	1 631	1 910	1 681	1 614	1 659	1 748	1 637	1 675
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	1 578	1 337	1 723	1 911	1 697	1 651	1 935	1 698	1 621	1 653	1 784	1 630	1 656
Métallurgie	27	1 513	1 397	1 735	1 883	1 726	1 659	2 034	1 619	1 576	1 713	1 768	1 646	1 676
Travail des métaux	28	1 570	1 418	1 719	1 798	1 710	1 665	1 973	1 697	1 661	1 701	1 773	1 659	1 697
Fabrication de machines et équipement non compris ailleurs	29	1 546	1 442	1 696	1 895	1 695	1 663	1 902	1 720	1 669	1 720	1 769	1 707	1 730
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	30	1 776	1 383	1 613	1 959	1 674	1 654	1 922	...	1 598	c	...	1 673	1 804
Fabrication de machines et appareils électriques non compris ailleurs	31	1 476	1 355	1 641	1 896	1 716	1 651	1 901	1 719	1 629	1 729	1 763	1 646	1 711
Fabrication d'équipement radio, télévision, communication	32	1 632	1 406	1 690	c	1 695	1 650	1 918	...	1 606	1 652	1 713	1 723	1 786
Fabrication d'instruments de précision	33	1 633	1 289	1 683	1 765	1 703	1 671	1 871	1 640	1 638	1 677	1 736	1 714	1 786
Industrie automobile	34	1 554	1 367	1 694	1 780	1 679	1 610	1 932	1 673	1 587	1 664	1 790	1 669	1 637
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	1 514	1 449	1 624	1 753	1 651	1 631	1 950	1 698	1 582	1 692	1 713	1 604	1 731
Électricité, gaz, vapeur et eau chaude	40	1 514	c	1 611	1 657	1 647	c	1 996	c	1 584	1 695	1 686	1 603	1 730
Construction	F	1 381	1 276	1 704	1 832	1 732	1 681	1 933	1 715	1 598	...	1 788	1 658	1 710

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (nouveaux Länder), EL = Grèce, ES = Espagne, F = France, IRL = Irlande, L = Luxembourg, NL = Pays-Bas, A = Autriche, P = Portugal, FIN = Finlande, S = Suède.
(2) Résultats 1997 .

Chapitre C.04

Transferts sociaux

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB en 1997 dans l'Union européenne.

1. Compte de la protection sociale.
2. Prestations totales versées par régime.
3. Prestations sociales par risque.
4. Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne.
5. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne.
6. Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne.
7. Prestations maladies versées par les caisses de sécurité sociale.
8. Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation.
9. Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département.
10. Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre.
11. Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global.
12. Prestations familiales pour les familles allocataires et les enfants bénéficiaires.
13. Prestations familiales, tous régimes : montants versés par allocation.
14. Prestations familiales. Régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation.
15. Montant mensuel moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation et le type de carrière.
16. Montant mensuel moyen des avantages composant la retraite globale selon le sexe.
17. Montant mensuel moyen des différents avantages vieillesse composant la retraite globale.
18A. Bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI.
18B. Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI selon l'organisme verseur.
19. Minimum vieillesse.
20. Allocataires de minima sociaux.
21. Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale.
22. Allocataires du RMI selon l'âge.
23. Allocataires du RMI payés en décembre.
24. Bénéficiaires du RMI.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques .

1. PRÉSENTATION

En 1999, la France consacre 29 % de son produit intérieur brut à la protection sociale. Son financement est principalement assuré par deux grandes catégories de ressources : les cotisations et le financement public constitué des impôts et taxes affectées et des contributions publiques. 44 % des prestations sociales reçues par les ménages relèvent de la vieillesse; c'est dans ce domaine que la croissance est la plus forte. Ceci s'explique par l'augmentation du nombre de retraités, l'évolution réglementaire (généralisation de la retraite à 60 ans depuis 1983), le développement rapide des régimes complémentaires et l'arrivée à l'âge de la retraite de nouvelles générations qui liquident leur retraite avec des droits plus élevés. Les dépenses de santé (34 % du total) progressent également fortement sous l'effet conjugué de la généralisation de la couverture sociale, de l'allongement de l'espérance de vie et du progrès technique médical. Les prestations liées au chômage suivent l'évolution de la situation de l'emploi et tendent à devenir aussi importantes que celles consacrées à la famille.

Cinq grands sous-ensembles de régimes, six types de risques, 2 550 milliards de prestations de protection sociale en 1999. Ces quelques chiffres illustrent l'importance et la diversité du système de prévoyance collective français.

Les individus ou les ménages sont confrontés dans leur existence quotidienne à des situations telles que la maladie, le chômage, la vieillesse qui, soit accroissent leurs besoins, soit diminuent leurs ressources. La prise en charge de ces risques est assurée dans la plupart des cas par des institutions de protection sociale qui en répartissent le poids sur une collectivité plus ou moins large. La notion de risque restreint le champ aux bénéficiaires directs, excluant les mesures de prévention.

L'analyse des comptes de la Protection sociale fait ressortir l'extrême complexité du domaine et le poids respectif des différents intervenants. L'État joue un rôle fondamental soit en versant directement des prestations, soit en garantissant l'équilibre financier des divers régimes.

Les « assurances sociales » regroupent les régimes de sécurité sociale organisés par la loi et les régimes complémentaires dont l'origine se trouve dans les conventions entre employeurs et salariés. À côté des assurances sociales, une part importante des dépenses est assurée par les mutuelles, les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics ou les œuvres de bienfaisance, voire directement par les employeurs (régimes directs).

Les régimes de protection sociale

Ils se décomposent en cinq grands sous-ensembles :

— **Les régimes d'assurances sociales** : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

— **Les régimes d'employeurs** : ils sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement...).

— **Les sociétés mutualistes** : elles sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation est facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation. Les mutuelles interviennent essentiellement dans le domaine de la santé.

— **Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics** regroupent trois types de régime :

— l'aide sociale concerne des populations spécifiques à faible niveau de revenu auxquelles le système d'assurance sociale n'assure pas une protection jugée suffisante. Les collectivités locales, départements et communes assurent l'essentiel de l'aide sociale;

— le régime des victimes de guerre concerne les anciens combattants et victimes de guerre, les rapatriés et les réfugiés;

— les autres régimes d'intervention sociale comprennent l'aide publique aux chômeurs, la rémunération des stagiaires et l'aide au logement. Ces régimes prennent également en charge la lutte contre l'exclusion, et en particulier les dépenses liées au revenu minimum d'insertion depuis 1989.

— **Les régimes d'intervention sociale des administrations privées** : ils sont constitués par des organismes privés sans but lucratif dont le financement provient à titre principal de dons ou d'autres contributions volontaires (Croix-Rouge, Armée du Salut...).

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la protection sociale décrivent les diverses interventions des régimes précités selon les types de prestations et les risques couverts. Ils permettent également d'appréhender l'équilibre financier des régimes et l'origine de leurs ressources.

Généralités

Les prestations sociales sont réparties en quatre risques principaux :

— **la « santé »** recouvre la maladie, l'invalidité-infirmité, les accidents du travail et maladies professionnelles;

— **la « vieillesse »** correspond aux cessations d'activités, au minimum vieillesse et à d'autres prestations ainsi qu'à l'assurance-veuvage et aux pensions de réversion;

— **la « famille »** compense une partie des charges liées à la naissance et à l'éducation des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses;

— **l'« emploi »**

Le risque emploi se décompose en inadaptation professionnelle et chômage. L'inadaptation professionnelle correspond à la recherche et à l'adaptation à un nouvel emploi et aux versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.

Deux autres risques « logement et exclusion sociale » correspondent essentiellement à la protection sociale de certaines catégories de la population.

L'enquête retraite

L'opération destinée à améliorer la connaissance des retraites en France, réalisée pour la première fois en 1993, a été renouvelée en 1997. L'échantillon de 1993 comprenait les générations de 1906, 1912, 1918, 1922 et 1926, l'échantillon de 1997 a été augmenté des générations paires de 1930 à 1942; il est composé de 60 000 personnes tirées du répertoire national d'identification des personnes physiques, et qui ont toutes été identifiées par au moins une caisse de retraite comme bénéficiaires d'un avantage vieillesse. Cette population est représentative de la population globale des retraités. La DREES a rassemblé les diverses retraites versées à un même individu pour calculer le montant des retraites tous régimes confondus. L'échantillon porte sur des individus et non sur des foyers fiscaux. Le montant des retraites perçues par une personne n'est donc qu'une fraction plus ou moins importante de ses revenus ou des revenus de son foyer.

Les statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit, sur une base homogène, des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents États membres.

3. DÉFINITIONS

L'aide sociale

« L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève directement d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance. Elle exprime un devoir de solidarité à l'égard des plus déshérités de ses membres (1) ». Elle dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission »; l'aide sociale, est un droit « octroyé » qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

On distingue les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État. Les départements gèrent la très grande majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution, ainsi que le montant minimum des prestations, restent toutefois fixés au niveau national.

Les diverses catégories d'assurance

● Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

— de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit;

— de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces), les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

● L'assurance invalidité accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.

● L'assurance décès garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.

● L'assurance accident du travail et maladies professionnelles intervient en cas d'accidents ou de maladies subis par les salariés, en remboursant des dépenses médicales et en versant des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité temporaire ou permanente.

Ces catégories d'assurance sont gérées par une multiplicité de régimes :

— le plus important, le régime général dont bénéficient les salariés de l'industrie et du commerce.

— les régimes agricoles : exploitants et salariés (MSA);

— le régime des artisans et professions libérales (CANAM);

— les régimes spéciaux, (mines, SNCF, militaires, marins, RATP, Banque de France, clercs de notaires...).

L'assurance vieillesse (les régimes de retraite de base)

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

● le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAV) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole);

● les régimes de non-salariés :

— la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA),

— la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC),

— la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL),

— la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles (MSA),

— la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),

— la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVIC).

● les régimes spéciaux de salariés.

---

(1) Droit de la Sécurité sociale. Dalloz, 1989.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF,...) mais certains salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire) bénéficient aussi de régimes spéciaux.

Le minimum vieillesse et l'allocation supplémentaire du Fonds de solidarité Vieillesse

Créé le 1er janvier 1994, le Fonds de solidarité Vieillesse (FSV) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le minimum vieillesse. Une personne sur dix âgée de plus de 65 ans perçoit encore cette allocation.

Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations :

— premier étage : le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), il peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS...);

— second étage : l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse.

Même si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, il existe un dispositif spécifique pour atteindre le minimum vieillesse, le service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV). Elle doit, dans un premier temps, solliciter l'allocation spéciale vieillesse. Le montant maximal de cette allocation est celui de l'AVTS.

Les prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :

— un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux (UNEDIC et ASSEDIC) et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment;

— un régime de solidarité relevant de l'État.

Les préretraites-État comprennent :

— l'allocation spéciale du FNE (AS-FNE) destinée aux salariés de 56 ans minimum, licenciés par une entreprise ayant signé une convention avec l'État;

— la préretraite progressive qui permet aux salariés de 55 ans minimum, le passage à un emploi à mi-temps dans les seules entreprises industrielles qui s'engagent à maintenir leur effectif à plein-temps constant.

— l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) suite à l'accord du 6 septembre 1995. En contrepartie du départ des salariés d'au moins 58 ans en 1997 et ayant 172 trimestres d'assurance vieillesse, l'entreprise s'engage à procéder à des embauches, notamment de jeunes de moins de 26 ans.

Ce dispositif est complété depuis 1997 par l'allocation pour chômeurs âgés.

Les prestations familiales

● Allocations familiales.

Cette prestation est versée dès que la famille a deux enfants ou plus à charge. Sa valeur dépend du nombre d'enfants, et, dans une moindre mesure, de leur âge. En 1998, les allocations familiales ont été mises sous condition de ressources. Cette condition a été supprimée en 1999.

● Complément familial.

Cette prestation est versée sous conditions de ressources aux familles de trois enfants et plus, tous les enfants ayant plus de trois ans. Le plafond de ressources évolue en fonction du nombre d'enfants et du nombre de revenus perçus par le ménage.

● Allocation de rentrée scolaire.

Cette allocation est soumise à conditions de ressources et à la présence d'enfants scolarisés. Elle est versée en une fois.

● Allocation d'adoption

Créée le 1er janvier 1995, elle est versée, sous condition de ressources, depuis le 1er août 1996, pendant vingt et un mois aux personnes qui adoptent un enfant ou qui accueillent un enfant en vue de son adoption.

● Allocation pour jeune enfant.

Depuis le 1er janvier 1996, elle est versée sous condition de ressources du cinquième mois de grossesse aux trois ans de l'enfant. Plus généreuse et plus large que le complément familial, elle se substitue à celui-ci pour les familles de trois enfants et plus dans lesquelles l'un des enfants a moins de trois ans..

● Allocation parentale d'éducation.

Elle est versée sans condition de ressources à des familles de trois enfants dont un est âgé de moins de trois ans. En outre, l'un des parents ne doit plus exercer d'activité, mais doit avoir exercé une activité salariée pendant 24 mois au cours des dix années précédentes. Depuis le 1er juillet 1994, elle est versée à des familles de deux enfants, sous condition d'une activité salariée pendant 24 mois au cours des cinq années précédentes.

● Allocation de garde d'enfant à domicile.

Elle vise à assurer une aide financière aux parents qui exercent une activité professionnelle et emploient à leur domicile une personne pour garder leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans.

● Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée.

Elle est attribuée en faveur des ménages occupant une assistante maternelle agréée, pour assurer la garde au domicile de celle-ci d'un enfant âgé de moins de 6 ans.

● Allocation de parent isolé.

Elle est soumise à conditions de ressources. Elle est attribuée aux mères ou pères isolés qui élèvent un enfant de moins de 3 ans. Versée de façon différentielle, elle leur garantit un revenu minimum.

● Allocation de soutien familial.

Elle a pour but d'aider le conjoint survivant, le parent isolé ou la famille d'accueil à élever le ou les enfants orphelins dont ils assument la charge. Elle est également versée pour les enfants dont les parents sont séparés lorsque l'un ou les deux refusent de payer une pension alimentaire pour son entretien. Dans ce cas, l'allocation a la nature d'une avance récupérable par la caisse d'allocations familiales.

● Allocation de logement « familiale ».

Réservée à l'origine aux familles bénéficiaires de prestations familiales, elle a été étendue après 1972 aux ménages sans enfant pendant les cinq premières années de mariage, ainsi qu'aux ménages ayant à leur charge un ascendant. La très grande majorité des bénéficiaires sont des familles avec enfants.

● Allocation de logement « sociale ».

Elle est versée sous conditions de ressources à des personnes âgées, des handicapés et des jeunes salariés. Son extension aux étudiants, permet de couvrir intégralement toutes les personnes qui peuvent y prétendre. C'est uniquement parce que les caisses d'allocations familiales en assurent le versement que cette prestation peut être considérée comme familiale.

● Aide personnalisée au logement.

La CNAF participe au financement de cette prestation lorsqu'elle s'adresse à des familles. La part de l'aide personnalisée au logement considérée comme « familiale » est de 46 % depuis 1984.

Les prestations en nature de l'assurance maladie

● Les honoraires privés comprennent :

– les honoraires médicaux du secteur privé perçus en cabinets libéraux et établissements privés correspondant aux consultations (C), visites (V), actes de chirurgie et de spécialités (K et KC), actes utilisant les radiations ionisantes (Z et ZB), actes de surveillance et stomatologie (SPM) et aux frais de déplacement des praticiens;

— les honoraires dentaires perçus en secteur privé à partir des soins conservateurs et prothèses (SCP) et des soins divers (D et DC).

● Les versements aux établissements d'hospitalisation.

Il s'agit :

— des versements au secteur public ou assimilé (dotation globale, frais de séjour des établissements médico-sociaux);

— des versements au secteur privé.

● Les prescriptions.

Ce poste concerne :

— les remboursements de pharmacie en matière de médicaments, produits d'origine humaine, accessoires et pansements. Ne sont pas retenus ici les médicaments consommés en hôpitaux publics ni les médicaments non coûteux compris dans les forfaits journaliers des hôpitaux privés;

— les remboursements d'actes auxiliaires médicaux (AM et SFI) : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, sages-femmes;

— les remboursements d'actes de biologie (B, BP, BM, BR, K, KB, AMI) : les actes en B et BP sont des actes d'analyse effectués dans les laboratoires et les pharmacies d'officine, les actes cotés en BP correspondant aux actes d'anatomie et de cytologie pathologique; les prélèvements sont cotés en K, en KB ou en AMI, suivant qu'ils sont réalisés par des médecins, des directeurs de laboratoire non médecins ou des auxiliaires;

— les remboursements d'appareillages optique et orthopédique;

— le poste autres prestations est constitué des frais de déplacement des malades, des cures thermales et d'autres prestations;

— le poste « prestations en espèces » comprend les indemnités journalière, les pensions, les rentes.

Les prestations de vieillesse

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de réversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

Le régime d'assurance chômage

Le régime d'assurance-chômage est géré de manière paritaire, d'une part par des représentants des employeurs, d'autre part par des représentants des salariés.

La gestion de ce régime, assurée au plan national par l'UNEDIC, est fortement décentralisée.

L'UNEDIC regroupe, au plan local, 48 ASSEDIC en métropole et 5 dans les départements d'outre-mer.

Le financement est assuré par les cotisations des employeurs et des salariés, et par une contribution supplémentaire due par l'employeur pour toute rupture de contrat de travail d'un salarié de 50 ans et plus.

Protection sociale

Les risques retenus au titre de la protection sociale sont la santé, la vieillesse, la famille, l'emploi et les risques divers.

Elle recouvre les prestations et cotisations suivantes :

● Prestations sociales.

Elles prennent la forme de versements en espèces (pensions de retraite, prestations familiales, indemnités de chômage, indemnités journalières...), de remboursements d'une dépense engagée, de prises en charge d'une dépense par un tiers payant.

● Prestations fiscales.

Ce sont des exonérations ou des réductions d'impôts accordées au titre de l'un des risques.

● Prestations de services sociaux.

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, de placement).

● Cotisations sociales.

Elles sont considérées ne pouvoir être versées que par l'assuré ou son employeur pour son compte.

● Cotisations fictives.

Dans le cas des régimes gérés directement par les employeurs, le montant des cotisations est calculé par solde pour assurer l'équilibre du régime : elles sont égales aux prestations versées, diminuées des éventuelles cotisations de salariés, transferts de compensation ou subventions publiques.

Revenu minimum d'insertion

La loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion (RMI) établit, d'une part, une allocation différentielle pour porter le revenu des personnes les plus démunies au-dessus d'un certain seuil et organise, d'autre part, le cadre d'une politique d'insertion sociale ou professionnelle pour les bénéficiaires de l'allocation.

Les bénéficiaires du RMI sont les personnes résidant en France, âgées de plus de vingt-cinq ans (ou moins si elles ont des enfants à charge). Les étudiants ou les stagiaires de la formation professionnelle peuvent bénéficier de l'allocation, uniquement si leur formation constitue une activité d'insertion.

Le montant du seuil de revenu est fixé à 2 552,30 F par mois pour une personne seule à compter du 1er janvier 2000 (2 608,50 F à partir du 1er janvier 2001), majoré de 50 % pour la seconde personne au foyer, 30 % pour chacune des personnes suivantes et 40 % à partir du 3e enfant.

En décembre 1999, 1 017 847 allocataires ont bénéficié d'une allocation de RMI en métropole et 127 176 dans les DOM, soit plus de 2 256 957 personnes avec les ayants droit.

Des commissions locales d'insertion (CLI) ont été mises en place dans chaque département. Il en existe 600 environ en métropole. Dans un délai de trois mois après l'ouverture de son droit au RMI, chaque bénéficiaire doit signer un contrat d'insertion avec le président de la CLI. Ce contrat est instruit par les travailleurs sociaux des centres communaux d'action sociale, par les services d'action sociale des départements ou par des associations.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. DREES
- Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).
- Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
- Caisse nationale des allocations familiales.
- Caisse des dépôts et consignations.
- Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
- Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
- Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

Publications :

Ministère de l'Emploi et de la solidarité

— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales.*

— *Chiffres et indicateurs départementaux* (CID).

— *Solidarité-santé, Études statistiques.*

— *Comptes nationaux de la santé* (annuel)

— Documents de travail, Collection Statistiques

« L'allocation supplémentaire du minimum vieillesse - bénéficiaires au 31 décembre 1999 », nº 13; décembre 2000;

« Bénéficiaires de l'Aide sociale des départements et de l'État - séries chronologiques 1992 à 1999 », nº 12, décembre 2000;

« Bénéficiaires de l'Aide sociale à l'enfance - séries chronologiques 1992 à 1999 », nº 12, novembre 2000;

« Les comptes de la protection sociale 1995-1999 » nº 10, septembre 2000.

— Documents de travail, Collections Études et statistiques

« Les comptes de la protection sociale 1995-1999 », avril-juin 2000;

« L'allocation supplémentaire du minimum vieillesse. Bénéficiaires au 31 décembre 1998 », nº 18, février 2000;

« Les commissions départementales d'éducation spéciale (CDES) - enquête annuelle 1997-1998 », nº 8, octobre 1999;

« L'insertion professionnelle des bénéficiaires du RMI », nº 1, avril 1999.

— Premières Synthèses

« Le Contrat Initiative Emploi, une mesure de réinsertion durable ? », nº 46-1, novembre 1999;

« Les dispositifs de préretraite et les mesures en faveur des chômeurs âgés en 1998 », nº 45-1, novembre 1999;

« Perte d'emploi et passage par le RMI », nº 25-1, juin 1999;

— Études et résultats

« Les retraites en 1999 », nº 88, octobre 2000;

« Les évolutions récentes du RMI : un effet perceptible de la conjoncture économique », nº 86, octobre 2000;

« Les trajectoires d'activité des allocataires du RMI de 1996 à 1998 », nº 84, octobre 2000;

« Faibles retraites et minimum vieillesse », nº 82, septembre 2000;

« Les prestations sociales », nº 70, juin 2000;

« Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 1999 », nº 68, juin 2000;

« Les allocataires des minima sociaux en 1998-1999 », n° 67, juin 2000.

« Les contrats d'insertion du RMI : quelle perception en ont les allocataires ? », n° 45, décembre 1999;

« Les retraites en 1998 », n° 43, décembre 1999.

Autres publications

« Données sur la situation sanitaire et sociale de la population en France en 1999 », édition 2000, DREES;

« La protection sociale dans les pays de l'Union européenne », Chiffres repères, 1998, DREES.

INSEE

— Articles d'Économie et statistique

« Les parcours de fin de carrière des générations 1912-1941 : l'impact du cadre institutionnel », n° 335, 2000-5;

« Prélèvements et transferts sociaux : une analyse descriptive des incitations au travail », G. Laroque et B. Salanié; « Comparaisons du rendement des régimes de retraite : une approche par cas-types », J.M. Aubert;« Le rendement des régimes de retraite : une comparaison entre Fonction publique d'État et secteur privé », C. Colin, F. Legros et R. Mahieu, n° 328, 1999-8.

— *INSEE-Première*

« Les allocataires du RMI » , n° 720, juin 2000;

« L'aide à domicile en faveur des personnes âgées », n° 744, octobre 2000;

« Les contrats d'insertion du RMI - des effets contrastés sur la sortie du RMI », n° 679, octobre 1999;

« Les personnes dépendantes en institution », n° 669, juillet 1999;

« État de santé et accès aux soins des allocataires du RMI », n° 655, juin 1999;

« Plus de la moitié des sorties du RMI se font grâce à l'emploi », n° 632, février 1999;

« Vers un âge de la retraite plus élevé », n° 578, avril 1998;

« L'allocation parentale d'éducation entre politique familiale et politique pour l'emploi », n° 569, février 1998.

— *Synthèses*

« Les revenus sociaux - 1981-1997 », n° 21, mars 1999.

« Suivi annuel des retraites. Résultats 1996 », n° 20, décembre 1998;

— Données sociales 1999

« La protection sociale », G. Abramovici;
« Le RMI : un dispositif en mutation », C. Afsa, S. Amira;
« L'allocation parentale d'éducation : entre politique familiale et politique pour l'emploi », C. Afsa;

« Les retraites », O. Dangerfield, D. Prangère;

« Des retraités qui vont continuer à croître », C. Bonnet, J.M. Chanut, C. Colin;

« Les professions sociales et leur diversité », M. Autès, J.P. Guilbert, M. Monrose;

« Les minima sociaux : huit prestations de solidarité dans le système de protection sociale », J.P. Zoyem.

— France, Portrait social, édition 2000-2001

« L'équilibre du compte de la protection sociale se confirme en 1999 »;

— France, Portrait social, édition 1999-2000

« Les allocataires du revenu minimum d'insertion : une population hétérogène ».

— Autres publications

Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.

Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.

Rapport d'activité (annuel), ARRCO.

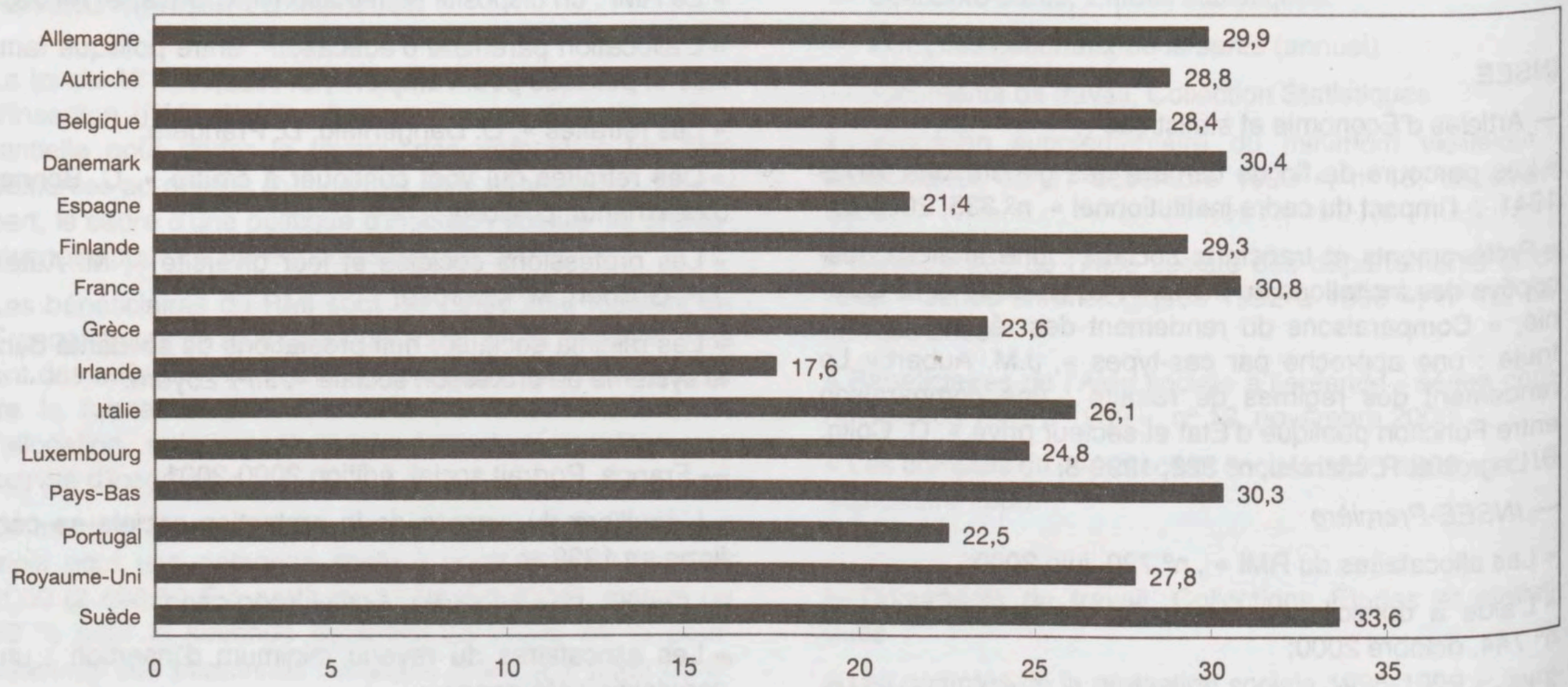
Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.

La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.

*
* *

GRAPHIQUE C.04

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB en 1997 dans l'Union européenne (1)



(1) Données provisoires

Source : Eurostat

TABLEAU C.04-1

Compte de la protection sociale (1)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Million de francs

	r 1995	r 1996	r 1997	r 1998	1999
EMPLOIS					
Prestations sociales	2 001 628	2 086 657	2 141 180	2 201 355	2 274 119
Prestations de services sociaux	247 508	254 362	260 131	269 431	275 813
Frais de gestion	94 231	98 369	100 662	103 447	107 394
Transferts entre régimes	398 608	438 907	455 532	466 040	467 699
Frais financiers	16 421	5 197	6 088	4 329	4 311
Autres dépenses	17 839	18 836	19 488	22 864	22 504
Total des emplois	**2 776 235**	**2 902 328**	**2 983 081**	**3 067 466**	**3 151 840**
RESSOURCES					
Cotisations	1 749 434	1 827 982	1 840 776	1 739 448	1 817 245
Impôts et taxes affectés	168 336	177 031	232 565	425 887	448 327
Transferts entre régimes	398 608	438 907	455 532	466 040	467 699
Contributions publiques	334 659	359 023	369 847	377 529	376 083
Produits financiers	24 264	23 878	22 343	23 169	24 245
Autres recettes	58 562	54 370	55 168	53 345	56 131
Total des ressources	**2 733 863**	**2 881 191**	**2 976 231**	**3 085 418**	**3 189 730**
Solde opérations courantes	**– 42 372**	**– 21 137**	**– 6 850**	**17 952**	**37 890**

(1) Compte de la protection sociale, base 1995.

TABLEAU C.04-2

Prestations totales (1) versées par régime (2)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Million de francs

	r 1995	r 1996	r 1997	r 1998	1999
Régimes d'assurances sociales	1 855 249	1 934 033	1 987 356	2 046 111	2 109 604
Régimes d'employeurs	60 254	60 482	57 047	58 416	61 005
Régimes de la protection complémentaire et de la prévoyance	84 920	95 570	98 856	105 110	108 240
Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics	242 135	244 215	250 784	253 766	263 381
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM)	6 578	6 719	7 268	7 383	7 702
Total	**2 249 136**	**2 341 019**	**2 401 311**	**2 470 786**	**2 549 932**

(1) Il s'agit de l'ensemble des prestations, y compris les prestations sociales et les prestations de services sociaux.
(2) Depuis 1999, les comptes sont en base 95, il n'y a pas de continuité entre ce tableau et ceux publiés avant l'édition 2000.

TABLEAU C.04-3

Prestations sociales par risque (1)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Million de francs

	r 1995	r 1996	r 1997	r 1998	1999
Santé	**754 910**	**784 678**	**798 514**	**829 059**	**853 889**
Maladie	607 779	630 049	641 056	667 766	688 387
Invalidité, infirmité	107 473	114 419	117 273	121 058	124 469
Accidents du travail, maladies professionnelles	39 658	40 210	40 185	40 235	41 033
Vieillesse-survie	**979 196**	**1 021 539**	**1 052 377**	**1 086 117**	**1 125 259**
Vieillesse	839 550	876 349	905 294	935 521	971 080
Survie	139 646	145 190	147 083	150 596	154 179
Maternité-famille	**237 871**	**244 812**	**256 245**	**255 129**	**262 040**
Maternité	30 575	31 161	30 568	31 358	31 722
Famille	207 296	213 651	225 677	223 771	230 318
Emploi	**177 011**	**186 751**	**187 144**	**188 083**	**190 993**
Chômage	152 228	165 069	167 131	169 488	172 666
Insertion et réinsertion professionnelle	24 783	21 682	20 013	18 595	18 327
Logement	**72 455**	**74 026**	**76 140**	**78 483**	**80 810**
Pauvreté, exclusion sociale	**27 693**	**29 213**	**30 891**	**33 915**	**36 941**
Total	**2 249 136**	**2 341 019**	**2 401 311**	**2 470 786**	**2 549 932**

(1) Prestations de protection sociale, base 1995.

TABLEAU C.04-4

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : Million d'ÉCU

	1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Maladie : UE à 15	...	**462 985**	**487 361**	**508 398**	**521 096**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	91 750	147 143	161 358	159 638	149 534
Autriche	8 509	12 138	13 052	13 007	13 068
Belgique	10 422	13 087	13 300	14 161	13 811
Danemark	5 895	7 201	7 705	7 827	7 988
Espagne	22 317	26 646	27 332	29 251	28 999
Finlande	7 440	5 632	6 399	6 593	6 750
France	**73 012**	**93 766**	**101 144**	**105 194**	**10 865**
Grèce	3 314	4 718	5 034	5 423	6 068
Irlande	2 212	3 036	3 341	3 462	4 119
Italie	51 368	46 804	45 799	53 466	58 474
Luxembourg	459	710	788	861	861
Pays-Bas	19 452	25 122	26 272	25 735	28 326
Portugal	2 240	4 819	4 872	5 456	5 928
Royaume-Uni	45 575	58 466	56 965	62 896	76 760
Suède	...	13 697	14 000	15 428	15 545
Invalidité : UE à 15	...	**142 167**	**147 297**	**157 125**	**166 127**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	18 117	3 221	36 454	39 946	42 326
Autriche	2 285	3 495	3 929	4 155	4 225
Belgique	2 955	4 312	4 968	4 999	5 022
Danemark	2 923	4 107	4 570	4 726	4 781
Espagne	5 983	6 961	7 040	7 804	7 778
Finlande	4 058	4 132	4 576	4 536	4 514
France	**15 234**	**18 848**	**17 704**	**18 928**	**18 983**
Grèce	1 513	1 198	1 263	1 364	1 473
Irlande	296	388	444	496	556
Italie	15 160	15 641	14 169	16 065	15 958
Luxembourg	260	380	425	438	454
Pays-Bas	11 337	13 639	14 098	13 897	13 910
Portugal	1 223	1 971	1 781	1 921	2 261
Royaume-Uni	15 473	27 559	28 121	29 610	35 802
Suède	...	7 314	7 755	8 239	8 082
Vieillesse : UE à 15	...	**667 846**	**701 869**	**745 007**	**782 172**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	125 130	194 019	212 860	213 368	211 756
Autriche	12 501	17 799	19 168	19 579	19 293
Belgique	11 504	16 593	18 029	18 250	18 339
Danemark	10 746	15 120	16 226	17 115	17 336
Espagne	29 626	35 378	37 665	41 200	42 108
Finlande	7 758	7 778	8 831	9 215	9 199
France	**89 130**	**117 199**	**128 236**	**134 513**	**136 565**
Grèce	5 771	7 438	8 149	9 264	10 325
Irlande	1 549	1 874	1 876	1 918	2 172
Italie	96 500	111 474	106 588	123 780	135 055
Luxembourg	570	892	990	999	1 028
Pays-Bas	22 057	27 687	29 084	29 963	29 746
Portugal	2 625	4 556	5 351	5 955	6 288
Royaume-Uni	62 515	88 052	86 887	94 420	117 218
Suède	...	21 986	21 929	24 464	25 743
Survie : UE à 15	...	**94 959**	**95 824**	**103 826**	**109 995**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	7 184	10 097	10 732	10 468	10 375
Autriche	3 781	5 027	5 368	5 413	5 284
Belgique	4 341	5 837	6 195	6 162	6 386
Danemark	24	26	26	26	25
Espagne	3 550	4 016	4 069	4 334	4 296
Finlande	1 090	1 085	1 191	1 197	1 221
France	**16 917**	**21 013**	**21 362**	**22 323**	**22 292**
Grèce	1 314	1 574	1 585	1 883	2 039
Irlande	446	535	565	610	684
Italie	21 054	23 129	21 910	26 771	28 940
Luxembourg	273	423	457	465	479
Pays-Bas	3 691	4 751	4 868	5 049	4 999
Portugal	559	994	1 098	1 213	1 336
Royaume-Uni	9 371	14 959	14 900	16 204	20 021
Suède	...	1 494	1 498	1 710	1 619

TABLEAU C.04-4 (suite 1)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : Million d'ÉCU

	1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Famille, enfants : UE à 15	**...**	**131 258**	**138 065**	**155 304**	**163 510**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	21 831	37 629	39 840	52 000	53 784
Autriche	3 402	5 815	5 764	5 654	5 331
Belgique	3 684	4 576	4 933	4 976	5 040
Danemark	3 477	5 029	5 340	5 482	5 568
Espagne	1 316	1 577	1 654	1 956	2 053
Finlande	3 526	3 786	4 083	3 851	3 879
France	**23 107**	**28 883**	**34 063**	**35 164**	**36 384**
Grèce	1 003	1 636	1 709	1 870	1 974
Irlande	743	1 033	1 102	1 288	1 511
Italie	9 672	7 446	6 369	7 881	8 769
Luxembourg	199	385	429	446	458
Pays-Bas	3 870	4 273	4 241	3 982	3 423
Portugal	526	781	854	928	947
Royaume-Uni	15 275	20 465	20 473	22 196	26 918
Suède	...	7 944	7 213	7 629	7 471
Chômage : UE à 15	**...**	**152 424**	**147 051**	**154 246**	**147 787**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	17 059	46 524	47 583	52 263	48 174
Autriche	1 485	2 609	2 823	2 956	2 798
Belgique	5 426	7 119	7 319	7 420	7 272
Danemark	4 504	6 685	6 356	6 082	5 564
Espagne	13 897	17 838	15 725	14 929	14 211
Finlande	1 591	4 344	4 396	4 306	4 104
France	**20 602**	**28 783**	**26 854**	**28 537**	**28 567**
Grèce	585	626	873	905	1 095
Irlande	954	1 521	1 631	1 753	1 802
Italie	3 372	4 743	4 203	4 407	4 585
Luxembourg	48	92	101	118	129
Pays-Bas	5 743	9 046	9 111	10 943	10 169
Portugal	186	801	848	970	899
Royaume-Uni	9 652	14 725	12 656	11 845	11 876
Suède	...	6 968	6 573	6 812	6 543
Logement : UE à 15 (1)	**...**	**35 097**	**36 545**	**37 990**	**42 462**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	1 802	3 042	3 144	3 287	3 426
Autriche	157	150	159	157	157
Belgique	...	...	...	...	...
Danemark	689	998	1 056	1 060	1 080
Espagne	445	370	584	355	347
Finlande	197	395	459	394	369
France	**7 132**	**10 198**	**11 083**	**11 144**	**12 010**
Grèce	278	544	510	603	790
Irlande	231	285	304	334	389
Italie	32	28	64	95	108
Luxembourg	4	5	5	5	5
Pays-Bas	761	895	998	1 052	1 182
Portugal	4	3	4	4	4
Royaume-Uni	10 122	16 018	16 050	17 333	20 756
Suède	...	2 165	2 124	2 166	1 838
Exclusion sociale : UE à 15	**...**	**26 781**	**27 276**	**27 418**	**27 859**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	5 938	10 622	11 913	12 272	11 984
Autriche	414	646	585	614	557
Belgique	933	1 506	1 523	1 539	1 573
Danemark	1 064	1 740	1 896	1 797	1 771
Espagne	277	491	533	784	796
Finlande	492	568	641	724	756
France	**3 064**	**5 157**	**4 239**	**4 495**	**4 672**
Grèce	142	162	221	269	282
Irlande	106	167	176	202	237
Italie	39	54	61	49	37
Luxembourg	28	41	42	43	45
Pays-Bas	1 918	2 147	2 081	371	358
Portugal	24	57	62	103	160
Royaume-Uni	1 301	1 433	1 386	2 016	2 443
Suède	...	1 990	1 916	2 139	2 188

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.04-4 (suite 2 et fin)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : Million d'ÉCU

	1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Total des prestations de l'Union européenne à 15 (1)	...	**1 713 517**	**1 781 288**	**1 889 316**	**1 961 007**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	288 811	481 297	523 882	543 243	531 358
Autriche	32 535	47 679	50 849	51 534	50 713
Belgique	39 265	53 030	56 267	57 507	57 442
Danemark	29 322	40 906	43 175	44 116	44 113
Espagne	77 411	93 277	94 602	100 613	100 589
Finlande	26 152	27 720	30 576	30 818	30 792
France	**248 198**	**323 847**	**344 685**	**360 299**	**364 338**
Grèce	13 921	17 896	19 342	21 581	24 046
Irlande	6 539	8 842	9 439	10 064	11 470
Italie	197 196	209 318	199 164	232 514	251 926
Luxembourg	1 841	2 928	3 236	3 375	3 459
Pays-Bas	68 828	87 560	90 753	90 993	92 113
Portugal	7 386	13 982	14 870	16 550	17 823
Royaume-Uni	169 284	241 677	237 439	256 521	311 795
Suède	...	63 558	63 008	69 586	69 030

(1) Somme des informations disponibles.

TABLEAU C.04-5

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne (1)

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

%

	r 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	25,4	28,9	29,6	30,6	29,9
Autriche	26,7	29,8	29,8	29,6	28,8
Belgique	26,6	28,9	28,2	28,8	28,4 *e*
Danemark	28,7	32,9	32,2	31,4	30,4
Espagne	19,9	22,8	22,1	21,9	21,4
Finlande	25,1	33,8	31,8	31,6	29,3
France	**27,7**	**30,6**	**30,7**	**31,0**	**30,8**
Grèce	23,2	22,3	22,6	23,1	23,6
Irlande	19,1	20,1	19,6	18,5	17,6
Italie	24,3	26,0	25,2	25,5	26,1
Luxembourg	22,6	24,1	24,9	25,2	24,8
Pays-Bas	32,5	32,7	31,5	30,8	30,3
Portugal	15,6	21,0	20,8	21,6	22,5
Royaume-Uni	23,5	28,8	28,6	28,6	27,8
Suède	33,1	37,2	35,2	34,5	33,6
Ensemble de l'Union européenne	**25,4**	**28,7**	**28,6**	**28,8**	**28,3** *e*

(1) Prestations de protection sociale + frais de fonctionnement + autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-6

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : Million d'ÉCU

	1990	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Cotisations sociales des employeurs : UE à 15	...	**717 427**	**744 038** *e*	**786 571**	**811 971** *e*
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	139 693	209 347	225 083	223 150	219 465
Autriche	12 727	18 054	19 532	19 868	19 831
Belgique	18 226	26 139	30 096 *e*	32 159	32 109 *e*
Danemark	2 612	4 694	4 943	5 102	4 378
Espagne	43 283	50 499	48 777	53 185	54 593
Finlande	13 995	10 315	11 874	12 400	12 420
France	**137 078**	**164 234**	**169 534**	**176 219**	**176 907**
Grèce	5 840	7 329	8 052	9 171	9 774
Irlande	1 651	2 098	2 186	2 298	2 529
Italie	111 923	106 878	105 732	123 356	133 498
Luxembourg	633	888	914	964	955
Pays-Bas	16 462	21 206	23 764	24 881	25 306
Portugal	3 350	4 508	5 016	5 054	5 638
Royaume-Uni	57 944	64 390	62 265 *e*	68 236	84 499
Suède	...	26 848	26 271	30 529	30 069
Cotisations sociales des personnes protégées (1) : UE à 15	...	**429 891**	**451 187** *e*	**476 521**	**493 539** *e*
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	90 795	148 800	159 097	164 651	164 482
Autriche	8 382	12 653	13 704	14 056	14 252
Belgique	11 222	15 453	13 646 *e*	14 641	15 098 *e*
Danemark	1 752	4 999	6 674	7 667	9 049
Espagne	13 405	17 652	16 744	18 091	18 284
Finlande	2 540	4 545	4 822	4 783	4 713
France	**75 919**	**91 791**	**98 576**	**105 313**	**100 856**
Grèce	3 000	4 293	5 061	5 384	6 032
Irlande	1 060	1 391	1 381	1 492	1 631
Italie	31 705	37 573	37 254	43 441	45 464
Luxembourg	496	773	847	853	899
Pays-Bas	32 210	48 240	49 910	47 648	51 966
Portugal	1 803	2 786	3 157	3 267	3 574
Royaume-Uni	34 744	36 936	36 569 *e*	40 032	51 241
Suède	...	2 006	3 744	5 201	5 997
Contributions publiques courantes : UE à 15	...	**610 099**	**615 325** *e*	**657 781**	**694 375** *e*
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	80 755	148 902	158 978	174 338	170 938
Autriche	12 017	18 170	19 241	18 963	18 172
Belgique	11 007	12 856	16 076 *e*	16 609	16 260 *e*
Danemark	26 674	35 147	35 289	35 288	34 956
Espagne	20 822	27 589	28 979	28 449	28 341
Finlande	12 904	14 576	16 345	16 075	15 868
France	**44 029**	**71 973**	**77 156**	**82 387**	**91 592**
Grèce	5 026	5 899	6 232	6 678	7 683
Irlande	4 007	5 643	6 185	6 622	7 535
Italie	61 245	77 233	63 183	73 642	81 148
Luxembourg	891	1 386	1 665	1 742	1 795
Pays-Bas	20 656	17 406	17 342	17 559	17 444
Portugal	3 047	5 963	6 595	8 190	8 549
Royaume-Uni	84 884	132 600	127 227 *e*	134 730	158 663
Suède	...	34 756	34 830	36 510	35 432
Autres recettes courantes : UE à 15	...	**95 707**	**98 353** *e*	**104 811**	**110 774** *e*
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	8 836	10 293	12 292	13 832	13 598
Autriche	312	336	359	304	333
Belgique	4 136	8 203	1 779 *e*	1 810	1 816 *e*
Danemark	2 248	2 863	3 069	3 180	3 203
Espagne	2 016	2 072	2 637	3 016	3 405
Finlande	2 314	1 999	2 424	2 552	2 405
France	**6 556**	**6 488**	**12 618**	**11 977**	**12 154**
Grèce	1 171	1 795	2 159	2 219	2 493
Irlande	71	89	84	96	105
Italie	6 658	8 314	4 724	5 709	5 536
Luxembourg	173	191	185	174	156
Pays-Bas	13 151	16 358	17 285	17 130	17 168
Portugal	826	2 024	1 965	2 987	1 985
Royaume-Uni	35 268	28 991	31 174 *e*	34 114	41 222
Suède	...	5 691	5 599	5 699	5 195

TABLEAU C.04-6 (suite1 et fin)

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	1990	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Total des recettes courantes (2) (3) : UE à 15	...	**1 853 124**	**1 908 903** *e*	**2 025 675**	**2 110 659** *e*
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	320 080	517 342	555 450	575 972	568 483
Autriche	33 438	49 214	52 835	53 193	52 588
Belgique	44 591	62 651	61 598 *e*	65 218	65 284 *e*
Danemark	33 285	47 704	49 976	51 238	51 585
Espagne	79 525	97 812	97 136	102 741	104 623
Finlande	31 754	31 435	35 465	35 810	35 406
France	**263 584**	**334 486**	**357 884**	**375 895**	**381 509**
Grèce	15 036	19 315	21 503	23 452	25 982
Irlande	6 789	9 221	9 835	10 508	11 800
Italie	211 531	229 998	210 894	246 148	265 645
Luxembourg	2 194	3 238	3 612	3 733	3 805
Pays-Bas	82 479	103 209	108 301	107 218	111 884
Portugal	9 026	15 281	16 733	19 498	19 745
Royaume-Uni	212 840	262 917	257 236 *e*	277 113	335 625
Suède	...	69 301	70 445	77 939	76 694

(1) Les cotisations des personnes protégées comprennent les cotisations à charge des employés, des indépendants, des pensionnés et autres personnes protégées.
(2) Non compris les transactions entre régimes.
(3) Du fait des arrondis la ligne « total » n'est pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU C.04-7

Prestations maladies versées par les caisses de sécurité sociale

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) — *Unité :* Million de francs

	1980	1985	1990	1995	1997	*p* 1998	Structure en % 1998
CNAMTS	**124 713**	**231 591**	**332 029**	**433 408**	**458 567**	**478 086**	**82,4**
Autres régimes	**34 442**	**63 647**	**82 991**	**97 173**	**99 110**	**102 149**	**17,6**
Dont : CANAM	7 202	13 614	18 443	22 132	22 631	23 223	4,0
Exploitants agricoles	10690	19 416	27 057	31 433	32 367	33 608	5,8
Salariés agricoles	6178	10 820	13 111	15 567	16 075	16 872	2,9
Assurance agricole personnelle	...	200	160	169	192	181	
Mines	2644	4 578	5 910	6 868	6 936	6 864	1,2
SNCF	3635	6 317	7 531	8 515	8 267	8 397	1,5
Militaires	2534	4 950	6 251	7 323	7 415	7 525	1,3
Marins	801	1 464	1 681	1 825	1 726	1 893	0,4
CAMAC (1)	...	**536**	**702**	**834**	**851**	**838**	**0,1**
RATP (2)	380	950	1 000	1 084	1 113	1 154	0,2
Clercs de notaires	214	390	593	719	744	809	0,1
Banque de France	121	240	335	406	426	415	0,1
Compagnie des Eaux (3)	26	43	62	///	///	///	///
Chambre de Commerce	17	35	51	67	75	63	€
Français de l'Étranger	...	94	104	224	285	300	€
Port autonome de Bordeaux	...	...	...	7	7	7	€
Total	**159 155**	**295 238**	**415 020**	**530 581**	**557 677**	**580 235**	**100,0**

(1) Caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes.
(2) Les données portant sur le montant du maintien du salaire assuré par la RATP sont exclues des séries à partir de 1990.
(3) Régime intégré au régime général à compter du 1er janvier 1991.

TABLEAU C.04-8

Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation

Année 1998 provisoire

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

	Régime général	Régime exploitants agricoles	Régime salariés agricoles	CANAM	Autres régimes	Ensemble des régimes
Consultations	26 742	1 271	781	907	1 146	30 846
Visites	5 657	588	234	310	304	7 094
Chirurgie et spécialités [K, KC, KE, forfaits]	15 647	1 001	472	909	896	18 926
Radiologie [Z, ZN, PRA]	8 250	453	238	427	464	9 831
Autres	3 327	275	111	186	711	4 610
Total honoraires médicaux	**59 623**	**3 588**	**1 836**	**2 739**	**3 521**	**71 308**
Total honoraires dentaires	**11 813**	**475**	**332**	**446**	**603**	**13 669**
Total honoraires privés (médicaux + dentaires)	**71 436**	**4 063**	**2 168**	**3 185**	**4 124**	**84 977**
Versements aux établissements du secteur public	227 979	15 559	7 928	11 240	11 998	275 387
Versements aux établissements du secteur privé	35 645	2 723	1 265	2 122	2 505	44 261
Total versements aux établissements d'hospitalisation (1)	**263 624**	**18 282**	**9 193**	**13 362**	**15 326**	**319 785**
Pharmacie	73 151	6 131	2 529	3 773	5 215	90 798
Actes en AM, AIS et SFI (2)	19 994	2 269	808	1 297	1 355	25 723
Actes en B, BP, BR, KB, PB et TB (3)	10 598	686	327	571	616	12 798
Optique et orthopédie	5 601	566	196	387	402	7 153
Total prescriptions	**109 344**	**9 652**	**3 860**	**6 028**	**7 588**	**136 472**
Autres prestations	**8 941**	**1 611**	**705**	**505**	**1 193**	**12 956**
Prestations en espèces	**24 741**	**...**	**946**	**142**	**215**	**26 044**
Total maladie	**478 086**	**33 608**	**16 872**	**23 080**	**28 446**	**580 234**

(1) Y compris les régularisations comptables.
(2) Y compris les frais de déplacement des auxiliaires médicaux.
(3) B, BP, BR, KB, PB et TB : actes de biologie.

TABLEAU C.04-9

Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Million de francs

	1984	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
DÉPENSES BRUTES RELEVANT DE L'ÉTAT (1)						
Aide sociale aux personnes handicapées	**2 923**	**4 974**	**5 286**	**5 639**	**5 871**	**6 081**
Centres d'aide par le travail	2 710	4 917	5 233	5 590	5 828	6 040
Centres de rééducation professionnelle	55	...	...	–	–	–
Allocation différentielle	158	57	52	49	43	40
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	**2 485**	**2 628**	**2 718**	**2 485**	**2 628**	**2 718**
Sans domicile fixe (IVG et soins aux SDF) (2)	**1 163**	**1 097**	**1 001**	**694**	**813**	**798**
Interruption volontaire de grossesse	...	...	...	6	...	...
Aide médicale aux SDF	745	710	633	688	...	...
Sans domicile fixe : Autres formes d'aide sociale	**418**	**387**	**369**	**358**	**370**	**380**
Aide sociale aux personnes âgées	76	20	16	96	108	108
Aide sociale aux personnes handicapées	76	20	16	244	255	268
Aide sociale à l'enfance	...	...	...	14	8	3
Aide à la famille	...	...	...	4	...	...
Aide sociale aux personnes âgées	**76**	**51**	**20**	**20**	**18**	**17**
Allocation simple	76	51	20	20	18	17
Divers	**126**	**317**	**368**	**442**	**492**	**557**
Allocation supplémentaire (AVS)	76	...	...	9	9	8
Allocation militaire	...	...	...	1		
Tutelle et curatelle	...	285	336	404	455	521
Autres (3)	50	33	32	28	28	28
Total	**8 578**	**8 702**	**9 080**	**9 637**	**10 192**	**10 551**
DÉPENSES NETTES RELEVANT DU DÉPARTEMENT (4)						
Aide sociale à l'enfance	**14 963**	**23 035**	**23 948**	**24 822**	**25 661**	...
Aide sociale aux personnes handicapées	**7 963**	**17 805**	**18 944**	**19 959**	**19 536**	...
À domicile (5)	4 380	8 738	9 145	9 372	...	...
Hébergement (6)	3 344	8 988	9 703	10 472	...	...
Éducation spéciale	239	...	...	...	...	...
Autres dépenses (7)	...	79	95	115	...	...
Aide sociale aux personnes âgées	**6 548**	**6 800**	**7 024**	**6 975**	**7 333**	...
À domicile	1 798	1 330	1 278	1 201	...	...
Hébergement	4 750	5 393	5 660	5 688	...	...
Autres dépenses (7)	///	77	87	86	...	...
Aide médicale	**2 017**	**5 442**	**6 216**	**6 540**	**7 158**	...
Aide médicale générale	1 791	5 283	...	...	...	...
À domicile	836	1 835	2 349	2 591	...	...
Hospitalière	1 155	815	1 129	1 269	...	...
Cotisations d'assurance personnelle (8)	...	2 571	2 663	2 609	...	...
Autres dépenses (7)	...	62	76	71	...	...
Aide médicale aux malades mentaux	196	149	...	...	...	...
Aide médicale aux tuberculeux	30	11	...	...	...	...
Sous-total prestations versées	**31 490**	**53 082**	**56 132**	**58 295**	**59 688**	...
	...					...
Charges d'insertion bénéficiaires du RMI	...	2 715	3 042	3 357	4 039	...
Service départemental d'action sociale	1 840	3 570	3 809	4 147	4 349	...
Frais communs	348	1 956	1 939	2 124	2 120	...
Total	**33 678**	**61 324**	**64 922**	**67 924**	**70 196**	...

(1) Champ : France entière, pour les dépenses relevant de l'État
(2) Depuis 1997, la nomenclature ne distingue plus les dépenses afférentes à l'IVG des dépenses d'aide médicale pour les SDF.
(3) Prévention et réadaptation sociale, insertion par l'économique (jusqu'en 1990), allocation loyer, allocation militaire et allocation exceptionnelle de protection sociale des français de la zone franc.
(4) Dépenses brutes en 1984, dépenses nettes depuis 1987.
(5) Les dépenses d'aide à domicile sont essentiellement des dépenses d'allocation compensatrice.
(6) Y compris les dépenses d'éducation spéciale à partir de 1992.
(7) Depuis 1992, le poste « les autres dépenses » regroupe des frais divers (frais d'inhumation, frais de transport, argent de poche, etc.) qui auparavant étaient inclus dans chaque sous-chapitre.
(8) Dépenses à la charge du département depuis 1987. À partir de 1989, s'ajoutent les dépenses de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.

TABLEAU C.04-10

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	r 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*e* 1999
Aide relevant du département						
Aide sociale à l'enfance :						
Mesures administratives	33 412	31 306	30 573	29 627	28 857	28 768
Mesures judiciaires	73 226	76 145	78 348	80 327	81 790	83 295
Total des enfants confiés à l'ASE	**106 638**	**107 451**	**108 921**	**109 954**	**110 650**	**110 650**
Placements directs	28 300	27 600	27 400	27 200	26 150	26 150
Total des enfants accueillis à l'ASE	**134 938**	**135 051**	**136 321**	**137 154**	**136 800**	**136 800**
Aide sociale aux personnes handicapées :						
Aide à domicile :						
Aide ménagère et auxiliaires de vie ARSM (1)	7 866	8 838	9 715	9 941	10 969	12 800
ACTP (2) de moins de 60 ans	81 663	84 244	85 980	88 320	89 838	90 300
Accueil :						
Hébergement en établissement	73 799	74 390	74 301	76 347	77 993	79 300
Accueil de jour (3)	4 558	5 544	6 494	7 135	7 162	8 600
Accueil en milieu familial	2 316	2 592	2 761	2 960	3 005	3 100
Aide sociale aux personnes âgées :						
ACTP des moins de 60 ans	188 070	200 040	203 095	174 870	104 450	62 600
Aide à domicile :						
Aide ménagère ARSM	90 260	86 950	80 895	75 415	71 650	66 600
PSD (4) à domicile	///	///	///	10 000	46 500	60 900
Accueil :						
Hébergement en établissement	136 400	133 300	130 320	126 100	122 370	121 100
Accueil en milieu familial (3)	650	690	705	710	850	900
PSD (4) en établissement	///	///	///	13 000	39 500	56 200
Aide médicale :						
Cotisations d'assurance personnelle	261 650	270 299	264 673	290 734	284 002	...
Prise en charge des soins	...	...	2 618 061	2 776 430	2 839 897	...

(1) ARSM : allocation représentative des services ménagers.
(2) ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne.
(3) L'estimation nationale pour ces variables a été revue en 1998 pour les années 1992 à 1997.
(4) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.

TABLEAU C.04-11

Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global (1)

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) — *Unité :* Million de francs

	1980	1985	1990	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Tous régimes hors AAH (2)	63 813	104 185	120 236	148 516	161 081	160 024	159 285	162 639
Régime général hors AAH (2)	50 332	84 795	101 909	131 208	144 364	142 968	143 408	147 133

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF).
(2) AAH : allocation d'adulte handicapé.

TABLEAU C.04-12

Prestations familiales pour les familles allocataires et les enfants bénéficiaires

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) — *Unité :* Millier

	1980	1985	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Familles allocataires :								
Tous régimes	5 701	5 890	5 848	5 926	5 900	5 914	5 605	6 119
dont : régime général	4 368	4 761	4 863	5 094	5 105	5 143	4 927	5 415
Enfants bénéficiaires :								
Tous régimes	12 588	12 446	12 406	12 402	12 375	12 354	11 540	12 549
dont : régime général	9 626	9 972	10 253	10 569	10 620	10 660	10 060	11 010

TABLEAU C.04-13

Prestations familiales, tous régimes : montants versés par allocation

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) — *Unité :* Million de francs

	1990	1995	r 1997	r 1998	1999
Prestations complément de revenu :					
Allocations familiales	62 834	68 778	69 840	66 099	69 620
Complément familial	8 364	9 812	9 614	9 689	9 601
Allocation de parent isolé	3 756	4 528	4 465	4 417	4 471
Prestations liées à la maternité :					
Allocation pour jeune enfant	19 295	19 861	16 713	16 833	16 823
Allocation parentale d'éducation	5 971	8 170	16 974	17 833	17 991
Allocation de garde d'enfant à domicile	264	936	2 212	1 653	852
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	...	5 639	7 951	10 348	10 039
Allocation d'adoption	...	9	22	22	23
Prestations spécifiques :					
Allocation de soutien familial	3 515	4 432	4 681	4 832	4 966
Allocation d'éducation spéciale	1 244	1 702	1 820	1 884	1 957
Allocation de rentrée scolaire	1 935	8 221	8 660	8 752	8 673
Aide à la scolarité	...	740	736	5	...
Logement :					
Allocation de logement à caractère familial	11 901	14 479	14 977	15 595	16 253
Prime de déménagement	25	22	24	25	25
Dépenses diverses :					
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	321	193	182	168	119
Allocation différentielle	167	172	190	175	180
Frais de tutelle	530	821	1 000	987	1 077
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	7	...	– 36	– 31	– 33
Prestations familiales (1) (2)	**120 218**	**148 516**	**160 024**	**159 285**	**162 639**
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (3) :					
Allocation de logement à caractère social	9 327	19 739	20 670	21 337	22 244
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitation (FNH) :					
Aide personnalisée au logement	27 568	35 690	37 670	38 606	39 142
Prime de déménagement	31	26	27	27	27

(1) Hors AAH (allocation adulte handicapé).
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF)
(3) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-14

Prestations familiales. Régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Unités : Millier de bénéficiaires et million de francs

	r 1997			*r* 1998			1999		
	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	59 846	3 617	...	57 047	3 553	8 852	60 654	3 886	...
Complément familial	8 353	786	...	8 488	792	2 653	8 488	790	...
Allocation de parent isolé	4 424	150	...	4 383	149	248	4 439	154	...
Prestations liées à la maternité :									
Allocation pour jeune enfant	25 229	1 286	...	15 359	1 296	2 076	15 472	1 222	...
Allocation parentale d'éducation	15 401	480	...	16 216	487	1 220	16 366	785	...
Allocation de garde d'enfant à domicile	2 175	81	...	1 631	72	157	843	65	...
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	7 638	421	...	10 021	468	748	9 700	501	...
Allocation d'adoption	11	1	...	17	1	2	19	1	...
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	4 357	486	...	4 517	496	845	4 663	514	...
Allocation d'éducation spéciale	1 582	91	...	1 651	94	224	1 733	95	...
Allocation de rentrée scolaire	7 751	2 623	...	7 875	2 686	6 105	7 832	2 771	...
Aide à la scolarité	690	657	...	4	...	....	...		...
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	14 235	1 043	1 914	14 911	1 068	2 009	15 602	1 079	...
Prime de déménagement	24	...	...	25	...	...	26	...	...
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	133	49	...	137	42	...	111	42	...
Allocation différentielle	190	16	...	175	14	33	180	14	...
Frais de tutelle	965	...	...	951	...	...	1 038		...
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	...	...	...	– 31	...	...	– 33	...	...
Prestations familiales (1) (2)	**142 968**	5 035	10 552	**143 408**	4 789	9 945	**147 133**	...	...
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (3) :									
Allocation de logement à caractère social	19 197	1 976	...	20 001	2 054	...	20 927	2 045	...
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat (FNH) :									...
Aide personnalisée au logement	36 058	1 043	...	...	37 007	2 758	37 573	2 727	...
Prime de déménagement	27	...	...	...	27	...	27	...	...

(1) Hors AAH (allocation d'adulte handicapé).
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales.
(3) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-15

Montant mensuel moyen des retraites de droit direct selon le régime de base d'affiliation et le type de carrière

Ensemble des retraités de droit direct de 60 ans et plus
(échantillon interrégimes de retraités 1997)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Ensemble des carrières			Carrières complètes (1)		
	Montant moyen (en francs)	Effectifs (en %)	Durée de cotisation (en trimestres)	Part des carrières complètes (%)	Montant moyen (en francs)	Effectifs (en %)	Durée de cotisation (en trimestres)
Un seul régime de base : retraités unipensionnés							
Salarié du secteur privé (régime général et régimes complémentaires)	5 787	45,4	128	50,8	8 936	38,4	172
Agents de la fonction publique d'État	10 897	4,9	143	63,7	12 314	5,2	155
Agents des collectivités locales (CNRACL)	6 907	1,0	118	26,1	10 075	0,5	153
Salariés agricoles (MSA)	3 179	1,1	103	41,0	5 470	0,8	168
Autre régime (EDF, SNCF, RATP, Mines, Marine...)	8 741	2,0	136	39,9	10 762	1,4	157
Ensemble des anciens salariés	**6 326**	**55,0**	**129**	**50,9**	**9 324**	**46,2**	**169**
Exploitants agricoles	1 977	8,0	142	62,5	2 302	8,4	167
Artisans (CANCAVA)	3 340	n.s (3)	123	45,7	4 895	0,2	174
Commerçants (ORGANIC)	2 203	1,0	92	15,0	3 616	0,2	162
Professions libérales	11 995	n.s (3)	129	17,3	15 823	0,1	159
Ensemble des anciens non salariés	**2 213**	**9,0**	**137**	**57,4**	**2 474**	**8,9**	**167**
Ensemble des unipensionnés	**5 727**	**64,0**	**130**	**51,8**	**8 218**	**55,1**	**169**
Plusieurs régimes de base : retraités polypensionnés							
RG (2) et régime salarié agricole	5 804	7,0	152	68,4	7 207	8,5	177
RG et régime exploitant agricole	3 783	4,0	156	63,7	4 655	4,6	186
RG et régime artisan	6 082	2,0	166	82,1	6 716	3,2	179
RG et régime commerçant	5 558	4,0	150	60,9	7 196	3,5	178
RG et régime fonctionnaire ou CNRACL	9 448	4,6	172	78,9	10 416	6,1	185
RG et un autre régime de base	10 062	3,2	170	81,7	10 869	4,4	180
RG et deux autres régimes ou plus	7 326	4,2	181	84,7	7 771	5,9	189
Salarié agricole et exploitant agricole	3 633	3,0	163	80,5	3 931	3,4	174
Salarié agricole, exploitant agricole et autre régime	4 942	3,0	177	83,4	5 384	3,7	189
Autres situations à deux régimes ou plus	7 718	1,0	167	70,3	8 707	1,6	186
Ensemble des polypensionnés	**6 434**	**36,0**	**164**	**74,4**	**7 432**	**44,9**	**182**
Ensemble des régimes	**5 983**	**100,0**	**142**	**60,0**	**7 865**	**100,0**	**175**

(1) Carrières complètes : retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus.
(2) RG : régime général.
(3) n.s : non significatif.

TABLEAU C.04-16

Montant mensuel moyen des avantages composant la retraite globale selon le sexe

(échantillon interrégimes des retraités)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

Unité : Franc

	1993				1997				
	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de réversion	**Retraite totale**	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de réversion	Allocations du FSV	**Retraite totale**
Retraités de droit direct ayant exercé une carrière complète (2) (3)									
Hommes	8 071	453	28	**8 552**	8 877	401	30	25	**9 333**
Femmes	5 014	262	490	**5 766**	5 926	176	519	44	**6 665**
Ensemble	**6 987**	**386**	**192**	**7 565**	**7 865**	**324**	**198**	**31**	**8 418**
Ensemble des retraités de droit direct de 60 ans ou plus (4)									
Hommes	7 462	467	31	**7 960**	8 344	385	31	45	**8 805**
Femmes	3 217	285	828	**4 330**	3 894	183	885	72	**5 034**
Ensemble	**5 094**	**366**	**476**	**5 936**	**5 983**	**278**	**484**	**59**	**6 804**

(1) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour tierce personne à charge.
(2) Carrière complète : retraité de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus.
(3) Champ : Retraités ayant exercé une carrière complète.
(4) Champ : Ensemble des retraités (quelle que soit la durée de carrière).

TABLEAU C.04-17

Montant mensuel moyen des différents avantages vieillesse composant la retraite globale

(échantillon interrégimes de retraités 1997)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Franc

	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 74 ans	75 à 84 ans	85 ans et plus	Ensemble
Retraités de droit direct ayant effectué une carrière complète (1)						
Hommes						
Droits directs	8 763	8 863	8 986	9 084	8 087	8 877
Droits dérivés (réversion)	9	18	31	49	104	30
Avantages accessoires (2)	344	387	425	455	415	401
Allocations du FSV	10	13	25	35	116	25
Retraite globale	**9 126**	**9 281**	**9 467**	**9 623**	**8 722**	**9 333**
Femmes						
Droits directs	6 678	6 102	5 854	5 602	4 818	5 926
Droits dérivés (réversion)	257	332	532	750	949	519
Avantages accessoires (2)	182	183	160	184	156	176
Allocations du FSV	5	12	22	57	243	44
Retraite globale	**7 122**	**6 629**	**6 568**	**6 593**	**6 166**	**6 665**
Ensemble						
Droits directs	8 147	7 968	7 905	7 781	6 527	7 865
Droits dérivés (réversion)	82	120	204	311	507	198
Avantages accessoires (2)	296	321	334	353	291	324
Allocations du FSV	9	13	24	44	177	31
Retraite globale	**8 534**	**8 422**	**8 467**	**8 489**	**7 502**	**8 418**
Retraités de droit direct de 60 ans ou plus (quelque soit la durée de carrière) (3)						
Hommes						
Droits directs	8 202	8 455	8 478	8 524	7 254	8 344
Droits dérivés (réversion)	10	21	30	50	107	31
Avantages accessoires (2)	327	379	412	435	380	385
Allocations du FSV	25	31	50	53	143	45
Retraite globale	**8 564**	**8 886**	**8 970**	**9 062**	**7 884**	**8 805**
Femmes						
Droits directs	4 903	4 149	3 779	3 567	3 087	3 894
Droits dérivés (réversion)	352	550	825	1 203	1 573	885
Avantages accessoires (2)	195	190	169	193	157	183
Allocations du FSV	35	39	50	76	215	72
Retraite globale	**5 485**	**4 928**	**4 823**	**5 039**	**5 032**	**5 034**
Ensemble						
Droits directs	6 830	6 338	5 944	5 609	4 323	5 983
Droits dérivés (réversion)	152	281	458	728	1 138	484
Avantages accessoires (2)	272	286	281	293	223	278
Allocations du FSV	29	35	50	67	194	59
Retraite globale	**7 283**	**6 940**	**6 733**	**6 697**	**5 878**	**6 804**

(1) Champ : retraités de droit direct de 60 ans et plus, ayant exercé une carrière complète (retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus).
(2) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour tierce personne à charge.
(3) Champ : ensemble des retraités de droit direct de 60 ans et plus.

TABLEAU C.04-18A

Bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le FSV et FSI

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction de la Sécurité Sociale)
Caisse des Dépôts et Consignations

Unités : Effectifs : Millier
Montant : Million de F

	1985	1990	1995	1996	1997	1998
Fonds de solidarité vieillesse :						
Effectifs	1 539,5	1 212,9	988,8	942,6	886,1	840,7
Montants versés	20 675	17 827	14 901	14 602	13 413	12 564
Fonds spécial d'invalidité :						
Effectifs	139,2	133,0	104,7	102,5	102,0 (1)	102,0
Montants versés	1 542	1 633	1 534	1 591	1 585	1 606

(1) Nouvelle estimation.

TABLEAU C.04-18B

Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI selon l'organisme verseur

France entière

Au 31 décembre 1998

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction de la Sécurité Sociale)
Caisse des Dépôts et Consignations

Unité : Montants en million de F

	Fonds de solidarité vieillesse		Fonds spécial invalidité	
	Effectifs	Montants	Effectifs	Montants
Régime général (métropole)	375 713	5 536	87 282	1 313
Exploitants agricoles	230 984	2 686	5 145 *e*	106
SASV	64 218	1 482	///	///
Salariés agricoles	36 935	591	5 457	100
ORGANIC (commerçants)	19 251	376	354	5
CANCAVA (artisans)	19 124	293	967	20
CAMAVIC (cultes)	5 954	85	15	...
Professions libérales	450	5	19	...
Régimes spéciaux (1)	7 670	57	1 136	18
SNCF	1 976	...	221	...
Mines	1 102	...	124	...
Marins	1 738	...	89	...
Ouvriers de l'État	591	...	96	...
Collectivités locales	1 863	...	556	...
Autres régimes spéciaux	400	...	50	...
Total métropole	**760 299**	**11 111**	**100 375**	**1 562**
DOM	**80 379**	**1 453**	**1 591** *e*	**44**

(1) Non compris les fonctionnaires (environ 2 300 pour un montant de 11 millions de francs).

TABLEAU C.04-19

Minimum vieillesse

Montant annuel moyen des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Franc

	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	12 990	14 990	16 610	16 943	17 147	17 336	17 545
Allocation supplémentaire au Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV)	17 480	19 500	23 259	23 764	24 050	24 315	24 940
Minimum vieillesse :							
Personne seule	30 470	33 990	39 870	40 707	41 197	41 651	42 485
Couple	55 220	60 990	71 525	73 028	73 906	74 720	76 215

TABLEAU C.04-20

Allocataires de minima sociaux

Nombre de bénéficiaires au 31 décembre

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES), CNAF, MSA, UNEDIC (FNA), CNAMTS, CNAVT — *Unité :* Millier

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Revenu Minimum d'Insertion (RMI)	422,1	840,8	903,1	956,6	993,3	1 017,8
Allocation de Parents Isolés (API)	131,0	148,0	149,1	150,9	150,2	155,2
Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)	519,0	593,5	609,6	627,7	647,0	671,3
Allocation Supplémentaire d'Invalidité	131,7	103,4	101,2	100,7	100,7	100,0 *e*
Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)	336,1	485,8	513,0	480,1	487,8	470,8 *p*
Allocation d'Insertion (AI)	123,6	18,4	15,1	16,1	21,1	25,1 *p*
Allocation Supplémentaire de Vieillesse	1 182,9	908,8	861,3	805,1	760,3	725,0 *e*
Allocation Veuvage	16,0	16,2	17,0	18,2	19,6	20,0 *e*
Total	**2 862,4**	**3 115,0**	**3 169,3**	**3 155,4**	**3 180,0**	**3 185,2**

TABLEAU C.04-21

Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale (1)

France entière

Au 31 décembre 1999

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole			DOM		
	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)
Personne sans conjoint :						
Sans enfant	576 985	58,1	1 994	64 350	50,6	1 687
Avec un enfant	120 070	12,1	2 181	17 622	13,9	1 706
Avec deux enfants	59 840	6,0	2 170	11 387	9,0	1 479
Avec trois enfants et plus	34 016	3,4	1 822	6 502	5,1	1 649
Couple :						
Sans enfant	44 225	4,5	2 228	4 145	3,3	2 015
Avec un enfant	49 672	5,0	2 327	6 657	5,2	2 050
Avec deux enfants	47 010	4,7	2 444	7 792	6,1	2 071
Avec trois enfants et plus	61 257	6,2	2 552	8 721	6,9	2 239
Total	**993 075**	**100,0**	**2 104**	**127 176**	**100,0**	**1 760**

(1) Nombre d'enfants à charge au sens du RMI.

TABLEAU C.04-22

Allocataires du RMI selon l'âge (1)

France entière

Situation au 31 décembre 1999

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole		DOM	
	Effectif	%	Effectif	%
Âge :				
Moins de 25 ans	28 719	2,9	5 760	4,5
De 25 à 29 ans	231 016	23,3	25 881	20,4
De 30 à 39 ans	313 889	31,6	43 981	34,6
De 40 à 49 ans	238 576	24,0	28 090	22,1
De 50 à 59 ans	147 672	14,9	18 291	14,4
60 ans et plus	33 203	3,3	5 173	4,1
Total	**993 075**	**100,0**	**127 176**	**100,0**

(1) Il s'agit du nombre d'allocataires payés par les caisses d'allocations familiales.

TABLEAU C.04-23

Allocataires du RMI

France entière

Payés en décembre

Sources : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales), MSA (Mutualité sociale agricole)

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Métropole	422 102	840 839	903 804	956 596	993 286	1 017 847
D.O.M	88 044	105 171	106 668	111 305	118 822	127 176
Total	**510 146**	**946 010**	**1 010 472**	**1 067 901**	**1 112 108**	**1 145 023**

TABLEAU C.04-24

Bénéficiaires du RMI

Au 31 décembre 1999

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

Ouverture de droits	Nombre	%
Moins de 6 mois	135 414	13,6
De 6 mois à 1 an	115 420	11,6
De 1 à 2 ans	184 341	18,6
De 2 à 3 ans	134 845	13,6
De 3 à 5 ans	169 867	17,1
Plus de 5 ans	253 188	25,5
Total	**993 075**	**100,0**

TABLEAU C.04-19

Minimum vieillesse

Montant annuel moyen des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES).

D

Consommation et conditions de vie

Consommation et conditions de vie

D

Chapitre D.01

Consommation et modes de vie des ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation et pouvoir d'achat.

1A. Consommation effective des ménages par fonction en valeur.
1B. Consommation effective des ménages par fonction en volume.
2A. Montant de la consommation effective des ménages par durabilité en valeur.
2B. Évolution de la consommation effective des ménages par durabilité en volume.
3. Principales quantités consommées en France par les ménages depuis 1990.
4. Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
5A. Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage.
5B. Équipement des ménages en biens durables selon leur taille.
6. Poids des repas et consommation extérieurs dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence.
7. Taux d'équipement des ménages européens en biens durables.
8. Le budget des ménages en 1995.
9. Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1986 et 1999.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages » et la division « Synthèses des biens et services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1999, la croissance de la dépense de consommation des ménages (+2,1 % en volume en moyenne annuelle), est la deuxième plus forte progression de la décennie, après celle de 1998 (+3,3 %). Cette progression est favorisée par la hausse des revenus et par la confiance manifestée par les ménages dans l'évolution de leur niveau de vie.

Les occupations quotidiennes des personnes évoluent : quatre temps viennent scander la journée des Français. Le temps consacré à entretenir la « machine humaine » occupe la moitié de la journée; le temps de travail ou d'études est très variable bien sûr, selon que l'on est actif ou inactif (femme au foyer, retraité ou étudiant). Pour leur part, les travaux domestiques et les loisirs remplissent respectivement, quatre heures et quatre heures et demie de la journée. Entre 1986 et 1999, grâce essentiellement à la diminution globale du temps de travail et des tâches ménagères, le temps quotidien de loisirs s'est allongé d'une demi-heure (cf. tableau D01-9).

2. MÉTHODOLOGIE

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution sont ici de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;

— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables (disponibles pour la métropole uniquement);

— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans la consommation des ménages (tableaux D.01-1 et D.01-2) sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le nouveau système européen de comptabilité nationale - SEC 95 - mis en application dans la « base 1995 ») : leur addition forme exactement le total « Consommation effective des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente (2).

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de trois sources principales :

- les enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages.

Elles sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5 000 à 15 000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents. Mais elles constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.). Les principales enquêtes utilisées sont les suivantes :

— l'enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV). Elle est effectuée trois fois par an auprès de 8 000 ménages. L'enquête de mai fournit des informations sur l'équipement des ménages en biens durables.

L'effectif de ménages répondant pour certaines catégories socioprofessionnelles est parfois petit; par exemple, dans le tableau D01-4, les données relatives aux agriculteurs exploitants ont été élaborées à partir des réponses de 307 ménages, par conséquent, les résultats sont à utiliser avec précaution.

— l'enquête sur le budget des familles.

Les données sur les dépenses des ménages (tableau D01-8) sont issues de l'enquête sur le budget des familles réalisée en 1995; de périodicité quinquennale, elle fait suite aux précédentes enquêtes effectuées en 1979, 1984-1985 et 1989. L'échantillon de 1995 est constitué par 9 634 ménages.

— L'enquête « Emploi du temps 1998-1999 », a lieu environ tous les dix ans. Elle fait suite aux enquêtes précédentes sur le même thème, effectuées en 1964-1965, 1974-1975, et 1985-1986. Ce sont des enquêtes « à vagues » étalées sur un an (comme budget de famille) pour éviter les effets de saisonnalité (on n'a pas les mêmes occupations en hiver et en été). La dernière enquête, réalisée entre février 1998 et février 1999, a interrogé tous les individus de 15 ans et plus d'un échantillon de 8 000 ménages sur la nature et la durée de leurs activités pendant 24 heures. Le tableau D01-9, concerne 16 000 individus environ.

— l'enquête logement qui a lieu tous les quatre ans;

— les enquêtes transports.

- les statistiques de production et du commerce extérieur.

Elles permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales des chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, etc.).

---

(1) Voir le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » du présent annuaire et le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.

(2) Pour plus de détails, voir la publication annuelle *INSEE-Résultats*, série Consommation-modes de vie, sous le titre : « Consommation des ménages de l'année n », cf. Sources de documentation.

Les statistiques du commerce extérieur en valeur et en quantités résultent de l'exploitation de la base de données douanières. Les importations et exportations par produits détaillés sont ainsi obtenues.

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation.

- les statistiques de distribution.

Différentes sources sont utilisées : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres « Ressources-Emplois ».

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations, augmentées des marges commerciales et de transport ainsi que l'ensemble des impôts sur les produits (dont la TVA et les droits de douanes), et diminuées des subventions sur les produits. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks + acquisitions nettes de cession d'objet de valeur.

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres « Ressources-Emplois » nécessitent de faire une estimation des marges et des variations de stocks, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres « Ressources-Emplois ».

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Nomenclatures

• Nomenclature de fonction

Elle classe les biens et les services selon les besoins humains auxquels ils répondent : alimentation, boissons alcoolisées et tabac, articles d'habillement et chaussures, logement chauffage et éclairage, équipement du logement, santé, transport, communications, loisirs-culture, éducation, hôtels, cafés et restaurants, autres biens et services constituent les douze grandes fonctions. La fonction 13 représente les dépenses de consommation des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et la 14ème regroupe les dépenses de consommation finale individualisable des Administrations publiques (APU). Cette nomenclature regroupe, aux prix de quelques conventions, les produits complémentaires c'est-à-dire simultanément nécessaires à la satisfaction d'un même besoin, ou substituables c'est-à-dire alternatifs pour satisfaire un même besoin. Les biens et services destinés à satisfaire un même besoin sont ainsi regroupés dans cette nomenclature. Par exemple, la fonction « transport » regroupe les achats de véhicules, leurs frais d'entretien et de réparation, la consommation de carburants, les dépenses de transports ferroviaires, routiers et enfin les transports aériens.

• Nomenclature de durabilité

Elle oppose les biens durables aux biens fongibles et distingue les biens des services. Elle classe les biens en trois groupes : biens durables importants (véhicules, meubles, équipement ménager ou de loisir), biens semi-durables (textile, habillement) et biens non durables (alimentation, énergie).

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités (tableau D.01-3) ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année précédente, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Panel communautaire des ménages

Le panel communautaire des ménages, enquête multidimensionnelle européenne, coordonnée par Eurostat, a pour objectif principal de suivre les dynamiques individuelles d'emploi et de revenus. La première vague a eu lieu en 1994 dans les douze États membres formant

l'Union européenne à l'époque. L'échantillon total comprenait environ 60 500 ménages sélectionnés de façon aléatoire. L'enquête « panel communautaire des ménages » fournit des statistiques comparables entre pays (cf. tableau D.01-7).

3. DÉFINITIONS

La consommation finale des ménages

Les comptes nationaux sont désormais établis selon le système européen de comptabilité : SEC 95. Dans ce nouveau système de comptabilité nationale, deux concepts de consommation finale sont distingués : la dépense de consommation finale et la consommation finale effective. La dépense de consommation finale des ménages remplace le concept de consommation finale du système précédent. Selon le SEC 95, la dépense de consommation finale des ménages recouvre les dépenses consacrées par les ménages à l'acquisition de biens et services, utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains « individuels ». La dépense de consommation finale peut être effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde.

La consommation des ménages qui doit être évaluée est une consommation nationale, c'est-à-dire la consommation des ménages résidents qu'elle ait lieu dans ou hors le territoire économique national. Le territoire économique français inclut désormais les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), mais exclut Monaco.

Pour des raisons statistiques, on ne peut évaluer dans un premier temps, par produits, qu'une consommation territoriale, représentant l'ensemble des achats effectués sur le territoire par des ménages résidents ou non . La consommation nationale est obtenue en retranchant la consommation des non-résidents sur le territoire et en additionnant la consommation des résidents hors le territoire. Les données nécessaires sont obtenues par un traitement particulier de la balance des paiements.

Les biens et services marchands constituent l'essentiel du poste; ils correspondent aux achats de biens neufs (sauf les logements mais y compris les achats en crédit bail pour les automobiles), de véhicules d'occasion (passant par le commerce), et aux achats de services marchands. Ils comprennent aussi l'autoconsommation de produits alimentaires, les avantages fournis par les employeurs à leurs salariés ou par l'armée aux militaires, les loyers « imputés » des logements occupés par leurs propriétaires, qui tous, viennent en contrepartie des revenus de même montant inclus dans le revenu disponible des ménages.

Quand ces biens et services marchands sont utilisés par des entrepreneurs individuels pour leur activité productive, on ne les prend pas en compte dans la consommation finale des ménages. Pour les biens et services à usage mixte, on ne retient ici qu'une partie de leur valeur, proportionnelle à l'utilisation domestique qui en est faite.

Les services non marchands pris en compte dans la dépense de consommation finale des ménages comprennent tout d'abord les paiements partiels des ménages aux institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) (séances de ciné-club, spectacles amateurs, offices religieux) ou aux administrations publiques (hôpitaux, enseignement, musées, théâtres). S'y ajoutent les services domestiques fournis par le personnel salarié employé par les ménages (employés de maison, nourrices, concierges et gardiens d'immeubles), qui ont leur contrepartie en production pour compte propre des ménages.

La consommation effective finale des ménages

Le SEC 95, outre la dépense de consommation finale des ménages, définit également la consommation effective finale des ménages. Celle-ci recouvre l'ensemble des biens et services qu'ils utilisent effectivement (ou consomment) quelle que soit la manière dont ils sont financés, alors que la dépense de consommation se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. L'écart entre les deux notions représente les remboursements de sécurité sociale, les aides aux logements, les dépenses de la collectivité en éducation, en santé, etc.

Pour passer de la dépense de consommation des ménages à la consommation effective, il faut ajouter au premier de ces agrégats les transferts sociaux en nature versés par les administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques sont subdivisées entre dépenses de consommation finale individualisable (celles dont le consommateur effectif est identifiable) et dépenses de consommation collective, correspondant aux fonctions régaliennes des administrations.

Les transferts sociaux en nature des administrations publiques aux ménages correspondent aux dépenses de consommation finale individualisable de ces administrations.

La consommation effective des administrations publiques ne comprend plus alors que les biens et services inclus dans les dépenses de consommation finale collective.

- exemples de dépenses individualisables : dépenses d'éducation, de santé, de culture...

- exemples de dépenses collectives : dépenses liées à la défense, la justice, la police, l'administration générale...

Théoriquement, on aurait dû adopter la même démarche concernant les ISBLSM. Par convention, c'est l'ensemble de leurs dépenses de consommation qui est considéré comme individualisable et constitue une consommation effective des ménages, il n'y a donc pas de consommation finale effective pour les ISBLSM. Pourtant, comme la dépense, elles n'incluent pas la valeur ajoutée domestique (préparation des repas, travail ménager, aide aux enfants dans leurs devoirs scolaires, bricolage).

Mais, c'est par ailleurs une notion plus restreinte que la dépense, car la comptabilité nationale ne classe pas en

consommation l'achat et les gros travaux d'amélioration du logement, les intérêts liés à ceux-ci, les impôts. Elle ne retrace pas non plus les achats de ménages à d'autres ménages : seules les marges commerciales des revendeurs sont prises en compte. C'est notamment le cas pour le poste « voitures d'occasion ».

Si elles couvrent des champs différents et satisfont à des contraintes particulières, ces deux notions ont aussi des utilisations complémentaires. La consommation est à privilégier pour l'analyse des séries temporelles ou l'analyse économétrique faisant intervenir de nombreuses variables des comptes, qui respectent les contraintes de comparabilité. Tandis que la dépense saisie par les enquêtes auprès des ménages est plus apte à mettre en évidence les disparités internes aux populations enquêtées (socioprofessionnelles, démographiques ou géographiques), et permet d'introduire des données autres que comptables, plus qualitatives, dans une étude.

	Ménages	**Administrations publiques**	**ISBLSM**
Dépenses de consommation	Dépenses de consommation des ménages	Dépenses collectives et individuelles des administrations publiques	Dépenses de consommation des ISBLSM
Consommation effective	Dépenses de consommation des ménages + Dépenses individuelles des APU + Dépenses de consommation des ISBLSM	Dépenses collectives des administrations publiques	

• L'autoconsommation

C'est la contrepartie de la production pour compte propre des ménages destinée à leur consommation finale. Dans le SEC 95 cette production constitue une production pour emploi final propre, qu'elle porte sur des biens ou des services.

- *autoconsommation de biens*

Tous les biens sont susceptibles d'être autoconsommés. Cette production pour compte propre doit être comptabilisée si elle est significativement importante au regard de l'offre totale de ce bien. On n'évalue une autoconsommation que pour les produits agricoles et agro-alimentaires.

- exemples :

pommes de terre, fruits, miel, viande, volailles, lait, beurre, vin, eau de vie...

- *autoconsommation de services*

Elle concerne trois postes :

- Les services des logements occupés par leurs propriétaires (ou loyers imputés).

- Les services d'action sociale (assistante maternelle).

- Les services domestiques découlant de l'emploi de personnel rémunéré (les services résultant de l'activité domestique non rémunérée ne sont pas retenus).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux ménagers, garde d'enfants, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture, etc.) ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers imputés que paieraient les propriétaires, s'ils étaient locataires de leur logement, est évaluée aux prix des loyers des locataires correspondants; le reste de l'autoconsommation est évalué aux prix à la production.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile », dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux, cliniques » et de « Cantines » ou « Cafés-restaurants ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;
— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Publications :

Publications concernant les méthodes :

— « Vingt ans après, la comptabilité nationale s'adapte », *Économie et Statistique*, n° 318, 1998;

— « Les nouvelles évaluations de biens et services dans les comptes nationaux », *Économie et Statistique*, n° 321-322, 1999;

— « Les comptes de secteur institutionnels : de la base 80 à la base 95 », *Économie et Statistique*, n° 321-322, 1999.

Séries de consommation en base 1980 :

INSEE-Résultats :

— « 35 ans de consommation des ménages », principaux résultats de 1959 à 1993, et séries détaillées 1959-1970, n° 378-379, série consommation-modes de vie, n° 69-70, mars 1995;

INSEE-Première :

— « La consommation des ménages en 1997 », n° 585, mai 1998.

Sur disquette :

— « Les séries de consommation des ménages par produit, par fonction et par durabilité en valeur, au prix de l'année précédente et aux prix de 1980 » :

— de 1959 à 1970, 1970 à 1993, 1994 à 1997.

Séries de consommation en base 1995 :

INSEE-Résultats :

— « La consommation des ménages en 1998 », nos 671-672, série consommation-modes de vie, nos 99-100, août 1999.

— « Comptes et indicateurs économiques – Rapport sur les Comptes de la nation 1999 », série économie générale, nos 187-188, juillet 2000.

INSEE-Première :

— « Les Comptes de la nation en 1999 », n° 710, avril 2000 ;

— La consommation des ménages en 1999 », n° 715, mai 2000.

CÉDÉROM Comptabilité nationale :

— Séries sur les années 1992 à 1998 ;

— Séries longues couvrant le plus souvent la période 1978 à 1998.

Autres publications :

INSEE-Résultats :

— « Les vacances des Français, tendances longues, résultats détaillés de 1993 à 1994 », nos 451-452, série consommation-modes de vie, mars 1996;

— « Le budget des ménages en 1995 », n° 550, série consommation-modes de vie, n° 90, juillet 1997;

— « Enquête emploi du temps 1998-1999 », série consommation-modes de vie, nos 101-102, janvier 2000;

— « La consommation des ménages en 1999 », série consommation-modes de vie, nos 103-104, juillet 2000.

INSEE-Première :

— « Consommation des ménages et dépense publique », n° 514, mars 1997;

— « L'informatique à la maison : une diffusion sensible mais encore très ciblée », n° 629, janvier 1999;

— « L'informatique, une technique assimilée par les jeunes générations », n° 643, avril 1999;

— « Le temps de travail des cadres », n° 671, août 1999;

— « En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », n° 675, octobre 1999;

— « La percée du téléphone portable et d'Internet », n° 700, février 2000.

Economie et statistique :

— « Horizon 2000, consommation : l'effet du vieillissement », n° 243, mai 1991;

— « Consommation : un lent bouleversement de 1979 à 1997 », « Les effets d'âge et de génération sur le niveau et la structure de la consommation », nos 324-325, avril-mai 1999;

— « Les effets de l'existence du parc HLM sur le profil de consommation des ménages », n° 328, avril 2000.

Données sociales 1999, INSEE :

— « Modes de vie et consommation en France de 1980 à 1996 », N. Herpin, D. Kerger;

— « Combien nous coûtent nos enfants », L. Olier.

France, Portrait social, 1999-2000, INSEE :

— « La répartition du travail domestique entre conjoints reste très largement spécialisée et inégale ».

France, Portrait social, 2000-2001, INSEE :

— « Consommation et épargne de ménages »;

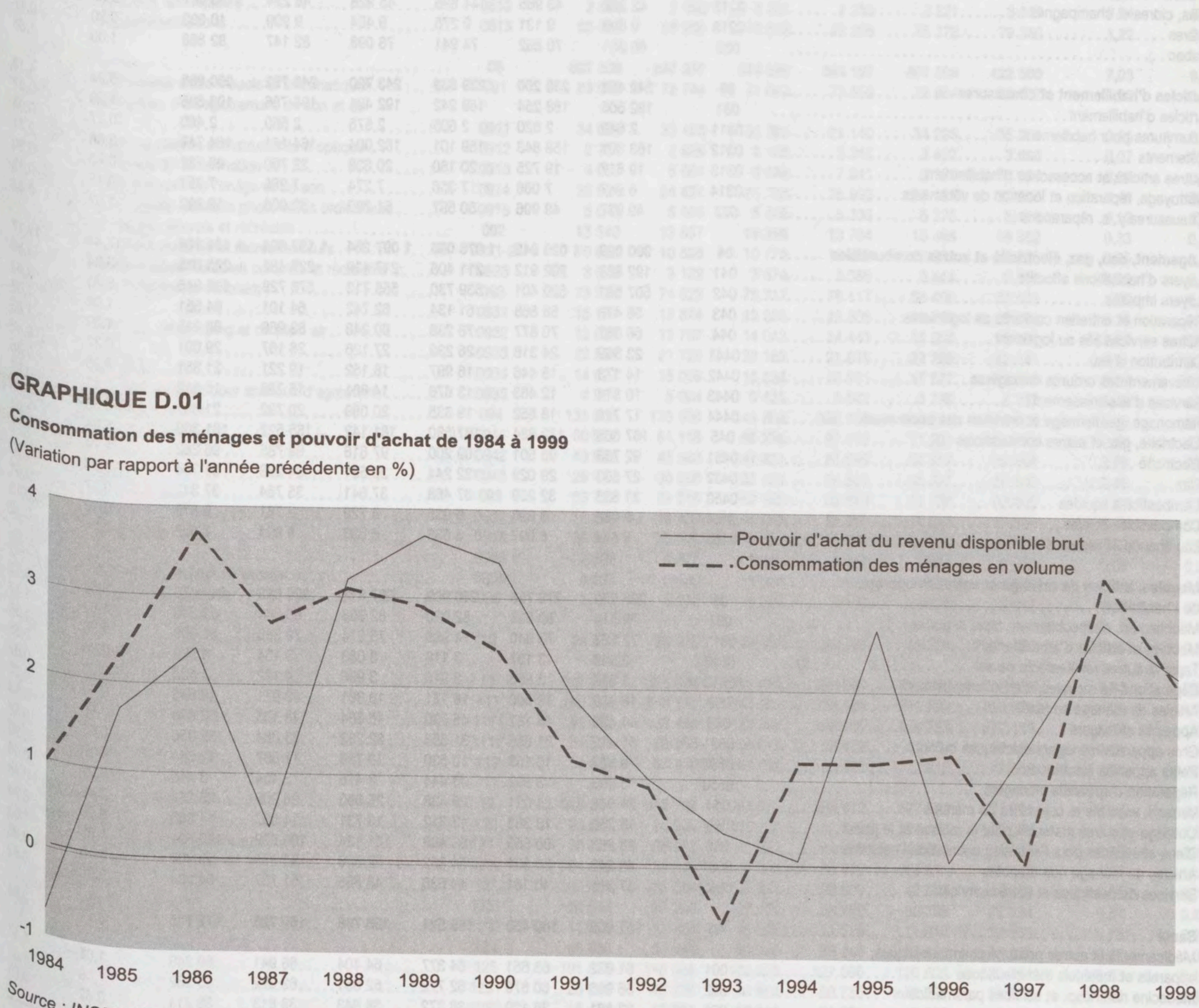
— « Avec la progression soutenue de leur revenu disponible, la consommation des ménages reste dynamique ».

*
* *

GRAPHIQUE D.01

Consommation des ménages et pouvoir d'achat de 1984 à 1999

(Variation par rapport à l'année précédente en %)



Source : *INSEE (Comptes de la Nation - base 95)*

TABLEAU D.01-1A

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unité* : Million de francs courants

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	1990	1999
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	**01**	**633 077**	**649 243**	**654 817**	**671 892**	**690 748**	**698 610**	**13,14**	**11,50**
Produits alimentaires	011	593 828	604 945	609 922	624 787	642 403	649 834	12,38	10,70
Pain et céréales	0111	87 763	89 066	92 200	93 766	94 967	95 760	1,77	1,58
Viandes	0112	190 279	194 386	195 755	201 601	205 433	205 054	4,10	3,38
Poissons et crustacés	0113	45 219	43 479	45 235	46 694	50 121	51 863	0,92	0,85
Lait, fromages et œufs	0114	89 490	91 064	89 877	91 388	94 330	96 324	1,82	1,59
Huiles et graisses	0115	17 831	17 777	18 284	18 562	18 599	18 796	0,39	0,31
Fruits	0116	41 633	42 807	41 943	43 949	44 715	44 426	0,91	0,73
Légumes	0117	62 188	64 452	64 275	64 397	67 720	69 019	1,31	1,14
Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	0118	43 403	44 947	44 772	46 211	47 705	48 729	0,86	0,80
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.c.a.	0119	16 023	16 968	17 583	18 220	18 813	19 862	0,30	0,33
Boissons non alcoolisées	012	39 249	44 298	44 895	47 105	48 345	48 775	0,76	0,80
Café, thé et cacao	0121	12 634	15 758	15 552	16 255	16 492	15 843	0,27	0,26
Autres boissons non alcoolisées	0122	26 615	28 540	29 343	30 850	31 853	32 932	0,49	0,54
Boissons alcoolisées et tabac	**02**	**139 651**	**145 813**	**151 926**	**156 303**	**163 419**	**166 626**	**2,45**	**2,74**
Boissons alcoolisées	021	73 300	74 961	76 985	78 205	81 272	83 758	1,45	1,38
Alcools	0211	21 919	21 865	22 814	22 823	23 069	23 158	0,40	0,38
Vins, cidres et champagnes	0212	42 282	43 965	44 896	45 928	48 294	50 567	0,85	0,83
Bières	0213	9 099	9 131	9 275	9 454	9 909	10 033	0,20	0,17
Tabac	022	66 351	70 852	74 941	78 098	82 147	82 868	1,00	1,36
Articles d'habillement et chaussures	**03**	**242 482**	**238 250**	**239 839**	**243 780**	**248 792**	**250 988**	**5,36**	**4,13**
Articles d'habillement	031	192 505	188 254	189 242	192 491	196 786	198 696	4,30	3,27
Fournitures pour habillement	0311	2 640	2 620	2 605	2 575	2 560	2 460	0,07	0,04
Vêtements	0312	163 301	158 843	159 101	162 004	164 181	164 747	3,66	2,71
Autres articles et accessoires d'habillement	0313	19 617	19 725	20 180	20 638	22 760	23 732	0,43	0,39
Nettoyage, réparation et location de vêtements	0314	6 947	7 066	7 356	7 274	7 285	7 757	0,15	0,13
Chaussures y. c. réparations	032	49 977	49 996	50 597	51 289	52 006	52 292	1,07	0,86
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	**04**	**990 089**	**1 025 942**	**1 076 088**	**1 097 284**	**1 137 804**	**1 164 106**	**17,44**	**19,17**
Loyers d'habitations effectifs	041	192 888	202 912	211 406	217 439	227 487	233 085	3,34	3,84
Loyers imputés	042	507 591	520 401	539 730	555 713	576 728	596 946	8,65	9,83
Réparation et entretien courants de logements	043	56 478	58 868	61 134	62 742	64 101	64 551	1,02	1,06
Autres services liés au logement	044	66 067	70 877	76 238	80 248	83 966	88 215	1,09	1,45
Distribution d'eau	0441	23 369	24 316	26 230	27 126	28 167	29 001	0,37	0,48
Enlèvement des ordures ménagères	0442	14 173	15 446	16 997	18 152	19 221	21 351	0,25	0,35
Services d'assainissement	0443	10 814	12 463	13 676	14 881	15 786	16 512	0,13	0,27
Ramonage, gardiennage et entretien des ascenseurs	0444	17 711	18 652	19 335	20 089	20 792	21 351	0,33	0,35
Électricité, gaz et autres combustibles	045	167 065	172 884	187 580	181 142	185 522	181 309	3,34	2,99
Électricité	0451	92 733	96 501	102 200	97 618	99 785	96 282	1,74	1,59
Gaz	0452	27 593	29 029	32 244	30 521	34 268	31 744	0,54	0,52
Combustibles liquides	0453	31 823	32 259	37 468	37 641	35 764	37 342	0,77	0,61
Combustibles solides	0454	9 082	8 998	9 035	8 729	8 781	8 879	0,18	0,15
Eau chaude et vapeur d'eau	0455	5 834	6 097	6 633	6 633	6 924	7 062	0,11	0,12
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	**05**	**266 200**	**272 753**	**280 909**	**287 813**	**300 618**	**311 479**	**5,65**	**5,13**
Meubles, art, d'ameublement, tapis et autres	051	79 514	80 633	82 020	82 353	86 544	89 230	1,82	1,47
Meubles et articles d'ameublement	0511	72 328	73 640	74 986	75 274	79 288	81 999	1,66	1,35
Tapis et autres revêtements de sol	0512	3 349	3 137	3 118	3 083	3 134	3 109	0,08	0,05
Réparations de meubles, d'art d'ameublement	0513	3 837	3 856	3 916	3 996	4 122	4 122	0,08	0,07
Articles de ménage en textile	052	18 238	18 000	18 121	18 361	19 071	19 695	0,40	0,32
Appareils ménagers	053	44 423	45 182	45 530	46 384	48 185	50 878	0,96	0,84
Gros appareils ménagers électriques ou non	0531	31 412	31 656	31 556	32 232	33 064	35 066	0,69	0,58
Petits appareils électriques	0532	9 803	10 133	10 530	10 736	11 687	12 364	0,20	0,20
Réparation d'appareils ménagers	0533	3 208	3 393	3 444	3 416	3 434	3 448	0,07	0,06
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	054	24 503	25 021	25 438	25 860	26 209	26 214	0,49	0,43
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	055	13 259	13 363	13 312	13 731	14 537	14 968	0,28	0,25
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	056	86 263	90 555	96 488	101 124	106 072	110 494	1,69	1,82
Articles de ménage non durables	0561	48 942	50 391	51 852	52 529	54 335	56 209	1,10	0,93
Services domestiques et autres services	0562	37 321	40 164	44 636	48 596	51 737	54 284	0,60	0,89
Santé	**06**	**151 909**	**160 450**	**165 521**	**165 798**	**169 726**	**172 725**	**2,71**	**2,84**
Médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques	061	61 032	63 651	64 377	64 404	66 941	69 249	1,01	1,14
Médecine non hosp. et services paramédicaux	062	56 996	60 670	62 772	62 551	63 972	65 262	1,09	1,07
Services hospitaliers	063	33 881	36 129	38 372	38 843	38 813	38 214	0,62	0,63

TABLEAU D.01-1A (suite 1)

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unité* : Million de francs courants

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	1990	1999
Transport	**07**	**615 611**	**630 383**	**662 032**	**647 160**	**685 720**	**727 195**	**12,60**	**11,98**
Achats de véhicules	071	176 747	172 571	189 875	158 579	181 481	200 615	4,08	3,30
Automobiles neuves et d'occasion	0711	164 664	159 363	176 029	144 059	166 173	184 115	3,82	3,03
Motos	0712	5 229	6 303	7 647	8 613	9 606	10 593	0,12	0,17
Bicyclettes	0713	6 854	6 905	6 199	5 907	5 702	5 907	0,14	0,10
Dépenses d'utilisation de véhicules	072	351 631	370 459	379 695	390 900	400 178	417 523	6,73	6,88
Pièces détachées et accessoires	0721	101 602	109 942	111 735	114 586	119 897	122 695	1,86	2,02
Carburants, lubrifiants	0722	135 560	139 728	148 448	154 866	152 994	160 346	2,72	2,64
Entretiens et réparations	072	82 811	87 617	84 331	84 855	88 262	93 019	1,62	1,53
Autres services liés aux véhicules personnels	0723	31 658	33 172	35 181	36 593	39 025	41 463	0,54	0,68
Services de transports	073	87 233	87 353	92 462	97 681	104 061	109 057	1,79	1,80
Transports de voyageurs par rail	0731	15 194	14 691	16 272	17 241	18 402	19 097	0,35	0,31
Transports de voyageurs par route	0732	24 074	24 372	25 532	26 419	28 512	29 545	0,44	0,49
Transports de voyageurs par air	0733	21 326	21 263	22 844	24 444	26 355	28 620	0,49	0,47
Transports de voyageurs par mer et voies d'eau intérieures	0734	2 308	2 109	1 883	2 124	1 830	1 807	0,05	0,03
Autres services de transports achetés à l'exclusion des assurances-voyage	0735	2 771	2 827	2 957	3 086	3 245	3 378	0,06	0,06
Titres de transports combinés et autres achats de services de transports	0736	21 560	22 091	22 974	24 367	25 717	26 610	0,41	0,44
Communications	**08**	**77 043**	**79 245**	**82 528**	**84 389**	**87 954**	**93 499**	**1,45**	**1,54**
Services des postes	0811	8 986	8 876	9 522	9 431	9 760	10 330	0,20	0,17
Matériel téléphonique, télécopieurs	0812	2 065	2 130	2 361	2 753	2 821	3 589	0,04	0,06
Services de télécommunications	0813	65 992	68 239	70 645	72 205	75 373	79 580	1,22	1,31
Loisirs et culture	**09**	**357 308**	**367 267**	**374 802**	**384 197**	**407 309**	**422 503**	**7,03**	**6,96**
Appareils et accessoires audio-visuels et informatiques	091	69 925	72 744	71 643	73 556	79 964	82 677	1,52	1,36
Appareils de réception, d'enregistrement du son et de l'image	0911	34 099	33 498	31 735	31 140	34 295	35 250	0,86	0,58
Equipement photo et cinéma et instruments d'optique	0912	2 780	2 929	3 100	3 247	3 422	3 690	0,07	0,06
Matériel de traitement de l'information	0913	4 053	5 894	6 688	7 841	9 735	10 934	0,05	0,18
Supports d'enregistrement de l'image et du son	0914	23 951	24 827	24 705	25 992	27 137	27 387	0,42	0,45
Réparations pour l'audio-visuel, la photo et les ordinateurs	0915	5 042	5 596	5 415	5 336	5 375	5 416	0,12	0,09
Autres biens durables culturels et récréatifs	092	13 540	13 657	14 349	13 704	15 495	16 362	0,33	0,27
Autres biens durables culturels et récréatifs neufs	0921-2	10 520	10 528	10 775	10 319	12 051	12 806	0,25	0,21
Réparations d'autres biens durables culturels et récréatifs	0923	3 020	3 129	3 574	3 385	3 444	3 556	0,08	0,06
Autres biens et équipements de loisirs	093	73 328	74 522	75 717	78 117	80 498	82 603	1,48	1,36
Jeux et jouets	0931	18 171	18 874	18 255	19 306	19 750	20 439	0,36	0,34
Équipement de sport, de camping et de plein air	0932	13 093	13 767	14 042	14 443	15 092	15 901	0,27	0,26
Jardinage	0933	22 503	21 728	22 163	21 875	22 289	22 241	0,51	0,37
Animaux d'agrément	0934	14 627	15 059	15 834	16 961	17 577	17 915	0,26	0,30
Vétérinaires et autres services pour animaux d'agrément	0935	4 934	5 094	5 423	5 532	5 790	6 107	0,08	0,10
Services culturels et récréatifs	094	131 566	136 886	145 888	152 330	163 704	171 772	2,33	2,83
Services sportifs et de loisirs	0941	60 012	61 116	65 226	67 012	71 081	74 403	1,06	1,23
Services culturels	0942	43 085	45 563	47 911	51 096	56 317	59 829	0,78	0,99
Jeux de hasard	0943	28 470	30 208	32 752	34 223	36 307	37 540	0,48	0,62
Presse, livres et papéterie	095	63 797	64 215	62 185	60 993	61 756	63 000	1,28	1,04
Livres	0951	18 378	18 739	18 248	16 768	17 020	17 361	0,38	0,29
Journaux et périodiques	0952	36 733	36 321	35 111	35 259	35 366	35 958	0,72	0,59
Imprimés divers	0953	2 593	2 675	2 466	2 556	2 851	2 936	0,05	0,05
Articles de papéterie et matériel de dessin	0954	6 093	6 480	6 360	6 410	6 519	6 745	0,13	0,11
Voyages touristiques tout compris	096	5 152	5 243	5 020	5 497	5 892	6 087	0,10	0,10
Éducation	**10**	**25 271**	**26 018**	**26 509**	**30 130**	**30 858**	**31 376**	**0,51**	**0,52**
Hôtels, cafés et restaurants	**11**	**306 395**	**315 226**	**312 692**	**324 804**	**344 313**	**359 964**	**6,03**	**5,93**
Restauration	111	243 512	248 810	248 807	258 981	271 503	285 378	4,76	4,70
Restaurants et cafés	1111	191 986	198 444	193 766	201 509	209 739	217 189	3,74	3,58
Cantines	1112	51 526	50 366	55 041	57 472	61 764	68 189	1,02	1,12
Services d'hébergement	112	62 883	66 416	63 885	65 823	72 810	74 586	1,28	1,23
Autres biens et services	**12**	**318 344**	**346 799**	**364 872**	**366 672**	**377 582**	**371 784**	**6,07**	**6,12**
Soins personnels	121	93 024	94 894	100 121	102 349	107 493	110 299	1,82	1,82
Salons de coiffure et instituts de beauté	1211	38 721	39 982	42 627	41 359	41 882	41 267	0,75	0,68
Articles pour soins personnels et art. de toilette	1212	54 303	54 912	57 494	60 990	65 611	69 032	1,07	1,14
Effets personnels n.c.a.	123	37 394	38 686	38 650	39 809	42 653	44 560	0,80	0,73
Bijoux, horloges et montres	1231	26 518	27 382	27 454	28 280	30 709	32 194	0,57	0,53
Autres effets personnels	1232	10 876	11 304	11 196	11 529	11 944	12 366	0,23	0,20
Action sociale	124	48 650	51 469	53 276	56 249	58 486	61 232	0,85	1,01
Assurances	125	101 873	118 525	120 276	127 090	126 605	129 014	1,83	2,12
Assurance-vie	1251	28 065	42 778	44 615	50 730	53 301	58 217	0,45	0,96
Assurance habitation	1252	18 466	19 077	20 910	21 081	19 509	18 502	0,26	0,30

TABLEAU D.01-1A (suite et fin)

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) *Unité* : Million de francs courants

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coeficients budgétaires %	1999
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	1990	
Assurance santé	1253	32 323	34 402	31 200	33 546	32 950	33 964	0,57	0,56
Assurance automobile	1254	21 073	20 962	22 136	20 802	20 145	17 700	0,46	0,29
Autres assurances	1255	1 946	1 306	1 415	931	700	631	0,08	0,01
Services financiers	126	34 432	33 174	34 443	33 219	35 600	36 895	0,57	0,61
Autres services	127	2 970	10 051	18 105	7 956	6 745	– 10 217	0,21	– 0,17
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**4 123 379**	**4 257 387**	**4 392 535**	**4 460 222**	**4 644 842**	**4 770 857**	**80,46**	**78,56**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	43 791	46 100	47 893	50 013	51 305	53 861	0,69	0,89
Consommation individualisable des APU	14	1 059 557	1 094 013	1 132 866	1 164 203	1 200 724	1 247 817	18,86	20,55
Consommation effective des ménages		**5 226 727**	**5 397 500**	**5 573 294**	**5 674 438**	**5 896 871**	**6 072 535**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.01-1B

Consommation effective des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	de 1991 à 1999
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	**01**	**100,9**	**101,5**	**100,0**	**100,8**	**101,0**	**101,0**	**0,8**
Produits alimentaires	011	100,8	101,3	99,8	100,6	101,0	100,9	0,7
Pain et céréales	0111	100,8	100,6	102,1	100,0	100,2	99,6	0,3
Viandes	0112	98,8	101,7	99,3	100,6	101,2	100,7	0,3
Poissons et crustacés	0113	100,6	97,4	102,4	100,2	101,2	100,3	0,9
Lait, fromages et œufs	0114	102,0	102,0	98,0	101,0	102,6	101,8	1,4
Huiles et graisses	0115	99,2	97,6	100,7	100,4	98,4	99,1	– 1,0
Fruits	0116	104,9	100,4	98,3	101,6	97,8	102,3	0,3
Légumes	0117	100,6	102,4	100,4	100,1	101,0	101,5	1,1
Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	0118	102,8	102,4	98,4	101,2	102,2	100,9	1,2
Sel, épices, sauces et prod. alimentaires n.c.a	0119	104,4	105,8	102,8	101,5	101,5	102,2	2,5
Boissons non alcoolisées	012	102,7	104,2	102,5	102,7	101,6	102,3	2,3
Café, thé et cacao	0121	99,4	97,8	103,8	101,0	99,1	100,7	0,2
Autres boissons non alcoolisées	0122	104,1	107,2	101,8	103,5	102,9	103,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	**02**	**97,8**	**99,7**	**99,6**	**98,0**	**102,3**	**98,8**	**– 0,3**
Boissons alcoolisées	021	98,1	100,9	100,8	99,5	102,5	101,0	0,8
Alcools	0211	96,0	99,1	103,3	97,8	101,0	100,6	0,9
Vins, cidres et champagnes	0212	99,4	101,9	99,4	100,9	103,0	101,2	1,0
Bières	0213	96,8	100,5	101,2	97,2	103,6	101,1	– 0,5
Tabac	022	97,4	98,4	98,3	96,5	102,1	96,6	– 1,5
Articles d'habillement et chaussures	**03**	**97,7**	**97,9**	**99,8**	**101,2**	**102,3**	**100,8**	**– 0,6**
Articles d'habillement	031	97,1	97,5	99,7	101,2	102,4	100,8	– 0,7
Fournitures pour habillement	0311	96,0	98,1	99,1	98,6	98,8	95,7	– 3,3
Vêtements	0312	96,9	97,0	99,3	101,2	101,6	100,2	– 1,0
Autres articles et accessoires d'habillement	0313	99,4	100,2	102,2	102,6	110,8	104,2	1,3
Nettoyage, réparation et location de vêtements	0314	97,3	100,0	102,2	98,3	99,9	105,7	– 0,6
Chaussures y. c. réparations	032	99,8	99,3	100,3	101,2	101,6	100,7	0,1
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	**04**	**100,7**	**101,2**	**102,2**	**100,4**	**102,4**	**101,4**	**1,7**
Loyers d'habitations effectifs	041	101,3	102,4	101,9	101,3	102,6	100,7	1,9
Loyers imputés	042	101,6	99,9	101,5	101,5	101,8	101,7	1,8
Réparation et entretien courants de logements	043	101,4	101,3	100,3	100,6	100,6	101,1	0,9
Autres services liés au logement	044	102,5	101,9	101,6	100,7	102,0	103,2	1,7
Distribution d'eau	0441	98,9	99,1	101,4	100,5	102,0	101,2	0,6
Enlèvement des ordures ménagères	0442	108,3	106,6	102,2	99,2	102,9	109,4	4,2
Services d'assainissement	0443	108,1	104,3	101,7	101,7	102,0	101,7	2,0
Ramonage, gardiennage et entretien des ascenseurs	0444	99,9	100,4	101,5	101,5	101,1	101,2	0,8
Électricité, gaz et autres combustibles	045	96,7	103,2	105,5	96,0	105,0	100,5	1,8
Électricité	0451	98,7	103,2	104,8	97,6	104,5	101,0	2,3
Gaz	0452	93,4	106,0	110,8	90,8	110,6	100,7	3,2
Combustibles liquides	0453	92,8	102,1	105,5	95,1	103,5	98,8	0,0
Combustibles solides	0454	103,4	98,5	98,0	96,4	99,5	99,2	– 1,0
Eau chaude et vapeur d'eau	0455	96,8	102,1	103,8	99,9	100,8	102,0	1,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	**05**	**100,5**	**101,2**	**100,9**	**101,3**	**103,3**	**103,2**	**0,7**
Meubles, art. d'ameublement, tapis et autres	051	100,7	99,8	99,3	99,4	103,8	102,6	– 0,9
Meubles et articles d'ameublement	0511	100,7	100,1	99,5	99,4	104,1	102,9	– 0,9
Tapis et autres revêtements de sol	0512	99,6	93,0	97,9	99,0	101,7	99,5	– 2,0
Réparations de meubles, d'art d'ameublement	0513	100,4	100,5	96,6	100,5	101,0	98,2	– 0,9
Articles de ménage en textile	052	95,7	97,3	98,2	100,1	102,8	103,1	– 1,0
Appareils ménagers	053	103,2	102,4	100,2	102,2	105,2	107,3	2,2
Gros appareils ménagers électriques ou non	0531	104,3	101,7	99,7	102,7	104,0	108,2	2,0
Petits appareils électriques	0532	102,3	104,6	103,5	102,8	110,9	107,4	4,7
Réparation d'appareils ménagers	0533	95,5	101,7	96,0	96,0	97,9	97,9	– 3,7
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	054	100,9	101,9	98,6	100,3	100,0	98,8	– 0,5
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	055	100,7	99,7	97,5	101,7	105,6	102,6	0,3
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	056	99,8	102,7	104,2	102,9	102,6	103,1	2,2
Articles de ménage non durables	0561	96,2	101,9	101,7	101,0	102,0	102,4	0,3
Services domestiques et autres services	0562	105,1	103,7	107,3	105,1	103,3	103,8	4,9
Santé	**06**	**102,0**	**103,3**	**101,5**	**99,3**	**101,7**	**101,5**	**2,7**
Médicaments et autres prod. pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques	061	105,6	103,3	100,0	99,2	103,5	103,5	3,9
Médecine non hosp. et services paramédicaux	062	98,6	103,1	102,3	99,0	101,8	101,8	2,1
Services hospitaliers	063	101,6	103,5	102,7	99,8	98,5	97,5	1,5

TABLEAU D.01-1B (suite 1)

Consommation effective des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	de 1991 à 1999
Transport	**07**	**104,7**	**100,0**	**102,5**	**96,8**	**106,0**	**105,0**	**0,8**
Achats de véhicules	071	112,1	96,5	111,3	85,4	113,5	111,7	0,5
Automobiles neuves et d'occasion	0711	113,7	95,6	112,0	83,8	114,2	111,9	0,4
Motos	0712	91,3	119,2	119,8	115,8	113,4	111,2	6,5
Bicyclettes	0713	95,7	100,4	89,1	95,1	95,9	104,3	– 2,4
Dépenses d'utilisation de véhicules	072	102,0	102,0	97,7	101,0	103,3	102,2	0,9
Pièces détachées et accessoires	0721	105,7	106,2	99,2	103,0	105,9	102,2	2,4
Carburants, lubrifiants	0722	99,9	99,5	99,1	100,8	101,9	100,7	0,5
Entretiens et réparations	0723	101,3	100,8	91,8	98,3	101,8	103,5	– 1,3
Autres services liés aux véhicules personnels	0724	100,9	102,3	102,7	102,1	104,3	104,8	3,0
Services de transports	073	101,5	98,7	105,2	103,0	104,8	104,3	1,6
Transports de voyageurs par rail	0731	102,6	95,0	108,2	104,4	105,5	102,7	0,5
Transports de voyageurs par route	0732	101,4	98,6	102,3	101,2	106,0	102,6	1,5
Transports de voyageurs par air	0733	103,0	99,7	111,8	104,0	105,7	109,5	2,9
Transports de voyageurs par mer et voies d'eau intérieures	0734	100,6	99,7	95,3	99,4	96,5	96,6	– 1,7
Autres services de transports achetés à l'exclusion des assurances-voyage	0735	106,8	99,5	101,9	102,0	102,5	103,7	0,3
Titres de transports combinés et autres achats de services de transports	0736	98,9	100,0	101,6	103,5	103,1	102,8	1,7
Communications	**08**	**103,1**	**103,8**	**106,1**	**104,7**	**109,0**	**107,5**	**5,2**
Services des postes	0811	93,2	98,7	102,5	97,8	103,4	105,7	– 0,8
Matériel téléphonique, télécopieurs	0812	116,7	109,7	125,5	133,4	115,9	139,3	21,3
Services de télécommunications	0813	104,1	104,4	106,0	104,7	109,4	106,5	5,5
Loisirs et culture	**09**	**103,1**	**101,9**	**100,8**	**102,6**	**106,5**	**105,0**	**2,5**
App. et acc. audio-visuels et informatiques	091	105,8	107,2	101,8	108,5	116,8	112,5	6,4
Appareils de réception, d'enregistrement du son et de l'image	0911	103,9	103,0	100,3	105,8	118,4	112,5	4,9
Equipement photo et cinéma et instr. d'optique	0912	105,3	107,3	109,2	109,6	109,1	113,0	4,6
Matériel de traitement de l'information	0913	155,3	164,5	128,2	141,6	164,5	151,9	40,0
Supports d'enregistrement de l'image et du son	0914	105,0	103,7	98,9	105,5	105,2	101,0	3,7
Réparations pour l'audio-visuel, la photo et les ordinateurs	0915	95,0	106,8	92,0	96,3	98,7	99,3	– 2,7
Autres biens durables culturels et récréatifs	092	96,8	98,9	102,3	94,5	112,5	104,6	– 0,9
Autres biens durables culturels et récréatifs neufs	0921-2	96,5	98,6	100,0	95,2	116,6	105,9	– 0,2
Réparations d'autres biens durables culturels et récréatifs	0923	97,7	100,3	110,1	92,5	100,0	100,2	– 3,3
Autres biens et équipements de loisirs	093	102,6	101,7	100,7	102,6	102,4	103,2	1,6
Jeux et jouets	0931	103,8	103,5	95,6	105,0	102,0	105,0	1,9
Équipement de sport, de camping et de plein air	0932	103,5	104,5	101,2	102,8	104,7	105,0	2,4
Jardinage	0933	101,5	98,4	102,0	99,3	100,4	102,2	– 0,8
Animaux d'agrément	0934	103,6	102,4	103,9	104,7	103,4	101,0	3,6
Vétérinaires et autres services pour animaux d'agrément	0935	97,8	101,0	103,8	100,7	103,0	103,3	3,8
Services culturels et récréatifs	094	103,8	101,1	103,1	102,6	105,7	104,1	3,0
Services sportifs et de loisirs	0941	106,4	98,3	103,8	101,6	104,1	102,5	1,8
Services culturels	0942	101,6	103,3	102,6	105,6	107,4	105,8	4,0
Jeux de hasard	0943	102,2	103,6	102,4	100,4	106,3	104,4	4,0
Presse, livres et papéterie	095	100,7	98,8	95,3	97,4	100,5	100,7	– 1,0
Livres	0951	100,0	100,3	95,1	90,8	100,3	101,2	– 2,4
Journaux et périodiques	0952	101,6	97,4	95,6	99,9	99,9	100,0	– 0,6
Imprimés divers	0953	100,1	101,0	90,2	101,3	108,6	100,9	0,0
Articles de papéterie et matériel de dessin	0954	97,8	102,0	96,1	100,7	100,8	103,0	– 0,1
Voyages touristiques tout compris	096	104,0	99,5	95,5	107,9	103,5	101,1	0,8
Éducation	**10**	**97,7**	**101,0**	**100,4**	**112,3**	**101,1**	**100,7**	**1,0**
Hôtels, cafés et restaurants	**11**	**99,2**	**100,2**	**97,1**	**102,3**	**104,1**	**102,9**	**0,4**
Restauration	111	99,6	99,5	97,8	102,4	103,2	103,5	0,5
Restaurants et cafés	1111	99,5	100,5	95,5	102,4	102,7	102,2	0,1
Cantines	1112	100,0	95,6	106,7	102,5	105,0	108,3	1,8
Services d'hébergement	112	97,9	103,0	94,6	101,7	107,8	100,4	– 0,1
Autres biens et services	**12**	**100,6**	**105,3**	**103,8**	**97,6**	**102,1**	**98,3**	**0,6**
Soins personnels	121	96,2	100,9	103,3	100,2	103,8	101,1	0,9
Salons de coiffure et instituts de beauté	1211	97,1	101,0	104,6	96,1	99,8	97,3	– 0,4
Articles pour soins personnels et art. de toilette	1212	95,7	100,8	102,3	103,3	106,4	103,5	1,8
Effets personnels n.c.a.	123	100,1	103,5	99,4	103,2	107,7	106,2	2,8
Bijoux, horloges et montres	1231	101,0	103,9	100,3	103,4	109,7	107,5	3,8
Autres effets personnels	1232	97,9	102,6	97,3	102,8	102,8	102,7	0,2

TABLEAU D.01-1B (suite et fin)

Consommation des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	de 1991 à 1999
Action sociale	**124**	**104,6**	**103,4**	**100,7**	**103,5**	**101,6**	**102,4**	**2,3**
Assurances	125	96,4	108,3	101,7	99,9	100,3	102,4	1,2
Assurance-vie	1251	100,0	103,4	93,9	98,8	98,4	108,7	0,1
Assurance habitation	1252	94,5	111,6	112,5	97,9	98,5	98,3	2,0
Assurance santé	1253	95,2	112,4	102,2	92,3	101,7	99,7	– 0,1
Assurance automobile	1254	95,2	109,4	106,7	113,8	104,4	94,2	3,6
Autres assurances	1255	99,8	69,7	109,2	115,5	102,4	99,1	– 1,5
Services financiers	126	101,7	94,6	101,0	96,0	103,5	103,4	0,0
Autres services	127	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**101,2**	**101,2**	**101,3**	**100,1**	**103,3**	**102,1**	**1,1**
Consommation individualisable des ISBLSM	**13**	**102,8**	**103,0**	**101,9**	**103,2**	**101,5**	**103,4**	**4,6**
Consommation individualisable des APU	**14**	**102,0**	**100,6**	**101,7**	**101,6**	**102,1**	**102,7**	**2,3**
Consommation effective des ménages		**101,3**	**101,1**	**101,4**	**100,5**	**103,1**	**102,3**	**1,4**

TABLEAU D.01-2A

Montant de la consommation effective des ménages par durabilité (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unité* : Million de francs courants

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	1990	1999
Biens durables importants	**1**	**342 427**	**341 514**	**359 950**	**330 407**	**366 183**	**394 196**	**7,84**	**6,49**
Automobiles	11	164 664	159 363	176 029	144 059	166 173	184 115	3,82	3,03
Automobiles neuves	111	136 361	128 803	143 950	110 536	128 703	143 323	3,24	2,36
Automobiles autres	112	28 303	30 560	32 079	33 523	37 470	40 792	0,58	0,67
Téléviseurs	12	12 039	11 887	11 195	11 024	12 728	12 715	0,28	0,21
Réfrigérateurs, congélateurs	13	7 426	7 565	7 424	7 757	7 800	8 235	0,17	0,14
Machines à laver	14	8 219	8 096	7 901	8 066	8 174	8 606	0,17	0,14
Meubles	15	72 688	74 110	75 483	75 835	79 866	82 520	1,66	1,36
Autres biens durables importants	16	77 391	80 493	81 918	83 666	91 442	98 005	1,75	1,61
Biens semi-durables	**2**	**536 578**	**543 323**	**549 061**	**559 143**	**577 524**	**589 076**	**11,29**	**9,70**
Textiles et cuirs	21	258 590	253 799	255 222	259 481	265 351	267 865	5,72	4,41
Autres biens semi-durables	22	277 988	289 524	293 839	299 662	312 173	321 211	5,57	5,29
Biens non durables	**3**	**1 406 573**	**1 448 187**	**1 490 138**	**1 521 733**	**1 566 378**	**1 595 339**	**27,88**	**26,27**
Biens non durables et non alimentaires	31	690 429	714 021	747 879	760 342	782 713	801 196	13,11	13,19
Energie, y c. sylviculture	311	326 282	337 201	362 538	363 412	366 918	370 888	6,45	6,11
Autres biens non durables et non alimentaires	312	364 147	376 820	385 341	396 930	415 795	430 308	6,66	7,09
Alimentation, y c. animale	32	716 144	734 166	742 259	761 391	783 665	794 143	14,77	13,08
Services	**4**	**2 941 149**	**3 064 476**	**3 174 145**	**3 263 155**	**3 386 786**	**3 493 924**	**52,99**	**57,54**
Logement, y c. entretien	41	800 071	826 416	854 063	882 976	917 962	944 119	13,60	15,55
Services de santé, y c. vétérinaires	42	513 482	530 898	550 534	561 825	579 712	595 327	9,29	9,80
Transports en commun, postes et télécommunications	43	192 591	197 043	206 522	215 516	227 856	239 997	3,72	3,95
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	306 506	315 342	312 811	324 918	344 362	360 014	6,04	5,93
Autres services	45	1 128 499	1 194 777	1 250 215	1 277 920	1 316 894	1 354 467	20,34	22,30
Action sociale, y c. services domestiques	451	151 189	159 167	168 393	177 447	184 599	192 116	2,61	3,16
Autres services divers	452	977 310	1 035 610	1 081 822	1 100 473	1 132 295	1 162 351	17,74	19,14
Consommation effective des ménages		**5 226 727**	**5 397 500**	**5 573 294**	**5 674 438**	**5 896 871**	**6 072 535**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU D.01-2B

Évolution de la consommation effective des ménages par durabilité (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	de 1991 à 1999
Biens durables importants	**1**	**107,5**	**99,6**	**106,4**	**93,9**	**112,1**	**110,3**	**1,7**
Automobiles	11	113,7	95,6	112,0	83,8	114,2	111,9	0,4
Automobiles neuves	111	119,0	93,5	113,8	78,9	115,3	113,1	– 0,4
Automobiles autres	112	93,8	105,9	104,3	105,9	110,7	107,8	3,7
Téléviseurs	12	105,9	102,4	98,5	106,0	123,2	109,3	5,2
Réfrigérateurs et congélateurs	13	107,0	102,5	97,5	104,3	102,1	107,1	1,1
Machines à laver	14	105,5	99,8	97,5	103,5	102,5	108,3	2,0
Meubles	15	100,7	100,3	99,5	99,5	104,0	102,7	– 0,8
Autres biens durables importants	16	102,6	106,8	104,5	106,9	116,1	114,6	5,9
Biens semi-durables	**2**	**100,0**	**100,5**	**99,7**	**101,6**	**103,4**	**102,1**	**0,5**
Textiles et cuirs	21	97,6	97,7	99,6	101,2	102,4	100,9	– 0,6
Autres biens semi-durables	22	102,3	103,0	99,7	102,0	104,3	103,2	1,4
Biens non durables	**3**	**99,9**	**101,3**	**100,6**	**100,1**	**102,4**	**101,2**	**1,1**
Biens non durables et non alimentaires	31	99,1	101,2	101,1	99,5	103,6	101,4	1,4
Energie, y c. sylviculture	311	98,2	101,4	102,6	98,3	103,4	100,6	1,2
Autres biens non durables et non alimentaires	312	99,9	101,1	99,8	100,7	103,7	102,2	1,6
Alimentation, y c. animale	32	100,6	101,4	100,2	100,7	101,2	101,0	0,8
Services	**4**	**101,6**	**101,3**	**101,5**	**101,2**	**102,4**	**101,9**	**1,7**
Logement, y c. entretien	41	101,8	100,7	101,1	101,9	101,9	101,2	1,8
Services de santé, y c. vétérinaires	42	101,7	100,3	102,2	101,0	102,2	101,7	2,2
Transports en commun, postes et télécommunications	43	102,0	101,5	104,6	103,6	106,1	105,1	3,0
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	99,2	100,2	97,1	102,3	104,1	102,9	0,4
Autres services	45	102,1	102,5	102,1	100,1	101,7	101,7	1,6
Action sociale, y c. services domestiques	451	103,2	102,3	103,2	103,1	101,7	102,2	2,8
Autres services divers	452	101,9	102,5	101,9	99,7	101,7	101,6	1,4
Consommation effective des ménages		**101,3**	**101,1**	**101,4**	**100,5**	**103,1**	**102,3**	**1,4**

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées en France par les ménages depuis 1990 (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)								
Population intérieure moyenne	10^6	**56,71**	**57,47**	**57,66**	**57,85**	**58,03**	**58,21**	**58,40**
Semoule de blé dur	kg	1,08	1,03	1,12	1,26	1,25	1,06	0,98
Farine de froment	"	5,09	4,93	4,53	4,41	4,36	4,38	4,38
Riz	"	3,72	3,91	3,62	3,74	3,75	3,63	3,53
Biscottes	"	1,80	1,85	1,71	1,72	1,79	1,72	1,62
Biscuits et pains d'épices	"	8,78	9,03	9,33	9,80	10,21	10,32	10,30
Farines diététiques de l'enfance	"	0,16	0,14	0,13	0,13	0,14	0,14	0,14
Entremets et desserts instantanés	"	0,57	///	///	///	///	///	///
Pâtes alimentaires	"	6,76	6,75	7,09	7,30	7,28	7,57	7,39
Pain, préemballé non compris	"	63,37	60,67	60,50	59,89	60,36	60,02	59,87
Pommes de terre (2)	"	62,42	65,92	62,06	68,93	69,28	69,79	65,78
Légumes frais (2)	"	88,34	89,16	90,50	91,32	89,41	89,84	91,33
Légumes surgelés	"	5,18	6,46	6,51	6,50	6,66	6,58	6,69
Légumes secs (2)	"	1,56	1,41	1,46	1,44	1,45	1,42	1,41
Conserves de légumes	"	23,23	23,52	23,69	23,67	24,23	23,94	24,34
Agrumes (2)	"	16,45	14,12	14,39	13,81	13,14	13,67	13,00
Autres fruits frais (2)	"	45,93	43,23	45,08	44,93	43,31	44,05	42,81
Fruits surgelés	"	0,10	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,05
Fruits secs (2)	"	1,16	1,31	1,37	1,36	1,32	1,34	1,30
Fruits au sirop	"	3,11	2,78	2,60	2,04	2,08	1,98	2,06
Confitures et gelées	"	2,54	2,52	2,64	2,63	2,57	2,51	2,47
Compote de fruits	"	1,63	1,79	1,91	1,88	1,90	2,00	2,10
Porc frais	"	9,96	10,11	10,18	10,06	10,17	10,11	10,77
Jambon	"	5,59	5,35	5,51	5,52	5,63	5,55	5,92
Autres charcuteries et conserves de viande	"	14,25	15,12	15,29	15,67	16,01	16,01	16,55
Triperie	"	4,48	4,10	3,87	3,99	3,89	3,76	3,76
Bœuf	"	17,58	17,19	16,34	16,56	15,24	15,42	14,90
Veau	"	4,49	4,28	4,13	4,13	3,91	3,95	3,88
Mouton, agneau	"	3,64	3,64	3,60	3,57	3,51	3,39	3,39
Cheval	"	0,65	0,60	0,38	0,37	0,44	0,40	0,37
Volailles (2)	"	22,24	22,37	22,48	22,82	23,76	23,99	24,15
Produits carnés surgelés	"	3,21	///	///	///	///	///	///
Lapin, gibier (2)	"	4,59	4,37	4,03	3,97	4,14	4,18	4,20
Œufs (2)	"	14,34	14,21	14,76	15,49	15,21	14,89	14,85
Poissons, crustacés, coquillages (poids après la pêche, vendu aux ménages)	"	14,75	15,33	15,48	///	///	///	///
Poissons et crustacés surgelés	"	4,20	4,26	4,21	4,22	4,32	4,33	4,37
Conserves de poisson	"	5,81	5,58	5,16	4,84	4,99	4,69	5,19
Laits liquides (2)	litre	68,16	67,42	65,79	69,52	68,64	68,07	68,96
Crème fraîche	kg	2,77	3,58	3,71	4,89	5,07	5,33	5,92
Yaourts	"	16,31	17,40	17,80	18,29	18,65	19,12	19,95
Desserts lactés frais	"	5,89	6,78	7,19	7,28	7,67	7,78	8,34
Fromages frais (2)	"	6,71	6,60	6,87	6,97	7,07	7,15	7,22
Fromages (2)	"	17,10	17,72	17,91	18,12	18,20	18,28	18,95
Beurre (2)	"	8,43	7,73	8,15	8,05	7,95	7,83	7,65
Huile	"	11,37	11,05	12,00	13,17	13,91	13,20	11,99
Margarine	"	2,34	2,07	1,83	2,12	2,13	2,32	2,26
Sucre	"	10,02	9,38	8,98	8,92	8,66	8,20	7,71
Chocolat (poudre et tablettes)	"	3,40	3,82	4,03	3,93	4,18	4,16	4,30
Confiserie de sucre	"	2,67	3,08	3,16	3,45	3,44	3,52	3,45
Confiserie de chocolat	"	1,63	1,70	1,65	1,70	1,64	1,84	1,84
Miel (2)	"	0,41	0,42	0,43	0,45	0,47	0,45	0,44
Crèmes glacées	litre	6,50	6,31	6,83	6,92	6,23	6,23	6,81
Vins courants (2)	litre	45,96	41,75	39,30	39,09	38,13	37,38	37,25
Vins AOC et VDQS (depuis 1983) (2)	"	23,49	24,89	25,16	25,16	25,69	26,16	27,75
Vins doux naturels et autres vins de liqueur (2)	"	1,55	1,48	1,52	1,37	1,34	1,34	1,32
Champagne (2)	"	1,95	1,99	2,04	2,05	2,08	2,12	2,29
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	"	3,36	///	///	///	///	///	///
Eaux de vie et liqueurs	"	3,14	///	///	///	///	///	///
Bière	"	39,66	38,00	38,28	38,04	38,75	35,47	37,40

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite et fin)

Principales quantités consommées en France par les ménages depuis 1990 (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Cidre (2)	litre	6,47	6,82	6,65	6,83	6,35	6,42	6,52
Eaux minérales et de source	"	92,42	95,60	103,48	119,82	118,18	125,41	136,73
Boissons gazeuses	"	35,82	34,89	35,86	37,71	38,00	39,02	40,06
Jus de fruits, y compris nectars	"	6,84	9,11	9,59	10,78	10,97	11,44	11,53
Café (torréfié : en grains, moulu, soluble) (3)	kg	4,41	4,76	4,64	4,38	4,69	4,64	4,39
Thé et maté (3)	"	0,20	0,23	0,22	0,20	0,26	0,29	0,22
Infusions (2)	g	65,70	69,02	68,37	66,65	68,97	70,82	69,95
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)								
Biens durables :								
Réfrigérateurs (n. c. congélateurs)	10^3	2 129	2 030	2 109	2 107	2 003	2 089	2 119
Machines à laver	"	2 042	2 108	2 250	2 117	2 083	2 121	2 154
Lave-vaisselle	"	669	693	734	727	731	740	771
Récepteurs de télévision couleur	"	3 310	3 297	3 379	3 368	3 395	3 531	4 270
Automobiles (4)	"	2 309	1 721	1 973	1 931	2 132	1 713	1 944
Chauffage et éclairage :								
Electricité	10^9 kWh	96,90	109,13	108,25	109,08	120,46	119,08	121,45
Gaz de ville	10^9 kWh	124,00	148,68	138,56	146,53	164,02	148,23	163,90
Butane, propane	10^6 tonnes	1,51	1,65	1,56	1,58	1,68	1,58	1,60
Charbon (y. c. houille, coke et agglomérés)	10^6 tonnes	2,43	2,02	1,61	1,41	1,49	1,39	1,26
Fioul domestique (5)	10^6 m^3	20,18	20,47	19,00	19,53	20,45	19,79	20,48
Transports :								
Carburants	10^3 m^3							
Supercarburants autos (6)	"	19 889	19 170	18 536	17 682	16 944	16 532	16 439
Gazole (7)	"	5 400	7 640	8 603	9 627	10 441	11 119	11 936
Chemins de fer (8) :								
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	54,97	48,58	49,45	47,08	50,90	52,80	55,30
Banlieue de Paris	"	8,99	9,85	9,48	8,48	8,87	9,02	9,13
Régie autonome des transports parisiens :								
Réseau ferré :								
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyag.	1 222	1 177	1 170	1 029	1 092	1 116	1 156
Réseau express régional	"	362	361	364	323	351	354	367
Réseau autobus	"	841	848	824	781	847	878	887
Tramway	"	///	15	17	23	26	29	35
Autres biens et services :								
Savon de ménage	10^3 tonnes	18,3	18,2	19,8	10,9	9,0	8,9	8,3
Savons de toilette, etc.	"	28,3	25,4	24,1	24,0	22,5	21,7	19,9
Poudres à laver le linge ménagères	"	483,9	504,4	508,2	538,6	512,5	533,4	499,6
Cinéma	10^6 spectateurs	121,9	132,7	124,4	130,2	136,7	149,0	170,1
Cigarettes	10^6	95 809	93 617	90 113	88 336	86 163	82 984	83 836
Cigares et cigarillos	"	1 474	1 369	1 408	1 460	1 530	1 572	1 630
Scaferlatis	tonne	4 933	5 534	6 196	6 444	6 998	7 315	7 283

(1) France métropolitaine. Comptes nationaux.
(2) Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.
(3) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(4) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales neuves, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT).
(5) En acquitté total des factures des distributeurs.
(6) Consommation de super plombé et sans plomb par les voitures particulières, commerciales et taxis.
(7) Consommation de gazole par les voitures particulières, commerciales et taxis. Source : estimation du Comité Professionnel du Pétrole et du service économique et statistique du Ministère de l'équipement, des transports et du logement.
(8) Y compris les déplacements professionnels.

TABLEAU D.01-4

Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage (1)

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 1998, 1999, 2000) %

Nature de l'équipement	Date	Agriculteurs exploitants	Artisans commerçants, chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Autres inactifs	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1997	24	54	62	61	57	53	36	54
	1998	30	59	65	60	59	53	38	56
	1999	24	52	64	58	55	51	23	53
	2000	24	54	68	61	58	54	27	56
Congélateur	1997	80	53	41	43	39	51	11	47
	1998	77	52	43	45	38	53	18	47
	1999	73	53	36	46	36	52	10	46
	2000	77	53	43	45	39	51	12	47
Réfrigérateur sans congélateur	1999	77	54	42	47	47	52	56	50
	2000	78	55	41	44	45	50	53	49
Lave-vaisselle	1997	34	51	59	45	24	25	6	35
	1998	36	54	60	46	26	25	6	36
	1999	33	56	63	45	27	27	6	38
Micro-ondes	1998	27	57	67	60	54	51	40	54
	2000	42	62	71	66	60	58	50	61
Lave-linge	1999	89	92	94	92	87	90	38	89
	2000	91	95	96	93	87	90	37	90
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	1997	14	34	38	27	20	21	6	24
	1998	18	32	37	29	21	22	4	25
Télévision couleur	1997	93	94	90	92	92	94	73	92
	1999	95	93	89	92	89	95	71	92
	2000	94	95	92	92	92	95	75	93
Multi-équipement en télévision couleur	1997	21	36	29	28	24	27	7	27
	1999	25	34	31	34	25	33	4	30
	2000	22	36	37	36	27	34	5	32
Magnétoscope	1999	31	66	75	72	62	67	29	65
Chaîne hi-fi	1998	23	56	82	70	61	57	52	61
	2000	23	55	83	72	59	55	59	61
Camescope	1997	8	20	23	17	11	12	3	14
Répondeur téléphonique	1997	12	32	51	41	34	22	27	32
	1999	14	33	61	50	40	31	32	40
Minitel	2000	11	23	37	22	12	8	6	16
Téléphone portable	1997	10	23	26	17	13	9	7	15
	1999	13	38	44	29	25	22	29	28
	2000	19	46	60	51	43	37	60	44
Micro-ordinateur	1997	7	16	38	22	12	7	24	16
	1998	6	22	44	27	14	10	21	19
	1999	8	21	50	31	19	13	25	23
	2000	12	24	54	40	19	18	29	27
Connexion à internet	1999	2	.4	20	9	4	2	12	7
	2000	1	11	34	18	7	5	17	12
Automobile	1997	81	89	87	87	68	76	39	78
	1998	77	85	89	87	67	76	38	78
	1999	72	84	88	86	67	77	36	78
	2000	76	87	90	88	70	77	49	79
Multi-équipement en automobile	1997	34	33	40	35	18	26	3	28
	1998	27	35	40	34	19	28	4	29
	1999	29	33	39	33	19	29	5	29
	2000	30	34	44	31	20	28	2	29
Nombre de ménages (en millions)	**2000**	**1,3**	**1,8**	**3,0**	**4,5**	**4,6**	**8,2**	**0,6**	**24,0**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2000**	**307**	**408**	**669**	**1 037**	**1 030**	**1 843**	**113**	**5 407**

(1) Les retraités sont classés dans leur ancienne catégorie socioprofessionnelle.

TABLEAU D.01-5A

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 1998, 1999, 2000) %

Nature de l'équipement	Date	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1997	52	65	54	52	49	52	47	54
	1998	54	64	58	55	50	50	52	56
	1999	52	61	56	51	50	46	47	53
	2000	55	64	55	55	56	50	49	56
Congélateur	1997	19	42	57	58	56	46	26	47
	1998	20	44	57	57	54	48	30	47
	1999	20	40	58	56	54	45	28	46
	2000	23	42	59	56	56	44	29	47
Réfrigérateur sans congélateur	1999	42	42	51	55	55	57	53	50
	2000	39	40	53	53	51	53	52	49
Lave-vaisselle	1997	8	35	48	48	36	29	14	35
	1998	10	35	49	49	36	28	18	36
	1999	11	37	53	52	41	28	14	38
Micro-ondes	1998	54	64	67	62	47	31	19	54
	2000	63	74	70	64	58	38	30	61
Lave-linge	1999	67	92	94	95	95	91	76	89
	2000	72	92	94	94	94	91	81	90
Sèche-linge ou lave-linge séchant	1997	14	36	38	26	14	10	4	24
	1998	15	35	37	32	18	8	5	25
Télévision couleur	1997	81	91	93	93	95	96	96	92
	1999	79	88	94	95	96	97	96	92
	2000	83	90	93	95	96	98	95	93
Multi-équipement en télévision couleur	1997	10	25	35	36	30	24	10	27
	1999	13	27	42	40	32	26	17	30
	2000	14	31	43	43	34	24	14	32
Magnétoscope	1999	58	78	82	76	62	39	19	65
Chaîne hi-fi	1998	74	80	79	68	46	27	11	61
	2000	74	79	80	64	49	28	11	61
Camescope	1997	8	23	19	18	11	6	1	14
Répondeur téléphonique	1997	51	48	38	33	18	8	1	32
	1999	58	57	46	45	28	15	3	40
Minitel	2000	7	15	24	23	17	9	5	16
Téléphone portable	1997	16	17	16	18	12	10	5	15
	1999	44	39	35	32	15	8	3	28
	2000	68	59	56	47	28	15	4	44
Micro-ordinateur	1997	21	22	25	18	8	2	1	16
	1998	22	28	31	22	9	2	1	19
	1999	28	32	40	26	11	3	–	23
	2000	35	35	46	29	14	3	1	27
Connexion à internet	1999	10	10	9	7	3	1	–	7
	2000	19	15	21	11	5	1	1	12
Automobile	1997	71	87	88	86	80	62	35	78
	1998	69	88	88	88	78	60	34	78
	1999	72	86	89	87	80	60	30	78
	2000	74	88	88	87	84	64	31	79
Multi-équipement en automobile	1997	16	31	41	39	22	10	3	27
	1998	18	34	42	43	22	10	3	29
	1999	16	37	43	40	24	10	2	29
	2000	20	35	42	41	26	8	2	29
Nombre de ménages (en millions)	**2000**	**2,7**	**4,5**	**4,8**	**4,0**	**3,4**	**3,3**	**1,3**	**24,0**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2000**	**574**	**981**	**1 121**	**943**	**789**	**715**	**284**	**5 407**

TABLEAU D.01-5B

Équipement des ménages en biens durables selon leur taille

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 1998, 1999, 2000)

%

Nature de l'équipement	Date	nombre de personnes du ménage 1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1997	46	55	61	62	54	67	54
	1998	49	56	59	61	55	63	56
	1999	46	55	60	55	55	51	53
	2000	47	59	60	58	60	61	56
Congélateur	1997	24	51	55	63	71	65	47
	1998	24	52	56	64	73	75	47
	1999	22	50	55	64	70	71	46
	2000	25	50	58	66	71	64	47
Réfrigérateur sans congélateur	1999	50	50	47	52	54	54	50
	2000	50	48	47	50	51	51	49
Lave-vaisselle	1997	14	37	44	54	58	35	35
	1998	16	37	46	57	56	35	36
	1999	16	40	46	61	61	34	38
Micro-ondes	1998	34	53	68	72	74	65	54
	2000	41	61	74	79	81	71	61
Lave-linge	1999	71	96	99	99	99	98	89
	2000	73	96	98	98	100	97	90
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	1997	8	18	34	47	50	48	24
	1998	9	20	36	47	50	43	25
Télévision couleur	1997	84	95	95	97	96	97	92
	1999	84	95	95	97	97	95	92
	2000	86	96	95	96	98	95	93
Multi-équipement en télévision couleur	1997	10	29	37	38	42	44	27
	1999	10	33	42	47	44	51	30
	2000	11	35	43	50	48	45	32
Magnétoscope	1999	37	66	85	90	89	87	65
Chaîne hi-fi	1998	42	56	78	84	82	77	61
	2000	42	57	75	85	81	76	61
Camescope	1997	3	12	20	28	29	22	14
Répondeur téléphonique	1997	27	31	38	37	33	31	32
	1999	32	41	49	46	44	26	40
Minitel	2000	9	17	19	24	25	16	16
Téléphone portable	1997	9	15	19	19	17	15	15
	1999	18	24	39	39	41	26	28
	2000	30	38	59	63	64	61	44
Micro-ordinateur	1997	8	12	22	26	29	25	16
	1998	9	14	28	34	39	33	19
	1999	11	17	31	45	44	29	23
	2000	13	20	39	48	56	43	27
Connexion à internet	1999	5	5	7	11	13	5	7
	2000	7	9	16	21	23	17	12
Automobile	1997	53	84	93	94	93	88	78
	1998	51	86	90	94	94	90	78
	1999	50	87	90	95	93	88	78
	2000	54	88	91	95	95	89	79
Multi-équipement en automobile	1997	1	25	48	52	49	39	27
	1998	1	27	48	57	51	48	29
	1999	1	28	48	60	52	39	29
	2000	1	28	48	58	57	35	29
Nombre de ménages (en millions)	**2000**	**7,3**	**7,7**	**3,8**	**3,4**	**1,3**	**0,5**	**24,0**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2000**	**1 458**	**1 787**	**875**	**834**	**343**	**110**	**5 407**

TABLEAU D.01-6

Poids des repas et consommation extérieurs dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence

Année 1995

Source : INSEE (Enquête Budget de Famille) — *Unité* : franc

Catégorie de commune	Dépense alimentaire annuelle moyenne par ménage	Dépense en repas pris à l'extérieur par an	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Communes rurales	34 714	4 855	14
UU de moins de 20 000 habitants (1)	34 522	4 930	14
UU de 20 000 à 100 000 habitants	32 660	5 105	16
UU de 100 000 habitants et plus sauf UU Paris	33 557	6 089	18
Agglomération parisienne hors Paris	40 692	10 106	25
Ville de Paris	36 723	12 467	34
Ensemble	**34 931**	**6 273**	**18**

(1) UU : Unité urbaine.

TABLEAU D.01-7

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables

Année 1996

Source : Eurostat : (panel européen sur l'équipement des ménages) — %

	Voiture	Lave-vaisselle	Magnéto-scope	TV couleur	Four à micro-ondes	Téléphone
Allemagne	74	41	60	98	49	96
Autriche	73	46	61	97	50	96
Belgique	75	32	65	96	52	94
Danemark	62	34	68	97	36	98
Espagne	69	19	65	98	38	88
Finlande	66	42	61	93	72	94
France	**79**	**37**	**62**	**94**	**49**	**97**
Grèce	57	21	43	94	7	92
Irlande	69	22	72	97	59	83
Italie	78	25	57	97	14	91
Luxembourg	83	56	68	98	33	98
Pays-Bas	68	23	70	98	57	98
Portugal	61	18	52	90	17	79
Royaume-Uni	72	23	82	97	74	94
Suède	72	40	67	97	64	...
Total Union européenne à 15	**73**	**31**	**64**	**97**	**46**	**94**
Autres pays européens						
Islande	88	41	79	97	64	99
Norvège (1)	76	51	56	94	56	...

(1) Données 1997.

TABLEAU D.01-8

Le budget des ménages en 1995

Source : INSEE (Enquête budget de famille)

%

	Alimentation à domicile	Repas à l'extérieur	Habillement	Habitation	Hygiène santé	Transports et Télécom	Culture et loisirs	Divers	**Total (1)**
Âge de la personne de référence :									
Moins de 25 ans	11,4	5,4	6,2	31,4	4,5	15,5	10,2	15,3	**100,0**
25 à 34 ans	12,7	4,3	5,2	31,1	5,4	14,3	6,9	20,2	**100,0**
35 à 44 ans	14,4	3,6	5,3	30,3	5,6	12,6	7,7	20,4	**100,0**
45 à 54 ans	13,9	3,5	5,1	26,2	5,9	13,1	7,1	25,1	**100,0**
55 à 64 ans	16,4	2,2	4,5	25,8	6,0	13,3	5,5	26,3	**100,0**
65 à 74 ans	18,1	1,9	3,7	25,2	8,3	12,2	4,8	25,8	**100,0**
75 et plus	18,9	2,5	3,5	25,6	10,3	7,5	3,8	27,8	**100,0**
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :									
Exploitants agricoles	20,4	2,1	5,2	22,5	5,5	15,2	7,7	21,5	**100,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	13,4	3,4	5,0	27,0	4,9	11,3	6,6	28,4	**100,0**
Cadres et professions libérales	10,4	3,9	5,2	27,7	5,0	11,8	6,5	29,6	**100,0**
Professions intermédiaires	13,2	4,0	5,3	28,8	6,0	13,7	7,3	21,6	**100,0**
Employés	14,4	3,9	5,5	30,1	5,7	13,8	7,5	19,0	**100,0**
Ouvriers	17,1	3,2	4,9	30,1	6,0	14,6	7,6	16,6	**100,0**
Retraités	18,2	2,1	3,9	25,2	8,2	11,7	4,9	25,7	**100,0**
Autres inactifs	16,2	3,4	5,1	30,3	7,2	11,4	7,5	18,7	**100,0**
Type de ménage :									
Personne seule :									
de moins de 65 ans	11,0	4,8	4,8	30,6	4,3	12,4	6,6	25,4	**100,0**
65 ans et plus	16,7	2,3	3,3	30,0	9,2	7,0	4,1	27,4	**100,0**
Couples sans enfants, personne de référence agée de :									
moins de 35 ans	11,2	5,0	5,7	28,6	4,7	15,7	7,8	21,4	**100,0**
35 à 65 ans	15,0	2,4	4,4	26,1	6,1	13,3	5,2	27,6	**100,0**
65 ans et plus	18,9	2,0	3,6	23,2	9,1	11,9	4,4	26,9	**100,0**
Familles monoparentales	15,1	3,3	5,3	30,3	6,8	12,1	8,1	19,0	**100,0**
Couples avec :									
1 enfant	14,2	3,2	4,9	27,5	5,9	14,3	6,8	23,3	**100,0**
2 enfants	14,8	3,5	5,5	28,8	6,1	13,2	7,4	20,8	**100,0**
3 enfants ou plus	16,1	3,5	5,8	28,9	5,5	12,8	8,5	18,9	**100,0**
Autres ménages de :									
2 personnes	15,8	3,9	5,0	28,2	5,6	11,2	6,6	23,8	**100,0**
3 personnes	18,2	2,1	3,5	27,5	8,4	11,1	6,0	23,1	**100,0**
plus de 3 personnes	18,1	3,5	5,7	24,0	7,0	13,6	7,9	20,1	**100,0**
Type d'habitat de résidence :									
Communes rurales	17,2	2,8	4,5	27,0	6,3	14,6	6,7	20,9	**100,0**
Unités urbaines de moins de 20 000 habitants	15,9	2,6	4,8	28,5	6,1	13,8	6,6	21,7	**100,0**
Unités urbaines de 20 000 à 99 999 habitants	15,4	2,9	5,2	27,6	6,3	13,1	6,3	23,2	**100,0**
Unités urbaines de 100 000 habitants et plus	14,8	3,3	5,0	28,0	6,5	12,7	6,8	23,0	**100,0**
Complexe agglomération de Paris	12,0	4,4	4,9	28,3	6,2	10,2	6,4	27,7	**100,0**
Revenu moyen par unité de consommation :									
0 à moins de 42 000F/an	20,5	3,0	5,5	29,9	6,1	12,5	7,8	14,7	**100,0**
de 42 000 F à moins de 55 000 F/an	19,9	2,6	4,7	29,5	6,6	13,6	7,2	15,9	**100,0**
de 55 000 F à moins de 67 000 F/an	18,4	2,8	4,8	29,6	6,9	13,7	7,3	16,5	**100,0**
de 67 000 F à moins de 82 000 F/an	17,2	3,0	4,7	29,3	6,6	13,3	6,7	19,2	**100,0**
de 82 000 F à moins de 100 000 F/an	14,9	3,5	4,8	28,5	7,3	13,1	6,6	21,3	**100,0**
de 100 000 F à moins de 130 000 F/an	13,4	3,4	4,8	26,9	6,6	14,0	6,6	24,3	**100,0**
Plus de 130 000 F par an	10,1	3,7	4,8	25,7	5,2	11,1	5,6	33,8	**100,0**
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :									
Aucun diplôme	20,2	2,5	4,7	29,2	7,0	12,3	6,2	18,0	**100,0**
De niveau CEP	19,1	2,6	4,4	25,7	8,4	12,3	5,9	21,7	**100,0**
De niveau CAP, BEP	16,3	3,0	4,7	28,1	6,2	14,6	7,2	19,9	**100,0**
De niveau BEPC	14,3	3,8	5,2	28,9	5,8	13,3	6,8	21,9	**100,0**
De niveau Bac technique	13,9	3,5	5,0	28,0	6,2	13,9	7,1	22,4	**100,0**
De niveau Bac général	12,7	3,7	4,9	27,5	6,6	12,1	6,1	26,4	**100,0**
De niveau Bac + 2	11,6	3,9	5,2	29,9	6,1	12,2	6,5	24,6	**100,0**
De niveau supérieur à Bac + 2	10,1	3,5	4,9	26,9	4,7	11,4	6,3	32,1	**100,0**
De niveau non déclaré	9,7	6,2	7,4	30,7	4,1	13,7	12,4	15,8	**100,0**
Ensemble	**14,9**	**3,3**	**4,9**	**27,9**	**6,3**	**12,8**	**6,6**	**23,4**	**100,0**

(1) En dépense annuelle moyenne par ménage.

TABLEAU D.01-9

Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1986 et 1999

Source : INSEE (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				**Total**			
	Actif occcupé		Inactif		Active occupée		Inactive		**Actifs occupés**		**Ensemble**	
	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999	**1986**	**1999**	**1986**	**1999**
Temps physiologique	**11h22**	**11h22**	**12h51**	**12h39**	**11h32**	**11h35**	**12h42**	**12h37**	**11h26**	**11h28**	**12h06**	**12h04**
dont Sommeil	8h31	8h23	9h53	9h34	8h46	8h37	9h47	9h32	**8h37**	**8h29**	9h13	9h03
Toilette, soins	0h46	0h42	0h48	0h46	0h53	0h49	0h56	0h53	**0h49**	**0h45**	0h51	0h48
Repas (1)	2h05	2h16	2h09	2h18	1h54	2h09	1h59	2h12	**2h**	**2h13**	2h02	2h14
dont Repas avec parents, amis	0h25	0h43	0h20	0h34	0h24	0h38	0h22	0h33	**0h25**	**0h41**	0h23	0h37
Temps professionnel et de formation (2)	**6h33**	**6h22**	**1h54**	**1h32**	**5h15**	**5h01**	**0h59**	**0h59**	**6h**	**5h46**	**3h39**	**3h23**
dont Travail professionnel	5h53	5h42	0h23	0h13	4h43	4h28	0h10	0h05	**5h23**	**5h09**	2h48	2h32
dont Travail à domicile	0h11	0h19	0h01	0h02	0h09	0h15	–	0h01	**0h10**	**0h17**	0h05	0h09
Trajets domicile travail	0h35	0h37	0h11	0h09	0h28	0h30	0h06	0h05	**0h32**	**0h34**	0h20	0h20
Études	0h01	0h01	1h16	1h07	0h01	–	0h42	0h47	**0h01**	**0h01**	0h28	0h29
Temps domestique	**1h51**	**1h59**	**2h45**	**2h55**	**3h49**	**3h48**	**5h16**	**4h47**	**2h41**	**2h48**	**3h30**	**3h26**
dont Ménage, cuisine, linge, courses, etc.	1h00	1h04	1h33	1h35	3h13	3h06	4h26	3h59	**1h56**	**1h58**	2h38	2h30
Soins aux enfants et adultes	0h09	0h11	0h05	0h06	0h24	0h27	0h32	0h26	**0h16**	**0h18**	0h19	0h18
Bricolage	0h25	0h30	0h30	0h36	0h03	0h04	0h02	0h05	**0h16**	**0h18**	0h14	0h18
Jardinage, soins aux animaux	0h18	0h14	0h38	0h38	0h09	0h11	0h17	0h18	**0h14**	**0h13**	0h19	0h20
Temps de loisirs	**2h46**	**2h57**	**4h38**	**5h06**	**2h**	**2h19**	**3h15**	**3h57**	**2h27**	**2h40**	**3h07**	**3h35**
dont Télévision	1h35	1h47	2h22	2h44	1h09	1h24	1h59	2h28	**1h24**	**1h37**	1h46	2h07
Lecture	0h21	0h16	0h42	0h36	0h19	0h17	0h29	0h30	**0h20**	**0h17**	0h27	0h25
Promenade	0h11	0h15	0h36	0h32	0h10	0h14	0h16	0h22	**0h10**	**0h14**	0h15	0h20
Jeux	0h10	0h12	0h18	0h30	0h07	0h06	0h10	0h15	**0h08**	**0h09**	0h10	0h16
Sport	0h10	0h10	0h16	0h15	0h05	0h05	0h04	0h05	**0h07**	**0h08**	0h08	0h09
Temps de sociabilité (hors repas)	**0h51**	**0h47**	**1h04**	**1h10**	**0h48**	**0h43**	**1h09**	**1h04**	**0h49**	**0h45**	**0h58**	**0h56**
dont Conversations, téléphone, courrier	0h26	0h13	0h34	0h20	0h26	0h16	0h33	0h22	**0h26**	**0h15**	0h31	0h18
Visites, Réceptions	0h16	0h26	0h21	0h36	0h17	0h22	0h27	0h33	**0h16**	**0h24**	0h20	0h29
Total libre : loisirs et sociabilité	**3h36**	**3h44**	**5h38**	**6h15**	**2h48**	**3h02**	**4h24**	**5h01**	**3h16**	**3h25**	**4h05**	**4h31**
Trajets (hors domicile travail)	**0h39**	**0h33**	**0h49**	**0h38**	**0h36**	**0h34**	**0h38**	**0h35**	**0h40**	**0h34**	**0h39**	**0h35**

(1) Les repas de réception avec des amis, des voisins, ou des parents sont comptés dans la partie besoin physiologique : ils pourraient aussi être considérés comme des repas de "sociabilité".

(2) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

Chapitre D.02

Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. L'habitat individuel en Europe en 1996.

1. Logement par catégorie selon l'époque d'achèvement.
2. Logements par catégorie selon le nombre de pièces.
3. Caractéristiques des résidences principales selon l'époque d'achèvement.
4. Caractéristiques des résidences principales selon le nombre de pièces.
5. Caractéristiques des résidences principales selon l'âge de la personne de référence.
6. Caractéristiques de l'habitat collectif selon l'époque d'achèvement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Selon les résultats de l'exploitation du recensement de la population de 1999, le nombre de logements augmente plus vite que la population entre 1990 et 1999 en France métropolitaine. Dans le même temps, la taille des logements continue à progresser et celle des ménages à diminuer. L'espace devient un élément de confort. 56 % des ménages habitent une maison individuelle.

En mars 1999, 28,7 millions de logements sont recensés en métropole. L'augmentation est de 9,4 % par rapport à 1990. Parmi ces logements, 83 % sont des résidences principales, soit 23,8 millions. Le nombre de résidences principales augmente dans tous les départements, bien que certains d'entre eux perdent des habitants. Depuis 1990, 2,950 millions de logements ont été construits soit environ 325 000 par an.

Le nombre de résidences principales augmentant plus vite que la population (3,4 %), le nombre moyen de personnes par logement continue à baisser. Il est, en 1999, de 2,4, après 2,6 en 1990 et 3,1 en 1962.

Le nombre moyen de pièces par résidence principale est de 3,86. Les logements sont plus grands en zone rurale (4,48 pièces en moyenne) contre 3,18 pièces dans l'agglomération parisienne et 2,54 pièces en moyenne à Paris.

Après avoir augmenté rapidement pendant une trentaine d'années, la proportion de ménages propriétaires de leur logement se stabilise à 54,7 % en 1999, après 54,4 % en 1990. Ceci s'explique, en particulier, parce que les jeunes ménages sont plus souvent locataires que par le passé. En effet, parmi les ménages de moins de 30 ans, la proportion de propriétaires continue à baisser : 10 % en 1999 après 15 % en 1990. La baisse touche maintenant aussi les moins de quarante ans.

En mars 1999, 56 % des résidences principales sont des maisons individuelles (ou des fermes). L'habitat individuel n'a presque pas progressé dans les années quatre-vingt dix, après une forte augmentation entre 1982 et 1990. Il représente néanmoins 58 % des logements occupés construits depuis 1990.

En mars 1999, plus de quatre logements occupés sur cinq sont équipés d'installations sanitaires, de W.-C. à l'intérieur et du chauffage central. Le confort continue à progresser. Les résidences principales sans installation sanitaire ni W.-C. sont en grande majorité des petits logements anciens. 850 000 personnes vivent dans des logements qui possèdent ni baignoire, ni douche, soit trois fois moins qu'en 1990.

Plus des deux tiers des ménages ayant au moins une voiture disposent d'un garage, box ou parking pour leur usage personnel. Ce taux est maximum pour les zones rurales et diminue quand la taille de l'agglomération augmente.

2. MÉTHODOLOGIE

Exploitation du recensement de 1999

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer entre le 8 mars et le 3 avril 1999, conformément aux dispositions du décret n°98-403 du 22 mai 1998 et selon des modalités voisines de celles des recensements de 1982 et 1990. La date de référence est le 8 mars 1999.

Les chiffres présentés dans ce chapitre proviennent de l'exploitation principale du recensement de la population de 1999. Pour plus de détail consulter la méthodologie du chapitre B01.

3. DÉFINITIONS

Catégorie de logement

Les logements sont répartis en quatre catégories :

— les résidences principales : logements occupés de façon permanente et à titre principal par le ménage. Il y a ainsi une identité entre le nombre de résidences principales et le nombre de ménages. Les résidences principales comprennent essentiellement les logements ordinaires (maisons individuelles, logements dans un immeuble collectif), mais aussi les logements-foyers pour personnes âgées, les fermes, les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans les hôtels, les constructions provisoires et habitations de fortune;

— les logements vacants : logements disponibles pour la vente ou la location, logements neufs achevés mais non encore occupés à la date du recensement;

— les logements occasionnels : logements utilisés une partie de l'année pour des raisons professionnelles. Les personnes, qui s'y trouvent le cas échéant au moment du recensement, sont recensées dans leur résidence principale;

— les résidences secondaires : logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires.

La distinction entre logements occasionnels et résidences secondaires est parfois difficile à établir, c'est pourquoi, les deux catégories sont souvent regroupées.

Nombre de pièces

Il s'agit du nombre de pièces d'habitation (y compris la cuisine si sa surface excède 12 m^2). Ce nombre ne comprend pas les pièces à usage professionnel, les entrées, couloirs, salles de bain, etc.

Statut d'occupation

Le statut de propriétaire du logement inclut les différentes formes d'accession à la propriété. Le statut de locataire ou de sous-locataire concerne les locations de logements loués vides ou meublés ainsi que les locations de chambres d'hôtel, quand il s'agit de la résidence principale de l'individu ou du ménage.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

« Projection du nombre de ménages à l'horizon 2020 », *INSEE-Résultats,* n° 315, juillet 1994;

« Les conditions de logement des ménages. Explication de l'enquête logement 1996-1997 », *INSEE-Résultats,* nos 622-623, novembre 1998;

« Les dépenses de logement de 1984 à1996 », *INSEE-Première*, n° 611, octobre 1998;

« Les loyers augmentent moins vite que les prix en 1999 », *INSEE-Première*, n° 705, avril 2000;

« Accession à la propriété : le régime de croisière », *INSEE-Première*, n° 718, juin 2000;

« Confort de l'habitat et cycle de vie », *INSEE-Première*, n° 727, juillet 2000;

« Le logement des immigrés en 1996 », n° 730, août 2000;

« Des logements plus grands et plus confortables », *INSEE-Première*, n° 750, novembre 2000.

Recensement de la population de 1999 :

« Tableaux références et analyses. Exploitation principale », *INSEE*, 4ème trimestre 2000.

« L'occupation des logements depuis 1945 », A. Laferrère, *Données sociales* 1999, INSEE.

« Le logement des ménages pauvres », D. Le Blanc, F. Clanché, *Données sociales* 1999, INSEE.

Article d'*Économie et Statistique* :

Dossier « Les ménages et leurs logements au début des années 1990 », nos 288-289, août-septembre 1995.

Autre publication :

Les ménages et leur logement : analyse des enquêtes logement de l'INSEE. Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction de l'Habitat et de la Construction, Économica, 1997.

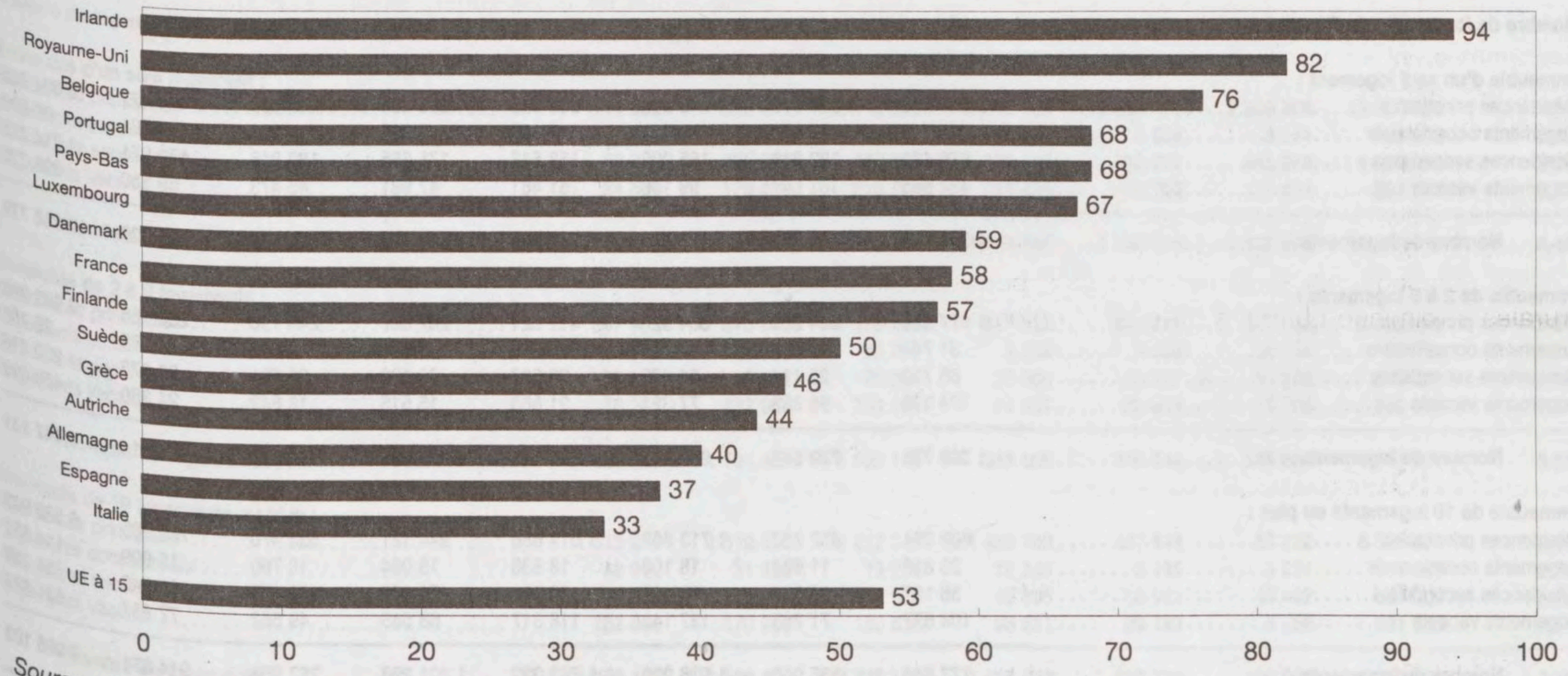
*
* *

GRAPHIQUE D.02

L'habitat individuel en Europe en 1996

Part des maisons individuelles dans le parc de logements

En %



Source : *Panel communautaire des ménages 1996, Eurostat*

TABLEAU D.02-1

Logements par catégorie selon l'époque d'achèvement

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	1990 ou après	Ensemble
Résidences principales	4 938 100	2 885 850	4 421 781	3 435 842	3 012 237	2 640 301	2 476 050	23 810 161
Logements occasionnels	84 359	37 452	38 754	29 826	23 559	19 873	26 513	260 336
Résidences secondaires	778 324	228 444	267 610	315 030	378 180	393 685	280 484	2 641 757
Logements vacants	737 937	329 475	313 610	201 641	132 061	113 667	161 367	1 989 758
Ensemble des logements	**6 538 720**	**3 481 221**	**5 041 755**	**3 982 339**	**3 546 037**	**3 167 526**	**2 944 414**	28 702 012
Nombre de logements de l'immeuble								
Immeuble d'un seul logement :								
Résidences principales	3 251 076	1 829 370	1 843 286	1 503 633	1 860 309	1 838 635	1 478 477	13 604 786
Logements occasionnels	28 717	11 809	8 925	5 105	4 861	4 951	5 631	69 999
Résidences secondaires	676 421	182 819	165 029	158 547	175 565	182 818	173 071	1 714 270
Logements vacants	434 865	161 647	99 146	51 461	47 981	45 473	59 150	899 723
Nombre de logements	**4 391 079**	**2 185 645**	**.2 116 386**	**1 718 746**	**2 088 716**	**2 071 877**	**1 716 329**	16 288 778
Immeuble de 2 à 9 logements :								
Résidences principales	1 077 930	604 230	864 926	417 521	207 807	246 196	263 788	3 682 398
Logements occasionnels	31 744	13 659	11 729	5 885	3 604	4 162	4 973	75 756
Résidences secondaires	65 706	25 114	34 473	26 292	29 129	28 691	20 873	230 278
Logements vacants	194 395	96 583	77 321	31 863	15 515	18 642	24 380	458 699
Nombre de logements	**1 369 775**	**739 586**	**988 449**	**481 561**	**256 055**	**297 691**	**314 014**	4 447 131
Immeuble de 10 logements ou plus :								
Résidences principales	609 094	452 250	1 713 569	1 514 688	944 121	555 470	733 785	6 522 977
Logements occasionnels	23 898	11 984	18 100	18 836	15 094	10 760	15 909	114 581
Résidences secondaires	36 197	20 511	68 108	130 191	173 486	182 176	86 540	697 209
Logements vacants	108 677	71 245	137 143	118 317	68 565	49 552	77 837	631 336
Nombre de logements	**777 866**	**555 990**	**1 936 920**	**1 782 032**	**1 201 266**	**797 958**	**914 071**	7 966 103

TABLEAU D.02-2

Logements par catégorie selon le nombre de pièces

Source : INSEE (Recensement de la population de 1999)

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces ou plus	**Ensemble**	nombre moyen de pièces
Résidences principales	1 526 573	3 028 244	5 299 675	6 418 808	4 432 943	3 103 918	**23 810 161**	3,86
Logements occasionnels	80 768	65 983	50 754	34 666	16 599	11 566	**260 336**	2,57
Résidences secondaires	290 752	580 421	656 901	533 751	311 001	268 931	**2 641 757**	3,40
Logements vacants	273 831	433 332	504 497	414 896	212 488	150 714	**1 989 758**	3,22
Ensemble des logements	**2 171 924**	**4 107 980**	**6 511 827**	**7 402 121**	**4 973 031**	**3 535 129**	**28 702 012**	**3,76**
Nombre de logements de l'immeuble								
Immeuble d'un seul logement :								
Résidences principales	114 632	640 241	2 110 876	4 141 153	3 698 476	2 899 408	**13 604 786**	4,56
Logements occasionnels	7 681	12 404	16 287	15 761	9 655	8 211	**69 999**	3,59
Résidences secondaires	59 032	235 044	442 681	451 468	280 782	245 263	**1 714 270**	3,95
Logements vacants	34 685	129 400	215 723	241 428	153 796	124 691	**899 723**	3,92
Nombre de logements	**216 030**	**1 017 089**	**2 785 567**	**4 849 810**	**4 142 709**	**3 277 573**	**16 288 778**	**4,46**
Immeuble de 2 à 9 logements :								
Résidences principales	397 995	875 873	1 176 458	817 875	296 819	117 378	**3 682 398**	3,04
Logements occasionnels	24 175	22 087	15 252	8 559	3 559	2 124	**75 756**	2,39
Résidences secondaires	29 316	73 559	70 292	32 588	13 257	11 266	**230 278**	2,89
Logements vacants	76 283	132 967	128 138	74 637	28 909	17 765	**458 699**	2,81
Nombre de logements	**527 769**	**1 104 486**	**1 390 140**	**933 659**	**342 544**	**148 533**	**4 447 131**	**3,00**
Immeuble de 10 logements ou plus :								
Résidences principales	1 013 946	1 512 130	2 012 341	1 459 780	437 648	87 132	**6 522 977**	2,86
Logements occasionnels	48 912	31 492	19 215	10 346	3 385	1 231	**114 581**	2,06
Résidences secondaires	202 404	271 818	143 928	49 695	16 962	12 402	**697 209**	2,22
Logements vacants	162 863	170 965	160 636	98 831	29 783	8 258	**631 336**	2,51
Nombre de logements	**1 428 125**	**1 986 405**	**2 336 120**	**1 618 652**	**487 778**	**109 023**	**7 966 103**	**2,76**

TABLEAU D.02-3

Caractéristiques des résidences principales selon l'époque d'achèvement

Source : INSEE (Recensement de la population de 1999)

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	1990 ou après	**Ensemble**
Ensemble des résidences principales	**4 938 100**	**2 885 850**	**4 421 781**	**3 435 842**	**3 012 237**	**2 640 301**	**2 476 050**	**23 810 161**
Type de logement :								
Maison individuelle ou ferme	3 149 643	1 775 202	1 803 045	1 480 033	1 837 035	1 813 814	1 449 632	**13 308 404**
Logement dans un immeuble collectif	1 602 616	1 007 637	2 532 098	1 881 666	1 095 120	761 075	964 970	**9 845 182**
Logement-foyer pour personnes âgées	3 728	2 212	8 094	26 661	45 809	30 886	15 523	**132 913**
Chambre d'hôtel	15 120	13 305	4 385	1 648	887	1 461	2 306	**39 112**
Construction provisoire, habitation de fortune	3 863	2 405	2 592	1 765	1 921	2 557	3 965	**19 068**
Pièce indépendante louée, sous-louée ou prêtée	72 384	41 906	28 991	18 152	14 549	15 531	21 637	**213 150**
Autres	90 746	43 183	42 576	25 917	16 916	14 977	18 017	**252 332**
Statut d'occupation :								
Propriétaire	2 846 616	1 494 587	2 061 221	1 748 211	1 888 356	1 696 979	1 298 662	**13 034 632**
Locataire ou sous-locataire	1 732 974	1 214 118	2 170 567	1 559 988	1 023 950	871 644	1 112 519	**9 685 760**
- d'un logement loué vide non HLM	1 542 485	925 250	938 401	612 171	423 746	392 356	590 910	**5 425 319**
- d'un logement loué vide HLM	63 972	214 827	1 171 884	902 728	567 467	447 219	436 713	**3 804 810**
- d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	126 517	74 041	60 282	45 089	32 737	32 069	84 896	**455 631**
Logé gratuitement	358 510	177 145	189 993	127 643	99 931	71 678	64 869	**1 089 769**
Évacuation des eaux usées :								
Tout-à-l'égout	3 357 788	2 319 377	3 902 471	2 966 067	2 408 995	2 073 162	2 025 072	**19 052 932**
Fosse septique	1 287 747	461 937	460 310	437 527	569 981	537 353	425 736	**4 180 591**
Autre cas	292 565	104 536	59 000	32 248	33 261	29 786	25 242	**576 638**
Moyen de chauffage :								
Logement équipé d'un chauffage central collectif	197 271	313 681	1 631 046	1 576 482	606 489	119 287	156 654	**4 600 910**
Logement équipé d'un chauffage central individuel	2 150 607	1 482 128	2 023 876	1 416 147	1 191 630	802 532	968 242	**10 035 162**
Chauffage « tout électrique »	1 105 452	506 920	368 284	261 362	909 084	1 207 097	1 038 093	**5 396 292**
Autres moyens de chauffage	1 484 770	583 121	398 575	181 851	305 034	511 385	313 061	**3 777 797**
Confort du logement :								
Ni baignoire, ni douche, sans W.-C. à l'intérieur	188 536	74 720	19 482	6 215	2 941	2 852	3 722	**298 468**
Ni baignoire, ni douche, avec W.C. à l'intérieur	144 054	71 516	23 194	8 247	3 743	2 771	3 544	**257 069**
Baignoire ou douche, sans W.-C à l'intérieur	190 966	110 026	75 109	46 032	37 266	36 136	37 364	**532 899**
Baignoire ou douche, W.-C. intérieur, sans chauffage central	1 175 778	471 803	368 364	173 978	297 175	500 369	302 761	**3 290 228**
Baignoire ou douche, W.-C. intérieur, avec chauffage central	3 238 766	2 157 785	3 935 632	3 201 370	2 671 112	2 098 173	2 128 659	**19 431 497**
Garage-box-parking	2 169 812	1 266 348	2 319 008	2 197 165	2 281 051	2 106 878	1 955 531	**14 295 793**
Nombre moyen :								
- de personnes par logement	2,17	2,25	2,27	2,34	2,50	2,92	2,71	**2,40**
- de personnes par pièce	0,56	0,61	0,61	0,62	0,62	0,70	0,72	**0,62**
- de pièces par logement	3,86	3,71	3,73	3,81	4,07	4,15	3,78	**3,86**

TABLEAU D.02-4

Caractéristiques des résidences principales selon le nombre de pièces

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces ou plus	**Ensemble**
Ensemble des résidences principales	**1 526 573**	**3 028 244**	**5 299 675**	**6 418 808**	**4 432 943**	**3 103 918**	**23 810 161**
Type de logement :							
Maison individuelle ou ferme	79 489	587 350	2 042 424	4 069 564	3 657 257	2 872 320	**13 308 404**
Logement dans un immeuble collectif	1 209 659	2 327 288	3 146 028	2 243 654	720 252	198 301	**9 845 182**
Logement-foyer pour personnes âgées	102 653	21 248	4 501	2 723	1 123	665	**132 913**
Autres	134 772	92 358	106 722	102 867	54 311	32 632	**523 662**
Statut d'occupation :							
Propriétaire	138 037	722 361	2 170 345	3 904 583	3 419 416	2 679 890	**13 034 632**
Locataire ou sous-locataire	1 307 651	2 137 471	2 858 946	2 213 454	849 271	318 967	**9 685 760**
- d'un logement loué vide non HLM	798 865	1 370 742	1 464 522	1 057 635	484 484	249 071	**5 425 319**
- d'un logement loué vide HLM	243 876	674 442	1 344 276	1 126 308	353 095	62 813	**3 804 810**
- d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	264 910	92 287	50 148	29 511	11 692	7 083	**455 631**
Logé gratuitement	80 885	168 412	270 384	300 771	164 256	105 061	**1 089 769**
Installations sanitaires :							
Ni baignoire, ni douche	119 827	138 706	142 900	100 829	34 515	18 760	**555 537**
Baignoire ou douche (sans salle d'eau)	75 484	115 131	152 954	128 301	58 629	28 959	**559 458**
1 salle d'eau	1 322 684	2 751 520	4 913 710	5 825 108	3 640 266	1 853 270	**20 306 558**
2 salles d'eau ou plus	8 578	22 887	90 111	364 570	699 533	1 202 929	**2 388 608**
W.-C. à l'intérieur du logement	1 362 721	2 874 965	5 117 197	6 244 280	4 339 024	3 040 607	**22 978 794**
W.-C. à l'extérieur du logement	163 852	153 279	182 478	174 528	93 919	63 311	**831 367**
Époque d'achèvement :							
Avant 1915	366 096	806 498	1 098 026	1 093 094	773 124	801 262	**4 938 100**
De 1915 à 1948	212 469	476 516	690 635	691 062	442 588	372 580	**2 885 850**
De 1949 à 1967	169 117	502 366	1 292 140	1 400 528	696 502	361 128	**4 421 781**
De 1968 à 1974	220 780	370 460	792 191	1 050 528	652 302	349 581	**3 435 842**
De 1975 à 1981	181 822	281 295	532 492	841 169	731 623	443 836	**3 012 237**
De 1982 à 1989	134 696	251 146	425 474	737 230	661 335	430 420	**2 640 301**
1990 et après	241 593	339 963	468 717	605 197	475 469	345 111	**2 476 050**
Nombre de personnes du ménage :							
1 personne	1 339 256	1 987 147	1 895 805	1 271 520	565 233	321 551	**7 380 512**
2 personnes	154 781	823 171	1 980 886	2 201 302	1 380 479	873 906	**7 414 525**
3 personnes	21 770	152 131	895 550	1 295 729	900 882	584 015	**3 850 077**
4 personnes	7 341	47 791	405 764	1 127 976	986 790	701 437	**3 277 099**
5 personnes	2 217	12 594	90 490	374 036	424 260	417 638	**1 321 235**
6 personnes ou plus	1 208	5 410	31 180	148 245	175 299	205 371	**566 713**

TABLEAU D.02-5

Caractéristiques des résidences principales selon l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	Ensemble
Ensemble des résidences principales	**2 674 030**	**4 450 426**	**4 740 025**	**3 919 424**	**4 915 551**	**3 110 705**	**23 810 161**
Statut d'occupation :							
Propriétaire	280 603	1 772 240	2 773 931	2 616 076	3 576 553	2 015 229	**13 034 632**
Locataire ou sous-locataire	2 233 750	2 456 921	1 784 144	1 164 184	1 171 266	875 495	**9 685 760**
- d'un logement loué vide non HLM	1 454 943	1 433 923	928 266	590 335	554 015	463 837	**5 425 319**
- d'un logement loué vide HLM	538 661	949 584	803 934	535 322	587 455	389 854	**3 804 810**
- d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	240 146	73 414	51 944	38 527	29 796	21 804	**455 631**
Logé gratuitement	159 677	221 265	181 950	139 164	167 732	219 981	**1 089 769**
Surface du logement :							
Moins de 40 m²	936 886	433 766	279 346	229 133	292 096	326 502	**2 497 729**
De 40 à moins de 70 m²	1 086 912	1 386 006	1 027 688	848 321	1 403 843	1 149 227	**6 901 997**
De 70 à moins de 100 m²	496 928	1 616 349	1 866 444	1 553 817	1 976 642	1 093 996	**8 604 176**
De 100 m² à moins de 150 m²	131 315	831 826	1 218 243	984 127	962 227	417 746	**4 545 484**
150 m² ou plus	21 989	182 479	348 304	304 026	280 743	123 234	**1 260 775**
Installations sanitaires :							
Ni baignoire, ni douche	34 281	36 537	50 247	66 665	153 304	214 503	**555 537**
Baignoire ou douche (sans salle d'eau)	77 856	100 653	94 418	80 905	112 340	93 286	**559 458**
1 salle d'eau	2 506 245	3 953 553	3 937 407	3 168 425	4 133 794	2 607 134	**20 306 558**
2 salles d'eau ou plus	55 648	359 683	657 953	603 429	516 113	195 782	**2 388 608**
W.-C. à l'intérieur du logement	2 567 008	4 322 736	4 609 655	3 797 622	4 729 606	2 952 167	**22 978 794**
W.-C. à l'extérieur du logement	107 022	127 690	130 370	121 802	185 945	158 538	**831 367**
Époque d'achèvement :							
Avant 1915	604 696	809 535	786 511	700 507	1 120 620	916 231	**4 938 100**
De 1915 à 1948	356 600	529 950	518 520	430 672	594 090	456 018	**2 885 850**
De 1949 à 1967	435 080	754 862	725 316	586 859	1 142 671	776 993	**4 421 781**
De 1968 à 1974	333 327	559 177	537 613	681 369	913 408	410 948	**3 435 842**
De 1975 à 1981	232 956	419 792	684 406	790 154	591 937	292 992	**3 012 237**
De 1982 à 1989	229 714	521 223	928 702	472 336	326 468	161 858	**2 640 301**
1990 et après	481 657	855 887	558 957	257 527	226 357	95 665	**2 476 050**
Nombre moyen :							
- de personnes par logement	1,79	2,95	3,21	2,54	1,90	1,53	**2,40**
- de personnes par pièce	0,72	0,78	0,75	0,59	0,47	0,42	**0,62**
- de pièces par logement	2,49	3,73	4,29	4,29	4,08	3,68	**3,86**

TABLEAU D.02-6

Caractéristiques de l'habitat collectif selon l'époque d'achèvement

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	1990 ou après	Ensemble
Ensemble des immeubles collectifs d'au moins 2 logements d'habitation	**421 573**	**233 504**	**332 678**	**181 447**	**108 939**	**102 068**	**112 741**	**1 492 950**
Services :								
Gardien	35 833	22 474	102 041	73 527	38 395	25 748	21 257	**319 275**
Digicode-interphone	179 698	91 679	157 240	96 243	54 701	53 720	72 843	**706 124**
Ascenseur	30 069	17 609	52 732	60 930	41 377	27 578	33 324	**263 619**
Garage, box ou parking	105 619	70 560	188 323	126 809	84 711	80 429	89 834	**746 285**

Chapitre D.03

Santé

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Part des services de santé dans la consommation finale des ménages dans l'Union européenne.

Graphique. Structure du financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux (en %) en 1999.

1. Dépense courante et consommation médicale totale.
2. Dépenses courantes de santé.
3. Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux.
4. Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie.
5. Effectifs des professions de santé.
6. Part de la dépense nationale de santé dans le PIB dans des pays de l'OCDE.
7. Personnels hospitaliers.
8. Médecins selon le mode d'exercice.

9A. Établissements de santé.

9B. Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée.

10. Accueil des enfants de moins de six ans.
11. Équipement et activité de l'hospitalisation complète.
12. Établissements pour handicapés.
13. Nouveaux cas des affections de longue durée.
14. Nombre de décès selon la cause et le sexe.
15. Répartition des cas de SIDA par groupe de transmission et année de diagnostic.
16. Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an.
17. Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES).

1. PRÉSENTATION

La dépense courante de santé atteint, en 1999, 871 milliards, soit 14 300 francs en moyenne par habitant. La dépense nationale de santé représente 9,5 % du produit intérieur brut, ratio stable depuis 1997. La part des dépenses de santé dans le PIB augmente depuis 1990 de 0,8 point.

La consommation de soins et de biens médicaux s'élève à 749 milliards de francs (+ 3,5 % en valeur et + 3 % en volume par rapport à 1998), dont près de la moitié relève du secteur hospitalier. Pour la plupart des postes de consommation, la hausse constatée reste en deçà de celles du début des années 1990. Avec + 1,3 % en volume, la croissance des dépenses du secteur hospitalier s'inscrit dans le ralentissement observé depuis 1990; leur hausse est liée au développement des sections médicalisées (5,8 % en valeur). Avec le développement de l'activité hospitalière de long séjour, cette évolution reflète à la fois la recomposition progressive de l'offre de lits hospitaliers et les besoins en hébergement des personnes âgées.

En 1999, la consommation de soins ambulatoires (1/4 de la consommation des soins et de biens médicaux) augmente en valeur de 2,6 % (contre 3,8 % en 1998) et de 2,1 % en volume, grâce à la modération des prix (+ 0,5 %) dont la hausse est la plus faible, avec celle de 1998, observée depuis le début de la décennie.

En 1999, la consommation de médicaments (1/5 de la consommation de soins et de biens médicaux), est en forte augmentation (6,2 % en volume) et reste, comme en 1998, le facteur qui contribue le plus à la croissance des soins et biens médicaux.

Le financement de la dépense courante de santé est assuré au trois quarts par la Sécurité sociale. La part des ménages (11 %) diminue depuis 1995 contrairement à celle des mutuelles (7 % en 1999 contre 6 en 1990). Celle de l'État et des collectivités locales reste à 1 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la Santé

Les comptes de la Santé sont présentés en base 1995, depuis l'édition 2000. Cette nouvelle base introduit les changements suivants :

— Des modifications conceptuelles

- une extension du champ géographique aux départements d'Outre-mer;

- une comptabilisation des opérations en droits constatés. Désormais, l'enregistrement des dépenses et des recettes par les organismes de Sécurité sociale et les acteurs du système de santé se fait à la date des soins et non plus à celle du remboursement ou du paiement. La comptabilisation des opérations des administrations publiques est en cohérence avec le reste de la Comptabilité nationale.

— Des modifications de champ et de nomenclature

Les services de soins à domicile et le poste « petits matériels et pansements » sont intégrés dans la base 1995 des comptes. Les consultations externes des hôpitaux publics sont classés en soins ambulatoires. Les services mobiles d'urgence et de réanimation restent intégrés dans l'ensemble du budget global hospitalier.

— Des révisions de certaines évaluations

Elles tiennent essentiellement à l'amélioration des sources statistiques existantes et à l'apparition de nouvelles.

— Les effets des modifications et révisions

Les modifications et révisions de la base 1995 induisent une baisse de la consommation de soins et de biens médicaux de 0,2 point de PIB par rapport à la base précédente. Les remboursements de la Sécurité sociale n'étant pratiquement pas modifiés (hormis le passage en date de soins et de délivrance des médicaments), ces changements entraînent une modification significative de l'évolution du taux de couverture qui, pour 1997, passe de 73,9 % en base 1980 à 75,5 % en base 1995.

La dépense courante de santé

C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs de l'ensemble du système de santé (Sécurité sociale, État, collectivités locales, organismes de protection complémentaire - Mutuelles, sociétés d'assurances, institutions de prévoyance - ménages). Elle couvre donc un champ plus large que celui de la consommation médicale totale puisqu'elle intègre également les indemnités journalières, les subventions reçues par le système de santé, les dépenses de recherche, de formation et de gestion de l'administration sanitaire.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu; il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité recense dans le fichier ADELI tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires ainsi que les praticiens adjoints contractuels ayant une autorisation d'exercice. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine; pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système de santé français fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur privé. L'hospitalisation est majoritairement publique : deux tiers des lits sont directement gérés par le public. Par contre, pour les soins ambulatoires, l'exercice libéral est prédominant.

La loi du 31 juillet 1991 portant sur la réforme hospitalière amène par la notion de service public hospitalier une nouvelle distinction :

— les établissements publics de santé;

— les établissements de santé privés à but non lucratif admis (sous certaines conditions) à participer à l'exécution du service public hospitalier;

— les établissements de santé privés autres que ceux qui assurent le service public hospitalier.

Les établissements de santé publics et privés, généraux ou spécialisés, de soins aigus, soins de suite ou de réadaptation et de soins de longue durée, assurent principalement des soins avec hébergement complet. Les évolutions récentes des technologies et des pratiques médicales conduisent les établissements d'hospitalisation à s'ouvrir de plus en plus vers de nouvelles prises en charge du malade (hospitalisation de jour, de nuit, à domicile...).

Le fondement de la planification hospitalière repose sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire (régional ou national pour certaines disciplines) qui ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé.

Enquête annuelle auprès des établissements de santé

La DREES exploite depuis 1994 une seule enquête auprès des établissements de santé (dite SAE). Elle couvre l'ensemble des établissements publics y compris les centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie (CHS) et les établissements de santé privés, y compris les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics (HPP). Mise en place en 1994, cette enquête fournit des données sur l'équipement et l'activité des établissements de santé (y compris le recensement du personnel).

Hospitalisation complète et hébergement complet

Les lits correspondent aux lits installés au 31 décembre de l'année. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement, elles représentent la somme des entrées directes et des entrées par mutation dans cette discipline.

La durée moyenne de séjour (DMS) se définit comme le rapport entre le nombre de journées réalisées ou facturées et le nombre d'entrées totales. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

— pour le secteur public : journées réalisées / entrées totales

— pour le secteur privé :

(journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie) / entrées

Enquête sur le SIDA

La surveillance nationale du SIDA provenant de l'injection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) a été mise en place par la direction générale de la Santé en mars 1982. La déclaration des cas est devenue obligatoire en juin 1986 selon la définition de la maladie adoptée par l'Organisation mondiale de la Santé et revue en 1987 et en 1993. Seuls les cas déclarés répondant à cette définition sont retenus pour la surveillance. Les cas déclarés sont répartis par année de diagnostic et par groupe de transmission. Une enquête nationale transversale sur la fréquentation hospitalière des patients infectés par le VIH est réalisée, à l'initiative de la Direction des hôpitaux, par la DREES, en collaboration avec l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ; elle a lieu deux fois par an, en juin et en décembre.

Causes médicales de décès

Les données sur les causes médicales de décès résultent de l'exploitation des diagnostics portés sur les certificats médicaux de décès établis par les médecins ayant constaté le décès. Ce certificat, envoyé à la mairie, est ensuite joint au bulletin de décès de l'état civil et transmis de façon anonyme au médecin de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, puis à l'INSERM chargé de la codification et de l'analyse de la partie médicale.

Le code utilisé est la CIM 10e révision. Les données retenues ici sont issues de la statistique définitive; elles portent sur la cause principale (initiale) du décès et sont présentées selon les 17 grands groupes de causes qui constituent les chapitres de la CIM.

Les affections de longue durée

L'article L. 322-3-3° du Code de la sécurité sociale prévoit qu'en cas d'affection de longue durée et d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, les caisses font procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil de la Sécurité sociale.

Sont comptabilisés, dans les statistiques, les nouveaux malades, assurés sociaux et ayants droit du régime général et des régimes qui y sont rattachés pour les soins de santé, vus à cette occasion par diagnostic. Les maladies sont classées selon la CIM 10e révision de l'Organisation mondiale de la Santé.

Depuis 1992, est également décompté l'ensemble des affections de longue durée, un malade pouvant être atteint de plusieurs des affections de la liste.

Cette représentation de la morbidité dans la population a l'intérêt de ne retenir que des pathologies d'une certaine gravité, appréciée par ses conséquences à la fois sur le niveau des soins et sur la capacité des individus à maintenir leur activité. Elle reste cependant soumise aux variations de la réglementation de l'exonération du ticket modérateur, notamment à la liste des maladies longues et coûteuses (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986).

3. DÉFINITIONS

Consommation médicale totale

La consommation médicale totale recouvre :

1) la consommation de soins et de biens médicaux :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et les soins en section médicalisées;

— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales);

— le transport des malades;

— les médicaments;

— les autres biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie);

2) la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses courantes de santé

Elles comprennent :

- Les dépenses pour les malades :

— les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :

  - Les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades),
  - Les soins aux collectivités (armées, prisons),
  - Les médicaments,
  - Les prothèses (lunetterie, orthopédie);

— l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail);

— les subventions au système de soins;

- Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

- Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

- Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Établissements pour handicapés

- Enfants et adolescents handicapés.

La création d'une commission départementale d'éducation spéciale (CDES) traduit la volonté du législateur d'attribuer à une même instance la responsabilité de l'ensemble des décisions relatives à l'enfant handicapé. La CDES apprécie pour chaque enfant l'importance du handicap et les mesures appropriées :

— attribution de l'allocation d'éducation spéciale avec ou sans complément;

— attribution de la carte d'invalidité;

— orientation vers un établissement ou service spécialisé.

La prise en charge physique de l'enfance et de la jeunesse handicapées s'organise autour de deux types de structure : les établissements et les services à domicile ou ambulatoires.

Les établissements d'éducation spéciale assurent une éducation et des soins adaptés à chaque catégorie de déficience.

Les services à domicile ou ambulatoires sont des services spécialisés dans le suivi des jeunes handicapés. Ils permettent de maintenir les enfants handicapés dans leur milieu familial, et leur apportent soins et aide pour leur vie quotidienne. Grâce à ces services, l'intégration scolaire et sociale des enfants en milieu ordinaire devient possible. La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées a créé l'allocation d'éducation spéciale (AES). L'AES est une prestation familiale. C'est la seule allocation liée au handicap de l'enfant qui subsiste aujourd'hui.

- Adultes handicapés.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) sont les commissions départementales de décision compétentes pour les adultes handicapés. Les COTOREP sont soumises à une double tutelle administrative : directions départementales du travail et de l'emploi (DDTE) d'une part, directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) d'autre part. L'organisation de la plupart des COTOREP reflète cette double tutelle. Elles sont divisées en deux sections spécialisées.

La première section est compétente pour tout l'aspect travail et emploi. La deuxième section apprécie le taux de handicap, attribue ou non les prestations, décide du placement dans une structure d'accueil.

Les établissements et services pour adultes regroupent trois types d'organismes :

— les structures de travail protégé;

— les structures de réinsertion professionnelle;

— les structures d'hébergement.

Une même personne peut être prise en charge dans deux types de structures : le cas le plus fréquent est celui de l'adulte handicapé hébergé dans un foyer d'hébergement et travaillant dans un centre d'aide par le travail (CAT).

Pour faciliter l'emploi des travailleurs handicapés, les établissements de 20 salariés et plus doivent employer 6 % de personnes handicapées.

Professions de santé

- Mode d'exercice des médecins.

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories, les généralistes,

compétents, compétents exclusifs et les spécialistes; les effectifs prennent en compte les médecins remplaçants depuis le 1er janvier 1995.

— Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont classés en salariés).

— Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés;

— Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes.

— Médecins généralistes : médecins n'ayant aucune qualification ordinale. Dans les tableaux présentés, la rubrique « spécialistes » inclut les médecins compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier.

— Les spécialités sont présentées ici selon le regroupement des disciplines de spécialisation mises en place dans le cadre de la réforme des études médicales (internat «nouveau régime»). La filière se divise en six disciplines :

— spécialités médicales;
— spécialités chirurgicales;
— psychiatrie;
— santé publique;
— médecine du travail;
— biologie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.
— CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).
— INSEE.
— INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Publications :

Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des statistiques (DREES) :

- Les Comptes nationaux de la Santé (annuel).
- Annuaire des statistiques sanitaires et sociales.
- *Solidarité - Santé. – Études statistiques* :

— N° 5, 1999 : « Les médecins par département au premier janvier 1999, effectifs et densités par département, région et situation professionnelle, effectifs par spécialité exercée et par secteur d'activité (données nationales) »;

— N° 7, 1999 : « Statistiques annuelles des établissements de santé - SAE 97 »;

— N° 9, 1999 : « Le compte de la santé »;

— N° 12, 1999 : « Les médecins par spécialité inscrits au répertoire Adeli au premier janvier 1999 - effectifs et densités par département, région et situation professionnelle, répartitions par tranche d'âge »;

— N° 13, 1999 : « La formation aux professions de la santé en 1998-1999 »;

— N° 14, 1999 : « la formation aux professions sociales en 1998-1999 ».

- *Études et résultats*

— N° 6, février 1999 : « Les biologistes médicaux : environ dix mille biologistes en activité jusqu'en 2010 »;

— N° 12, mars 1999 : « Les infirmiers en activité : croissance des effectifs à un rythme moins élevé dans les vingt prochaines années »;

— N° 17, mai 1999 : « Les sages-femmes : une profession en expansion »;

— N° 19, juin 1999 : « La protection des personnes à bas revenus dans les pays européens »;

— N° 20, juin 1999 : « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 1998 »;

— N° 24, juillet 1999 : « L'activité des hôpitaux en 1997 et 1998 »;

— N° 39, novembre 1999 : « L'accès à l'allocation aux adultes handicapés »;

— N° 44, décembre 1999 : « Les effectifs et la durée du travail des médecins au premier janvier 1999 »;

— N° 47, janvier 2000 : « La consommation de médicaments dans les principaux pays industrialisés »;

— N° 50, février 2000 : « La conjoncture des hôpitaux publics et privés participant au service public hospitalier au troisième trimestre 1999 : léger ralentissement de l'activité »;

— N° 54, mars 2000 : « 330 000 aides-soignants en 1999 »;

— N° 71, juillet 2000 : « Les comptes de la santé en 1999 »;

— N° 72, juillet 2000 : « les passages aux urgences de 1990 à 1998 : une demande croissante de soins non programmés »;

— N° 74, juillet 2000 : « La prise en charge de la dépendance des personnes âgées : une comparaison internationale »;

— N° 81, septembre 2000 : « Les motifs d'hospitalisation en 1998 »;

— N° 94, décembre 2000 : « Le nombre de personnes âgées dépendantes d'après l'enquête handicaps-incapacité, dépendance »;

— N° 99, janvier 2001 : « Les médecins omnipraticiens au 1er janvier 2000 ».

● *Documents statistiques :*

— N° 278, février 1997 : « Les établissements et services de l'Aide sociale à l'enfance. Activité, clientèle et personnel. Série chronologique : 1985 à 1996 »;

— N° 280, février 1997 : « Les établissements et services en faveur des enfants et adolescents handicapés. Activité, clientèle et personnel - série chronologique - 1985 à 1996 »;

— N° 281, février 1997 : « Les établissements et services en faveur des adultes handicapés. Activité, clientèle et personnel - série chronologique - 1985 à 1996 »;

— N° 287, septembre 1997 : « Les commissions départementales d'éducation spéciale (CDES). Enquête annuelle 1995-1996 »;

— N° 296, décembre 1997 : « Enquête sur les médecins salariés »;

— N° 306, 1999 : « Les secteurs de psychiatrie infanto-juvénile en 1995 »;

— N° 308, 1999 : « Les services d'aide médicale urgente (SAMU), les centres 15 et les services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) en 1996 »;

— N° 318, 1999 : « Les médecins par spécialité au premier janvier 1998 »;

— N° 319, 1999 : « Le recours aux soins hospitaliers pour hépatite C chronique, résultats de l'enquête « une semaine donnée » du 30 mars au 5 avril 1998 »;

— N° 3, juin 2000 : « Rapports sur les comptes de la santé 1999 »;

— N° 9, août 2000 : « Les professions de santé au 1er janvier 2000 »; répertoire ADELI;

— N° 14, décembre 2000 : « Les médecins : estimations au 1er janvier 2000 »;

— N° 15, décembre 2000 : « La formation aux professions de santé en 1999-2000 »;

— N° 16, décembre 2000 : « La formation aux professions sociales en 1999-2000 ».

● *Informations rapides* :

— N° 96, mars 1998 : « Médecins, une baisse programmée des effectifs entre 2004 et 2009 »;

— N° 98, mars 1998 : « SIDA : dix ans d'évolution de la prise en charge »;

— N° 99, avril 1998 : « Le recours aux soins hospitaliers pour l'hépatite C chronique ».

INSEE :

● *INSEE-Première*

— « L'assurance complémentaire maladie : une diffusion encore inégale », n°523, juin 1997;

— « État de santé et accès aux soins des allocataires du RMI », n°655, juin 1999;

— « Les personnes dépendantes en institution », n°669, août 1999;

— « Trois quarts des français se considèrent en bonne santé », n°702, mars 2000;

— « Généraliste puis spécialiste : un parcours peu fréquent », n°709, avril 2000.

● *Données sociales,* INSEE, 1999

— « La santé comparée en Europe et en Amérique », G. Badeyan, D. Foulon, J. Gottely, P. Gottely, P. Pauriche;

— « Les différences de mortalité par milieu social restent fortes », A. Mesrine;

— « Les disparités spatiales de mortalité en France : la mortalité des adultes en âge d'activité », S. Rican, G. Salem;

— « La périnatalité et la première année de la vie », G. Badeyan;

— « La prise en charge des personnes âgées : maintien à domicile ou hébergement collectif », C. Aliaga, M. Neiss;

— « Les maladies traitées dans les hôpitaux et les cliniques », M.C. Mouquet;

— « Les risques professionnels pour la santé », O. Héran-Le Roy.

● *Économie et statistique (INSEE)*

— « Les médecins de demain », n° 274, 1994-4;

— « Dossier santé », n° 315, mai 1995.

● *INSEE-Résultats*

— « Enquête sur la santé et les soins médicaux 1991-1992 » (consommation, modes de vie), n° 64-65-66, novembre 1994.

Autres publications ou sources :

● La santé en France 1994-1998, Haut-Comité de la Santé publique , *La Documentation française*, novembre 1998.

● *Base de données Eco-santé, OCDE 1998.*

● *Annuaire statistique des assurances* 1991-1998, *OCDE.*

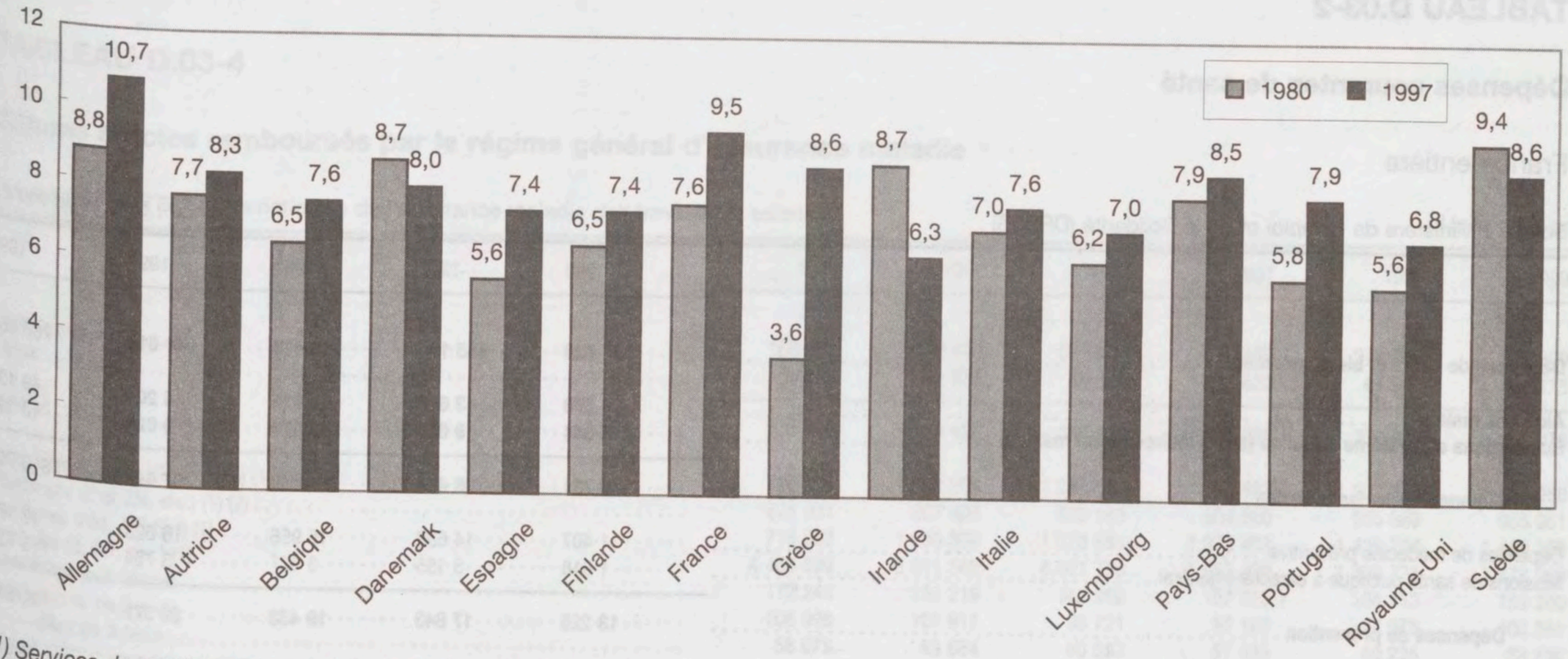
● *Annuaire* 1988-1998, *Eurostat.*

*
* *

GRAPHIQUE D.03-1

Part des services de santé (1) dans la consommation finale des ménages dans l'Union européenne

En %

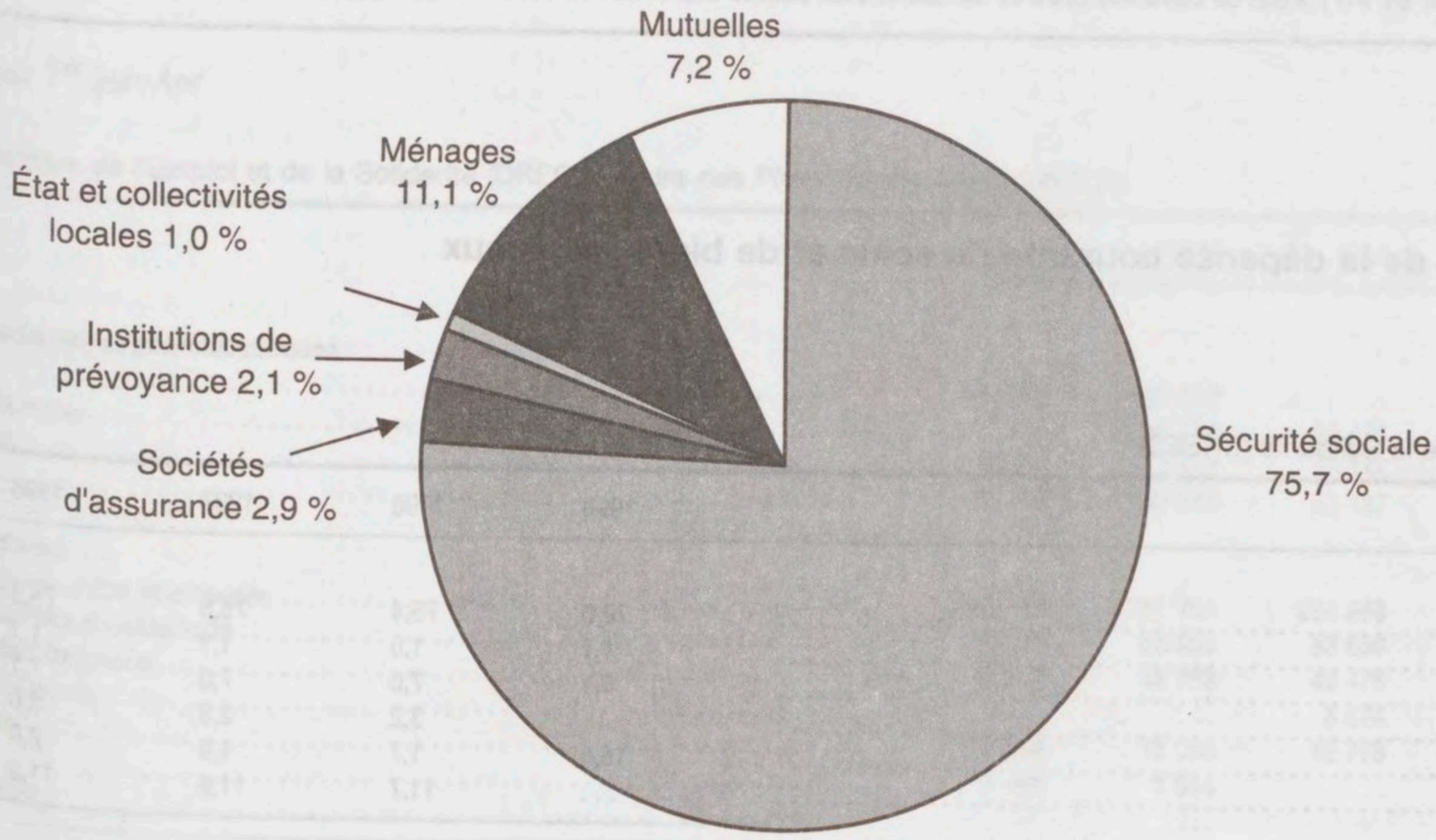


(1) Services de santé : services médicaux et dépenses de santé

Source : Eurostat

GRAPHIQUE D.03-2

Structure du financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux (en %) en 1999



Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Comptes de la santé, DREES

TABLEAU D.03-1

Dépense courante et consommation médicale totale

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	1990	1995	1997	1998	1999
Dépense courante de santé :					
En valeur (en millions de francs)	605 313	785 297	817 430	850 046	871 405
Taux d'évolution en %	...	...	1,8	4,0	3,5
Consommation médicale totale :					
En valeur (en millions de francs) (*r*)	526 302	683 364	713 286	740 313	766 649
Taux d'évolution en %	...	5,0	1,9	4,1	3,6

(1) Depuis 1999, les comptes sont en base 95, il n'y a pas de continuité entre ce tableau et ceux publiés avant l'édition 2000.

TABLEAU D.03-2

Dépenses courantes de santé

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Million de francs

	1990	1995	1997	1998	1999
Dépenses de soins et biens médicaux	**527 628**	**685 160**	**713 478**	**741 614**	**756 258**
Aide aux malades	**36 579**	**43 625**	**43 615**	**46 204**	**49 134**
Subventions au système de soins (aides indirectes au malade)	**5 544**	**9 650**	**10 076**	**9 625**	**10 399**
Dépenses pour les malades	**569 751**	**738 435**	**767 169**	**797 443**	**815 791**
Dépenses de médecine préventive	11 407	14 688	15 956	16 623	17 177
Missions de santé publique à caractère général	1 818	3 155	3 477	3 754	3 737
Dépenses de prévention	**13 225**	**17 843**	**19 433**	**20 377**	**20 914**
Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	20 048	28 598	30 306	31 577	34 674
Dépenses de formation	3 431	4 025	4 167	4 482	4 541
Dépenses en faveur du système de soins	**23 479**	**32 623**	**34 473**	**36 059**	**39 215**
Gestion générale	9 231	12 490	13 890	14 537	15 035
Double compte	– 10 373	– 16 094	– 17 535	– 18 370	– 19 550
Total général de dépenses courantes de santé	**605 313**	**785 297**	**817 430**	**850 046**	**871 405**

(1) Depuis 1999, les comptes sont en base 95, il n'y a pas de continuité entre ce tableau et ceux publiés avant l'édition 2000.

TABLEAU D.03-3

Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — %

	1990	1996	1997	1998	1999
Sécurité sociale	76,0	75,4	75,5	75,5	75,7
État et collectivités locales	1,1	1,0	1,1	1,1	1,0
Mutuelles	6,1	7,0	7,0	7,1	7,2
Sociétés d'assurances	...	3,2	2,9	3,0	2,9
Institutions de prévoyance	16,8	1,7	1,9	2,0	2,1
Ménages	...	11,7	11,6	11,3	11,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.03-4

Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie

Source : CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) — *Unité :* Millier

	1985	1990	1995	1997	1998	*p* 1999
Consultations	168 003	212 610	257 477	266 663	274 748	278 800
Visites	58 567	60 515	58 669	57 622	57 921	56 175
Total	**226 570**	**273 125**	**316 146**	**324 285**	**332 669**	**334 975**
Spécialités (K, KC, KE, forfaits) (1)	705 793	1 022 004	1 280 019	1 314 583	1 337 359	1 353 988
Radiologie (Z et ZN, etc.) (1) (2)	624 031	807 498	833 163	904 660	955 869	965 961
Auxiliaires (AM, AIS SFI) (1)	718 683	1 089 399	1 373 891	1 373 462	1 439 704	1 469 155
Analyses (B, BP, etc.) (1)	4 469 339	6 611 548	6 901 708	6 852 499	7 309 731	7 472 989
Indemnités journalières	172 248	162 216	162 969	157 020 *r*	164 113	169 860
dont : moins de 3 mois	106 998	101 912	95 721	93 185	97 576	100 391
plus de 3 mois	58 678	53 684	60 563	57 535	60 235	63 230

(1) Coefficients.
(2) Cette rubrique ne comprend plus de ZB à compter de 1993, cette lettre-clé ayant été supprimée fin 1989.

TABLEAU D.03-5A

Effectifs des professions de santé

Situation au 1er janvier

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES), Ordre des Pharmaciens CARPIMKO (1)

	1990	1995	1997	1999	2000	Densité (2)
Professions médicales et pharmaceutiques						
Médecins	148 089	169 554	...	193 200	194 000	332
Chirurgiens-dentistes	37 931	39 714	39 471	40 088	40 539	69
Sages-femmes	10 705	12 218	13 148	13 921	14 353	98
Pharmaciens	51 367	53 810	55 137	56 195	58 407	100
Auxiliaires médicaux						
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	242 953	281 764	294 268	317 081	332 469	568
Infirmiers de secteur psychiatrique	61 527	58 853	53 650	50 045	50 457	86
Masseurs-kinésithérapeutes	38 257	45 783	49 476	50 474	52 056	89
Pédicures-podologues	...	...	6 678	8 332	8 789	15
Orthophonistes	10 000	12 056	12 778	13 097	13 483	4
Orthoptistes	1 445	1 814	...	1 229	1 313	2
Opticiens-lunetiers	...	...	...	9 280	10 012	17

(1) CARPIMKO : Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthoptistes et orthophonistes.
(2) Densité pour 100 000 habitants ou pour 100 000 femmes de 15 à 49 ans (sages-femmes).

TABLEAU D.03-5B

Effectifs des professions de santé

Départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier 2000

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES), CARPIMKO (1)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	Total
Médecins	785	219	762	1 458	**3 224**
Chirurgiens-dentistes	138	39	134	352	**663**
Sages-femmes	136	45	137	191	**509**
Pharmaciens	229	53	230	379	**891**
Infirmiers diplômés d'État	1 338	198	1 663	2 805	**6 004**
Infirmiers psychiatriques	282	.	2	334	**618**
Masseurs-kinésithérapeutes	191	43	179	490	**903**
Pédicures-podologues	25	6	26	17	**74**
Orthophonistes	43	8	38	175	**264**
Orthoptistes	8	2	6	19	**35**
Opticiens-lunetiers	28	11	29	63	**131**

(1) CARPIMKO : Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthoptistes et orthophonistes.

TABLEAU D.03-6

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB dans les pays de l'OCDE

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

%

	1980	1985	1990	1994	1995	1996	*e* 1997
Allemagne (1)	8,8	9,3	8,7	10,0	10,4	10,8	10,7
Australie	...	...	8,2	...	8,4	8,6	8,4
Autriche	7,7	6,7	7,2	8,0	8,0	8,0	8,3
Belgique	6,5	7,3	7,5	8,0	7,9	7,8	7,6
Canada	7,3	8,4	9,2	9,9	9,4	9,3	9,2
Corée	...	...	5,2	...	5,4	5,9	6,0
Danemark	8,7	8,2	8,3	8,2	8,1	8,1	8,0
Espagne	5,6	5,6	6,9	7,4	7,3	7,4	7,4
États-Unis	9,1	10,6	12,6	14,1	14,1	14,1	13,9
Finlande	6,5	7,3	8,0	7,9	7,7	7,8	7,4
France	**7,6**	**8,5**	**8,7**	**9,7**	**9,6**	**9,6**	**9,5**
Grèce	3,6	4,0	7,6	5,4	8,4	8,4	8,6
Hongrie	...	...	6,1	...	7,0	6,6	6,5
Irlande	8,7	7,9	6,7	7,2	7,0	6,4	6,3
Islande	...	...	7,9	...	8,2	8,2	7,9
Italie	7,0	7,1	8,1	8,4	7,7	7,8	7,6
Japon	6,4	6,7	6,1	7,0	7,2	7,1	7,2
Luxembourg	6,2	6,1	6,6	6,5	6,7	6,8	7,0
Mexique	...	...	3,6	...	4,9	4,6	4,7
Norvège	...	...	7,8	...	8,0	7,8	7,5
Nouvelle-Zélande	...	...	7,0	...	7,3	7,3	7,6
Pays-Bas	7,9	7,9	8,3	8,8	8,8	8,7	8,5
Pologne			4,4	...	4,5	4,9	5,2
Portugal	5,8	6,3	6,4	7,8	7,8	7,9	7,9
Royaume-Uni	5,6	5,9	6,0	6,9	6,9	6,9	6,8
Suède	9,4	9,0	8,8	8,7	8,5	8,6	8,6
Suisse	...	...	8,3	...	9,6	10,1	10,0
Tchèque (République)	...	...	5,4	...	7,5	7,2	7,2
Turquie	...	...	3,6	...	3,3	3,8	4,0
Moyenne OCDE	...	...	**9,0**	...	**10,0**	**10,0**	**9,9**
Moyenne Union européenne	...	...	**9,7**	...	**10,5**	**10,5**	**10,4**

(1) RFA avant la réunification, Allemagne réunifiée depuis 1991.

TABLEAU D.03-7A

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 1999 *(p)*

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Public		Privé		**Ensemble**	
	Total	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein	**Total**	***Dont* temps plein**
Médecins, biologistes, odontologistes et pharmaciens	**83 748**	39 166	**54 974**	16 053	**138 722**	**55 219**
Internes en médecine, en odontologie et en pharmacie (1)	**18 444**	...	**1 472**	...	**19 916**	**...**

(1) Y compris les Faisants Fonctions d'interne (FFI) et les Diplomés interuniversitaires de Spécialité (DIS).

TABLEAU D.03-7B

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 1999 (*p*)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Public		Privé		**Ensemble**	
	Total	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein	**Total**	***Dont* temps plein**
Personnel de direction	**3 978**	3 741	**5 399**	3 767	**9 377**	**7 508**
Autre personnel administratif	**72 486**	54 745	**32 323**	22 495	**104 809**	**77 240**
Personnel d'encadrement du personnel soignant (1)	**25 488**	23 611	**7 503**	6 527	**32 991**	**30 138**
Infirmiers (y compris de secteur psychiatrique)	**171 238**	130 084	**58 657**	42 136	**229 895**	**172 220**
Infirmiers spécialisés	**16 058**	12 363	**5 682**	4 354	**21 740**	**16 717**
Autres personnels des services médicaux	**13 391**	7 558	**10 246**	4 531	**23 637**	**12 089**
Aides soignants	**158 870**	135 627	**47 877**	36 992	**206 747**	**172 619**
Agents des services hospitaliers et autres personnels secondaires des services médicaux	**76 517**	66 710	**34 346**	26 037	**110 863**	**92 747**
Psychologues	**5 855**	3 446	**1 651**	400	**7 506**	**3 846**
Sages-femmes	**7 037**	4 703	**3 347**	2 099	**10 384**	**6 802**
Personnels des services de soins	**479 454**	384 102	**169 309**	123 076	**648 763**	**507 178**
Personnels éducatifs et sociaux	**8 376**	5 885	**4 592**	2 839	**12 968**	**8 724**
Personnels médico-techniques	**34 593**	26 260	**10 002**	6 685	**44 595**	**32 945**
Personnels techniques	**87 370**	81 265	**31 725**	23 652	**119 095**	**104 917**
Total	**686 257**	**555 998**	**253 350**	**182 514**	**939 607**	**738 512**

(1) Y compris les infirmiers généraux.

TABLEAU D.03-8

Médecins selon le mode d'exercice

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	1980	1999	*e* 2000
Ensemble des médecins libéraux	**69 963**	**116 899**	**117 041**
Généralistes	43 290	67 402	67 072
Spécialistes	26 673	49 497	49 969
Ensemble des médecins salariés	**42 508**	**76 301**	**76 959**
Généralistes	27 373	27 487	27 674
Spécialistes	15 135	48 814	49 285
Ensemble des médecins généralistes	**70 663**	**94 889**	**94 746**
Ensemble des médecins spécialistes	**41 808**	**98 311**	**99 254**
Ensemble des médecins	**112 471**	**193 200**	**194 000**

TABLEAU D.03-9A

Établissements de santé

Équipement par catégorie d'établissements

Situation au 1er janvier 1999

Source : Ministère de l' Emploi et de la Solidarité (DREES)

Catégorie d'établissements	Établissements (1) ou entités juridiques	Lits en hospitalisation complète	Lits d'hébergement	Places en hospitalisation de jour ou de nuit	Places en anesthésie ou chirurgie ambulatoire	Places en hospitalisation à domicile	Total des lits et places
Public							
Centre hospitalier régional	29	86 513	3 083	4 839	404	1 173	**96 012**
Centre hospitalier	562	171 877	61 778	7 713	567	404	**242 339**
Hôpital local	349	23 214	33 375	53	–	62	**56 704**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	93	35 943	1 687	14 512	...	552	**52 694**
Autres établissements	25	1 248	580	–	6	–	**1 834**
Total public	**1 058**	**318 795**	**100 503**	**27 117**	**977**	**2 191**	**449 583**
Privé							
Établissement de soins de courte durée	1 075	98 284	1 404	2 592	6 052	77	**108 409**
Établissement d'enfants à caractère sanitaire	74	4 393	36	156	...	...	**4 585**
Établissement de soins de suite et réadaptation, de soins de longue durée	728	47 625	975	2 720	19	...	**51 339**
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	24	7 990	179	2 233	...	30	**10 432**
Autres établissements de lutte contre les maladies mentales, les toxicomanies et l'alcoolisme	302	14 891	...	3 222	13	5	**18 131**
Traitements et soins à domicile, dialyse ambulatoire	536	64	...	...	...	1 203	**1 267**
Autres établissements (2)	405						
Total privé	**3 144**	**173 247**	**2 594**	**10 923**	**6 084**	**1 315**	**194 163**
Total public et privé	**4 202**	**492 042**	**103 097**	**38 040**	**7 061**	**3 506**	**643 746**

(1) On recense des entités juridiques pour le secteur public et les hôpitaux privés faisant fonction de publics et des établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés.
(2) Établissements titulaires d'autorisation d'équipement lourd.

TABLEAU D.03-9B

Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée

France entière (pour les établissements)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	1990	1992	1994	1996
Établissements				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	854	859	845
Hospices et maisons de retraite publics	1 353	1 428	1 486	1 544
Hospices et maisons de retraite privés	2 568	3 036	3 328	3 472
Logements-foyers	2 587	2 721	2 853	2 932
Autres établissements autonomes	315	196	179	170
Établissements d'hospitalisation privés	10	8	12	22
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	736	786	820	853
Établissements d'hospitalisation privés	81	95	107	120
Hospices et maisons de retraite publics	n.s	n.s	n.s	n.s
Capacité d'accueil (en lits ou logements)				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	107 432	103 774	100 079	97 655
Hospices et maisons de retraite publics (1)	102 725	108 063	112 848	115 979
Hospices et maisons de retraite privés (1)	139 797	162 196	179 600	190 916
Logements-foyers	142 150	148 422	153 050	155 365
Autres établissements autonomes	7 929	4 416	4 109	3 533
Établissements d'hospitalisation privés	709	416	691	1 801
Total	**500 742**	**527 287**	**550 377**	**565 249**
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	63 711	68 277	71 770	74 115
Établissements d'hospitalisation privés	4 820	5 495	6 051	6 585
Hospices et maisons de retraite publics	337	80	n.s	n.s
Total	**68 868**	**73 852**	**77 821**	**80 700**
Total général (en lits ou logements)	**569 610**	**601 139**	**628 198**	**645 949**

(1) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU D.03-10

Accueil des enfants de moins de six ans

Situation au 31 décembre 1998

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Établissements	Places	Assistantes maternelles
Accueil collectif (en nombre de places)			
Crèches collectives traditionnelles de quartier	1 848	90 100	///
Crèches collectives traditionnelles de personnel	227	14 900	///
Crèches collectives mini-crèches	372	6 700	///
Crèches parentales	225	3 300	///
Multi-accueil traditionnel : Crèches collectives	1 113	18 200	///
Multi-accueil traditionnel : Haltes garderies	...	10 500	///
Multi-accueil parental : Crèches collectives	515	5 200	///
Multi-accueil parental : Haltes garderies	...	2 400	///
Jardins d'enfants	294	10 400	///
Haltes- garderies traditionnelles	2 909	51 600	///
Haltes- garderies parentales	267	3 500	///
Accueil familial			
Crèches familiales (en nombre d'enfants inscrits)	1 103	60 900	26 500
Assistantes maternelles agréées à la journée (en capacité d'accueil)	...	724 100	300 700
Assistantes maternelles agréées à titre permanent (en capacité d'accueil)	...	91 400	57 200
Assistantes maternelles mixtes (en capacité d'accueil)	...	13 600	8 900

TABLEAU D.03-11A

Équipement de l'hospitalisation complète

Situation au 1er janvier 1999 (*p*)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Public	Privé	Ensemble
Lits installés			
Médecine et spécialités médicales	94 897	24 415	119 312
Chirurgie et spécialités chirurgicales	48 043	56 564	104 607
Obstétrique	15 083	9 970	25 053
Total soins de courte durée (MCO) (1)	**158 023**	**90 949**	**248 972**
Psychiatrie	46 030	21 448	67 478
Toxicomanie et alcoolisme	1 174	638	1 812
Total soins de courte durée	**205 227**	**113 035**	**318 262**
Soins de suite et de réadaptation	38 287	53 051	91 338
Soins de longue durée	75 273	7 161	82 434
Total	**318 787**	**173 247**	**492 034**

(1) MCO : médecine, chirurgie, obstétrique.

TABLEAU D.03-11B

Activité de l'hospitalisation complète

Année 1999 (*p*)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Nombre d'entrées

	Public	Privé	Total
Médecine et spécialités médicales	4 239 088	1 080 549	**5 319 637**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	2 295 821	3 066 466	**5 362 287**
Obstétrique	797 771	492 264	**1 290 035**
Total soins de courte durée MCO (1) (2)	**7 332 680**	**4 639 279**	**11 971 959**
Psychiatrie	418 977	170 167	**589 144**
Toxicomanie et alcoolisme	17 105	6 935	**24 040**
Total soins de courte durée	**7 768 762**	**4 816 381**	**12 585 143**
Soins de suite et de réadaptation	366 256	489 439	**855 695**
Soins de longue durée	51 941	5 247	**57 188**
Total	**8 186 959**	**5 311 067**	**13 498 026**

(1) MCO : médecine, chirurgie, obstétrique.
(2) La discipline médecine intègre la lutte contre le cancer.

TABLEAU D.03-12

Établissements pour handicapés

France entière

Au 1er janvier

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Nombre d'établissements		Nombre de places	
	1994	1998	1994	1998
Établissement pour enfants déficients intellectuels	1 244	1 194	79 897	73 518
Établissement pour enfants polyhandicapés	56	132	1 782	4 057
Institut de rééducation	285	345	14 804	16 880
Établissement pour enfants déficients moteurs	125	125	7 826	7 767
Établissement pour enfants déficients sensoriels	156	138	13 301	11 777
Total des établissements d'éducation spéciale pour les enfants handicapés	**1 866**	**1 934**	**117 610**	**113 999**
Foyer d'hébergement pour handicapés adultes	1 152	1 236	36 589	39 497
Maison d'accueil spécialisée	208	297	8 469	11 774
Foyer de vie pour adultes handicapés	718	892	24 422	30 022
Foyer à double tarification pour adultes handicapés lourds	102	191	3 312	6 427
Total des établissements d'hébergement pour adultes handicapés	**2 180**	**2 616**	**72 792**	**87 720**
Centre de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	83	84	9 266	9 477

TABLEAU D.03-13

Nouveaux cas des affections de longue durée

France entière

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) - Service médical de l'Assurance Maladie

Nature de l'affection	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Accident vasculaire cérébral invalidant	28 044	22 336	21 659	22 806	23 163	24 450
Aplasie médullaire	1 170	1 185	1 210	1 349	1 329	1 257
Artériopathie chronique et évolutive	68 707	59 958	59 075	60 450	59 413	65 716
Bilharziose compliquée	81	54	28	18	22	23
Cardiopathie congénitale mal tolérée, insuffisance cardiaque grave et valvulopathie grave	36 958	35 120	34 751	37 197	38 819	40 807
Maladie chronique du foie et cirrhoses	9 978	12 538	14 296	17 294	17 851	18 052
Déficit immunitaire grave nécessitant un traitement prolongé	7 345	11 163	9 605	9 633	9 373	8 063
Diabète insulino-dépendant ou non-insulino-dépendant	61 796	66 560	69 631	76 139	81 118	91 751
Forme grave d'une affection neuro-musculaire (dont myopathie)	5 849	5 717	5 665	5 984	8 350	8 626
Hémoglobinopathie homozygote	570	538	570	564	557	626
Hémophilie	413	445	491	529	553	577
Hypertension artérielle sévère	55 657	51 228	49 170	47 989	48 815	58 648
Infarctus aigu du myocarde datant de moins de 6 mois	13 673	13 179	12 680	14 416	16 021	16 312
Insuffisance respiratoire chronique grave	25 430	23 609	24 010	25 540	26 384	28 653
Lèpre	107	75	56	45	54	43
Maladie de Parkinson	6 709	6 215	6 312	6 705	7 183	7 948
Maladies métaboliques héréditaires nécessitant un traitement prolongé spécialisé	4 514	3 962	3 772	3 924	2 977	2 594
Mucoviscidose	263	195	223	248	232	207
Néphropathie chronique grave et syndrome néphrotique pur primitif	5 034	4 741	4 714	4 810	5 035	5 407
Paraplégie	4 307	3 657	3 633	3 736	2 341	2 502
Périartérite noueuse, lupus érithémateux aigu disséminé, sclérodermie généralisée évolutive	2 151	2 402	2 496	2 581	3 962	4 262
Polyarthrite rhumatoïde évolutive grave	8 623	8 297	8 320	8 653	8 810	9 794
Psychose, trouble grave de la personnalité, arriération mentale	105 079	94 324	93 912	97 216	99 357	107 779
Rectocolite hémorragique et maladie de Crohn évolutives	4 614	6 322	6 486	7 090	7 099	7 749
Sclérose en plaques invalidante	2 536	2 736	2 730	3 337	3 399	3 876
Scoliose structurale évolutive	3 008	2 441	2 305	2 380	2 277	2 381
Spondylarthrite ankylosante grave	2 447	2 484	2 610	2 707	3 006	3 348
Suites de transplantation d'organe	255	195	157	117	73	94
Tuberculose active	8 709	7 455	6 657	6 732	6 253	6 138
Tumeur maligne, affection maligne du tissu lymphatique ou hématopoïétique	140 635	147 971	152 645	170 070	177 388	187 663
Affections non ventilées	—	—	1 689	5 395	3 615	4 169
Total	**614 662**	**597 102**	**601 558**	**645 654**	**664 829**	**719 515**

TABLEAU D.03-14

Nombre de décès selon la cause et le sexe

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes de décès	1995			1996			1997		
	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Maladies infectieuses et parasitaires (1)	**12 542**	**7 643**	**4 899**	**10 908**	**6 399**	**4 509**	**8 599**	**4 559**	**4 040**
Tumeurs	**146 641**	**88 378**	**58 263**	**147 765**	**89 213**	**58 552**	**146 837**	**88 703**	**58 134**
dont : Tumeurs malignes de la cavité buccale et du pharynx	**5 166**	4 460	706	**5 158**	4 437	721	**4 922**	4 259	663
Tumeurs malignes de l'oesophage	**4 614**	3 948	666	**4 573**	3 858	715	**4 324**	3 616	708
Tumeurs malignes de l'estomac	**5 886**	3 534	2 352	**5 794**	3 530	2 264	**5 599**	3 421	2 178
Tumeurs malignes de l'intestin	**16 430**	8 506	7 924	**16 355**	8 467	7 888	**16 409**	8 610	7 799
Tumeurs malignes autres parties, appareil digestif et péritoine	**11 040**	6 941	4 099	**11 214**	7 220	3 994	**11 100**	7 123	3 977
Tumeurs malignes de la trachée, des bronches et du poumon	**23 929**	20 325	3 604	**24 338**	20 525	3 813	**24 417**	20 635	3 782
Tumeurs malignes du sein	**10 897**	108	10 789	**11 153**	139	11 014	**10 955**	124	10 831
Tumeurs malignes de l'utérus	**2 979**	///	2 979	**2 982**	///	2 982	**2 975**	///	2 975
Tumeurs malignes de la prostate	**9 263**	9 263	///	**9 383**	9 383	///	**9 345**	9 345	///
Leucémies	**4 802**	2 571	2 231	**4 799**	2 605	2 194	**4 925**	2 652	2 273
Maladies endocriniennes	**13 886**	**5 299**	**8 587**	**13 965**	**5 482**	**8 483**	**14 053**	**5 302**	**8 751**
dont : Diabète sucré	**6 437**	2 677	3 760	**6 622**	2 882	3 740	**6 770**	2 788	3 982
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	**2 892**	**1 326**	**1 566**	**2 846**	**1 327**	**1 519**	**2 879**	**1 339**	**1 540**
Troubles mentaux	**13 259**	**5 408**	**7 851**	**13 277**	**5 363**	**7 914**	**13 670**	**5 342**	**8 328**
dont : Psychose alcoolique et alcoolisme	**2 418**	1 929	489	**2 397**	1 926	471	**2 302**	1 826	476
Maladies du système nerveux et des organes des sens	**12 515**	**5 823**	**6 692**	**12 940**	**5 954**	**6 986**	**13 691**	**6 217**	**7 474**
Maladies de l'appareil circulatoire	**171 652**	**78 961**	**92 691**	**173 269**	**79 631**	**93 638**	**169 727**	**78 213**	**91 514**
dont : Cardiopathies ischémiques	**47 055**	25 935	21 120	**47 307**	26 140	21 167	**45 430**	25 198	20 232
Maladies vasculaires cérébrales	**43 553**	18 160	25 393	**43 494**	18 053	25 441	**42 473**	17 646	24 827
Maladies de l'appareil respiratoire	**40 130**	**20 992**	**19 138**	**42 541**	**22 141**	**20 400**	**43 319**	**22 114**	**21 205**
Maladies de l'appareil digestif	**26 136**	**13 735**	**12 401**	**26 453**	**13 933**	**12 520**	**26 144**	**13 825**	**12 319**
dont : Cirrhose alcoolique ou sans précision du foie	**8 875**	6 136	2 739	**8 961**	6 246	2 715	**8 865**	6 201	2 664
Maladies des organes génito-urinaires	**7 370**	**3 665**	**3 705**	**7 296**	**3 611**	**3 685**	**7 300**	**3 595**	**3 705**
Complications grossesse-accouchement	**70**	///	**70**	**97**	///	**97**	**70**	///	**70**
Maladies de la peau, du tissu cellulaire sous-cutané	**2 516**	**721**	**1 795**	**2 509**	**767**	**1 742**	**2 613**	**726**	**1 887**
Maladies du système ostéo-articulaire	**2 642**	**865**	**1 777**	**2 605**	**844**	**1 761**	**2 577**	**855**	**1 722**
Anomalies congénitales	**1 558**	**790**	**768**	**1 559**	**849**	**710**	**1 519**	**807**	**712**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	**1 308**	**764**	**544**	**1 323**	**764**	**559**	**1 441**	**834**	**607**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	**31 663**	**13 598**	**18 065**	**32 690**	**14 204**	**18 486**	**32 492**	**14 033**	**18 459**
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	**44 838**	**27 139**	**17 699**	**43 732**	**26 309**	**17 423**	**43 388**	**26 345**	**17 043**
dont : Accidents de la circulation	**8 132**	5 834	2 298	**7 787**	5 592	2 195	**7 629**	5 596	2 033
Suicides	**11 819**	8 605	3 214	**11 279**	8 174	3 105	**11 139**	8 099	3 040
Total (toutes causes)	**531 618**	**275 107**	**256 511**	**535 775**	**276 791**	**258 984**	**530 319**	**272 809**	**257 510**

(1) Y compris le SIDA depuis 1987.

TABLEAU D.03-15

Répartition des cas de SIDA par groupe de transmission et année de diagnostic

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) - DGS - Réseau national de Santé publique — *Unités* : nombre et %

Groupes de transmission	Avant 1990	1990	1993	1994	1995	1996	1997	(1) 1998
Homosexuel / bisexuel masculin	6 063	2 116	2 245	2 357	2 048	1 437	726	152
%	53,6	49,1	40,8	41,2	39,1	36,7	34,7	29,1
Usager de drogues IV	2 093	1 079	1 489	1 370	1 308	944	389	112
%	18,5	25,0	27,1	23,9	25,0	24,1	18,6	21,4
Homosexuel / bisexuel masculin et usager de drogues IV	245	53	41	48	47	29	6	3
%	2,2	1,2	0,7	0,8	0,9	0,7	0,3	0,6
Hémophiles et troubles de la coagulation	186	41	63	72	50	29	10	4
%	1,6	1,0	1,1	1,3	1,0	0,7	0,5	0,8
Contamination hétérosexuelle	1 471	614	1 064	1 300	1 283	1 104	737	184
%	13,0	14,2	19,3	22,7	24,5	28,2	35,2	35,2
Transfusés	767	189	167	130	100	57	28	3
%	6,8	4,4	3,0	2,3	1,9	1,5	1,3	0,6
Transmissions materno-foetale	222	60	52	54	46	27	9	–
%	2,0	1,4	0,9	0,9	0,9	0,7	0,4	–
Autre, inconnu	270	161	383	392	356	289	187	65
%	2,4	3,7	7,0	6,8	6,8	7,4	8,9	12,4
Total	**11 317**	**4 313**	**5 504**	**5 723**	**5 238**	**3 916**	**2 092**	**523**
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Décédés par année de décès	**4 848**	**2 439**	**3 758**	**4 139**	**3 881**	**2 833**	**1 097**	**343**

(1) Uniquement le premier semestre.

TABLEAU D.03-16

Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes de décès	1995			1996			1997		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Maladies infectieuses et parasitaires	37	40	**77**	40	24	**64**	39	31	**70**
dont : Maladies infectieuses intestinales	20	14	**34**	18	14	**32**	13	13	**26**
Infections à méningocoques	2	2	**4**	1	–	**1**	1	–	**1**
Septicémie	1	4	**5**	1	3	**4**	3	5	**8**
Sida et infections par le V.I.H.	–	2	**2**	2	1	**3**	2	–	**2**
Tumeurs	13	14	**27**	8	15	**23**	18	15	**33**
dont : Tumeurs malignes des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	3	2	**5**	2	5	**7**	4	4	**8**
Maladies endocriniennes, de la nutrition, du métabolisme et troubles immunitaires	27	21	**48**	26	24	**50**	26	21	**47**
dont : Maladies des glandes endocrines	3	1	**4**	2	1	**3**	–	1	**1**
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	4	7	**11**	4	1	**5**	3	5	**8**
dont : Anomalies de la coagulation	3	5	**8**	3	1	**4**	1	3	**4**
Maladies du système nerveux et des organes des sens	88	79	**167**	85	75	**160**	107	59	**166**
dont : Méningite, encéphalite, myélite et encéphalo-myélite	11	12	**23**	9	14	**23**	18	10	**28**
Maladies de l'appareil circulatoire	27	24	**51**	37	23	**60**	28	27	**55**
Maladies de l'appareil respiratoire	32	22	**54**	37	15	**52**	31	26	**57**
dont : Affections aigües des voies respiratoires	17	9	**26**	18	7	**25**	17	15	**32**
Pneumonie et grippe	11	9	**20**	12	2	**14**	10	6	**16**
Maladies de l'appareil digestif	23	16	**39**	19	10	**29**	22	9	**31**
Maladies des organes génito-urinaires	10	4	**14**	9	4	**13**	5	1	**6**
Anomalies congénitales	445	404	**849**	480	372	**852**	450	356	**806**
dont : Anomalies congénitales du système nerveux	53	45	**98**	50	34	**84**	60	44	**104**
Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire	228	216	**444**	249	179	**428**	218	181	**399**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	764	541	**1 305**	764	558	**1 322**	834	607	**1 441**
dont : Prématurité	72	38	**110**	71	53	**124**	71	54	**125**
Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance	138	100	**238**	154	97	**251**	118	85	**203**
Syndrome de détresse respiratoire	124	60	**184**	108	58	**166**	88	61	**149**
Autres affections respiratoires du nouveau-né	96	71	**167**	88	71	**159**	93	57	**150**
Infections spécifiques de la période périnatal	63	50	**113**	57	45	**102**	83	54	**137**
Hémorragie néonatale	84	68	**152**	112	62	**174**	111	66	**177**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	451	294	**745**	423	303	**726**	337	237	**574**
dont : Syndrome de la mort subite chez le nourrisson	339	199	**538**	281	170	**451**	217	143	**360**
Autres causes et causes inconnues ou non précisées	92	87	**179**	128	121	**249**	100	82	**182**
Traumatismes et empoisonnements	81	76	**157**	87	55	**142**	79	66	**145**
dont : Accidents de la circulation	13	15	**28**	13	6	**19**	12	11	**23**
Aspiration ou indigestion de produits alimentaires provoquant l'obstruction des voies respiratoires ou la suffocation	24	21	**45**	28	13	**41**	27	23	**50**

TABLEAU D.03-17

Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer

Année 1997

Source : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) - SC8

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Maladies de l'appareil circulatoire	760	32,1	117	21,3	734	31,1	1 138	31,8
Tumeurs	475	20,1	86	15,6	576	24,4	686	19,2
Traumatismes et empoisonnements	296	12,5	103	18,7	214	9,1	376	10,5
Maladies de l'appareil digestif	102	4,3	16	2,9	99	4,2	211	5,9
Maladies de l'appareil respiratoire	129	5,5	21	3,8	180	7,6	306	8,6
Maladies endocriniennes	116	4,9	15	2,7	125	5,3	189	5,3
Troubles mentaux	59	2,5	15	2,7	57	2,4	137	3,8
Maladies infectieuses	75	3,2	53	9,6	68	2,9	78	2,2
Autres	352	14,9	124	22,5	310	13,1	456	12,7
Total	**2 364**	**100,0**	**550**	**100,0**	**2 363**	**100,0**	**3 577**	**100,0**

E

Communication, culture et loisirs

Chapitre E.01

Communication

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Chiffres clés de la presse éditeur.
2. Chiffres clés par type de presse.
3. La presse éditeur par type de presse et périodicité.
4. Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires.
5. Nombre de téléviseurs recensés et redevances perçues.
6. Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances).
7. Financement de la production de films d'initiative française.
8. Nombre de films d'initiative française selon le coût.
9. Volume de la production aidée par genre.
10. Dépenses publicitaires des entreprises.
11. Évolution des genres de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair.
12. Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision.
13. Émissions diffusées par la télévision par genre ou par chaîne.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration de la Direction du développement des médias (anciennement SJTI).

1. PRÉSENTATION

Selon les résultats provisoires, le chiffre d'affaires de la presse éditeur poursuit sa progression ; il croît de 5,2 % entre 1998 et 1999, soit la plus forte hausse enregistrée depuis le début des années 1990. La reprise d'activité observée dès 1998 dans les secteurs de l'emploi et de l'immobilier et les grandes campagnes nationales (notamment financières) de 1999 dynamisent la publicité, deuxième source de financement de la presse après les ventes.

L'audiovisuel connaît une croissance forte : la production nette du secteur augmente de plus de 10 % entre 1997 et 1998. Les télévisions hertziennes dominent le secteur ; elles concentrent un tiers de la production de l'ensemble des entreprises de l'audiovisuel. Elles tiennent un rôle essentiel dans le financement du cinéma : la moitié des recettes de la production cinématographique proviennent des achats et des pré-achats des chaînes. Alors que le poids de la redevance dans le financement des chaînes diminue légèrement, les souscriptions d'abonnements des ménages aux nouvelles chaînes du câble et du satellite complètent le financement par la publicité.

Après deux années 1997 et 1998 de forte croissance, la production cinématographique française confirme son rythme soutenu : 181 films sont agréés en 1999, pour un investissement évalué à 4,5 milliards de francs.

2. MÉTHODOLOGIE

Pour la presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par la Direction du développement des médias auprès de la presse périodique éditée en France (métropole et DOM - TOM).

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par catégorie de presse, le tirage, la répartition de la diffusion, le chiffre d'affaires et la consommation de papier, est limité aux titres de la presse éditeur (1).

Appartiennent à l'ensemble « presse éditeur » les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à plusieurs des critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels ou parution périodique. Ces publications sont classées suivant cinq catégories : « presse nationale d'information générale et politique », « presse locale d'information générale et politique », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle », « journaux gratuits d'annonces ».

Pour l'audiovisuel

Les informations concernant l'audience sont établies par la société Médiamétrie selon des méthodologies différentes :

— pour la radio, elles résultent d'interviews dans le cadre de quatre enquêtes annuelles, auprès de personnes âgées de 15 ans et plus. À partir de 1999, les interviewés sont interrogés sur leur comportement des dernières 24 heures et non plus sur celui de la veille ; les audiences ne sont plus directement comparables avec celles des années précédentes.

— pour la télévision, elles sont fournies quotidiennement à l'aide d'un système audimétrique donnant une mesure quantitative de l'écoute des individus constituant un panel de 2 750 foyers, soit plus de 6 600 personnes âgées de quatre ans et plus.

3. DÉFINITIONS

Agrément d'investissement (d'après les devis fournis au CNC)

Toute production de film doit obtenir l'agrément d'investissement pour bénéficier du soutien à l'industrie cinématographique (décrets de 1959). La procédure d'agrément s'applique en deux temps : un agrément d'investissement accordé avant le début des prises de vue, un agrément complémentaire accordé éventuellement après l'achèvement du film. Les décisions sont prises après avis d'une commission spécialisée : la commission d'agrément du CNC (Centre national de la Cinématographie). Le producteur d'un film ayant obtenu l'agrément du CNC est susceptible de bénéficier d'un soutien automatique ou sélectif.

Les films agréés sont les films qui ont obtenu l'agrément d'investissement. Ces films sont, soit des films français, soit des coproductions françaises (majoritaires ou minoritaires).

L'agrément d'investissement implique la fourniture par le producteur du film, de son devis détaillé et de son plan de financement au CNC. L'apport personnel du producteur doit se monter au moins à 15 % du devis total.

Films d'initiative française

Il s'agit des films 100 % français et des coproductions majoritairement françaises.

Journaux gratuits d'annonces

Publications distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est essentiellement constitué de petites annonces et de publicité.

Presse nationale d'information générale et politique

Publications apportant de façon permanente des informations et des commentaires sur l'actualité politique et nationale. Cette catégorie comprend les quotidiens nationaux, les grands hebdomadaires et les magazines d'information.

---

(1) Les autres titres et publications constituant l'ensemble « presse de groupement » (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), ne sont plus enquêtés depuis 1980.

Presse locale d'information générale et politique

Publications dont le contenu répond aux mêmes principes que la catégorie précédente, mais comportant en outre des pages d'information traitant prioritairement de l'actualité dans un cadre local, départemental ou régional. La zone de diffusion est directement liée à leur contenu. Cette catégorie comprend les quotidiens régionaux et départementaux, les hebdomadaires départementaux et locaux, les magazines régionaux et enfin les journaux d'annonces judiciaires et légales.

Presse spécialisée « grand public »

Publications traitant d'un thème principal plus ou moins spécialisé, le cyclisme ou le sport en général, la mode, la photographie..., et dont le contenu est accessible à tous publics.

Presse spécialisée technique et professionnelle

Publications dont le contenu est consacré à un thème principal et dont la teneur des articles est trop technique pour susciter l'intérêt au-delà des professions correspondant aux sujets traités. Ces titres sont en grande partie vendus sur abonnement.

Publicité

On appelle publicité toute forme de message contre rémunération ou autre contrepartie par une entreprise dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la vente de produits ou de services présentés par le nom de leur marque ou sous leur appellation générique.

Parrainage

On appelle parrainage la contribution d'une entreprise n'exerçant pas d'activités de radiodiffusion télévisuelle ou de production d'oeuvres audiovisuelles, au financement de programmes télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de la Culture et de la Communication.
- Direction du développement des médias : mission d'observation statistique, d'étude et de documentation sur les médias.
- Centre national de la cinématographie (CNC).
- Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).
- Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP).
- Institut national de l'audiovisuel (INA).
- Télédiffusion de France.
- Radio-France.
- Radio-France internationale.
- TF1.
- France 2.
- France 3.
- Radio-Télévision française d'Outre-mer (RFO).
- La Sept/Arte.
- La Cinquième.
- Société française de production et de création audiovisuelle (SFP).
- Service de la Redevance de l'Audiovisuel.
- Médiamétrie.

Publications :

INFO-MEDIAS, Direction du développement des médias :

— « Le financement de la télévision par la publicité », n° 3, janvier 2000 ;

— « Enquête presse 1999, résultats provisoires », n° 4, juin 2000.

Tableaux statistiques de la Presse. Recueil de données statistiques sur la presse écrite en France en 1998, Direction du développement des médias. La Documentation française.

Indicateurs statistiques de l'Audiovisuel (Cinéma, Télévision, Vidéo), édition 2000, Direction du développement des médias, CNC, CSA. La Documentation française.

Indicateurs statistiques de la Radio (Radiodiffusion, phonogrammes), édition 1999, SJTI. La Documentation française.

Indicateurs statistiques de la Publicité, édition 2000, SJTI. La Documentation française.

CNC info, (mensuel) Centre national de la cinématographie.

Technologies et société de l'information, édition 1999, SESSI, INSEE, SJTI.

INSEE-Première :

— « La dépense des ménages en programmes audiovisuels », n° 355, janvier 1995 ;

— « Les comptes du petit écran », n° 358, janvier 1995 ;

— « Audiovisuel croissance ralentie », n° 422, janvier 1996 ;

— « Les entreprises de presse », n° 547, septembre 1997 ;

— « Les technologies de l'information et de la communication : 5 % du PIB », n° 648, mai 1999 ;

— « En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », n° 675, octobre 1999.

— « Le lectorat de la presse d'information générale », n° 753, décembre 2000.

*
* *

TABLEAU E.01-1

Chiffres clés de la presse éditeur

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

	1985	1990	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Chiffre d'affaires (1) :								
Ventes	24,11	29,98	33,93	35,15	36,27	36,57	36,74	37,54
Publicité	16,75	27,18	22,79	23,92	24,69	25,40	26,71	29,24
Total	**40,86**	**57,16**	**56,72**	**59,07**	**60,96**	**61,97**	**63,45**	**66,78**
Tirage total annuel (2) :								
Total	**7,80**	**8,08**	**8,21**	**8,21**	**8,25**	**8,17**	**8,31**	...
Hors gratuits d'annonces	6,33	6,42	6,45	6,41	6,35	6,36	6,50	...
Diffusion totale annuelle (2) :								
Total	**6,61**	**6,93**	**6,98**	**7,02**	**7,07**	**6,96**	**7,02**	...
Hors gratuits d'annonces	5,21	5,27	5,22	5,22	5,17	5,15	5,21	...
Consommation de papier (3)	1 162	1 396	1 297	1 308	1 377	1 394	1 438	...
Charges de fabrication (1) (4)	14,18	17,52	15,01	15,93	14,88	14,40	15,45	...

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2

Chiffres clés par type de presse

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

	1990	%	1996	%	1997	%	*r* 1998	%	*p* 1999	%
								Évolution en %		
Presse nationale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	5,30	3,5	5,92	– 5,0	6,01	1,5	5,82	– 3,2	5,77	– 0,9
Publicité	5,71	7,1	4,27	5,1	4,38	2,6	4,75	8,4	5,23	10,2
Total	**11,01**	**5,4**	**10,19**	**– 1,0**	**10,39**	**2,0**	**10,57**	**1,7**	**11,00**	**4,1**
Tirage total annuel (2)	1,09	– 0,6	0,96	– 10,6	0,99	3,1	0,99	– 0,7	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	0,81	– 1,3	0,73	– 9,9	0,74	2,1	0,74	– 0,4	...	///
Consommation de papier (3)	294,20	0,6	207,80	– 4,0	209,75	0,9	215,42	2,7	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	3,12	– 1,8	2,70	– 5,9	2,41	– 10,9	2,54	5,5	...	///
Presse locale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	8,27	2,1	10,20	8,1	10,23	0,3	10,37	1,3	10,60	2,3
Publicité	6,91	4,7	6,76	4,4	6,76	–	7,01	3,6	7,87	12,3
Total	**15,18**	**3,2**	**16,96**	**6,6**	**16,99**	**0,2**	**17,38**	**2,3**	**18,47**	**6,3**
Tirage total annuel (2)	2,58	– 0,9	2,58	3,6	2,53	– 1,9	2,55	0,7	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	2,31	– 0,6	2,29	3,6	2,25	– 1,7	2,25	0,3	...	///
Consommation de papier (3)	396,50	0,4	423,47	15,4	428,89	1,3	434,16	1,2	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	5,07	2,1	3,93	– 9,4	3,93	– 0,1	4,16	5,9	...	///
Presse spécialisée grand public										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	13,77	2,2	17,03	3,2	17,13	0,6	17,26	0,8	17,83	3,3
Publicité	6,25	7,5	6,21	2,6	6,71	8,1	6,96	3,7	7,91	13,7
Total	**20,02**	**3,7**	**23,24**	**3,1**	**23,84**	**2,6**	**24,22**	**1,6**	**25,74**	**6,3**
Tirage total annuel (2)	2,39	0,7	2,51	– 1,4	2,55	1,6	2,68	5,1	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	1,82	1,3	1,88	3,3	1,89	0,6	1,95	3,3	...	///
Consommation de papier (3)	492,90	1,0	524,00	1,0	542,57	3,5	571,41	5,3	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	6,16	0,5	5,69	– 6,4	5,56	– 2,3	6,07	9,1	...	///
Presse spécialisée technique et professionnelle										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	2,64	8,9	3,11	4,4	3,20	2,9	3,29	3,1	3,34	1,4
Publicité	4,46	8,3	3,47	1,5	3,52	1,4	3,80	7,6	3,98	4,8
Total	**7,10**	**8,5**	**6,58**	**2,8**	**6,72**	**2,1**	**7,09**	**5,4**	**7,32**	**3,2**
Tirage total annuel (2)	0,36	2,7	0,30	– 6,2	0,29	– 3,3	0,29	0,4	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	0,33	1,0	0,28	– 3,4	0,27	– 3,1	0,26	– 0,9	...	///
Consommation de papier (3)	71,20	5,3	59,00	– 3,3	59,01	0,4	62,34	5,5	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	1,77	5,6	1,16	– 17,7	1,09	– 6,2	1,20	10,4	...	///
Presse gratuite d'annonces										
Chiffre d'affaires (1) :										
Total	**3,85**	**11,1**	**3,99**	**2,0**	**4,02**	**0,8**	**4,20**	**4,3**	**4,25**	**1,2**
Diffusion totale annuelle (2)	1,66	5,8	1,90	5,9	1,81	– 4,7	1,81	– 0,5	...	///
Consommation de papier (3)	141,70	0,2	162,80	12,9	153,31	– 5,9	154,48	0,8	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	1,40	12,9	1,39	13,0	1,41	1,4	1,47	4,2	...	///

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-3

La presse éditeur par type de presse et périodicité

Année 1998

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

	Nombre de titres	Dont quotidiens	Dont hebdomadaires	Dont mensuels	(1) Diffusion totale annuelle	(1) Chiffre d'affaires Total
Presse nationale d'information générale et politique	**71**	**10**	**30**	**20**	**738 480**	**10 568 060**
Information générale et politique	22	10	4	6	516 106	6 711 883
Presse d'opinion	37	–	16	12	43 361	459 840
Magazine	12	–	10	2	179 013	3 396 337
Presse locale d'information générale et politique	**452**	**63**	**301**	**32**	**2 252 856**	**17 375 733**
Information générale et politique	339	63	232	13	2 219 607	16 921 581
Magazine	46	–	2	19	5 334	70 560
Annonces judiciaires et légales	67	–	67	–	27 915	383 592
Presse spécialisée grand public	**1 286**	**13**	**92**	**615**	**1 954 949**	**24 217 845**
Journaux d'annonces	43	–	8	21	21 118	600 266
Presse culturelle	67	–	–	35	21 198	511 270
Maison et décoration	46	–	1	9	39 747	1 057 124
Économie	18	–	5	9	40 782	867 597
Presse féminine	98	–	8	49	283 299	4 181 154
Presse des jeunes	123	3	6	75	107 440	1 558 025
Loisirs	570	–	10	255	164 171	4 232 982
Sport	161	7	20	86	307 606	3 082 629
Science et technique	16	–	–	13	15 088	387 910
Télévision-Spectacle	35	–	23	10	655 713	4 209 621
Sensation-Évasion	57	3	9	24	213 010	1 997 687
Famille-Société	52	–	2	29	85 777	1 531 579
Presse spécialisée technique et professionnelle	**1 430**	**6**	**163**	**666**	**264 426**	**7 090 078**
Presse agricole	163	–	75	67	55 088	724 516
Bâtiment-travaux publics	58	–	4	30	9 584	425 389
Commerce	83	–	4	61	9 492	366 707
Presse médicale	362	1	19	139	61 083	1 103 074
Biens d'équipements	36	–	4	15	4 403	194 339
Finances-activité boursière	17	1	1	8	2 156	90 263
Agro-alimentaire	38	1	5	17	4 350	119 685
Biens intermédiaires	37	–	1	26	994	97 368
Locations-Crédit-bail-Immobilier	15	–	1	10	1 991	43 540
Services marchands	363	2	36	187	97 025	3 181 322
Services non marchands	160	–	1	61	7 869	300 744
Production-Distribution d'énergie	11	–	–	5	243	26 100
Assurance	10	–	1	6	1 213	59 331
Transport et Télécommunications	28	1	6	13	4 909	163 091
Biens de consommation	49	–	5	21	4 027	194 610
Journaux gratuits d'annonces	**387**	**–**	**367**	**19**	**1 806 523**	**4 197 420**
Total	**3 626**	**92**	**953**	**1 352**	**7 017 234**	**63 449 136**

(1) Diffusion en milliers d'exemplaires et chiffre d'affaires en milliers de francs.

TABLEAU E.01-4

Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires

Année 1998

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

Unités : Recettes et chiffre d'affaires : Milliers de francs
Diffusion : Milliers d'exemplaires

	Diffusion totale annuelle	Répartition de la diffusion en %					Recettes ventes	Recettes publicité	**Chiffre d'affaires total**
		Vente au numéro	Vente par abonnements	Services gratuits	**Diffusion totale**	Invendus			
Presse nationale d'information générale et politique.	**489 304**	49,4	21,1	3,0	**73,5**	26,5	3 089 993	3 300 106	**6 390 099**
Presse locale d'information générale et politique...	**2 106 005**	56,5	29,3	2,8	**88,9**	11,1	9 699 628	6 005 005	**15 704 632**
dont : 7 ème jour	**181 505**	71,2	13,1	1,8	**86,1**	13,9	1 148 886	572 755	**1 721 640**
Presse spécialisée grand public	**254 186**	56,4	5,8	0,4	**62,6**	37,4	1 161 250	184 566	**1 345 816**
Presse spécialisée, technique et professionnelle...	**30 093**	0,2	92,5	4,5	**97,2**	2,8	113 930	190 124	**304 054**
Total	**2 879 588**	**54,7**	**25,5**	**2,6**	**82,8**	**17,2**	**14 064 801**	**9 679 801**	**23 744 601**

TABLEAU E.01-5

Nombre de téléviseurs recensés et redevances (1) perçues

Source : Service de la Redevance de l'Audiovisuel

	1982	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre de comptes [en milliers] (2) :							
Télévision noir et blanc	7 682	2 377	860	687	578	404	360
Télévision couleur	8 815	16 695	19 233	19 602	19 920	20 754	21 279
Montant de la redevance de la télévision [en francs] (3) :							
Télévision noir et blanc	280	355	430	449	449	471	475
Télévision couleur	424	552	670	700	700	735	744

(1) La redevance est une taxe parafiscale payable par tout détenteur d'un appareil récepteur de télévision. Son montant est fixé annuellement par les pouvoirs publics qui définissent les prévisions d'encaissements dans le projet de loi de finances. La redevance est payée par foyer, indépendamment du nombre de postes qu'il possède (il y a un compte par foyer). Le produit net de la redevance est réparti entre les différents organismes publics de l'audiovisuel : France 2, France 3, La Sept, RFO, ARTE, Radio-France, RFI, INA (déduction faite des frais de fonctionnement du Service de la Redevance et de la TVA au taux réduit de 2,1 %).
(2) Situation au 31 décembre de l'année précédant celle indiquée en tête de colonne.
(3) Situation au 1er janvier.

TABLEAU E.01-6

Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances) (1)

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

Unité : Million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
Redevance (2)	9 431,9	10 239,5	10 743,6	10 922,0	11 681,5	12 250,7	13 870,0	15 342,5
Concours du budget de l'État (3)	1 697,8	2 099,6	1 799,4	1 119,8	741,1	572,0	452,0	452,0
Services rendus aux administrations	36,1	27,6	26,7	26,6	20,4	5,0	4,0	2,5
Publicité (4)	2 785,4	3 145,0	3 171,8	4 225,9	4 419,8	4 526,9	3 966,8	3 700,9
Parrainage	172,8	202,4	274,1	248,0	270,5	268,5	280,2	290,8
Autres ressources propres (5)	763,5	828,2	793,2	887,4	870,9	914,9	848,0	815,4
Total	**14 887,5**	**16 542,3**	**16 808,8**	**17 429,7**	**18 004,2**	**18 538,0**	**19 421,0**	**20 604,1**

(1) Recettes des organismes suivants : en 1994, INA, A2, FR, La Sept, RFO, Radio France et RFI. Depuis 1995, INA, F2, F3, Sept / ARTE, RFO, Radio France, RFI et la Cinquième.
(2) Exploitation et équipement.
(3) Jusqu'en 1999, il s'agit d'une part, de la participation du ministère de la Culture et de la Communication et du ministère des Affaires étrangères et d'autre part, de la compensation (non systématique) par le budget de l'État des exonérations de redevance. Cette compensation s'est élevée à 1 217 MF en 1995, 1 404 MF en 1996, 684 MF en 1997, 289 MF en 1998 et 120 MF en 1999. À partir de 2000, les remboursements d'exonération sont versés au compte d'affectation spécial (CAS) de la redevance ; ils s'élèvent à 900 MF.
(4) COSIP compris. Le COSIP est la partie consacrée à l'audiovisuel du compte de soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels ; il concerne donc l'aide attribuée aux programmes destinés à la télévision.
(5) Filière production exécutive de France 3 comprise.

TABLEAU E.01-7

Financement de la production de films d'initiative française

D'après les devis fournis au CNC

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC) — *Unité* : Million de francs

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Production de films	2 271,0	2 926,0	2 275,0	2 323,0	2 722,0	2 525,6	3 916,4	4 234,3	3 841,8
Apport des diffuseurs, en % (1)	20	30	31	34	37	42	36	39	40
Production pour la télévision	4 354,8	4 900,7	4 898,5	4 543,1	5 231,8	5 760,8	5 407,9	6 680,0	6 670,2
Apport des diffuseurs, en % (1)	36,1	36,8	38,2	39,9	50,7	48,8	48,5	47,1	50,1

(1) Diffuseurs : chaînes de télévisions des secteurs public et privé.

TABLEAU E.01-8

Nombre de films d'initiative française selon le coût

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Plus de 20 millions de F	35	51	43	40	50	46	59	66	64
dont : plus de 50 millions de F	9	16	7	10	15	12	22	21	20
De 10 à 20 millions de F	45	45	36	28	26	28	36	48	52
Moins de 10 millions de F	27	17	22	21	21	30	30	34	34
Total	**107**	**113**	**101**	**89**	**97**	**104**	**125**	**148**	150

TABLEAU E.01-9

Volume de la production aidée (1) par genre

D'après les devis fournis au CNC

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC) — *Unité* : Heures d'émission

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Fiction	912	836	788	576	899	1 028	631	679	684
Animation	151	211	182	234	114	295	262	375	294
Documentaire	280	436	378	406	939	1 195	1 154	1 464	1 880
Magazine	74	27	41	41	170	101	70	174	383
Spectacle	13	12	22	13	30	27	27	84	165
Total	**1 430**	**1 522**	**1 411**	**1 270**	**2 152**	**2 646**	**2 144**	**2 776**	3 406

(1) Il s'agit de la production financée en partie avec l'aide des subventions attribuées par le CNC.

TABLEAU E.01-10

Dépenses publicitaires des entreprises

Source : Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP)

Unité : Million de francs

	1980	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Télévision	2 127	4 625	12 600	14 450	15 505	16 704	17 455	18 329	16 225	17 605
Cinéma	220	475	409	272	280	302	332	308	344	447
Presse	5 762	15 830	28 490	22 430	23 370	23 977	24 626	25 438	27 848	30 771
Radio	2 452	2 480	3 346	3 558	3 700	3 747	3 635	3 565	3 775	4 228
Publicité extérieure (1)	1 252	3 535	5 840	5 550	5 745	5 870	6 067	6 340	6 728	7 145
Total médias	**11 813**	**26 945**	**50 685**	**46 260**	**48 600**	**50 600**	**52 115**	**53 980**	**54 920**	**60 196**
Indice	100,0	228,1	429,1	391,6	411,4	428,3	441,2	457,0	464,9	509,6
dont : audiovisuel	**2 347**	**5 100**	**13 009**	**14 722**	**15 785**	**17 006**	**17 787**	**18 637**	**16 569**	**18 052**
Indice	100,0	217,3	554,3	627,3	672,6	724,6	757,9	794,1	706,0	769,2

(1) Recouvre l'affichage sous toutes ses formes (affichage mais aussi mobilier urbain, transport et publicité lumineuse).

TABLEAU E.01-11

Évolution des genres de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair (1)

Source : Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA)

	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Volume horaire (en heures)	**42 120**	**34 981**	**40 478**	**40 908**	**40 749**	**40 817**	**40 517**
Répartition (en %) :							
Information	12,4	12,4	12,0	12,0	11,3	11,0	11,0
Documentaire	16,2	18,0	23,0	22,3	23,5	23,2	23,3
Fiction	44,0	35,2	34,0	35,2	35,5	35,0	34,5
Musique et divertissement	15,6	18,9	17,2	15,8	15,2	15,2	15,3
Sport	3,6	4,3	3,0	3,7	2,8	3,7	3,8
Autres émissions (2)	5,5	7,7	7,6	7,7	8,5	8,6	8,7
Autres éléments (3)	2,6	3,5	3,3	3,3	3,2	3,3	3,4

(1) Sont comptabilisés les programmes de TF1, France 2, France 3, La Cinq et M6 en 1990, ceux d'Arte en 1993, et ceux de la Cinquième en 1995 (disparition de La Cinq depuis 1992). Puis sont intégrés à partir de leur apparition, en 1993 les programmes d'Arte et en 1995, ceux de La Cinquième. Pour France 3, il s'agit du programme national, ce qui exclut les décrochages régionaux.
(2) Publicité, téléachat, loto, etc.
(3) Bandes annonces, indicatifs, etc.

TABLEAU E.01-12

Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision

Source : Médiamétrie

	Part d'audience en %					Durée d'écoute quotidienne par individu en minutes				
	1995	1996	1997	1998	■ 1999	1995	1996	1997	1998	■ 1999
RADIODIFFUSION (1)						**151**	**152**	**153**	**154**	**161**
Stations de Radio-France et Radio France international	22,7 *r*	24,1 *r*	23,2 *r*	23,6 *r*	21,4	36	36	31	36	34
dont : France-Inter	10,6	10,3	9,8	10,8	9,6	16	16	15	17	14
France-Info	5,3	5,1	5,1	5,0	4,5	8	8	8	8	7
Stations généralistes privées	///	28,8	29,5	27,6	27,1	///	///	45	44	45
dont : Europe 1	7,7	6,4	6,3	6,4	7,3	11	10	9	10	12
RTL	19,2	18,8	19,3	18,5	17,7	29	29	30	29	29
RMC	3,1	3,0	3,3	2,7	2,0	5	5	5	4	3
Radios musicales nationales privées	28,9	28,9	29,3	29,8	34,9	44	44	46	46	56
dont : Europe 2	4,0	4,2	4,0	3,8	3,7	6	6	6	6	6
Fun Radio	5,9	4,5	3,8	3,1	3,5	8	6	6	5	9
Nostalgie	4,2	4,5	3,9	3,6	5,9	6	6	6	6	12
NRJ	6,9	7,2	7,4	6,9	7,5	10	11	11	11	6
Sky Rock	2,4	3,4	3,4	3,3	3,7	4	5	5	5	
TÉLÉVISION (2)						**180**	**179**	**180**	**187**	**188**
TF1	37,3	35,4	35,0	35,3	35,1	67	63	63	66	66
France 2	23,8	24,2	23,7	22,4	22,3	43	43	43	42	42
France 3	17,6	17,7	17,1	17,0	16,3	32	32	31	32	31
Canal +	4,4	4,5	4,5	4,6	4,5	8	8	8	9	9
Arte + La Cinquième	2,5	3,0	3,3	3,4	3,6	5	5	6	6	7
M 6	11,5	11,9	12,7	12,9	13,6	21	21	23	24	26
Autres stations	2,9	3,4	3,8	4,3	4,5	5	6	7	8	8

(1) Du lundi au vendredi pour la radio, cible : 15 ans et plus. En janvier 1999, la méthodologie d'enquête a été modifiée ; les résultats avec les années précédentes ne sont pas comparables.
(2) Du lundi au dimanche pour la télévision, cible : 4 ans et plus.

TABLEAU E.01-13

Émissions diffusées par la télévision par genre ou par chaîne

D'après devis fournis au CNC

Source : Centre National de la Cinématographie (CNC)

Unité : Million de Francs

	1990	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Données par genre :								
Fiction	1 248,7	1 547,8	1 413,8	1 498,3	1 929,6	1 822,0	2 092,9	2 190,5
Documentaire	154,3	190,7	216,6	359,7	538,0	500,6	662,5	747,6
Animation	106,1	115,6	179,1	77,6	255,6	208,8	286,1	255,8
Magazine	30,7	17,4	15,9	27,7	47,7	46,1	58,7	73,5
Spectacle	7,8	8,1	30,9	17,0	20,5	19,6	23,8	58,4
TOTAL (1)	**1 547,6**	**1 879,6**	**1 856,3**	**1 980,3**	**2 791,4**	**2 597,1**	**3 124,0**	**3 325,9**
Accroissement annuel en %	**14,7**	**3,6**	**– 1,2**	**6,7**	**41,0**	**– 6,0**	**19,3**	**20,3**
Données par chaîne :								
Chaînes publiques : (1)	**861,4**	**1 132,7**	**1 037,7**	**955,5**	**1 361,9**	**1 405,7**	**1 684,2**	**1 820,4**
France 2 (2)	424,3	572,9	550,9	371,8	616,1	608,0	722,7	816,6
France 3	293,5	404,1	327,3	364,2	458,8	490,9	653,9	648,4
La Sept / Arte (3)	143,6	155,7	158,2	146,5	160,2	205,3	187,7	243,0
La Cinquième	•	•	1,3	73,0	126,8	101,5	119,9	112,5
Chaînes privées : (1)	**686,2**	**746,9**	**818,6**	**1 024,8**	**1 429,5**	**1 191,4**	**1 439,8**	**1 505,5**
TF1	437,6	528,6	527,1	717,3	993,7	810,0	963,5	933,3
La 5 (4)	112,2	•	•	•	•	•	•	•
M6	20,2	91,8	115,6	141,9	164,3	124,4	160,1	181,0
Canal Plus	108,9	105,7	143,5	128,5	156,6	163,2	194,3	201,2
Chaînes de complément	7,3	20,8	32,4	37,1	114,9	93,8	121,9	190,1
TOTAL (1)	**1 547,6**	**1 879,6**	**1 856,3**	**1 980,3**	**2 791,4**	**2 597,1**	**3 124,0**	**3 325,9**
Total (hors Canal + et chaînes de complément)	**1 431,4**	**1 753,1**	**1 680,4**	**1 814,7**	**2 519,9**	**2 340,1**	**2 807,8**	**2 934,7**

(1) Du fait des arrondis, les totaux ne sont pas toujours la somme exacte de ceux relatifs à chaque critère.
(2) Nouveau logo France 2 et France 3 depuis le 18 mars 1993.
(3) Arte est soumise à l'obligation de diffusion d'une part majoritaire d'œuvres télévisuelles et cinématographiques d'origine européenne.
(4) Émissions interrompues depuis le 7 avril 1992.

Chapitre E.02

Culture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Protection des monuments historiques.
2. Monuments historiques classés et inscrits suivant la catégorie et le propriétaire.
3. Entrées dans les monuments nationaux.
4. Entrées à la Tour Eiffel.
5. Entrées dans les musées nationaux.
6. Expositions des musées nationaux.
7. Entrées dans les musées de la ville de Paris.
8. Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
9. Principales expositions du Centre Georges-Pompidou.
10. Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie.
11. Opérations de fouilles terrestres autorisées.
12. Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal.
13. Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires.
14. Production de livres par catégorie.
15. Chiffre d'affaires des maisons d'édition.
16. Bibliothèques municipales.
17. Nombre de titres déposés au Département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.
18. Ventes de phonogrammes.
19. Activités cinématographiques.
20. Panorama du cinéma mondial.
21. Activités de spectacles.
22. Élèves des établissements d'enseignement artistique.
23. Commerce extérieur des biens culturels.
24. Fréquentation des lieux culturels.
25. Pratiques artistiques amateur.
26. Lecture.
27. Les pratiques audiovisuelles.
28. Répartition de la population active ayant un emploi en janvier 1999, par profession et statut.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture et de la Communication, département des études et de la prospective.

1. MÉTHODOLOGIE

Cinéma

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Communication : le Centre national de la cinématographie (CNC), créé en 1946.

Ce centre joue un rôle primordial dans le domaine de la réglementation puisqu'il est chargé d'étudier et de rédiger les textes juridiques relatifs à ce secteur. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions : producteurs, distributeurs, exploitants; les cartes d'identité professionnelles obligatoires pour certains techniciens de la production cinématographique et l'agrément pour les films; il réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition de la recette entre les ayants droit.

Commerce extérieur des biens culturels

Les statistiques du commerce extérieur de la France établies par les Douanes donnent une mesure des échanges des biens culturels. Mais d'autres éléments comme les échanges de droits littéraires ou musicaux ou l'internationalisation de la production phonographique sont à prendre en compte pour étudier ce type d'échanges.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.

Les formations qui relèvent du ministère de la Culture et de la Communication sont assurées par :

— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État;

— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 35 conservatoires nationaux de région (CNR), des 103 écoles nationales de musique (ENM) et des écoles agréées (environ 250). Certains CNR et ENM proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique.

Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).

53 écoles d'art de statut national ou municipal (7 écoles nationales et 46 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux. Un enseignement péri- et post-scolaire est également assuré par ces écoles.

Livre

La Bibliothèque nationale enregistre au titre du dépôt légal les ouvrages (livres et brochures) publiés en France, aussi bien par le secteur privé que par les administrations et fournit ainsi une indication sur la production éditoriale.

L'enquête annuelle sur l'activité des éditeurs de livres s'inscrit dans le cadre des statistiques industrielles obligatoires. Elle est réalisée par le syndicat national de l'édition (SNE) auprès de l'ensemble des maisons d'édition dès lors qu'elles mettent en vente publique des ouvrages qu'elles éditent. C'est une enquête de branche qui ne prend en compte que l'activité d'édition des maisons.

Pour les maisons d'édition assurant elles-mêmes leur diffusion, cette activité n'est pas prise en compte. Cependant, le chiffre d'affaires issu de cette enquête n'est pas totalement homogène; comptabilisé en général en « prix de cession », il peut inclure pour la vente par correspondance et les ventes directes, des prix publics.

À côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font occasionnellement acte d'édition, ne réalisant qu'un chiffre d'affaires très faible.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.

Le centre des monuments nationaux et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, perçoit le droit d'entrée d'environ 90 monuments appartenant à l'État ou dont elle est propriétaire.

Musées

Le terme de musée n'étant pas réglementé, il est difficile de les dénombrer en totalité. Une centaine de musées appartenant à l'État (dont 33 musées nationaux du ministère de la Culture) et un millier de musées « classés et contrôlés » sous la tutelle de la Direction des musées de France, sont décomptés.

Phonogrammes vidéogrammes

Comme pour les imprimés, la Bibliothèque nationale est responsable du dépôt légal des phonogrammes et vidéogrammes et reçoit à ce titre la production éditoriale.

Le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) fournit, à partir d'une enquête auprès des distributeurs, des données sur les ventes de phonogrammes au réseau commercial français.

Pratiques culturelles des Français

L'enquête « Pratiques culturelles des Français », réalisée en 1997 par le département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de la Communication, fait suite à celles qu'il a déjà faites en 1973, 1981 et 1989. L'échantillon de 1997, représentatif des Français âgés de 15 ans et plus, porte sur 3 000 personnes (5 000 personnes en 1989).

Les données sur les pratiques culturelles des Français (tableaux E.02-24 à E.02-27) sont extraites de ces enquêtes. Des modifications ayant été apportées au questionnaire de 1997, certains résultats ne peuvent être comparés sans précaution avec ceux des enquêtes précédentes.

Il ne faut pas oublier que, comme pour tout sondage, l'ensemble des résultats concerne des déclarations de pratiques et non des pratiques effectives. Celles-ci peuvent ainsi être soit minorées, soit majorées du fait des difficultés de mémorisation, de comptage de ses propres pratiques, d'autovalorisation...

Théâtre et spectacles

De nombreuses troupes théâtrales existent, elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.

L'Inventaire communal 1998 (INSEE) recense 3 625 communes équipées d'une salle de spectacle (1).

Seule la fréquentation de certains types d'établissement est connue de manière continue, il s'agit des 5 théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture et de la Communication par un contrat de décentralisation et des scènes nationales (historiquement appelées, maison de la culture, centre d'action culturelle ou centre de développement culturel). En 1999, il existe 45 centres dramatiques nationaux dont 6 centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse (CDNEJ), et 65 scènes nationales.

Par ailleurs, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les représentations théâtrales, lyriques et chorégraphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

2. DÉFINITIONS

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture et de la Communication délivre les autorisations de fouilles. Les interventions peuvent revêtir trois formes :

— la fouille programmée, organisée dans un but de recherche pure, en l'absence de toute menace sur le site concerné;

— le sauvetage;

— le sondage, opération limitée en étendue, destinée à reconnaître l'existence d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est un établissement public qui a ouvert au public le 2 février 1977. Il a été fermé pour travaux d'octobre 1997 à janvier 2000. La Bibliothèque publique d'information (BPI) et l'Institut de recherche et de coordination acoustique-musique (IRCAM) sont deux organismes associés au Centre.

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés, c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public », ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.

Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation ».

L'ensemble des monuments protégés est recensé dans la base documentaire « Mérimée ».

Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Centre national de la cinématographie.

— Ministère de la Culture et de la Communication, département des études et de la prospective.

— Syndicat national de l'édition.

— Syndicat national de l'édition phonographique.

Publications :

Ministère de la Culture et de la Communication : Département des études et de la prospective.

« Les amateurs. Enquête sur les activités artistiques des Français », Olivier Donnat, La Documentation française, 1996.

Chiffres clés, 1999, Statistiques de la culture, par Janine Cardona et Chantal Lacroix, La Documentation française, 2000.

« Les pratiques culturelles des français, enquête 1997 », Olivier Donnat, La Documentation Française, 1998.

« Atlas des activités culturelles », La Documentation française, 1998.

(1) Ce résultat concerne la France entière à l'exception de la Lorraine où la question n'a pas été posée.

INSEE :

« En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », *INSEE-Première,* n° 675, octobre 1999.

« Équipements et attraction des communes , Inventaire Communal 1998 » :

— 1 cédérom pour chaque région,

— 1 cédérom France entière,

— 5 cédéroms thématiques France entière :

Services et commerces,

Enseignement, santé et action sociale,

Sports, loisirs et culture,

Tourisme,

Réseaux et dessertes.

Accès internet :

www.culture.gouv.fr

www.insee.fr

www.agriculture.gouv.fr

www.datar.gouv.fr

Autres publications:

CNC Info, Centre national de la cinématographie.

L'édition de livres en France, Statistiques. Syndicat national de l'édition. Annuel.

D'autres références sont notées dans les publications du chapitre E.01.

*
* *

TABLEAU E.02-1

Protection des monuments historiques

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1995	1996	1997	1998	1999
Monuments protégés :					
Classés	13 660	13 807	13 880	...	...
Inscrits	25 192	25 531	25 975	...	...
Total	**38 852**	**39 338**	**39 855**	...	...
Arrêtés de protection pris au cours de l'année :					
Classements	209	164	93	64	73
Inscriptions	623	563	559	412	354
Total	**832**	**727**	**652**	**476**	**427**

TABLEAU E.02-2

Monuments historiques classés et inscrits suivant la catégorie et le propriétaire

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	%
	1997
Types d'édifice :	
Architecture domestique (châteaux, manoirs...)	33,7
Architecture religieuse	30,3
Architecture militaire	6,2
Architecture de jardin	6,2
Architecture funéraire, commémorative ou votive	4,7
Génie civil	4,2
Architecture agricole	3,4
Architecture de l'administration ou de la collectivité	2,8
Architecture de culture, sports et loisirs	1,4
Architecture commerciale	1,4
Architecture artisanale	1,4
Architecture industrielle	1,4
Architecture hospitalière ou de protection sociale	0,9
Architecture scolaire	0,6
Urbanisme	0,6
Architecture judiciaire, pénitentiaire ou de police	0,5
Architecture fiscale ou financière	0,3
Propriétaires :	
Communes	44,6
État	4,3
Département	1,5
Propriétaires privés	49,6

TABLEAU E.02-3

Entrées dans les monuments nationaux (1)

Source : Centre des monuments nationaux — *Unité* : Millier

	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Total	**7 490**	**8 418**	**7 957**	**7 994**	**8 438**	**8 754**	**8 625**
dont : Arc de Triomphe de l' Étoile	736	775	870	953	1 077	1 184	1 218
Abbaye du Mont Saint-Michel	653	826	828	834	920	1 000	1 062
Sainte-Chapelle	638	696	582	605	775	792	789
Château de Chambord	589	730	747	754	763	753	767
Château du Haut-Koenigsbourg	528	591	590	577	570	549	531
Château d'Azay-le-Rideau	359	425	347	331	344	326	318
Panthéon	155	220	296	292	333	302	300
Conciergerie	232	251	185	235	267	278	257
Cité de Carcassonne	234	272	262	247	230	269	287
Tours de Notre-Dame	631	452	184	150	187	462	203
Entrées payantes	6 833	7 545	6 415	6 401	7 192	7 487	7 282
Entrées gratuites	657	873	1 542	1 593	1 246	1 267	1 343

(1) Concernent les 96 monuments nationaux dont le droit d'entrée est géré par le Centre des monuments nationaux en 1999.

TABLEAU E.02-4

Entrées à la Tour Eiffel

Source : Tour Eiffel — *Unité* : Millier

	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Total	**4 369**	**5 699**	**5 213**	**5 530**	**5 720**	**6 052**	**6 369**

TABLEAU E.02-5

Entrées dans les musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux — *Unité* : Millier

	1990	1995	1997	1998	1999
Total	**16 025**	**12 667**	**13 068**	**14 079**	**13 079**
dont : Musée du Louvre	5 338	4 696	5 175	5 729	5 261
Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon	4 339	2 983	2 702	2 685	2 652
Musée d'Orsay	3 000	2 083	2 277	2 724	2 260
Musée Picasso	509	427	503	576	591
Musée national de l'Orangerie des Tuileries	332	430	473	504	431
Musée national du château de Fontainebleau	419	416	355	321	337
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie	297	243	291	298	255
Musée national du Moyen Âge - Thermes de Cluny	194	244	251	266	287
Musée national du château de Compiègne	215	176	148	90	104
Musée national Message biblique - Marc Chagall (Nice)	132	143	145	158	169
Musée national du château de Pau	135	121	111	115	104
Musée des Antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye)	125	77	83	84	77
Musée national de la Préhistoire - Les Eyzies-de-Tayac	158	80	80	71	73
Entrées payantes	10 096	8 748	9 444	10 245	9 679
Entrées gratuites	5 929	3 919	3 624	3 834	3 400

(1) Concernent les 31 musées nationaux.

TABLEAU E.02-6

Expositions des musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux

	Années	Entrées	Entrées/jour
De Cézanne à Matisse	1993	1 147 977	11 480
Centenaire de l'impressionnisme	1974	505 929	9 199
Renoir	1985	793 544	8 625
Manet	1983	735 197	8 079
Monet	1980	504 422	7 760
Toutankhamon	1967	1 240 975	7 343
Gauguin	1989	623 739	7 253
Toulouse-Lautrec	1992	654 714	7 116
Turner	1983	548 496	6 943
L'impressionnisme et le paysage français	1985	430 760	6 627
Cézanne	1995	583 186	6 480
Picasso (œuvres reçues en dation)	1979	457 326	6 098
Picasso	1966	403 819	5 609
Vermeer	1966	317 702	5 574
Degas	1988	439 886	5 431
Van Gogh	1972	493 237	5 304
Watteau	1984	432 803	5 278
Aménophis III	1993	387 698	5 239
Goya	1970	311 636	5 109
Les Portraits de Picasso	1996	370 196	5 011
Pissaro	1981	369 462	4 993
Impressionnisme, les origines	1994	447 321	4 862
Cézanne	1978	385 740	4 822
Le Titien	1993	359 612	4 495
Chardin	1979	341 479	4 493
Georges de La Tour	1997	471 302	4 760
Corot	1996	325 522	4 399
Or des Scythes	1975	359 596	4 385
Van Gogh	1988	364 287	4 286
Fragonard	1987	344 999	4 012
Le Douanier Rousseau	1984	396 016	4 000

(1) Expositions ayant enregistré plus de 4 000 entrées payantes par jour en moyenne, de 1966 à 1999.

TABLEAU E.02-7

Entrées dans les musées de la ville de Paris (1)

Collections permanentes et expositions temporaires

Source : Ville de Paris

Unité : Millier d'entrées

	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	*dont* expositions
Total	**1 367,7**	**1 168,0**	**1 582,8**	**1 462,2**	**1 164,3**	**1 369,1**	**1 469,6**	**1 070,3**
dont : Art moderne	485,1	272,9	663,6	456,9	314,7	367,8	544,3	631,7
Carnavalet	254,3	258,5	220,8	258,9	187,5	226,7	259,3	90,5
Mode et costume	92,7	92,1	73,9	69,2	60,7	50,5	72,0	72,0
Petit-Palais	203,4	289,5	358,9	373,3	287,2	418,6	243,5	182,8
Victor-Hugo	155,7	109,9	75,7	87,1	86,4	82,3	76,3	7,9

(1) Entrées payantes et gratuites.

TABLEAU E.02-8

Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou — *Unité* : Millier

	1985	1990	1995	1996	(2) 1997	(3) 1998	(3) 1999
Fréquentation générale	7 367	8 263	6 312	5 886	4 419	///	547
Bibliothèque publique d'information	4 252	3 938	3 679	3 688	2 657	782	543
Musée national d'art moderne. Collections permanentes	759	1 096	788	825	666	///	///
Expositions temporaires	2 285	1 012	998	869	437	251	450

(1) La fréquentation des expositions est comptabilisée sur l'année civile.
(2) Fréquentation de janvier à septembre, le Centre est fermé pour travaux depuis octobre 1997.
(3) Fréquentation de la BPI à l'espace Brantôme.

TABLEAU E.02-9

Principales expositions du Centre Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou

	Dates	Entrées	Entrées/jour
Dali	1979-1980	840 662	8 083
Balthus	1983	288 093	4 175
Bonnard	1984	488 093	6 341
Kandinsky	1984-1985	349 656	4 351
Vienne	1986	450 000	6 429
Andy Warhol	1990	306 958	4 323
Matisse	1993	734 896	7 349
Brancusi	1995	431 764	3 890
Francis Bacon	1996	363 215	3 823
Hockney	1999	253 162	3 205

(1) Expositions payantes ayant enregistré plus de 3 000 entrées par jour en moyenne.

TABLEAU E.02-10

Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie

Source : Cité des Sciences et de l'Industrie — *Unité* : Millier

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Fréquentation générale	3 150	3 543	3 903	3 455	3 350	3 442
Dont : expositions	1 562	1 594	1 702	1 614	1 623	1 585
Géode	1 071	777	846	771	740	815
Médiathèque (gratuit)	901	1 059	1 143	1 272	1 221	1 013
Total des entrées payantes (1)	**2 742**	**2 777**	**3 013**	**2 789**	**2 749**	**2 798**

(1) Aux expositions, Géode, Cinaxe (depuis le 18 mai 1991) et centre de congrès.

TABLEAU E.02-11

Opérations de fouilles terrestres autorisées

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Opération de fouilles

	1994	1995	1996	1997	1998
Archéologie programmée					
Fouilles programmées	285	277	263	252	260
Prospections thématiques	88	97	89	96	112
Relevés d'art rupestre	14	15	20	20	35
Archéologie préventive					
Sondages	1 155	1 543	1 721	1 863	2 151
Fouilles préventives (sauvetages)	1 293	811	837	683	714
Prospections inventaire	599	549	574	536	512

TABLEAU E.02-12

Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal

Source : Bibliothèque nationale

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Total	**41 982**	**42 304 (1)**	**50 003**	**49 008**	**54 661**	**55 392**

(1) Sur 10 mois, auparavant les titres étaient comptabilisés sur une période allant de mars à fin février.

TABLEAU E.02-13

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires

Source : Syndicat national de l'édition

Chiffre d'affaires	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
250 millions et plus	13	15	12	12	11	11	13
De 100 à moins de 250 millions	12	19	10	13	15	16	15
De 50 à moins de 100 millions	28	21	17	19	18	19	20
De 20 à moins de 50 millions	44	36	39	38	39	44	41
De 10 à moins de 20 millions	47	30	31	32	28	28	31
De 1 à moins de 10 millions	183	177	161	134	128	124	142
Moins de 1 million	85	57	59	61	72	72	69
Total	**412**	**355**	**329**	**309**	**311**	**314**	**331**

TABLEAU E.02-14

Production de livres par catégorie

Source : Syndicat national de l'édition

	1995	1996	1997	1998	1999	*dont* nouveautés et nouvelles éditions
Titres produits :						
Livres scolaires	5 872	6 707	6 498	6 864	7 274	2 457
Livres scientifiques, professionnels et techniques	3 361	3 334	3 178	3 437	2 791	1 528
Sciences humaines et sociales	4 441	4 886	4 659	5 202	5 226	3 050
Droit et sciences économiques	1 628	1 979	2 008	2 010	1 536	882
Religion	1 198	1 139	1 321	1 382	1 214	647
Ésotérisme, occultisme	314	357	395	356	313	144
Littérature	10 590	10 360	10 837	12 641	12 013	4 896
Actualité	838	908	951	958	1 055	735
Encyclopédies et dictionnaires	623	637	462	503	675	235
Livres d'art	1 139	1 602	1 493	1 540	1 316	752
Livres pour la jeunesse	6 029	6 656	6 793	7 287	7 697	2 999
Bandes dessinées	1 170	1 531	1 332	1 354	1 609	450
Ouvrages de documentation	60	67	1 009	776	742	427
Livres pratiques (1)	5 734	6 143	6 204	6 625	6 345	2 040
Non ventilé	–	–	74	2	2	–
Total	**42 997**	**46 306**	**47 214**	**50 937**	**49 808**	**21 242**
Exemplaires produits (en milliers) :						
Livres scolaires	64 525	77 915	78 042	78 618	71 209	29 604
Livres scientifiques, professionnels et techniques	7 744	7 919	7 267	7 814	5 937	3 501
Sciences humaines et sociales	24 230	25 601	20 479	18 467	15 212	8 288
Droit et sciences économiques	4 601	5 830	5 796	5 177	4 330	2 566
Religion	7 029	7 604	6 039	6 780	5 650	2 764
Ésotérisme, occultisme	1 981	1 785	1 731	1 657	1 567	781
Littérature	130 603	123 882	127 276	128 508	125 805	61 248
Actualité	6 063	7 334	7 834	8 349	8 558	7 390
Encyclopédies et dictionnaires	11 999	7 874	7 113	8 160	9 753	4 723
Livres d'art	6 162	10 371	8 482	8 548	6 991	4 739
Livres pour la jeunesse	54 569	61 967	67 015	70 810	70 470	32 196
Bandes dessinées	12 608	14 435	14 259	19 560	24 277	3 397
Ouvrages de documentation	2 218	2 028	2 222	2 709	2 151	414
Livres pratiques (1)	51 829	58 906	57 534	62 452	59 562	18 735
Divers non ventilés	–	–	4 257	20	20	–
Total	**386 161**	**413 451**	**415 346**	**427 629**	**411 492**	**180 346**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-15

Chiffre d'affaires des maisons d'édition

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité* : Million de francs

	1995	1996	1997	1998	1999
Livres scolaires	2 075,1	2 134,6	2 155,9	2 170,3	2 134,8
Livres scientifiques, professionnels et techniques	699,2	700,3	717,8	724,5	773,7
Livres de sciences humaine et sociales	800,2	829,7	837,8	774,4	734,0
Droit et sciences économiques	688,6	796,8	812,3	798,6	794,1
Religion	227,8	227,0	276,7	260,0	243,3
Ésotérisme, occultisme	52,7	61,6	52,9	59,2	57,7
Littérature	2 338,2	2 406,5	2 406,1	2 503,3	2 549,6
Actualité	273,3	318,5	338,3	322,1	328,9
Encyclopédies et dictionnaires	2 575,7	2 042,0	1 745,3	1 605,8	1 601,0
Livres d'art	697,3	747,1	592,3	645,4	625,7
Livres pour la jeunesse	963,1	1 014,1	1 114,0	1 177,8	1 213,6
Bandes dessinées	310,7	349,4	389,3	578,4	557,6
Ouvrages de documentation	127,7	109,8	123,7	104,0	115,4
Livres pratiques (1)	1 765,5	1 795,2	1 855,0	1 908,9	2 004,3
Divers non ventilés	40,2	41,0	23,8	7,9	7,8
Total des ventes de livres	**13 635,3**	**13 573,6**	**13 441,2**	**13 640,6**	**13 741,5**
Cessions de droits	494,0	519,7	578,4	648,2	640,9
Total	**14 129,3**	**14 093,3**	**14 019,6**	**14 288,8**	**14 382,4**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-16

Bibliothèques municipales

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990	1995	1996	1997	1998
Nombre de bibliothèques municipales	**1 614**	**2 315**	**2 486**	**2 544**	**2 656**
Ayant une discothèque de prêt	576	1 039	1 148	1 330	1 383
Ayant une vidéothèque de prêt	104	512	592	849	764
Collections pour 100 habitants :					
Livres	228	270	270	277	292
Phonogrammes	16,0	21,8	21,9	22,7	23,5
Cassettes vidéo	...	2,2	2,6	3,1	3,6
Prêts :					
Nombre d'emprunteurs (en milliers)	4 605	6 251	6 449	6 545	6 641
soit en % de la population desservie	16	18	18	18	18
Prêts de livres pour 100 habitants	325	400	420	420	430
Prêts de phonogrammes pour 100 habitants	63	80	83	82	83
Prêts de cassettes vidéo pour 100 habitants	8	27	30	34	35

TABLEAU E.02-17

Nombre de titres déposés au Département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale de France

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Phonogrammes	**17 213**	**15 573**	**15 964**	**16 044**	**14 251**	**13 392**
Disques 45 tours	1 490	8	48	18	...	...
Disques 33 tours	3 196	1 249	1 040	1 049	...	...
Disques compacts	8 040	11 464	12 158	12 794	...	...
Cassettes	4 487	2 841	2 715	2 118	...	...
Minidiscs	///	11	3	65	...	...
Vidéogrammes	**4 079**	**9 506**	**8 187**	**7 612**	**7 079**	**7 808**
Multimédias	**1 916**	**1 827**	**2 968**	**4 452**	**4 550**	**5 417**

TABLEAU E.02-18

Ventes de phonogrammes

Source : Syndicat national de l'édition phonographique

Unités : Quantité : millier de disques et cassettes
Facturation : million de francs

Vente en France	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Quantité (1)	**131 511**	**142 477**	**145 418**	**157 192**	**161 681**	**153 305**
Disques 45 tours	26 622	279	228	307	467	691
Disques 33 tours	6 708	84	74	170	308	376
Disques compacts	56 220	114 513	127 582	141 437	143 676	138 602
Cassettes	41 961	27 112	17 265	14 908	13 807	11 419
Tous supports et livres	///	489	269	370	3 423	2 217
Facturation (2)	**5 343**	**6 783**	**6 785**	**7 235**	**7 536**	**7 270**
Disques 45 tours	349	7	6	7	11	15
Disques 33 tours	204	3	2	4	8	11
Disques compacts	3 177	5 847	6 061	6 583	6 774	6 662
Cassettes	1 613	905	705	626	561	458
Tous supports et livres	///	21	11	15	182	124

(1) Quantités retours déduits.
(2) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).

TABLEAU E.02-19

Activités cinématographiques

Source : Centre national de la cinématographie

	1990	1995	1997	1998	1999
Production cinématographique					
Films de long métrage produits (1)	**146**	**141**	**163**	**183**	**181**
Films d'initiative française	106	97	125	148	150
Intégralement français	81	63	86	102	115
De coproduction	25	34	39	46	35
Films de coproduction à majorité étrangère	37	32	33	32	31
Films bénéficiaires d'une aide sélective (2)	3	12	5	3	–
Montant des investissements (million de F)	**3 289**	**3 596**	**4 626**	**4 942**	**4 539**
Français	2 296	2 665	3 724	3 986	3 731
Étrangers	993	931	902	956	808
Coût médian des films d'initiative française produits (million de F)	16	21	19	18	18
Distribution cinématographique					
Sociétés de distribution autorisées	391	413	428	435	...
dont : ayant enregistré des résultats	162	164	156	161	...
Chiffre d'affaires (million de F)	1 547	1 810	2 108	2 392	...
Films distribués	4 086	4 185	4 181	...	...
Films sortis pour la première fois	370	371	394	448	525
dont : films français	129	136	151	173	209
Exploitation cinématographique					
Salles standard au 31-12 (3)	4 518	4 377	4 661	4 768 *r*	4 971
Fauteuils des salles standard (millier)	1 007	922	974	990	1 022
Complexes cinématographiques (4)	860	828	832	848	857
Salles de complexes	3 078	3 082	3 331	3 460	3 665
Fauteuils des complexes (millier)	584	561	627	650	686
Spectateurs (million)	121,9	130,2	149,0	170,6 *r*	155,5 *p*
Recette (million de F) (5)	3 826,1	4 526,9	5 175,0	6 014,0 *r*	5 476,1 *p*
Pourcentage du film français dans la recette guichet (%)	37,4	35,2	34,5	27,6 *r*	32,3 *p*

(1) Long métrage : film de longueur égale ou supérieure à 1 600 m pour un format de 35 mm.
(2) Aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale (fonds ECO) jusqu'en 1997 et fonds Sud à partir de 1998.
(3) Salles autorisées jusqu'en 1992, salles actives à partir de 1993.
(4) Établissements comportant au moins deux écrans (en 1999, 62 établissements comportent 10 salles et plus).
(5) Recette totale guichet, y compris la taxe spéciale additionnelle (TSA).

TABLEAU E.02-20

Panorama du cinéma mondial

Année 1998

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.)

	Union Européenne	Allemagne	Espagne	**France**	Italie	Royaume-Uni	États-Unis	Japon
Production								
Longs métrages (y compris les films de coproduction)	630 (1)	50	65	**183**	92	91	509	249
Exploitation - Distribution								
Écrans	23 166	4 244	2 997	**4 764**	4 603	2 581	34 168	1 993
Nombre de films distribués	3 810 (2)	287	501	**448**	396	356	464	555
Entrées (en millions)	800,0	148,9	112,1	**170,6**	118,5	135,2	1 390,0	153,1
Entrées moyenne par habitant	2,1	1,8	2,8	**2,9**	2,1	2,3	5,1	1,2
Entrées moyennes par salle	34 530	35 080	37 400	**35 804**	24 440	58 280	40 930	74 680
Recettes guichet (en millions dans la monnaie locale) (3)	4 261,8	1 600,2	66 763,0	**6 014,0**	1 141,1	539,0	6 880,0	193,5
Recettes (en millions d'euros)	4 261,8	818,2	401,3	**916,8**	589,3	879,9	7 100,1	1 858,1
Recettes réalisées par les films nationaux (en %)	16,0	8,1	11,9	**27,2**	24,7	14,1	97,0	30,2
Recettes réalisées par les films américains (en %)	76,0	85,4	78,5	**64,8**	63,8	83,9	97,0	66,3
Vidéo								
Taux de pénétration des foyers TV (en %)	70,0	80,4	68,9	**80,6**	62,5	85,8	93,8	87,3
Câble								
Taux de pénétration des foyers TV (en %)	28,6	53,7	4,0	**12,5**	0,3	11,6	68,8	16,4
Satellite								
Taux de pénétration des foyers TV (en %)	13,3	19,4	17,4	**7,7**	5,0	16,9	10,5	26,7

(1) Estimations hors coproductions franco-européennes minoritaires.
(2) Cumul des films sortis dans l'Union européenne.
(3) En milliards pour l'Italie et le Japon.

TABLEAU E.02-21

Activités de spectacles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Spectateurs : millier

	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Opéra de Paris (1) (4)					
Représentations	322	289	415	415	428
Spectateurs	534	592	735	761	804
Théâtres nationaux (1) (5)					
Comédie française :					
Représentations	382	568	730	737	745
Spectateurs	295	303	322	325	342
Théâtre national de l'Odéon :					
Représentations	323	313	277	317	272
Spectateurs	103	113	109	116	102
Théâtre national de Chaillot :					
Représentations	428	257	320	406	280
Spectateurs	210	147	169	216	128
Théâtre de la Colline :					
Représentations	332	343	393	309	358
Spectateurs	119	105	100	93	87
Théâtre national de Strasbourg :					
Représentations	152	137	119	207	168
Spectateurs	51	32	36	40	41
Centres dramatiques nationaux (2)					
Représentations	7 167	6 924	7 140	8 236 *r*	9 211
Spectateurs	2 086	1 619	1 716	1 853 *r*	1 940
Scènes nationales (2)					
Représentations	23 047	28 740	24 619	28 924	...
Spectateurs	2 114	2 568	2 324	2 760	...
Théâtres privés parisiens (3)					
Représentations	11 501	11 202	11 033	10 745	11 323
Spectateurs	3 093	2 337	2 222	2 385	2 394

(1) Non compris les tournées et les spectacles non théatraux.
(2) Tous spectacles, spectateurs payants.
(3) Résultats de l'année civile de théâtres privés soumis à la taxe parafiscale au taux de 3,5 % pour les spectacles du répertoire protégé de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.
(4) Spectateurs payants et gratuits du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille.
(5) Spectateurs payants et gratuits.

TABLEAU E.02-22

Élèves des établissements d'enseignement artistique

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Musique et danse					
Conservatoire national supérieur de Paris	...	1 191	1 210	1 228	1 200
Conservatoire national supérieur de Lyon	382	502	480	576	528
Centre national de danse contemporaine	27	33	31	33	30
Conservatoires nationaux de région (CNR)	46 647	47 443	46 212	48 542	49 328
École nationales de musique (ENM)	88 521	91 656	94 496	91 190	89 010
Art dramatique					
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	73	90	93	96	93
École du théâtre national de Strasbourg	41	39	38	37	37
École supérieure des arts du cirque	38	32	35	42	43
École nationale supérieure des arts de la marionnette	13	14	19	16	16
École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre	...	156	153	133	133
Cours d'art dramatique des CNR et ENM	...	1 719	1 766	1 824	1 683
Audiovisuel					
Fondation européenne pour les métiers de l'image et du son	108	116	137	103	148
École nationale supérieure Louis Lumière	...	163	156	156	153
Arts plastiques					
École nationale supérieure des beaux-arts	858	534	580	656	674
École nationale supérieure des arts décoratifs	761	616	586	609	586
École nationale supérieure de création industrielle (1)	167	187	178	179	190
Écoles nationales d'art	1 108	1 164	1 148	1 181	1 183
Écoles régionales et municipales d'art	7 104	7 436	7 747	8 082	8 059
Patrimoine					
École du Louvre (2)	2 958	1 885	1 900	1 846	1 716
Institut français de restauration des œuvres d'art	39	47	49	47	51
École des Chartes	119	176	170	155	86
École supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques	85	156	145	96	78
Architecture					
Écoles d'architectures	...	18 801	18 768	18 539	17 945

(1) Non compris les stagiaires.
(2) Non compris les auditeurs et les élèves des cours du soir.

TABLEAU E.02-23

Commerce extérieur des biens culturels

Source : Douanes — *Unité* : Million de francs

	1990	1995	1997	1998	1999
Exportations					
Total	**12 425**	**9 617**	**11 058**	**10 984**	**11 489**
Livres	2 979	3 129	3 522	3 489	3 438
Presse	2 111	2 740	2 567	2 755	2 859
Phono-vidéogrammes	899	1 109	1 410	1 002	1 107
Partitions musicales	20	39	63	35	35
Instruments de musique	445	525	587	611	625
Objets d'art (1)	5 971	2 075	2 909	3 092	3 425
Importations					
Total	**12 371**	**9 757**	**9 493**	**9 948**	**9 957**
Livres	3 262	3 557	3 345	3 436	3 462
Presse	2 311	2 225	2 320	2 595	2 665
Phono-vidéogrammes	1 433	2 095	2 072	1 835	1 673
Partitions musicales	32	60	52	42	41
Instruments de musique	1 140	967	906	913	923
Objets d'art (1)	4 193	853	798	1 127	1 193

(1) Y compris collections et spécimens.

TABLEAU E.02-24

Fréquentation des lieux culturels

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — %

	Au cours de leur vie					Au cours des 12 derniers mois
	1989	1997	1973	1981	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui sont allés au moins une fois						
Cinéma	88	95	52	50	49	49
Bibliothèque/médiathèque	●	●	●	●	23	31
Théâtre	45	57	12	10	14	16
Spectacle de danse	24	32	6	5	6	8
Concert de musique classique (1)	29	28	7	7	9	9
Concert rock (1)	25	26	●	●	10	9
Concert jazz (1)	18	19	●	●	6	7
Concert de musique d'un autre genre (1)	●	30	●	●	●	11
Musée	74	77	27	35	30	33
Monument historique	72	71	32	32	28	30

(1) L'introduction d'un nouvel item « concert de musique d'un autre genre » dans le questionnaire de 1997 rend difficile la comparaison avec les résultats de 1989, notamment dans le cas des concerts de rock.

TABLEAU E.02-25

Pratiques artistiques amateur

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — %

	Au cours des 12 derniers mois	
	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui ont pratiqué les activités artistiques suivantes :		
Instrument de musique (1)	18	13
Chant ou musique avec une organisation ou des amis	8	10
Activité amateur autre que musicale	**27**	**32**
dont : journal intime, noter des réflexions	7	9
poèmes, nouvelles ou roman	6	6
peinture, sculpture ou gravure	6	10
artisanat d'art	3	4
théâtre	2	2
dessin	14	16
danse	6	7
Appareil photo	66	66
Caméra ou un caméscope	5	14

(1) Les modifications apportées au questionnaire rend impossible toute comparaison sur cette question.

TABLEAU E.02-26

Lecture

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — %

	1973	1981	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui ont lu :				
Un quotidien	77	71	79	73
dont : tous les jours ou presque	55	46	43	36
Un magazine régulièrement	•	•	86	84
dont : un magazine télé exclusivement	•	•	15	16
Au moins un livre dans les 12 derniers mois	**70**	**74**	**75**	**74**
1 à 9	24	27	32	34
10 à 24	23	26	25	23
25 et plus	22	19	17	14
Ne se prononcent pas	1	2	1	3

TABLEAU E.02-27

Les pratiques audiovisuelles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

%

	1973	1981	1989	Au cours des 12 derniers mois 1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus dont les pratiques audiovisuelles ont été les suivantes :				
Télévision	88	91	90	91
Tous les jours ou presque	65	69	73	77
Cassettes vidéo	•	•	24	66
Au moins une fois par semaine	•	•	13	28
Radio	81	90	85	87
Tous les jours ou presque	72	72	66	69
Disques ou des cassettes	66	76	73	76
Tous les jours ou presque	9	19	21	27
Micro ordinateur (1)	•	•	•	14
Tous les jours ou presque	•	•	•	4

(1) Dans le cadre de leurs loisirs.

TABLEAU E.02-28

Répartition de la population active de la culture ayant un emploi en janvier 1999 par profession (1)

Source : INSEE (enquête sur l'emploi 1999)

Unité : Personne

	TOTAL	Hommes %	Femmes %	Salariés %	Non salariés %
Professions de l'audiovisuel et du spectacle vivant					17
Artistes des spectacles	42 372	65	35	83	18
Cadres, techniciens et ouvriers des spectacles	63 226	70	30	82	
Professions des arts plastiques et des métiers d'art					98
Artistes plasticiens	19 290	70	30	2	27
Stylistes/décorateurs	55 613	56	44	73	62
Photographes	12 831	84	16	38	29
Métiers d'art	41 678	68	32	71	
Professions littéraires					14
Journalistes et cadres de l'édition	54 244	59	41	86	85
Auteurs littéraires	6 303	71	29	15	
Cadres et techniciens de la documentation et de la conservation	**46 664**	**14**	**86**	**100**	–
Professeurs d'art (hors établissements scolaires)	**37 420**	**39**	**61**	**86**	14
Architectes	**30 487**	**82**	**18**	**43**	57
Ensemble des professions culturelles	**410 128**	**58**	**42**	**73**	27

(1) La population active exerçant une profession culturelle représente 1,8 % de la population active ayant un emploi.

Chapitre E.03

Tourisme

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3).
2. Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie.
3. Autres hébergements : établissements et lits.

4A. Voyages personnels : répartition des séjours et des nuitées selon le type d'espace.

4B. Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement.

5A. Voyages personnels : séjours selon le mode d'hébergement.

5B. Voyages personnels : nuitées selon le mode d'hébergement.

6. Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger.
7. Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal.
8. Voyages personnels : répartition des nuitées en France.
9. Voyages personnels : répartition des séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace.
10. Bilan financier du tourisme avec l'étranger.
11. Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone.
12. Tourisme international : les arrivées, les recettes par pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Secrétariat d'État au Tourisme, direction du Tourisme, bureau des études statistiques et des comptes économiques.

1. PRÉSENTATION

En 1999, l'offre d'hébergement confirme certaines des tendances observées les années précédentes : baisse sensible pour l'hôtellerie homologuée (nombre d'établissements : - 1,4 %, nombre de chambres : - 0,6 %), pour les terrains de campings (- 0,4 %). L'hébergement en chambres d'hôtes continue de se développer; son offre augmente de 4,2 %.

En revanche, le nombre de gîtes ruraux et communaux diminue de 1,1%, celui des villages de vacances stagne; celui des auberges de jeunesse régresse (- 4% de 1997 à 1999).

Après une hausse en 1998, les voyages personnels en France diminuent de 4,8 % en séjours; l'hébergement non marchand est le plus touché (- 6,0 %).

Parmi les modes de transport, l'avion et le train poursuivent leur progression passant de 1998 à 1999, respectivement de 6,5 % à 6,9 % et de 12,0 % à 12,1 % du nombre de séjours. La voiture poursuit son recul avec 75,0 % des séjours en 1999 contre 77,4 % en 1994.

Ces déplacements se sont faits plutôt à la mer (38,9 % des nuitées) et à la campagne (32,8 % des nuitées) et majoritairement dans des hébergements non marchands (famille, amis, résidences secondaires) (53,9 % en été et 67,8 % en hiver).

En 1999, la France reste la première destination en nombre d'arrivées de touristes loin devant l'Espagne, les États-Unis et l'Italie. En revanche, en termes de recettes touristiques, la France se situe au 3ème rang mondial derrière les États-Unis et l'Espagne. Cependant, le solde de la balance des paiements est largement positif procurant à la France 12 084 millions d'euros d'excédent; il augmente de 26,1%.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. L'offre

Agences de voyages

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages. (NAF63.3).

En 1996, l'enquête a été rénovée; les données issues de son exploitation ne sont donc pas strictement comparables avec celles de 1995 présentées dans l'édition 1998 de l'annuaire.

Hôtellerie

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont eu cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprend donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoiles à 4 étoiles luxe).

Autres hébergements

Les terrains de camping-caravaning aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 11 janvier 1993 (*JO* du 13 janvier 1993) complété par la circulaire du 12 février 1993.

Les statistiques ne comprennent pas les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

2.2. La demande

Les voyages personnels des Français

Les voyages personnels des Français sont saisis à partir d'une enquête mensuelle « Suivi des déplacements touristiques des Français » réalisée par la Direction du Tourisme et la Sofrès auprès d'un échantillon de 20 000 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

2.3. La fréquentation étrangère

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

On trouvera dans cette statistique les résultats du poste « voyages » de la balance générale des paiements en termes de transactions (1); d'autre part, les résultats de ce même poste en termes de règlements (1) avec les principaux pays. La ligne des voyages fait l'objet en 1999 d'une correction méthodologique liée aux rémunérations des salariés; les dépenses des travailleurs frontaliers, dans le pays où ils sont rémunérés, sont considérés comme des dépenses de voyages, conformément aux recommandations du 5ème Manuel du FMI. Dans la partie recettes, les montants correspondant à des revenus du travail, enregistrés à tort dans la ligne voyages, ont été extraits de cette ligne. Au total, les incidences sont toutefois peu sensibles au niveau du poste « voyages ».

Fréquentation par mode d'hébergement

La direction du Tourisme a réalisé en 1996 une « enquête aux frontières ». Elle a été menée auprès des visiteurs non résidents à leur sortie du territoire français, quel que soit le mode de transport utilisé. Elle a porté sur un échantillon de 24 606 touristes et 23 914 excursionnistes (cf. définition « Touriste »).

(1) Cf. au chapitre O.02. Balance des paiements, les définitions relatives aux transactions et aux règlements.

3. DÉFINITIONS

Auberges de jeunesse

Ce sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

Hôtellerie

Les hôtels homologués de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement classés, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

Les hôtels, non homologués de tourisme, sont dits de préfecture. Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme et des hôtels « rattachés tourisme » déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

Maisons familiales de vacances

Ce sont des établissements sans but lucratif, destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit. Ils offrent des conditions d'hébergement comparables à celles des hôtels ou pensions de famille voisins et des services collectifs adaptés aux besoins des familles; ils doivent demander des prix de journée notablement inférieurs. Ces établissements sont régis par un arrêté ministériel du 26 février 1954 modifié le 4 avril 1958.

Touriste

En mars 1993, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté une série de recommandations sur les statistiques du tourisme préparées par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) comme suite à la conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme, organisée conjointement par l'OMT et le Gouvernement du Canada et qui s'est tenue à Ottawa en juin 1991; les notions de tourisme, visiteur, touriste et excursionniste sont précisées.

Le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs ». Dans un pays donné, différentes formes de tourisme peuvent être distinguées : le tourisme interne qui comprend les résidents du pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays, le tourisme récepteur qui comprend les non-résidents qui voyagent dans le pays donné et le tourisme émetteur comprenant les résidents du pays qui voyagent dans un autre pays.

Tous les voyageurs qui intéressent le tourisme sont désignés par le terme visiteur. Celui-ci est le concept de base de l'ensemble du système de statistique du tourisme. Il désigne toute personne qui se rend dans un lieu (ville, département, région ou pays) autre que celui où elle a sa résidence habituelle pour une période non supérieure à 12 mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Si ce lieu est un pays autre que celui de résidence habituelle du visiteur, ce dernier sera dit « international ». Les visiteurs se classent en deux catégories : les touristes et les excursionnistes. Le touriste est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé dans le lieu visité, les autres visiteurs (visiteurs de la journée) étant des excursionnistes.

Enfin, les travailleurs frontaliers, les immigrants temporaires et permanents, les nomades, les passagers en transit, les réfugiés, les membres des forces armées, les représentants consulaires, les diplomates ne sont pas inclus dans les statistiques du tourisme international.

Villages de vacances

Est considéré comme village de vacances tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

Voyages personnels

Les « voyages personnels » se décomposent de la façon suivante :

— d'agrément : salon, foire, exposition, croisière, manifestation sportive, stage sportif, manifestation culturelle, festival, visite, vacances, tourisme;

— familiaux : visite à la famille, aux amis, réunion de famille (mariage, baptème);

— autres raisons personnelles : séjour linguistique, cure, thalassothérapie.

Ces voyages se décomposent en « séjours » définis par le fait d'avoir passé au moins une nuit en lieu fixe. La durée des séjours est comptabilisée en nuitées.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, direction du Tourisme, bureau des études statistiques et des comptes économiques.

— INSEE.

Publications :

Observatoire National du Tourisme :

« Données économiques du Tourisme 1998 », « L'Atlas du tourisme », « Le tourisme international en France », « Les résultats de l' Enquête aux frontières 1996 ».

Mémento du tourisme 2000, Secrétariat d'État au Tourisme, Direction du Tourisme.

INSEE :

« Les vacances des Français », *INSEE-Résultats,* série « Consommation-modes de vie », n° 80-81, mars 1996.

« Chaque année, quatre Français sur dix ne partent pas en vacances », *INSEE-Première,* n° 734, août 2000.

« Partir en vacances », Marceline Bodier et Emmanuelle Crenner, *Données sociales,* 1996, INSEE.

* * *

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3)

Année 1998

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans les services)

Unité : Million de Francs

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Personnel occupé annuel (2)	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Investissements totaux
Total du secteur	**3 928**	**38 201**	**37 898**	**63 261**	**11 134**	**570**
hors tranche (1)	209	1 113	1 066	2 374	– 138	9
0 salarié	430	–	479	668	270	16
1 à 2 salariés	882	1 444	1 787	2 356	566	13
3 à 5 salariés	1 322	4 966	5 283	6 372	1 647	52
6 à 9 salariés	568	4 011	3 871	5 759	1 428	69
10 à 19 salariés	293	3 957	3 667	5 991	1 138	44
20 à 29 salariés	89	2 039	1 907	4 151	584	26
30 à 49 salariés	65	2 498	2 411	4 706	703	27
50 à 99 salariés	39	2 719	2 619	5 252	755	29
100 salariés et plus	31	15 454	14 809	25 633	4 181	286

(1) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.
(2) Personnel occupé annuel moyen = effectif salarié et non salarié en équivalent temps plein.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie

Parc au 31 décembre

Source : Direction du Tourisme et sources régionales

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Sans étoile (1) :						
Hôtels	495	2 603	2 660	2 554	2 315	2 198
Chambres	3 554	55 859	58 579	57 217	55 051	55 088
1 étoile :						
Hôtels	7 472	3 126	2 766	2 615	2 388	2 235
Chambres	121 566	57 846	52 035	49 491	45 192	42 299
2 étoiles :						
Hôtels	9 176	10 586	10 549	10 450	10 166	10 134
Chambres	264 907	302 530	300 651	296 032	287 990	285 144
3 étoiles :						
Hôtels	2 825	3 342	3 361	3 386	3 342	3 364
Chambres	132 499	157 057	154 675	156 198	154 471	155 684
4 étoiles et 4 étoiles-luxe						
Hôtels	415	555	576	558	598	615
Chambres	28 320	38 245	42 413	41 945	44 240	45 239
Total :						
Hôtels	**20 383**	**20 212**	**19 912**	**19 563**	**18 809**	**18 546**
Chambres	**550 846**	**611 537**	**608 353**	**600 883**	**586 944**	**583 544**

(1) Norme 1986.

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits

Parc au 31 décembre

Source : Direction du Tourisme et sources régionales

	1990	1995	1997	1998	1999
Nombre d'établissements :					
Terrains de camping homologués 1 à 4 étoiles	8 527	8 195	8 141	8 059	8 027
Villages de vacances agréés	•	...	861	893	892
Auberges de jeunesse	303	191	224	217	215
Maisons familiales de vacances	128	...	...	...	...
Gîtes ruraux et communaux (1)	37 827	41 286	41 868	41 957	41 489
Chambres d'hôtes (1)	11 168	17 659	21 466	22 053	22 987
Places disponibles (ou lits) en milliers :					
Terrains de camping homologués 1 à 4 étoiles (2)	889,9	913,0	910,6	901,2	900,0
Villages de vacances agréés	•	...	253,0	260,0	260,6
Auberges de jeunesse	17,6	12,9	15,0	15,7	15,2
Maisons familiales de vacances	13,7	...	...	...	...

(1) Ce type d'hébergement répond à des normes précises de confort et d'hygiène.
(2) Nombre d'emplacements (un emplacement étant égal à trois places).

TABLEAU E.03-4A

Voyages personnels : répartition des séjours et des nuitées selon le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	1995	1996	1997	1998	1999
En % des séjours					
Mer	25,3	25,5	26,3	26,4	27,6
Montagne	15,0	15,3	14,6	15,4	15,1
Campagne	37,4	36,9	37,4	36,8	36,0
Lac	4,1	4,2	4,1	4,1	4,0
Ville	32,1	32,6	32,5	33,6	33,4
Autre	2,0	2,1	2,3	2,3	2,3
En % des nuitées					
Mer	37,4	37,7	38,4	38,6	38,9
Montagne	19,8	19,1	18,1	19,0	19,5
Campagne	32,4	33,6	33,8	34,0	32,8
Lac	5,7	5,7	5,8	5,9	5,1
Ville	26,2	25,9	26,1	26,5	27,1
Autre	1,8	2,1	2,1	2,2	2,3
Durée moyenne des séjours (en nuitées)					
Mer	8,5	8,7	8,5	8,6	8,2
Montagne	7,6	7,3	7,2	7,2	7,5
Campagne	5,0	5,3	5,3	5,4	5,3
Lac	8,0	8,0	8,2	8,4	7,3
Ville	4,7	4,7	4,7	4,6	4,7
Autre	5,2	5,9	5,4	5,7	5,8

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs espaces pouvant être fréquentés au cours d'un même séjour.

TABLEAU E.03-4B

Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Tourisme/SOFRES

%

	Séjours				Nuitées			
	1995	1997	1998	1999	1995	1997	1998	1999
ÉTÉ (période du 01/4 au 30/9)								
Hôtel et pension de famille	15,6	15,7	16,0	15,8	10,9	10,8	11,3	11,1
Camping	8,6	8,9	8,0	8,5	12,0	12,0	11,4	11,9
Location	4,8	5,3	5,2	5,8	9,2	9,3	9,2	10,1
Gîte, chambre d'hôte	3,0	3,5	3,8	3,3	3,4	3,6	4,0	3,4
Résidence de tourisme	0,7	1,2	1,3	1,2	1,1	1,8	1,8	1,7
Autre	5,6	5,9	6,2	7,3	7,2	6,9	7,5	8,0
Total hébergement marchand	**38,3**	**40,5**	**40,6**	**41,9**	**43,8**	**44,4**	**45,2**	**46,2**
Résidence secondaire	11,8	12,4	12,0	11,8	17,6	18,7	18,0	18,1
Famille/amis	49,9	47,1	47,4	46,3	38,6	36,9	36,8	35,8
Total hébergement non marchand	**61,7**	**59,5**	**59,4**	**58,1**	**56,2**	**55,6**	**54,8**	**53,9**
HIVER (période du 01/10 au 30/03)	94-95	96-97	97-98	98-99	94-95	96-97	97-98	98-99
Hôtel et pension de famille	12,1	14,4	13,0	14,1	12,0	12,5	12,4	13,5
Camping	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,5	1,3	1,5
Location	4,1	3,7	4,0	4,0	7,0	6,3	7,0	7,0
Gîte, chambre d'hôte	1,7	2,0	2,1	2,1	1,8	1,9	2,1	2,2
Résidence de tourisme	–	1,1	1,1	1,1	–	1,7	1,7	2,1
Autre	4,9	4,7	4,6	4,7	7,0	5,6	6,4	5,9
Total hébergement marchand	**23,9**	**27,1**	**26,0**	**27,1**	**29,0**	**29,5**	**30,9**	**32,2**
Résidence secondaire	12,4	11,0	11,5	10,4	17,1	16,9	16,9	15,1
Famille/amis	63,7	61,9	62,5	62,5	53,9	53,6	52,2	52,6
Total hébergement non marchand	**76,1**	**72,9**	**74,0**	**72,9**	**71,0**	**70,5**	**69,1**	**67,8**

TABLEAU E.03-5A

Voyages personnels : séjours selon le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	1995	1996	1997	1998	1999
Hôtel et pension de famille	25,3	25,2	23,7	24,8	23,5
Camping	10,2	9,6	9,8	9,1	8,9
Location	7,9	8,0	7,5	7,7	8,0
Gîte, chambre d'hôte	4,4	4,0	4,6	5,2	4,3
Résidence de tourisme	1,0	1,6	1,9	2,0	1,8
Autre	9,2	9,1	8,9	9,1	10,0
Total hébergement marchand	**58,1**	**57,5**	**56,4**	**57,9**	**56,5**
Résidence secondaire	20,5	19,6	19,7	18,7	17,6
Famille/amis	94,8	90,3	84,3	85,3	80,2
Total hébergement non marchand	**115,3**	**109,9**	**104,0**	**104,0**	**97,8**
Total hébergement	**173,4**	**167,4**	**160,4**	**161,9**	**154,2**

TABLEAU E.03-5B

Voyages personnels : nuitées suivant le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	1995	1996	1997	1998	1999
Hôtel et pension de famille	113,0	113,4	105,2	112,7	105,6
Camping	90,9	86,9	84,9	81,5	79,5
Location	86,4	87,3	78,8	81,7	84,0
Gîte, chambre d'hôte	29,2	25,9	28,5	33,6	27,7
Résidence de tourisme	9,2	13,4	16,8	16,6	16,1
Autre	69,1	65,3	63,5	66,9	67,1
Total hébergement marchand	**397,9**	**392,1**	**377,6**	**393,0**	**380,2**
Résidence secondaire	171,1	176,4	168,4	166,4	155,6
Famille/amis	425,0	414,5	386,4	388,0	361,7
Total hébergement non marchand	**596,1**	**590,9**	**554,8**	**554,4**	**517,3**
Total hébergement	**994,0**	**983,0**	**932,4**	**947,4**	**897,4**

TABLEAU E.03-6

Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre de séjours (en millions)					
Total Europe	**11,9**	**11,3**	**10,6**	**10,9**	**9,8**
dont : Allemagne	1,0	0,9	0,9	0,7	0,7
Belgique, Luxembourg	0,9	1,0	0,8	1,0	0,7
Espagne	2,7	2,5	2,4	2,8	2,6
Grande Bretagne + Irlande	1,6	1,3	1,3	1,0	1,0
Italie	1,9	1,7	1,7	1,6	1,8
Afrique	1,4	1,7	1,8	1,9	2,5
Amérique	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5
Asie, océanie	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8
Total	**15,7**	**15,3**	**14,5**	**15,1**	**14,6**
Nombre de nuitées (en millions)					
Total Europe	**86,0**	**79,2**	**77,1**	**75,3**	**68,0**
dont : Allemagne	5,4	5,1	4,6	3,1	4,6
Belgique, Luxembourg	3,2	3,2	2,4	3,1	2,7
Espagne	25,5	23,4	23,2	23,1	22,1
Grande Bretagne + Irlande	8,4	6,6	7,0	5,5	5,3
Italie	13,5	11,9	11,6	10,7	11,5
Afrique	13,1	15,9	16,6	17,0	22,1
Amérique	16,4	16,4	16,9	16,7	18,4
Asie, océanie	11,2	10,4	9,4	9,6	9,6
Total	**126,7**	**121,8**	**120,1**	**118,6**	**118,1**

TABLEAU E.03-7

Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	1995	1996	1997	1998	1999
Répartition (en millions)					
Voiture particulière	134,7	128,9	123,0	121,8	115,6
Voiture de location	0,9	1,0	1,3	1,2	1,1
Minibus, camping-car	1,7	1,8	1,8	1,8	1,7
Avion	9,4	9,9	9,9	10,4	10,7
Train	19,1	18,8	17,9	19,4	18,7
Autocar	5,2	4,9	3,9	4,3	3,8
Autre	2,4	2,2	2,6	2,8	2,6
Total	**173,4**	**167,4**	**160,4**	**161,7**	**154,2**
Répartition (en %)					
Voiture particulière	77,7	77,0	76,8	75,3	75,0
Voiture de location	0,5	0,6	0,8	0,8	0,7
Minibus, camping-car	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
Avion	5,4	5,9	6,2	6,5	6,9
Train	11,0	11,2	11,1	12,0	12,1
Autocar	3,0	2,9	2,4	2,6	2,5
Autre	1,4	1,3	1,6	1,7	1,7

TABLEAU E.03-8

Voyages personnels : répartition des nuitées en France

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	Nombre de nuitées en millions					Durée moyenne des séjours en nuitées				
	1995	1996	1997	1998	1999	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre de nuitées (en millions)										
Alsace	11,8	10,3	9,8	9,3	10,5	5,3	4,8	4,6	4,7	4,9
Aquitaine	63,6	65,9	62,7	62,9	61,3	6,6	6,9	6,9	6,7	6,9
Auvergne	23,2	25,9	23,6	24,2	21,8	5,7	6,0	6,0	5,7	5,6
Basse-Normandie	28,5	28,7	25,6	26,8	26,0	4,8	5,4	4,9	5,0	4,9
Bourgogne	26,6	26,9	26,3	26,6	19,1	3,8	4,4	4,2	4,9	4,1
Bretagne	67,6	66,4	65,8	65,4	63,9	6,5	6,4	6,5	6,5	6,7
Centre	29,7	29,5	31,2	29,7	28,2	4,1	4,2	4,3	4,1	4,1
Champagne-Ardenne	9,6	10,1	9,4	10,7	9,5	3,4	3,5	3,9	3,6	3,2
Corse	12,6	13,5	9,0	12,0	12,5	11,8	12,4	12,3	11,4	9,8
Franche-Comté	14,6	14,3	12,5	12,8	13,1	4,8	4,9	4,8	4,7	5,1
Haute-Normandie	16,0	14,2	12,8	11,9	10,9	3,7	3,8	3,5	3,6	3,8
Île-de-France	44,3	44,3	41,4	41,5	37,6	3,5	3,5	3,7	3,6	3,4
Languedoc-Roussillon	78,5	73,9	73,1	76,8	72,3	7,9	7,9	7,7	7,8	7,6
Limousin	9,8	12,5	10,6	10,6	10,9	5,1	6,1	5,9	5,9	5,4
Lorraine	19,7	17,4	15,0	15,2	16,9	4,2	3,7	3,5	3,8	4,1
Midi-Pyrénées	47,9	43,8	46,7	46,8	45,9	5,7	5,8	6,1	6,0	5,9
Nord-Pas-de-Calais	21,8	21,5	19,3	20,6	20,3	4,1	4,4	4,3	4,6	4,2
Pays-de-la-Loire	60,2	62,7	60,1	62,3	55,2	5,3	5,7	5,3	5,8	5,5
Picardie	16,6	15,4	14,9	15,1	13,1	3,8	3,9	4,0	4,4	4,1
Poitou-Charentes	39,9	40,7	37,7	37,5	34,0	5,4	5,7	5,4	5,5	5,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	106,3	107,4	104,3	103,7	99,4	7,6	7,5	7,5	7,3	7,2
Rhône-Alpes	105,1	101,8	88,6	92,1	86,4	5,6	5,7	5,4	5,5	5,6
France sans indication	2,6	2,9	1,0	1,8	0,6	6,8	8,3	9,9	13,9	11,2
DOM-TOM	11,4	11,5	10,9	12,0	9,6	14,0	13,7	11,8	12,9	12,3
Total	**867,8**	**861,4**	**812,5**	**828,3**	**779,0**	**5,5**	**5,8**	**5,6**	**5,6**	**5,6**

TABLEAU E.03-9

Voyages personnels : répartition des séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	Mer	Montagne	Campagne	Ville	Lac	%
ÉTÉ (d'avril à septembre 1999)						
Sports nautiques	54,1	12,7	10,4	10,6		32,8
dont : natation, baignade	48,6	11,5	9,5	9,2		30,1
Randonnée pédestre	5,2	27,3	5,4	3,0		13,8
Promenade	37,2	37,6	27,1	20,1		38,1
Visite de monuments, sites et musées	16,2	19,3	14,4	25,8		18,6
Pas d'activité particulière	12,4	11,6	32,6	26,7		16,1
HIVER (d'octobre 1998 à mars 1999)						
Sports d'hiver	0,1	53,7	1,2	1,3		17,3
Promenade	43,2	34,0	24,0	20,0		40,3
Visite de monuments, sites et musées	30,7	11,4	8,3	22,7		24,1
Pas d'activité particulière	22,2	11,5	44,1	37,8		20,1

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs activités pouvant être pratiquées lors d'un même séjour.

TABLEAU E.03-10

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements)

Unité : Million d'euros

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Recettes	20 887	20 945	22 117	24 496	26 491	29 569
Dépenses	11 657	12 424	13 841	15 625	16 905	17 485
Soldes	**9 230**	**8 521**	**8 276**	**8 871**	**9 586**	**12 084**

TABLEAU E.03-11

Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone

Source : Balance des paiements

Unité : Million d'euros

	1994	1995	1996	1997	1998	■ 1999
OCDE	19 376	18 962	19 847	22 447	24 094	25 696
dont : UE	8 940	9 398	10 006	11 785	13 273	16 845
dont : Allemagne (1)	2 522	2 605	2 627	2 650	2 913	3 579
Royaume-Uni	2 008	1 914	2 153	1 469	3 471	3 895
UEBL	1 452	1 607	1 754	2 003	2 166	2 742
Italie	1 202	1 116	1 171	1 504	1 715	2 501
Pays-Bas	723	766	786	900	1 191	1 826
Espagne	734	715	744	827	867	1 188
Portugal	75	79	115	142	150	194
Grèce	41	28	39	37	48	57
Danemark	127	118	147	177	183	248
Irlande	38	31	47	60	80	123
États-Unis-Canada	2 964	2 885	3 144	3 759	4 334	4 814
Hors OCDE	1 512	1 983	2 270	2 476	2 823	3 873
Total	**20 887**	**20 945**	**22 117**	**24 924**	**26 917**	**29 569**

(1) À partir de 1990 y compris ex-RDA.

TABLEAU E.03-12

Tourisme international : les arrivées, les recettes par pays (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Organisation mondiale du tourisme (OMT)

	Arrivées de touristes (milliers)		Recettes du Tourisme International (millions de dollars US)	
	1990	1999	1990	1999
France	**52 497**	**73 042**	**20 185**	**31 699**
Espagne	34 085	51 772	18 593	32 913
États-Unis	39 363	48 491	43 007	74 448
Italie	26 679	36 097	20 016	28 357
Chine	10 484	27 047	2 218	14 080
Royaume-Uni	18 013	25 740	14 940	20 972
Canada	15 209	19 557	6 339	10 025
Mexique	17 176	19 236	5 467	7 587
Russie	7 204	18 496	2 752	7 771
Pologne	3 400	17 940	358	6 100
Autriche	19 011	17 467	13 410	11 088
Allemagne	17 045	17 116	11 471	16 828
République Tchèque	7 278	16 031	419	3 035
Hongrie	20 510	12 930	824	3 394
Grèce	8 873	12 000	2 587	7 200
Portugal	8 020	11 600	3 555	5 169
Suisse	13 200	10 800	7 411	7 355
Hong-Kong	6 581	10 678	5 032	6 793
Pays-Bas	5 795	9 844	3 636	7 092
Thaïlande	5 299	8 651	4 326	7 000
Turquie	4 799	6 893	3 225	5 200
Singapour	4 842	6 258	4 596	5 788
Indonésie	2 178	4 606	2 105	...
Australie	2 215	4 459	4 088	7 525
Belgique	5 147	...	3 721	...
Total monde	**457 217**	**662 873**	**263 648**	**453 444**

(1) Transport exclu.